

THÈSE DE
PARIS.

1889

N^o. 14.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

LE JUS ITALICUM

DROIT FRANÇAIS

LA TRANSFORMATION JURIDIQUE

DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

DANS LE DROIT INTERMÉDIAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Robert BEUDANT

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

ANCIEN SECRÉTAIRE DE LA CONFÉRENCE DES AVOCATS

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

PARIS

L. LAROSE ET FORCEL

Libraires-Éditeurs

22, RUE SOUFFLOT, 22

1889

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR LE DU-

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

LE JUS ITALICUM

DROIT FRANÇAIS

LA TRANSFORMATION JURIDIQUE

DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

DANS LE DROIT INTERMÉDIAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Mardi 26 Novembre 1889, à une heure

PAR

Robert BEUDANT

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

ANCIEN SECRÉTAIRE DE LA CONFÉRENCE DES AVOCATS

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

1^{er} prix d'histoire générale du droit français (1883)

4^e mention de droit civil (1885) — 3^e mention de droit civil (1886)

PRÉSIDENT : M. CAUWÈS

SUFFRAGANTS

MM. GARSONNET, *professeur*

ESMEIN, *professeur-adjoint*

MASSIGLI, *agréé*

PARIS

L. LAROSE ET FORCEL

Libraires-Éditeurs

22, RUE SOUFFLOT, 22

1889

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

LE JUS ITALICUM.

INTRODUCTION.

Les anciens ne nous ont laissé, sur le *jus italicum*, que des renseignements fort incomplets. Quelques textes à peine en font mention ; aucun ne nous en donne une définition précise, une notion juridique exacte.

Dans deux passages de son *Histoire naturelle*, Pline l'ancien signale certaines villes de l'Espagne citérieure et de l'Illyrie comme ayant reçu le *jus italicum* (liv. III, chap. 4 et 25) ⁽¹⁾.

Quatre fragments du Digeste, au titre *De censibus*, donnent une énumération de villes auxquelles fut accordé le *jus italicum*, et en indiquent quelques autres auxquelles ce privilège a été refusé (*Fragm.*, 1, 6, 7, 8, liv. L, tit. 15).

La constitution unique au Code Théodosien (liv. XIV, tit. 13), attribue le *jus italicum* à Constantinople, devenue capitale de l'Empire. La constitution unique au Code de Justinien (liv. XI, tit. 20), reproduisant la constitution 45 au Code Théodosien (liv. XVI, tit. 2), confère à Constantinople, outre le *jus italicum*, les prérogatives de l'ancienne Rome.

Citons enfin, après le texte littéraire de Pline, après les textes juridiques qui précèdent, deux inscriptions fort obscures, rapportées par Gruter, et dont une seulement parle à coup sûr du *jus italicum* ⁽²⁾.

(1) Dans le second de ces passages, Pline se sert de l'expression *jus italiæ*, que nous ne voyons employée nulle part ailleurs. Dans le premier, au contraire, il se sert de l'expression *jus italicum*, qu'emploient tous les textes. — Voy. l'édition Lemaire, t. II, p. 44 et 195.

(2) Gruter, p. 541, n° 8 ; — p. 542, n° 7.

Tels sont les seuls textes anciens où il soit fait mention du droit italique. Tout se réduit à une énumération pure et simple de certaines villes, auxquelles ce droit a été conféré. Qu'était ce droit? Quelle en était la nature, l'origine? Quels en étaient les effets? — A toutes ces questions, les textes indiqués ne fournissent aucune réponse.

Aussi la matière du *jus italicum* est-elle encore entourée de bien des obscurités, en dépit des recherches nombreuses auxquelles elle a donné lieu. Aujourd'hui cependant, la lumière semble faite sur certains points; et, s'il en est trop qui restent encore dans l'ombre, sur tous, au moins, on a formé des conjectures et proposé des solutions. D'ailleurs, si nous manquons d'indications directes sur le droit italique, l'ensemble des lois et des institutions romaines est assez connu, pour qu'il soit possible de suppléer dans une certaine mesure au silence que gardent les textes sur la question qui nous occupe. Le travail patient des commentateurs a relevé pièce à pièce l'édifice entier du droit romain; et, s'il y manque une pierre çà et là, la place même que cette pierre laisse vide révèle assez quelles en devaient être la forme, et la fonction dans l'économie générale de l'ouvrage.

C'est donc de l'extérieur, en quelque sorte, et comme à distance, que nous devons étudier le *jus italicum*. De ce droit lui-même, les sources apprennent peu de choses. C'était un privilège accordé à des *civitates*, les textes indiqués le prouvent; et ce devait être un privilège précieux, puisqu'il fallut l'accorder à Constantinople, pour que cette nouvelle Rome fût tout à fait au niveau de l'ancienne. C'était un privilège ayant quelque rapport avec la situation spéciale de l'Italie; les mots seuls en font foi. C'était enfin un privilège d'espèce fiscale: les fragments cités du Digeste sont dans un titre qui a pour rubrique *de censibus*, et c'est à des ouvrages sur les impôts que ces fragments sont empruntés; Pline et Paul ⁽¹⁾ rapprochent d'ailleurs le *jus italicum* de l'*immunitas*, ce qui paraît caractéristique.

Voilà tout ce qu'apprennent les sources. Si ces indications sont bien vagues, elles ne laissent pas cependant d'avoir une grande importance: elles donnent, en quelque sorte, une orientation à nos recherches, et comme un cadre à notre étude.

Le droit italique modifie la condition normale des *civitates*; il confère à ces *civitates* quelqu'une des prérogatives de l'Italie, et

(1) Pline, *loco citato*; Paul, fragm. 8, pr. et § 7, *hoc. tit.*

allège pour elles la charge de l'impôt. Condition des cités en général et des cités italiques en particulier, organisation de l'impôt : telles sont donc les deux sortes d'idées au milieu desquelles naît et se développe la théorie du *jus italicum*. Et si nous ne pouvons, de prime abord, pénétrer plus avant la nature propre de ce droit italique, au moins pouvons-nous avoir une connaissance exacte des institutions connexes, qui en forment l'entourage et le complément inséparable.

De cette étude de l'ensemble jaillira la lumière sur le point spécial qui nous occupe; et nous serons à même de présenter un aperçu général des institutions variées qui gravitent autour du *jus italicum*, et qui forment avec ce droit ce qu'on pourrait appeler la théorie juridique de la conquête romaine.

La pauvreté des sources est donc une première et très-grave difficulté de notre sujet. Cette difficulté en entraîne elle-même une seconde : forcés de chercher en dehors du *jus italicum* des éclaircissements sur la nature et les effets de ce droit, nous éprouverons souvent quelque peine à distinguer ce qu'il contient de ce qui l'entoure; obligés de grouper autour du *jus italicum* un grand nombre de notions et de faits, nous risquerons parfois de nous égarer dans ce dédale, sans apercevoir nettement l'objet propre et le domaine précis du droit italique.

Le *jus italicum*, en effet, est un privilège, concédé par Rome à des peuples vaincus, comme une atténuation des effets produits par la conquête. Or la conquête, dans les idées anciennes, entraîne cette conséquence essentielle, sur laquelle nous insisterons à loisir : la cité vaincue cesse d'exister, puisqu'elle cesse d'être autonome, mais elle n'est point incorporée par Rome; le droit national s'évanouit, sans être remplacé par le droit du vainqueur. Cette conséquence radicale de la conquête, l'effort constant des peuples soumis tendra à la faire disparaître; et nous aurons à rappeler quelles concessions lentes et progressives communiquèrent peu à peu au monde romain tout entier les prérogatives de la cité romaine. Ces concessions ont trait à l'administration des cités, à la condition des personnes, à celle des terres; et l'historien doit nettement indiquer auquel de ces trois chefs se rattache la concession dont il parle. Tâche délicate, et pour un double motif. D'une part, en effet, il est des concessions — le *jus latii vetus* en est une — qui produisent des effets dans les trois ordres d'idées à la fois. D'autre part, en supposant des concessions distinctes pour chaque ordre d'idées, ces concessions sont souvent accordées à des époques

rapprochées; parfois même, elles ne peuvent être accordées l'une sans l'autre, tel progrès dans la condition des terres par exemple ne se pouvant concevoir que si tel autre s'est accompli déjà dans la condition des personnes ou dans celle des cités. De sorte qu'il devient malaisé de faire à chaque concession sa part, de distinguer ce qui se rapporte à l'administration des villes, ce qui se rapporte aux personnes, ce qui se rapporte aux terres.

Le droit italique, disons-le par avance, se rattache à la condition des terres, à la théorie du droit de propriété. Nous reviendrons longuement sur ce point; et nous chercherons à prouver que le droit italique ne produit aucun effet, tant sur la condition des personnes que sur l'organisation des cités. Il y a là trois théories, distinctes en raison, qu'il faut séparer avec soin, qu'on ne saurait cependant isoler les unes des autres dans une étude historique, et que nous rapprocherons presque à chaque pas, parce qu'elles se complètent et s'éclairent réciproquement; il y a là un triple mouvement parallèle d'idées et de faits, concourant au même but, aboutissant au même résultat; il y a là trois aspects différents d'une seule et même révolution : la naissance de l'unité romaine sur les ruines du régime municipal ancien.

CHAPITRE PREMIER.

LA CONQUÊTE ROMAINE. — SES EFFETS QUANT AUX PERSONNES ET QUANT AUX BIENS. LE JUS ITALICUM.



I.

Il faut, quand on parle des conquêtes romaines, se garder avec soin de confondre ce qui se passait alors avec ce qui se passe aujourd'hui. La conquête, de nos jours, c'est une annexion de territoire; tout ou partie du territoire du vaincu devient portion intégrante du territoire du vainqueur; avec le territoire, sont incorporées certaines catégories d'individus, ayant avec lui quelque lien, que déterminera le traité de paix : lien d'origine, lien de domicile, ou de simple résidence. Tout se borne donc à un changement de souveraineté : une portion du sol, avec les personnes qui s'y rattachent, passe de la souveraineté du vaincu sous celle du vainqueur, mais rien de plus. Et toutes choses sont prévues et combinées de manière que ce passage n'entraîne dans la vie juridique aucun arrêt, aucune perturbation de droit : les lois anciennes sont conservées, le vainqueur les prenant en quelque sorte à son compte, ou elles sont remplacées par des lois nouvelles, mais sans interruption; les administrations locales reçoivent une nouvelle investiture, ou, si elles doivent disparaître, demeurent en charge jusqu'à ce que des rouages nouveaux soient organisés et en état de fonctionner. Tous détails délicats et complexes, que les plénipotentiaires règlent minutieusement, et dont nous ne voulons retenir que ceci : la conquête, dans nos idées modernes, est un désordre de fait, elle n'est pas un désordre de droit; la souveraineté nouvelle succède à l'ancienne avec une sorte

de saisine, sans lacune entre elles deux, sans interrègne; et l'on pourrait très-exactement appliquer ici la maxime bien connue des vieux légistes, quand ils disaient, à propos des transmissions de la couronne : le roi est mort, vive le roi.

Rien de pareil dans l'antiquité, à Rome en particulier; et, si on voulait donner de la conquête romaine l'idée la plus générale et la plus caractéristique, il faudrait la définir : la mort civile de la cité vaincue. C'est un point de grande importance, qu'il faut bien mettre en lumière, pour comprendre la raison d'être du *jus italicum*.

Jamais les anciens n'ont connu la notion de l'État, au sens que nous attachons à ce mot. L'État moderne, c'est un organisme immatériel, distinct, à la fois, des individus qu'il gouverne, et du territoire sur lequel il exerce son action; l'étendue du territoire peut augmenter ou diminuer par la fortune des guerres ou par la libre convention, le nombre des sujets peut varier, sans que l'État soit atteint dans son existence légale. C'est là une idée très-abstracte et très-raffinée, que les anciens n'ont point aperçue. Les Romains n'ont conçu que fort tard la notion du contrat (*duorum pluriumve in idem placitum consensus*), indépendant de certaines formes sensibles dans lesquelles il se moule et prend corps; de même, ils ont été longtemps sans distinguer l'État des éléments extérieurs qui le composent, un territoire et des citoyens. En cela, comme en tout le reste, la législation romaine était matérialiste (1).

Le vrai groupe politique, chez les anciens, ce n'était pas l'État, c'était la *civitas*, mot qu'il faudrait citer et ne jamais traduire, parce qu'il n'a pas d'équivalent dans notre langue. Cette *civitas* antique avait un caractère essentiel : elle était exclusive et fermée, comme la religion elle-même, dont elle se distinguait à peine. La religion était le fondement, comme elle était l'origine historique de la *civitas* : il n'y avait de lien possible entre les hommes que la communauté du culte; et ce culte lui-même n'était pas un hommage spirituel rendu par l'homme à une divinité créatrice et parfaite, c'était un hommage matériel de victimes et de sacrifices, offert aux mânes divinisées des ancêtres, pour se concilier leurs faveurs, et s'assurer leur protection. La marque extérieure, le symbole de cette union religieuse, source première du droit, c'était le foyer sacré; et, comme le dieu c'était l'ancêtre, comme l'idée constitutive du culte c'était la protection de la famille ac-

(1) Voy. sur ce matérialisme du droit romain, les pénétrantes observations présentées par Ihering, *Esprit du droit romain*, III, p. 112 et suiv. de la traduction française.

tuelle par ses auteurs disparus, ceux-là seuls étaient admis au foyer domestique qui descendaient de l'ancêtre. Il en était ainsi dans la *domus*; il en était ainsi dans la *civitas*, celle-ci n'étant qu'une agrégation nouvelle de plusieurs *domus*, qui adoptent un culte commun, et allument un foyer sacré. « De même que le culte « du foyer domestique était secret, et que la famille seule avait le « droit d'y prendre part, de même le culte du foyer public était « caché aux étrangers. Nul, s'il n'était citoyen, ne pouvait assister « aux sacrifices. Le seul regard de l'étranger souillait l'acte religieux ⁽¹⁾. » Voilà pour les personnes : le citoyen est un membre de la confrérie.

Comme la personne, le sol lui aussi reçoit de la religion une profonde empreinte. Le domaine de la famille, c'est l'enclos où elle donne la sépulture aux ancêtres, leur offre des sacrifices, et entretient le feu sacré; le territoire de la *civitas*, ce sera l'enceinte religieusement limitée où brûle le foyer public, et qui sert à la confrérie de demeure et de temple. Voilà pour le sol.

Quant à l'administration de la cité, elle est aux mains du prêtre, qui préside au gouvernement comme aux cérémonies liturgiques; et comme, enfin, il n'existe dans la cité d'autre lien social que la religion, de même que celui qui participe au culte peut seul être sujet d'un droit, de même que le sol ressortissant au culte peut seul être l'objet d'un droit, de même aussi il ne pourra y avoir de lien entre citoyens, de droits pour le citoyen sur le sol national, que par l'accomplissement de signes extérieurs, qui sont comme les rites de cette cérémonie religieuse qu'on appelle contrat, qu'on appelle procédure en justice.

Ainsi l'acte religieux est la base de la *civitas*; et nous pouvons maintenant comprendre ce que les anciens appelaient de ce nom : c'était une association religieuse de personnes pratiquant un culte sur un territoire consacré à ce culte. La *civitas*, c'est tout cela réuni : les dieux, le culte qu'on leur rend, le gouvernement, les personnes, le sol. Dans la *civitas*, il y a un droit parce qu'il y a un culte commun; hors des limites sacrées de la *civitas*, on ne peut plus offrir de sacrifices, et le droit n'existe plus. En dehors du cercle étroit de l'association, il n'y a que des ennemis à vaincre, des terres à conquérir; la violence est maîtresse. Il ne faut même pas dire que la force prépondérante fonde le droit : elle le remplace, là où, dans les idées anciennes, il ne pouvait exister.

(1) Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, p. 168.

Connaissant cette idée que les anciens se faisaient de l'État, nous concevrons aisément pourquoi la conquête était, en leur temps, si différente de ce que nous la voyons être parmi nous. L'annexion pure et simple n'était pas possible; les traditions religieuses y mettaient obstacle, par l'isolement qu'elles créaient entre les cités. « Si voisines qu'elles fussent, deux cités formaient « toujours des sociétés complètement séparées. Entre elles, il y « avait plus que la distance qui sépare aujourd'hui deux villes, « bien plus que la frontière qui divise deux États; les dieux n'é-
« taient pas les mêmes, ni les cérémonies, ni les prières. Le culte « d'une cité était interdit à l'homme de la cité voisine. On croyait « que les dieux d'une ville repoussaient les hommages et les « prières de quiconque n'était pas leur concitoyen ⁽¹⁾. » Avec de pareilles croyances, les anciens n'ont pu établir ni même concevoir aucune autre organisation sociale que la cité. Pendant fort longtemps, ils n'ont pas eu la pensée que plusieurs villes pussent s'unir, et vivre à titre égal sous un même gouvernement; faire entrer des vaincus dans la cité des vainqueurs, confondre deux cités en un seul État, et les associer sous une même autorité, c'est ce qui ne se vit jamais chez les anciens ⁽²⁾.

Sans doute ce sont là de vieilles croyances que le temps altéra, qui n'eurent plus de raison d'être ni de sens lorsque cessa d'exister la conception première de la famille patriarcale. Mais, « quand « ces superstitions s'affaiblirent, et elles ne s'affaiblirent que très-
« tard dans l'esprit du vulgaire, il n'était plus temps d'établir une « nouvelle forme d'État. La division était consacrée par l'habi-
« tude, par l'intérêt, par la haine invétérée, par le souvenir des « vieilles luttes. Il n'y avait plus à revenir sur le passé ⁽³⁾. »

II.

Ces notions générales vont nous permettre de comprendre aisément quels effets produisait la conquête. Écartons de notre esprit toutes les habitudes de la politique moderne, et ne nous figurons pas les peuples entrant l'un après l'autre dans l'État romain, comme, de nos jours, des provinces conquises sont annexées à un royaume, qui, en accueillant ces nouveaux membres, recule ses limites. « L'État romain, *civitas romana*, ne s'agrandissait pas par

(1) Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, p. 237.

(2) *Ibid.*, *passim* p. 239 et 240.

(3) *Ibid.*, p. 240.

« la conquête; il ne comprenait toujours que les familles qui figuraient dans la cérémonie religieuse du cens. Le territoire romain, « *ager romanus*, ne s'étendait pas davantage; il restait enfermé « dans les limites immuables que les rois lui avaient tracées, et « que la cérémonie des ambarvales sanctifiait chaque année. Deux « choses seulement s'agrandissaient à chaque conquête : c'était la « domination de Rome, *imperium romanum*, et le territoire appartenant à l'Etat romain, *ager publicus* ⁽¹⁾. »

Cette entrée d'une *civitas* vaincue dans l'*imperium romanum* entraînait pour elle une conséquence radicale : la *civitas* disparaissait, pour ne plus être qu'une ville. Ce résultat apparaît bien nettement dans la formule de la *deditio*, que les sources ont conservée ⁽²⁾. Les vaincus livrent au peuple romain leurs personnes, leurs murailles, leurs terres, leurs eaux, leurs maisons, leurs temples, leurs dieux, tout cet ensemble, en un mot, qu'on désigne sous le nom de *civitas*. Avec la cité, ses dieux eux-mêmes sont vaincus, réduits à l'impuissance; la religion disparaît, entraînant avec elle le droit; désormais, ces *dediticii*, n'ayant plus de culte commun, ne forment plus un corps politique, une société régulière : « leur ville pouvait rester debout, mais leur cité avait péri ⁽³⁾. »

Rome, alors, détruisant partout la vie locale, donnait-elle aux vaincus sa vie à elle, ses dieux, sa constitution municipale, son droit privé? La conception sociale ancienne ne le lui permettait pas. Cette conception ne lui permettait pas davantage de faire acte de souveraineté, en donnant à la ville une administration et

(1) Fustel de Coulanges, *op. laud.*, p. 441. — Cette distinction de l'*imperium* et de la *civitas* est encore faite quelquefois de nos jours. On trouve quelque chose de fort analogue dans la condition faite à l'Alsace-Lorraine lors de son annexion à l'Allemagne. L'Alsace-Lorraine ne fait pas partie de la confédération germanique, comme la Prusse, la Bavière ou la Saxe; elle est pays d'Empire, *Reichsland*; elle est sous la dépendance de la confédération, sans en être membre; elle est *in imperio*, elle n'est pas *in civitate*. D'où cette conséquence, que l'Alsace-Lorraine est représentée au *Reichstag*, qui est une délégation des populations de l'Empire, mais ne l'est pas au *Bundesrath*, qui est le conseil des États confédérés.

(2) Tite-Live, I, 38 : *Deditosque Collatinos ita accipio, eamque deditionis formulam esse. Rex interrogavit : « Estisne vos legati oratoresque missi a populo Collatino, ut vos populumque Collatinum dederetis? » — « Sumus. » — « Estne populus Collatinus in sua potestate? » — « Est. » — « Deditisne vos populumque Collatinum, urbem, agros, aquam, terminos, delubra, utensilia, divina humanaque omnia in meam populique romani ditionem? » — « Dedimus. » — « At ego recipio. » Cf. Polybe, XXXVI, 2. — Et Tite-Live, VII, 31 — II, 25 — VII, 27 — XVIII, 34.*

(3) Fustel de Coulanges, *op. laud.*, p. 442.

des lois à elle. L'action légale de Rome s'arrêtait aux limites de l'*ager romanus*; dans ces limites seulement les dieux exerçaient leur empire, dans ces limites seulement il y avait un droit. La *civitas* vaincue cessait donc d'exister, sans que Rome pût l'incorporer, sans qu'elle pût davantage lui infuser en quelque sorte une vie nouvelle et propre en lui donnant un droit.

De sorte qu'on arrivait à ce résultat étrange, qu'il faut un effort pour concevoir : une société sans droit, un pur fait; des personnes, des choses, et pas de lois; tout, hommes et biens, appartenait au vainqueur ⁽¹⁾.

La vie cependant continuait; et, si l'ordre légal avait disparu, Rome, au moins, devait veiller au maintien de l'ordre matériel. En vertu de son *imperium*, elle pouvait tout : détruire ou conserver. Cet *imperium*, elle le conférait à un citoyen, qu'elle envoyait dans le pays pour régner à sa place; elle faisait de ce pays la *province* de cet homme, c'est-à-dire sa charge, son commandement ⁽²⁾; elle se dessaisissait pour un temps de sa souveraineté entre ses mains ⁽³⁾. Dès lors, ce *præfectus* représentait en sa personne tous les droits de la République, et ordonnait en maître; pour qu'il y eût des lois entre lui et ses administrés, il fallait qu'il les eût faites lui-même, car lui seul pouvait se lier. Seulement ce pouvoir suprême qu'il exerçait ainsi n'était pas, qu'on le remarque bien, un pouvoir vraiment légal, au sens religieux que les anciens attachaient à ce mot, c'était un pouvoir de haute police; les décrets qu'il rendait ne participaient point à la majesté sacrée de la loi, c'étaient des règlements provisoires, rendus pour une durée limitée, perdant toute valeur quand celui qui les avait

(1) Ces principes furent rigoureusement appliqués à Capoue en 542 = 212. Tite-Live, XXVI, 46 : « *Urbs servata est ut esset aliqua aratorum sedes; ager omnis et tecta publica populi romani facta. Ceterum habitari tantum tanquam urbem Capuam frequentarique placuit : corpus nullum civitatis, nec senatus, nec plebis concilium, nec magistratus esse sine concilio publico, sine imperio multitudinem, nullius rei inter se sociam, ad consensum inhabilem fore.* »

(2) Le mot *provincia* désignait primitivement l'ensemble des attributions d'un magistrat romain. Plus tard, il signifie le commandement exercé hors de l'Italie sur un territoire conquis. L'idée de sujétion s'y attacha naturellement, et on donna le nom de province au territoire conquis lui-même. Voy. Fustel de Coulanges, *Instit. polit. de l'anc. France*, I, p. 55 et 56.

(3) Ici encore (cf. *suprà*, p. 9, note 1) se présente une comparaison avec ce qui se passe en Alsace-Lorraine. A la tête du *Reichsland* se trouve un *Statthalter*, gouverneur délégué directement par l'empereur, et qui en tient la place dans le pays d'Empire. Il y a une grande analogie entre ce *Statthalter* et un gouverneur romain dans sa province.

rendus sortait de charge. Mais enfin, l'ordre matériel était assuré, les rapports d'intérêts réglementés.

Mis, en principe, en dehors du droit, les vaincus vivent donc comme s'ils en avaient un. S'ils ne peuvent être ni maris, ni pères, ni propriétaires, ils ont une situation de fait analogue, une possession d'état, que l'édit du gouverneur sanctionne et organise; s'ils n'ont plus de magistrats municipaux, le gouverneur en tient lieu, donne des fêtes et entretient les rues. Seulement tout cela ne constitue pas un droit; c'est un ordre précaire établi par les maîtres. Le droit proprement dit n'existe plus qu'à Rome. « Les « lois que chacun trouvait dans sa ville étaient des lois variables « et sans fondement, qui n'avaient qu'une valeur de tolérance; le « Romain les méprisait, le provincial lui-même les estimait peu. « Pour avoir des lois fixes, reconnues de tous et vraiment saintes, « il fallait avoir les lois romaines ⁽¹⁾. »

Aussi vit-on de bonne heure se produire parmi les sujets de Rome un désir unique partout répandu : s'élever à la cité romaine. S'élever à la cité, c'était renaître à la vie juridique, c'était effacer les effets produits par la conquête, c'était passer des rangs du peuple vaincu dans ceux du peuple vainqueur.

Voilà les conséquences ordinaires que produit la conquête. Mais Rome se montra plus clément à l'égard de certaines villes, dont elle fit des alliées, au lieu d'en faire des sujettes. Je veux parler des *civitates liberæ* ⁽²⁾. A leur entrée dans l'*imperium romanum*, ces villes n'avaient pas subi la loi rigoureuse de la conquête; il avait été stipulé qu'elles conserveraient leur régime municipal, et resteraient organisées en cités. Bienfait d'ailleurs plus apparent que réel. En même temps qu'elle reconnaissait l'autonomie de ses alliées, Rome insérait dans le traité cette formule : *majestatem populi romani comiter conservato*; et cela suffisait pour réduire à néant l'indépendance qu'on avait l'air d'accorder. Sans doute la vie juridique n'était pas arrêtée dans ces villes comme elle l'était dans les cités sujettes; « mais ces villes, qu'on appelait libres, recevaient les ordres de Rome, obéissaient aux proconsuls, et

(1) Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, p. 453.

(2) Les *civitates liberæ* sont de deux sortes : *civitates fœderatæ*, *civitates sine fœdere immunes et liberæ*. Au point de vue qui nous occupe, il n'y a pas de différence entre ces deux sortes de villes; toutes ont la liberté et l'immunité. Seulement les premières ont ce privilège en vertu d'un traité conclu avec Rome, au lieu que les secondes le doivent à une loi ou à un sénatusconsulte, acte unilatéral plus facilement révoquant.

« payaient des impôts aux publicains; leurs magistrats rendaient
 « des comptes au gouverneur de la province, qui recevait aussi
 « les appels de leurs juges. Or telle était la nature du régime mu-
 « nicipal chez les anciens, qu'il lui fallait une indépendance com-
 « plète, ou qu'il cessait d'être. Entre le maintien des institutions de
 « la cité et la subordination à un pouvoir étranger, il y avait une
 « contradiction, qui n'apparaît peut-être pas clairement aux yeux
 « des modernes, mais qui devait frapper tous les hommes de cette
 « époque. La liberté municipale et l'empire de Rome étaient
 « inconciliables; la première ne pouvait être qu'une apparence,
 « qu'un mensonge, qu'un amusement bon à occuper les hom-
 « mes (1). »

Ce mensonge, les cités alliées n'en furent dupes que peu de temps. Frappées dans leur indépendance, entraînées, en dépit de leur titre, par le flot montant de la conquête, elles s'aperçurent bien vite que leur autonomie n'était qu'un vain mot; et on les vit, comme les cités sujettes, demander leur admission dans la cité.

Tel fut l'effet de la conquête romaine sur les peuples qui en devinrent successivement la proie; cette conquête était pour les vaincus un bouleversement si profond, qu'elle les poussait, en désespoir de cause, à l'assaut de la cité romaine. L'exclusivisme jaloux des républiques anciennes fait naître, par ses excès mêmes, l'idée et le désir d'un empire unitaire.

III.

A ce désir si général, Rome ne pouvait répondre par un refus. Aussi bien, à mesure que ces revendications se produisaient plus nombreuses et plus pressantes, l'affaiblissement des croyances anciennes lui permettait d'y répondre, en même temps que son intérêt l'y poussait.

Sous l'action d'influences diverses, la vieille organisation aristocratique et sacerdotale commence à se dissoudre; le droit d'aînesse disparaît, les clients s'affranchissent, la plèbe pénètre dans la *civitas*. Un dernier pas restait à faire : après les clients, après la plèbe, faire entrer les vaincus dans la cité.

Sans aller d'abord jusque-là, Rome put écouter et satisfaire en partie les vœux de ses sujets. Elle-même, en effet, avait bien vite

(1) Fustel de Coulanges, *op. laud.*, p. 443.

souffert de son isolement; et ce n'est point un paradoxe de dire que l'antique légende de l'enlèvement des Sabines nous la montre cherchant, dès cette époque reculée, à nouer avec l'étranger de véritables liens de droit. Plus elle étendit le cercle de ses conquêtes, plus les relations commerciales se développèrent, plus elle sentit vivement ce besoin; au Romain qui prenait femme hors de Rome, qui trafiquait avec des étrangers, qui possédait des terres hors de l'*ager romanus*, le droit romain ne suffisait plus, la loi civile ne connaissant ni le pérégrin ni le sol provincial.

On pouvait y parer sans pourtant se montrer prodigue du droit de cité. On pouvait mettre à part le titre même de citoyen, avec les *jura publica* qui en découlent, et ne considérer que les *jura privata*, dont on conférerait seulement certains éléments détachés, *commercium* ou *connubium*. Les droits politiques, c'étaient ceux auxquels les Romains tenaient le plus, auxquels les provinciaux tenaient le moins; les droits privés, au contraire, que les provinciaux convoitaient si ardemment, Rome avait intérêt à en étendre un peu la jouissance.

C'est ainsi que se forma peu à peu tout un système de concessions partielles, au milieu desquelles nous voyons apparaître le *jus italicum*. Ce système était pour Rome un merveilleux instrument de règne. Concéder ainsi la cité graduellement, en plusieurs fois, proportionnant l'étendue du bienfait à la sincérité de la soumission ou à l'importance des services, n'était-ce pas pour elle le meilleur moyen d'attirer et de s'attacher les peuples de son empire? Il y avait là comme un appât qui tenait en respect les vaincus, les excitait à se bien conduire et à persévérer, toute concession déjà faite pouvant être retirée en cas de démerite. Rome y trouvait enfin l'avantage de varier presque à l'infini la condition de ses sujets, créant entre eux des inégalités qui semaient la jalousie, qui prévenaient coalitions et révoltes. Divisant ainsi pour régner, elle augmentait encore chez les vaincus le désir de gagner la cité. La *civitas romana*, recherchée déjà pour elle-même, pour les avantages juridiques qu'elle conférait, devenait une distinction, une marque d'estime, une faveur, et l'attrait s'en doublait. Ce fut, dans tout l'empire, une véritable émulation; et Rome, donnant aux uns, retirant aux autres, était partout maîtresse. L'unité se faisait; mais cette révolution, qui semblait achever l'œuvre de la conquête, marqua la fin de la grandeur romaine. Du jour que tous les peuples se furent élevés à la situation de Rome, Rome ne fut plus la cité victorieuse et reine, elle ne fut

plus que la capitale d'un État; moins que cela bientôt, un simple chef-lieu de préfecture. L'unité romaine était faite, mais Rome avait perdu sa suprématie.

Tels furent l'origine et le rôle historique de ces concessions partielles du droit de cité; et nous ne pouvons entamer l'étude du *jus italicum* sans commencer par le replacer ainsi au milieu des idées et des faits qui en forment l'entourage naturel, et comme l'encadrement.

Pour compléter ce travail préparatoire et de mise en œuvre, il faudrait énumérer rapidement ces concessions, en les ramenant à quelques types définis, afin de serrer en quelque sorte le *jus italicum* de plus près, et afin de circonscrire bien nettement le terrain de nos recherches. Cette énumération, nous ne pouvons songer à la faire. Nous ne pouvons dire que ceci : dans la cité sujette, le droit romain ne s'appliquait à rien, ni au gouvernement, ni aux personnes, ni au sol, et il finit par s'appliquer à tout, grâce à des extensions portant sur ces trois points, et qui furent tantôt politiques, tantôt réelles, et tantôt personnelles. Quant à vouloir préciser davantage, non seulement nous ne le pouvons pas, mais ce serait aller contre la vérité des faits. Tant que vécut le régime municipal, Rome n'eut pas l'idée d'une organisation administrative symétrique et homogène comme est la nôtre; la règle de cette administration, ce fut la variété poussée à ses dernières limites. Et s'il est des institutions dont le nom se retrouve un peu partout, il faut se garder avec soin de croire les choses uniformes comme l'est leur nom. Un même nom, bien souvent, désigne des institutions différentes suivant les pays; et nous voyons, par exemple, des magistrats de même ordre avoir des attributions diverses, selon qu'ils les exercent dans telle ou telle province.

Ces idées trouvent leur application en ce qui concerne le *jus latini*, la moins mal définie peut-être, avec le *jus italicum*, parmi les concessions dont nous parlons, la seule dont nous puissions indiquer ici les caractères distinctifs. Le droit latin a été successivement trois choses : le droit d'une confédération, le droit de certaines colonies, une participation toute personnelle au *commercium* romain. Et, sous chacune de ces trois formes, il a revêtu, selon les temps et selon les lieux, des aspects si variés, que les meilleurs auteurs ont souvent bien de la peine à s'y reconnaître.

Les peuplades voisines de Rome formèrent de bonne heure une confédération, que Rome fonda peut-être sous sa suprématie, qui existait peut-être par avance, et où Rome conquit la première

place ⁽¹⁾. Un culte commun, celui de *Jupiter Latialis*, unissait les confédérés, et ce fut l'origine de leur nom. Les cités latines sont d'abord des cités souveraines, se concédant réciproquement le *connubium*, le *commercium* et la *recuperatio*. A la suite de la guerre latine ⁽²⁾, Rome détruisit la confédération, et déclara sujettes les trente villes qui la composaient, ainsi que les colonies fondées par les confédérés; seulement, ces villes demeurèrent unies à Rome par un culte commun, et la jouissance du droit romain leur fut laissée dans une très-large mesure. Peut-être n'eurent-elles pas le *connubium* ⁽³⁾; mais le *commercium* leur resta, et dans son sens le plus large, applicable aux terres comme aux personnes : le sol latin est susceptible de propriété quiritaire, les latins peuvent acquérir suivant les modes solennels du droit civil; ajoutons qu'ils deviennent citoyens de plein droit dans certains cas déterminés. Quant à la condition politique des villes, nous savons que leur souveraineté fut plutôt restreinte que détruite; avec le droit de frapper leurs monnaies, elles gardaient leur *census* indépendant, dressé par les magistrats locaux; seulement, depuis 550 (204 av. J.-C.), douze d'entre elles furent déchues de ce privilège, à raison de leur conduite envers Rome pendant la seconde guerre punique.

Rome, maîtresse du *Latium*, continua de fonder dans la péninsule de nombreuses colonies, citadelles avancées qui préparaient les conquêtes futures, ou maintenaient dans le devoir les peuples déjà soumis. Ces colonies furent tantôt romaines, tantôt latines. Dans ce dernier cas, leur condition ressemblait sans doute à celle des colonies fondées naguère par la ligue latine, mais elle en différait aussi : d'abord elles n'avaient pas d'indépendance politique; puis elles n'avaient certainement pas de *connubium*, et, si le *commercium* personnel leur restait, le *commercium* réel leur faisait défaut.

Or, les textes anciens désignent sous le terme unique de *nomen latinum* tous ces latins si divers, les anciennes villes de la ligue, avec leurs colonies, comme les colonies fondées depuis par Rome. Et nous aurons mis le comble à cette confusion, si nous ajoutons

(1) Voy. sur cette question, Accarias, *Précis*, I, p. 123, note 1 (4^e édit.).

(2) An de Rome 416 = 338 av. J.-C.

(3) Voy. sur ce point, et, en général, sur les *Latini veteres* : Mispoulet, *Les institutions politiques des Romains*, II, p. 50 à 58. — V. aussi Beaudouin, *Le majus et le minus latium*, dans la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, année 1879.

que plusieurs villes de l'ancienne confédération, appelées encore *latines*, ont en réalité cessé de l'être, et sont devenues romaines par leur élévation à la condition de *municipes*.

Après les Latins, ses voisins les plus proches, Rome soumit peu à peu le reste de l'Italie, et se l'attacha par une série de traités, superposés et enchevêtrés, si différents, que, parmi tant de villes, il n'y en avait peut-être pas deux qui fussent traitées de même. Au début du VII^e siècle de Rome (environ 450 av. J.-C.), l'Italie tout entière appartenait aux Romains, mais n'était pas romaine. Quelques colonies seulement et quelques *municipes* avaient le droit de cité; le *connubium* appartenait peut-être aux anciennes villes latines, et, si le *commercium* avait été donné à un bon nombre de personnes, il était refusé à presque toutes les terres : le sol de l'ancienne ligue latine, celui de ses colonies, celui peut-être des colonies romaines postérieures⁽¹⁾, étaient seules susceptibles de propriété quiritaire. Les Italiens souffraient de cet état de choses; associés à Rome dans ses guerres, envahis et pillés à cause d'elle par Annibal, menacés dans leurs intérêts les plus essentiels par les rogations agraires dont le *forum* était rempli, ils voulaient devenir partie intégrante de l'État romain; ils voulaient la cité pour leurs personnes, ils la voulaient pour leurs terres. Rome repoussa leurs vœux; ils firent la guerre sociale, et furent vaincus, mais ils obtinrent dans leur défaite ce qu'ils s'étaient vu refuser si longtemps : tous les habitants et toutes les terres de l'Italie reçurent le droit de cité⁽²⁾.

Désormais, une opposition bien nette s'établit entre l'Italie et les provinces : tout est romain en Italie, le sol et les personnes; rien ne l'est dans les provinces, ni le sol ni les personnes. Cette antithèse bien marquée ne dura pas en ce qui concerne les personnes.

(1) C'est là un point très-douteux. Nous montrerons plus tard (*infra*, p. 44 à 51) que le sol des colonies extra-italiques postérieures à la guerre sociale n'était certainement pas un sol romain. La même solution nous semble devoir être adoptée pour les colonies romaines fondées en Italie avant la guerre sociale. *Contra* : Houdoy, *De la condition et de l'administration des villes chez les Romains*, p. 343.

(2) Ce fut l'œuvre de deux lois, sur lesquelles nous avons peu de détails, la loi *Julia* du consul *L. Julius Cesar*, en 664, et la loi *Plautia Papiria* des tribuns *M. Plautius Silvanus* et *C. Papirius Carbo*, portée à la fin de la même année ou au début de l'année suivante. Ces lois donnèrent le droit de cité aux Italiens. Il est moins certain qu'elles l'aient donné au sol italique; mais personne ne conteste que ce sol ne soit devenu romain à cette époque, et c'est tout ce qu'il nous importe ici de savoir.

Si les *latini veteres* avaient disparu en devenant citoyens ⁽¹⁾, Rome créa de nouveau, après la guerre sociale, une classe intermédiaire entre les citoyens et les pérégrins. Cette latinité nouvelle, à la différence de l'ancienne, constituait une condition juridique bien nette et bien tranchée : ceux qui l'avaient participaient au *commercium* personnel, et rien de plus. Répandue partout dans les provinces, indépendamment de toute fondation de colonie ⁽²⁾, elle élevait d'un degré vers la cité romaine ceux qui en étaient dotés, et préparait ainsi la constitution de Caracalla, qui vint donner le droit de cité à tous les habitants de l'empire.

Pendant que l'unité s'introduisait ainsi dans la condition des personnes, l'opposition ancienne entre le sol italique et le sol provincial demeurait-elle entière, sans qu'aucune concession vint préparer, par des faveurs locales, l'unification qui paraît être un fait accompli sous Justinien ? Rien n'indique l'existence de pareilles concessions, à moins qu'il n'en faille précisément voir une dans le droit italique. Nous avons mis le *jus italicum* à sa place logique, à côté du droit latin, dont il le faut nettement distinguer. Nous allons examiner, dans la suite de cette étude, quels en étaient les caractères.

(1) Ils avaient disparu de l'Italie, mais non des provinces, et nous verrons que Plin l'ancien signale l'existence en Espagne de colonies de *latini veteres*. Voy. *infra*, p. 23, note 1.

(2) Avant la guerre sociale, la concession de la latinité résultait de la fondation effective, suivant les formes prescrites, d'une colonie latine. Désormais la latinité est accordée à des cités, sans qu'on ait recours pour cela à l'envoi de colons. C'étaient les anciens habitants qui devenaient ainsi, par fiction légale, latins coloniaux. On fit encore un pas de plus : certaines personnes furent latines de plein droit, sans concession, par défaveur et non plus par faveur ; ce sont les latins juniens. La latinité, perdant tout sens historique, devenait purement et simplement une condition intermédiaire entre la cité et la pérégrinité. — On continua d'ailleurs, même alors, à fonder des colonies latines.

CHAPITRE II.

LE JUS ITALICUM ET LA CONDITION DES PERSONNES.

I.

Pendant de très-longues années, une théorie a été presque unanimement admise, d'après laquelle le *jus italicum* aurait eu trait à la condition des personnes. Proposée par Sigonius au milieu du xvi^e siècle, cette théorie ne fut l'objet d'aucune contestation sérieuse jusqu'en 1814; à cette date, Savigny la réfuta d'une façon définitive dans un mémoire lu devant l'Académie des sciences de Berlin, et que nous aurons souvent à citer ⁽¹⁾. Avant Savigny, la doctrine de Sigonius n'avait sans doute pas été suivie par tous les auteurs; Cujas, Godefroy, Turnèbe, pour ne parler que des plus illustres, semblent bien ne pas s'y être rangés; mais aucun n'avait attaqué de front les idées mises en avant par le savant érudit. Sigonius jouissait en son temps d'une très-grande autorité, et beaucoup ne le suivaient pas, qui n'auraient point osé le contredire ouvertement ⁽²⁾.

(1) Lue en 1814 à l'Académie de Berlin, la dissertation de Savigny parut en 1815 dans le recueil des travaux de l'Académie, et fut insérée en 1823, avec quelques corrections, dans la *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft*. Le même journal publiait en 1842, un appendice à cette dissertation première. Enfin, en 1849, Savigny y ajoutait encore un nouvel appendice, en éditant son travail dans ses *Vermischte Schriften* (tome I, p. 29-80).

(2) Voy. Revillout, *Étude sur le jus italicum*, dans la *Revue historique de droit*, tome I, p. 341-369.

D'après Sigonius ⁽¹⁾, le *jus italicum* aurait été une condition particulière des personnes, tenant le milieu entre la condition des latins et celle des pérégrins; de sorte qu'il y aurait eu quatre catégories de personnes : 1° *cives*, 2° *latini*, 3° *qui juris italici sunt*, 4° *peregrini*. D'où la théorie a reçu le nom de théorie des quatre états. Aussi bien, le droit italique, ainsi compris, aurait pu être accordé, tout comme la cité ou la latinité, tantôt à des individus et tantôt à des villes; dans ce dernier cas, tous les citoyens de la ville gratifiée eussent acquis ensemble la qualité d'italiens.

A l'appui de son système, Sigonius ne faisait valoir qu'un seul argument, assez peu concluant : il invoquait l'analogie des expressions. Par *civis romanus* on entend originairement l'habitant de Rome, par *latinus* celui du *Latium*; puis, dans un sens dérivé, ces deux expressions désignent un certain état des personnes, état qui existe indépendamment de toute relation entre la personne et Rome ou le *Latium*. Rien de plus naturel alors, découvrant l'existence d'un *jus italicum*, que de suivre la même voie pour en déterminer le contenu. L'expression *droit italique* aurait deux sens elle aussi : dans un sens primitif, elle désignerait la condition particulière des habitants de l'Italie qui ne sont ni citoyens ni latins; dans un sens postérieur et détourné, elle désignerait une condition spéciale, modelée sur celle des italiens proprement dits, et accordée gracieusement dans les provinces, soit à des individus, soit à des villes.

Sigonius, on le voit, ne donnait pas un fondement bien solide à une doctrine qu'attendait cependant une si longue faveur. Son argument n'était guère qu'une considération de symétrie juridique. Ses disciples ne tardèrent pas à en ajouter un second, plus sérieux, et qui parut longtemps décisif.

Voici quel il était. Le grammairien latin Asconius Pedianus, dans son commentaire sur le discours de Cicéron contre Pison, s'exprime ainsi : « *Duo porro genera earum coloniarum, quæ a populo romano deductæ sunt, fuerunt. Erant enim aliæ quibus jus Italiæ dabatur, aliæ item, quæ Latinorum essent.* » Ce passage semble bien corroborer la manière de voir de Sigonius : le *jus Italiæ* et la latinité y sont présentés comme deux genres d'une même espèce, d'où l'on peut conclure que, comme la latinité, le droit italique était un droit personnel.

Cet argument n'a aucune espèce de valeur, car c'est un point

(1) Sigonius, *De antiquo jure Italiæ*, lib. I, cap. 21.

aujourd'hui hors de doute que le texte invoqué n'existe pas. Il aurait été bien inconcevable, en effet, qu'Asconius, se plaçant à ce point de vue, eût admis l'existence de deux classes de colonies seulement : colonies italiques et colonies latines; il en devait nécessairement compter trois classes, et ne pouvait passer sous silence la première et la plus importante espèce de colonies, les *coloniæ civium romanorum*.

Cette simple remarque eût dû déjà faire suspecter l'authenticité du passage; une étude plus minutieuse l'a démontré complètement apocryphe. Si on se reporte aux manuscrits des commentaires d'Asconius, on découvre ceci : deux manuscrits de Paris (n° 7832 et 7833), un manuscrit de la bibliothèque de Vienne (ms. philolog. 151), et un manuscrit de Gotha, présentent tous quatre la lecture suivante : « *Duo porro genera earum coloniæ — rum, quæ a populo romano deductæ sunt, fuerunt — itaque* » *aliæ Latinorum essent.* » Du *jus Italiæ*, il n'y a pas trace dans cette lecture, que reproduisent toutes les anciennes éditions (1). La première édition dans laquelle on trouve la lecture fausse invoquée par Sigonius est celle de François Hotman (2). Or une note de l'éditeur sur notre passage (3) est ainsi conçue : « *jus Italiæ dabatur. Deerrant hæc in manuscripto.* » D'après la lettre de cette note, Hotman n'aurait ajouté au manuscrit qu'il avait sous les yeux que les trois mots : *jus Italiæ dabatur*. Tout le reste existait, et l'ensemble de la phrase dans le manuscrit était le suivant : *erant enim aliæ quibus aliæ item quæ Latinorum essent.* C'est bien ainsi qu'Augustinus avait compris la note en question; dans une lettre écrite à Panvinus en 1558, il critique la restitution d'Hotman, et propose de la remplacer par celle-ci : « *erant enim aliæ quibus jus civitatis dabatur, aliæ item quæ Latinorum essent* » (4).

« Mais c'est, dit Savigny, faire beaucoup trop d'honneur à Hotman, que d'interpréter ses paroles avec autant de précision. En

(1) Edition in-f° de 1447. Edition in-8° de Alde, 1522. Edition *apud Albi filios*, Venise, 1547.

(2) In-8° Lugd., *ap. Jo. Tornæsium et Gul. Gazeium*, 1551, p. 121.

(3) Cette note est à la fin du volume, p. 170.

(4) *Antonii Augustini epist.*, ed. Andres. Parmæ, 1804, in-8°, p. 336. Panvinus avait probablement consulté son ami sur le passage d'Asconius, à propos de son ouvrage *De republica romana*, qu'il écrivait alors. Il y cite, en effet, ce passage suivant l'avis d'Augustinus : « *quarum coloniarum duo genera erant, ut tradit Asconius, quædam civium romanorum, et quædam latinæ.* » (Panvinii, *Respublica romana*, ed. Venet., 1558, in-8°, p. 694.)

« présence de l'unanimité si complète de tous les autres textes, « manuscrits ou imprimés, il est infiniment plus vraisemblable « que le manuscrit d'Hotman contenait la même lecture que les « autres, et qu'il l'a tout simplement modifié, afin de bien montrer « quelle reconnaissance on lui devait pour une si belle restitution. « Si on admet cela, la lecture la plus simple et la plus vraisem- « blable est celle-ci : *Duo porro genera earum coloniarum, quæ « a populo romano deductæ sunt, fuerunt, ita ut aliæ civium ro- « manorum, aliæ latinorum essent.* Aux mots *ita ut* s'est substitué « dans les manuscrits le mot *itaque*, et les trois mots *aliæ civium « romanorum* ont disparu, omission qui s'explique très aisément « par la répétition du mot *aliæ* (1). »

Quoi qu'il en soit de ces conjectures, un point est hors de doute, c'est que le passage invoqué d'Asconius n'est pas le texte primitif de ce rhéteur; ce n'est qu'une restitution plus ou moins conjecturale : la partie qui nous intéresse dans ce passage est précisément celle qui manque au manuscrit, et qu'Hotman a suppléée. De sorte que ce second argument, ajouté à celui que faisait valoir Sigonius (2), a tout juste la valeur du premier, et se confond presque avec lui. Poussé par l'analogie des expressions, Hotman a cru que le *jus italicum* était une condition des personnes, comme la latinité; trouvant une lacune dans l'énumération des différentes classes de colonies, il y a mis le *jus italicum* : pure supposition, qui ne peut, en aucune manière, servir de preuve à la manière de voir présentée par Sigonius.

Cette manière de voir a donc le grave inconvénient de ne s'appuyer sur aucune preuve; l'analogie des expressions, voilà la seule considération qu'on puisse invoquer en sa faveur. Ce ne serait pas d'ailleurs une raison suffisante pour l'écarter; étant donnée l'extrême pauvreté des sources sur la question qui nous occupe, il faut tenir compte des moindres indications, et cette simple analogie d'expressions pourrait avoir sa valeur.

Mais il existe des raisons sérieuses, pour lesquelles l'hypothèse de Sigonius ne saurait être adoptée. Ces raisons sont au nombre de trois.

D'abord, dans tous les passages que nous avons rapportés, et

(1) Savigny, *Ueber das jus Italicum*. Voy. *Vermischte Schriften*, I, p. 36 et 37. Toute cette critique du texte d'Asconius est d'ailleurs empruntée à Savigny.

(2) Sigonius, en effet, ne cite pas le passage d'Asconius, et ne fait valoir en faveur de son opinion que l'analogie des mots.

où il est question du *jus italicum*, il est toujours question de ce droit à propos des villes, jamais à propos d'individus. Sans doute on peut concevoir qu'un privilège personnel soit concédé à une ville : c'est alors une concession collective faite à tous les habitants de la ville, et nous en avons maints exemples pour la cité ou la latinité⁽¹⁾. Mais il est bien étrange que la concession du *jus italicum* ait été toujours collective, jamais individuelle, au lieu que la cité et la latinité sont mentionnées à propos d'individus, plus souvent même à propos d'individus qu'à propos de villes. Il y a là une première objection à la manière de voir de Sigonius, qui n'est pas péremptoire en elle-même, mais qui prend une très-réelle valeur quand on la joint aux deux autres.

La seconde objection est la suivante. Ulpien, qui parle souvent du *jus italicum* au titre *De censibus*, dit très-positivement ailleurs qu'il y a seulement trois conditions de personnes : *cives*, *latini peregrini* ⁽²⁾. Aussi bien, même en admettant, contre toute vraisemblance, qu'il a oublié dans son énumération la quatrième condition des personnes, on ne saurait découvrir, entre les trois conditions indiquées, aucune place libre pour une quatrième condition; on chercherait en vain un élément caractéristique qui pût distinguer le *jus italicum* de la latinité ou de la pérégrinité. Sigonius a bien aperçu la difficulté, mais il ne l'a pas résolue ⁽³⁾.

D'ailleurs, et ce sera notre troisième objection, même en admettant qu'on puisse ainsi déterminer la place propre du *jus italicum*

(1) Ainsi Pline l'Ancien (*Hist. nat.*, liv. III) dit que toute l'Espagne reçut de Vespasien la latinité.

(2) Voy. par exemple, tit. XVII, § 4.

(3) D'après Sigonius (*loc. cit.*), voici quels étaient les éléments du *jus italicum* pendant la période républicaine : 1° Les Italiens ne jouissaient pas du droit quiritaire, et conservaient, comme les Latins, leurs lois anciennes; 2° Ils ne supportaient pas d'autres impôts que les Latins, qui payaient les mêmes contributions que les Romains; 3° Ils avaient le même droit de milice que les Romains; 4° Ils étaient inférieurs aux Latins, en ce qu'ils ne pouvaient pas, comme eux, arriver à la cité en remplissant certaines conditions. — Beaufort, qui soutient la théorie des quatre États, accorde aux Italiens une immunité complète; Walter leur attribue le *commercium* et le *connubium*, avec certaines facilités pour obtenir le droit de cité tout entier; Macé au contraire (*Lois agraires*, p. 513) leur refuse la faculté de devenir jamais citoyens. — Tous ces auteurs, conduits par leur système à reconnaître l'existence du *jus italicum* avant la guerre sociale, sont obligés d'en chercher au hasard les prétendus éléments dans des textes épars et obscurs. Pour l'époque impériale, ils appliquent les textes de Pline et du Digeste, sans expliquer d'ailleurs comment et pourquoi leur droit italique diffère ainsi aux deux époques.

entre la condition des citoyens et celle des pérégrins, il est de toute évidence que ce droit italique n'aurait pas pu appartenir à une personne ou à une ville ayant déjà la cité ou la latinité, car alors il aurait été absorbé et réduit à rien par ce droit plus élevé. On ne peut pas concevoir qu'un citoyen soit en même temps latin ou pérégrin, qu'un latin soit en même temps pérégrin; on ne peut pas concevoir davantage qu'un citoyen ou qu'un latin aient pu avoir le *jus italicum*.

Or, en fait, le droit italique est présenté par les textes comme coexistant souvent avec la cité ou la latinité. Nous n'en voulons citer que deux exemples. 1° Pline l'ancien rapporte, dans un chapitre de son *Histoire naturelle*, que Vespasien donna la latinité à toute l'Espagne, et, dans le même chapitre, il signale particulièrement deux villes espagnoles comme ayant possédé le *jus italicum* (1). — 2° Le *jus italicum* ne cesse pas d'exister après que la fameuse constitution de Caracalla a donné la cité à tous les habitants de l'Empire. Caracalla régnait dans les premières années du III^e siècle (211-217); deux siècles plus tard, en 421, une constitution des empereurs Honorius et Théodose accordait le *jus italicum* à Constantinople, dont les habitants avaient déjà le droit de cité (2), et Justinien lui-même, vers le milieu du VI^e siècle, ne croyait pas inutile de parler du droit italique dans ses compilations, bien que tous les habitants ingénus de l'Empire eussent depuis longtemps la qualité de citoyens.

Si le *jus italicum* était un privilège du statut personnel, un démembrement de la cité romaine, comment l'aurait-on donné à des individus ayant déjà la plénitude de cette cité romaine?

Telles sont les trois raisons décisives qui ne permettent pas d'admettre la manière de voir de Sigonius. Fondée sur une pure analogie d'expressions, cette hypothèse, car ce n'est pas autre chose, ne saurait être adoptée; on ne peut la faire cadrer avec les notions très-précises que nous avons sur le droit de cité romaine et sur les démembrements de ce droit.

(1) Lib. III, cap. 3. — Dans ce même chapitre, il est vrai, Pline parle de certaines villes, en signalant comme une particularité qu'elles aient eu la latinité, ce qui paraît étrange, puisque toute l'Espagne avait reçu la latinité de Vespasien. Mais l'auteur prend soin de donner à ces villes la qualification de *latini veteres*; il indique par là que la latinité des villes n'a de particulier que son origine historique. Depuis Vespasien, il n'y a plus, en droit, aucune différence, entre ces villes-là et le reste de l'Espagne.

(2) *Constit. unique au Code*, lib. XI, tit. 20.

Ajoutons d'ailleurs que cette manière de voir ne méritait peut-être pas le nom pompeux de système; la grande autorité dont jouissait Sigonius a fait considérer comme une doctrine arrêtée ce qui n'était sans doute à ses yeux qu'une conjecture sans importance, vraisemblable plutôt que démontrée. La lecture de son ouvrage est instructive à cet égard; on y voit avec quelles réserves et quelle timidité la théorie s'est produite pour la première fois. Après avoir parlé des divers traités accordés par les Romains aux États de l'Italie, traités « plus ou moins favorables suivant les mérites des différents peuples, » Sigonius continue ⁽¹⁾: « de tous ces traités « découla, à ce que je pense (*manasse intelligo*), un droit uniforme, « qui fut appelé droit italique, parce qu'il devint commun à la plus « grande partie des Italiens. » Il n'est pas plus affirmatif quand il essaie de déduire les privilèges qui composaient, à son avis, le *jus italicum*. C'est tantôt par analogie avec les latins qu'il raisonne; tantôt il est obligé d'admettre des exceptions fort importantes aux règles qu'il énonce; il est enfin forcé de supposer qu'après la deuxième guerre punique le dictateur Sulpicius Galba ne laissa pas un droit uniforme à tous les alliés italiens ⁽²⁾.

Quoi qu'il en soit, cette hypothèse, émise un peu légèrement par le maître, se fixa dans la suite, et devint un système, dont on fit honneur à Sigonius; Pitiscus, Beaufort, Heineccius, s'en firent les défenseurs; personne ne l'avait sérieusement contesté, quand Savigny le réfuta victorieusement dans l'étude que nous citons au début de ce chapitre, et dont nous avons essayé de reproduire les arguments essentiels.

II.

Malgré cette réfutation si pressante, la théorie des quatre états a conservé des adhérents; classique depuis bientôt deux siècles, elle ne pouvait en un jour disparaître de la science. On l'a reprise, en essayant de la rajeunir; on a présenté quelques arguments nouveaux, dont nous devons examiner la valeur.

Il y avait, dans cette doctrine, un point particulièrement faible, que Savigny avait signalé avec insistance, et qui était le suivant.

(1) Sigonius, *op. laud.*, liv. I, chap. 21.

(2) Revillout, *op. laud.*, p. 348.

Sigonius, prenant la latinité pour modèle, avait conçu son droit italique à l'image du droit latin; il en avait fait une condition particulière des personnes, accordée d'abord par Rome à ses alliés italiques, concédée plus tard dans les provinces aux individus et aux villes dont on voulait récompenser les services. Mais Sigonius avait laissé dans l'ombre un point essentiel de sa démonstration : nulle part il n'avait montré ce qu'étaient dans l'histoire ces alliés italiques, nulle part il n'avait fixé ce qu'était en droit leur condition; le *jus italicum* restait à l'état de notion vague et flottante : on n'en connaissait ni l'origine ethnographique ni les effets juridiques.

Dureau de la Malle aperçut cette double lacune, et essaya de la combler ⁽¹⁾. Il fallait trouver dans les textes la trace d'une fédération italique constituée, ayant une situation de droit particulière, uniforme et durable. Cette trace, Dureau de la Malle crut la découvrir dans certains passages de Tite-Live et de Cicéron, où l'on voit mentionnés des *socii* à côté des *latini* ⁽²⁾. Dans ces passages, le mot *socii*, opposé aux *latini*, aurait désigné certaines cités italiques, groupées autour de Rome comme les cités latines, mais moins rapprochées d'elle et moins favorisées; et puis la condition de ces alliés italiens aurait servi de type à des concessions faites en dehors de l'Italie, qui prirent le nom de *jus italicum*.

Ce raisonnement, Savigny l'a fait très-justement remarquer ⁽³⁾, repose tout entier sur une confusion historique. L'auteur confond deux situations qu'il faut, au contraire, soigneusement distinguer : la situation antérieure à la guerre sociale, et la situation postérieure à cette guerre.

Avant la guerre sociale, et depuis que l'Italie entière était sou-

(1) Dureau de la Malle, *Économie politique des Romains*, Paris, 1840, livre IV, chap. 7; tome II, p. 339 à 345.

(2) Voici quels sont les textes invoqués par Dureau de la Malle. 1^o Tite-Live, XLI, 8 : *Lex sociis ac nominis latini, qui stirpem ex sese domi relinquerent, dabat ut cives romani fierent*. — 2^o Tite-Live, XLI, 9 : *Legem dein de sociis tulit ex Senatus consulto, et edixit, qui socii ac nominis latini, ipsi majoresve eorum, M. Claudio, T. Quinctio censoribus, postve ea apud socios nominis latini censi essent, ut omnes in suam quisque civitatem ante Kalendas novembres redirent*. — 3^o Cicéron, *pro Balbo*, cap. VIII : *lege Julia civitas est sociis et latinis data*. — 4^o Extrait d'un ancien commentaire du *pro Milone* de Cicéron (*in Ciceron. pro Milone, apud Mai, classic. auctor.*, tome II, p. 104) : *Drusus, tribunus plebis, sociis et latinis civitatem romanam promiserat*.

(3) Cette réfutation de l'argument proposé par Dureau de la Malle a été présentée par Savigny dans son appendice de 1842, publié dans la *Zeitschrift für gesch. Rechtswis.* de la même année. — *Vermischte Schriften*, I, p. 61 et suiv.

mise à Rome, il y avait, dans l'*imperium romanum*, quatre espèces d'habitants libres : 1° les *cives romani*, habitants de Rome, des *coloniæ civium*, des municipes; — 2° les *latini*, habitants des anciennes villes latines ⁽¹⁾ et des *coloniæ latinæ*; — 3° les *socii*, habitants libres de l'Italie ne rentrant pas dans les deux classes précédentes, et appartenant à des races très-diverses; — 4° les provinciaux, sujets libres de Rome en dehors des limites de l'Italie.

Jamais personne n'a mis en doute l'existence de ces quatre espèces d'habitants libres à l'époque dont nous parlons; ceux-là l'admettent comme les autres, qui refusent de voir dans le *jus italicum* une prérogative du statut personnel. Aussi les passages cités, où Cicéron et Tite-Live parlent des *socii*, ne sont-ils pas un argument qu'on nous puisse opposer.

Cela dit, on peut bien, si l'on veut donner aux *socii* le nom d'Italiens, puisqu'ils habitent l'Italie; mais les deux mots ne sont pas des synonymes exacts, car la qualification d'Italiens sert également à désigner les Latins. Comme les *socii*, les Latins sont des Italiens; et l'opposé d'un Italien, ce n'est pas un Latin, c'est un provincial; aussi les auteurs anciens n'emploient jamais l'expression de *jus italicum* pour indiquer la condition des *socii*.

Une autre raison, tout aussi essentielle, les empêchait de l'employer; cette expression dénote une situation de droit uniforme et durable, que n'avaient pas les *socii*. « Cette prétendue confédération italique, dit un auteur allemand, n'était qu'un assemblage « de plus de cent agglomérations différentes, n'ayant rien de « commun entre elles, si ce n'est que Rome était leur alliée commune. Il ne saurait être question d'une fédération italique constituée.... Il n'y a pas eu, avant la guerre sociale, une confédération italique, pouvant être le sujet actif d'un *jus italicum*, « qu'on aurait ensuite transporté aux provinces ⁽²⁾. » La condition des *socii* a varié suivant les époques; à une même époque, elle variait profondément d'une cité à l'autre; ce n'était pas une condi-

(1) Sauf celles qui avaient été élevées à la condition de municipes.

(2) Heisterbergk, *Name und Begriff des jus Italicum*, in-8°, Tübingen, 1885, p. 27 et 35. L'auteur examine, dans de savants développements (p. 15 à 35), ce qu'il faut entendre, aux différentes époques, par le mot *Italie*, tant au point de vue géographique qu'au point de vue politique. Il rejette toute idée d'une fédération italique constituée. — Voy. dans le même sens : Mispoulet, *Les Institutions politiques des Romains*, II, p. 47 à 50. « La condition de toutes les cités alliées, dit-il à la p. 47, ne paraît pas avoir été uniforme, bien que les sources nous révèlent l'existence d'une *formula sociorum*, c'est-à-dire d'un type général sur lequel elle était modelée. »

tion juridique séparée des autres par un caractère distinctif. Je n'en veux pour preuve que l'embarras et les contradictions des adeptes de Sigonius eux-mêmes, quand ils cherchent à détailler les éléments constitutifs du *jus italicum* (1). En réalité, il y avait bien, avant la guerre sociale, quatre espèces d'habitants, mais à chaque espèce ne correspondait pas une situation de droit ; de situations de droit nettement tranchées, il n'y en avait que deux, celle des *cives*, celle des *peregrini* ; les *latini* et les *socii* occupaient une position mixte et mal déterminée, variant à l'infini selon les temps et selon les lieux (2).

Au lendemain de la guerre sociale, l'Italie tout entière et la Gaule cispadane reçurent le droit de cité. Les conditions intermédiaires de citoyens libres disparaissent ; il n'y a plus de *latini*, plus de *socii*, il n'y a plus que des citoyens et des provinciaux. Seulement, à la même époque, les Romains crurent utile de créer une nouvelle situation, intermédiaire entre celle des *cives* et celle des *peregrini*, « organisation tout artificielle et arbitraire, « imaginée dans le but de ménager une élévation graduée vers la « cité romaine aux pérégrins qu'on voulait favoriser (3). » On choisit, pour désigner cette condition intermédiaire, cette demi-civitas, le nom de *Latini*. Ce mot désignait jadis une race, sans situation de droit bien caractérisée ; désormais, il désigne une

(1) Voy. *suprà*, p. 22, note 3. Dureau de la Malle distingue trois éléments du *jus italicum* : 1° privilège d'être gouverné par ses anciennes lois, c'est-à-dire de rester un peuple libre ; — 2° immunité des tributs pour les personnes et pour les terres ; — 3° jouissance de certains droits par rapport aux contrats de vente et d'achat, et à la prescription. — La différence principale entre le droit latin et le droit italique était que les Italiens parvenaient moins aisément que les Latins au droit de cité. Cependant, reconnaît l'auteur, dès l'an 576, une loi permettait l'admission des Italiens au droit de cité, quand ils réunissaient les conditions exigées pour les Latins, et qu'en outre ils laissaient des enfants dans leur patrie. Et Tite-Live rapporte que, dès avant la loi *Julia*, les Italiens étaient admis individuellement au droit de cité, en récompense des services qu'ils rendaient à la République. — Voy. Dureau de la Malle, *loc. cit.*, p. 341 et 342. On voit avec quelles hésitations il expose les différences séparant le droit italique du droit latin.

(2) Voy. Mispoulet, *op. laud.*, II, p. 50-58. L'auteur montre bien quelle a été, aux différentes époques, la condition des cités latines. Il y a d'abord une période d'isolement et de guerres, dans les premières années qui suivent la fondation de Rome ; puis la ligue latine se constitue (*foedus Cassianum*, 493 av. J.-C.) ; enfin elle est détruite par Rome, qui soumet définitivement le *Latium* (338 av. J.-C.). A chacune de ces révolutions correspond un changement dans la condition des cités latines.

(3) Savigny, *op. laud.*, p. 65.

condition juridique. Cette latinité fut appliquée d'abord aux habitants de la Gaule transpadane; bientôt on l'octroya à bon nombre de villes et même à des contrées entières; on l'applique enfin aux esclaves affranchis dans certains cas particuliers.

Dès lors, il y eut trois conditions juridiques nettement déterminées : *cives*, *latini*, *peregrini*. Ces trois conditions existaient dès le milieu du VII^e siècle de Rome, et se maintinrent jusqu'au temps de Justinien; Gaius et Ulpien en font la base de tout le système du droit. Quant à une quatrième condition, qui serait celle des Italiens, il n'en est et n'en peut être question nulle part; comme les *Latini veteres*, les *socii* de la période précédente, ceux qu'on voulait appeler Italiens, n'existent plus : depuis la guerre sociale, ils sont devenus citoyens.

Que maintenant l'ancien nom des latins ait revécu pour désigner une condition nouvelle, les textes le disent, et ils font connaître que c'était une prérogative du statut personnel. Dureau de la Malle prétend que le *jus italicum* avait le même caractère; mais sur quoi s'appuie-t-il pour le prétendre, sinon sur cette analogie des mots, à laquelle il nous faut toujours revenir, parce qu'elle est l'unique fondement de la doctrine de Sigonius? Or, cette analogie, ce sera la conclusion de tout ce qui précède, est purement apparente. Les anciens latins, pas plus que les *socii*, n'ont jamais eu, en droit, une condition définie; en fait, les alliés latins étaient mieux traités que les alliés italiens. Quand tous eurent disparu, Latins et Italiens, en recevant la cité, un état fut créé, la latinité nouvelle, n'ayant guère avec l'ancienne de commun que le nom. Le *jus italicum* eut-il une origine analogue, et devons-nous y voir une condition des personnes, qui serait, auprès de la latinité nouvelle, ce qu'était auprès de l'ancienne la condition des *socii*? Nous ne pouvons pas le supposer, car, s'il y eut jadis un *Latium*, s'il y eut des *socii*, jamais les *socii* n'ont porté le nom d'Italiens; un pareil droit ne se serait pas appelé le *jus italicum*.

III.

Un dernier argument a été présenté en faveur de la théorie des quatre états (1). On croit trouver une démonstration décisive dans deux inscriptions, dont le texte est donné par Gruter, et

(1) Walter, *Geschichte des Römischen Rechts*, 1840. — Dirksen, *Die Scriptores historiarum augustæ*, 1842, p. 122 à 130.

qu'on dit être de la ville de Vienne en Dauphiné; cette ville, au témoignage de Paul, avait reçu le *jus italicum* ⁽¹⁾.

Donnons d'abord le texte de ces deux inscriptions :

1° Gruter, p. 542, n° 7.

T . F . VERECVND
MAG . EQVES . ALAE
I . FLA . AVG BRIT . ∞
C . R . IVR . ITALICI . AN
XXXX . S . XIX . ISES . PRO
TE . PRISCINVS . VEX
ET . INGENVVS . HERED.

2° Gruter, p. 544, n° 8.

T . FL . BARSII . V
ETER . ALAE . I . FL
AVG . BRIT.
∞ C . R . LICII
MEMOR . FR
ATRI . SVO . POSIT. (2).

Le raisonnement qu'on fait est bien simple, et semble péremptoire : C . R . IVR . ITALICI dans la première inscription, C . R . LICII dans la seconde, doivent être traduits par *civis romanus* ou *civium romanorum juris italicici*; d'où il faut conclure que le *jus italicum* constitue bien une prérogative du statut personnel. A quoi Dirksen ajoute cette remarque que, dans le Digeste déjà, au titre *De censibus*, on trouve l'expression *colonos juris italicici* ⁽³⁾. Tout cela, sans doute, n'explique pas ce que pouvait être cette quatrième condition des personnes, mais cela prouve au moins qu'elle existait.

Nous ne croyons pas que la théorie de Sigonius trouve, là encore, un point d'appui solide. Au raisonnement que nous venons

(1) Dig., fr. 8, § 1, *De censibus*, L, 15.

(2) Voici, d'après Gruter, le sens de ces deux inscriptions : 1° *Titus Flavius Verecundus Magnus eques alæ primæ Flaviæ Augustæ miliariæ* (composée de mille cavaliers) *civium romanorum juris italicici*, annis XXXX stipendiis XIX (dix-neuf ans de service). *Hic situs est* (ISES est probablement une erreur de copiste; il faut lire H . S . E .) *Prote* (la femme de Verecundus) *et Priscinus vexillarius et ingenuus heredes*.

2° *Titus Flavius Barsius veteranus alæ primæ Flaviæ Augustæ Britannicæ miliariæ civium romanorum juris italicici memori* (ou *memor*) *fratri suo posuit*.

(3) Fr. 8, § 7, *De censibus*. — Dirksen, *loc. cit.*, p. 124.

de rapporter, deux réponses peuvent être faites : on peut, ce sera la première, écarter ce raisonnement par une fin de non-recevoir, en montrant que les deux inscriptions sont interpolées; que les mots C. R. IVR ITALICI. et C. R. LICI, en particulier, sont des restitutions arbitraires et sans valeur aucune; on peut répondre, en second lieu, que les deux inscriptions, le texte en fût-il exact, ne contiennent pas du tout la preuve qu'on en prétend tirer.

Le savant professeur de l'Université de Berlin, Zumpt, a fait, en 1848, une critique très-concluante du texte de ces deux inscriptions⁽¹⁾. La même année, Mommsen, approuvant pleinement cette critique, y consacrait à son tour une notice de quelques pages⁽²⁾; et Savigny, dans un dernier appendice à son étude sur le droit italique, la signalait comme une réfutation péremptoire de l'argument qui nous occupe⁽³⁾.

Si l'on s'en rapporte à la leçon de Gruter, il n'est pas douteux que la première inscription mentionne le *jus italicum*; aussi n'hésite-t-on pas, en général, à restituer les mêmes mots dans la seconde⁽⁴⁾. Mais cette restitution n'a de valeur que si la première inscription a été bien lue, ce que Zumpt conteste avec beaucoup de force. D'ailleurs, même si la leçon de Gruter était inattaquable, il semblerait plus naturel de lire, comme le propose Mommsen, ces mots bien simples : *Licinius memor fratri suo*⁽⁵⁾.

Quoi qu'il en soit, la première inscription mérite seule de nous occuper. L'objection paraît grave, car le texte est bien clair, et parle de *cives romani juris italici*. Ce texte si clair a surpris Zumpt, qui en a cherché l'original, et ne l'a pas trouvé. L'inscription n'existe plus; Gruter avertit lui-même qu'il la cite *ex Lipsio et Clusii schedis*. Juste-Lipse et de l'Écluse avaient eu sous les yeux l'original, et nous voyons dans leurs œuvres avec quel soin scrupuleux ils cherchent à le déchiffrer, sans se laisser influencer par la vraisemblance plus ou moins grande de telle ou

(1) Zumpt, *Ueber der Erwahnung des jus Italicum auf Inschriften*, dans la *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft*, année 1848, t. XV, p. 1 à 18.

(2) Mommsen, *Römische Urkunden*; même recueil, p. 364-368.

(3) Savigny, *op. laud.*, p. 73 et 74. — Avant cela, dans son appendice de 1842, Savigny avait proposé une autre réfutation, que je crois plus décisive, et que j'analyserai plus loin. *Verm. Schrift.*, I, p. 71, 72, 73.

(4) *Sic* : Scaliger et Gudius, dans la seconde édition de Gruter; — Marini, dans ses *Acti dei fratelli Arvali*, p. 476; — Orelli, dans sa *Collectio amplissima*, n° 3041.

(5) Ou bien *Licinio memor fratri suo*. — Mommsen, C. I. L. n° 4575, III, p. 568.

telle leçon. Tous deux avertissent d'ailleurs que la lecture est difficile : des éclats de la pierre ont emporté certaines lettres ; celles qui restent, enchevêtrées les unes dans les autres, sont malaisées à déchiffrer. De l'Écluse, en particulier, insiste longuement sur ces obscurités, sur les hésitations qu'il éprouve presque à chaque lettre. Nous ne connaissons malheureusement ses œuvres que par une analyse incomplète, où l'on ne nous dit pas comment il restituait les mots mêmes qui nous occupent⁽¹⁾. Plus heureux pour Juste-Lipse, nous savons qu'il les lisait ainsi : C. R. IVS ITALICI⁽²⁾ ; et il est, nous le répétons, le seul auteur, connu de nous, qui ait eu sous les yeux l'original de l'inscription. Depuis lors, les épigraphistes ont longuement discuté sur ce texte, cherchant à le restaurer pour lui donner un sens. Seul Juste-Lipse avait eu pour unique but de reproduire exactement ce qu'il voyait sur l'original, sans se préoccuper de ce que cela pourrait vouloir dire.

Juste-Lipse lisait IVS ITALICI, c'est-à-dire quelque chose d'inintelligible. Gruter propose IVR ITALICI, pour donner un sens à la phrase ; restitution de pure fantaisie, proposée non pas comme fournie par un original qui n'existe plus, mais comme ayant un sens, tout en ne s'éloignant pas trop de l'original tel qu'il est dépeint par Juste-Lipse. Zumpt propose de lire C. R. ING. ITALIC., ce qui voudrait dire *civium romanorum ingenuorum italicorum*. Mommsen enfin, critiquant à son tour la leçon de Zumpt, la remplace par celle-ci, TVR. ITALICI, qu'il traduit par *turma italicici*. En un mot, chacun refait à sa manière ces lettres mal conservées, pour leur donner une signification raisonnable. La vérité, c'est que le texte original, fidèlement décrit par Juste-Lipse, est incompréhensible ; Gruter est le premier qui y ait trouvé trace du *jus italicum*, et cette restitution, faite au hasard, ne saurait être une preuve sérieuse du système de Sigonius.

Gruter donnait cependant une raison, qui rendait son hypothèse vraisemblable ; et cette raison, c'est que l'inscription avait été trouvée près de la ville de Vienne en Dauphiné, ville de droit

(1) L'œuvre de de l'Écluse nous est connue seulement par ce qu'en dit Sax dans son livre *Lapidum vetustorum epigrammata*, etc. (Lipsiæ, 1746), p. 5, et par les citations qu'il en fait pour corriger quelques inscriptions de Gruter. Nous savons ainsi que de l'Écluse citait notre inscription, et nous possédons en grande partie sa lecture ; mais les mots qui nous intéressent manquent.

(2) Juste-Lipse cite notre inscription dans son *Auctarium inscriptionum veterum* (p. 4), qui est un appendice aux *Inscriptiones antiquæ* de Sme-tius.

italique (1). Dans l'obscurité du texte, il y avait beaucoup de chances pour que la leçon de Gruter fût la bonne, étant donnée cette coïncidence. C'était un motif de décision assez fort; mais c'était un motif unique, et Zumpt l'a fait évanouir en démontrant que l'inscription n'est pas de Vienne en France, mais de Vienne en Autriche, où jamais il ne fut question du *jus italicum*. La démonstration était facile à faire; Juste-Lipse est formel, et donne les deux inscriptions comme découvertes *extra Viennam apud flumen Viennam*.

Ces considérations épigraphiques ont certainement une grande force. Je ne crois pas cependant qu'elles soient tout à fait décisives. A bien prendre, on n'en peut conclure que ceci : il n'est pas certain qu'il faille voir dans l'inscription une mention du *jus italicum*. Cela n'est pas certain, mais ce n'est pas impossible non plus. Zumpt a montré que l'original était illisible et inintelligible, rien de plus; il a montré que la leçon de Gruter ne s'impose pas, qu'elle peut être remplacée par d'autres; il n'a pas démontré que cette leçon soit certainement inexacte. Sans doute, il la rejette, comme pouvant servir d'argument à un système qu'il combat sur la nature du *jus italicum*; mais rien n'empêche de l'adopter ceux qui soutiennent ce système. Nous sommes dans le domaine de la conjecture, et chacun est libre de supposer ce qui lui paraît vraisemblable. Ajoutons même que l'hypothèse de Gruter n'est pas, en somme, la moins vraisemblable de toutes, puisqu'un texte du Digeste parle précisément de *coloni juris italici*; et c'est un texte de Paul, dont rien ne permet de suspecter l'authenticité.

Supposons donc pour un moment que cette hypothèse soit exacte et qu'il ait vraiment existé des *cives romani juris italici*. Je dis qu'il n'en faut pas conclure, comme le soutient Dirksen, que le droit italique ait dû être une prérogative du statut personnel. Dans l'inscription, en effet, comme aussi dans le fragment de Paul au Digeste, le *jus italicum* n'est pas du tout présenté comme une condition particulière des personnes, intermédiaire entre celle des latins et celle des pérégrins, mais bien plutôt comme une modalité de la condition des *cives*. De sorte que nous arriverions à la classification suivante de tous les habitants libres de l'*imperium romanum* : 1° *cives juris italici*, habitants de Rome, de l'Italie, ou d'une *civitas juris italici*; — 2° *cives juris provincialis*, citoyens romains habitant une ville provinciale ordinaire; — 3° *latini*; — 4° *pe-*

(1) Dig., fr. 8, § 1, *De censibus*.

regrini. Cette classification, nous l'acceptons volontiers; les idées qu'elle énonce sont celles que nous nous proposons de soutenir. Il y avait deux classes de citoyens : ceux qui habitaient une cité italique ou de droit italique, ceux qui habitaient une cité provinciale. Où voit-on là la preuve que le *jus italicum* eût trait à la condition des personnes, et n'en faudrait-il pas conclure, au contraire, que cette modalité dans la condition des *cives* est étrangère à leur statut personnel, puisque ce statut personnel est déjà déterminé par un mot, puisqu'ils sont citoyens? Tous, ils sont citoyens, et comme tels, ils ont tous une même capacité; seulement, s'ils sont ou veulent devenir propriétaires d'immeubles, cette capacité personnelle sortira des effets différents, selon que les immeubles eux-mêmes auront ou n'auront pas cette capacité réelle spéciale dont nous avons parlé, qu'ils ont en Italie, que leur confère dans les provinces le *jus italicum*. Le droit italique se rapportait à la condition des terres, nous insisterons longuement sur ce point; Mais ces prérogatives de la terre devenaient, en dernière analyse, les prérogatives des possesseurs de la terre, et c'est pour cela qu'ils pouvaient, comme le viennois *Verecundus*, se dire *cives romani juris italici*.

Que maintenant cette expression même ait été employée comme une expression technique, reconnue et reçue, nous ne pouvons l'affirmer, mais nous n'avons pas besoin de le supposer. Les inscriptions sont souvent elliptiques, et l'expression qui nous occupe peut s'éclaircir aisément; nous n'avons pas à corriger le passage, mais seulement à le compléter ainsi par la pensée : (*e colonia civium romanorum, juris italici*, ou bien encore *civis romanus (e colonia) juris italici*. Quant au fragment de Paul, il suffira de le lire pour que toute difficulté disparaisse ⁽¹⁾. Dans ce fragment, en effet, comme dans tous ceux du titre, on désigne indifféremment une ville par son nom même ou par le nom de ses habitants; *Cæsarea*, ou *Cæsarienses*, ou *Cæsariensium civitas*, c'est tout un ⁽²⁾. Bien des textes confèrent le *jus latii* non pas aux habitants d'une ville, mais à la ville elle-même, et nous ne prétendons pas pour

(1) En voici le texte : *Divus Vespasianus Cæsarienses colonos fecit, non adjecto ut et juris italici essent; sed tributum his remisit capitis; sed Divus Titus etiam solum immune factum interpretatus est. Similes iis Capitulenses esse videntur.*

(2) Rapprochons en effet de notre fragment le fragm. I, § 6, du jurisconsulte Ulpien; nous y lisons ceci : *In Palestina duæ fuerunt coloniæ, Cæsariensis et Ælia Capitolina, sed neutra jus italicum habet.*

cela que le droit latin soit du statut réel. De même aussi, et à l'inverse, le *jus italicum* ne doit pas être regardé comme un privilège personnel, par cela seul que nous le voyons accordé aux habitants d'une ville, au lieu de l'être à cette ville elle-même.

IV.

Ainsi tombent l'un après l'autre tous les arguments proposés en faveur du système des quatre états. Depuis les dernières observations présentées par Zumpt en 1848, personne n'a plus tenté de défendre une théorie condamnée. Tout récemment, il est vrai, un historien a pu paraître y revenir, définissant le *jus italicum* « une « sorte de statut personnel qui donnait à un homme la faculté « de posséder la terre au même titre que s'il eût été citoyen romain ⁽¹⁾; » mais je ne crois pas qu'il faille voir là un retour à des idées désormais insoutenables, je n'y veux voir que l'expression un peu irréfléchie de notions incomplètes sur les antiquités romaines. Ce ne serait, en tous cas, qu'une affirmation sans preuves, et qu'on ne saurait discuter.

Sans reprendre la théorie des quatre états, deux romanistes allemands ont cependant soutenu, mais dans un autre sens, que le droit italique était un droit personnel; nous devons, pour terminer, réfuter en quelques mots leurs systèmes.

Le premier, moins sérieux que bizarre, est indiqué par Schulz, dans son histoire des Romains. L'auteur, du reste, ne mentionne même pas les manières de voir antérieurement proposées, celles que nous avons rejetées pas plus que celles que nous pourrions avoir à discuter dans la suite; il se contente d'affirmer, sans chercher ni à prouver son système, ni à écarter ceux de ses devanciers.

D'après lui, Sylla aurait préparé une nouvelle organisation de l'État romain, qui fut ensuite développée par Auguste, et complétée par Tibère. « Il répartit les citoyens en trois classes d'après « leur fortune : classe riche, classe aisée, classe pauvre. Les riches « seuls devaient avoir désormais la plénitude des droits de citoyens; « les membres des deux classes inférieures étaient regardés comme

⁽¹⁾ Paul Guiraud, *Leçon d'ouverture d'un cours d'histoire ancienne à la Faculté des Lettres de Paris*, dans la *Revue internationale de l'enseignement*, livraison du 15 mars 1888, p. 235.

« des affranchis, et devaient être considérés comme clients et colons
 « des membres de la première classe. La seconde classe reçut le
 « nom de *Latini Juniani*, la troisième celui de *dediticii*; à la pre-
 « mière était réservé le nom de *cives*. Dans le principe, cette orga-
 « nisation ne fut imaginée que pour l'Italie, non pour les provinces;
 « par faveur spéciale, elle fut étendue à certaines villes particu-
 « lières, et ce fut ce qu'on appela le *jus italicum* de ces villes⁽¹⁾. »

Nous ne saurions entrer dans l'examen de cette théorie singulière, qui n'eut jamais d'adepte que son auteur; nous ne pouvons mieux faire que de reproduire le commentaire très-bref qu'y consacre Savigny : « Si je combattais ce système, auquel personne
 « ne refusera le mérite de l'originalité, le lecteur trouverait peut-
 « être mon entreprise plus surprenante encore que le système lui-
 « même⁽²⁾. » Comment, en effet, ce sera notre seule réponse, concilier cette hypothèse avec ce fait bien connu que le *jus italicum* persiste après la constitution de Caracalla, alors que tous les habitants de l'Empire étaient devenus citoyens?

Le second système est l'œuvre de Zumpt, dont nous avons déjà rencontré, dont nous rencontrerons encore le nom au cours de cette étude⁽³⁾. Zumpt, nous le verrons plus tard, reconnaît au *jus italicum* deux éléments essentiels, l'immunité et la liberté; à ces deux éléments il en ajoute un troisième, le *jus honorum*. Le droit de cité comprenait, on le sait, des *jura privata* (*commercium*, *connubium*), et des *jura publica*, dont les deux principaux étaient le *jus suffragii* et le *jus honorum*⁽⁴⁾. « Sous Auguste, dit Zumpt, « l'Italie tout entière était arrivée non seulement à la cité romaine, « mais aux honneurs, auxquels, au contraire, aucune cité provinciale n'avait été admise, même celles qui avaient le *jus civitatis*. Dès lors le *jus honorum* ne constituait-il pas un privilège « de l'Italie, de sorte qu'il était exact de l'appeler *jus Italix* ou « *jus italicum*⁽⁵⁾? » D'ailleurs, cet élément nouveau n'était pas, aux yeux de Zumpt, un élément caractéristique du *jus italicum*, car bien des cités provinciales avaient le *jus honorum*, qui n'avaient ni l'immunité ni la liberté, qui n'avaient pas par conséquent le droit italique; seulement toute cité qui recevait le *jus*

(1) Schulz, *Staatswissenschaft der Römer*, Köln, 1833, § 58 et 59, notamment p. 439 à 443. — Voy. Savigny, *Verm. Schrift.*, I, p. 77 et 78.

(2) Savigny, *loc. cit.*, p. 78.

(3) Zumpt, *Studia romana : De propagatione civitatis romanæ*, p. 337 et 338.

(4) Voy. Accarias, *Précis*, I, p. 115 et 116 (4^e édition).

(5) *Loc. cit.*, p. 337.

italicum recevait par là même le *jus honorum*. Sans doute le *jus italicum* n'est pas un privilège personnel; d'après Zumpt, c'était un privilège politique et fiscal; mais il produit une conséquence personnelle. Le citoyen ne possède la plénitude des droits attachés à ce titre que s'il habite l'Italie, ou une cité de droit italique; le *jus italicum* vient compléter son *caput*, sa capacité personnelle, en lui donnant le *jus honorum*.

Voilà le système de Zumpt, ou plutôt la conjecture qu'il forme. Il admet que le *jus italicum* est né sous Auguste; il constate à la même époque une opposition certaine entre l'Italie et les provinces en ce qui concerne le *jus honorum*; et il en tire la conséquence indiquée. Tel est le seul motif de sa manière de voir. Nous ne l'aurions même pas rapportée, sans l'autorité qui s'attache au nom de l'auteur; et nous ne discuterons pas une opinion, que lui-même déclare dénuée de toute espèce de preuves. « C'est ici, » dit-il ingénument, une simple conjecture; je ne veux pas dissimuler, et donner pour une vérité ce que je ne puis démontrer par les faits. J'ai cru devoir la soumettre aux savants, pour qu'ils l'examinent avec plus de soin, pour qu'ils cherchent si elle ne pourrait pas trouver appui dans les textes⁽¹⁾. »

Il nous reste un mot à ajouter, pour compléter cette énumération critique de systèmes. Sans faire du *jus italicum* un droit purement personnel, certains auteurs en prétendent faire un droit mixte, réel par certains côtés, personnel en même temps par certains autres. Je ne fais qu'indiquer ici cette manière de voir, dont l'examen trouvera sa place naturelle au cours du chapitre suivant⁽²⁾.

(1) *Loc. cit.*, p. 338. — M. Glasson admet cependant cet effet du *jus italicum*, dans le cas, au moins, où le droit italique est accordé à une ville tout entière, et n'est pas limité à une terre. Voy. son *Histoire du droit et des institutions de la France*, I, p. 450. Nous reviendrons ailleurs sur cette distinction pour la critiquer, *infra*, p. 81.

(2) *Infra*, p. 74 et suiv., notamment p. 79.

CHAPITRE III.

LE JUS ITALICUM ET LA CONDITION DES TERRES.

En même temps qu'il réfutait de la sorte le système de Sigonius, par les arguments sans réplique que nous venons d'analyser, Savigny présentait à son tour une théorie du *jus italicum*, en déterminait la nature et les éléments essentiels. « Les études « de Savigny, on l'a dit très-justement, sont le point de départ de « tous les travaux entrepris dans la suite sur la matière, et il faut « toujours y revenir, parce qu'on n'a avancé depuis qu'en marchant dans la voie qu'il avait ouverte ⁽¹⁾. » Hâtons-nous cependant d'ajouter que Savigny n'avait pas dit le dernier mot sur le droit italique. Si, grâce à lui, nous connaissons maintenant le *jus italicum*, au moins dans son ensemble, si la nature juridique en est nettement établie, bien des points restaient encore obscurs après son mémoire, et lui-même avait risqué plusieurs assertions qui pouvaient paraître inexactes. Le premier, Savigny a contesté la théorie des quatre états, que d'autres avant lui n'avaient pas adoptée, que personne cependant n'avait attaquée de front ⁽²⁾ : c'est là son grand mérite. Il faut le reconnaître, mais sans l'exagérer. Depuis longtemps déjà, de savants romanistes avaient entrevu le caractère exact du *jus italicum*; Cujas, Godefroy, Turnebèbe, ne s'y étaient pas trompés ⁽³⁾; mais ce n'avait été chez eux

(1) Beaudouin, *Étude sur le jus italicum*, dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, tome V, p. 148.

(2) Voy. *suprà*, p. 18.

(3) Voy. *infra*, p. 110 et suiv., toute une tradition coutumière, qui paraît

qu'une notion vague, dont ils n'avaient pas fait une théorie scientifique. L'honneur de cette théorie revient à Savigny, et nous devons le déclarer tout au début de ce chapitre, où tant d'idées viennent de lui ⁽¹⁾.

SECTION I.

Caractère du *jus italicum*.

Nous avons observé déjà que, dans tous les passages où il est fait mention du *jus italicum*, ce droit est présenté comme conféré à des villes, et à des villes de province. Rien donc qu'à s'en tenir aux mots, le droit italique devait avoir pour effet de conférer aux villes des droits qui étaient communs à toutes les villes italiennes, et que ne possédaient pas, en principe, les villes provinciales. D'autre part, nous savons déjà, par les explications données au précédent chapitre, que ces droits devaient avoir un autre objet que la condition personnelle des habitants.

Or il est deux prérogatives qui sont précisément propres à l'Italie et refusées aux provinces : la capacité pour le sol d'être l'objet d'une propriété quiritaire, et l'exemption d'impôts. Ces deux prérogatives, nous allons essayer de le montrer, constituent précisément les deux éléments essentiels du *jus italicum*.

Mais une remarque importante doit être faite : ces deux prérogatives ne sont pas au même titre des éléments du *jus italicum*. Le premier élément seul, le *commercium* réel du sol, est exclusivement propre aux cités de droit italique ; le second se rencontre aussi dans des villes de condition différente. C'est donc un élément du *jus italicum* en ce sens seulement, qu'une ville provinciale, non encore exempte d'impôts, et recevant le *jus italicum*, acquiert

bien reposer sur une connaissance exacte de la nature juridique du *jus italicum*. Voy. notamment un passage très-net de Dominicy, rapporté à la p. 113 note 2.

(1) Nous devons aussi mentionner d'une façon toute spéciale les trois études sur le *jus italicum* publiées par M. Beaudouin, dans la *Nouv. rev. hist. de droit français et étranger*, en 1881 et 1882, t. V, p. 146 et suiv., p. 592 et suiv.; t. VI, p. 684 et suiv. — Très au courant des dernières recherches de l'érudition allemande, le savant auteur complète sur beaucoup de points le mémoire de Savigny. Ses études sont particulièrement remarquables par la richesse des informations historiques et épigraphiques. Nous y avons fait de très-fréquents emprunts.

du même coup l'immunité; mais cette immunité existe dans des villes qui ne sont pas italiques, au lieu qu'aucun fonds provincial ne peut être tenu en propriété romaine, s'il n'a reçu le *jus italicum*.

§ 1. *Effets du jus italicum en matière civile.*

Dans toute province, la *lex provinciæ* détermine un certain nombre de cercles administratifs, appelés *civitates*, et qui jouissent d'une autonomie plus ou moins grande. La condition juridique de ces cités est loin d'être uniforme; elles sont tantôt romaines, tantôt latines, et tantôt pérégrines. Les villes romaines, ce sont les *colonix civium* et la plupart des municipales⁽¹⁾; les villes latines, ce sont les *colonix latinæ* et les *oppida latina*⁽²⁾; les villes pérégrines enfin se divisent en trois classes, suivant qu'elles sont *fœderatæ*, *sine fœdere immunes* et *liberæ*, *stipendiariæ*⁽³⁾.

Ces notions rappelées, posons tout de suite une règle capitale, dont les explications données au chapitre premier feront assez comprendre l'origine. Dans la pureté des principes, la propriété romaine, le *dominium ex jure quiritium*, ne peut exister qu'au profit d'un citoyen romain⁽⁴⁾, sur une chose romaine⁽⁵⁾, en vertu

(1) La condition des municipales a beaucoup varié suivant les époques. Voy. Mispoulet, *op. laud.*, II, p. 39-45.

(2) Nous nous plaçons, bien entendu, après la guerre sociale, alors que la vieille latinité a disparu, par suite de l'assimilation de l'Italie entière à Rome. Nous ne parlons par conséquent, que de la latinité nouvelle. Les *colonix latinæ* sont des colonies fondées avec la condition latine; les *oppida latina* sont des villes qui ont reçu la latinité par une concession indépendante de toute fondation de colonie. Voy. *suprà*, p. 17, texte et note 2.

(3) Les *civitates fœderatæ* sont alliées à Rome par un *fœdus* rédigé en deux exemplaires, dont l'un est déposé au Capitole, dont l'autre reste en la possession de la ville fédérée. — Comme les précédentes, les *civitates sine fœdere immunes* et *liberæ* ont également la *libertas*, et jouissent à peu près des mêmes privilèges, avec cette différence qu'elles en jouissent non en vertu d'un traité, mais en vertu d'une loi ou d'un sénatus-consulte : leur liberté ne dure par conséquent qu'autant qu'il plaît au peuple et au Sénat romain. — Les *civitates stipendiariæ* ou *dediticæ* constituent véritablement la province.

(4) Au citoyen il faut assimiler toute personne ayant le *commercium* : les latins d'abord, puis ceux qui ont reçu le *commercium* tout seul, sans la latinité.

(5) Faisons remarquer d'ailleurs que nous parlons toujours de la propriété immobilière seule. Les principes de la propriété mobilière sont analogues, et inspirés du même esprit; mais il ne peut être question pour les meubles d'une situation géographique qui influe sur leur condition; notre étude ne porte que sur les immeubles.

d'un mode d'acquisition romain (1). Laissant de côté ce qui concerne le mode d'acquisition, et appliquant notre règle aux trois catégories de *civitates* que nous venons d'énumérer, nous arrivons aux conclusions suivantes : 1° la propriété romaine ne peut pas exister dans les cités pérégrines, car il y manque deux conditions essentielles, la capacité des personnes, la capacité du sol; — 2° la propriété romaine ne peut pas exister davantage dans les cités latines ou romaines, car, si les habitants de ces cités possèdent le *commercium*, le *commercium* manque au sol.

Supposons donc un citoyen romain, ou, ce qui revient au même, un individu jouissant du *commercium*. Cet individu ne pourra être *dominus ex jure quiritium*, ni dans une cité pérégrine, libre ou déditice, ni dans une cité latine, ni dans une cité romaine, colonie ou municipe. Dans aucune de ces cités le sol n'est susceptible de propriété quiritaire; il n'y a pas de sol romain en dehors de l'Italie. Maintenant, il y a un moyen d'élever le sol provincial à la hauteur du sol italique, et ce moyen, c'est la concession même du *jus italicum*. Le *jus italicum*, c'est donc une fiction juridique, qui assimile un territoire extra-italique à un territoire italique, et qui, par conséquent, transforme le *solum provinciale* en *solum italicum* susceptible de propriété quiritaire. Nous ajouterons (ce sera l'objet de notre second paragraphe) que, par là même, le *tributum soli* et le *tributum capitis* disparaissent (2).

Cette différence essentielle, qui sépare le sol italique du sol provincial, nous en connaissons l'origine et la raison d'être. Le sol provincial est *ager publicus*, et il n'y a d'*ager privatus*, susceptible de propriété quiritaire, qu'en Italie. Gaius le dit formellement (3); Cicéron appelle les provinces *prædium populi romani* (4); et la formule de la *deditio*, que nous avons citée déjà (5), l'exprime énergiquement. L'État est le véritable propriétaire du sol provin-

(1) Cette triple règle est parfaitement mise en lumière par M. Maynz, *Éléments de droit romain*, I, p. 429 et suiv.

(2) Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 161.

(3) Gaius, II, 7 : *Sed in provinciali solo..... dominium populi romani est vel Cæsaris, nos autem possessionem et usumfructum habere videmur.* — Cf., au Digeste, le fragm. 20 § 1, du jurisc. Pomponius, liv. XLIX, tit. 15 : *Publicatur enim ille ager qui ab hostibus captus sit.* — Et Siculus Flaccus : *Bellis enim gestis victores populi terras omnes ex quibus victos ejecerunt publicavere.*

(4) Cic., *Verrines*, 2^e action, III, 3, § 7. — Cf. Cic., *De lege agraria*, I, 2, § 3; II, 19, § 50.

(5) *Suprà*, p. 9.

cial, et personne ne peut, en conséquence, exercer sur ce sol le *dominium* romain.

Tel était le droit. Mais, en fait, ce principe rigoureux de l'expropriation des vaincus reçut bien des tempéraments; et le sol provincial resta souvent, nous ne dirons pas la propriété privée, car le mot serait inexact, mais le *bien propre* des particuliers ⁽¹⁾, que ces particuliers fussent d'ailleurs les anciens habitants eux-mêmes, ou de nouveaux détenteurs. C'est ce qu'il nous faut examiner avec quelque détail; et nous verrons qu'en aucun cas les détenteurs du sol provincial n'en pouvaient avoir le *dominium ex jure quiritium*, eussent-ils personnellement l'aptitude nécessaire pour exercer ce droit.

Il est un cas d'abord où cette solution ne peut faire doute, et qu'il faut bien mettre à part : c'est celui des *civitates liberæ* ⁽²⁾. La condition de ces villes peut se résumer d'un mot : Rome ne les traite pas en sujettes mais en alliées; elle efface pour elles les effets de la conquête, et leur laisse l'autonomie. La cité libre reste une cité; elle a sa constitution, son droit; elle demeure en dehors de l'*imperium romanum*. Que maintenant les habitants d'une ville libre ne puissent pas avoir sur les terres de leur *civitas* le *dominium* romain, il est à peine besoin de le dire, car la capacité quiritaire fait doublement défaut : la personne et le fonds sont également incapables, étant tous deux pérégrins et dépourvus du *commercium*; même si la personne avait le *commercium*, si c'était non plus un citoyen de la ville libre, mais un romain ou un latin, là encore il ne saurait y avoir propriété romaine, à cause de l'incapacité du sol. En aucun cas dès lors, et quel que fût le sujet du droit, il ne pouvait y avoir *dominium ex jure quiritium* dans une *civitas libera*.

Il ne pouvait y avoir propriété romaine, mais il pouvait y avoir propriété privée. La conquête étant effacée, le territoire des villes libres n'est pas *ager publicus*; Rome n'a pas, sur ce territoire, de domaine éminent, et l'appropriation privée reste possible. Les habitants de la ville libre, comme aussi les Romains et les Latins dans la mesure où la loi locale le permet, pourront devenir

(1) Cette expression ingénieuse est de M. Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 169. Elle rend fort exactement une nuance délicate, indispensable à saisir pour bien apercevoir quelle est l'assiette du *jus italicum*.

(2) Nous désignons par là, à la fois, les *civitates fœderatæ* aussi bien que les *civitates sine fœdere immunes et liberæ*. La condition de ces villes était la même; elles avaient la *libertas*, et ne différaient entre elles que par la nature de l'acte qui leur avait conféré cette *libertas*. Voy. *suprà*, p. 39, note 3.

véritables propriétaires d'immeubles, et non pas simples détenteurs; ils auront un droit complet de propriété, ils ne paieront pas d'impôts ⁽¹⁾, mais ce ne sera jamais une propriété romaine, ce sera une propriété pérégrine. Le sol sera bien *ager privatus*, mais ce ne sera pas un *ager privatus optimo jure*, c'est-à-dire romain, ce sera un *ager privatus ex jure peregrino* ⁽²⁾.

Laissons là ces villes libres, dont le sol n'est pas, à proprement parler, provincial, et arrivons au sol provincial lui-même, à celui qui a subi la loi rigoureuse de la conquête. Dans toute cité provinciale, qu'elle soit romaine, latine, ou pérégrine, le sol est *ager publicus*, et appartient au vainqueur; voilà la règle. De ce sol, ainsi confisqué, Rome faisait plusieurs parts.

D'un côté étaient les prairies et les parties boisées (*pascua*, *ager scriptuarius*), qui furent laissées généralement à l'usage commun moyennant le paiement d'une redevance, — et les terres vagues et incultes, qui furent abandonnées à l'*occupatio* des particuliers (*agri occupatorii*, *arcifinales*), moyennant une redevance de un dixième sur les moissons et d'un cinquième sur les fruits.

D'un autre côté étaient les terres cultivées, qui recevaient, suivant les cas, l'une des quatre destinations suivantes : 1° parfois l'État gardait ces terres pour lui, les faisait valoir, et les affermaient à son profit ⁽³⁾; — 2° d'autres fois, on les vendait publiquement par le ministère des questeurs (*agri quæstorii*) ⁽⁴⁾; — 3° quelquefois

(1) Nous ne parlons, bien entendu, que des impôts romains, le *tributum soli* et le *tributum capitis*, qui étaient, comme nous verrons, la caractéristique du sol provincial. Quant aux impôts locaux, les cités libres, conservant leur souveraineté, pouvaient s'imposer à leur gré.

(2) Sur tous ces points, nous ne pouvons que renvoyer aux ouvrages généraux sur les institutions romaines, sans pouvoir donner la preuve des principes que nous résumons. Voy. notamment Mispoulet, *op. laud.*, II, p. 78 à 82. — Citons seulement le fr. 7, pr. et § 1, liv. XLIX, tit. 15, du jurisconsulte Proculus : « *non dubito*, dit-il, *quin fœderati et liberi nobis externi sint*. » — Et plus loin : « *quum et illi apud nos et libertatem suam et dominium rerum suarum æque et apud se retineant, et eadem nobis apud eos contingant*. » — La *lex Antonia de Termessibus*, qui concéda la *libertas* aux habitants de *Termessus major*, en Pisidie, est le texte capital sur la *libertas*, et l'on peut voir, dans les chapitres II et III de cette loi, avec quelle netteté la propriété de leur sol est reconnue au Termessiens. Voy. l'*Enchiridion* de Giraud, p. 609 et 610.

(3) Cela eut lieu surtout pour les domaines royaux légués au peuple romain, les terres de Bithynie, de Pergame, de Macédoine, de Paphlagonie et de Pont, la Cyrénaïque; Carthage et Corinthe furent dans le même cas jusqu'au jour où elles regurent des colons.

(4) Hygin : *Quæstorii autem dicuntur agri quos populus romanus, devictis pulsive hostibus possedit, mandavitque quæstoribus ut eos venderent* (p. 115, l. 5).

on y fondait des colonies, ou bien, sans *deductio* de colonie, on les partageait entre un certain nombre d'individus, citoyens romains ou latins (1); — 4° enfin et surtout, il arrivait très-souvent que le peuple romain rendait leurs terres aux anciens propriétaires (2); ces terres constituaient ce qu'on appelait l'*ager stipendiariis datus assignatus*, c'est-à-dire le territoire qu'on a laissé aux *stipendiarii*, au lieu d'en faire tel autre des usages que nous venons d'indiquer (3).

Si l'on fait abstraction des pâturages et des terres affermées par l'État, l'*ager publicus* devenait, en somme, par des moyens divers, le bien propre des particuliers. Celui qui avait occupé une terre vague et inculte, qui avait acheté une terre vendue par les questeurs, qui avait été loti comme colon ou dans une distribution de terres, celui enfin qui avait reçu des mains du vainqueur tout ou partie de ses propres biens confisqués, celui-là détenait à titre privé une portion du sol provincial. Seulement ce détenteur, eût-il personnellement le *commercium*, ne pouvait pas avoir, sur la terre par lui appropriée, le *dominium ex jure quiritium*; il avait beau la détenir à titre privé, elle n'en restait pas moins terre provinciale, *ager publicus*. Sur une pareille terre, c'est l'État qui a le *dominium*; s'il consent à se dessaisir en fait au profit de particuliers, le droit lui reste cependant, et les particuliers n'en ont que l'apparence. Le droit lui reste, et c'est comme signe de ce droit qu'il prélève, sur les terres abandonnées par lui, l'impôt foncier en nature ou en argent. L'impôt foncier, nous y reviendrons plus tard, n'est pas, dans les idées romaines, la contribution des citoyens aux charges publiques en proportion de leur fortune immobilière, mais un signe de la propriété publique. Cicéron l'appelle *quasi victoriæ præmium ac pœna belli* (4), et Frontin dit très-exactement que les provinciaux ne possèdent les terres

(1) Dans le premier cas, il y a *assignatio coloniaria*, dans le second *assignatio viritana*. Sur la distinction entre ces deux formes de l'*assignatio*, voy. Mommsen (C. I. L., I, p. 37 et suiv.) et Marquardt (*Handbuch*, IV, p. 434 et 435; V, p. 147 à 150).

(2) Hygin : *Aliquibus nominatim redditæ possessiones* (p. 116, l. 16) — *quive veteribus possessoribus redditæ commutatique pro suis sunt* (p. 117, l. 14).

(3) Cic., *Verrines*, 2^e action, III, 6, § 13 : *Perpaucæ Siciliæ civitates sunt bello a majoribus nostris subactæ, quarum ager, cum esset publicus populi romani factus, tamen illis est redditus*.

(4) Cic., *Verrines*, 2^e action, III, 6, § 12. — Cf. II, 3, § 7. — Cf. Cic., *De lege agraria*, I, 4, § 10.

à eux laissées que sous la condition de payer le *tributum* (1).

Voilà quel était le sort du territoire provincial : propriété de l'État en principe, il devenait, en fait, le bien propre des particuliers. Il ne faut donc pas dire que les fonds provinciaux ne sont pas susceptibles de propriété privée, ce serait un langage inexact puisque tous les textes nous parlent d'*agri privati* qui sont des fonds provinciaux (2); il faut dire qu'ils ne sont pas susceptibles de propriété quiritaire. « *In provinciali solo*, dit Gaius dans un passage célèbre (3), *dominium populi romani est vel Cæsaris, nos autem possessionem et usumfructum habere videmur.* »

Solution très-analogue à celle que nous donnions tout à l'heure pour le territoire des *civitates liberæ*. Le sol de ces villes libres, disions-nous, est un *ager privatus*, mais un *ager privatus ex jure peregrino*; de même nous dirons ici : le sol provincial n'est pas un *ager privatus optimo jure*, car il est *ager publicus*, c'est un *ager privatus ex jure provinciali*.

De sorte que nous en revenons toujours au principe fondamental posé tout au début, et dont les développements qui précèdent nous font nettement apercevoir la portée : un citoyen romain ne peut avoir le *dominium ex jure quiritium* sur un fonds provincial, à quelque *civitas* qu'appartienne d'ailleurs ce fonds, ville libre ou déditice, colonie latine, municipale ou colonie romaine. Entre l'Italie et les provinces l'antithèse est bien nette; et nous pouvons maintenant comprendre l'idée générale que nous avons donnée par avance du *jus italicum*, quand nous le définissions *une extension légale de l'Italie* : d'un fonds provincial il fait un fonds italique, susceptible de *dominium* romain.

Le sol provincial n'est jamais susceptible de propriété quiritaire, telle est la vérité qui sert de base à notre théorie. Cette vérité, personne ne la conteste quand il s'agit des villes libres et déditices, des colonies latines et des municipes; mais des auteurs considérables se refusent à l'admettre en ce qui concerne les *coloniæ civium* : à leurs yeux, le sol des colonies romaines, mis en lots et distribué aux colons, n'est pas un sol provincial, mais un sol vraiment romain, susceptible comme tel de propriété quiritaire, en l'absence de toute concession du *jus italicum*. Si on

(1) *Possidere enim illis (i. e. stipendiariis) quasi fructus tollendi causa, et præstandi tributi condicione concessum est* (p. 36, l. 6).

(2) *Aggenus Urbicus : Quod in provinciis omnes etiam privati agri tributa atque vectigalia persolvant* (Frontin, p. 4, l. 11).

(3) II, 7.

admet cette manière de voir, il ne faut pas oublier, d'autre part, que le droit italique est justement présenté par les textes comme concédé le plus souvent, sinon toujours, à des colonies romaines ; d'où nous tirons la conclusion suivante : si le sol de ces colonies est par lui-même italique, le *jus italicum* ne peut pas être ce que nous avons dit qu'il est, une extension légale de l'Italie.

Cette conclusion, les auteurs dont nous parlons ne l'ont point aperçue. Ils soutiennent que le sol des colonies romaines est un sol italique, et ils maintiennent que le *jus italicum*, concédé à une colonie, a pour effet de rendre italique le sol de cette colonie, sans s'apercevoir qu'il y a là deux propositions contradictoires, qu'on ne saurait admettre à la fois (1).

Entre les deux il faut choisir, et nous n'hésitons pas à rejeter l'opinion qu'on propose d'admettre sur la condition des colonies romaines. Nous avons énoncé maintes fois ce principe capital qui domine toute la matière : le territoire provincial est un *ager publicus*. Quelles raisons donne-t-on pour écarter ce principe quand il s'agit de colonies ? On n'en présente qu'une seule, et ce n'est pas une raison de texte qui s'impose, c'est une raison de sentiment, tirée des solennités et des cérémonies religieuses qui accompagnaient la fondation d'une colonie.

Une colonie ne pouvait être établie qu'en vertu d'une loi, qui déterminait le nombre des colons, et l'étendue du territoire attribué à chacun. Cette loi instituait en outre une commission de trois membres (*triumviri colonix deducendæ agroque dividundo*), chargée de conduire les colons, et de leur distribuer les lots. Les colons partaient de Rome, sous la conduite de ces commissaires spéciaux, en ordre militaire et drapeaux déployés. Le magistrat qui procédait à la fondation de la colonie commençait par prendre les auspices, puis il traçait l'enceinte de la nouvelle cité avec le soc de la charrue, selon le rite étrusque ; le territoire était ensuite divisé en trois parties, la première destinée au culte et aux édifices publics, la seconde commune à tous les habitants, la troisième enfin

(1) Mommsen (C. I. L., I, p. 88 et 97) et Marquardt (*Handbuch*, V, p. 147 à 150) admettent ainsi que le sol colonial est un sol italique, et ils soutiennent sur le *jus italicum* la théorie classique de Savigny, que nous avons indiquée. — Même remarque pour Giraud, qui expose les deux doctrines contradictoires à dix pages de distance : *Recherches sur le droit de propriété chez les Romains*, p. 280 et 281, p. 293 à 342 ; — et pour M. Fustel de Coulanges : *Histoire des instit. polit. de la France*, p. 220 et 223, et *Cité antique*, p. 451. — M. Beaudouin le premier a relevé nettement cette contradiction, et il s'étonne avec raison qu'elle soit demeurée si longtemps inaperçue. Voy. *loc. cit.*, V, p. 184, note 1.

qu'on distribuait aux colons. Le sol à partager était mesuré par les *agrimensores* d'après les règles très-anciennes de la science augurale; en tirant des lignes de l'est à l'ouest (*decumani*), d'autres du nord au sud (*cardines*), on obtenait un certain nombre de divisions, ou *centuriæ*, dont on faisait des lots, et qu'on mettait au sort; chaque colon avait ainsi sa part ⁽¹⁾.

Voilà la colonie fondée; et il semble que tant de cérémonies, de solennités et d'auspices ne puissent faire moins que de donner aux colons le *dominium ex jure quiritium* sur les lots qui leur sont assignés. Cet *ager* colonial, qui est *limitatus* ⁽²⁾, n'est-ce pas le sol romain par excellence, celui dont les augures ont tracé les bornes, et que protègent les dieux nationaux? Les formalités religieuses de la *limitatio* et de l'*assignatio* ne se comprendraient plus, si tout cela ne conférait qu'une simple *possessio*, la propriété de fait et non de droit ⁽³⁾.

A cet argument, le seul, encore une fois, qu'on invoque, M. Beaudouin fait une réponse bien simple, qu'il déclare péremptoire, et qui est la suivante : « Ou bien le *jus italicum* n'a pas de « sens, ou bien il confère aux colons la possibilité d'exercer sur « leurs terres le *dominium ex jure quiritium*. Si les colons ont ce « *dominium* depuis longtemps, de plein droit, et par la seule « vertu de l'*assignatio*, qu'ont-ils besoin alors qu'on le leur donne « plus tard, et que vient faire la concession du *jus italicum*? « Puisque les textes de Pline et du Digeste ne citent presque « jamais que des colonies quand ils parlent des villes de droit « italique, il faut en conclure nécessairement que les colonies « n'ont pas essentiellement, et en tant que colonies, tous les pri- « vilèges compris dans le droit italique ⁽⁴⁾. »

Une pareille réponse serait irréprochable, si nous pouvions affirmer que le droit italique était bien une extension légale de

(1) Voy. Mispoulet, *Institutions politiques des Romains*, II, p. 34 à 37.

(2) Le cérémonial de la fondation des colonies, en effet, n'est pas autre chose que le cérémonial même de la limitation.

(3) Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 184. Les termes dans lesquels se pose la question limitent d'eux-mêmes l'étendue de la controverse. Ce sont les rites liturgiques de l'*assignatio* qu'on invoque pour établir que le sol colonial était un sol romain. Un pareil argument ne peut évidemment s'appliquer qu'aux *coloniæ deductæ*, les seules qui comportent une *assignatio*; il ne saurait s'appliquer aux colonies fictives de l'époque impériale, auxquelles le titre de colonie est conféré comme un simple titre honorifique, sans qu'il y ait aucune *deductio* de colons. Voy. Mispoulet, *Instit. polit. des Romains*, II, p. 38. Cf. *infra*, p. 89, note 2.

(4) Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 184.

l'Italie. Mais, loin de pouvoir l'affirmer, nous cherchons à l'établir; et s'il est vrai de dire que le sol colonial soit un sol romain, le *jus italicum*, qu'on concédait aux colonies, ne pouvait avoir pour effet de rendre romain un sol qui l'était déjà. La réponse que fait M. Beaudouin est donc un cercle vicieux : il considère comme acquise la solution qu'il s'agit d'établir, et s'en sert comme d'un argument pour écarter une objection présentée contre cette solution elle-même.

La vraie réponse à l'objection qu'on nous oppose, je la trouve dans ce fait avéré que les colons payaient l'impôt foncier. Personne ne le conteste, et, là encore, nous constatons une véritable contradiction de la part de ceux qui soutiennent que le sol colonial était un sol romain. Sol romain, sol affranchi du *tributum*, c'est tout un; le sol qui paie l'impôt est un sol provincial; l'impôt est le signe du domaine éminent de l'État. Or, cet impôt frappait les colonies comme toutes les terres des provinces; et, si on pouvait en douter, le fragment 8 § 7, au titre *De censibus*, en fournirait la preuve (1). Césarée était une colonie de Vespasien, qui lui fit remise du *tributum capitis*, et ce fut une question de savoir si cette remise impliquait celle de l'impôt foncier lui-même. C'est dire, en termes formels, qu'il fallait un privilège spécial pour que la colonie fût exempte; de droit commun, elle devait l'impôt. De droit commun aussi, le sol de cette colonie était un sol provincial et ne devenait romain que par la concession du *jus italicum* (2).

L'*assignatio* coloniale n'eut donc jamais pour effet de changer le sol provincial en un sol italique. Toute l'histoire des lois agraires est en ce sens; et, si on a soutenu le contraire, c'est qu'on a fait une confusion, c'est qu'on n'a pas distingué la période antérieure à la guerre sociale de la période qui a suivi cette guerre (3). Avant la

(1) En voici le texte : *Divus Vespasianus Cæsarienses colonos fecit, non adjecto ut et juris italicum essent; sed tributum his remisit capitis; sed divus Titus etiam solum immune factum interpretatus est. Similes iis Capitulenses esse videntur.*

(2) Rappelons d'ailleurs que cette solution ne saurait être contestée que pour les *colonix deductæ*. Voy. la note 3, p. 46. Si la thèse que nous combattons était exacte, il y aurait donc de ce chef une différence capitale entre les *colonix deductæ* et les colonies fictives des temps postérieurs, différence dont nulle part nous ne trouvons l'indication. Le silence des textes sur un point si essentiel prouve bien que la condition du sol était la même dans les deux sortes de colonies; et le sol était, sans aucun doute, pérégrin dans les colonies fictives de l'époque impériale.

(3) Faute d'indications plus précises, nous plaçons vers l'époque de la guerre sociale l'assimilation de l'Italie à l'*ager romanus*. Voy. *suprà*, p. 16.

guerre sociale, le sol des colonies, pas plus en Italie qu'en province, n'était un sol romain, et les colons lotis n'avaient pas sur leurs terres le *dominium ex jure quiritium*. Depuis la guerre sociale, l'*ager italicus* se distingue de l'*ager provincialis*; tous les fonds italiques sont de vrais fonds romains, et quand des colonies seront fondées en Italie, les colons auront sur leurs lots le *dominium* romain. Seulement, s'ils ont ce *dominium*, ce n'est pas l'*assignatio*, par son cérémonial, qui le leur confère; ils sont *domini*, parce que c'est dorénavant la seule façon d'être propriétaire sur le sol italique, quand on est citoyen romain, et qu'on a acquis son droit par un mode civil de transmission. Voilà pour l'Italie. Dans les provinces, maintenant, la situation n'a pas changé; après comme avant la guerre sociale, le sol des colonies reste un *ager provincialis*, en dépit de l'*assignatio*, et ne devient romain que par la concession du *jus italicum*.

La première loi agraire ⁽¹⁾ qui puisse nous instruire à cet égard est la *lex Sempronia agraria* de Tiberius Gracchus (621=133), rendue plus de quarante ans avant la guerre sociale. En exécution de cette loi, les *possessores* de l'*ager publicus* durent réduire leurs occupations à la limite de cinq cents *jugera*; une assez grande portion de l'*ager publicus* fit ainsi retour à l'État, et la plupart de ces terres furent données en *assignatio*. Ceux qui les reçurent n'en étaient pas propriétaires, au sens romain du mot, mais seulement possesseurs; cela résulte bien clairement des deux conditions qui furent imposées à ces citoyens : défense de vendre leurs lots ⁽²⁾, et paiement d'un *census* ⁽³⁾. Sans doute une loi *Livia*, portée onze ans plus tard, supprima cette redevance; mais l'idée seule qu'un *census* fût possible suffit bien à marquer le domaine éminent de l'État.

Outre cette loi *Livia*, qui fut appliquée peu de temps, trois lois ont fait disparaître la loi agraire de Tiberius Gracchus : la loi agraire de 633=121 d'abord, qui supprima la prohibition de vendre les portions assignées; — la *lex Thoria* (635=119 environ), qui

(1) Nous empruntons ces indications sur les lois agraires à M. Beaudouin, qui fournit sur ce sujet de très-savants renseignements, *loc. cit.*, V, p. 185 à 194.

(2) Appien, *Bellum civile*, I, 27 : « Νόμος τε οὐ πολὺ ὕστερον ἐκυρώθη τὴν γῆν ὑπὲρ ἧς διεφέροντο ἐξεῖναι πιπράσκειν τοῖς ἔχουσιν· ἀπείρητο γὰρ ἐκ Γράκχου τοῦ προτέρου καὶ τόδε. »

(3) Plutarque, *C. Gracchus*, IX : « Χώραν διένειμε τοῖς πένησι προστάξας ἐκάστω τελεῖν ἀποφορὰν εἰς τὸ δημόδιον. »

interdit à l'avenir toute *assignatio* nouvelle; — la *lex agraria* de 643=111, enfin, qui supprima la redevance, comme avait fait déjà la loi de Livius Drusus, pendant le peu de temps qu'elle était restée en vigueur ⁽¹⁾.

Cette loi agraire de 643 est l'argument capital de ceux qui soutiennent que le sol colonial était un sol romain. Il est évident, en effet, qu'elle considère les *agri assignati* en Italie comme des *agri privati optimo jure*. « Elle en permet formellement l'*abalienatio*, c'est-à-dire l'aliénation par la mancipation ou l'*in jure cessio* ⁽²⁾, qui sont des modes applicables seulement au domaine « quiritaire; elle les déclare héréditaires en se servant des mots « *testamentum* et *hereditas*, qui ne permettent pas de voir là une « simple hérédité de fait, reconnue seulement par le *jus gentium*; « elle appelle les terres assignées *ager patritus*, *ager dominis* « *privatus optima lege*, et elle décide que ces terres seront com- « prises dans le cens, ce qui nous oblige absolument à voir là le « véritable *dominium ex jure quiritium* ⁽³⁾. »

Seulement faut-il conclure de là que ce domaine romain fût l'effet de l'*assignatio*? — Cette conclusion ne s'impose pas; et l'on peut bien penser que la loi de 643 a eu pour résultat d'accorder le *dominium ex jure quiritium* à tous ceux qui avaient obtenu des concessions de terres en Italie, et qui n'étaient jusque-là que *possessores*. Aussi bien ce résultat est-il tout à fait dans l'esprit de cette loi, évidemment favorable aux *possessores* de l'*ager publicus*, faite par eux et pour eux ⁽⁴⁾. Il y avait là quelque chose comme une espèce de concession du *jus italicum* avant la constitution même de l'Italie, un premier pas franchi dans la voie qui devait conduire, quelques années plus tard, à assimiler complètement l'Italie tout entière à l'*ager romanus* ⁽⁵⁾. Mais rien, dans les dispositions de cette loi, ne démontre que le domaine quiritaire ait été la conséquence nécessaire de l'*assignatio* coloniale.

(1) Le texte de la loi agraire de 643 est donné notamment par Giraud, *Enchiridion*, p. 577. Pendant longtemps, on avait confondu cette loi agraire avec la loi *Thoria*, qui lui est antérieure de huit années. Mommsen a détruit cette erreur (C. I. L., I, p. 75 et suiv.); Giraud y fait allusion, quand il intitule cette loi : *lex agraria quæ Thoria vulgo dicitur*.

(2) C'est là le sens technique du mot *abalienatio*. Voy. Cicéron, *Topiques*, § 5.

(3) Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 186 et 187.

(4) Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 187.

(5) Cf. *infra*, p. 51, note 2, et p. 92, note 6.

Nous trouvons bien, après la guerre sociale, des colonies dont le sol était très-certainement romain : les colonies de Sylla, certaines colonies de César, celles établies par Auguste en 72=430, sont dans ce cas⁽¹⁾. Mais comme ces colonies étaient toutes fondées en Italie, nous n'en pouvons tirer aucun enseignement quant aux effets de l'*assignatio*; le territoire entier de l'Italie étant devenu romain, les colons ont tout naturellement le domaine quiritaire, sans qu'on puisse en conclure que l'*assignatio* leur confère ce *dominium*.

La question désormais ne peut plus se poser que pour des colonies établies en province; et nous pouvons affirmer que, dans toutes ces colonies, le sol restait *ager provincialis* : la preuve manifeste qu'il en était ainsi, c'est que ces colonies payaient l'impôt foncier. Les exemples abondent qui en font foi. J'ai cité déjà celui de Césarée⁽²⁾; celui d'Antioche n'est pas moins décisif : *Divus Antoninus*, dit Paul⁽³⁾, *Antiochenses colonos fecit salvis tributis*. N'est-ce pas dire, en termes aussi clairs que possible, qu'une colonie paie l'impôt tant qu'on ne lui en a pas fait remise, et l'impôt n'est-il pas, dans les idées anciennes, la marque par excellence du domaine éminent de l'État?

Ainsi l'*assignatio* coloniale est sans effet sur la condition du sol, qui reste provincial. Tout tend à l'établir, tout, même une dernière considération, dont il faut dire un mot, et que les partisans de la thèse opposée invoquent bien à tort comme une preuve de leur système. En 632=122, C. Gracchus conduisit à Carthage une colonie de six mille citoyens, en exécution de la loi *Rubria*⁽⁴⁾.

(1) Sur ces divers envois de colons, voy. les renseignements historiques donnés par M. Beaudouin, et les sources auxquelles il renvoie, *loc. cit.*, V, p. 188 à 192.

(2) Fr. 8, § 7 au Dig., *De censibus*; — *suprà*, p. 47, note 1.

(3) Fr. 8, § 5, *hoc. titul.*

(4) La *lex Rubria* est ainsi nommée du nom de Rubrius, tribun du peuple en 631, dont le *prænomen* et le *cognomen* sont inconnus; elle est donc de 631. La colonie de Carthage n'eut pas d'ailleurs longue vie. Dès 633, une loi du tribun Minucius Rufus la fit disparaître, parce qu'elle avait été fondée sur le terrain même que Scipion Émilien avait dévoué. Toutefois la tentative de Gracchus ne fut pas perdue; car, si l'on arrêta la fondation d'une nouvelle ville sur les ruines de l'ancienne Carthage, les terres qui avaient été assignées aux colons ne leur furent pas retirées, et les six mille citoyens restèrent établis en Afrique. Du sol de Carthage on avait fait trois parts : une première restait à l'État; elle fut affermée par les censeurs ou laissée aux anciens habitants moyennant un *stipendium*; — une seconde fut vendue par les questeurs à des spéculateurs, qui en firent bientôt des *latifundia*; — une troisième enfin servit à l'établissement des colons, et c'est de celle-là seulement que nous nous occupons.

Il est probable que cette loi accordait aux colons le *dominium ex jure quiritium* sur les lots qu'ils recevaient; Mommsen l'affirme sans hésiter (1); et on a vu dans ce fait une preuve, qu'on croit certaine, des effets de l'*assignatio* sur la condition du sol. La loi *Rubria* nous semble être, au contraire, une éclatante confirmation des principes que nous avons exposés. Si, en effet, le sol colonial était romain de plein droit, si l'*assignatio* suffisait pour en faire un *ager romanus*, comment la *lex Rubria* aurait-elle cru devoir établir par une disposition spéciale ce qui était une règle générale? Mais, si, de droit commun, le sol d'une colonie demeurait provincial, on comprend aisément que, par faveur spéciale, la loi de Rubrius ait décidé le contraire pour une colonie déterminée. Seulement, cette faveur, il faut le noter avec soin, ressemble fort à ce que sera plus tard la concession même du *jus italicum*, puisqu'elle consiste précisément dans la transformation de l'*ager privatus ex jure provinciali* en *ager privatus ex jure quiritium*. Ce ne peut être encore le *jus italicum* mais c'en est un antécédent curieux (2).

En résumé, si nous nous plaçons après la guerre sociale, il existe entre l'Italie et les provinces une opposition bien tranchée : en Italie le sol est susceptible de *dominium* romain, ce qui entraîne l'immunité; dans les provinces, dans les *colonix civium* comme ailleurs, le sol est quelquefois *ager privatus*, mais il n'est jamais *privatus optimo jure*, et l'impôt s'y applique.

Nous avons dit par avance que le *jus italicum* était une extension légale de l'Italie; la cité qui l'obtient est traitée désormais comme si elle était comprise dans les limites géographiques de l'I-

(1) C. I. L. I, p. 97 : « *Agrum africanum ex lege Rubria civium romanorum privatum factum fuisse ex jure quiritium certissimum est.* »

(2) Voy. *infra*, p. 92, note 6; Cf. *supra*, p. 49, note 5. Cette faveur faite aux colons de Carthage disparut avec la loi *Rubria*, qui fut rapportée un an après avoir été portée. Voy. la note 4, p. 50. Les six mille citoyens gardèrent les terres qui leur avaient été assignées, mais à titre de fonds provinciaux, et on s'explique ainsi que le *jus italicum* ait pu être postérieurement donné à Carthage par Septime-Sévère et Caracalla (frag. 8, § 11, *De censibus*). — M. Mispoulet (*Instit. polit. des Romains*, II, p. 37) reconnaît que les colonies fondées dans les provinces n'avaient jamais un sol romain, à moins qu'elles n'eussent reçu le *jus italicum*. Quant aux colonies fondées en Italie avant la guerre sociale, il admet, sans indiquer un doute ni une preuve, que le sol en était romain. Il n'explique pas d'ailleurs comment l'*assignatio* aurait ainsi produit des effets différents suivant les pays, et pourquoi Rome aurait traité l'Italie plus favorablement que les provinces à une époque où l'Italie n'existait pas, et se confondait avec les provinces. J'ai montré du reste que l'étude des lois agraires

talie. Et nous devons d'abord distinguer nettement les deux sols, pour concevoir d'une façon précise cette élévation du sol provincial à la hauteur du sol italique par la concession du *jus italicum*.

La preuve, maintenant, que le droit italique avait bien ce caractère, nous la trouvons dans un passage capital de Frontin, qui est ainsi conçu : « *prima enim condicio possidendi hæc est ac per Italiam, ubi nullus ager est tributarius, sed aut colonicus, aut municipalis, aut alicujus castilli, aut conciabuli, aut saltus privati. — At si ad provincias respiciamus, habent agros colonicos ejusdem juris; habent et colonicos qui sunt immunes; habent et colonicos stipendiarios. Habent autem provinciæ municipales agros, aut civitatum peregrinarum* ⁽¹⁾. »

Après les développements qui précèdent, ce texte n'a pas besoin de commentaires; il résume de la manière la plus précise les explications présentées, et les complète très-heureusement par la mention qu'il fait du *jus italicum*. Car ces *agri colonici ejusdem juris ac Italiæ* ne peuvent évidemment désigner que le sol des colonies romaines ayant reçu le droit italique. Et ce droit italique, puisque c'est de lui qu'il s'agit, nous est bien présenté avec les caractères que nous avions dits, à la place que nous lui avions assignée dans l'ensemble de la législation romaine. Ce texte vaut à lui seul une démonstration ⁽²⁾.

ne permet pas d'admettre cette opinion, que soutient aussi M. Houdoy (*De la condition et de l'administ. des villes chez les Romains*, p. 342 à 344). — Dans un autre passage (t. II, p. 85), M. Mispoulet propose une distinction quant aux colonies fondées dans les provinces. Avant Auguste, d'après lui, l'*assignatio* faisait du sol de ces colonies un sol romain; mais, à partir de l'Empire, l'*assignatio* avait perdu toute influence sur la condition juridique de la propriété : c'est le *jus italicum*, nouvellement créé, qui exerce désormais cette influence. Comme preuve de ce qu'il avance quant à la période républicaine, l'auteur ne cite que deux exemples : celui de Carthage, sur lequel nous nous sommes expliqués, et celui de trois colonies fondées en Gaule Cispadane avant la guerre sociale; exemple sans valeur : la seule raison qu'il ait, en effet, de croire romain le sol de ces deux colonies, c'est qu'elles furent fondées en Italie, et que toutes les colonies italiques avaient un sol romain dès avant la guerre sociale, ce que je conteste absolument. La distinction proposée est donc inadmissible.

(1) Frontin, p. 35, l. 43, sqq. — Cité dans l'*Enchiridion* de Giraud, p. 679.

(2) C'est un argument décisif qui suffit. Aussi n'invoquons-nous pas deux autres textes dont le sens est beaucoup moins certain. Le premier est un texte de Sozomène (*Hist. ecclés.*, VII, 9), cité par Godefroy (*Ad Cod. Theod.*, XIV, 13), et où il s'agit de Constantinople : « Ἡδὲ γὰρ οὐ μόνον εἶχε ταύτην τὴν προσηγορίαν ἡ πόλις (i. e. ut Roma nominaretur), καὶ γερούσια καὶ τάγμασι δῆμων καὶ ἀρχαῖς

Cette démonstration, Savigny ne l'avait pas faite; et il avouait lui-même ne connaître aucun texte ancien qui pût servir de preuve à sa manière de voir. Il reprenait une à une toutes les différences que les jurisconsultes signalent entre les fonds provinciaux et les fonds italiques, et attribuait aux *civitates juris italici* toutes les prérogatives propres aux fonds italiques, sans y être conduit d'ailleurs par aucun texte, en se laissant seulement guider par l'analogie des mots. Il présentait, en somme, l'argumentation même que nous avons proposée, mais en la décapitant, car il ne citait pas le texte de Frontin, qui en est le complément indispensable et comme la cheville ouvrière; ce n'était plus une démonstration, c'était une simple conjecture (1).

Zumpt le fit remarquer; et il soutint contre Savigny que le droit italique était sans influence quant à la condition du sol (2). Le raisonnement d'analogie, disait-il en substance, risque de nous induire en de graves erreurs. Un privilège, en effet, perd souvent de sa force en prenant de l'extension; ainsi la cité romaine a été étendue à bien des provinces sans le *jus honorum*, et la latinité, telle qu'elle existe sous l'Empire, est loin d'avoir la même énergie que l'ancien droit du *Latium*; rien n'assure qu'il n'en ait pas été de même pour le droit italique, ce qui permet de douter que le *jus italicum* ait eu exactement les mêmes caractères qu'avait le *jus soli italici*.

ὁμοίως ἔχρητο, ἀλλὰ καὶ τὰ συμβόλαια κατὰ τὰ νόμιμα τῶν ἐν Ἰταλίᾳ Πρωμαίων ἐκρίνετο. » On a dit que ces derniers mots désignaient le *nexum*, et faisaient ainsi allusion à l'existence du droit de propriété quiritaire dans les villes provinciales. Mais le texte est bien vague, et ne nous paraît pas topique. — Le second texte est le § 27 du second commentaire de Gaius. Dans la première édition de l'*Enchiridion* (1873), établie d'après la leçon de Bluhme, Giraud proposait de ce paragraphe une lecture qui eût été pour nous d'une grande importance : « *In summa, admonendi sumus nexum italici soli proprium esse, provinciis soli nexum non esse; recipit enim nexum significationem solum non aliter quam si Mancipi est; provinciale autem nec Mancipi est. Solum vero provinciale quod jus Quiritium habet soli Italici loco est, et proinde Mancipari quoque potest.* » C'était une mention bien nette du *jus italicum*. Mais la révision du manuscrit par Studemund a fait tomber cette restitution. Voy. Dubois, *Instit. de Gaius*, p. 133, et la seconde édition de Gaius dans l'*Enchiridion* (appendix, p. 35). Le texte actuel ne fait plus qu'exclure le *nexum* du sol provincial pour en faire un privilège des fonds italiques; il n'y est plus question du *jus italicum*.

(1) Cette démonstration par les textes, qui complète les indications de Savigny, a été faite par Rudorff : *Die Schriften der Römischen Feldmesser*, II, p. 373 et suiv.

(2) Zumpt, *Commentationes epigraphicæ*, p. 487 à 489.

La remarque était juste, et nous verrons plus loin ⁽¹⁾ qu'on peut se demander si le *jus italicum* établit, entre le sol italique et le sol provincial, une assimilation complète à tous les points de vue. Mais le doute n'est plus possible aujourd'hui en ce qui concerne les conséquences civiles du *jus italicum*, capacité quiritaire du sol et immunité ; à ce double point de vue le texte de Frontin lève toute incertitude, et l'objection de Zumpt s'évanouit.

Il en faisait une autre, qui ne valait pas mieux. Les jurisconsultes, disait-il, parlent souvent dans leurs ouvrages des prérogatives propres aux fonds italiques, et n'attribuent jamais aucune de ces prérogatives aux *civitates juris italici*, ce qu'ils n'eussent pas manqué de faire, si le droit italique eût été une extension légale de l'Italie. Mais ce silence des textes juridiques est facilement explicable. Tous les fragments, d'abord, où il est fait mention du *jus italicum*, sont au titre *De censibus*, et on comprend que, dans un pareil titre, les compilateurs aient indiqué seulement les conséquences fiscales, en laissant de côté les conséquences civiles ; d'ailleurs, ces conséquences civiles étaient pour eux sans intérêt pratique, puisque la vieille distinction de la propriété quiritaire et de la propriété provinciale avait cessé d'exister.

Zumpt, enfin, croit pouvoir affirmer que des villes pérégrines ont obtenu le *jus italicum*, et cela lui fournit contre notre système un dernier argument. Si, dit-il, le droit italique avait pour conséquence de conférer au sol le *commercium* réel, un pareil privilège ne pouvait être utile qu'à des cités ayant déjà le *commercium* personnel, et ce n'était pas le cas des cités pérégrines ; donc, puisqu'on le donnait à de pareilles cités, c'est qu'il avait d'autres effets. Cet argument n'est que spécieux ; je l'indique seulement ici, et nous verrons par la suite qu'aucune cité pérégrine n'a jamais obtenu le *jus italicum* ⁽²⁾.

Nous avons donc raison de dire que le droit italique relève le fonds provincial de son infériorité originelle, et le rend susceptible de *dominium ex jure quiritium*. De cette proposition découlent toute une série de conséquences, qu'il nous faut indiquer sommairement, pour donner une idée complète des effets que produit en matière civile le *jus italicum*.

Le propriétaire d'un fonds *juris italici*, d'abord, ayant le *dominium*, aura, pour défendre son droit, la *rei vindictio* ; la *rei*

(1) Voy. le § 3 ci-dessous, *infra*, p. 74 et suiv.

(2) *Infra*, p. 86 et suiv.

vindicatio, c'est le *dominium* lui-même à l'état de lutte, et nous devons signaler cette conséquence avant toute autre, comme la plus immédiate du principe posé. — Sanctionné par la *vindicatio*, le *dominium* du fonds *juris italicum* peut être acquis par les moyens civils, *cessio in jure*, *usucapio*, *adjudicatio*; il ne peut l'être même que par ces moyens seuls, et peut faire l'objet d'une *mancipatio*, car le *fundus juris italicum* devient *res Mancipi* (1). — Enfin, les servitudes, comme le *dominium* lui-même dont elles sont des démembrements, peuvent exister sur le fonds de droit italique; elles y peuvent être établies par les modes du *jus civile*, la *cessio in jure*, l'*adjudicatio*, la *lex*; elles n'y peuvent être établies que par ces modes et peuvent l'être par la *mancipatio*, quand il s'agit des servitudes rurales, qui sont *res Mancipi*. Au droit de servitude, démembrement du *dominium*, est attachée une action civile, démembrement de la *rei vindicatio*, et qui s'appelle, suivant les cas : *actio confessoria*, *actio negatoria*.

Le fonds provincial, tout à l'inverse, reste en dehors du droit; voilà le principe, sur lequel nous avons longuement insisté. Mais nous avons ajouté que, si ce fonds provincial n'était pas suscep-

(1) C'est là une notion assez délicate. Quand il s'agit de meubles, la qualité de *res Mancipi* et la capacité d'être l'objet du *dominium ex jure quiritium* sont deux choses absolument distinctes; la *pecunia numerata*, *res nec Mancipi*, est susceptible de propriété romaine au même titre que l'esclave, *res Mancipi*. Ce qui distingue la *res Mancipi* de la *res nec Mancipi*, c'est la façon dont on acquiert sur chacune d'elles le *dominium*. Quand la *res* est *Mancipi*, la mancipation est possible, et un mode du droit civil est nécessaire; quand elle est *nec Mancipi*, la mancipation n'est plus possible, et, si les autres modes du droit civil le sont, ils ne sont plus nécessaires : la simple tradition, mode du droit des gens, suffit. La mancipation n'est permise, un mode solennel d'acquisition n'est exigé, que pour les meubles ayant une importance économique réelle. Mais tous les meubles sont susceptibles de *dominium* romain; les meubles, en effet, n'ont pas de situation, et, il ne peut y avoir de meubles pérégrins, exclus comme tels du *dominium*. — Pour les immeubles, il n'en va plus de même. A l'inverse des meubles, ils ne comportent pas tous le *dominium*, mais ils ont tous une égale importance économique. Jamais le *dominium* ne pourra être acquis sur un immeuble que par un mode civil, et la mancipation sera toujours possible; tout immeuble, en un mot, sera *res Mancipi*. Mais à la condition qu'il soit d'ailleurs susceptible de propriété quiritaire; s'il ne l'est pas, la *mancipatio* ne se conçoit plus, et l'immeuble sera *nec Mancipi* : c'est le cas du fonds provincial. Que maintenant le *jus italicum* vienne leur conférer cette capacité réelle qui leur manque, ils deviendront *Mancipi*. Si bien que pour les immeubles, à l'inverse de meubles, la qualité de *res Mancipi* se confond avec la capacité d'être l'objet du *dominium ex jure quiritium*.

tible de *dominium*, il pouvait être cependant, en fait, le bien propre d'un particulier. Ce fait, en se perpétuant, devint presque un droit, et les jurisconsultes, cherchant à caractériser cette appropriation extra-juridique, vague et mal définie, la rapprochent de la possession et de l'usufruit⁽¹⁾. Nous n'avons point à retracer ici les phases de ce développement; mais nous devons constater que, dès l'époque classique, l'appropriation du fonds provincial était un véritable droit, ayant son nom et son organisation. A défaut de la revendication, le possesseur a d'autres moyens pour défendre son droit⁽²⁾: ce sont d'abord les interdits possessoires⁽³⁾; c'est, en second lieu, une espèce de revendication utile, qui offre tous les avantages pratiques de la *rei vindicatio* proprement dite, et n'en diffère que par la formule⁽⁴⁾; c'est, enfin, une action publicienne utile⁽⁵⁾. — Les modes civils d'acquisition ne peuvent servir à transmettre ce droit, mais on peut employer la tradition, mode du droit des gens⁽⁶⁾; et la *præscriptio longi temporis*, introduite de bonne heure par le préteur, remplace, dans une certaine mesure, pour les fonds provin-

(1) Gaius, II, 7.

(2) Je ne parle ici, bien entendu, que du possesseur d'un fonds provincial, proprement dit, d'un fonds stipendiaire. Je laisse de côté le sol des *civitates liberæ*. La possession de ce sol par des Romains ou par des pérégrins était régie par des principes spéciaux. Voy. de Boeck, *Le préteur pérégrin*, *passim* à partir de la p. 127. — Nous n'avons pas à insister ici sur ce point, car le *jus italicum*, nous le verrons, ne s'est jamais appliqué aux *civitates liberæ*.

(3) Gaius, IV, 139. — Fragm. Vaticana, § 312. — Voy. Pellat, *Exposé des principes généraux du droit romain sur la propriété et ses principaux démembrements*, p. 44 et suiv.

(4) M. Beaudouin n'ose pas affirmer que cette revendication utile fut accordée (*loc. cit.*, V, p. 178). Pellat n'est pas non plus très-affirmatif (*op. laud.*, p. 43). M. Accarias, au contraire, n'hésite pas à dire qu'on accordait la revendication utile (*Précis*, I, p. 528). Il invoque en ce sens la constit. 8 princ. au Code de Justinien, VII, 39, et un texte d'Aggenus Urbicus (p. 63, l. 6).

(5) La preuve s'en trouve dans le fragm. 12, § 2 au Dig., liv. VI, tit. 2. — Voy. Accarias, *Précis*, tome II, p. 1013 (3^e édition); — et Pellat, *op. laud.*, p. 72, 103, 564 et suiv.

(6) Mais il faut bien comprendre quel était le rôle de la tradition ainsi employée. « Si les fonds provinciaux, dit très-bien Pellat (*op. laud.*, p. 42), étaient susceptibles de tradition, c'est que la tradition, il ne faut pas l'oublier, a pour effet immédiat de transférer la possession, et pour effet médiat, de transférer la propriété quand cela se peut : car cet effet secondaire de la tradition n'accompagne pas toujours le premier. Celui à qui un fonds provincial avait été livré en acquérait donc la possession, rien ne s'y opposait, mais non la propriété, puisqu'elle ne pouvait appartenir à un particulier. » — Une remarque analogue doit être faite à propos de la *præscriptio longi temporis*.

ciaux, l'usucapion du droit civil (1). — Enfin, si le fonds provincial ne pouvait faire l'objet d'une véritable servitude, on combla cette lacune par l'usage des pactes et stipulations, et par la théorie prétorienne de la quasi-possession (2).

Ainsi, grâce à ces artifices ingénieux et variés, sous la pression des nécessités pratiques, la possession provinciale se transforma peu à peu en une véritable propriété de fait, ne se séparant guère du *dominium* que par des différences de procédure (3); on créa, pour la désigner, le mot *proprietas*, d'où l'on fit aussi *proprietary* (4), et ces deux mots expriment avec force le caractère exclusif qu'avait cette propriété, au même degré que le *dominium* lui-même (5). Seulement cette *proprietas*, sanctionnée presque aussi énergiquement que le *dominium*, et cessible comme lui, n'existait que sous le domaine éminent et le bon plaisir de l'État; c'était un droit dans les rapports des particuliers entre eux, ce ne pouvait

(1) Sur cette comparaison entre la *præscriptio longi temporis* et l'usucapion, voy. Ruben de Couder, *Répétitions écrites de droit romain*, 6^e édition, p. 193 à 195.

(2) Voy. Accarias, *Précis*, I (4^e édition), p. 683 et p. 705.

(3) C'est ce que résume admirablement Frontin dans le passage suivant : « *Et stipendiarios... qui nexum non habent, neque possidendo ab alio quæri possunt; possidentur tamen a privatis sed alia condicione, et veneunt, sed nec mancipatio eorum legitima potest esse; possidere enim illis quasi fructus tollendi causa et præstandi tributî condicione concessum est. Vindicant tamen inter se non minus fines ex æquo, ac si privatorum agrorum;... nam et controversias inter se tales movent, quales in agris immunibus et privatis solent evenire,* » p. 36.

(4) Le mot *proprietas* apparaît dès l'époque classique. Nous le trouvons dans un fragment du juriconsulte Neratius, qui vivait sous Trajan (Fr. 13 au Dig., liv. xli, tit. 1). — Dans le même ordre d'idées, pour indiquer que la propriété des fonds provinciaux était plutôt un fait qu'un droit, on prit l'habitude d'appeler ces fonds *possessiones*, et non *agri*. Voy. le fr. 115, *De verb. signific.*, liv. l, tit. 16.

(5) Sans doute, il y eut des confiscations même en Italie, mais c'est violence et non pas droit, comme disent nos vieux auteurs; en droit, la confiscation était licite en province, illicite en Italie. — Le *proprietary* était exactement dans la situation où sont de nos jours ceux qui ont obtenu des concessions sur les biens du domaine public, par exemple une concession de prise d'eau sur une rivière navigable et flottable. Le titulaire d'une pareille concession n'a aucun droit à l'encontre de l'État, qui peut toujours retirer la concession, *ad nutum* et sans indemnité. Au contraire, cette concession constitue un véritable droit au profit du titulaire à l'encontre des tiers qui mettraient obstacle au libre exercice de la concession; et ce droit est protégé par les actions possessoires. Voy. Civ. Cass., 20 nov. 1877 (Dalloz, 1878, I, 272) et Req., 6 mars 1878 (*Ibid.*, 1878, I, 302).

jamais être un droit à l'encontre de l'État ; il y avait là une possession essentiellement précaire, une pure tolérance, toujours sujette à révocation : Rome pouvait toujours, même sans motif, et sans indemnité, pratiquer des confiscations. Elle ne le pouvait, au contraire, ni en Italie, ni dans les *civitates juris italicæ* ⁽¹⁾.

A cette différence, il en faut joindre de nouvelles, corollaires du même principe. La loi *Julia de fundo dotali* posait en règle que le fonds dotal était inaliénable, et la jurisprudence, hésitante longtemps, avait fini par admettre que la prohibition s'appliquait seulement au fonds dotal italique, et ne s'appliquait pas au fonds dotal situé en province ⁽²⁾. Ces deux espèces de fonds, cependant, avaient même importance économique, et la conservation de l'immeuble dotal était aussi utile en province qu'en Italie. La distinction repose sur un autre motif, exclusivement juridique, et que nous connaissons. Ce que la loi *Julia* défendait, c'était l'*abalienatio* du fonds dotal, et ce mot, à l'époque classique, avait un sens technique et précis, que Cicéron nous fait connaître ; il signifiait proprement : transport de la propriété quiritaire ⁽³⁾. Or, comme le fonds provincial n'est pas susceptible de *dominium*, il faut dire qu'il ne comporte pas une *aliénation*, au sens légal du mot, et la prohibition de la loi *Julia* ne peut lui être appliquée.

De même, il faut avoir le *dominium* d'un fonds pour le rendre *religiosus* par l'inhumation d'un mort, pour le rendre *sacer* par la *dedicatio* ⁽⁴⁾ ; c'est dire que les fonds provinciaux ne pouvaient

(1) Cette *proprietas* provinciale doit être soigneusement distinguée de l'*in bonis*, avec lequel on la confond quelquefois. Voy. par exemple, Revillout, *Rev. hist. du droit*, I, p. 358 ; — Laferrière, *Hist. du droit civil de Rome et du droit français*, I, p. 271 ; — Fustel de Coulanges, *Cité antique*, p. 446. L'expression « *in bonis habere* » caractériserait très-bien l'appropriation privée du fonds provincial ; le *proprietary* a le fonds dans ses biens, sans en être *dominus*. Mais cette expression a un sens technique, et désigne un droit tout différent de la *proprietas* provinciale. L'*in bonis*, c'est une propriété quiritaire manquée, faute d'énergie suffisante du mode de transmission ; mais c'est encore une propriété quiritaire, ne pouvant exister que sur un fonds romain. Il ne faut confondre l'*in bonis* ni avec la propriété du fonds provincial, ni avec la propriété pégrine, c'est-à-dire avec le droit d'un pérégrin sur un fonds italique.

(2) Instit., liv. II, tit. VIII, princ. Voy. Accarias, *Précis*, I, p. 824 et suiv., notamment, p. 825, note 1.

(3) Cic., *Topiques*, § 5.

(4) Gaius, II, 7. Il faut lire tout ce paragraphe, un des textes où la *proprietas* provinciale est le mieux caractérisée. Nous avons déjà cité certaines parties ; le voici tout entier : « *Sed in provinciali solo placet plerisque solum religiosum non fieri, quia in eo solo dominium populi romani est, vel Cæsaris, nos*

devenir ni religieux ni sacrés; Gaius ajoute, d'ailleurs, qu'on les traitait, en fait, comme s'ils l'eussent été (1).

Toutes ces différences ont un grand intérêt pour le commentateur, qui doit rechercher avant tout la liaison logique des idées et des règles. Elles n'en pouvaient avoir autant pour les contemporains. La *proprietas*, en dernière analyse, n'était guère inférieure au *dominium*; c'étaient deux droits distincts, mais dont l'un valait l'autre : différents par leur origine, par leur nom, par leurs sanctions, ils conféraient, en somme, des prérogatives analogues. En réalité, au point de vue purement civil, la distinction de l'*ager italicus* et de l'*ager provincialis* avait bien des effets, mais n'était pas une source d'inégalité; dès l'époque classique, le possesseur du fonds provincial est plein propriétaire, et le droit italique change sa condition, mais ne l'améliore pas. Si ce droit est précieux, et si partout on le convoite, c'est qu'il confère, en matière fiscale, un important privilège, dont nous allons parler dans notre second paragraphe : je veux dire l'immunité.

§ 2. Effets du *jus italicum* en matière fiscale.

La perception de l'impôt foncier n'implique, de nos jours, aucune prééminence de l'État sur les terres imposées. L'État moderne, ayant besoin de ressources pour faire face aux dépenses qu'entraînent ses attributions chaque jour plus nombreuses, impose la fortune privée dans ses manifestations diverses. Quiconque détient une part de la richesse générale doit supporter l'impôt

autem possessionem tantum et usumfructum habere videmur; utique tamen, etiamsi non sit religiosus, pro religioso habetur; item, quod in provinciis non ex auctoritate populi romani consecratum est, proprie sacrum non est, attamen pro sacro habetur. »

(1) Savigny rattache à l'ordre d'idées qui nous occupe l'*exceptio annalis italicus contractus* (Voy. *Verm. Schriften*, I, p. 50); toutefois il avoue lui-même ne pas savoir ce que c'est. Justinien en parle dans deux constitutions, et l'abroge formellement (constit. 1, liv. VII, tit. 40; constit. 1, § 1, liv. VII, tit. 31). Mais ces constitutions ne nous apprennent rien sur l'exception elle-même. M. Beaudouin rapporte une théorie, proposée par Sell en 1844, et généralement adoptée en Allemagne (*loc. cit.*, V, p. 180). Dans ce système, raisonnable d'ailleurs bien que sans appui dans les textes, l'*exceptio annalis* n'aurait aucun rapport avec le *jus italicum*, et on ne comprendrait guère le nom qu'elle porte. En principe, le vendeur est obligé à garantir contre l'éviction; mais cette obligation cesse naturellement quand l'acheteur est devenu propriétaire par usucapion; alors, si ce vendeur est actionné en garantie, il repoussera l'attaque par l'*exceptio annalis italicus contractus*. Voy. Puchta, Walter, Maynz (II, p. 212).

proportionnellement à cette part, impôt mobilier s'il possède des meubles, impôt foncier s'il possède des immeubles. Les Romains concevaient tout autrement les choses. L'impôt foncier, comme nous le comprenons, n'existe pas chez eux ; ils ne connaissent que la capitation personnelle. Le *dominus ex jure quiritium*, investi de son droit par une formalité solennelle du *jus civile*, est maître absolu de son fonds ; la terre est libre entre ses mains, et, s'il paie des impôts, c'est comme citoyen qu'il les paie, ce n'est pas comme propriétaire : il paie l'impôt personnel, il ne paie pas l'impôt foncier. Cet impôt n'apparaît que pour la terre conquise, pour la terre provinciale. Le sol de la province n'est jamais un *ager privatus ex jure quiritium*, et, s'il devient souvent le bien propre des particuliers, il ne cesse jamais de faire partie du domaine public de Rome ; ceux qui le possèdent le tiennent d'une concession gracieuse du vainqueur. L'État leur laisse la jouissance du sol, mais il en garde le domaine ; et c'est en vertu de ce domaine éminent qu'il impose au tenancier la redevance foncière : *possidere enim illis, dit très-exactement Frontin, quasi fructus tollendi causa et præstandi tributî condicione concessum est* (1). Ainsi l'impôt foncier n'est plus une contribution des citoyens aux charges publiques en raison de leur fortune territoriale, c'est une rente foncière ; et la théorie de cette rente se rattache étroitement à la distinction que nous avons longuement établie entre le sol de l'Italie et celui des provinces. Le sol provincial est un sol vaincu, non susceptible de *dominium ex jure quiritium*, et soumis au tribut ; les deux idées se tiennent, et découlent d'un principe commun : le domaine éminent de l'État sur le sol provincial.

En concédant au sol le *jus italicum*, Rome fait abandon de ce droit éminent ; et, sur le sol régénéré, les particuliers peuvent acquérir désormais le *dominium ex jure quiritium*. N'est-ce pas dire alors que, par là même, l'impôt foncier va disparaître, avec ce *dominium* de l'État, dont il était la conséquence et la marque ? Plus de domaine éminent de l'État, plus d'obstacle à la propriété quiritaire, et plus d'impôt foncier.

L'immunité apparaît ainsi comme un corollaire naturel de la transformation du sol provincial en sol italique par le *jus italicum*, et c'est presque une erreur de diviser, comme nous l'avons fait, les conséquences du *jus italicum* en deux classes : conséquences civiles d'une part, conséquences fiscales de l'autre. L'im-

(1) Frontin, p. 36.

pôt foncier n'était pas un impôt, c'était une redevance, une véritable rente, supportée par la terre en raison de la condition juridique de cette terre; et, dès lors, l'exemption de cette redevance n'est pas une décharge d'impôt, c'est une transformation d'ordre purement civil, qu'il faudrait, pour être logique, énumérer parmi les conséquences civiles du *jus italicum*, et comme la conséquence la plus essentielle et la plus immédiate de ce droit. Détacher l'immunité des conséquences civiles, c'est rompre l'enchaînement logique des idées, c'est remplacer par la notion toute moderne de l'impôt foncier la vieille conception, originale et toute différente, du *tributum soli*; c'est démembrer en quelque sorte le *jus italicum*, et en altérer la physionomie. La remarque est importante, et je devais la présenter tout d'abord; je devais bien marquer ce caractère spécial de l'exemption d'impôt, et faire voir comment elle se rattache intimement à la capacité quiritaire du sol. Cette précaution prise, aucune erreur n'est à craindre, et le droit italique ne perdra pas son unité; la capacité quiritaire du sol et l'immunité resteront deux idées associées et connexes, mieux encore, deux aspects différents d'une seule et même idée.

Aussi bien, si cette division du sujet en deux parts a des inconvénients, elle offre, en revanche, le sérieux avantage de mieux mettre en relief ce qui est vraiment caractéristique dans le *jus italicum*; et voici dans quel sens. L'immunité découle, comme une conséquence naturelle, de la capacité quiritaire du sol, mais elle peut exister, par l'effet d'une concession spéciale, sans que le sol soit devenu romain; toute terre provinciale qui reçoit le *jus italicum* devient, par cela seul, exempte d'impôt foncier, mais la faveur peut être moins complète, et les textes citent bien des villes, demeurées provinciales, auxquelles on a fait seulement remise de l'impôt. Si, dans la suite, une pareille ville venait à recevoir le *jus italicum*, le seul effet que pût produire ce droit, c'était d'assimiler le sol au sol de l'Italie. Ainsi, l'on peut concevoir une ville qui soit exempte d'impôts sans avoir le droit italique; on peut concevoir une concession du *jus italicum* qui n'entraîne pas comme conséquence l'immunité. Au contraire, le *jus italicum* et la capacité quiritaire du sol sont deux choses inséparables; aucune terre extra-italique ne comporte le *dominium* romain si elle n'a reçu le *jus italicum*, et le droit italique, accordé à une terre, fait toujours de cette terre une terre romaine. Si donc on a raison de dire que le droit italique comprend deux éléments, la capacité quiritaire du sol et l'immunité, il faut bien remarquer que ces deux

éléments ne sont pas également caractéristiques du *jus italicum*; l'immunité n'est que de la *nature* du *jus italicum*, au lieu que la capacité quiritaire du sol est de son *essence* : c'est l'élément distinctif de notre droit. Et c'est pour cette raison que ces deux éléments doivent être soigneusement séparés, bien qu'il faille, à d'autres points de vue, les rapprocher l'un de l'autre, et presque les unir. Nous avons étudié les conséquences civiles : c'est le cœur du sujet, c'est la substance intime du *jus italicum*; il nous reste à montrer ce que signifiait au juste l'immunité.

Que cette immunité, d'abord, fût une conséquence du *jus italicum*, on n'en saurait douter; et, s'il nous a fallu de longs développements pour établir les conséquences civiles du *jus italicum*, deux mots nous suffiront ici. C'est au titre *De censibus* qu'il est fait mention dans le Digeste du droit italique, et c'est à des ouvrages sur les impôts qu'appartenaient les fragments insérés à ce titre; les jurisconsultes, d'autre part, rapprochent constamment le *jus italicum* de l'*immunitas* : tout cela prouve assez que le droit italique avait pour conséquence l'immunité. Personne au surplus ne le conteste; c'est le point le mieux déterminé de toute la matière, le seul peut-être où l'on n'ait à citer aucune opinion dissidente ⁽¹⁾. On peut dire que les sources juridiques présentent le *jus italicum* comme une pure exemption d'impôts ⁽²⁾; le reste est affaire d'analogie et d'induction, ici les textes sont formels.

Ils sont formels, au moins, quant à l'existence même de l'immunité; mais les difficultés reparaissent quand on vient au détail, et quand on veut montrer quelle était la portée de cette immunité. A l'époque où commence d'exister le *jus italicum*, c'est-à-dire

(1) Nous ne citerons que pour mémoire l'objection présentée par Cujas : « On croit communément, dit-il, que les colonies italiques étaient exemptes de l'impôt direct, et que les colonies provinciales ne l'étaient pas, à moins d'avoir reçu le droit italique. Le *jus italicum* serait ainsi l'immunité des tributs, ce que je crois complètement faux; car il y a des colonies provinciales qui n'ont pas reçu le droit italique, et qui sont exemptes. » (*Observationes*, X, 5. Edit. de Lyon, 1606, t. IV, p. 1610). Nous avons répondu par avance à l'objection, en montrant que l'*immunitas* est une conséquence du *jus italicum*, mais qu'elle peut exister sans lui, par l'effet d'une concession spéciale. Godefroy, réfutant l'objection de Cujas, avait versé dans un autre écueil, en prétendant assimiler tout à fait le *jus italicum* et l'immunité (*ad Codicem Theod.*, I, 20); on pouvait former une colonie exempte sans lui donner le droit italique.

(2) Nous avons dit déjà que Zumpt tire argument de ce fait pour contester l'existence des effets civils de notre droit; *suprà*, p. 54. Nous avons expliqué à ce propos pourquoi les compilateurs de Justinien n'avaient ainsi mentionné que les conséquences fiscales, sans dire un mot des effets civils.

au début de l'Empire ⁽¹⁾, les provinces supportent, avec l'impôt provincial dont nous reparlerons, trois impôts indirects : les *portoria* (douanes, octrois, péages), la *vicesima libertatis*, et la *centesima auctionum* ou *rerum venalium* ⁽²⁾. L'Italie paie encore ces deux derniers impôts, mais elle ne paie plus les douanes et octrois, abolis en 694=60 par une loi de Metellus Nepos. D'autre part, l'impôt direct italique, le *tributum civium romanorum*, vieil impôt sur le revenu, fixé à chaque lustre par le cens, et qui était la base de la constitution de Servius, n'existe plus qu'en théorie; on a cessé de le percevoir depuis la victoire de Paul-Émile sur la Macédoine (bataille de Pydna, 587=167), la République étant désormais assez riche par les dépouilles des vaincus ⁽³⁾. L'Italie, en d'autres termes, vivait aux dépens des provinces. Pour atténuer cette inégalité, Auguste créa un nouvel impôt, la *vicesima hæreditatium*, que l'Italie payait tout comme les provinces. Si bien que, en résumé, et sans parler encore de l'impôt provincial, il y a un impôt que les provinces paient seules, celui des *portoria*; les trois autres impôts (*vicesima libertatis*, *centesima auctionum*, *vicesima hæreditatium*), sont communs à l'Italie et aux provinces.

Cela dit, écartons tout d'abord une erreur. La *civitas juris italici*, bien qu'elle soit *immunis*, n'est cependant pas exempte de tout impôt. On conçoit que l'immunité, conférée à titre de faveur principale, puisse porter, au gré de celui qui la donne, sur tels ou tels impôts, sur tous ou sur quelques-uns seulement. Mais il n'en peut être de même dans le cas où l'immunité résulte accessoirement de la concession du *jus italicum*; le fondement de l'exemption d'impôts, c'est alors la disparition du domaine éminent de l'État, et l'exemption ne peut porter que sur l'impôt dont ce domaine était la cause, sur l'impôt provincial. Extension légale de l'Italie, le *jus italicum* ne peut pas exempter d'impôts que l'Italie paie comme les

(1) C'est ce que nous démontrerons à la section III du présent chapitre, *infra*, p. 90.

(2) Nous ne parlons pas de la *quadragesima litium*, établie par Caligula, et qui, probablement, ne survécut pas à cet empereur. — Voy. sur ces divers impôts, Mispoulet, *Instit. polit. des Romains*, II, p. 260 à 280.

(3) En 711=43, il est vrai, les consuls Hirtius et Pansa rétablirent le *tributum*, mais sur de nouvelles bases, très-différentes des anciennes. Cet impôt ne fut d'ailleurs perçu qu'une seule année. Quant au *tributum* que nous trouverons établi en Italie, au Bas-Empire, il n'avait rien de commun avec le *tributum civium romanorum*. C'était, nous le verrons, l'impôt provincial lui-même, étendu des provinces à l'Italie, et devenu un véritable impôt foncier, au sens moderne de l'expression. Voy. le chapitre V, *infra*, p. 105 et 106.

provinces (*vicesima libertatis, centesima rerum venalium, vicesima hæreditatium*); il n'exempte même pas des *portoria*, dont l'Italie était exempte et que les provinces payaient seules, taxe indirecte et sans aucun rapport avec la condition du sol ⁽¹⁾; le droit italique n'a d'effet que sur l'impôt provincial.

En quoi, maintenant, consistait, d'une façon précise, cet impôt provincial? A cette question, il faudrait faire autant de réponses qu'il y eut de provinces dans l'Empire. Rome, nous l'avons vu, ne conçut qu'assez tard l'idée d'une constitution unique pour tous les peuples qu'elle avait soumis. Partout le sol devenait *ager publicus*, partout les lois de la cité disparaissaient, voilà tout ce qu'on peut dire d'une façon générale; quant aux destinations que recevait ensuite le sol confisqué, quant aux règles admises pour remplacer le droit évanoui, tout cela variait à l'infini. Diversité, c'était la loi de l'administration provinciale.

Cette diversité se retrouve dans la matière des impôts comme partout ailleurs. Le principe est le même dans toutes les provinces : l'État perçoit l'impôt provincial comme conséquence de son domaine éminent; mais les applications du principe changent suivant les lieux. Dans toutes les cités que Rome conquérirait, il avait existé, antérieurement à la conquête, une organisation financière, des impôts, et un système de perception. Cette organisation tombait par l'effet de la conquête, avec le régime municipal lui-même, dont elle était une partie; elle tombait en droit, mais on pouvait la relever en fait : on pouvait s'en servir comme d'un cadre commode et tout préparé, pour percevoir, au profit du vainqueur, la redevance provinciale. Rome le fit presque partout. Établir dans les provinces une taxe foncière, sur des bases nouvelles et uniformes, eût été une entreprise chimérique dans des pays souvent fort éloignés, barbares, et dont Rome, d'ailleurs, ne prenait pas en mains l'administration; mieux valait continuer de percevoir les impôts établis, selon les modes anciens de perception, suivant la coutume locale. Rome prenait ainsi, mais en fait seulement, la place de la cité détruite; elle employait à son usage des rouages administratifs désormais sans objet, au lieu d'en créer de nouveaux; l'organisme municipal était abattu, mais les débris en pouvaient être utiles, et le vainqueur s'en servait.

Telle fut l'assiette première de l'impôt provincial; foncier par son principe, découlant du domaine éminent de l'État sur les terres,

(1) Voy. le § 3 du présent chapitre, *infra*, p. 74 et suiv.

il prit, dans son application, les formes les plus diverses; il se coula, si je puis dire, dans le moule des anciennes taxes locales, qui devinrent ainsi, par une sorte de novation, des taxes provinciales. C'est dire que cet impôt fut loin d'avoir une réglementation uniforme dans toute l'étendue de la domination romaine.

Dès l'époque républicaine, la plus grande diversité se manifeste sur ce point; et l'impôt des provinces est un composé, variant avec chaque ville, de taxes personnelles et de taxes réelles. Dans deux provinces, la Sicile et l'Asie, c'est un impôt purement foncier, consistant dans une quote-part des fruits, le dixième en général, et qu'on appelle la *dîme* ⁽¹⁾. Le reste des provinces paie le *stipendium*, c'est-à-dire une somme fixe, en argent ou en nature, indépendante de la récolte, et qui frappe à la fois la terre et les autres revenus; telle est, au moins, la notion générale du *stipendium*.

Il est certain, d'abord, que cet impôt frappait la terre; c'était même, souvent, son caractère principal : en Sardaigne et en Espagne, en Perse, en Égypte, en Judée, le *stipendium* ne fut pas autre chose que la dîme des fruits. Seulement c'était une dîme spéciale, combinaison singulière du *stipendium* et de la dîme. Les provinces dont nous parlons, au lieu d'en être quittes quand elles ont remis leur quote-part de fruits, ont une somme fixe à fournir; et, si la dîme n'atteint pas cette somme, elle se complète à l'aide d'une autre taxe : on doit toujours au moins la dîme, et souvent plus ⁽²⁾.

En même temps que la terre, le *stipendium* frappait les autres revenus. A côté du *tributum soli*, il y avait un *tributum capitis*;

(1) Encore cette opinion traditionnelle peut-elle paraître douteuse; et il est probable que ces deux provinces payaient des taxes personnelles, en même temps que la dîme des fruits. Cicéron nous apprend que la Sicile payait l'impôt d'après un *census* dressé dans chaque *civitas* (*Verrines*, 2, 53, 131; 2, 55, 138). Or le *census*, on l'a fait très-justement remarquer, est précisément un des signes caractéristiques auxquels on reconnaît qu'une province est stipendiaire; car à quoi peut servir un *census*, quand les habitants se bornent à payer une quote-part de leur récolte en nature? — Quant à la province d'Asie, commerçante avant tout et fort peu agricole, comment n'aurait-elle payé qu'une taxe foncière proportionnelle à la récolte, sans être aucunement frappée dans sa richesse mobilière? — Voy. Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 599 et 600 (note). Mais l'opinion que nous combattons est celle de la plupart des auteurs. Voy. notamment : Marquardt, *Handbuch*, V, p. 190 et 191.

(2) On s'explique ainsi que Tite-Live parle à plusieurs reprises de la *decuma* payée par la Sardaigne (XXIII, 21, 32, 41; — XXXVI, 2; — XXXVII, 2; — XLII, 31), et de la *vicesima* payée par l'Espagne (XLIII, 2). Ce sont là pourtant des provinces stipendiaires.

ce *tributum* existait en Judée, en Perse, en Égypte, en Syrie, en Afrique, en Sicile, dans l'île de Tenos, en Bretagne ⁽¹⁾; et, dans tous ces pays, il portait le même nom : *tributum capitis*, φόρος σωματίων, ἐπικεφάλιον. Ces expressions sont synonymes; elles désignent l'impôt en tant qu'il frappe les revenus autres que ceux de la terre; elles ont le même sens négatif, mais il ne faut pas croire qu'on désigne partout le même impôt sous cette même expression. En Afrique, c'est une capitation proprement dite, levée sur chaque habitant, et égale pour tous; en Perse, en Syrie, en Égypte, c'est plutôt un impôt sur les professions; en Grèce, dans certaines villes de Syrie et de Cilicie, c'est un impôt sur la fortune, c'est-à-dire sur les revenus en général. Autant de provinces, autant d'aspects divers, autant de formes différentes de ce *tributum capitis* ⁽²⁾.

A cette diversité de la période républicaine, l'Empire substitua l'unité. A toutes les taxes anciennes, aux dîmes, aux *stipendia* sous leurs formes multiples, réelles ou personnelles, succède un impôt provincial régulièrement organisé, le même pour tout l'Empire, et fondé sur le cens. Il est difficile de dire exactement à quelle date et par quels procédés cette uniformité a été réalisée. On en a fait honneur à Auguste, et diverses mesures, dont il a pris l'initiative, semblent bien, en effet, se rattacher à l'organisation de l'impôt : le recensement général dont il est fait mention tout au début de l'Évangile de saint Luc ⁽³⁾ ne pouvait avoir d'autre objet; et nous savons qu'Agrippa, sur l'ordre de l'empereur, entreprit de dresser le plan géographique et le cadastre général de l'*orbis romanus*. La réforme commença donc sous Auguste; elle ne fut pas achevée par lui; on peut admettre, sans doute, que, dans un règne de quarante années, Auguste ait eu le temps de faire un recensement général de tout l'Empire, mais il est impossible de croire qu'il ait pu terminer le cadastre de toutes les terres ⁽⁴⁾. Commencée sous son règne, la transformation fut lente,

(1) Voy. les textes cités par M. Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 601. Nous avons vu qu'en Judée, en Égypte, en Perse, le *stipendium* était une *decuma* d'espèce particulière. Le *tributum capitis* n'intervient dans ces provinces que comme complément éventuel de la dîme, quand celle-ci n'atteint pas la somme indiquée.

(2) Voy. sur ces variétés si nombreuses de l'impôt provincial : Hüsckke, *Ueber den Census und die Steuerverfassung des früheren Römischen Kaiserzeit*, 1847, p. 35 à 40. — M. Beaudouin ne fait que résumer cette savante étude. Voy. *loc. cit.*, V, p. 601, 602, 603.

(3) Évangile selon saint Luc, chap. II, verset 1.

(4) Serrigny (*Rev. crit. de législation*, 1852, p. 250) fait remarquer fort jus-

et n'était pas encore achevée sous Trajan; Savigny estime que le nouveau système d'impôts ne fonctionna régulièrement dans l'ensemble des provinces qu'à dater du règne de Marc-Aurèle, et son opinion est généralement suivie.

Comme l'impôt de la période précédente, cet impôt impérial portait sur la fortune mobilière aussi bien que sur la terre; et les textes nous disent qu'il comprenait deux taxes : le *tributum soli*, le *tributum capitis* ⁽¹⁾. Le fragment 4 *principium*, au titre *De censibus*, donne sur l'existence de la contribution foncière, sur son assiette, sa quotité, sa perception, les renseignements les plus précis ⁽²⁾. Nous sommes moins bien informés en ce qui concerne la taxe mobilière, mais nous savons qu'elle existait, sans qu'on puisse en douter. Le recensement d'Auguste, en effet, ne consistait pas seulement dans le mesurage et l'estimation des fonds de terre; aucun texte ne nous le présente ainsi, tous nous disent qu'il portait sur les οὐσιαί, c'est-à-dire sur les revenus de chacun, et qu'il consistait dans l'estimation des objets composant ces revenus. D'ailleurs, dans le discours de Mécène à Auguste, que Dion Cassius a composé certainement d'après un document officiel, et qui est un des textes les plus importants sur l'administration impériale, ce sont tous les revenus en général que Mécène conseille de taxer ⁽³⁾. Enfin, des textes formels disent qu'en dehors du *tributum soli*, les propriétaires paient des contributions pour le mobilier ⁽⁴⁾, pour les maisons ⁽⁵⁾, pour les esclaves ⁽⁶⁾, pour les navires ⁽⁷⁾.

On a soutenu souvent que cet impôt personnel était une sorte de complément de l'impôt foncier, et qu'il frappait seulement ceux qui,

tement qu'on a mis quarante ans à faire le cadastre français, et qu'il a dû falloir davantage pour l'Empire romain, à cause de l'étendue de son territoire et des moyens dont on disposait à cette époque.

(1) Voy. notamment un texte capital et déjà cité de Paul : fragm. 8, § 7, *De censibus*.

(2) Voy. l'excellente analyse de ce texte donnée par Mispoulet, *Instit. polit. des Romains*, II, p. 249 et 250.

(3) Voy. Dion Cassius, LII, 28. — Cette démonstration de l'existence d'un *tributum capitis* est empruntée à M. Beaudouin. Voy. *loc. cit.*, V, p. 607.

(4) Fr. 32, § 9, liv. XXIII, tit. 2.

(5) Cela ressort d'un contrat de vente d'une maison, contrat qui nous a été conservé (Bruns, *Fontes*, p. 217), et qui se termine ainsi : *convenitque inter eos ut emptor pro ea domo tributa usque ad recensum dependat*.

(6) Fr. 4, § 5, *De censibus*.

(7) Tacite, *Annales*, XIII, 51.

n'ayant point d'immeubles, n'auraient pu être atteints, sans cela, par aucun impôt direct ⁽¹⁾. Mais il est plus vraisemblable qu'il y avait deux sortes de *tributa capitis* : l'un était une taxe proportionnelle sur la fortune mobilière, que les *possessores* payaient comme tout le monde, au lieu que l'autre consistait dans une somme fixe et identique, payée par ceux que ne frappaient ni la taxe foncière ni l'impôt mobilier ⁽²⁾. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas voir dans le *census* de l'Empire un pur impôt foncier, mais un impôt atteignant à la fois la terre et les autres richesses ⁽³⁾.

En résumé, c'est sous Marc-Aurèle seulement qu'on trouve une organisation régulière et générale de l'impôt provincial. Or, les concessions du *jus italicum* dont parlent les textes commencent vers le début de l'Empire; elles sont, pour la plupart, antérieures à Marc-Aurèle, ou, tout au plus, contemporaines de ce prince. On peut dire qu'à cette époque l'organisation financière était plus compliquée, plus disparate que jamais. Nous avons vu quelles diversités cette organisation présentait à l'époque républicaine; la réforme impériale, entreprise par Auguste, vint augmenter encore cette diversité : ici, l'ancien état de choses subsiste tout entier; là, la taxe foncière est perçue déjà d'après le cadastre nouveau, mais le recensement n'est pas fait, et l'impôt mobilier se perçoit suivant le vieil usage; ailleurs, c'est le recensement qui est fait, le cadastre qui ne l'est pas; ailleurs enfin, le système nouveau est en pleine vigueur. On voit assez qu'il ne faut point songer à formuler une règle générale; et nous avons raison de dire qu'il n'était pas possible de déterminer *à priori* quelle était la portée de l'exemption d'impôts.

Ce qu'il fallait mettre en relief, c'était la nature même de l'impôt provincial, c'était son fondement rationnel et historique. Il fallait bien montrer comment il se distingue radicalement de notre impôt foncier; ce n'est pas un impôt, c'est une rente foncière, c'est une

(1) Savigny, *Ueber das jus Italicum*, *Verm. Schrift*, I, p. 43. Il développe plus complètement cette idée dans son étude *Ueber die Römische Steuerverfassung unter den Kaisern*, dans la *Zeitsch. für gesch. Rechtswis.*, tome VI, p. 327 et 384. — Dans le même sens, Jullian, *Les transformations politiques de l'Italie sous les empereurs romains*, p. 71.

(2) Sic, Mispoulet, *Instit. polit. des Romains*, II, p. 251, notamment note 27.

(3) On appelait *census* l'impôt provincial dans son ensemble, c'est-à-dire la réunion des deux taxes : *tributum soli* et *tributum capitis*. — Voy. sur tous ces points, relatifs à l'impôt provincial sous l'Empire, Hüschke, *Ueber den Census*, etc., p. 175 à 192.

indemnité de guerre due par la terre conquise : c'est la terre que frappe l'impôt provincial. Cet impôt, maintenant, reçoit, suivant les temps et suivant les pays, les organisations les plus diverses, dîmes, *stipendia* personnels et réels, *tributum soli*, *tributum capitis*; pour employer la terminologie moderne, c'est tantôt un impôt mobilier, tantôt un impôt foncier; peu importe, c'est toujours le sol qui doit l'impôt, et il le doit parce que l'État a sur ce sol un domaine éminent. Mais, quand la concession du *jus italicum* aura effacé ce domaine de l'État, le sol devenant libre, l'impôt provincial ne sera plus perçu; le *tributum capitis* tombera comme le reste, car, s'il frappait des revenus mobiliers, c'est pour payer la dette de la terre qu'il les frappait, et la terre est libérée; c'était un impôt mobilier dans ses effets, mais c'était un impôt foncier dans son principe, et l'on s'explique ainsi qu'un changement survenu dans la condition juridique du sol ait pu avoir influence sur des impôts n'ayant avec le sol aucun rapport apparent. La redevance provinciale était indivisible à ce point de vue; toutes les taxes qu'elle renfermait disparaissaient à la fois.

Je me suis placé jusqu'ici dans l'hypothèse la plus simple; j'ai supposé que tous les habitants de la *civitas juris italicæ* en étaient citoyens, et qu'aucun citoyen n'habitait au dehors. Tout alors est aisé : le *tributum soli*, le *tributum capitis*, cessent d'être payés. Le principe posé, laissons cette hypothèse, simple mais peu pratique, et compliquons les faits.

Tout individu, en droit romain, jouit plus ou moins complètement des prérogatives attachées à la cité romaine, suivant qu'il est *civis*, *latinus*, *peregrinus*; tout individu, en outre, a ou peut avoir un droit de cité d'ordre inférieur, qu'on appelle *origo* ou *jus originis*; il est plus particulièrement citoyen d'une cité spéciale, et on l'appelle, à ce point de vue, *municeps*, le mot étant alors tout à fait détourné de son sens étymologique⁽¹⁾. L'*origo* s'acquiert normalement par la naissance, ou par l'affranchissement, qui est une naissance à la vie juridique; elle s'acquiert aussi par l'adoption, l'adopté prenant l'*origo* de l'adoptant, et par l'*allectio*, ou admission prononcée par les magistrats municipaux; c'est dire qu'on peut avoir une *origine* de naissance, en acquérir une seconde si l'on est adopté par une personne ayant une *origo* différente, une troisième enfin par le fait de l'*allectio*. Ce n'est pas tout :

(1) Le mot *municeps* désigne proprement le citoyen libre d'une ville municipale. Fr. 1, § 1, liv. L, tit. 1.

ayant son *origo* dans une ou plusieurs villes, on peut avoir son domicile dans une autre (*domicilium, incolatus*); ce domicile est à l'endroit où la personne a son établissement principal, le centre de ses intérêts et de ses affections, là où elle est ordinairement présente ⁽¹⁾. Nous pouvons enfin supposer qu'il s'agisse d'un homme ayant la *civitas romana*; cet homme sera tout à la fois citoyen de Rome, *originnaire* d'une ou plusieurs cités, domicilié dans une autre.

Cela dit, appliquons ces principes au sujet qui nous intéresse. Nous avons jusqu'ici simplifié l'hypothèse, supposant, d'une part, que tous les habitants de la *civitas juris italici* avaient leur *origine* dans cette ville, supposant, d'autre part, que toutes les personnes *originaires* de la ville y avaient conservé leur domicile. Mais c'est une supposition théorique, contraire à la réalité des faits, et qu'il faut compléter. Souvent des étrangers, n'ayant point dans la ville leur *origo*, venaient y prendre domicile, ou simplement y résider; souvent des citoyens, *originaires* de la ville, s'établissaient dans une autre cité, soit qu'ils y eussent acquis une nouvelle *origo*, soit qu'ils y fussent seulement domiciliés, ou fixés en passant. Ces étrangers séjournant dans la ville, ces citoyens émigrés, vont-ils participer au bénéfice de l'exemption d'impôts? C'est une question délicate, que peu d'auteurs ont abordée ⁽²⁾, et qu'il convient d'examiner en terminant ce paragraphe.

Le *tributum soli*, tout d'abord, n'est dû par aucun fonds dans la cité *juris italici*; l'impôt frappait le sol entre les mains de tout propriétaire, étranger ou non; l'immunité profite au sol d'une manière aussi large, et sans qu'on ait à voir si le propriétaire est ou n'est pas un citoyen de la ville. Nous avons assez dit que l'impôt provincial avait son origine dans le domaine éminent de l'État sur les terres; il disparaît avec ce domaine lui-même, et disparaît absolument. On est tenté d'objecter à cela qu'un privilège est fait pour profiter à ceux qui le reçoivent, et que l'immunité pourra tourner ainsi au profit d'étrangers, qu'on n'avait point en vue quand on l'a concédée. A cela je répondrai que, pour sembler

(1) Sur l'*origo* et l'*incolatus*, voy. Accarias, *Précis*, I, p. 119, note 1. — Cf. le titre spécial au Digeste, *Ad municipalem et de incolis* (liv. L, tit. 1); le titre 39 du livre X au Code : *De incolis, et ubi quis domicilium habere videtur, et de his qui studiorum causa in alia civitate degunt*; et le titre *De muneribus et honoribus* au Digeste, liv. L, tit. 4.

(2) Zumpt est le seul, à notre connaissance, qui s'en soit occupé. Voy. ses *Commentationes epigraphicæ*, tom. I, p. 482, 483, 484.

bizarre, la solution n'en est pas moins dictée par les principes du sujet, et qu'aussi bien, l'avantage ainsi fait aux étrangers propriétaires est encore, pour la ville qu'on a voulu gratifier, un privilège appréciable; l'acquisition d'immeubles par des étrangers ne sera jamais, en effet, qu'une exception; dût-elle même être fréquente, la valeur de ces immeubles sera toujours accrue par l'exemption d'impôts, et la richesse générale ne pourra qu'y gagner.

La solution s'impose, et nous n'aurions plus rien à ajouter, s'il ne fallait signaler une opinion bizarre, émise à ce sujet par Zumpt ⁽¹⁾. Parmi les *civitates juris italicæ*, Zumpt distingue deux classes : dans les cités de la première classe, le *jus italicum* était communiqué à la fois aux citoyens et au sol, et la franchise n'existait que si c'étaient des citoyens qui possédaient le sol ⁽²⁾; dans les autres cités, plus favorisées que les précédentes, le sol lui-même était de droit italique, et restait exempt du *tributum* quel que fût le propriétaire. L'auteur croit trouver la preuve de cette distinction dans un fragment de Paul, ainsi conçu : « *Laodicea in Syria, et Berytus in Phœnice juris italicæ sunt, et solum earum* » ⁽³⁾; » pourquoi, dit-il, ajouter ces trois mots *et solum earum*, sinon parce qu'une ville pouvait avoir le *jus italicum*, sans que ce droit fût attaché spécialement au sol? Il y avait des villes de droit italique dont le sol n'était pas à lui seul *juris italicæ*, il y en avait d'autres dont le sol avait par lui-même ce droit; les lignes citées de Paul le prouvent suffisamment; et la conclusion qu'on prétend en tirer trouve un appui qu'on dit solide dans l'ensemble des textes composant notre titre. Si, en effet, continue Zumpt, on examine avec soin les énumérations du Digeste, on constate que les jurisconsultes désignent les cités *juris italicæ* de deux manières différentes suivant les cas; ils disent parfois : telle ville a le droit italique ⁽⁴⁾;

(1) *Loc. cit.*, p. 484.

(2) Ce sont les expressions que Zumpt lui-même emploie. Il exige même davantage; l'immunité, d'après lui, n'aurait pas pu appartenir à tous les citoyens indistinctement, elle appartenait seulement à ceux qui étaient citoyens au moment de la concession, et à leurs descendants. Voy. p. 484. Cette phrase ne veut rien dire, ou elle signifie qu'un citoyen, devenu tel par *allectio*, ne peut pas profiter de l'immunité. C'est, d'ailleurs, sous la plume de Zumpt, une affirmation gratuite, qu'il n'essaye pas de démontrer, et que nous n'essaierons pas davantage de réfuter.

(3) *Fragm.* 8, § 3, *De censibus*.

(4) *Sic* : Héliopolis (fr. 1, § 2); Césarée, *Ælia Capitolina* (fr. 1, § 6); Selinus, Trajanopolis (fr. 1, § 11); Troas, Beryte, Dyrrachium (fr. 7); Parium (fr. 8, § 9); Carthage, Utique, Leptis magna (fr. 8, § 11).

et d'autres fois ils disent : les habitants de telle ville ont le droit italique ⁽¹⁾. Dans le premier cas, le privilège appartient à la ville, abstraction faite des citoyens : le sol lui-même est italique, et possède toujours l'immunité; dans le second cas, le privilège appartient en commun aux citoyens et au sol : l'exemption du *tributum soli* n'existe que si le sol est possédé par les citoyens eux-mêmes. Laodicée et Béryte, dont le sol était italique ⁽²⁾, sont ainsi mentionnées sous leur nom propre; il en est de même de Troas ⁽³⁾, qui jouissait, nous le savons par Ulpien ⁽⁴⁾, de la plus large immunité.

Cette opinion de Zumpt est tout à fait inconciliable avec la théorie que nous avons donnée du *jus italicum*. Si le droit italique est, comme nous croyons, une prérogative essentiellement foncière, on comprend mal ce que serait une concession faite indivisément aux citoyens et au sol, ne produisant effet que si le sol est la propriété des citoyens eux-mêmes. Une pareille concession ne serait pas réelle : ce serait une concession mixte, personnelle et réelle à la fois; d'où cette conséquence que les effets du *jus italicum* ne pourraient se produire, en matière civile comme en matière fiscale, qu'au profit des seuls citoyens : un étranger ne pourrait pas avoir, sur le sol de la *civitas*, le *dominium ex jure quiritium*.

Toutes ces difficultés n'existaient pas pour Zumpt, car il refusait de reconnaître aucun effet civil au *jus italicum* : le *jus italicum* était seulement, à ses yeux, un privilège politique et fiscal, composé de deux éléments, la *libertas* et l'*immunitas*. L'*immunitas* apparaissant ainsi comme une concession d'ordre purement fiscal, et sans rapport avec la condition du sol, on conçoit mieux qu'elle ait eu seulement des effets limités, et les difficultés que nous venons d'indiquer disparaissent naturellement.

Mais cela ne veut pas dire que l'opinion de Zumpt, pour n'être point absurde *à priori*, soit vraie par cela seul. L'unique texte qu'il cite est le texte de Paul, et nous devons reconnaître que les trois mots *et solum earum* paraissent difficilement explicables. Ces trois mots sont obscurs; est-ce assez pour qu'on puisse élever, sur

(1) Sic : Pacenses, Emeritenses, Valentini, Illicitani, Barcinonenses (fr. 8, pr.); Lugdunenses, Viennenses (fr. 8, § 1); Agrippinenses (*ibid.*, § 2); Antiochenses (*ibid.*, § 5); Cæsarienses, Capitulenses (*ibid.*, § 7).

(2) Voy. le fragm. 8, § 3 ci-dessus, de Paul.

(3) Fr. 7 et fr. 8, § 9.

(4) Je reproduis ici l'argumentation de Zumpt. L'auteur n'indique pas le texte d'Ulpien auquel il fait allusion, et qu'il m'a été impossible de découvrir. Voy. *Comment. épig.*, I, p. 484 au bas et 485.

un fondement si fragile, une importante théorie, alors qu'il n'y est fait, dans aucun autre texte, la plus lointaine allusion ? La nuance de langage que signalait l'auteur n'a jamais existé, et les mêmes *civitates juris italicæ* sont appelées indifféremment, dans notre titre même, de leur nom propre ou du nom de leurs habitants (1). Tout cela ne tient pas debout, et ne mériterait pas d'être signalé, n'était l'autorité qui s'attache aux idées d'un auteur aussi considérable. Il faut en revenir à la règle posée : le *tributum soli* n'est dû par aucun fonds dans la cité de droit italique.

Les éléments du problème sont un peu plus complexes quand il s'agit du *tributum capitis*, et les principes paraissent plus difficiles à dégager, tant nous connaissons mal la nature et l'assiette de cette taxe personnelle (2). On peut y parvenir cependant, et découvrir la vérité. Deux hypothèses, nous le savons déjà, peuvent se présenter : celle, d'abord, du citoyen émigré ; celle, en second lieu, de l'étranger domicilié.

Le *tributum capitis* n'est dû, suivant les uns, que par les *non possessoræ* ; il est dû, suivant d'autres, par tout le monde, sous forme de taxe proportionnelle par ceux qui ont des biens mobiliers, sous forme de taxe fixe par ceux qui n'ont ni meubles ni biens-fonds. Nous n'avons point à trancher la question ; le seul point qui nous intéresse est de savoir où l'on payait cet impôt, quand on était en situation d'y être soumis. Était-ce au lieu de la résidence, au lieu du domicile, ou à celui de l'*origo* ? — La résidence était, sans aucun doute, indifférente à ce point de vue, et l'on ne peut hésiter qu'entre le domicile et l'*origo* ; or, il est certain que l'impôt personnel se payait aux deux endroits à la fois, au lieu du domicile et à celui de l'*origo* (3) : l'immunité, dès lors, profitait à

(1) Ulpien (fr. 1, § 6) dit : *Colonia cæsariensis, Ælia capitolina* ; Paul (fr. 8, § 7) dit : *Cæsarienses, capitulenses*. — Gaius (fr. 7) dit : *Dyrrachium*, et Paul (fr. 8, § 8) : *Dyrracheni*. — Enfin Celsus (fr. 6) dit : *Colonia Philippensis*, et Paul (fr. 8, § 8) : *Philippenses*.

(2) Voy. *suprà*, p. 67 et 68.

(3) Notre raison de le croire est la suivante. Les charges publiques (*munera civilia* ou *publica*) se divisent en trois catégories : 1^o les *munera personalia*, charges qui coûtent du temps et des soins, mais pas de déboursés, comme la tutelle ou la curatelle ; — 2^o les *munera patrimoniorum*, qui s'analysent, au contraire, en une pure dépense : ce sont les impôts de toute sorte ; — 3^o les *munera mixta*, qui entraînent des soins et des dépenses : telle est l'obligation imposée aux décurions de recouvrer certains impôts, et de fournir, de leurs propres deniers, ce que l'insolvabilité des contribuables ne leur a pas permis de recouvrer. — Or, un texte formel de Gaius (fr. 29, *ad municipalem et de incolis*, L. 1) apprend que les *munera publica* sont imposés, dans chaque

tous ceux qui se rattachaient à la *civitas juris italici*, soit par le lien de l'*origine*, soit par celui du domicile. Bien qu'originaire du dehors, l'étranger domicilié dans la *civitas*, profitait de l'immunité, parce qu'il était soumis, dans cette *civitas* au *tributum capitis*; quant au citoyen originaire de la ville et fixé au dehors, il cessait de payer la taxe personnelle dans sa cité d'origine, mais continuait de la payer au lieu de son domicile (1).

Cette manière de voir ne paraît pas contestable, bien que le seul auteur qui se soit prononcé sur ces questions délicates ne l'ait pas adoptée (2); les textes, en effet, semblent formels en ce sens. L'essentiel, en tous cas, était de bien montrer comment se pose la question; c'est un point important, qu'il fallait mettre en lumière, pour avoir une idée complète des effets que produit, en matière fiscale, le *jus italicum*.

§ 3. *Autres effets prétendus du jus italicum.*

Lorsque nous indiquions, au précédent paragraphe, la portée véritable de l'immunité, nous avons dit que cette immunité n'atteignait pas l'impôt des *portoria*, dont l'Italie était exempte, et que les provinces payaient seules (3). Nous en avons donné pour raison que c'est une taxe indirecte, n'ayant aucun rapport avec la condition du sol, et qu'un changement produit dans cette condition ne pouvait pas atteindre. C'était résoudre par avance une question générale, qu'il faut maintenant étudier; c'était poser en principe

civitas, aux *municipes* et aux *incolæ*, ce qui revient à dire que chacun les subit à la fois au lieu de son *origo* et au lieu de son domicile. On excepte seulement l'impôt foncier, qui, obligeant la propriété plutôt que l'individu, s'acquitte à l'endroit même où est situé le bien. Un texte d'Ulpien (fr. 3 princip. *eod. titul.*) donne la même solution en termes non moins formels. Voy. Accarias, *Précis*, I, p. 119, note 1, et p. 317, note 6. Cf., au Digeste, les titres 1, *ad municipalem et de incolis*, et 4, *de muneribus et honoribus*, du livre L.

(1) Pourvu, bien entendu, que ce domicile ne fût ni en Italie, ni dans une *civitas juris italici* ou simplement *immunis*.

(2) Zumpt ne nous paraît pas avoir clairement aperçu les termes du problème, et la solution qu'il donne manque de précision. Il admet : 1° que le citoyen d'une *civitas juris italici* reste exempt, bien qu'il habite en dehors de la ville; 2° que le citoyen d'une ville non italique, qui s'établit dans une ville italique, n'est pas exempt. Voy. les *Commentationes epigraphicæ*, I, p. 482 et 483. — Il ne s'attache, on le voit, qu'au *jus originis*, et ne tient pas compte des effets du domicile. Il ne voit qu'un des côtés d'une question qui est double.

(3) *Suprà*, p. 63.

que le droit italique est une abdication par l'État de son domaine éminent, et n'est pas autre chose.

Ce domaine éminent de l'État sur le sol provincial est la différence la plus notable qui sépare le sol de l'Italie de celui des provinces, mais ce n'est pas la différence unique; et l'on peut relever bien des textes épars qui confèrent à l'Italie des prérogatives dont ne jouissent pas les provinces. La question qui se pose est alors la suivante : le *jus italicum*, extension fictive de l'Italie, confère-t-il au sol de la cité qui l'obtient tous les privilèges propres au sol italique, est-il, à proprement parler, une extension légale de l'Italie? Ou bien faut-il admettre qu'il a seulement des effets limités, qu'il consiste uniquement dans l'abandon par l'État de son domaine éminent, et qu'il n'a d'autres conséquences que celles produits par cet abandon même, la capacité quiritaire du sol et l'immunité?

La première de ces deux opinions a été soutenue par certains interprètes. D'après eux, le sol de la cité *juris italicici* serait, à tous points de vue, traité comme s'il était compris dans les limites géographiques de l'Italie; susceptible de *dominium* romain, exempt de l'impôt provincial, il ne devrait pas non plus payer les *portoria* ⁽¹⁾, et participerait à tous les privilèges spéciaux de l'Italie. En voici le détail.

1° On est excusé de la tutelle quand on a un certain nombre d'enfants, trois à Rome, quatre en Italie, cinq dans les provinces ⁽²⁾; si la tutelle s'ouvre dans une cité *juris italicici*, quatre enfants suffiront pour excuser de la tutelle. La règle est commune, d'ailleurs, à plusieurs autres *munera* dont parlent les textes ⁽³⁾.

2° En matière de cautionnement, la loi *Furia* pose des règles spéciales pour les *sponsores* et les *fidepromissores* d'Italie; ils sont libérés de plein droit au bout de deux ans, et la dette se divise entre tous ceux qui existent au moment de la poursuite. Dans les provinces, au contraire, l'obligation du *sponsor* et du *fidepromissor* est perpétuelle, et passe à ses héritiers; en outre, s'il y a plusieurs *sponsores* ou *fidepromissores*, chacun d'eux est tenu de

(1) Ce point spécial n'a été relevé par aucun auteur. C'est cependant une conséquence qui s'impose, si le droit italique entraîne assimilation complète à l'Italie.

(2) Instit., I, 25, princip. — Fragm. Vatic. 194, 192, 247. — Code Just., fr. 1, liv. V, tit. 66.

(3) Instit., I, 25, princip. — Dig., fr. 3, § 6 et fr. 4, liv. L, tit. 4; fr. 8, liv. L, tit. 5. — Cod. Just., fr. 5 et 6, liv. X, tit. 51. — Voy. sur tous ces points, qui appartiennent à la théorie du *jus liberorum*, Accarias, *Précis*, I, p. 351, note 1.

la dette *in solidum* ⁽¹⁾. Ces dispositions de faveur de la loi *Furia* s'appliquent aux *civitates juris italicæ*.

3° A partir de la nouvelle organisation militaire établie par Auguste, et pendant tout l'Empire, il est de règle que les Italiens sont dispensés du service militaire, ou, plus exactement ne servent que dans les garnisons de la ville de Rome, c'est-à-dire dans les cohortes prétoriennes, les cohortes urbaines, et les cohortes de *vigiles*. Il n'y a d'exception à cette règle, c'est-à-dire de levées d'hommes en Italie, que dans des cas tout à fait extraordinaires, et pour un péril urgent ⁽²⁾. En principe, les Italiens ne font pas de service militaire ⁽³⁾, et les habitants des cités *juris italicæ* doivent être traités comme des Italiens.

4° Cicéron nous apprend que les Romains avaient interdit à leurs sujets par-delà les Alpes la culture de la vigne et de l'olivier, de manière à accroître, en supprimant la concurrence, les bénéfices qu'ils tiraient eux-mêmes de cette exploitation ⁽⁴⁾. Ces cultures étaient un monopole pour l'Italie, mais demeuraient permises dans les *civitates juris italicæ*.

5° Sous le règne de Tibère, enfin, des sénatus-consultes ordonnèrent aux sénateurs, et même aux simples citoyens, de placer une partie de leur fortune en achat de terres italiques ⁽⁵⁾. La terre italique, c'est celle, d'abord, de l'Italie proprement dite; c'est celle, aussi, des *civitates juris italicæ* ⁽⁶⁾.

Nous repoussons sans hésiter ces conséquences qu'on prétend attribuer au *jus italicum*. Tout ce que les textes nous ont appris jusqu'ici, c'est que le droit italique fait tomber le domaine éminent de l'État sur les terres, et produit par conséquent deux

(1) Gaius, III, § 121.

(2) C'est ce qui eut lieu par exemple après la défaite de Varus (Dion Cassius, liv. 61, tit. 23; Suétone, *Vie d'Auguste*, ch. 24). — Voy. d'autres exemples dans Marquardt, *Handbuch*, V, p. 521, note 6.

(3) Voy. les textes cités dans Marquardt (*Handbuch*, V, p. 521, note 5). D'ailleurs, si les Italiens n'étaient plus tenus du service militaire, ils n'en étaient pas exclus, et nous savons, ce qui confirme la règle, qu'il y eut toujours des *cohortes italicæ civium romanorum voluntariorum*, ou *cohortes italicorum voluntariorum*. Voy. Marquardt, *loc. cit.*, p. 452.

(4) Cic., *De repub.*, III, 9.

(5) Tacite, *Annales*, VI, 17; Pline, *Épist.*, VI, 19; Suétone, *Tibère*, ch. 48.

(6) Je cite seulement ici les principales parmi les différences relevées entre l'Italie et les provinces. Ainsi encore, Pline attribue à l'Italie une faveur spéciale au sujet des mines (*Hist. nat.*, III, 4, 24), et on en a conclu que cette faveur devait être applicable aux *civitates juris italicæ*.

effets, la capacité quiritaire du sol et l'immunité. Outre ces deux effets, nous en admettrons de nouveaux, quand des textes nouveaux nous les révéleront, ou quand il s'agira d'effets qu'on puisse rattacher, comme des corollaires, à cette abdication du domaine éminent, qui demeure, pour nous, jusqu'à preuve contraire, l'élément essentiel et unique du *jus italicum*; or les cinq conséquences, qu'on vient d'énumérer, ne remplissent aucune de ces deux conditions : elles n'ont aucun rapport avec la condition juridique du sol, et ne sont indiquées dans aucun texte spécial.

Quand on faisait à l'Italie une situation privilégiée sur plusieurs points importants, ce n'était pas du tout parce que le sol italique était seul susceptible de *dominium ex jure quiritium* : il est à peine besoin d'insister sur ce point. Les monopoles de culture, les dispenses militaires, les avantages spéciaux en matière de cautionnement, la facilité plus grande à obtenir le *jus liberorum*, tout cela pouvait s'appliquer, que le sol fût provincial ou qu'il fût italique, et l'on conçoit sans peine que ces prérogatives aient pu ne pas exister dans les *civitates juris italicæ*.

La condition du sol n'a rien à voir ici. Ce serait donc par un effet spécial que le droit italique aurait ces conséquences; il ne faudrait plus dire qu'il consiste seulement dans la transformation juridique du sol, mais dans une assimilation complète à l'Italie des cités qui le reçoivent. Or, les deux seuls arguments qu'on invoque en ce sens n'ont aucune valeur. On rappelle d'abord ce même fragment de Paul que nous avons déjà rencontré : « *Laodicea in Syria et Berytus in Phœnice juris italicæ sunt, et solum earum* ⁽¹⁾. » Le droit italique du sol, ce serait l'abandon du domaine éminent; le droit italique de la cité, ce seraient les prérogatives qui nous occupent. On cite, en second lieu, la rubrique du fragment 7, au titre *De censibus* ⁽²⁾. Le passage est de Gaius, et tiré d'un ouvrage *ad legem Juliam et Papiam*; or les lois caducaires ont pour objet essentiel le *jus liberorum*; si, dans un commentaire de ces lois, Gaius donnait une liste des *civitates juris italicæ*, c'est que les deux matières n'étaient pas sans rapport.

De pareils arguments ne peuvent pas suffire, bien que pourtant les avis soient partagés sur ce point. Qu'on hésite entre les deux systèmes, je le comprends encore; ce que je comprends moins, c'est qu'on s'arrête à mi-chemin, faisant un choix parmi les con-

(1) Fr. 8, § 3, *De censibus*.

(2) Gaius, libro VI, *Ad legem Juliam et Papiam*.

séquences que nous avons indiquées, rejetant les unes, et admettant les autres. La plupart des auteurs s'arrêtent à ce parti moyen ⁽¹⁾, et c'est surtout cette manière de voir que je voudrais réfuter. Ou bien le *jus italicum* est simplement une transformation juridique du sol, ou bien il est, dans toute la force du terme, une extension légale de l'Italie. Si l'on admet cette dernière idée, pourquoi ne l'admettre qu'à moitié, et de quel droit vient-on limiter les effets de l'assimilation? Où est le texte qui dit : telle prérogative, spéciale à l'Italie, devient commune aux cités *juris italicæ*, telle autre ne leur est pas acquise? La raison qu'on invoque, pour étendre aux cités de droit italique les règles spéciales écrites pour l'Italie quant aux excuses de tutelle et quant au cautionnement, c'est que la *civitas juris italicæ* est réputée comprise dans les limites géographiques de l'Italie. J'y consens, mais qu'on admette, alors, toutes les conséquences du principe posé, sans établir entre elles des distinctions arbitraires; si la cité *juris italicæ* est vraiment italique, c'est à tous les points de vue qu'il faut l'assimiler aux cités d'Italie, sans restrictions ni réserves. Le raisonnement d'analogie est indivisible; il faut y renoncer, ou bien le suivre jusqu'au bout. Et, si l'on croit avoir de sérieuses raisons pour ne s'y fier qu'à moitié ⁽²⁾, ne serait-ce pas alors qu'il s'en faut défier tout-à-fait? Le principe de l'assimilation n'est écrit nulle part; parmi les conséquences du principe, aucune n'est établie par un texte ⁽³⁾, plusieurs ne paraissent pas admissibles; n'est-ce pas dire assez que le principe lui-même est une erreur manifeste, et qu'il faut l'écarter? De sorte qu'on en revient au système, présenté tout à l'heure, d'après lequel le *jus italicum* a pour unique effet de faire tomber le domaine éminent de l'État sur les terres.

(1) Sic : Walter (§ 319, p. 483, 84); Hüschke (*Ueber den Census, etc.*, p. 161 à 118); Ortolan (*Législation romaine*, 12^e édit., I, p. 321); M. Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 616 à 619. — Ces auteurs admettent en général l'application aux *civitates juris italicæ* des règles spéciales à l'Italie sur le cautionnement et les excuses de tutelle; ils rejettent les monopoles de culture (à l'exemption de Hüschke), les dispenses militaires, l'application des sénatusconsultes de l'époque impériale. — Schwarz, au contraire (*De jure italico*, dans ses *Exercit. academ.*, 1783, p. 1 à 37), pose nettement en principe que le droit italique entraîne assimilation complète à l'Italie, et il en fait l'application aux privilèges italiques de lui connus. Cf. Accarias, *Précis*, I, p. 530, note 1.

(2) M. Beaudouin regarde comme inadmissible l'application des dispenses militaires et des monopoles de culture. *Loc. cit.*, V, p. 618.

(3) M. Beaudouin le reconnaît lui-même pour les règles sur les excuses de tutelle et sur le cautionnement, dont il admet pourtant l'application probable à nos *civitates*, *loc. cit.*, V, p. 616.

Entre les deux théories, l'hésitation est possible, la conciliation ne l'est pas; il faut choisir entre elles et ne pas les mêler ⁽¹⁾.

Une dernière observation reste à présenter. Nous avons établi que le droit italique ne peut pas être regardé comme une condition des personnes ⁽²⁾; c'est une ancienne théorie, que personne aujourd'hui n'essaie plus de défendre. Mais, tout en admettant que le droit italique a sur la condition du sol des effets importants, certains auteurs admettent qu'il produit aussi des effets personnels; ce serait un droit mixte, opérant à la fois sur les personnes et sur le sol. On veut le démontrer en citant justement la série des effets que nous venons d'indiquer comme rattachés parfois au *jus italicum*, et l'on raisonne ainsi : la capacité quiritaire du sol et l'immunité sont des prérogatives d'ordre purement réel; or, les dispenses militaires, les faveurs concernant l'excuse de tutelle et le cautionnement, sont de vrais privilèges accordés aux personnes : d'où l'on conclut sans peine à la nature mixte du droit italique. On distingue, à côté du *jus italicum locorum*, un *jus italicum personarum* ⁽³⁾.

Cette manière de voir est tout à fait inexacte. Qu'on les admette ou non, les privilèges dont on parle ne sont en aucune manière des privilèges personnels. Sans doute, c'est aux personnes qu'ils profitent; mais la capacité quiritaire du sol et de l'immunité profitent aux personnes aussi, sans cesser d'être pourtant des privilèges du sol. On n'appelle pas personnel tout privilège quelconque dont la personne tire avantage, car tous les privilèges seraient alors personnels; on réserve ce nom à ceux qui modifient la condition de la personne et sa capacité : la concession de la *civitas*, celle du *jus latii*, sont bien des privilèges personnels en ce sens, mais tel n'est pas le caractère des prérogatives qui nous occupent.

La preuve en est simple à fournir. S'il s'agissait de privilèges personnels, les prérogatives dont nous parlons suivraient toujours

(1) La question apparaît ainsi bien nette, et ne comporte qu'une solution radicale. C'est ce que Savigny ne semble pas avoir aperçu, bien qu'il arrive, en fait, à la même conclusion que nous, *op. laud.*, p. 68, 69, 70, 79, 80. Pour des raisons plus ou moins péremptoires, il refuse d'appliquer à nos *civitates* aucun des cinq privilèges énumérés. Mais il rejette séparément l'application de chacun de ces privilèges, semblant admettre par là qu'on pourrait appliquer les uns tout en n'appliquant pas les autres, ce qui est, à notre sens, un manque absolu de logique et une erreur.

(2) *Suprà*, chap. II, p. 18 à 36.

(3) Ce sont les expressions qu'emploie Trekkell (*Selectæ antiquitates*, cap. IV, § 48, 49).

la personne, en quelque lieu qu'elle habitât. Un citoyen, un latin, gardent partout leur condition; de même un *civis romanus juris italici* serait partout exempt du service militaire, partout il pourrait invoquer les faveurs spéciales touchant le cautionnement et le *jus liberorum*, sa condition serait changée, sa capacité modifiée. C'est ce que personne ne soutient; tout le monde admet, au contraire, que les prérogatives italiques ne sont point applicables en dehors du territoire italique lui-même. Par exemple, un *civis romanus juris italici* peut être tenu d'accepter des tutelles dans une cité provinciale ordinaire; s'il veut s'en faire décharger en invoquant le bénéfice du *jus liberorum*, il faudra qu'il ait cinq enfants; quatre auraient pu suffire dans la *civitas juris italici*, mais ne suffissent pas au dehors, comme ils auraient suffi certainement s'il se fût agi d'un véritable privilège personnel (1).

J'ajoute un dernier mot. Si le droit italique était un droit des personnes en même temps que du sol, il aurait disparu pour partie quand tous les habitants de l'Empire furent fait citoyens par la constitution célèbre de Caracalla; le *jus italicum personarum* aurait subi le sort de la *latinitas* et de la *peregrinitas*. Or, nous savons qu'il n'en fut rien (2).

En résumé, le *jus italicum* n'avait, à notre avis, pas d'autre conséquence que la disparition du domaine éminent de l'État sur le sol; la capacité quiritaire du sol et l'immunité en étaient les seuls éléments. Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, et même en admettant qu'il eût d'autres effets, il n'en demeurerait pas moins un droit purement réel, et sans aucun mélange de personnalité.

SECTION II.

Villes qui ont reçu le jus italicum.

Une remarque importante doit être faite tout d'abord : c'est que le *jus italicum* est toujours présenté par les textes comme accordé à des *civitates*, jamais comme accordé, par concession spéciale, à un fonds isolé. On pourrait concevoir, il est vrai,

(1) C'est ce que fait observer très-justement Savigny (*op. laud.*, p. 70) d'après Puchta, *Institutes*, I, p. 387 (2^e édit., § 94, note g).

(2) Voy. *suprà*, p. 23.

que le droit italique eût pu faire l'objet des deux sortes de concessions; privilège du sol, il peut appartenir au territoire entier d'une *civitas* ou à un héritage particulier, et le propriétaire du fonds privilégié jouit des mêmes avantages dans l'un et l'autre cas. Mais, en présence des textes, on ne peut rien affirmer sur ce point; si la conjecture n'a rien d'invraisemblable en elle-même, elle ne trouve dans les textes ni contradiction ni appui. J'incline plutôt à croire que ces concessions individuelles, possibles en principe, ne furent pas pratiquées en fait, et c'est la solution généralement admise ⁽¹⁾; elle semble plus conforme à l'esprit même des textes, où le droit italique apparaît bien plutôt comme une concession d'ordre politique et public, que comme une concession d'ordre civil et privé. Nos renseignements peuvent être incomplets; rien, en tous cas, ne permet d'affirmer l'existence de concessions individuelles du *jus italicum*, et nous le supposerons toujours concédé à des *civitates*.

Pour que le détenteur d'un fonds *juris italicum* puisse profiter intégralement de tous les avantages attachés à ce droit, il faut, bien entendu, qu'il ait le *commercium*; à cette condition seulement, il pourra posséder sur ce fonds le *dominium ex jure quiritium* : ce sera le cas du citoyen et du latin. Quant au détenteur pérégrin, la concession du droit italique ne lui profitera qu'à moitié; le *commercium* réel du sol demeurera sans effet en l'absence du *commercium* personnel, et l'immunité seule restera.

Si donc nous nous demandons, en ne consultant que les principes, à quelles *civitates* on pouvait concéder le *jus italicum*, il faut répondre : aux cités romaines et latines. Faite à des pérégrins, la concession n'eût pas été sans effet, puisqu'elle les eût exemptés d'impôts, mais elle se serait confondue avec l'immunité; les habitants de la cité pérégrine manquant du *commercium* personnel, la capacité quiritaire du sol n'aurait pu profiter qu'à des gens du dehors, Latins ou Romains, devenus par hasard propriétaires dans

(1) C'est celle, au moins qu'on semble admettre implicitement, car peu d'auteurs se sont posé la question. Voy. en ce sens Accarias, *Précis*, I, p. 529, note 2. — M. Glisson se prononce en sens contraire (*Histoire du droit et des institutions de la France*, I, p. 450). L'auteur ne paraît pas croire d'ailleurs qu'il puisse s'élever un doute sur ce point, et ne présente aucun argument en faveur de sa solution. — Remarquons que ces concessions individuelles du *jus italicum*, possibles dans notre théorie, ne le sont plus si on reconnaît au *jus italicum* des conséquences politiques, comme le font certains auteurs. *Infrà*, p. 95 et suiv., notamment p. 100, note 3.

la *civitas*. Mais quand on donne une faveur à une ville, ce sont les citoyens de cette ville qu'on veut favoriser, ce ne sont pas des étrangers. Or, si nous pouvons concevoir que le droit italique produise, dans la cité pérégrine, des effets que ne produirait pas l'*immunitas*, ces effets ne profitent qu'aux étrangers; ce sont, en quelque sorte, des effets de rencontre, qu'on ne se proposait pas d'obtenir quand on faisait la concession ⁽¹⁾. Donner le *jus italicum* à une cité pérégrine, c'était seulement l'exempter d'impôts; pour atteindre ce but, on lui donnait l'*immunitas*, on ne lui donnait pas le *jus italicum* ⁽²⁾.

Il ne reste donc plus que les cités romaines et les cités latines. Presque toutes les *civitates juris italici* dont parlent les textes étaient des *coloniæ civium*; peut-être y eut-il dans le nombre quelques rares municipales, mais ce fut toujours une exception; quant à des villes latines, nous n'en connaissons pas qui aient jamais reçu le *jus italicum*. Si bien qu'en résumé ce droit italique paraît avoir été, presque exclusivement, un privilège des colonies romaines.

Que les cités pérégrines n'aient pas reçu le droit italique, on le

(1) On pourrait objecter que l'aptitude quiritaire donnée au sol devait en élever la valeur pour les Romains qui auraient voulu en devenir propriétaires; ce qui était, en somme, un profit pour les possesseurs pérétrins de ce sol. Cela est vrai; mais une pareille faveur était-elle bien sérieuse, quand il s'agissait d'une *civitas* reculée d'Asie ou de Macédoine? On sait quelle peine avaient les Romains à trouver des colons; *a fortiori* devait-on trouver difficilement des émigrants volontaires, disposés à s'établir seuls dans une cité pérétrine.

(2) On ne donnait pas le *jus italicum* à une cité pérétrine; mais il arrivait souvent, par suite des transactions journalières, que, dans une cité romaine *juris italici*, un fonds isolé appartenait à un pérétrin. Dans ce cas, la situation était la même qu'elle aurait été dans une *civitas peregrina juris italici*; le *commercium* du sol demeurerait sans effet, et l'immunité seule restait, dans la limite où elle pouvait profiter aux personnes non *originaires* de la *civitas*. Voy. *suprà*, p. 69 à 74. — Il faut rappeler ici que, dans les *coloniæ civium*, les colons seuls étaient citoyens, les anciens habitants restant *peregrini* (voy. Beaudouin, *Le majus et le minus Latium*, p. 39 et 40; — et Mispoulet, *Instit. polit. des Romains*, II, p. 159). Ces anciens habitants étaient exempts du *tributum soli*, quand ils possédaient des fonds de terre. Ils étaient exempts du *tributum capitis*, comme ayant dans la colonie leur domicile, ou même leur *origine*; je crois plutôt, cependant, que la *colonia deducta* était une *civitas* nouvelle, indépendante des anciens habitants, qui pouvaient bien s'y attacher par le lien du domicile, mais qui n'y avaient pas leur *origo*. Ils étaient *originaires* de l'ancienne *civitas*, sur l'emplacement de laquelle la colonie avait été *déduite*. Du reste, cette distinction entre les colons et les anciens habitants ne s'applique qu'aux *coloniæ deductæ*; elle ne saurait s'appliquer aux colonies fictives de l'époque impériale. Voy. *suprà*, p. 46, note 3, et *infra*, p. 89, note 2.

conçoit sans peine, et nous en avons dit la raison. Mais on conçoit moins aisément que les cités latines et que les municipes ne l'aient jamais obtenu, puisque leurs habitants avaient le *commercium*. Cela peut pourtant s'expliquer, et de deux façons différentes. On peut penser, d'abord, que ces deux sortes de villes recevaient le droit italique tout comme les colonies; et, si l'on n'en voit aucun exemple dans les textes, c'est qu'il n'y avait plus ni villes latines ni municipes à l'époque où fut faite la compilation de Justinien (1). Cette manière de voir a eu des défenseurs (2), et peut paraître ingénieuse. Nous croyons plus probable que les *coloniæ civium* furent, en effet, les seules à recevoir le *jus italicum*, non pas qu'elles fussent les seules dont la condition juridique comportât ce privilège, mais parce qu'un pareil privilège ne se donnait qu'à des cités importantes, qui toutes étaient des colonies. Entre le droit italique et la condition de colonie, il n'y avait donc aucun lien juridique, mais un simple rapprochement de fait. Nous avons indiqué comment les villes pérégrines s'élevaient à la cité romaine, comment l'organisation politique, les personnes, les terres, devenaient peu à peu romaines par l'effet de concessions distinctes et séparées; mais il est bien évident qu'il devait y avoir entre ces concessions diverses une étroite corrélation, et que toute concession dans l'ordre politique, par exemple, devait être bientôt suivie d'une concession analogue concernant les terres ou les personnes. Le plus haut degré dans cette élévation vers la cité romaine, c'était la condition de colonie; l'organisation politique, les personnes, tout y était romain, sauf le sol; il n'y manquait, en un mot, que le droit italique. Le *jus italicum* était un privilège considérable, et on le réservait aux villes qui avaient su déjà conquérir une haute position dans la hiérarchie des cités; c'était le privilège suprême, le couronnement de tous les autres, et l'assimilation complète à la cité romaine.

Toutes les *civitates juris italicæ* étaient des colonies; toutes, au moins, le devenaient avant de recevoir le *jus italicum*. Ni les cités pérégrines, ni les cités latines, ni les municipes ne pouvaient recevoir le droit italique tout en gardant leur condition, tout en restant pérégrines, latines ou municipes; mais ils pouvaient le recevoir quand on les élevait à la condition de colonies, en même temps

(1) La latinité avait disparu depuis la constitution de Caracalla; quant aux municipes, voy. Mispoulet, *Inst. pol. des Romains*, II, p. 39 et suiv., notamment p. 44.

(2) Mispoulet, *ibid.*, II, p. 84, note 35.

qu'on leur accordait le *jus italicum*. C'était alors une double concession simultanée; la *civitas* devenait d'abord *colonia*, puis *colonia juris italici*, le premier privilège préparant en quelque sorte la voie au second, et le rendant possible.

Contre cette théorie, les objections les plus diverses ont été formulées; on a soutenu que des municipes, des villes latines et même des cités pérégrines, avaient reçu le *jus italicum*. Ces différentes objections sont loin d'avoir une égale importance. Nous croyons que les municipes et les villes latines ne recevaient pas le droit italique; mais on peut croire le contraire sans s'écarter aucunement de la notion que nous avons donnée du *jus italicum*, puisque les habitants de ces cités avaient le *commercium*. La question vraiment grave est celle de savoir si le droit italique a jamais appartenu à des cités pérégrines; si on pouvait l'établir, on aurait, par là même, écarté toute la théorie que nous avons exposée, car nous avons montré que les cités pérégrines avaient une condition juridique incompatible avec le *jus italicum*.

Nous dirons quelques mots seulement sur les villes latines et sur les municipes; la solution présente assez peu d'importance et l'objection, sur ce point, manque de précision.

Utique, nous le savons par Paul ⁽¹⁾, avait reçu le *jus italicum* de Sévère ou de Caracalla; et, d'après Savigny, c'était, à cette époque, un simple municipe ⁽²⁾. Mais Savigny le suppose plutôt qu'il ne le prouve; lui-même reconnaît la très faible valeur des arguments qu'il invoque, et qui sont au nombre de trois. C'est d'abord un passage de Pline, qui parle d'*Utica civium romanorum* ⁽³⁾: or, l'expression *civium romanorum* est l'expression technique pour désigner les municipes; c'est, en second lieu, la qualification de municipe donnée par des monnaies de Tibère à la ville d'Utique; c'est enfin un discours d'Hadrien, où l'empereur rapporte que beaucoup de municipes, et parmi eux Utique, demandent à être érigés en colonies ⁽⁴⁾. Ces considérations n'ont aucune valeur. Sans doute, Utique était un municipe sous le règne de Tibère, à l'époque de Pline, et même au temps d'Hadrien; mais elle ne reçut le *jus italicum* que sous Sévère au plus tôt, et tout permet de croire qu'elle fut, dans l'intervalle, érigée en colonie. C'était son vœu déjà dès le temps d'Hadrien; ce vœu fut sans doute réalisé dans la suite; il dut l'être,

(1) Fr. 8, § 11, *De censibus*.

(2) Savigny, *Verm. Schriften*, I, p. 51 et 52.

(3) Pline, *Hist. nat.*, lib. VI, cap. 3.

(4) Ce discours est rapporté par Aulu-Gelle, *Nuits attiques*, XVI, 23.

tout au moins, le jour où le droit italique fut accordé à la *civitas*.

L'exemple de Stobi, en Macédoine, est encore moins probant. Paul dit que cette ville avait le *jus italicum* ⁽¹⁾, et Savigny ⁽²⁾ montre, à l'aide des monnaies, qu'elle était encore municipe sous le règne d'Hélagabale ⁽³⁾. L'observation serait décisive, si l'ouvrage de Paul, auquel appartenait le passage cité, était certainement antérieur à l'avènement d'Hélagabale; on serait sûr alors que la *civitas* avait reçu le *jus italicum* à une époque où elle était encore municipe. Mais Savigny reconnaît que l'ouvrage en question date du temps même d'Hélagabale; on peut admettre alors que la *civitas*, municipe au commencement du règne, obtint plus tard le titre de colonie, et qu'elle reçut enfin le *jus italicum*; on peut admettre même qu'elle reçut à la fois ce double privilège. Savigny le conteste; il ne croit pas que des changements si nombreux aient pu se produire dans un règne de quatre années ⁽⁴⁾, et il ajoute la remarque suivante : « Paul, dans notre passage, prend « soin, à propos des concessions les plus récentes du *jus italicum*, « de nommer les empereurs qui en ont été les auteurs; quand il ne « le fait pas, comme par exemple pour Stobi, c'est que la concession remonte à une époque ancienne ⁽⁵⁾. » La réponse est facile. D'abord ces changements si nombreux se bornent à un seul, puisque Stobi a pu devenir en même temps *colonia*, et *colonia juris italicici*; puis on sait par Ulpien ⁽⁶⁾ que Laodicée avait reçu de Sévère le *jus italicum*, et Paul cependant la mentionne comme italique sans indiquer le nom de cet empereur ⁽⁷⁾. En résumé, rien ne permet d'affirmer que Stobi fût encore municipe quand elle reçut le *jus italicum*.

Quant aux villes latines, l'objection est moins sérieuse encore. Pline, dit-on, cite deux villes de Taraconaise, Acci et Libisosa, comme ayant possédé le *jus italicum*, et lui-même nous apprend, dans le même chapitre, que toute l'Espagne avait reçu de Vespasien la latinité; on en conclut que des cités latines pouvaient avoir le *jus italicum*. C'est une erreur évidente, facile à réfuter. Pline ne dit pas que les deux villes en question fussent des villes latines,

(1) Fr. 8, § 8, *De censibus*.

(2) *Loc. cit.*, p. 53 et 54.

(3) Voy. Eckhel, *Doctrina nummorum veterum*, II, p. 77.

(4) Hélagabale a régné de 218 à 222 ap. J.-C.

(5) Savigny, *loc. cit.*, p. 54.

(6) Fr. 1, § 3, *De censibus*.

(7) Fr. 8, § 3, *De censibus*.

ét la constitution de Vespasien n'a pas rendu latines toutes les villes d'Espagne. Avant cette constitution, il y avait en Espagne des villes romaines, à qui la générosité de l'empereur n'a pu faire perdre cette qualité; Acci et Libisosa étaient précisément du nombre, et Pline lui-même leur donne le titre de colonies, ce qui détruit l'objection.

Restent enfin les cités pérégrines, qui doivent attirer toute notre attention. Zumpt affirme, nous l'avons dit, que les cités pérégrines pouvaient recevoir le *jus italicum*; et c'est, à ses yeux, un argument péremptoire contre la théorie qui fait du droit italique une transformation dans la condition juridique du sol (1).

Il invoque d'abord le fragment 1, § 9, au titre *De censibus* : « *Patavicensium vicus juris italici est, qui a Divo Severo jus coloniarum impetravit.* » Argument sans valeur, car ce fragment n'indique pas que le *jus italicum* ait appartenu à la ville avant le *jus coloniarum*. Eût-on même établi cette antériorité, on n'aurait pas prouvé que la cité fût pérégrine avant de recevoir le *jus coloniarum*; elle pouvait avoir la qualité de municipe ou de ville latine, ce qui, nous l'avons vu, se concilie fort bien avec la théorie que nous avons donnée du *jus italicum* (2).

Son second argument n'est pas beaucoup plus fort. « Pline, dit-il en substance, indique quatre cités Liburniennes comme ayant possédé le *jus italicum* : *Alutæ, Flanates, Lopsi, Varvarini*. Or, tout porte à penser que ces *civitates* étaient *peregrinæ*; Pline, en effet, les appelle *oppida*, du nom traditionnel des villes pérégrines (3); et, dans le cercle même de *Scardo*, dont dépendaient ces villes, il parle de *Tragurium civium romanorum*, ce qui force à conclure que les villes dont il n'indique pas la condition d'une façon spéciale sont de condition pérégrine. Il était peu probable, d'ailleurs, que ces villes eussent reçu la *civitas* au temps de Pline, car elles avaient soutenu contre Auguste une lutte acharnée. » Ces considérations n'ont pas grande valeur. Il n'est pas vrai, d'abord, que le mot *oppidum* ait un sens technique, et il est tel passage de Pline où c'est à des *civitates latinæ* que le terme s'applique (4); dans le passage même qui nous occupe, le

(1) Voy. *suprà*, p. 54. — La doctrine de Zumpt est exposée dans ses *Commentationes epigraphicæ*, tome I, p. 487 à 489.

(2) Voy. *suprà*, p. 84.

(3) Pline, *Hist. nat.*, lib. III, cap. xxv (édit. Lemaire, t. II, p. 196).

(4) Pline, *Hist. nat.*, III, 7 et 19 (édit. Lemaire, t. II, p. 72 et 166).

contraire d'un *oppidum* est une *civitas romana*, de sorte qu'*oppidum* peut désigner une cité latine, aussi bien qu'une cité périgrine ⁽¹⁾. Quant aux raisons historiques, il suffit de rappeler que l'Italie regut la *civitas* au lendemain de la guerre sociale; Auguste a pu penser qu'il s'attacherait mieux ses ennemis vaincus par des bienfaits que par des représailles.

A ces deux arguments, facilement écartés, Zumpt aurait pu en ajouter un troisième, plus spécieux que les autres, et que nous devons faire connaître ⁽²⁾. Sur les monnaies de plusieurs villes, on voit un Silène debout avec une main levée; et Servius explique dans deux passages que cette image est un signe caractéristique de la *libertas* ⁽³⁾. Nous avons dit déjà que les *civitates liberæ* sont des villes essentiellement périgrines; le Silène debout marque donc une cité périgrine, et ne devrait par conséquent exister sur les monnaies d'aucune *civitatis juris italici*. Or, nous savons, d'une manière positive, qu'il en était autrement. La liste des cités ayant sur leurs monnaies le Silène debout est donnée par Eckhel; ces cités sont au nombre de douze, dont cinq au moins ont certainement reçu le *jus italicum* ⁽⁴⁾. Il faudrait en conclure que le

(1) Et nous avons dit qu'on peut admettre en théorie la concession du *jus italicum* à des cités latines. Toutefois l'exemple des cités Liburniennes ne prouve pas que de pareilles concessions aient eu lieu; Zumpt prête au texte plus de précision qu'il n'en a, quand il conclut de la condition de *Tragurium* à celle des autres villes dont la condition n'est pas indiquée d'une façon expresse. C'est raisonner avec trop de rigueur, et rien n'empêche de croire que les cités Liburniennes fussent des cités romaines.

(2) Il est singulier que Zumpt n'ait pas songé à invoquer cet argument, car il en fournit lui-même les éléments dans ses *Commentationes epigraphicæ*, I, p. 485. Voy. *infra*, p. 103, note 1.

(3) Voici ces deux passages : — 1^o Servius, ad Virgilii *Æn.*, IV, 58 (édit. Paris, 1600, in-f^o, p. 316). « Patrique Lycaeo. Qui, ut supra diximus, apte urbibus libertatis est deus; unde etiam Marsyas minister ejus per civitates in foro positus libertatis indicium est : qui erecta manu testatur nihil urbi deesse. »

2^o Servius, ad Virgilii *Æn.*, III, 20 (*Ibid.*, p. 263). « Quod autem de Libero diximus, hæc causa est : ut signum sit liberæ civitatis. Nam apud majores aut stipendiariæ erant, aut federatæ, aut liberæ. Sed in liberis civitatibus simulacrum Marsyæ erat, qui in tutela Liberi Patris est. »

Les deux types de Marsyas et de Silène se confondent sur les monnaies; ces deux personnages mythologiques sont d'ailleurs originairement identiques, comme Eckhel lui-même l'a établi. Dans les villes dont il s'agit, Silène ou Marsyas est toujours représenté debout et la main levée; on trouve des Silènes dans d'autres positions sur les monnaies de diverses cités, mais le texte de Servius ne s'y applique plus.

(4) Eckhel, *Doctrina nummorum veterum*, IV, p. 493 à 496. Voici la liste

droit italique pouvait appartenir aux cités pérégrines, et cette conclusion renverse complètement la théorie que nous avons donnée du *jus italicum* ⁽¹⁾.

L'objection porterait s'il était établi que les villes dont nous parlons reçurent le *jus italicum* à une époque où elles avaient encore la *libertas*; elle disparaît, au contraire, si on peut établir qu'avant de recevoir le *jus italicum* elles avaient cessé d'être libres pour devenir des colonies. Or, il est aisé de le prouver. Les villes qui nous occupent, indiquées par Servius comme des *civitates liberæ*, sont appelées colonies par d'autres textes; les deux qualifications sont également exactes, mais se réfèrent à des époques différentes.

L'autonomie des *civitates liberæ*, nous l'avons dit par avance, était plus apparente que réelle. Sans doute, on ne leur appliquait pas le droit de la conquête; on en faisait des alliées, et non pas des sujettes; mais c'était une fiction moins forte que la réalité; effacée en droit, la conquête existait en fait, et tuait la *libertas*, qui n'était plus qu'un vain mot ⁽²⁾. L'Empire en acheva la ruine. Dès l'époque de Trajan et d'Hadrien, les villes libres ayant épuisé leurs finances, on dut leur envoyer des *curatores* pour régler leur budget en détresse; agents temporaires et purement financiers d'abord, ces commissaires devinrent bientôt permanents, et prirent en mains le gouvernement même des cités; les *civitates liberæ* devenaient cités sujettes ⁽³⁾.

Mais elles devenaient, en même temps, des colonies romaines. C'étaient, pour la plupart, des villes considérables, riches et commerçantes; plusieurs avaient été comblées de privilèges par les

de ces cités : *Alexandria Troas* et *Parium*, en Asie; — *Beryte*, *Damas*, *Laodicée*, *Neapolis*, *Sidon* et *Tyr*, en Syrie; — *Coela* et *Deultum* en Thrace; — *Bostra* en Arabie; — *Patras* en Achaïe. — Les cinq qui ont eu sûrement le *jus italicum* sont : *Alexandria Troas* (fr. 7 et fr. 8, § 9, *De censibus*); *Beryte* (fr. 1, § 1, fr. 7, fr. 8, § 3); *Laodicée* (fr. 1, § 3, fr. 8, § 3); *Parium* (fr. 8, § 9); *Tyr* (fr. 1 pr., fr. 8, § 4). — Il est même fort probable que *Sidon* et *Patras* étaient aussi *juris italici*.

(1) Rudorff cependant admet à la fois : 1^o que le droit italique est une transformation dans la condition juridique du sol; 2^o qu'il peut appartenir à des cités pérégrines. Voy. *Schriften der Römischen Feldmesser*, II, p. 373 à 378. C'est une vraie contradiction, difficilement explicable. Cf. *suprà*, p. 81 et 82.

(2) Voy. *suprà*, p. 11 et 12.

(3) Sur ces *curatores*, appelés aussi *correctores*, λογισταί, διορθωταί, επανορθωταί, et sur leur influence quant à la disparition de la *libertas*, voy. Mispoulet, *Instit. polit. des Romains*, II, p. 79.

généraux de la république, et plus tard par les empereurs; elles portaient les titres pompeux de sainte, d'asile et de métropole; elles avaient, dans des occasions diverses, rendu des services plus ou moins signalés à la cause de certains empereurs (1). Quand l'autonomie eut disparu, il était naturel de leur donner, comme compensation, le titre de colonies romaines (2). On faisait plus encore, et, pour leur conserver l'immunité dont elles jouissaient jadis en vertu de la *libertas*, pour leur communiquer le droit romain du sol, on leur donnait le *jus italicum*; elles perdaient l'autonomie, mais, en entrant dans l'empire de Rome, elles y prenaient la première place, et marchaient les égales de leur vainqueur.

Cette histoire fut celle des cinq *civitates* dont nous parlions tout à l'heure : Beryte, Laodicée, Tyr, Parium et Troie. On trouve dans les textes la trace incontestable des conditions diverses qu'elles ont eues successivement : villes libres d'abord, puis colonies romaines, et de droit italique (3). Toute difficulté s'évanouit alors (4); et nous en revenons au principe certain qui domine toute la matière : le *jus italicum* était un privilège des colonies romaines, et jamais il ne fut accordé aux cités pérégrines (5).

(1) Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 627.

(2) Ce sont, bien entendu, des colonies fondées sans *deductio*. A l'époque dont nous parlons (III^e siècle de notre ère), la fondation d'une colonie ne suppose plus une expédition de citoyens ou de vétérans, comme au temps de la république ou d'Auguste; ce n'est plus qu'une faveur de l'empereur, un titre qu'il concède. L'usage de ces colonies sans *deductio* commence avec Hadrien, peut-être même avec Trajan, c'est-à-dire à l'époque où les *civitates liberæ* devinrent des colonies. Il n'est pas impossible que telle ait été justement l'origine des fondations de colonies sans *deductio*. — Cf. Marquardt, *Handbûch*, IV, p. 127.

(3) Nous renvoyons, pour cette étude historique aux détails très-complets donnés par M. Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 627 à 634. Disons seulement, pour nous en tenir aux textes juridiques les plus connus, que le fragment 1, *princip.*, de *censibus*, marque nettement l'évolution en ce qui concerne la ville de Tyr. Ulpien l'appelle *splenditissima Tyrriorum colonia*, et dit qu'elle avait le *jus italicum*. Dans le même texte, il fait allusion à sa condition ancienne de *civitas fœderata*, c'est-à-dire *libera*; il indique que si elle devint *colonia juris italici* quand elle perdit la *libertas*, ce fut en récompense de son attachement à Rome.

(4) Ainsi l'affirmation de Servius sur le Silène ne peut servir de base à aucune objection contre nous. Au reste, cette affirmation repose sur une erreur, et l'image du Silène n'est pas du tout la marque de la *libertas*. Dans les douze cités que nous avons nommées, toutes les monnaies où se trouve le Silène sont des monnaies coloniales, jamais des monnaies autonomes; le Silène apparaîtrait seulement quand disparaît la *libertas*. Voy. Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 638 à 642.

(5) Zumpt reconnaît qu'au temps de Paul et d'Ulpien les colonies romaines recevaient seules le droit italique; mais il conteste qu'il y eût à cela des raisons

Il resterait à donner, pour finir, la liste des colonies auxquelles fut accordé le *jus italicum*. Cette liste a été dressée par M. Beaudouin, qui donne sur chaque ville les renseignements les plus précis et les plus minutieux ⁽¹⁾; à propos de chacune, il indique avec soin quelles conditions diverses elle eut successivement, à quelle époque elle en changea, dans quelles circonstances et pour quels motifs. Nous ne saurions entrer dans le détail de ces recherches, qui sont purement historiques; elles servent, en quelque sorte, de base à notre étude, mais n'en font point partie; nous y trouvons des faits, des indications, des exemples, et comme la matière de tous nos raisonnements; c'est une histoire externe du *jus italicum*, que nous laissons de côté, pour ne nous occuper que de l'histoire interne.

SECTION III.

Origine du *jus italicum*.

Les anciens interprètes du droit romain, qui voyaient dans le *jus italicum* une condition des personnes, intermédiaire entre celle des Latins et celle des pérégrins, en faisaient remonter l'origine à une époque très-ancienne, antérieure à la guerre sociale. Le *jus italicum* était, aux yeux de ces auteurs, la conséquence des différents traités accordés par Rome aux diverses nations de l'Italie; ces traités avaient donné naissance à un droit général, qui finit par devenir le droit uniforme de tous les Italiens, et qui fut concédé dans la suite à certains provinciaux.

Nous avons démontré qu'il fallait rejeter cette manière de voir, et présenté du *jus italicum* une toute autre idée : c'est une concession purement foncière, qui rend le sol provincial susceptible de *dominium ex jure quiritium* comme le sol italique, et l'exempte d'impôts.

juridiques, et qu'il en ait toujours été ainsi depuis l'origine du *jus italicum*. D'après lui, le *jus italicum* peut appartenir en principe à toute espèce de villes, et il soutient qu'on le donnait au début à des cités pérégrines comme à des cités romaines ou latines. C'est peu à peu seulement, et par de pures raisons de fait, qu'on limita ce bénéfice aux colonies; c'était un bénéfice considérable, et on ne croyait pas devoir le donner à une ville qui ne fût pas au moins colonie. Voy. ses *Commentationes epigraphicæ*, I, p. 482 et 490.

(1) Beaudouin, *loc. cit.*, VI, p. 684 à 713. — Voy., sur le même sujet : Zumpt, *Comment. epig.*, I, p. 478 à 481.

Si tel est bien le caractère du *jus italicum*, à quelle époque faut-il en placer l'origine? On doit, à ce propos, distinguer avec soin deux choses qu'on mêle trop souvent : le privilège territorial italique, et la communication de ce privilège à des cités provinciales. Des auteurs considérables ont fait la confusion; ils définissent à tort le *jus italicum* le droit de la terre italienne⁽¹⁾; le *jus italicum*, au contraire, est essentiellement un droit du sol provincial : c'est la communication au sol provincial du droit de la terre italique. Les partisans du système de Sigonius ne font jamais la distinction, qu'il faut pourtant observer quand on étudie ce problème de l'origine. Le privilège territorial italique date de la guerre sociale⁽²⁾; ce que nous cherchons, c'est l'époque à laquelle ce privilège fut communiqué à des cités provinciales.

Cette remarque faite, deux points sont hors de doute. Le premier, c'est que l'origine de notre droit est certainement postérieure à la guerre sociale; le second, c'est qu'elle est antérieure à l'époque de Pline. Avant la guerre sociale, le sol de l'Italie n'était pas un *ager romanus*, et le sol provincial, devenant italique par fiction, ne serait pas devenu romain; d'autre part, nous avons vu que Pline mentionne des *civitates juris italici* : c'est donc entre ces deux dates seulement, entre l'année 665 et l'année 832 de Rome⁽³⁾, qu'on peut placer l'origine du droit italique.

On a pensé quelquefois que les concessions du *jus italicum* commencèrent tout de suite après la guerre sociale, et dès que la terre italienne fut devenue romaine. M. Fustel de Coulanges, par exemple énonce cette opinion : « le *jus italicum*, dit-il, existait, selon toute apparence, au temps de Cicéron⁽⁴⁾. » Mais, sous ce nom de *jus italicum*, c'est en réalité le droit de la terre italienne qu'il désigne, ce n'est pas l'extension légale de l'Italie; il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter à la page d'où cette ligne est tirée⁽⁵⁾.

Du droit italique proprement dit, nous ne trouvons pas trace

(1) Fustel de Coulanges, *Cité antique*, p. 451 et la note; Ortolan, *Législ. rom.* (12^e édit.), I, p. 601.

(2) Voy. *suprà*, p. 16, texte et note 2.

(3) 665 = 89 est la date de la guerre sociale; 832 = 79 est celle de la mort de Pline l'Ancien.

(4) *Cité antique*, p. 451, note 1. — Cf. Walter (§ 349, note 128), et Savigny, *Hist. du droit romain au moyen-âge*; trad. Guénoux, I, p. 64.

(5) M. Fustel ne fait alors qu'énoncer cette vérité reconnue, que le sol italien devint *ager romanus* dans les années qui ont suivi la guerre sociale.

au temps de la République; aucune des colonies fondées à cette époque n'est indiquée comme ayant obtenu le *jus italicum*, et cette absence de tout témoignage dans la littérature antérieure à l'Empire porte à croire que le droit italique est d'origine impériale. La première concession dont parlent les textes date de l'année 712=42, c'est-à-dire du second triumvirat. La Gaule transpadane avait reçu de César le *jus civitatis* en 705=49⁽¹⁾; au lendemain de Philippi (712=42), Octave la réunit à l'Italie⁽²⁾, et cette réunion ressemble beaucoup à une concession du *jus italicum*. Aucun texte pourtant ne la désigne ainsi⁽³⁾; et j'y trouve la preuve que le droit italique n'était pas encore, à cette époque, une institution définie, nommée et usuelle. L'annexion de la Transpadane est la première application qui fut faite de notre droit, mais c'est, en quelque sorte, une application avant la lettre, application anticipée d'un privilège qui n'était pas encore institué. Cette annexion, d'ailleurs, différerait par un point de ce que fut plus tard le *jus italicum*. La Gaule transpadane touchait à ce qu'on appelait alors l'Italie⁽⁴⁾; l'assimiler à l'Italie, c'était réunir matériellement deux régions limitrophes, c'était reculer vers le nord les limites de l'Italie; c'était une extension réelle de l'Italie, au lieu d'en être une extension fictive et légale, ce qui est le caractère propre du *jus italicum* dont les textes parlent⁽⁵⁾. C'est un antécédent curieux, mais ce n'est pas l'origine du *jus italicum*⁽⁶⁾.

Pour découvrir cette véritable origine, il faut en venir à l'Empire, et nous avons ainsi limité le problème à l'espace d'un siècle. On peut encore préciser davantage. La date de 832=79 est celle de

(1) Dion Cassius, XXXVII, 9; XLI, 36.

(2) Appien, *Bellum civile*, V, 3; Dion Cassius, XLVIII, 12.

(3) Cependant Dion Cassius, parlant de cette réunion, dit : Τόν τῆς Ἰταλίας νομόν, et Mommsen croit voir dans ces mots une allusion au *jus italicum* (*Schrift. der Röm. Feldmesser*, II, p. 194).

(4) Les Romains ne donnaient le nom d'Italie qu'à la portion de cette contrée comprise entre la Méditerranée jusqu'à l'Arno, et l'Adriatique jusqu'au Rubicon. Le reste était une province, la Gaule Cisalpine, divisée par le Pô en Cispadane et Transpadane.

(5) Beaudouin, *loc. cit.*, V, p. 162.

(6) J'ai indiqué déjà (*suprà*, p. 50 et 51) un autre antécédent, mais plus lointain encore. La *lex Rubria* (632=422), en ordonnant la fondation d'une colonie à Carthage, accordait aux colons sur leurs lots le *dominium ex jure quiritium*. C'est une faveur identique à ce que sera plus tard le *jus italicum*; mais ce ne peut pas être le *jus italicum* lui-même, puisque la *lex Rubria* est antérieure de trente-trois ans à la guerre sociale. Une remarque analogue doit être faite à propos de la loi agraire de 643. Voy. *suprà*, p. 49.

la mort de Pline; l'*Histoire naturelle* est antérieure de plusieurs années, et Pline n'y parle pas du droit italique comme d'une institution nouvelle, mais comme d'un droit connu depuis longtemps, et déjà répandu : c'est donc vers le règne d'Auguste qu'il faut faire commencer le *jus italicum*.

Certains auteurs ont essayé d'expliquer pourquoi cette origine était si éloignée de la guerre sociale (1). C'est seulement, disent-ils, sous le règne d'Auguste que l'Italie reçut une organisation régulière; on sait que cet empereur avait divisé l'Italie en onze régions, et qu'en entreprenant une large réforme de l'impôt provincial, il avait officiellement consacré la franchise dont l'Italie jouissait de fait depuis longtemps déjà. Il y eut désormais entre l'Italie et les provinces une séparation bien nette; l'Italie formait un territoire distinct et limité, ayant une condition juridique spéciale, qu'on opposait à celle des provinces. Cette différence, l'empereur songea lui-même à la faire cesser pour certaines colonies provinciales, et ce fut l'origine du *jus italicum* en tant que droit abstrait, applicable en dehors de la péninsule.

Zumpt, enfin, est plus précis encore, et prétend indiquer dans quelles circonstances de fait le *jus italicum* fut accordé pour la première fois. Quand Auguste, dit-il, eut installé ses vétérans comme colons dans les villes d'Italie (724 = 30), il envoya les anciens habitants dépossédés fonder de nouvelles colonies dans les provinces, notamment à Dyrrachium et à Philippes; seulement il leur donna le *jus italicum*, pour qu'ils eussent, dans leur exil, les mêmes droits qu'en Italie (2).

J'indique seulement ces considérations. Je crois d'abord qu'on exagère tout à fait les réformes d'Auguste concernant l'Italie; si ces réformes ont apporté quelque unité dans l'organisation de l'Italie, si elles ont été, comme nous dirions aujourd'hui, des mesures de centralisation administrative, il n'en est pas moins vrai que l'opposition entre l'Italie et les provinces existait bien avant; elle datait de la guerre sociale, du jour où le sol italique était devenu romain. Quant à l'idée de Zumpt, ce n'est qu'une hypothèse, sans appui dans les textes. Sans doute Dyrrachium et Philippes furent fondées par Auguste dans les circonstances indiquées; on sait d'autre part que ces villes ont reçu le *jus italicum*; mais rien ne dit que les deux événements se soient produits ensemble.

(1) Voy. notamment Revillout, *op. laud.*, *Rev. hist. du droit*, t. I.

(2) Zumpt, *Comment. epig.*, I, 489. — Cf. Marquardt, *Handbûch*, IV, p. 365.

Et remarquons enfin que le droit italique, tel que le comprend Zumpt, n'aurait pas procuré aux colons la même situation qu'ils avaient en Italie, puisque le *dominium ex jure quiritium* leur aurait fait défaut.

En résumé, nous pouvons affirmer que le droit italique date du règne d'Auguste, mais nous ne savons pas quelle en fut l'application première. Quant aux raisons qui firent ajourner jusqu'au règne d'Auguste l'usage de ce droit, nous les connaissons mal; peut-être craignait-on seulement de déprécier le privilège aux yeux des Italiens, en le répandant trop vite hors de la péninsule, peut-être aussi, plus simplement, n'en eut-on pas l'idée tout d'abord.

CHAPITRE IV.

LE JUS ITALICUM ET LA CONDITION DES CITÉS.

Nous venons d'indiquer quel est le caractère du *jus italicum*, et quels en sont les éléments : capacité quiritaire du sol, immunité. A ces deux éléments, certains auteurs en ajoutent un troisième : l'autonomie communale. Deux systèmes ont été proposés en ce sens, l'un par Savigny, l'autre par Zumpt; nous devons les écarter rapidement.

I.

Le raisonnement de Savigny peut se ramener aux deux propositions suivantes : 1° les cités italiennes possédaient seules, à l'exclusion des cités provinciales, une organisation municipale, c'est-à-dire des magistrats locaux (duumvirs, édiles, questeurs), et un *ordo decurionum*; — 2° la *civitas juris italicæ*, qu'on répute située dans les limites géographiques de l'Italie, partageait ce privilège avec les cités italiennes ⁽¹⁾.

Il ne faut pas se méprendre, d'ailleurs, sur l'importance que pouvait présenter un pareil privilège; et Savigny lui-même prend soin d'avertir qu'au temps de Paul et d'Ulpien la liberté municipale n'était plus qu'un vain mot ⁽²⁾. L'omnipotence impériale faisait sentir partout ses effets; et, si les magistrats locaux conti-

(1) Savigny, *Hist. du droit romain au moyen-âge*, traduit. Guénoux, I, p. 63 et suiv. — *Verm. Schriften*, I, p. 39 à 42, p. 75 à 77.

(2) *Verm. Schrift.*, I, p. 39.

naient d'exister, ils n'avaient plus du pouvoir que l'apparence : le *curator*, qu'on rencontre déjà sous Nerva, le *defensor civitatis* à une époque postérieure, s'arrogent peu à peu toutes les attributions importantes, et les anciens duumvirs ne conservent plus guère, avec leur titre même, que la majesté semi-religieuse attachée à ce titre. Acquérir cette liberté municipale était donc un privilège plutôt honorifique que réel; on n'y gagnait qu'une seule chose, avoir des magistrats sans pouvoirs, mais décorés de titres respectés. Pour s'expliquer qu'un aussi mince avantage ait pu avoir sa valeur, il faut se rappeler combien le droit et les institutions de Rome avaient alors d'attrait pour tous les peuples de l'Empire; c'était encore un bienfait d'en acquérir l'apparence, et comme la forme extérieure.

Le système de Savigny repose tout entier sur cette affirmation que le régime municipal n'existait pas en province, mais seulement en Italie. Pour le prouver, il invoque deux arguments principaux : d'abord deux constitutions de l'empereur Honorius, relatives à la Gaule, et prouvant, d'après lui, que cette province n'avait pas de magistrats analogues aux duumvirs; en second lieu, l'organisation des temps postérieurs, où on trouve fréquemment dans les provinces des *defensores*, jamais de duumvirs ⁽¹⁾.

Je n'entreprendrai pas de réfuter ici cette argumentation, qui ne soutient plus l'examen. Au temps de Savigny, le régime municipal était encore une matière obscure; on ne le connaissait que par la *lex Julia municipalis*, et par quelques fragments, incomplets et obscurs, du Digeste et des Codes. Mais, depuis cette époque, des découvertes importantes l'ont fait mieux connaître; les tables de Salpensa et de Malaga, trouvées en 1851, les bronzes d'Osuna, déchiffrés en 1870 et 1875, ont suscité partout des travaux importants, et l'on possède aujourd'hui, sur le régime municipal des Romains, des idées nettes et complètes. Dès son apparition, le système de Savigny avait paru peu solide, et, même sans le secours des renseignements nouveaux portés de-

(1) Voy. sur cette argumentation, les développements donnés par Savigny, *Histoire du droit romain au moyen-âge* (traduct. Guénoux), I, p. 63 et suiv. Les deux constitutions d'Honorius sont : 1^o une constitution de l'année 409, formant la loi 171, au Code Théodosien, liv. XII, tit. 1; — 2^o une constitution sur la diète tenue à Arles en 418; cette constitution existe dans plusieurs manuscrits d'un recueil canonique, la *Collectio arelatensis*. Elle est rapportée notamment dans Wenck : *Codicis Theodosiani libri V priores, append.* III, p. 371 à 384.

puis à notre connaissance, on avait pu prouver qu'il existait des duumvirs ailleurs qu'en Italie; mais, si les arguments de Savigny se réfutaient aisément quand ils furent présentés⁽¹⁾, cette réfutation ne mérite même plus d'être faite dans l'état actuel de la science. Il suffit désormais de parcourir l'Index d'un recueil d'inscriptions romaines pour y voir des *duumviri* et des *quatuorviri* partout, en province comme en Italie; il en est fait mention presque à tous les chapitres dans les trois lois nouvelles dont nous parlions tout à l'heure, et les *civitates* auxquelles ces lois s'appliquaient n'avaient jamais reçu le *jus italicum*⁽²⁾.

La première des deux propositions de Savigny est donc tout à fait erronée. La seconde ne l'est pas moins, car en admettant même que l'organisation municipale fût un privilège de l'Italie, il faudrait établir que les *civitates juris italicæ* en avaient la jouissance. Nous avons insisté sur ce point essentiel que le droit italique n'est pas une extension légale de l'Italie dans toute la force du terme, et qu'il ne confère pas en bloc toutes les prérogatives propres à l'Italie, refusées aux provinces; il faudrait donc démontrer que le régime municipal avait existé dans toutes les *civitates juris italicæ*, et n'avait existé dans aucune autre cité provinciale.

Pour le prouver, Savigny rappelle d'abord les deux passages de Servius dont nous avons parlé⁽³⁾. D'après Servius, toute ville, ayant sur ses monnaies un Silène debout avec une main levée, jouissait de la *libertas*, ce que Savigny traduit par *organisation municipale*; le Silène serait le signe caractéristique de l'organisation municipale. Or, on sait que certaines cités *juris italicæ* avaient sur leurs monnaies ce Silène debout, que c'était le cas notamment des cinq villes suivantes : Laodicée, Béryste, Tyr, Parium et Troie; d'où on conclut qu'il y avait un rapport entre le droit italique et l'existence de magistrats municipaux.

A ce premier argument, Savigny en ajoute deux autres, tirés des

(1) Voy. cette réfutation très-complète dans Revillout, *op. laud.*, p. 361 à 369.

(2) On répond à cela qu'elles ont pu l'avoir sans que nous le sachions, comme tant d'autres cités où on trouve mentionnés des duumvirs, des édiles et des questeurs. A ce compte, il faudrait dire que presque toutes les villes romaines ont eu le *jus italicum*, car il n'en est guère où on n'ait pas trouvé ces magistrats mentionnés. D'ailleurs on peut citer des duumvirs dans des villes que l'on sait pertinemment n'avoir jamais eu le *jus italicum* : Utique, par exemple, n'a reçu ce droit que sous Septime-Sévère (fragm. 8, § 11, *De censibus*); et, deux siècles avant, au temps de Tibère, les monnaies d'Utique portent la mention de duumvirs. Voy. Eckhel, IV, p. 148.

(3) Voy. *suprà*, p. 87.

fragments 8, § 3, et 1, § 2, au titre *De censibus*. Le fragment 8 prouverait que le *jus italicum* contenait un élément n'ayant pas trait directement au sol : *Laodicea in Syria et Berytus in Phœnice juris italici sunt et solum earum*; — et le fragment 1 prouverait que cet élément était l'autonomie : *Est et Heliopolitana colonia, quæ a Divo Severo per belli civilis occasionem Italicæ colonix rempublicam accepit*.

De ces trois arguments, aucun n'a de valeur; les deux derniers surtout. Je laisse de côté l'argument que l'on tire du fragment 8, § 3; ce texte, fort obscur, n'a qu'un sens négatif, et ne prouve rien par lui-même. Quant au fragment 1, § 2, on en dénature singulièrement la portée. Le mot *respublica*, d'abord, n'a pas le sens qu'on lui prête; il n'est pas synonyme de *constitution municipale*, et Festus l'employait en parlant des préfectures, qui n'avaient point de duumvirs ⁽¹⁾. Et puis, le sens qu'on veut donner au texte aurait pour conséquence de faire tenir à Ulprien un langage inexact; le jurisconsulte présenterait Héliopolis comme une *civitas juris italici* pour cette seule raison qu'on lui aurait donné l'état de *respublica*; il aurait donc omis non seulement l'exemption d'impôts, mais la capacité quiritaire du sol, qui est, au dire de Savigny lui-même, l'élément essentiel et vraiment caractéristique du *jus italicum* ⁽²⁾.

Reste alors l'argument du Silène, que j'ai eu quelque peine à formuler, tant il est superficiel et peu solide. Il faut noter d'abord que la *libertas* et l'organisation municipale sont deux choses absolument différentes; et Savigny commet une erreur grave en les prenant l'une pour l'autre. Quand Servius présente le Silène comme un signe caractéristique de la *libertas*, c'est faire un contresens que de traduire ce mot par l'expression d'*autonomie communale*. La cité autonome, d'après Savigny, est celle qui a des magistrats comme ceux des cités italiques; or, la *civitas libera* est précisément tout le contraire : c'est une cité étrangère, *externa* dit un texte, et qui n'est pas comprise dans l'*imperium romanum*. La *libertas* n'est pas une condition voisine de celle de Rome; c'est, tout à l'inverse, la moins romaine de toutes les conditions.

Supposons cependant que la *libertas* et l'organisation muni-

(1) Voy. Festus, v^o *Præfectura*. — « *Præfecturæ eæ appellabantur in Italia, in quibus et jus dicebatur, et nundinæ agebantur, et erat quædam earum respublica, neque tamen magistratus suos habebant* » (édit. Olfried Müller, p. 233, col. 1).

(2) Cf. *infra*, p. 99, note 3.

pale fussent une seule et même chose; il sera facile de réfuter l'argument qu'on propose. Eckhel indique douze villes comme ayant eu sur leurs monnaies l'image du Silène (1); cinq, parmi ces villes, ont certainement eu le *jus italicum*; Sidon et Patras l'avaient peut-être aussi; les cinq dernières ne l'avaient pas, et elles gravaient pourtant sur leurs monnaies le Silène debout. En outre, et à l'inverse, on connaît trente-trois cités *juris italici* (2), et, sur ces trente-trois villes, il n'en est que sept ayant le Silène sur leurs monnaies. Le rapport qu'on croyait découvrir entre le droit italique et l'organisation municipale n'est donc point établi; toutes les villes autonomes ne sont pas des cités *juris italici*, et toutes les cités *juris italici* ne portent pas la marque de l'autonomie.

On ne répond pas à l'objection, quand on fait remarquer que cette autonomie pouvait être donnée à titre de privilège particulier, sans qu'il y eût concession du *jus italicum*; de sorte qu'il en serait de l'autonomie comme de l'immunité: elle pourrait exister sans le droit italique, mais elle existerait toujours avec lui (3). On comprend mal, d'abord, comment l'autonomie, pouvant faire l'objet d'une concession spéciale, découlerait ainsi du *jus italicum*. L'impôt provincial ne pouvait plus exister quand le sol de la *civitas* était devenu romain par le droit italique, et on s'explique alors pourquoi l'immunité résultait toujours du *jus italicum*, en même temps qu'elle pouvait être donnée d'une façon principale. Mais il n'en va plus de même avec l'autonomie; entre la condition juridique du sol et l'organisation municipale il n'existe aucun lien; comment alors l'autonomie résulterait-elle du *jus italicum*, puisqu'on pouvait la conférer en même temps que le *jus italicum*, et par une concession spéciale? — Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, la seconde partie de notre objection conserve toute sa force, et on ne nous dit point pourquoi l'image du Silène n'existe pas sur les monnaies de toutes les cités *juris italici*.

La vérité, c'est que toutes les cités, romaines et latines, en province comme en Italie, avaient une organisation municipale. Si

(1) Voy. Eckhel, *Doctrina nummorum veterum*, IV, p. 493 à 496. J'ai donné la liste de ces villes à la p. 87, note 4.

(2) Voy. la liste dressée par Beaudouin, *loc. cit.*, VI, p. 684 à 713.

(3) Voy. *suprà*, p. 61. — La capacité quiritaire du sol est seule de l'essence du *jus italicum*; l'autonomie et l'immunité sont seulement de sa nature. Cela étant, on ne saurait admettre qu'Ulpien, au fragment 1, § 2, ait précisément oublié ce qui est la caractéristique du *jus italicum*. Cf. *suprà*, p. 98, note 2.

maintenant quelques-unes avaient sur leur monnaie le Silène debout, cela tenait à quelque autre raison que nous ne connaissons pas, peut-être à des légendes attribuant à Silène la fondation de ces villes. Le *jus italicum* était sans influence sur l'organisation municipale ⁽¹⁾.

II.

Zumpt a fort bien compris que le système de Savigny n'était pas acceptable; la présence de duumvirs hors de la péninsule est un fait avéré. Notre auteur, cependant, qui ne reconnaissait aucun effet civil au *jus italicum*, ne pouvait limiter les conséquences de ce droit à celles que produit l'*immunitas* elle-même; à l'exemption d'impôts, il ajoute la *libertas* ⁽²⁾.

L'Italie, disait-il, n'a pas de gouverneur; les magistrats et décisions des villes italiennes ont les pouvoirs d'administration les plus étendus; ils gouvernent librement, sans être soumis au contrôle d'un proconsul ou d'un propréteur; ils ont surtout une entière indépendance en ce qui concerne l'établissement et la perception des impôts. Dans les provinces, au contraire, le gouverneur exerce un contrôle permanent, et fait sentir sa volonté dans toutes les affaires importantes. Il est naturel de supposer que le droit italique assimile à ce point de vue la cité provinciale à la cité italienne, et la soustrait au contrôle du proconsul ou du propréteur ⁽³⁾.

Cette manière de voir est tout à fait inexacte. Sans doute, l'Italie n'avait pas de gouverneur; mais ce n'est pas à dire que les villes italiennes fussent complètement autonomes, et soustraites à toute action de la part du pouvoir central : les magistrats de Rome

(1) La connaissance plus approfondie du régime municipal fait disparaître tous les doutes sur ce point. M. Giraud l'a bien compris; il soutenait le système de Savigny dans son *Histoire du droit romain* (voy. p. 99 à 102), et il le réfute lui-même dans ses *Recherches sur le droit de propriété chez les Romains* (voy. p. 293 à 312). — Comme lui, tous les auteurs se séparent sur ce point de Savigny : voy. Walter, § 319, note 132; Rudorff, *Römische Rechtsgeschichte*, I, p. 35; Mommsen, *Die Stadtrechte der Lateinischen Gemeinden Salpensa und Malaca*, p. 400; Garsonnet, *Hist. des locations perpétuelles*, p. 143; Houdoy, *op. laud.*, p. 347 à 350; Heisterbergk, *op. laud.*, p. 64 et 65. — MM. Beaudouin et Revillout se prononcent dans le même sens. Seules les *Institutionen* de Puchta-Krüeger (I, p. 238 et 242) sont d'un avis contraire.

(2) Zumpt, *Comment. epig.*, I, p. 485 et 486.

(3) *Ibid.*, p. 486. — M. Glasson (*Histoire du droit et des institutions de la*

tenaient en Italie la place qu'occupait en province le gouverneur. Les textes le démontrent d'une façon certaine : lors de l'annexion de la Gaule transpadane (712 = 42), la *lex Rubria de Gallia Cisalpina* détermine la compétence respective des magistrats municipaux et du préteur urbain; la division en onze régions, établies par Auguste, marque bien l'intention d'organiser dans le pays la centralisation administrative; à partir d'Hadrien, c'est-à-dire à l'époque où le droit italique est en pleine vigueur, on voit apparaître des fonctionnaires impériaux appelés *consulares*, au nombre de quatre, qui se partagent l'Italie; Marc-Aurèle leur substitua les *juridici*, qui sont enfin remplacés à leur tour par les *correctores* (1). Ainsi, dès le début de l'Empire, et pendant toute l'époque classique, l'autorité centrale contrôle et dirige partout l'administration intérieure des cités; la seule différence qui sépare, en ce point, l'Italie des provinces, c'est qu'en Italie le droit de contrôle est exercé directement par les magistrats de Rome, au lieu que, dans les provinces, on le délègue au gouverneur. Tout ce qu'on pourrait dès lors essayer de prouver, c'est que la *civitas juris italicæ*, soustraite au contrôle du gouverneur, était directement soumise à celui des magistrats de Rome; privilège, d'ailleurs, purement honorifique, et sans effet appréciable.

Mais ce n'est pas ainsi que Zumpt entend la *libertas*. Ce qu'il en dit n'a pas de sens, ou bien cela veut dire que les *civitates juris italicæ* jouissaient d'une véritable autonomie; la *libertas* qu'il leur attribue, c'est la condition même des *civitates liberæ*. Ce qui caractérise la *civitas libera*, c'est qu'elle est en dehors de l'*imperium romanum*, autonome, alliée de Rome et non sujette, indépendante du gouverneur de la province (2); et tels sont bien aussi les caractères que Zumpt reconnaissait à la *colonia juris italicæ*. Les arguments qu'il invoque le prouvent suffisamment.

France, I, p. 450) semble se rattacher au système de Zumpt. Il admet, d'autre part, nous l'avons dit ailleurs (*suprà*, p. 81, note 1), que le droit italique pouvait être donné à un fonds isolé; dans ce dernier cas, il est bien évident que le droit italique ne pouvait produire aucun effet politique. Aussi M. Glanville distingue un double type du *jus italicum* : le *jus italicum soli*, ayant seulement des effets civils, le *jus italicum civitatum*, ayant en outre des effets politiques. — Cette distinction ne nous paraît pas admissible dans le silence des textes; l'auteur se borne à l'énoncer, sans en donner aucune preuve.

(1) Voy. sur tous ces points, Mispoulet, *Instit. polit. des Romains*, II, p. 70 à 74. Ces détails sur l'organisation de l'Italie sous l'Empire sont donnés par Zumpt lui-même, toujours dans les *Comment. épig.*, II, p. 40 à 55.

(2) Voy. *suprà*, p. 11 et p. 41.

Il rappelle d'abord les deux textes cités, où Servius présente le Silène comme le signe caractéristique de la *libertas* ⁽¹⁾; et comme on objectait que certaines cités gravaient sur leurs monnaies le Silène debout sans être des cités *juris italici*, il répondait que ces cités avaient la *libertas*. L'autonomie qui résultait du *jus italicum* ne différait donc pas de la *libertas* accordée à titre principal; c'était le même privilège.

La même idée se manifeste encore dans un autre argument qu'il joint au précédent : Ulpien, dans le fragment 1, indique certaines villes comme n'ayant pas eu le *jus italicum*; et s'il les indique ainsi, c'est qu'on pouvait s'y tromper, c'est que ces villes, ayant quelque élément du *jus italicum*, auraient pu être prises pour des *civitates juris italici*. Du nombre est Apamée, ville d'Asie-Mineure; or, une lettre de Pline à Trajan apprend qu'en vertu d'un ancien privilège cette ville était soustraite au contrôle du gouverneur de la province ⁽²⁾ : cet ancien privilège n'est autre que la *libertas*, et, si Apamée pouvait être regardée comme une *civitas juris italici*, c'est que la *libertas* était un élément du *jus italicum*.

Tel est bien le sens que Zumpt donne à l'expression *libertus*. Ce qu'il paraît ne point avoir aperçu, c'est que les *civitates liberæ* étaient essentiellement des cités pérégrines, et que, par conséquent, elles ne pouvaient pas être *juris italici*. Sans doute, nous l'avons indiqué, Zumpt admet que le droit italique pouvait être donné à des cités pérégrines; mais il reconnaît qu'à l'époque classique les colonies romaines obtenaient seules ce privilège ⁽³⁾. Quand donc il prétend que la *libertas* était un élément du *jus italicum*, cela revient à dire qu'une *colonia juris italici* pouvait être en même temps une *civitas libera*, qu'elle pouvait être à la fois cité romaine et cité pérégrine. Je ne pense pas qu'il faille voir là une opinion réfléchie; l'auteur a employé, sans y prendre assez garde, le mot de *libertas*, et c'est cette expression qui l'a induit en erreur. La colonie est une ville essentiellement romaine; la cité libre, au contraire, est par essence en dehors de l'*imperium*

(1) Voy. *suprà*, p. 87 et suiv.

(2) Pline, *Epist.*, lib. X, tit. LVI : « *quum vellem Apamææ cognoscere publicos debitores, et redditum et impendia, responsum est mihi cupere quidem universos ut a me rationes coloniæ legerentur : nunquam tamen esse lectas ab ullo proconsulum; habuisse privilegium et vetustissimum morem arbitrio suo rempublicam administrare* » (édit. Lemaire, t. II, p. 162).

(3) Voy. *suprà*, p. 89, note 5.

romanum ; ce sont deux idées contradictoires qu'on essaierait en vain de concilier ⁽¹⁾.

(1) Cette contradiction avait certainement échappé à Zumpt ; il n'avait pas vu clairement que les *civitates liberæ* sont des cités pérégrines. S'il l'avait aperçu, il n'aurait pas manqué d'en tirer argument pour établir que des cités pérégrines pouvaient recevoir le droit italique. Voy. *suprà*, p. 87 et suiv. C'eût été un argument plus simple et bien plus fort que ceux dont il se sert (*suprà*, p. 86).

CHAPITRE V.

DISPARITION DU JUS ITALICUM.

I.

Toutes les concessions du *jus italicum* dont parlent les textes se placent à l'époque classique : les premières, nous l'avons indiqué, datent du règne d'Auguste, les dernières furent faites par Alexandre Sévère, qui mourut en l'an 235. Pendant cette période de deux siècles et demi, le sol de l'Italie se distingue nettement de celui des provinces : seul, il est susceptible de *dominium ex jure quiritium*, et seul exempt d'impôts. Le *jus italicum* a pour unique effet de faire disparaître cette double différence : la capacité quiritaire du sol et l'immunité en sont les deux éléments.

Cette opposition fondamentale entre l'Italie et les provinces, qui sert de base au *jus italicum*, et qu'il a pour objet de faire disparaître, s'atténua peu à peu et finit par s'effacer tout à fait.

Dès la seconde moitié du III^e siècle, toute différence cesse entre le *dominium ex jure quiritium* et la *proprietas* provinciale ; les deux mots se prennent l'un pour l'autre et perdent complètement la signification technique qu'ils avaient autrefois. Une constitution de l'empereur Gordien, de l'an 239, parle déjà de *dominium*, de *dominus* et de *rei vindicatio* pour un fonds provincial (1) ; et les

(1) Constit. 9 au Code de Justinien, liv. VIII, tit. 14 : « Si *dominium ejus possessionis, quæ pignori data esset, a debitrice domina ad te translatus est, eamque postea creditor vel ejus hæredes detinere cœperunt, vindicare eam potes, præside provinciæ curante.* »

fragments du Vatican, qui contiennent des textes de dates différentes, permettent de suivre, pour ainsi dire, la fusion en train de s'opérer (1). C'était chose accomplie dès l'an 291; et Justinien ne fit que consacrer une révolution depuis longtemps opérée, quand, deux siècles plus tard, il supprima la distinction (2). Ce n'était pas le *dominium* qui s'étendait aux provinces, c'était la *proprietas* qui s'étendait à l'Italie; le vieux domaine romain, national et formaliste, s'effaçait pour faire place à une propriété nouvelle, plus humaine et plus souple, accessible à toute personne, et pouvant exister sur tous les fonds quelconques.

L'immunité de l'Italie disparut bientôt à son tour. L'impôt provincial, nous l'avons indiqué, était une conséquence du domaine éminent de l'État sur le sol; la *proprietas* provinciale ne se distinguant plus du *dominium ex jure quiritium*, l'infériorité des provinces au point de vue de l'impôt ne se comprenait plus, et l'Italie perdit son privilège, qu'on ne pouvait étendre à toutes les provinces. C'est à la fin du III^e siècle qu'eut lieu ce changement. Lors du partage de l'Empire entre Dioclétien, Maximien, Constance et Galère (292), Maximien reçut dans son lot l'Italie et l'Afrique; or, l'Italie ne payait pas d'impôts (3), et les grandes villes d'Afrique, ayant reçu le *jus italicum*, jouissaient de l'immunité : pour avoir des recettes, Maximien décida de taxer l'Italie, et la soumit au *tributum*, c'est-à-dire à l'impôt provincial (4). Rome elle-même y fut enfin soumise sous Galère (5), et l'assimilation fut désormais complète entre l'Italie et les provinces. Le sens même

(1) La distinction est encore faite dans deux constitutions de Dioclétien, de l'année 286, qui forment les §§ 283 et 285; elle est tout à fait oubliée dans une autre constitution du même empereur, de l'année 291, qui forme le § 315, et dans une dernière constitution, non datée, mais qui est de Dioclétien, et qui forme le § 316. Dans ces deux textes, il est question du *dominium rei tributariæ*.

(2) Voy. la constit. unique au Code, liv. VII, tit. 25; et le § 40 aux Institutes liv. II, tit. 1 : « *Vocantur autem stipendiaria et tributaria prædia, quæ in provinciis sunt; inter quæ nec non et Italica prædia ex nostra constitutione nulla differentia est.* »

(3) L'Italie supportait seulement quelques impôts directs insignifiants, et se divisait, à ce point de vue, en deux parties : la *regio annonaria* et la *regio urbicaria*. — Voy. sur ce point, Villems, *Droit public romain*, p. 574 et suiv.; Marquardt, *Handbuch*, V, p. 224 et 225.

(4) Voy. sur ce *tributum*, Marquardt, *Handbuch*, V, p. 157 à 175. Il montre bien que c'est un impôt provincial, n'ayant rien de commun avec l'ancien *tributum civium romanorum* des premiers temps de la république.

(5) Lactance le dit formellement, et montre bien que ce *tributum*, imposé à

du mot *provincia* se modifia peu à peu : la province ne fut plus une terre conquise, payant à son vainqueur une rançon annuelle, ce fut une partie intégrante de l'Empire, une circonscription territoriale et administrative ; et l'impôt provincial perdit son vieux caractère de redevance, pour devenir un véritable impôt foncier, dans le sens moderne des mots. Rome, de son côté, ne fut plus la cité victorieuse, communiquant à l'Italie ses privilèges de souveraine ; elle fut simplement la capitale de l'Empire, et le chef-lieu de la préfecture d'Italie, puis perdit à la fin le titre même de capitale (330), qui passait à Constantinople.

Après ces changements, le *jus italicum* ne pouvait plus avoir les mêmes caractères qu'à l'époque classique. L'idée qui vient d'abord, c'est qu'il dut disparaître avec l'état de choses dont il était issu, et que les *civitates juris italicici* durent perdre leurs anciens privilèges, comme les cités italiques, tant au point de vue civil qu'au point de vue de l'impôt. La capacité quiritaire du sol disparaissait faute d'objet ; quant à l'immunité, il serait bien bizarre qu'elle se fût conservée dans des villes lointaines et de mince importance, comme les cités Liburniennes, comme Merida, Stobi ou Parium, alors qu'on l'enlevait non seulement à l'Italie, mais à Rome elle-même ; ajoutons que le droit italique, ainsi réduit à l'exemption d'impôts, se serait confondu avec l'immunité, qui eût produit plus simplement les mêmes résultats ; et remarquons enfin que les textes eux-mêmes distinguent soigneusement l'immunité du *jus italicum* : peut-on penser que le droit italique n'avait pas d'autre effet que l'exemption d'impôts, quand, à la fin du bas-empire, les compilateurs de Justinien séparent avec tant d'insistance la *civitas immunis* de la *civitas juris italicici* ? La réforme de Maximien dut entraîner, semble-t-il, la chute du *jus italicum* ; les concessions déjà faites devinrent en quelque sorte caduques, et aucune concession nouvelle ne fut accordée dans la suite (1).

Rome après l'avoir été aux provinces, n'était autre que l'impôt provincial. « *Quæ veteres adversus victos jure belli fecerant, ille adversus romanos romanisque subjectos facere ausus est* » (De morte persecut., XXIII). Cf. *ibid.*, XXVI.

(1) Sic, Spanheim, *Orbis romanus*, II, cap. 10 ; Baudi di Vesme, *Des impositions de la Gaule dans les derniers temps de l'Empire romain*, *Rev. hist. du droit*, VII, p. 372 ; Schwarz, *De jure italico*, § 12 et 14. Ce dernier auteur veut même préciser davantage ; et place sous Constantin la disparition du *jus italicum*. D'après les renseignements historiques que nous venons de résumer, c'est une date un peu tardive.

Cette opinion, si vraisemblable qu'elle paraisse, ne saurait être acceptée; les textes, en effet, la condamnent expressément. Les compilateurs du Digeste n'auraient pas consacré d'aussi longs développements au *jus italicum*, si les villes qui l'avaient reçu n'en tiraient plus aucun profit; on pourrait croire à une inadvertance s'il s'agissait seulement de courts fragments épars y faisant allusion, mais il s'agit d'un titre consacré tout entier au *jus italicum*, et qui n'a pu être mis au Digeste par simple étourderie. D'autre part, Constantinople reçut lors de sa fondation le *jus italicum*; et nous savons par les Codes qu'à trois reprises différentes les successeurs de Constantin confirmèrent ce privilège par des constitutions spéciales, avec une insistance qu'on ne s'expliquerait pas si le droit italique avait déjà disparu ⁽¹⁾. On sait enfin d'une façon certaine, que le droit italique, survivant même à l'Empire, avait encore effet dans les Gaules bien après l'invasion des barbares; les docteurs du xvi^e siècle rattachaient à ce droit l'origine du franc-alleu, et certaines provinces, au cours du xviii^e siècle, invoquaient d'anciennes concessions du *jus italicum* pour réclamer l'immunité ⁽²⁾.

Il faut donc reconnaître que le droit italique continua d'exister, même après l'assimilation de l'Italie et des provinces; il ne produisait plus aucun effet civil, mais il avait toujours les mêmes consé-

(1) Constit. 1, au Code Theod., liv. XIV, tit. XIII, des empereurs Valentinien, Valens et Gratien (année 368) : « *Italici juris auxilium arbitra æquitate renovamus. Concessi igitur gratia beneficii publicis actibus intimetur, et incisa tabulis debita solemnitate permaneat.* » — Cf. la constit. 1, au Code de Justinien, liv. XI, tit. XX, des empereurs Honorius et Théodose II (année 421) : « *Urbs Constantinopolitana non solum juris italici, sed etiam ipsius Romæ veteris prærogativa lactetur.* » Cette constitution reproduit la constit. 45 au Code Theod., liv. XVI, tit. II. — Tout est d'ailleurs assez obscur dans cette concession du *jus italicum* à Constantinople; le mot *renovare* signifie ou bien *confirmer* ou bien *rétablir*, et cela implique que Constantinople avait déjà le *jus italicum* en 368, ou bien qu'elle l'avait eu autrefois, puis l'avait perdu; Godefroy attribue d'une manière assez plausible cette disparition momentanée à la tyrannie de Procope, qui s'empara du pouvoir en 365, et chargea le peuple de lourds impôts. Voy. Gothofred., *Comment. in Cod. Theod.*, III, p. 122, col. 2. Quoi qu'il en soit, Constantinople avait reçu le *jus italicum* avant 368; elle l'avait eu dès sa fondation, ayant été faite de tous points l'égale de Rome. Mais alors comment pouvait-elle avoir le droit italique, c'est-à-dire l'exemption d'impôts, puisque Rome avait perdu sa franchise sous Galère, c'est-à-dire trente ans avant la fondation de Constantinople? — La constitution de 421 est plus obscure encore, et on ne voit pas ce que pouvait bien être cette *prærogative de l'ancienne Rome*, qu'obtint Constantinople avec le droit italique.

(2) *Infrà*, p. 110.

quences en matière d'impôts. Deux raisons justifient cette manière de voir : c'est d'abord la rubrique du titre *De censibus*, et le rapprochement fait partout dans ce titre entre l'*immunitas* et le *jus italicum*, tout cela marquant bien que notre privilège est d'espèce fiscale; c'est, en second lieu, la tradition constante des temps postérieurs, que j'ai notée déjà, et qui n'établissait aucune différence entre le droit italique et l'exemption d'impôts.

Quant aux trois objections reproduites plus haut, on les écarte sans peine. Que d'abord le *jus italicum*, ainsi réduit à l'exemption d'impôts, ait dû nécessairement disparaître, comme se confondant avec l'immunité, c'est une affirmation plutôt qu'un argument; les deux droits se confondent, mais peuvent cependant garder leurs anciens noms; et, s'il faut que l'un d'eux disparaisse, ce peut être l'*immunitas* tout aussi bien que le *jus italicum*; le nom même du droit italique, par les souvenirs qu'il rappelait, avait une valeur que n'avait pas l'*immunitas*, et qui devait le faire préférer.

On dit, en second lieu, que le droit italique devait se distinguer d'avec l'immunité, puisque les textes du Digeste séparent avec soin les *civitates immunes* des *civitates juris italicæ*. A cela je répondrai que les textes, sans doute, distinguent les deux droits, mais sans jamais les opposer l'un à l'autre, et sans dire nulle part que ces deux droits aient eu des effets différents. Deux concessions, distinctes à l'origine, le *jus italicum* et l'*immunitas*, ont fini par avoir un effet identique, l'exemption d'impôts; voulant énumérer les villes qui ont cette exemption, on indique à la fois celles qui sont exemptes parce qu'elles ont reçu le *jus italicum*, et celles qui le sont parce qu'elles ont reçu l'*immunitas*. Rien n'est plus naturel; et c'est bien, en effet, tout ce qu'indiquent les textes. Citons seulement le fragment 8, *principium* : « *In Lusitania Pacenses, sed et Emeritenses juris Italici sunt; idem jus Valentini et Illicitani habent; Barcinonenses quoque ibidem immunes sunt.* » N'est-il pas évident que les deux privilèges sont ici rapprochés, et la conjonction *quoque* n'indique-t-elle pas clairement qu'on les place sur la même ligne? Le fragment 8, § 7, et le fragment 4, § 6, semblent conçus dans le même sens ⁽¹⁾; ces textes font une distinction, ils ne font pas une opposition. Voyez, tout au contraire, comme s'expriment les textes, quand ils veulent marquer que deux villes

(1) Fragm. 8, § 7 : *Divus Vespasius Cæsarienses colonos fecit, non adjecto ut et juris italicæ essent; sed tributum his remisit capitibus; sed Divus Titus etiam solum immune factum interpretatus est.* — Fragm. 4, § 6 : *In Palæstina duæ fuerunt coloniæ, Cæsariensis et Ælia capitalina, sed neutra jus italicum habet*

n'ont pas la même condition; le fragment 1, § 3, en donne l'idée : *Est et Laodicensis colonia in Syria cœle, cui Divus Severus jus italicum ob belli civilis merita concessit. Ptolemæensium enim colonia, quæ inter Phœnicen et Palæstinam sita est, nihil præter nomen colonix habet.* Voilà l'opposition : d'un côté la *civitas juris italici*, de l'autre la simple colonie. Rien de pareil quand il s'agit d'*immunitas*; on distingue en principe l'*immunitas* du *jus italicum*, parce que les deux droits diffèrent historiquement, mais on les confond en pratique : la *civitas immunis* et la *civitas juris italici* sont dans la même situation, elles sont exemptes d'impôts.

La dernière objection, c'est qu'aucune cité *juris italici* ne pouvait conserver l'exemption d'impôts, puisque Rome elle-même perdait ce privilège. Cette objection n'a pas grande valeur. Maximien gouvernait à la fois l'Italie et l'Afrique; soumettant à l'impôt les cités italiques, il devait y soumettre en même temps les cités africaines *juris italici* : Carthage, Utique, Leptis Magna, ne pouvaient pas garder l'immunité qu'on enlevait à Rome. Mais la situation n'est plus du tout la même pour les autres parties de l'Empire; et on conçoit fort bien que l'exemption d'impôts, ôtée à l'Italie, ait été conservée par les *civitates juris italici* qui n'obéissaient pas aux lois de Maximien⁽¹⁾. Quant aux villes d'Afrique, on peut se demander ce que devint leur privilège après la réforme de Maximien; et tout permet de croire que ce privilège a cessé d'exister. Ces trois villes, d'abord, ne sont pas présentées au Digeste comme ayant actuellement le *jus italicum*; le texte ne dit pas pour elles, comme pour d'autres villes non situées en Afrique : *juris italici sunt*; il dit seulement : *in Africa Carthago, Utica, Leptis Magna, a Divis Severo et Antonino juris italici factæ sunt* ⁽²⁾; ce qui ne veut pas dire qu'elles aient gardé l'immunité depuis Maximien. Aussi bien les auteurs du Digeste ont-ils pu se tromper en copiant jusqu'au bout le passage de Paul. La division de l'Empire, qui avait provoqué la réforme de Maximien, dura fort peu de temps; quand l'unité fut rétablie, l'Italie resta soumise à l'impôt, ainsi que les trois cités africaines *juris italici*, toutes les autres cités *juris italici* demeurèrent exemptes. On conçoit bien alors que, deux siècles plus tard, les compilateurs de Justinien aient oublié ce détail dans l'énumération qu'ils donnaient des cités de droit italique; ils copient dans l'ouvrage de

(1) Voy. la liste dressée par Beaudouin, *loc. cit.*, VI, p. 685 et suiv.

(2) Fragm. 8, § 11, *De censibus*.

Paul la liste entière de ces villes, oubliant que le hasard d'un partage avait détruit le privilège des trois villes d'Afrique.

En résumé, l'assimilation de l'Italie et des provinces ne fit pas disparaître le *jus italicum*, qui continua de subsister jusqu'à la fin de l'Empire, dans la mesure où le nouvel état de choses lui permettait encore de sortir ses effets. Le *jus italicum* ne produit plus de conséquences civiles; mais il produit toujours les mêmes conséquences en matière fiscale ⁽¹⁾. Il faut noter seulement que l'expression même de *jus italicum* ne signifie plus rien, puisque le droit italique ne confère plus l'égalité avec l'Italie, mais donne un privilège que l'Italie ne possède plus.

II.

Nous n'avons point à rechercher ici quelle fut la destinée du *jus italicum* après l'époque de Justinien. Nous avons indiqué quelle place il occupait dans la vieille législation romaine, quelle place lui restait dans la législation nouvelle; il va désormais suivre, sans changer de nature, le sort des institutions romaines en général, et ce serait sortir du cadre de ce travail que d'étudier ici la survivance du droit romain, tant dans l'empire d'Orient que chez les peuples détachés de l'ancien empire d'Occident.

Je dois pourtant, en ce qui concerne la France, signaler certains textes curieux de nos anciens auteurs, où le droit italique est encore invoqué comme un privilège existant, et employé comme une arme contre les prétentions féodales des seigneurs ou de la couronne.

C'était, au xvi^e siècle, et c'est encore, de nos jours, une opinion généralement reçue, que la monarchie franque, établie dans les Gaules, ne fit pas disparaître le droit et les institutions que Rome

(1) Il produit les mêmes conséquences en ce sens qu'il exempte toujours du *tributum*; mais ce *tributum* a complètement changé de nature depuis l'époque classique. D'abord ce n'est plus un impôt provincial proprement dit, mais un véritable impôt foncier (*suprà*, p. 105). Et puis les expressions *tributum capitis* et *tributum soli* ont pris une signification toute nouvelle. Désormais, il y a trois classes de personnes au point de vue de l'impôt : 1^o les *possessores*, c'est-à-dire les propriétaires fonciers, qui paient le *tributum soli*; 2^o les *negociatores*, qui paient une sorte d'impôt sur le revenu ou de patente; 3^o les *coloni*, qui paient la *capitatio plebeia*. — Voy. Marquardt, *Handbuch*, II, p. 231 et suiv., et Mispoulet, *Instit. polit. des Romains*, II, p. 254 et 255.

avait données au pays, mais qu'elle en hérita plutôt, qu'elle les prit à son compte, et substitua seulement son autorité propre à celle des Romains. Les impôts, notamment, continuèrent d'être perçus sur les bases anciennes; « les registres des impôts existaient encore entre les mains des collecteurs impériaux; on n'avait besoin que de les ouvrir, ou plutôt il suffisait de ne pas les fermer, et c'est ce qui fut fait dès le règne de Clovis (1). » Les rois Francs étaient les ayant-cause de l'Empire, et comme subrogés à ses droits souverains.

D'autre part, on connaît l'idée traditionnelle qui place l'origine de la féodalité dans les empiètements des officiers royaux sur les prérogatives qu'ils étaient chargés d'exercer. « Sous les faibles successeurs de Charlemagne, dit Henrion de Pansey, un nouvel ordre de choses s'établit : ces ducs, ces comtes, ces marquis, préposés à l'administration des différents districts qui partageaient le royaume, parvinrent à rendre leurs offices héréditaires, et leurs gouvernements patrimoniaux; toutes les prérogatives dont ils jouissaient, tous les droits dont ils avaient la manutention, comme officiers du prince, ils se les approprièrent, et la couronne, ainsi dépouillée de tout ce qui lui appartenait, ne conserva sur eux d'autre marque de supériorité que le droit d'en exiger l'hommage et un serment de fidélité plus particulier. Ces officiers, de simples gouverneurs ainsi devenus feudataires et seigneurs de fiefs, exigèrent en cette qualité tous les droits, tous les impôts qui précédemment appartenaient à la couronne, et, dans le nombre de ces impôts, était le cens sur les terres; voilà donc cet impôt transformé en droit seigneurial, et le cens devenu un des attributs, un des droits ordinaires de la majeure partie des seigneurs du royaume et des plus grandes seigneuries (2). »

On sait, enfin, comment la féodalité se développa bientôt et prit corps. Aux redevances primitives, anciens impôts tombés dans le domaine privé, des redevances nouvelles s'ajoutèrent, imposées sur les terres qu'on jugeait à propos d'aliéner; la dépendance hiérarchique des héritages devint une règle de fait, puis un principe de droit : tout héritage doit payer les profits, si le propriétaire n'apporte pas la preuve de l'allodialité.

(1) Ad. Vuitry, *Études sur le régime financier de la France avant la Révolution*, p. 33.

(2) Henrion de Pansey, *Dissertations féodales*, v^o Allou, § 16.

La concession du *jus italicum* apparaît justement comme un des faits qu'on invoque pour établir l'allodialité d'un fonds. Le profit féodal est, aux yeux des feudistes, un ancien impôt de l'époque mérovingienne, et cet impôt lui-même n'est autre chose que l'impôt provincial, jadis levé par Rome, et passé, depuis lors, aux mains des rois barbares. Le seigneur, en un mot, réclame son profit comme succédant aux droits de l'Empire romain; et on peut opposer aux prétentions de ce seigneur toutes les causes de décharge qu'on pouvait invoquer contre l'Empire lui-même. Le *jus italicum*, qui conférait l'immunité à l'encontre du fisc, aura le même effet à l'encontre des revendications féodales.

Je ne veux point examiner ici la valeur de ces systèmes historiques, trop ambitieux sans doute et trop simples pour exprimer la vérité tout entière. Ardemment attaqués, ardemment défendus, ils jouissaient au *xvi^e* siècle d'un grand crédit, que vint accroître encore la renaissance brillante des études de droit romain. Les légistes d'alors, imbus d'idées romaines, instruits à la lecture du Digeste et des Codes, admirateurs enthousiastes d'un droit qu'ils avaient découvert, et dont la majestueuse unité frappait encore davantage, à côté du désordre confus de la vieille législation coutumière, — les légistes d'alors introduisirent partout la terminologie et les doctrines du droit romain; ils y rattachaient tout, et voulaient tout y trouver. « *Servi et census*, disait Cujas, *et alia innumera* « *prædiorum hominumque onera ex jure romano originem sump-* « *sisse testor, dum nec ad consuetudinum nostrarum jus eadem via* « *explicandum paro, qua reipublicæ romanæ vetus primum, deinde* « *novum jus aperui et disposui* ⁽¹⁾. » C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, qu'ils allèrent chercher de vieux textes romains sur l'*actio in rem utilis* donnée à l'emphytéote, pour en tirer la distinction féodale du domaine direct et du domaine utile.

Il se fit, de la sorte, tout un travail de rapprochement entre le droit féodal et la théorie romaine de la propriété. Si la tendance des esprits ne les eût pas portés vers le système historique dont j'ai parlé tout à l'heure, au moins le culte si fervent qu'ils vouaient au droit romain leur aurait fait chercher des locutions romaines, pour désigner les rapports nouveaux que le droit des fiefs créait entre les hommes. Des textes, par exemple, nomment l'alleu *mancipium* ⁽²⁾; l'alleu, propriété par excellence, complète, affranchie

(1) Cujas, édition de Naples (1758), col. 834 (tome II).

(2) Sigebert de Gemblours emploie le mot *mancipium* pour exprimer la con-

de toute suzeraineté féodale, n'était pas, en effet, sans quelque analogie avec le *dominium ex jure quiritium*, appelé *mancipium* dans le très-ancien droit, propriété parfaite, *optimo jure*, s'exerçant sur un fonds qui n'a point à payer l'impôt provincial. Ailleurs, on qualifie l'alleu de *res Mancipi*, sans doute parce que seul il fait l'objet d'une propriété exclusive, comme l'ancien fonds italique pouvait seul être l'objet du *dominium ex jure quiritium* ⁽¹⁾. L'alleu, c'est l'antique domaine sur un fonds italique; le fief ou la censive, c'est l'antique domaine du fonds provincial. Comment alors n'eût-on pas rapproché de l'allodialité le *jus italicum*, qui donnait justement au fonds provincial les caractères juridiques propres au fonds italique? Il y avait peut-être un rapport historique entre le *jus italicum* et l'allodialité; il y avait, au moins, entre ces deux idées, une certaine analogie, qu'on aperçut bien vite, et dont on fit grand usage dans la guerre du franc-alleu. Prouver qu'une province avait reçu le *jus italicum*, c'était rejeter pour elle l'application de la maxime *nulle terre sans seigneur*, et c'était la soustraire à la directe universelle prétendue partout par le roi ⁽²⁾. Rappro-

dition des propriétés allodiales du duc Brunon. Voy. *Chronique de Sigebert de Gemblours*, année 963, — dans le *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. VIII, p. 315.

(1) Voy. ci-dessous, le texte cité de Dominicy.

(2) Dominicy (*Prærogativa allodiorum in provinciis quæ jure scripto reguntur*, Paris, 1645, in-4^o) se demande si toute la Narbonnaise avait reçu le *jus italicum*, ou seulement les *Viennenses*; et il cite Jean Faber, d'après lequel toute la Gaule aurait reçu le *jus italicum*, « de sorte qu'il n'y aurait, dans le royaume de France, aucun *prædium tributarium* » (p. 19). Et il continue ainsi : « Jure italico igitur in totum donata fuit Provincia; ex quo concludendum prædia illius immunia fuisse, et optimo jure possessa, et colonis incolisque hereditario jure assignata; quod et de ipsa sermonem faciens innuere videtur Ausonius his versibus :

Fusa per immensum quondam Provincia regnum
Obtinuit multos dominandi jure colonos.

Neque enim hoc loco *dominandi jure* aptius interpretari fas est, quam hereditarium jure; cum heres et dominus idem sonent in libris nostris, et hereditaria loca pleno dominio, seu plena proprietate, possideantur. Ceterum, cum prædia provinciarum juris italici sint Mancipi, et eorum dominium pleno jure habeant possessores, et hæc in Mancipio nostro esse dicantur, quarum non tantum usum, sed proprietatem pleno jure habemus, ut ait Tullius lib. VII, epist. XXX. Quid hæc? nisi allodia, quæ et ideo Sigebertus vocat res Mancipi lib. III, cap. XX. Unde patet non eam fuisse conditionem Lugdunensium, Viennensium et Narbonensium, ut possessores essent, seu solam detentationem haberent, sicut ceteri provinciales; sed absolute rerum suarum essent domini,

chement un peu hardi, sans doute, dont Furgole indiquait le peu d'exactitude⁽¹⁾, mais grâce auquel, cependant, le droit italique resta chose vivante jusqu'à la veille même de la Révolution.

eorumque prædia jure optimo, jure hereditario, jure autoritatis, jure mancipi, vel, ut dixere postmodum Galli, in alodem possiderentur » (p. 20 et 21).

Cpr. Salvaing, *De l'usage des fiefs et autres droits seigneuriaux*, chap. 52 (Grenoble, 1731, in-f°, partie II, p. 2). Après avoir établi que Vienne avait le *jus italicum* et en quoi ce droit consistait, il ajoute : « De sorte qu'il doit être tenu pour constant que les fonds de la province Viennoise sont présumés absolument libres, non seulement en conséquence du droit naturel, mais aussi en conséquence de l'immunité que donnait le droit italique, d'où est procédé le franc-allevé de Dauphiné, qu'Humbert, dernier de nos anciens Dauphins, lui a voulu conserver par le transport qu'il a fait de ses États à nos rois, avec que la clause de garder à perpétuité toutes les libertez, franchises, privilèges, bons us et bonnes coutumes de Dauphiné. Par conséquent c'est à ceux qui prétendent quelque droit de cens ou d'hommage d'en établir la preuve, comme je ferai voir à la suite. »

Cpr. enfin, dans le même ordre d'idées, la conséquence curieuse que Basville rattache au *jus italicum* : « Ce qu'on peut donc dire de plus raisonnable sur l'origine de la convocation des États de cette province, c'est qu'ayant été sous les Romains du nombre des sept provinces qui jouissaient du droit italique, c'est-à-dire de l'exemption du paiement des tributs, et qui avaient accoutumé de s'assembler seulement pour offrir par leurs députés de cinq en cinq, de dix en dix, ou de vingt en vingt années, le vœu qu'ils faisaient pour la conservation de l'Empire et pour la santé de l'empereur : vœu qui fut ensuite accompagné d'offrandes volontaires de certaines sommes, appelées oblations ou octrois ; elle se maintint dans cette possession sous les Goths, et sous les comtes de Toulouse, et nos rois l'y ont volontiers maintenue, parce qu'ils ont ainsi plus facilement exigé les sommes que le Languedoc devait payer, pour supporter les charges de l'État. » *Mémoires pour servir à l'Histoire du Languedoc*, par B. (de Basville), intendant de cette province, — Amsterdam, 1734, in-12, p. 154.

(1) « Les auteurs ne sont pas d'accord si l'Aquitaine et le Languedoc étaient *juris italici*, c'est-à-dire exempts de tributs comme l'Italie, tandis que ces provinces étaient possédées par les Romains. Benedicti et Dominicy ont soutenu l'affirmative, Caseneuve et Autserre ont prétendu que ces provinces étaient tributaires des Romains ; mais, outre que M. de Basville soutient la première opinion, et attribue à cette exemption de tributs l'origine des États de la province de Languedoc, d'ailleurs cette discussion est indifférente ; car, que ces provinces fussent sujettes aux tributs, ou qu'elles en fussent exemptes, on n'en peut tirer aucun argument ni pour ni contre le franc-allevé. Et les auteurs qui ont fait dépendre le franc-allevé de ce point de fait, me paraissent n'avoir pas bien raisonné, parce que ces tributs n'ont jamais rien eu de commun avec les fiefs, ni avec la distinction d'entre le domaine utile avec le direct, qui est une suite du fief, et l'opposé du franc-allevé ; distinction qui n'a été introduite que lors de l'établissement des fiefs, inconnus aux Romains, et qui se sont formés longtemps après que les Romains ont cessé de dominer dans les Gaules, même plusieurs siècles après l'établissement de la monarchie française. Et l'on voit encore aujourd'hui, et depuis qu'on a introduit la distinction de l'allevé noble avec le

roturier : que les terres possédées en franc-allev roturier dans le Languedoc, et dans les autres pays où le franc-allev naturel n'est pas contesté, ne laissent pas de payer les tailles et autres impositions réelles, sans que l'allev ait souffert aucune atteinte, parce que le prince a le droit de les exiger à raison de souveraineté, et non à raison de quelque propriété qu'il ait sur les biens qui y sont sujets ; et quoique les possessions qui furent laissées aux anciens Gaulois après la conquête fussent assujetties aux tributs, selon l'opinion de certains auteurs, toutefois elles étaient franches de droits féodaux, qui étaient alors inconnus, et ils les possédaient en pleine propriété, comme nous l'avons montré ; ce qui prouve manifestement que l'assujettissement aux tributs ne peut rien conclure contre le franc-allev ». Furgole, *La seigneurie féodale universelle et le franc-allev naturel*, — Paris, 1767, in-12, p. 94 et 95.

DROIT FRANÇAIS.

LA TRANSFORMATION JURIDIQUE

DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

DANS LE DROIT INTERMÉDIAIRE.

INTRODUCTION.

I. L'histoire de la propriété foncière pendant la Révolution comprend deux parties bien distinctes, qu'on peut aisément séparer; l'une intéresse le droit public, l'autre le droit privé.

Au point de vue du droit public, la Révolution a opéré partout des mutations de propriété de la plus grande importance. Elle a, d'abord, transformé le domaine royal en domaine national; elle a, en second lieu, considérablement accru ce domaine national en confisquant les biens des émigrés, des condamnés et déportés pour cause de suspicion politique, surtout en supprimant les établissements de tout genre, clergé, fondations, maîtrises et jurandes, dont les richesses longuement accumulées firent retour à l'État; elle a, enfin, morcelé dans une très-large mesure les immenses domaines dont l'État se trouvait ainsi devenu propriétaire, non seulement par des ventes, mais encore par le moyen des assignats et des mandats territoriaux.

Les plus récents historiens de la Révolution française ont très-bien mis en lumière la longue série de ces faits; peut-être même ont-ils prêté plus d'importance qu'il ne convenait à ces réformes

agraires, oubliant quelque peu, et ne paraissant pas priser à leur juste valeur tant de réformes accomplies, non seulement en matière administrative et constitutionnelle, mais en matière aussi de droit privé, et, tout spécialement, en ce qui concerne le caractère juridique du droit de propriété foncière. M. Taine a écrit sur ce point quelques lignes célèbres, frappantes par leur laconisme, mais tout à fait excessives, souvent citées et souvent critiquées, qui ressemblent bien plus au paradoxe habile d'un polémiste qu'au jugement impartial d'un historien : « Quels que soient « les grands noms, dit-il, liberté, égalité, fraternité, dont la Révolution se décore, elle est par essence une translation de propriété ; en cela consiste son support intime, sa force permanente, « son moteur premier, et son sens historique⁽¹⁾ ». Léon Faucher avait déjà dit antérieurement : « Qu'est-ce, je vous prie, que la « Révolution française, sinon une transformation de la propriété « territoriale »⁽²⁾? Jugement incomplet, lui aussi, qui méconnaît les progrès politiques réalisés par la Révolution, mais dont l'expression moins étroite embrasse, avec les mutations de propriété, la transformation juridique du droit même de propriété foncière.

Cette transformation constitue la seconde des deux parties que nous avons distinguées dans l'histoire de la propriété foncière pendant la Révolution. Au point de vue du droit privé, deux réformes considérables doivent être signalées : la réforme hypothécaire, d'abord, que j'indique seulement d'un mot ; et, en second lieu, la réforme du régime foncier proprement dit, qu'on appelle communément l'abolition des droits féodaux, et qui fera l'objet de la présente étude.

II. Deux différences essentielles séparent le régime foncier moderne du régime antérieur à la Révolution.

Tout d'abord, la propriété foncière est conçue, de nos jours, comme normalement libre ; et la propriété se distingue nettement de la souveraineté. Le propriétaire est maître de sa chose comme il est maître de lui-même et de son travail, en vertu du droit naturel ; la propriété, c'est « la liberté faite visible »⁽³⁾. Et, si l'État perçoit l'impôt sur les biens-fonds, s'il établit sur ces biens-fonds

(1) H. Taine, *Les origines de la France contemporaine, La Révolution*, tome I, p. 386.

(2) Cité dans une étude de M. Valbert sur *Léon Faucher et sa correspondance*, dans la *Revue des deux mondes* du 1^{er} février 1888, p. 687.

(3) Fouillée, *L'idée moderne du droit en Allemagne, en Angleterre et en France*, p. 491.

certaines charges réelles d'utilité publique, s'il reconnaît l'existence de servitudes naturelles, et organise des servitudes légales, c'est comme souverain qu'il le fait, sans pouvoir invoquer aucun domaine éminent⁽¹⁾. Dans l'ancien droit, au contraire, la propriété foncière, bien loin d'être conçue comme normalement libre, est organisée suivant les données du régime seigneurial, qui implique une confusion complète entre la propriété et la souveraineté. Nulle terre sans seigneur, voilà la règle coutumière, qu'il faut traduire ainsi : on tient pour censuelle, c'est-à-dire pour soumise au cens en vertu d'une concession primitive du seigneur, toute portion du sol qui n'a pas été inféodée, c'est-à-dire donnée en fief, ou dont on ne peut établir l'allodialité. Tout propriétaire a donc au-dessus de lui un propriétaire supérieur, pour le compte duquel il détient la terre, en vertu d'une concession précaire et révocable; ce propriétaire supérieur détient lui-même pour le compte d'un autre, et ainsi de suite jusqu'au roi, qui est propriétaire et seigneur fiefteux de toutes les terres du royaume. Ce n'est plus le droit naturel et la liberté humaine qui servent de fondement à la propriété, c'est la concession, le bon plaisir d'un seigneur, et, en dernière analyse, le bon plaisir du roi; la propriété n'est plus un droit, mais une tolérance⁽²⁾. La couronne et l'alleu restent seuls en dehors de cette hiérarchie; encore s'y rattachent-ils au moins par les noms qu'ils reçoivent; tant la propriété dépendante était devenue le fait général, la propriété libre l'exception, tant était dominante la préoccupation des idées féodales. La couronne est une glèbe fictive, tenue de Dieu à charge de services, et que Dieu peut reprendre au monarque excommunié, comme tout suzerain peut exercer sa commise sur le fief d'un vassal félon. L'alleu est la terre tenue franchement de Dieu⁽³⁾, un franc-fief, dit-on parfois⁽⁴⁾, ou bien un fief du soleil⁽⁵⁾, comme si toute possession immobilière devait nécessairement être un fief.

A cette première différence s'en ajoute une seconde. Maître

(1) Cass., 23 juin 1857 (Dalloz, 1857, I, 233).

(2) Vous devez être persuadé, écrivait Louis XIV au Dauphin, que les rois ont naturellement la disposition pleine et entière de tous les biens qui sont possédés aussi bien par les gens d'Eglise que par les séculiers, pour en user en tout temps comme sages économes, c'est-à-dire suivant le bien général de l'État (*Œuvres de Louis XIV*, I, p. 57).

(3) Bouteiller, *Somme rurale*, édit. Charondas, Paris (1621), in-4°, p. 490.

(4) Voy. Sécrotan, *Essai sur la féodalité*, Lausanne (1858), p. 407.

(5) En allemand : « Sonnenlehn ». Voy. Garsonnet, *Histoire des locations perpétuelles*, p. 314; et Sécrotan, *op. laud.*, p. 423.

absolu de son fonds, le propriétaire, de nos jours, ne peut pas cependant démembre à son gré le droit dont il est investi, ni créer sur le fonds toute espèce de droits réels; la loi moderne, qui pousse au fractionnement matériel des héritages par le régime des successions, répugne au morcellement juridique du domaine. Un seul démembrement perpétuel de la propriété est admis par le Code civil, la servitude prédiale; on l'admet à raison des avantages particuliers qu'elle présente, la servitude prédiale ajoutant d'ordinaire plus de valeur au fonds dominant qu'elle n'en enlève au fonds servant ⁽¹⁾. Les autres démembrements du droit de propriété sont seulement des charges temporaires, et le législateur indique limitativement ceux qu'il permet d'établir : les droits de jouissance et l'hypothèque. Bien plus, ces droits réels, restreints quant à leur nombre, sont encore restreints quant à leurs éléments constitutifs. La théorie des droits réels est construite, avec une solidité toute romaine, à côté et en dehors de la théorie des droits de créance; le titulaire d'un *jus in re aliena* ne peut rien exiger du propriétaire de la *res*, sinon le respect de son droit. Principe essentiel, applicable à tous les droits réels, et dont le Code lui-même fait une application notable en matière de servitude. L'article 686 permet aux propriétaires « d'établir sur leurs propriétés ou en faveur de leurs propriétés, telle servitude que bon leur semble, pourvu néanmoins que les services établis ne soient imposés ni à la personne, ni en faveur de la personne, mais seulement à un fonds et pour un fonds ». A ce principe fondamental une seule dérogation est apportée par l'article 698, qui permet aux parties de stipuler que les ouvrages nécessaires pour user de la servitude ou pour la conserver resteront à la charge du propriétaire du fonds assujéti. Disposition exceptionnelle, spéciale aux servitudes, et qui laisse subsister toute entière la règle indiquée tout à l'heure : le nombre et la nature des droits réels sont fixés par la loi, sans qu'on puisse, par convention, créer des droits nouveaux non prévus par la loi, ou attribuer aux droits qu'elle autorise des caractères nouveaux qu'elle ne reconnaît pas.

A l'inverse du droit moderne, l'ancien droit entrave de toute manière le fractionnement matériel des héritages, au lieu qu'il autorise, au contraire, dans la plus large mesure le morcellement juridique du domaine ⁽²⁾. On peut grouper en deux classes les droits réels si

(1) Cauwès, *Précis du cours d'Economie politique*, II, p. 227.

(2) Ce morcellement est cependant entravé, à un point de vue particulier, par les règles relatives au démembrement des fiefs.

nombreux que la coutume consacrait avant 89. Ce sont d'abord les anciens droits réels admis par les Romains, et qui gardent encore, avec leurs noms traditionnels, les mêmes caractères qu'au temps de Justinien. Ce sont, ensuite, de nouveaux droits, créés sous l'influence des idées féodales, et qui sont de trois sortes : droits féodaux proprement dits, droits purement fonciers, et droits seigneuriaux.

Les droits proprement féodaux sont le produit immédiat de la hiérarchie des terres, que j'indiquais tout à l'heure comme étant la caractéristique de l'ancien régime foncier : domaine direct féodal ou censuel, domaine utile du vassal ou du censitaire, tels sont les quatre droits réels, véritables démembrements du droit de propriété, qui découlent de cette idée.

A côté d'eux se placent les droits purement fonciers, qui procèdent aussi, mais moins directement, de l'esprit féodal, et qui durent leur origine à des causes multiples. Quand un propriétaire, de nos jours, ne se sert pas lui-même de son fonds, il a, pour en tirer parti, deux moyens à sa disposition : il peut le vendre ou le louer. S'il le vend, il se dépouille de toute sa propriété, et acquiert en échange un simple droit de créance; s'il le loue, il demeure propriétaire, il devient seulement débiteur de la jouissance, en échange de la créance de loyer qu'il acquiert. On pouvait autrefois vendre ou louer comme aujourd'hui; mais les idées féodales, comme aussi certaines raisons économiques, devaient souvent détourner de le faire. Vendre, en effet, n'était pas chose aisée, quand l'acquéreur courait le risque de se voir évincé par l'exercice de l'un des deux retraits, lignager ou féodal, quand il fallait payer des droits de mutation souvent considérables pour toute aliénation de fief ou de censive, quand enfin le vendeur ne trouvait pas sans peine à faire emploi du prix, faute d'effets publics et de pouvoir prêter à intérêt. Le louage, d'autre part, répondait assez mal aux exigences du temps. On a dit, avec grande justesse, que le régime féodal était un régime d'exaltation du sol, consistant avant tout « dans une hiérarchie corrélative des personnes et des terres, avec subordination de la condition de la personne à la condition de la terre; il constituait comme une double chaîne, dont les anneaux correspondants seraient soudés l'un à l'autre (1). » Cette manière de voir devait détourner du louage, contrat purement créateur

(1) Chénou, *Les démembrements de la propriété foncière avant et après la Révolution*, Paris, 1881, p. 20.

d'obligations, et qui n'établissait aucun rapport direct entre le locataire et la chose louée, rompant ainsi cette corrélation qui devait exister entre la condition du sol et la condition personnelle de celui qui détenait le sol. On fut amené de la sorte à modifier la nature du louage, au moins dans les baux perpétuels et à longue durée, où on accorde au preneur un véritable droit réel. Puis on eut communément recours à de nouveaux contrats, dont le bail à rente est le type, contrats intermédiaires entre la vente et le louage, donnant, comme la vente, un droit réel au tenancier, laissant, comme le louage, un droit réel au bailleur; nouveaux démembrements de la propriété, domaine direct privé, domaine utile privé ⁽¹⁾, fort analogues aux droits proprement féodaux, et qui devaient encore s'en rapprocher davantage dans une nouvelle combinaison, le bail à rente seigneurial, ne différant du bail à cens que par des nuances de détail.

Restaient enfin les droits seigneuriaux, banalités, droits de justice, corvées, etc., qu'on regardait aussi comme des droits fonciers, susceptibles d'action en justice au pétitoire comme au possessoire ⁽²⁾. « La seigneurie, dit Loiseau dans un adage devenu classique, c'est de la puissance publique attachée à une terre, et tombée avec elle dans le domaine privé ⁽³⁾. »

Tous ces démembrements de la propriété, perpétuels et irrachetables comme la propriété elle-même, ne se distinguaient pas seulement par leur nombre des démembrements qu'admet le droit actuel; domaines directs et domaines utiles, sous leurs formes variées, sont bien des droits réels, mais ne le sont pas au sens que, suivant la tradition romaine, nous donnons à ces mots. Quelle qu'en soit, en effet, la qualification juridique, ce sont, en

(1) Les locations perpétuelles ou à longue durée, auxquelles il est fait ici allusion, n'opéraient pas toutes la division du domaine en domaine direct et domaine utile; il en était qui laissaient la propriété aux mains du bailleur, et transféraient au preneur un simple droit réel de jouissance; d'autres, au contraire, transféraient au preneur la propriété véritable, sous réserve seulement d'un droit réel de rente pour le bailleur. Telle était cependant l'influence des idées féodales, qu'on appelait *directe privée* le droit réel du bailleur à rente, bien que le droit du preneur fût un véritable droit de propriété, et non un domaine utile; d'autre part, on confondait parfois le droit réel de jouissance appartenant au preneur avec un domaine utile. Voy. *infra*, chapitre III, section IV.

(2) Pothier, *Traité de la possession*, nos 38 et 91.

(3) « La seigneurie, dit-il encore, c'est de la puissance en propriété ». (*Traité des seigneuries*, chap. I, § 25.)

fait, de vrais droits de créance, puisqu'ils ont pour objet des prestations à effectuer ou des services à rendre de personne à personne. Si on en faisait des droits réels, c'est qu'on les percevait et qu'on les payait à raison de la terre : la terre en est créancière ou débitrice ; celui qui les recouvrait ou les acquittait n'agissait pas en vertu d'un droit proprement personnel, mais comme détenteur et comme ministre de la terre⁽¹⁾ : la condition des personnes était toujours liée et subordonnée à la condition des terres. Nos vieux auteurs coutumiers ignorèrent longtemps la distinction si nette que nous établissons aujourd'hui entre les droits réels et les droits de créance⁽²⁾ ; c'est seulement au Digeste qu'ils la retrouvèrent, lors de la renaissance des études de droit romain, et ils n'en firent l'application précise qu'aux droits réels d'origine romaine, les servitudes personnelles et prédiales. Quant aux démembrements de la propriété nés du régime féodal et du droit coutumier, l'élément réel et l'élément personnel y furent toujours très-mêlés. Le droit réel n'était plus seulement le droit portant directement sur un fonds, et permettant d'en user ou d'en jouir d'une certaine manière ; tout droit qui s'appliquait à un héritage était un droit réel du moment qu'il s'attachait principalement à la terre, dût-il réagir sur la personne même qui détenait cette terre ; une seule chose suffisait pour qu'un droit fût réel, c'était qu'il pût suivre partout l'immeuble entre toutes les mains. Sous l'empire de cette idée, on transformait sans peine en droits réels fonciers des redevances, des corvées et autres charges, qui se manifestaient pourtant sous la forme d'obligations personnelles⁽³⁾.

(1) « Le vassal et censier, dit Loiseau, doivent quelques redevances personnelles à leur seigneur direct, mais ce n'est pas de leur chef, mais à cause de leur terre, qui, étant inanimée, ne peut rendre le devoir dont elle est chargée sans l'entremise du détenteur d'icelle, qui aussi se peut exempter de ce devoir en quittant la terre ; ce qui ne se ferait pas, s'il était deu directement par la personne » (*Traité des seigneuries*, chap. I, § 84).

(2) Voy. sur ce point, Chénon, *op. laud.*, p. 18. Beaumanoir, par exemple (*Coutumes du comté de Clermont en Beauvoisis*, VI, 32), qualifiait inexactement les actions immobilières, mobilières et mixtes de demandes réelles, personnelles et mêlées. Cent ans plus tard, à la fin du XIV^e siècle, Jacques d'Ableiges s'exprime de la même manière dans le Grand Coutumier (II, 10, édit. de MM. Laboulaye et Dareste, Paris, 1868, in-8°, p. 202). Il semble même ne pas connaître le sens des expressions *jus in re* et *jus ad rem*. Le *jus in re*, pour lui, c'est la propriété seule ; le *jus ad rem*, c'est l'usufruit et tout autre droit réel portant sur la chose d'autrui, c'est-à-dire un *jus in re aliena* (*Grand Cout.*, II, 5, *ibid.*, p. 195).

(3) Chénon, *op. laud.*, p. 19. Ces droits réels fonciers constituaient en

Telles sont, en résumé, les différences capitales qui séparent le régime foncier moderne du régime antérieur à la Révolution. Propriété libre, droits réels en nombre limité et nettement distincts des droits de créance : voilà le régime moderne ; propriété féodale, droits réels nombreux et souvent mélangés d'éléments personnels : voilà le régime ancien. La transition de l'un à l'autre n'a pas été graduelle et lente, mais brusque et rapide. En dépit de nombreux changements, qui préparaient la réforme sans l'accomplir, la propriété foncière avait gardé jusqu'en 1789 les caractères essentiels dont nous parlions tout à l'heure, et dont nous devons étudier la transformation dans la période intermédiaire.

quelque sorte des *obligations réelles*. C'est l'expression dont se servent aujourd'hui certains auteurs pour désigner l'obligation d'entretenir mise à la charge du propriétaire du fonds assujetti, conformément à l'article 698. — Voy. Aubry et Rau, *Droit civil français*, tome III, p. 90 ; Demolombe, *Traité des servitudes*, tome II, p. 383. Les articles 651 et 1370-3° du Code civil emploient des expressions absolument analogues à propos des servitudes légales de voisinage.

CHAPITRE PREMIER.

LES ORIGINES DE LA TRANSFORMATION.

I.

« Une chose, a dit Tocqueville, surprend au premier abord :
 « la Révolution, dont l'objet propre était d'abolir partout le reste
 « des institutions du moyen-âge, n'a pas éclaté dans les contrées
 « où ces institutions, mieux conservées, faisaient le plus sentir
 « au peuple leur gêne et leur rigueur, mais au contraire dans
 « celles où elles le lui faisaient sentir le moins ; de telle sorte que
 « leur joug a paru le plus insupportable là où il était, en réalité,
 « le moins lourd (1). »

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, en effet, le régime féodal avait gardé presque partout en Europe sa primitive rigueur ; le servage était encore la condition ordinaire des populations rurales de l'Allemagne, et les seigneurs anglais, s'ils n'avaient plus de serfs, continuaient d'exercer toutes les prérogatives d'un véritable gouvernement local sur les nombreux tenanciers de leurs immenses domaines. Depuis longtemps, au contraire, la féodalité n'existait plus en France ; elle restait bien toujours la plus grande des institutions civiles et comme leur base commune, mais elle avait cessé d'être une institution politique. Et, pourtant, c'est en France que le régime féodal avait soulevé les haines les plus violentes et les plus anciennes. Ce régime, qu'on tolérât ailleurs dans toute sa dureté, ne paraissait nulle part si incommode et si

(1) Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution*, 2^e édition, p. 57.

révoltant que dans le pays même où il s'était plus que partout altéré, où il avait, plus que partout, dépouillé sa rudesse, et vu restreindre son domaine; plus il était réduit, plus il était détesté, et on peut dire en toute vérité qu'en détruisant une partie des institutions féodales, on avait rendu cent fois plus odieux ce qu'on en laissait. Conséquence singulière, que Tocqueville avait grande raison de noter, et dont on peut aisément rendre compte.

Deux motifs expliquent l'aversion plus vive qu'ailleurs qu'on ressentait en France pour le régime féodal pendant les derniers siècles de l'ancienne monarchie : d'une part, ce régime avait perdu depuis longtemps toute sa raison d'être, et n'était plus qu'une charge aussi pesante qu'inutile pour les personnes et pour le sol; d'autre part, on en avait déjà secoué plus qu'à moitié le joug, et ce premier progrès fait vers l'indépendance augmentait le désir qu'on éprouvait partout de se débarrasser des dernières entraves. Aucun de ces motifs n'existait, au contraire, dans les autres pays; on y oubliait plus volontiers les inconvénients d'un régime qui rendait des services en même temps qu'il imposait des charges, et on songeait d'autant moins à en demander la réforme que jamais on n'avait essayé d'en énerver l'action.

Il ne saurait être question de rappeler ici sous l'influence de quelles nécessités historiques la féodalité prit naissance; il suffira de remarquer que ce régime nouveau fut le premier gouvernement régulier qui s'établit en Gaule après la chute de la domination romaine, et les fâcheuses conséquences qu'il put avoir dans la suite ne doivent pas faire méconnaître les avantages qu'il eut à l'origine. Durant cette longue période de guerres et de pillages, qui commence avec la chute de l'empire d'Occident, et dont il est fort malaisé de bien fixer le terme, tout se dissout en Gaule : à la population gallo-romaine, réduite sur beaucoup de points en servitude, se superpose et se mélange toute une population nouvelle de barbares, établis en vainqueurs à la suite de l'invasion, et qui tantôt demeurent définitivement maîtres du sol, tantôt sont repoussés par un retour offensif de ceux qu'ils ont vaincus, ou remplacés par de nouveaux envahisseurs; l'administration donnée par Rome au pays manque désormais de base, puisque l'autorité centrale fait défaut, et n'est plus qu'un instrument de règne aux mains des nouveaux maîtres; enfin, à la législation romaine, mêlée déjà de coutumes locales et de vieux droit celtique viennent se mêler toutes encore des coutumes nouvelles introduites par les barbares, lois disparates et contestées, sans pouvoir véritable, et toujours

inférieures à la loi du plus fort, seule maîtresse partout. C'est au milieu de ce chaos que le régime féodal vint, en s'établissant, introduire un peu d'ordre, et la première ébauche d'une organisation régulière dont le principe premier fut le besoin de protection de l'individu isolé. Menacé chaque jour et de toute manière dans sa sécurité, l'habitant des campagnes prit bientôt le parti de recommander sa personne et ses biens à un voisin puissant qui eût la force de les défendre, fût-ce en les confisquant; on lui livrait la liberté pour conserver la vie grâce à sa protection; on lui livrait ce qu'on avait de biens, pour qu'il en assurât, grâce à sa protection, la jouissance précaire. Une espèce de cristallisation s'opéra de la sorte au sein de cette masse flottante : l'homme le plus puissant, celui qui avait une petite armée, des retraites assurées en cas de péril, celui-là attirait des soldats dans sa clientèle, des paysans dans sa dépendance, des villages entiers dans sa tutelle ⁽¹⁾ : le régime seigneurial était établi.

La monarchie carolingienne fit un violent effort pour relever la puissance royale, pour faire revivre après trois siècles la vieille centralisation romaine, et restaurer à son profit le pouvoir impérial. Mais cette tentative, importante à noter quand on veut faire l'histoire des progrès de la royauté, ne présente pas d'intérêt en ce qui concerne l'histoire de la propriété foncière. Charlemagne, en effet, avant de ressaisir directement l'autorité, n'eut pas d'abord d'autre dessein que de soumettre à son obéissance les titulaires de bénéfices et les puissants chefs de bande, qui déjà constituaient autour de leur personne comme une première ébauche de clientèle féodale; loin d'attaquer leur pouvoir, il voulait au contraire le conserver et le régler pour le soumettre au sien, sans modifier en aucune manière les rapports existant entre les chefs locaux et les manants du plat pays. L'entreprise, d'ailleurs, qui parut près d'aboutir sous le règne de Charlemagne, échoua bientôt après sa mort d'une façon complète. Ce fut alors seulement que s'établit la féodalité; mais elle avait son origine dans les premiers essais de groupement local qui suivirent de près l'établissement des barbares, et qui donnèrent au pays une apparence de gouvernement, pour la première fois depuis les invasions.

Ainsi formée pour réprimer le désordre et maintenir la paix, la féodalité s'organisa bientôt et prit corps. Grâce à elle, « le paysan est à l'abri; on ne le tuera plus, on ne l'emmènera plus captif

(1) Flach, *Les origines de l'ancienne France*, I, p. 129.

avec sa famille, par troupeaux, la fourche au cou. Il ose labourer, semer, espérer en sa récolte; en cas de danger, il sait qu'il trouvera un asile pour lui, pour ses grains et pour ses bestiaux, dans l'enclos de palissades au pied de la forteresse. Par degrés, entre le chef militaire du donjon et les anciens colons de la campagne ouverte, la nécessité établit un contrat tacite qui devient une coutume respectée. Ils travaillent pour lui, cultivent ses terres, font ses charrois, lui payent des redevances, tant par maison, tant par tête de bétail, tant pour hériter ou vendre : il faut bien qu'il nourrisse sa troupe⁽¹⁾. » On se résigne à tout pourvu qu'on ait quelque sécurité; qu'importe l'abandon de la terre au seigneur, puisqu'elle serait inhabitable sans lui? Qu'importe le servage à qui serait esclave ailleurs s'il n'était serf ici?

Aussi bien, ce régime nouveau cadrait à merveille avec les idées mêmes de ceux dont il faisait des seigneurs. C'étaient, pour la plupart, des descendants de guerriers francs; il était contre leur nature de se plier à l'état de sujets d'une puissance publique, et il leur répugnait également de se considérer comme de simples officiers révocables de cette puissance. Dès l'époque de la conquête, ils émirent la prétention de posséder pleinement et héréditairement tout ce que les rois conféraient, soit en bénéfices territoriaux, soit en dignités politiques; ils tendirent à ne voir, dans leur position sociale à tous les degrés, qu'un partage des fruits de la conquête; ils voulurent être à la fois propriétaires et souverains dans leur domaine, et prétendirent que leur lot, quel qu'il fût, terres, bénéfices, dignités, devînt immuable, sous la seule condition de foi et hommage envers le chef suprême des conquérants⁽²⁾. Le patronage, qu'on cherchait auprès d'eux, ils l'auraient donc imposé par la force, s'il ne leur eût été demandé par besoin; et ceux qui ne l'imploreraient pas devaient souvent le subir : c'était la faiblesse du pouvoir royal qui portait les manants à se recommander, et c'était la faiblesse aussi de ce pouvoir qui permettait aux seigneurs de satisfaire librement autour d'eux leurs ambitions.

La féodalité, d'ailleurs, en se développant davantage, accrût encore le besoin du groupement local, et de la protection des faibles par les forts. Les luttes perpétuelles, tant des seigneurs entre eux que des seigneurs contre le roi, exposaient les vilains à des dangers de chaque jour que la tutelle seigneuriale pouvait seule écarter; la

(1) Taine, *Les origines de la France contemporaine, L'ancien régime*, p. 11.

(2) Augustin Thierry, *Considérations sur l'histoire de France*, édit. in-8° de Furne et Jouvot, p. 143.

vie des hommes n'était sauve, la culture des terres n'était possible qu'à ce prix, et le régime féodal entretenait ainsi, par son existence même, cet état séditieux et troublé qu'il avait eu pour raison d'être et pour mission de faire disparaître.

Dans cet état des choses, on supportait sans la maudire l'autorité seigneuriale. « La forme dans laquelle s'enserme alors la société humaine est construite sous les exigences du danger incessant et proche, en vue de la défense locale, par la subordination de tous les intérêts au besoin de vivre, de façon à sauvegarder le sol en attachant au sol, par la propriété et la jouissance, une troupe de braves sous un brave chef..... On vit sous la main rude gantée de fer qui vous rudoie, mais qui vous protège⁽¹⁾ ».

Tout cela bientôt changea de face. L'autorité royale, aux dépens de laquelle s'était jadis formée la féodalité, entra en lutte avec elle, la combattit longtemps avec acharnement, et eut enfin l'avantage. L'opinion populaire était, dans cette lutte, avec la royauté; le vilain, qui demandait jadis la protection des seigneurs, manquait maintenant de patience devant les exigences toujours croissantes de ses maîtres; ceux-ci, d'ailleurs, ne le protégeaient plus que contre des dangers dont ils étaient eux-mêmes les auteurs, puisque leurs guerres privées troublaient seules désormais d'une façon sérieuse la sécurité des campagnes. Ces guerres privées elles-mêmes finirent par s'éteindre, sous l'influence persévérante des rois, à peu près à l'époque où la transformation des armées royales et la création des milices permanentes achevaient de faire disparaître le service d'host⁽²⁾, frappant ainsi dans sa fonction capitale tout l'organisme féodal. Le service de cour disparut vite aussi; l'établissement des justices royales et la volonté du prince avaient amené les seigneurs à remplacer dans leurs justices les hommes d'épée par des hommes de loi, plus aptes à comprendre le droit, qui se compliquait de jour en jour. D'ailleurs ce service n'était guère qu'une suite du service d'host lui-même, et devait tomber avec lui; sorte de cour martiale ou de conseil de guerre, la cour des vassaux ne devait pas survivre à l'armée des vassaux. « La société féodale, a dit ingénieusement M. Taine, est une gen-

(1) Taine, *op. laud.*, p. 33, p. 12.

(2) Édit d'Orléans du 2 novembre 1439; dans Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, tome IX, p. 57 à 70. A la fin du XIII^e siècle, Beaumanoir et les *Établissements de saint Louis* parlent encore du service militaire féodal (Voy. notamment *Etab. de saint Louis*, liv. I, chap. 61); mais les auteurs du XV^e siècle n'en parlent plus.

darmerie à demeure, où, de père en fils, on est gendarme; chacun y naît avec son grade héréditaire, son poste local, sa solde en biens-fonds, avec la certitude de n'être jamais abandonné par son chef, avec l'obligation de se faire tuer au besoin pour son chef. En ce temps de guerre permanente, un seul régime est bon, celui d'une compagnie devant l'ennemi, et tel est le régime féodal ⁽¹⁾ ». Que pouvait devenir un semblable régime, quand il avait perdu toute action militaire?

L'idée qui vient d'abord, c'est qu'il dut disparaître avec l'état de choses dont il était issu. Il se maintint pourtant; et l'on peut indiquer trois raisons principales de cette survivance.

Il faut, en premier lieu, remarquer avec soin que ce renversement du régime féodal par la royauté ne fut pas l'œuvre d'un seul jour; la lutte commença sous le règne de Louis VI, dans les premières années du XII^e siècle, et ne fut guère achevée qu'au milieu du XV^e; les compagnies d'ordonnance furent instituées par Charles VII en 1439 et 1445 ⁽²⁾. Pendant cet intervalle de trois siècles et demi, les progrès furent lents, et les changements insensibles; l'histoire de la révolution communale, celle des grands-baillis, celle enfin de l'appel, avec leurs revirements et leurs vicissitudes, montrent assez à travers quelles peines et par combien de transitions on atteignit le but; les réformes elles-mêmes de Charles VII, plus rapidement opérées, ne ruinèrent pas sur-le-champ les armées féodales. La féodalité ne disparut donc pas tout d'un coup; transformée peu à peu, elle ne céda que pied à pied le terrain qu'elle perdit, et put, à chaque époque, s'adapter en se modifiant à sa nouvelle condition; elle finit ainsi, mais insensiblement, par n'être plus qu'une simple institution civile, sans que jamais il ait été ni pu être question d'une suppression radicale.

Une seconde raison s'ajoutait à celle-là : l'intérêt des vassaux, comme celui des seigneurs, les engageait à conserver ce qui restait du système des fiefs, sans rien chercher à détruire. Les vassaux, en effet, ne voulaient pas rendre leurs fiefs, devenus depuis si longtemps patrimoniaux, ni les tenanciers leurs censives; et les seigneurs, de leur côté, ne voulaient pas abandonner les droits honorifiques et utiles dont ils étaient investis. La situation

(1) Taine, *op. laud.*, p. 40.

(2) En 1439, il nstitua la cavalerie des gens d'armes, qu'on a plus particulièrement appelées *compagnies d'ordonnance*; et, en 1445, l'infanterie des francs-archers ou francs-taupins.

n'aurait pu être liquidée que par un rachat conventionnel, auquel nulle part on n'eut recours, car la hiérarchie des terres et des personnes apparaissait encore comme trop nécessaire et trop bien établie pour qu'on eût la pensée d'y changer quelque chose. L'eût-on voulu, d'ailleurs, que les principes féodaux y auraient mis obstacle, puisqu'ils ne permettaient au vassal d'abrégier son fief qu'avec le consentement de tous les seigneurs superposés jusqu'au roi. Pour surmonter cet obstacle, il aurait fallu qu'un plus urgent besoin se fût senti d'opérer la réforme, ou que la royauté, prévoyant et prévenant les embarras à venir, prît elle-même l'initiative de faire disparaître la féodalité civile, comme un mauvais limon de la féodalité politique.

Or, le pouvoir royal resta dans l'inaction; et ce fut la troisième des raisons pour lesquelles la féodalité continua d'exister comme institution civile, après avoir cessé d'être une institution politique. Tant que la royauté vit dans le régime féodal un ennemi dangereux qui lui portait ombrage, elle le combattit avec ardeur, et écouta volontiers les doléances qui s'élevaient contre les exactions seigneuriales; mais quand elle fut victorieuse, quand elle eut ressaisi toutes les prérogatives de la souveraineté et mis son adversaire hors d'état de lui nuire, elle ne s'avisa point que le régime féodal pût encore nuire à d'autres; elle vit d'un œil favorable cette noblesse réduite à l'impuissance politique, elle ne prit pas garde qu'une féodalité purement civile et sans office dans l'État deviendrait tôt ou tard un danger économique et social, elle ne sut pas enfin préparer sagement une réforme qui pût donner satisfaction à tous les intérêts en présence.

La féodalité survécut donc en quelque sorte à elle-même. Elle cessa d'avoir aucune attribution politique, mais elle continua de produire les conséquences qu'elle avait entraînées en matière civile, soit dans le droit des personnes, soit dans celui des biens; la propriété foncière, en particulier, garda les caractères qu'elle avait revêtus sous l'influence des idées féodales, et j'ai rappelé déjà par quels traits essentiels ces caractères se distinguaient des caractères actuels de la propriété. Cette révolution, lentement opérée, ne tarda pas à modifier les sentiments qu'inspirait aux campagnes la féodalité. Dès la période précédente, de grands abus s'étaient produits, suivis de plaintes répétées, car le gouvernement des seigneurs, s'il écartait bien des dangers, causait aussi bien des maux; aux exactions seigneuriales, qui ne s'arrêtèrent pas, vint désormais se joindre un abus permanent, qui fut l'exercice

même des droits seigneuriaux. On avait supporté pendant longtemps ces droits en considération des services que rendaient en échange ceux qui les percevaient; c'était la solde en biens-fonds de cette gendarmerie à demeure dont parle M. Taine. Mais, quand la royauté eut repris possession de ses prérogatives souveraines, quand elle rendit elle-même et qu'elle se fit payer à son tour les services publics rendus pendant un temps par les seigneurs de fiefs, l'habitant des campagnes trouva la charge trop lourde; « les attributs de la souveraineté, a fort bien dit un auteur, étaient passés peu à peu des seigneurs à la puissance publique, qui, elle-même, faisait payer sa protection au peuple par des impôts que les nobles n'acquittaient pas : le peuple continuait donc à payer aux seigneurs des services que ceux-ci ne rendaient plus, et payaient en même temps à la royauté les mêmes services, dont les seigneurs, de leur côté, profitaient sans les payer (1). » Peu importait alors que les droits féodaux eussent eu dans le passé leur légitimité, puisqu'ils étaient dorénavant sans raison d'être, et c'est bien le cas de dire que ce qui les justifiait en droit était précisément ce qui les condamnait en équité; « quand la souveraineté se transforme en sinécure, elle devient lourde sans rester utile, et, quand elle est lourde sans être utile, on la jette à bas (2) ».

II.

Pendant que la désuétude des services enlevait ainsi aux droits seigneuriaux leur raison d'exister, une autre révolution s'opérait peu à peu : celle qui tendait à faire passer la propriété du seigneur au vassal ou au censitaire. De même que la première, elle devait aboutir à marquer l'illégitimité des droits féodaux, et à démontrer la nécessité d'en opérer la liquidation.

Considéré d'abord comme détenteur précaire de la chose d'autrui, le vassal ou le censitaire devint, avec le temps, le maître de son fonds; il pouvait en disposer soit entre-vifs soit à cause de mort, mais il n'avait encore sur ce fonds qu'un droit subordonné, un domaine inférieur, la vraie propriété restant toujours aux mains du seigneur. Avec le temps, ce domaine inférieur se consolide, revêt de plus en plus le caractère de la propriété véritable,

(1) Paul Janet, *Les origines du socialisme contemporain*, p. 9 et 10.

(2) Taine, *op. laud.*, p. 76.

avec laquelle il se confond enfin, le domaine éminent du seigneur n'étant plus désormais qu'un droit réel de rente, grevant la chose aux mains du vrai propriétaire, vassal ou censitaire. Un dernier pas restait encore à franchir; il fallait libérer ce domaine inférieur, devenu vrai domaine, mais qu'enserrait encore de ses mailles étroites le réseau compliqué des redevances seigneuriales et des nombreux droits réels créés sous l'influence des idées féodales. Cette libération sera l'œuvre de l'Assemblée constituante, de la Législative et de la Convention; elle apparaît ainsi comme le dénouement d'une longue évolution, dont le premier acte avait été l'hérédité des bénéfices, consacrée par l'usage et par divers contrats ou traités, du ^x^e siècle au début du ^{xii}^e (1).

Dès que cette hérédité fut passée dans les mœurs, le fief et la censive étant considérés comme des biens, les juristes songèrent à les faire rentrer dans les catégories juridiques usitées quant aux biens. L'analyse doctrinale suivit les faits pas à pas, et peu à peu se modifia, à mesure que les rapports entre le seigneur et le vassal ou censitaire s'altéraient et changeaient de nature; de sorte que, du bénéfice héréditaire à la propriété libérée du droit intermédiaire, on peut relever toute une longue série de conceptions juridiques, qui se succèdent logiquement, et qu'il faut rappeler ici comme l'antécédent des réformes accomplies par la Révolution.

Dans une première conception, le droit du vassal ou du censitaire est qualifié droit d'usufruit, conception visiblement voisine du temps où le bénéfice était encore viager, où les droits du vassal et du censitaire n'étaient pas nettement reconnus; on la retrouve encore aux *Libri feudorum*, qui qualifient le fief de *possessio*, d'*ususfructus*, de *potestas utiliter agendi* (2); Cujas dira de même : « *Feudum est jus fundo alieno utendi fruendi* » (3).

Dès le ^{xiv}^e siècle, une autre idée se fait jour : le fief et la censive sont désormais héréditaires et stables; ils ne font plus retour au seigneur à la mort du vassal ou du censitaire; ils ne sont plus liés à la personne, et on peut les considérer à un point de vue purement réel. On regarde la partie concédée du fonds comme devant certains services à la partie qu'a gardée le seigneur, ou *terra indominicata*; le fief et la censive ne sont donc plus des

(1) Voy. sur cette hérédité des bénéfices, et sur la date où elle fut établie, Viollet, *Précis de l'histoire du droit français*, p. 541 à 543.

(2) *Libri feudorum*, II, 8, 23, 43. — Voy. aussi les textes cités par Viollet, *op. laud.*, p. 541, note 5.

(3) Cujas, *De feudis*, liv. I, *proem.*, dans ses *Opera priora*, II, p. 593.

fonds grevés d'un droit réel de jouissance, mais bien des fonds servants, liés à des fonds dominants par un lien de servitude. On trouve l'indication de cette idée dans Dumoulin et dans Brodeau⁽¹⁾; et cet emprunt fait à la théorie des servitudes prédiales donne aux relations des deux fonds un caractère de perpétuité que la théorie ancienne ne présentait pas, la servitude prédiale étant, à la différence des droits de jouissance, non pas un simple droit réel temporaire, mais un démembrement véritable de la propriété, c'est-à-dire un droit perpétuel.

Ces deux conceptions différentes, usufruit ou servitude, avaient ce caractère commun qu'elles maintenaient l'une et l'autre l'unité du domaine; ce domaine n'était encore démembré, du moins, que dans la mesure où il aurait pu l'être à Rome, et dans les formes romaines : dans la première conception, le seigneur conservait tout son droit, et en abandonnait seulement la jouissance; dans la seconde, il aliénait une portion du fonds, en stipulant un droit de servitude au profit de la portion qu'il gardait. Mais, à partir du ^{xv}^e siècle, l'unité du domaine ne tarde pas à disparaître. En détachant un bien de sa seigneurie pour en faire un fief ou une censive, le seigneur, dans les idées nouvelles, crée une propriété distincte de la sienne; le vassal ou le censitaire a désormais un domaine propre, mais qui n'est plus, comme jadis, un véritable droit de propriété grevé seulement de servitude⁽²⁾ : c'est un domaine inférieur et restreint, qui coexiste avec le domaine supérieur et plus parfait du seigneur. L'inféodation et l'accensement démem-

(1) Dumoulin, lib. *De feudis*, § 1, glose 5, nos 1 et 2 (tome I, p. 169). « On ne peut pas dire, écrit Brodeau, que le fief et la condition féodale est une espèce de servitude réelle, suivant les autoritez rapportées par Dumoulin, et que *fructuario non datur nec fundi, nec servitutum fundi vindicatio*. » (*Coutume de la prévosté et vicomté de Paris*, I, p. 44.) Le passage de Brodeau marque bien quel est le caractère du vieux mouvement doctrinal que j'analyse ici; ce n'est point une suite chronologique de conceptions théoriques et arrêtées; ce sont plutôt des notions éparses et souvent un peu vagues, proposées au cours de discussions sur des questions en litige, et qu'il est intéressant de relever pour marquer quelle idée on se faisait, en droit, des rapports entre le seigneur et le vassal ou censitaire.

(2) Hévin marque nettement la différence qui existe entre la théorie ancienne de la servitude et la théorie nouvelle du double domaine : « Soit du côté du seigneur, soit du côté du vassal, il n'y a point de servitude, et l'un ne jouit point de ce qui est à l'autre à titre de servitude. Le seigneur retient la seigneurie directe, à cause de laquelle il a tout ce qu'elle contient, la foi, l'homme, le rachat, les rentes et devoirs, et il les a *non jure servitutis, sed jure primævo retento seu jure domini directi*; et le vassal a la seigneurie utile et

brent la propriété en deux droits parallèles de valeur inégale, qui reçoivent les noms de domaine direct et de domaine utile; ces expressions apparaissent au XIII^e siècle, et sont bien établies au XV^e (1).

Cette manière nouvelle d'analyser les rapports féodaux reste en usage jusqu'en 89; sans doute ces rapports ne vont pas désormais cesser de se modifier, mais on en pourra suivre les modifications sous le couvert et comme à l'intérieur de l'analyse déjà faite : le domaine direct et le domaine utile resteront en présence, et ne feront que changer respectivement de place. Les doctrines, d'ailleurs, sont désormais plus précises, et se succèdent par périodes plus nettement distinctes.

Aux yeux des premiers jurisconsultes, le possesseur du domaine direct était le véritable propriétaire. Pontanus, ancien commentateur de la coutume de Blois, s'explique sur ce point en termes formels : « Le domaine est double, direct et utile : direct, c'est-à-dire le vrai, le propre et principal domaine. C'est pourquoi, lorsque nous disons simplement le domaine, on doit entendre le domaine direct, ainsi que l'atteste Bartole, après Accurse... Au seul domaine direct convient le nom de propriété, et jamais au domaine utile (2) ». C'est la même idée qu'énonçait Dumoulin dans sa définition souvent citée du fief : « *Feudum est benevola, libera, et perpetua concessio rei immobilis vel æquipollentis, cum translatione utilis domini, proprietate retenta, sub fidelitate et exhibitione servitorum* » (3) ».

la propriété avec les avantages qu'elle contient, et n'en perçoit pas les fruits par droit de servitude imposée sur les biens de son seigneur; il en jouit *jure suo, jure proprietatis et perpetuo*, ce qui est absolument opposé et contraire à l'usufruit servitude ». (*Questions féodales*, ch. IV, n^o 18; édit. Rennes, 1736, p. 127.)

(1) Voy. sur ce point : Viollet, *op. laud.*, p. 558; Garsonnet, *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*, p. 375 et 376, et surtout Championnière, *De la propriété des eaux courantes*, n^{os} 80 et suiv.

(2) Pontanus, sur l'article 33 de la coutume de Blois : « *Dominium duplex est, directum et utile : directum, id est quod verum, proprium ac principale dominium est. Quo fit ut cum dominium simpliciter nominamus, de directo intelligendum sit, teste Bartholo, post Accursium... Cui etiam directo dominio proprietatis tantum appellatio convenit, et nunquam utili* ». (Cité par Championnière, *op. laud.*, p. 146.)

(3) Dumoulin, lib. *De feudis*, n^o 114 (tome I, p. 23). Quelques lignes plus bas, il présente comme synonymes les mots *proprietatis* et *dominium directum* : « *Nec est de essentia vel substantia feudi quod proprietatis vel directum dominium retineatur* ».

Deux motifs principaux vinrent bientôt renverser et comme intervertir cette manière de voir. Le temps, d'abord, consolidait chaque jour davantage la position du vassal et du censitaire : les possessions de ce vassal et de ce censitaire, en s'éloignant de leur origine, prenaient de plus en plus les caractères de la propriété véritable; les mêmes biens, tenus depuis longtemps en fief ou en censive dans les mêmes familles, étaient regardés peu à peu comme leur appartenant en propre, et comme grevés seulement au profit du seigneur d'un droit de redevance. D'autre part, un motif juridique venait se joindre à cette raison de fait. A partir du xvi^e siècle, se généralise l'usage d'un contrat nouveau, le bail à rente, qui confère au preneur non seulement le domaine utile de l'immeuble baillé, mais la propriété exclusive, sous l'unique réserve d'un droit réel de rente que l'aliénateur garde dans cet immeuble. Ce bail avait avec le bail à cens une grande analogie : dans les deux cas, le fonds changeait de mains, et restait débiteur envers le concédant d'une redevance en argent ou en nature. Souvent il arrivait qu'un même fonds fût à la fois tenu d'un cens et d'une rente; or, la charge du cens se traduisait alors de la même manière que celle de la rente, et la similitude apparaissait d'autant mieux; elle devenait plus apparente encore au cas de rente seigneuriale, cette redevance nouvelle participant à la fois de la nature du cens et de celle de la rente, si bien qu'elle servait entre eux d'intermédiaire et comme de liaison. C'était, dans la pratique, un point souvent fort délicat de décider si dans tel cas donné on se trouvait en face d'une charge seigneuriale ou d'une charge civile; comment alors ne point assimiler en doctrine ces deux rapports de droit, si analogues d'ailleurs? Il se fit de la sorte tout un travail de rapprochement entre ces tenures diverses, si semblables entre elles; on qualifia domaine utile la propriété du débi-rentier⁽¹⁾, en même temps que l'on qualifiait propriété véritable le domaine utile du censitaire; et comme le bail à fief avait les mêmes caractères que le bail à cens, au moins à ce point de vue, on reconnut ainsi que le domaine utile du vassal était une vraie propriété. La théorie des trois directes, féodale, censive et foncière était bien établie désormais, et logiquement ordonnée, en même temps que le domaine utile du vassal, du censitaire et du débi-rentier, quittant le second plan, prenait la première place.

(1) Plus exactement, on appelait *directe privée* le droit réel du crédi-rentier, ce qui revient presque au même. — V. *suprà*, l'Introduction.

C'est la doctrine exposée par Pothier dans des termes précis, qui font exactement antithèse à ceux dont se servait naguère Pontanus : « Le domaine direct qu'ont les seigneurs de fief ou de censive, sur les héritages qui sont tenus d'eux en fief ou en censive, est le domaine ancien, originaire et primitif de l'héritage, dont on a détaché le domaine utile par l'aliénation qui en a été faite; lequel, en conséquence, n'est plus qu'un domaine de supériorité, et n'est autre chose que le droit qu'ont les seigneurs de se faire reconnaître comme seigneurs par les propriétaires et possesseurs d'héritages tenus d'eux, et d'exiger certains devoirs et redevances recognitifs de leur seigneurie. Cette espèce de domaine n'est point le domaine de propriété qui doit faire la matière du présent traité; on doit plutôt l'appeler domaine de supériorité... C'est, à l'égard des héritages, le domaine utile qui s'appelle domaine de propriété. Celui qui a ce domaine utile se nomme propriétaire ou seigneur utile; celui qui a le domaine direct s'appelle simplement seigneur. Il est bien le propriétaire de son droit de seigneurie; mais ce n'est pas lui, c'est le seigneur utile qui est proprement propriétaire de l'héritage ⁽¹⁾ ».

Entre ces deux extrêmes, la théorie de Pontanus et celle de Pothier, il est intéressant et facile de suivre pas à pas la marche lente des idées. Le passage de Dumoulin, dont on a vu plus haut la doctrine très-nette, permet de saisir l'enchaînement de ces manières de voir successives. Après avoir donné du fief la définition citée, il fait cette remarque qu'un fief peut exister sans que le seigneur en ait gardé par devers lui le domaine éminent; l'engagement de fidélité suffit à constituer les rapports de seigneur à vassal. « *Nec est de essentia vel substantia feudi quod proprietas vel directum dominium retineatur, sed solum de natura. Unde, si in infeudatione res sit concessa in feudum cum omni dominio directo et utili, et cum omnibus actionibus directis et utilibus, sola fidelitate retenta, et forte certa annua pensatione, erit verum feudum... Feudi enim substantia in sola fidelitate quæ est ejus forma essentialis, subsistit. Cætera vero dependent a pactis et tenore investituræ* ⁽²⁾ ». Ainsi, pour Dumoulin déjà, la supériorité de la

(1) *Traité du droit de domaine de propriété*, n° 3. — Loiseau disait de même dans son *Traité des offices* (1678) : « Bien que la seigneurie utile ne soit pas la plus noble, c'est pourtant la plus véritable seigneurie, et le seigneur direct est plutôt dit seigneur de sa rente que de la terre qui la doit » (liv. V, chap. 2, édit. in-f° de Paris, p. 285).

(2) *Loc. cit.*, n° 115.

directe n'a plus rien d'essentiel. Sans doute, s'il n'intervient aucun accord spécial, le seigneur gardera sa directe, c'est-à-dire la vraie propriété du fonds ; mais les parties peuvent toujours stipuler le contraire : elles peuvent déclarer que le vassal, le censitaire ou le débi-rentier recevront la pleine propriété du fonds, que le seigneur n'aura plus de directe, mais aura seulement droit à la fidélité, au cens ou la rente. N'y a-t-il pas là une transition toute naturelle entre l'idée première qui fait du suzerain le vrai propriétaire, et cette idée nouvelle, exprimée par Pothier, que la propriété réside dans le domaine utile ?

Pothier lui-même, dans son *Traité des fiefs*, postérieur à celui de la propriété, semble accentuer encore, au moins dans l'expression, la doctrine nouvelle : « La seigneurie directe d'une chose, en tant qu'elle est considérée comme séparée de l'utile, ne consiste que dans une seigneurie d'honneur, et le droit de se faire reconnaître seigneur de sa chose par ceux qui la possèdent ; la seigneurie utile comprend le droit de percevoir toute l'utilité de la chose, en jouir, user, et disposer à son gré, à la charge néanmoins de reconnaître le seigneur direct⁽¹⁾ ». Hervé disait de même, dans sa *Théorie des matières féodales et censuelles* : « Je conclus de tout ce qui précède que les vieux mots droite seigneurie, directe seigneurie, appropriés aux seigneurs, que les vieilles défenses faites aux censitaires de détériorer ou de grever de charges les biens qu'ils tiennent à cens, ne prouvent point qu'ils n'aient qu'une simple propriété utile ou usufruitière. Tout cela peut s'expliquer, tout cela peut se concilier, non avec une propriété libre et dégagée de tous les devoirs et de toutes les charges quelconques, mais avec une véritable propriété directe⁽²⁾ ».

N'y a-t-il pas, dans ces passages, comme un dessein marqué de n'employer jamais les expressions traditionnelles de *domaine direct* et de *domaine utile*, et ne semble-t-il pas qu'on veuille en revenir, après un long circuit, à reconnaître de nouveau l'unité du domaine ? Sans doute, il ne faut pas prendre au pied de la lettre les termes mêmes dont se servent les textes, et attacher aux mots une importance qu'ils ne sauraient avoir ; au moins nous sera-t-il permis de relever ces mots comme exprimant très-justement une nuance juridique, étrangère peut-être à la pensée des auteurs, mais sûrement conforme au mouvement général de la doctrine

(1) *Traité des fiefs, censives, relevoisons et champarts*, n° 20.

(2) Tome V, p. 88.

du temps. Les textes qu'on vient de lire n'accordent même plus au seigneur ce domaine de supériorité que lui laissait Pothier dans son *Traité de la propriété*; le domaine appartient désormais tout entier au vassal, au censitaire et au débi-rentier, qui sont pleinement propriétaires, sous la seule réserve de reconnaître la seigneurie du concédant, par la fidélité, par le paiement du cens ou de la rente. Hervé dit même qu'ils sont propriétaires directs, marquant ainsi plus nettement encore, par cette transposition hardie de langage, que la propriété cesse de se démembrer, que la souveraineté seule, détachée peu à peu de la propriété, reste aux mains du seigneur; il est bien propriétaire de son droit de seigneurie, mais il n'est plus à aucun titre propriétaire du fonds : on n'appelle plus son droit domaine direct, et on ne l'oppose plus au domaine utile, on l'appelle seigneurie directe, et on l'oppose à la propriété. En d'autres termes, Hervé, comme Pothier, se borne à sous-entendre la clause particulière que Dumoulin permettait aux parties d'adopter; ce qui était possible aux yeux de Dumoulin, ce qu'il disait contraire à la nature du bail à fief, du bail à cens et du bail à rente, mais non contraire à leur essence, devient dorénavant de la nature de ces contrats divers; ce qu'il fallait, au xvi^e siècle, stipuler formellement, on le présume au xviii^e, et ce simple changement dans le sens d'une présomption sert comme de trait d'union pour rattacher aux anciennes idées sur la directe seigneuriale les idées récentes qui avaient cours à la veille de la Révolution.

En résumé, le développement de la doctrine avait fini par conduire à l'expropriation complète du seigneur, qui n'a plus aucune part à la propriété dans le dernier état de l'ancien droit. Tout ce qui reste désormais au seigneur, c'est le droit d'exiger certaines redevances, non pas à titre de propriétaire, mais à titre de suzerain, c'est-à-dire en vertu d'un droit de souveraineté; or on sait d'autre part que ces redevances seigneuriales étaient pour les campagnes une charge pesante, et une entrave économique des plus fâcheuses; et comme elles avaient depuis longtemps déjà, perdu toute raison d'être et cessé de répondre à des obligations corrélatives de la part des seigneurs, on conçoit aisément que la réforme foncière fût mise au premier rang, parmi celles qu'on réclamait partout avant 89 : les classes rurales, serves naguère, puis parvenues à la propriété complète, vont obtenir enfin l'affranchissement du domaine.

III.

La profonde aversion qu'on ressentait dans les campagnes pour le régime féodal remonte fort loin dans l'histoire, puisqu'elle commence à se faire jour au temps même de la féodalité politique, à une époque où les seigneurs possèdent encore la souveraineté toute entière et gouvernent leurs seigneuries, mais où ils soulèvent déjà des plaintes et des ressentiments par les abus qu'ils font de leur autorité. Voici ce qu'écrivait Pierre le Vénérable au commencement du XII^e siècle : « *Patet quippe cunctis qualiter sæculares domini rusticis, servis et ancillis dominantur; non enim contenti sunt eorum usuali et debita servitute, sed et res cum personis et personas cum rebus sibi semper immisericorditer vindicant; inde est quod præter solitos census, ter, vel quater in anno, vel quoties volunt, bona ipsorum diripiunt, innumeris servitiis affigunt, onera gravia et importabilia imponunt, inde plerumque eos etiam solum proprium relinquere, et ad perigrina fugere cogunt, et (quod deterius est) ipsas personas, quam tam caro pretio, hoc est suo Christus sanguine redemit, pro tam vili, hoc est pecunia, venditari non metuunt* ⁽¹⁾ ».

La philosophie moderne n'a rien trouvé de plus ferme et de plus précis sur les droits de l'homme et sur la liberté naturelle que ce qu'entendaient dire aux paysans du XII^e siècle les trouvères, fidèles échos de la société contemporaine. « Les seigneurs ne nous font que du mal, nous ne pouvons avoir d'eux raison ni justice; ils ont tout, prennent tout, mangent tout, et nous font vivre en pauvreté et en douleur. Chaque jour est pour nous jour de peines; nous n'avons pas une heure de paix, tant il y a de services et de redevances, de tailles et de corvées, de prévôts et de baillis... Pourquoi nous laisser traiter ainsi? Mettons-nous hors de leur pouvoir, nous sommes des hommes comme eux, nous avons les mêmes membres, la même taille, la même force pour souffrir, et nous sommes cent contre un... Défendons-nous contre les chevaliers, tenons-nous tous ensemble, et nul homme n'aura seigneurie sur nous, et nous pourrons couper les arbres, prendre le gibier

(1) Pierre le Vénérable, *Epistol.*, I, 28. Voy. Flach, *Les Origines de l'ancienne France, Le régime seigneurial*, tome I, p. 467.

dans les forêts, et le poisson dans les viviers, et nous ferons notre volonté aux bois, dans les prés et sur l'eau⁽¹⁾ ».

J'ai déjà dit pourquoi cette aversion si vive s'accroît davantage quand le pouvoir royal eut reconquis sa place, et qu'il ne resta plus de l'édifice féodal qu'un régime incommode et vieilli de la propriété. Ce qu'il faut remarquer, c'est que la lutte même engagée par les rois Capétiens contre la féodalité avait encore grossi les rancunes. Ceux qui souffraient des exactions seigneuriales virent dans la royauté, ennemie comme eux des seigneurs, une alliée secourable, et, forts de cet appui, se plaignirent plus librement d'un pouvoir attaqué, dont les premiers échecs diminuaient le prestige, et faisaient espérer la décadence complète; rapprochés par la communauté de leurs intérêts, les rois et les vilains s'unirent contre le régime féodal, et les premiers succès remportés donnèrent le désir de succès plus complets, pendant que les droits féodaux perdaient chaque jour davantage leur raison d'être et leur but par la disparition des services. Cette lutte permanente excitait les passions. La royauté d'ailleurs était trop peu puissante encore pour assurer elle-même le respect de ses actes; la sanction des mesures qu'elle prenait contre l'autorité seigneuriale était le droit de résistance; et elle appelait naturellement à son aide la seule force efficace que personne avant elle n'avait employée, les paysans et les masses populaires. En l'absence de toute organisation, c'était une nécessité; mais ces résistances locales, brisées souvent par de sanglantes représailles, devaient entretenir et comme enraciner parmi les paysans la haine des seigneurs et des droits féodaux⁽²⁾.

Cette haine, que tant de raisons légitimes entretenaient d'ailleurs, devint ainsi traditionnelle, pendant qu'une alliance, traditionnelle aussi, s'établissait entre les rois et les bourgeois ou vilains; la royauté trouvait dans cette alliance un appui précieux pour fonder son pouvoir, et servait elle-même ses propres intérêts en réprimant les abus dont on lui demandait la réforme. « Durant l'espace de six siècles, dit Augustin Thierry, l'histoire du Tiers-État et celle de la Royauté sont indissolublement liées ensemble, de sorte qu'aux yeux de celui qui les comprend bien, l'une est

(1) Wace, *Roman de Rou*, édit. Pluquet, I, p. 303 et suiv.; Benoît de Sainte-Maure, édit. Francisque Michel, II, p. 390 et suiv.; voy. Augustin Thierry, *Récits des temps mérovingiens*, édit. in-8° de Furne et Jouvet, p. 18 et 19.

(2) Georges Picot, *Histoire des États généraux*, I, p. 133.

pour ainsi dire le revers de l'autre; de l'avènement de Louis le Gros à la mort de Louis XIV, chaque époque décisive dans le progrès des différentes classes de la roture en liberté, en bien-être, en lumières, en importance sociale, correspond, dans la série des règnes, au nom d'un grand roi ou d'un grand ministre. Le XVIII^e siècle seul fait exception à cette loi de notre développement national; il a mis la défiance et préparé un divorce funeste entre le tiers et la royauté. Au point où un dernier progrès, garantie et couronnement de tous les autres, devait, par l'établissement d'une constitution nouvelle, compléter la liberté civile et fonder la liberté politique, l'accord nécessaire manqua sur les conditions d'un régime à la fois libre et monarchique ⁽¹⁾ ».

L'histoire de la féodalité civile est un exemple intéressant de cette évolution politique. Cette histoire, en effet, comprend deux phases bien distinctes : la royauté, d'abord, restreint et réglemente ce qui reste aux seigneurs de droits et de prérogatives; puis, écartant la crainte d'aucun retour possible aux idées féodales, elle s'appuie sur la noblesse dont elle défend les privilèges, et tourne son pouvoir contre ceux-mêmes qui l'ont fait, contre ces masses populaires qui désormais sont seules assez fortes pour faire échec à son absolutisme.

Pendant la première de ces deux périodes, les plaintes des vilains, comme aussi les mesures prises par la Couronne en réponse à ces plaintes, présentent ce caractère qu'elles tendent à régler plutôt qu'à détruire les droits seigneuriaux. L'idée de supprimer ou même de racheter les droits dont on souffrait n'était point encore née; les vilains contestaient seulement l'exercice abusif des droits, et les actes royaux n'avaient pas d'autre but que d'en restreindre l'exercice à ses justes limites. Comme l'impartialité des justices seigneuriales en semblable matière paraissait fort suspecte, on s'adressait au roi; à chaque réunion les États généraux, les paroisses imploraient sa sauvegarde, et chargeaient leurs élus des mêmes doléances, admettant en principe qu'on dût payer des droits, mais s'élevant avec force contre certaines applications de ce principe. Le Tiers-État rappelait au pouvoir royal qu'il lui appartenait de venir au secours des opprimés; il demandait que tout seigneur fût tenu de justifier devant les juges royaux des provinces, par titre particulier ou possession immémoriale, de

(1) Augustin Thierry, *Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du Tiers-État*, Préface, édit. in-8° de Furne et Jouvet, p. IX.

tous les droits qu'il revendiquait, et qu'à défaut de cette vérification judiciaire les seigneurs fussent déclarés concussionnaires, déchus de leurs droits seigneuriaux, et notamment de toute juridiction sur leurs vassaux (1). La question de la preuve des droits féodaux prenait ainsi dès l'abord une importance capitale, et la lutte contre ces droits devenait de plus en plus une lutte judiciaire; les contestations qui se renouvelaient sans cesse contribuaient à rendre plus tendues encore les relations des seigneurs avec leurs tenanciers, et les frais de justice s'ajoutaient aux redevances qui écrasaient déjà les campagnes.

Jamais peut-être ces revendications populaires ne furent mieux exposées qu'aux États généraux de 1614. Plus exigeant qu'il ne l'avait été jusqu'alors, le Tiers-État demande « que tous gentils-hommes et autres ne puissent doresnavant faire faire aucunes corvées, gardes, ou guet aux laboureurs, ou autres personnes, s'ils n'ont titre valable pour ce faire, dont ils feront apparoir aux juges des lieux dans dix mois après la publication de l'ordonnance, sous peine de déchéance de leurs droits, et saps qu'ils se puissent aider, pour la preuve d'iceux, de leur possession et jouissance, s'ils n'ont titre. Et soit ordonné dès à présent que les droits de guet, gardes et corvées se prescrivent par an et jour, et ne puissent iceux droits de garde et de guet être exigez qu'ès temps de guerre, sans le pouvoir abonner, ou convertir en taxe de deniers ou prestation annuelle. Soit encore enjoint à vos juges et procureurs d'informer d'office des impositions qui seront faites sur les païsans et autres, et faire réparer les offenses, sans que les offensez soient tenus de se rendre parties si bon ne leur semble (2). » Robert Miron, l'éloquent président de la chambre du Tiers, soutint ces demandes avec vigueur; dans la séance royale du 23 février 1615, en déposant au pied du trône le cahier général de son ordre, il exposa dans un sobre langage les maux dont on souffrait partout, et adjura le roi d'y porter remède, mêlant déjà les menaces aux prières, et maudissant les droits eux-mêmes avec l'exercice abusif qu'on en faisait : « Si Votre Majesté n'y pourvoit, il est à craindre que le désespoir ne fasse connaître au pauvre peuple que le soldat n'est pas autre chose que le paysan portant les armes; que le vigneron, quand il aura pris l'arquebuse, d'enclume qu'il

(1) G. Picot, *op. laud.*, IV, p. 146 et 147.

(2) Voy. G. Picot, *op. laud.*, notamment ce qui concerne les États d'Orléans de 1560 et les États de Blois de 1576; tome II, p. 262 et suiv. : tome III, p. 52 et suiv.

est ne devienne marteau... Qui pourvoira donc à ces désordres? Sire, il faut que ce soit vous; c'est un coup de majesté, vous avez assez de moyens de le faire (1) ».

Ce chaleureux appel ne fut pas entendu; l'ordonnance exigea la production d'un titre régulier pour l'exercice des droits féodaux, mais on n'entreprit pas la réforme plus large qui devenait inévitable, la transformation juridique de la propriété par l'effacement graduel des droits seigneuriaux et des charges foncières. Richelieu même n'en comprit pas l'urgence, ou, tout au moins, ne fit rien en ce sens. Non pas qu'il puisse être suspecté de trop de complaisance pour l'intérêt des seigneurs; mais il prit le pouvoir au milieu de telles difficultés politiques et financières qu'il dut parer d'abord aux plus pressants besoins, et ne put s'occuper d'une réforme aussi délicate, réforme qui se rattachait à des luttes anciennes, mettait aux prises tant d'intérêts divers, et qu'un gouvernement fortement établi pouvait seul opérer dans un pays calme et pacifié. Il fallait avant tout faire l'autorité royale puissante et respectée, renverser les cabales, et détruire à jamais les derniers vestiges de la féodalité politique, avant de rien essayer contre la féodalité civile; il fallait, d'autre part, introduire l'ordre dans les finances, car l'amortissement des droits féodaux impliquait en effet toute une opération financière qui n'aurait pas été possible dans l'état du trésor en 1624; il fallait enfin rendre la paix au pays, car la longue agitation des guerres religieuses avait produit partout trop de désordres et de misères, trop de divisions et de haines, pour qu'on pût entreprendre et mener à terme une liquidation équitable de l'ancien régime foncier.

Toutes ces conditions étaient enfin remplies dans les dernières années du règne de Louis XIII; et la réforme aurait été possible, lorsque la mort de Richelieu (2) vint remettre en question les résultats acquis. Le roi mourut à son tour cinq mois après le cardinal (3), et les difficultés d'une régence s'ajoutèrent au trouble que causait déjà la mort du grand ministre; la guerre civile se ralluma bientôt, pour ne s'éteindre que seize ans plus tard, deux ans avant que Louis XIV ne prît en mains le gouvernement de la France (1661). La royauté sortait encore victorieuse de la lutte, rendue plus forte et plus puissante par ce nouveau triomphe; elle pouvait tout oser, et l'on put espérer que la réforme foncière allait enfin s'accomplir. Mais on était à la veille d'un changement complet

(1) Georges Picot, *op. laud.*, III, p. 402 et 403.

(2) 4 décembre 1642.

(3) 14 mai 1643.

dans la politique royale, et rien ne fut tenté. C'est alors, en effet, que se termine « la grande période historique durant laquelle on voit marcher d'accord, se développer ensemble et se fortifier mutuellement le Tiers-État et la Royauté; une seconde période va s'ouvrir, où cet accord de six cents ans disparaît, où le Tiers-État et la Royauté se divisent, entrent en défiance l'un de l'autre, et marchent dans des voies opposées, la Royauté couvrant de son appui ce qui reste des privilèges nobiliaires, la bourgeoisie devenant, contre ses traditions, hostile au pouvoir royal ⁽¹⁾ ».

Dans cette seconde période, l'histoire de la féodalité civile prend un nouvel aspect, et s'approche du dénouement que devait lui donner le droit intermédiaire; non seulement, en effet, les habitants des campagnes continuent de protester contre les exactions et les abus de pouvoir de leurs seigneurs, mais les légistes du temps aperçoivent plus clairement de jour en jour la nécessité d'affranchir le sol en procédant à une réforme radicale du régime foncier, et réclament l'amortissement de toutes les charges réelles, tant féodales que foncières.

La Royauté fit toujours un accueil favorable aux doléances qui lui furent portées contre les vexations et les violences des seigneurs; la répression des abus était une politique traditionnelle de sa part, et la lutte sanglante menée par Richelieu contre les entreprises factieuses de la noblesse n'était pas faite pour éteindre une si vieille hostilité. La Royauté, d'ailleurs, dans son propre intérêt, ne pouvait pas souffrir que la loi fût violée, que les paysans fussent livrés sans défense à l'arbitraire de leurs seigneurs, et qu'on pût de la sorte tout oser et tout faire sans souci ni respect des prérogatives de la couronne; l'oppression des vassaux et la rébellion contre le prince se rattachaient aux mêmes tendances féodales et comme séparatistes, que l'autorité royale avait toujours combattues sous leurs formes diverses, depuis la Ligue jusqu'à la Fronde, depuis le rasement des forteresses féodales sous Louis XIII jusqu'au Grands Jours qu'institua Louis XIV en 1665.

Les vassaux, cependant, ne se contentèrent pas de cette protection; exigeant davantage, ils ne se bornèrent plus à réclamer la répression des excès, et commencèrent à demander l'effacement graduel des droits féodaux. La Royauté, poussée par les seigneurs de fiefs ⁽²⁾, fit à ces demandes nouvelles une vive opposition, dont

(1) Aug. Thierry, *loc. cit.*, p. XI.

(2) Il faut remarquer, en effet, que toutes les personnes qui approchaient les rois étaient des seigneurs de fiefs. C'étaient d'abord les nobles, puis,

jamais elle ne se départit avant la nuit du 4 août, opposition funeste, qu'il faut, pour deux motifs, condamner sans réserves.

La Royauté, d'abord, commit une sorte d'abus de confiance en refusant ainsi de défendre les intérêts du Tiers-État. Depuis le ^{xii}^e siècle, les rois avaient lutté contre la féodalité en s'appuyant sur le Tiers; ils avaient commencé par combattre et détruire la puissance politique des seigneurs, et repris peu à peu l'exercice complet de la souveraineté; ils avaient, en un mot, retiré de la lutte tout l'avantage qu'ils pouvaient espérer, et établi l'absolutisme. Il restait à donner au Tiers-État sa part dans la victoire; il fallait supprimer la féodalité civile comme on avait déjà supprimé la féodalité politique; il fallait libérer la propriété au profit du Tiers comme on avait libéré, pour ainsi dire, la souveraineté au profit de la Couronne. Or ce fut, justement, ce que la royauté ne voulut jamais faire. Abandonnant tout à coup une tradition politique de six siècles qui constituait comme un pacte tacite, elle se retira de l'alliance au moment même où elle en avait recueilli tous les fruits, au moment où elle devait rendre au Tiers-État l'appui qu'elle en avait reçu; devenue forte et toute-puissante, elle garda pour elle seule un pouvoir qui ne lui avait été donné que pour le temps de la lutte commune, devint sourde à des plaintes qu'elle n'avait plus d'intérêt à entendre, s'éloigna du Tiers-État dont les progrès lui faisaient peur depuis qu'elle ne s'en servait plus, et se tourna vers la noblesse, trop affaiblie pour lui porter ombrage. Ce fut presque une trahison.

Ce fut, en outre, une faute politique qui eut de déplorables effets. La royauté savait quelle était la puissance du Tiers-État, puisque cette puissance était son œuvre même; elle savait aussi quelle haine il portait au régime féodal, puisqu'elle devait à cette haine le pouvoir et presque l'existence. Comment alors ne sut-elle pas comprendre que toute opposition serait vaine, que la lutte du Tiers-État contre la féodalité civile serait irrésistible, comme l'avait été la lutte contre la féodalité politique? Comment ne vit-elle pas qu'elle devait se mettre à la tête du mouvement et le diriger, sous peine de le voir se faire sans elle et contre elle?

parmi les bourgeois, ceux que leurs talents ou leur fortune avaient placés au premier rang; ceux d'entre ces bourgeois qui n'avaient point acquis de fiefs étaient des praticiens, intéressés comme tels au maintien de la féodalité civile, si bien que personne, dans les conseils de la royauté, ne réclamait une réforme foncière. Voy. *infra*, chap. II, § 1, quelle a été l'influence de la haute bourgeoisie lors de la rédaction des cahiers de bailliages.

Comment fit-elle la faute d'associer son sort à celui d'un régime qu'elle avait elle-même décapité, oubliant que le Tiers-État avait fait le pouvoir royal pour triompher des seigneurs, et ne prévoyant pas qu'il le saurait abattre au besoin pour compléter sa victoire? Le règne de Louis XIV eut certainement une fâcheuse influence dans cette orientation nouvelle de la politique royale; aveuglé par sa toute-puissance, celui qu'on appelait déjà le grand roi, dut se croire à l'abri de toute atteinte de la part du Tiers-État; et la maxime fameuse « l'État c'est moi », qui résume si bien la pensée de son règne, devait le porter à croire que la féodalité civile ne pouvait nuire à personne dans l'État puisqu'elle ne nuisait pas au roi, qu'elle était même une institution favorable, puisqu'elle donnait au roi des revenus, non seulement dans les fiefs de sa mouvance, mais dans le royaume tout entier en vertu de sa directe universelle.

Quoi qu'il en soit, Louis XIV et ses deux successeurs n'acceptèrent jamais l'idée d'une réforme foncière, si manifeste qu'en fût la nécessité, si pressantes que fussent les réclamations populaires, de jour en jour plus vives. L'idée d'éteindre par la voie du rachat les redevances foncières était pourtant une idée fort ancienne, dont plusieurs actes royaux avaient fait l'application dans certains cas particuliers à partir du ^{xv}^e siècle. Le premier de ces actes ⁽¹⁾ est une ordonnance de Charles VII sur les formalités d'expropriation relativement aux maisons de Paris, rendue dans cette ville en novembre 1444; l'article 16 permet à ceux qui possèdent dans la ville ou dans les faubourgs de Paris des immeubles grevés de rente, d'opérer le rachat de ces rentes au denier douze ⁽²⁾. Près d'un siècle plus tard, en octobre 1539, François I^{er} étendait la même faveur à toutes les villes du royaume, par un édit daté de Compiègne, et dont le préambule fait bien connaître les motifs : « Comme nous soyons bien et dûement informez et advertis qu'en plusieurs bonnes et grosses villes de nostre royaume et faubourgs d'icelles, y a plusieurs maisons, manoirs et edifices, lesquels sont

(1) Avant ces actes royaux, le rachat des rentes foncières avait été déjà autorisé dans la ville de Lille dès la fin du ^{xiii}^e siècle (Ordonnance du bailli de Lille de 1293); un siècle plus tard, en 1393, il avait été admis à Amiens; en 1404, il avait été admis à Saint-Quentin sous la forme du retrait : c'est-à-dire que si une rente venait à être vendue par le crédi-rentier à un tiers, le propriétaire du fonds grevé pouvait intervenir, et prendre pour son compte l'opération en remboursant l'acheteur. Voy. Viollet, *Précis de l'histoire du droit français*, p. 592.

(2) Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. IX, p. 91.

demeurez et demeurent inhabitez et en ruines, places vuides et vacantes, à cause des rentes dont elles sont chargées, et qui de long-temps ont été constituées sur icelles, et qu'à cette cause, tant pour les arrérages qui en sont deubs, que pour lesdites rentes qui excèdent et pourraient excéder les aucunes les louages d'icelles, ne se trouvent aucuns qui les veulent acquérir, bastir n'esdifier, à la grande ruine, diminution desdites villes, et détérioration d'icelles, interest, préjudice et dommage de nous, et de la chose publique de nostre royaume ⁽¹⁾ ». Aux termes de cet édit, les rentes en question sont « rachetables à toutes personnes, pour le prix qu'elles auront été constituées s'il en appert, et, s'il n'en appert, au prix du denier quinze ». Un édit d'Henri II, rendu à Saint-Germain en mai 1553, renouvelait les mêmes mesures, en modifiant seulement de la façon suivante les conditions du rachat ⁽²⁾. Toutes les rentes, soit seigneuriales, soit foncières, appartenant à des particuliers ou à des personnes de mainmorte, constituées sur les maisons des villes et faubourgs, pouvaient être rachetées au denier vingt (art. 1); le prix du rachat devait être versé aux mains des receveurs des deniers communs des villes, qui devaient eux-mêmes les faire parvenir aux receveurs généraux des finances, et ceux-ci au trésor de l'épargne (art. 2 et 5); les rentes ainsi rachetées devaient être payées à leurs titulaires sur le produit des domaines, aides et gabelles; il était enfin défendu de jamais rétablir ces rentes, aux titulaires de poursuivre en paiement les débiteurs qui se seraient rachetés, aux juges d'admettre aucune action, au chancelier et au garde des sceaux d'accorder ni sceller aucune lettre tendant à les rétablir. Une déclaration du dernier jour de février de la même année ⁽³⁾, rendit perpétuelle la faculté de rachat qui n'avait été d'abord accordée que pour un temps; et une dernière déclaration du 27 mai 1554 vint compléter l'édit de l'année précédente, en tranchant quelques difficultés d'application auxquelles il avait donné lieu ⁽⁴⁾. Toutes ces dispositions étaient particulières et d'ordre exceptionnel; c'étaient, en quelque sorte, des mesures de voirie, n'ayant aucun rapport avec une réforme de la propriété foncière. Il faut noter pourtant que ces dispositions s'inspiraient des mêmes motifs généraux dont on devait prendre dans

(1) Isambert, *Recueil général des lois françaises*, t. XII, p. 643.

(2) *Ibid.*, t. XIII, p. 323.

(3) Il faut se rappeler que l'année commençait alors à Pâques, et que par conséquent le mois de février était postérieur au mois de mai.

(4) *Ibid.*, p. 388.

la suite une conscience plus nette, et qui devaient conduire à une réforme d'ensemble; les inconvénients des droits féodaux avaient été observés dans les villes, où ils occasionnaient l'abandon des immeubles et des ruines matérielles, avant de l'être dans les campagnes, moins connues que les villes, peu cultivées encore, où l'abandon d'une terre passait inaperçu, où les droits féodaux n'entraînaient pas de conséquences palpables, mais seulement des embarras économiques, dont il était plus difficile de se rendre compte et de sortir. Ce fut seulement dans les dernières années du xvii^e siècle que ces inconvénients furent nettement analysés, qu'on put en quelque sorte embrasser la question dans son ensemble, et chercher les moyens pratiques d'en amener la solution. C'est ce dernier mouvement d'idées, préliminaire direct des réformes de la Constituante, qu'il faut maintenant étudier.

IV.

Une première question se pose tout d'abord, qu'on a quelque embarras à résoudre, celle de savoir quelle était, au xviii^e siècle, la condition morale et matérielle des paysans; les opinions les plus diverses, émises sur ce point, peuvent également s'appuyer sur d'importants témoignages, et il semble que les deux thèses opposées puissent être soutenues avec même apparence de raison. « Veut-on prouver, dit un auteur⁽¹⁾, que, sous l'ancien régime, la situation de l'habitant des campagnes était le dernier degré du dénûment matériel et de la misère morale? Il n'y a rien de plus facile, et, de 1689 à 1789, pour un siècle entier, on peut éche-lonner une série de témoignages irrécusables. Commencez par le passage bien connu de Labruyère (1689) : « L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne... ». Continuez par la citation de Saint-Simon (1725) : « Au milieu des profusions de Strasbourg et de Chantilly, on vit en Normandie d'herbes des champs. Le premier roi de l'Europe ne peut être un grand roi, s'il ne l'est que de gueux de toutes conditions ». Ajoutez la lettre de Massillon (1740) : « Le peuple de nos campagnes vit dans une misère affreuse, sans lits, sans meubles; la plupart même, la moitié de l'année, manquent du pain d'orge

(1) Ferdinand Brunetière, *Le paysan sous l'ancien régime d'après des livres récents*, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} avril 1883, p. 662 et 663.

et d'avoine qui fait leur unique nourriture ». Joignez encore le journal d'Argenson (1752) : « Des seigneurs de Touraine m'ont dit que, voulant occuper les habitants par des travaux à la campagne, à journées, les habitants se trouvent si faibles et en si petit nombre qu'ils ne peuvent travailler de leurs bras ». On voit les conclusions où mène invinciblement cette lente accumulation de textes, et l'espèce de réquisitoire qui se dresse, pour ainsi dire de lui-même, article par article, contre l'ancien régime. — Mais veut-on prouver maintenant le contraire? Ne croyez pas qu'il y ait le moindre embarras. Les textes sont aussi nombreux et aussi décisifs. « On ne saurait croire combien les paysans sont heureux, écrit un anonyme en 1728, maintenant que leurs gentilshommes et leurs seigneurs ne leur enlèvent plus le chapon ni la poule, le veau ni le mouton, l'œuf ni le fruit, et qu'un chacun mange en repos, sans crainte d'être maltraité de personne ». Dix ans plus tard : « Les villages sont peuplés de paysans forts et joufflus, vêtus de bons habits et de linge propre, écrit en 1739 lady Montague, on ne peut imaginer quel air d'abondance et de contentement est répandu dans tout le royaume ». Et Walpole, en 1765 : « Je trouve ce pays-ci prodigieusement enrichi depuis vingt-quatre ans que je ne l'avais vu... Les moindres villages ont un air de prospérité, et les sabots ont disparu ». N'oublions pas Voltaire en 1774 : « Comment peut-on dire que les belles provinces de France sont incultes? C'est se croire damné en paradis. Il suffit d'avoir des yeux pour être persuadé du contraire... Voyagez, messieurs, et vous verrez si vous serez ailleurs mieux nourris, mieux abreuvés, mieux habillés et mieux voiturés ». C'est, en effet, on vient de le voir, l'avis des étrangers : « Nous avons maintenant voyagé pendant cinq ou six cents milles en France, — écrit en 1789 un docteur Rigby, dont on a publié récemment des *Lettres*, qui forment aux *Voyages* d'Arthur Young une instructive contrepartie, — et nous avons vu à peine un arpent inculte, si ce n'est dans les forêts de Chantilly et de Fontainebleau. Partout ailleurs, à peu près, chaque pouce de terrain a été labouré ou bêché, et semble en ce moment écrasé sous le poids de ses moissons... Quel pays! quel sol fertile! quel peuple industrieux! » Et pour Arthur Young lui-même, après avoir tiré de ses *Voyages* tout ce qu'on en a tiré de textes sur la misère de nos campagnes à la veille de la Révolution, quiconque a pris la peine de le lire sait que l'on en pourrait tirer au moins autant et d'aussi significatifs sur leur prospérité ».

Ce serait donc une tâche impossible à remplir que de déterminer d'une façon générale et précise tout à la fois quelle a pu être l'influence des droits féodaux sur l'état des campagnes avant la Révolution. D'une part, en effet, cet état des campagnes est difficile à connaître, puisqu'il dut nécessairement varier d'une province à l'autre, suivant que le sol était plus ou moins fertile, suivant qu'on se trouvait dans une année d'abondance ou dans une année de disette, suivant enfin que le pays avait eu plus ou moins à souffrir, dans un passé plus ou moins reculé, de la guerre civile ou de la guerre étrangère. D'autre part, à ne considérer que le côté purement économique de la question, l'existence des droits féodaux ne dut pas seule influencer sur l'état des campagnes : l'interdiction de la libre circulation des grains, la diversité des provinces quant à l'assiette et à la répartition de l'impôt, l'organisation vicieuse du régime hypothécaire, sans oublier les troubles financiers du système de Law, sont autant de causes particulières qui concoururent à produire un effet total, et dont il serait téméraire de prétendre déterminer l'influence respective. « S'il faut tant distinguer et diviser, s'il faut souvent aller si loin chercher le principe et reconnaître l'origine de ces distinctions, s'il faut enfin, parce que tout se tient, s'entrecroise et se commande, hésiter si longtemps avant de conclure, qui ne voit la difficulté de représenter au vrai, même seulement à cent ans de distance, la condition réelle de plusieurs millions d'hommes dispersés sur un territoire de plusieurs milliers de lieues carrées (1)? »

Sans chercher à décrire avec certitude la condition des campagnes avant 89, sans prétendre non plus que les droits féodaux fussent la cause unique des maux dont on pouvait souffrir, et sans vouloir déterminer dans quelle mesure ils en pouvaient être la cause, on peut au moins se rendre un compte assez exact des charges qui pesaient alors sur l'agriculture, et mieux comprendre ainsi le besoin de réforme qui se faisait partout sentir.

Dès le xviii^e siècle, le morcellement de la propriété avait pris en France un tel développement qu'on s'en était parfois inquiété; des actes nombreux attestent, avant même le xvi^e siècle, l'insuffisance de superficie de nombreuses propriétés, il est établi qu'au xviii^e on rencontrait souvent des parcelles dont la contenance descendait à dix, à cinq, et quelquefois à deux ares (2). « La division des

(1) F. Brunetière, *loc. cit.*, p. 665.

(2) Voy. Cauwès, *Précis du cours d'économie politique*, II, p. 257, texte et note 1.

héritages est telle, écrivait Turgot, que celui qui suffisait pour une seule famille se partage entre cinq ou six enfants; ces enfants et leurs familles ne peuvent plus dès lors subsister uniquement de la terre ». Necker, à son tour, disait quelques années plus tard qu'il y avait en France une immensité de petites propriétés rurales ⁽¹⁾. Il ne faut pas perdre de vue ce morcellement de la propriété quand on s'occupe de la féodalité civile; d'une part, en effet, c'est par les baux à cens ou à rente que ce morcellement s'était produit, et, d'autre part, le morcellement lui-même rendait plus pesantes encore, dans une certaine mesure, les charges féodales ou foncières.

L'accensement, d'abord, et il faudrait en dire autant du bail à rente, aboutissait, en dernière analyse, à un transfert de la propriété; le censitaire acquérait le domaine, et s'engageait, pour prix de son acquisition, à payer des profits au seigneur. Le bail à cens donnait satisfaction, de cette manière, à tous les intérêts : le paysan, qui n'avait pas assez d'argent disponible pour acheter au comptant, pouvait payer en quelque sorte son prix par annuités perpétuelles; le seigneur, de son côté, trouvait moyen de se procurer de l'argent, ce qu'autrement il n'eût pas fait sans peine. Il ne faut pas oublier, en effet, que le prêt à intérêt était prohibé, et que l'aliénation proprement dite d'un fonds n'était pas chose aisée, tant à cause de la rareté du numéraire dans les campagnes, qu'à cause des principes sur l'abrégement des fiefs et sur la conservation des propres dans les familles. Pour toutes ces raisons, le bail à cens devint le mode normal de morcellement de la propriété; et c'est ce qu'exprimait à la Constituante un membre de la droite, M. de Juigné, quand il disait, dans la séance du 24 février 1790 : « Pour rendre le peuple français heureux, il faut qu'il soit propriétaire; et comment les paysans seront-ils propriétaires, si vous ne permettez pas les baux à cens? » ⁽²⁾

Le morcellement, en second lieu, rendait plus lourde et plus odieuse pour le censitaire et le débi-rentier la charge du cens et de

(1) Voy. Tocqueville, *op. laud.*, p. 60.

(2) Archives parlementaires de MM. Mavidal et Laurent, 1^{re} série, tome XI, p. 687. — Cpr. ce qu'écrivait Louis XVI dans sa lettre à l'Assemblée constituante du 18 septembre 1789 : « J'invite l'Assemblée nationale à réfléchir si l'extinction du cens et des droits de lods et ventes convient véritablement au bien de l'État. Ces droits, les plus simples de tous, détournent les riches d'accroître leurs possessions de toutes les petites propriétés qui environnent leurs terres, parce qu'ils sont intéressés à conserver le revenu honorifique de leur seigneurie. Ils chercheront, en perdant ces avantages, à augmenter leur consistance extérieure par l'étendue de leurs possessions foncières, et les petites

la rente. L'expérience démontre qu'un impôt proportionnel au revenu paraît d'autant plus lourd qu'on possède un revenu moins élevé; il est plus dur de payer dix quand on a cent de revenu, que cent quand on a mille; le morcellement du sol devait donc aggraver le poids des redevances, puisque chacun payait une redevance proportionnelle à son lot, si petit qu'il pût être. La proportion, d'ailleurs, était loin d'être toujours observée. D'une part, en effet, le cens avait à l'origine le caractère d'une redevance recognitive de seigneurie, plutôt que celui d'un fermage; il était donc modique pour les plus vastes concessions, et ne pouvait être abaissé pour les autres en proportion de leur valeur. D'autre part, et ce second motif est spécial à la rente, il arrivait souvent qu'un censitaire baillait à rente sa censive, quand il ne pouvait ou ne voulait la cultiver lui-même; s'il en baillait seulement une partie, ou bien s'il en baillait les diverses parties à des preneurs différents, chaque preneur partiel était alors tenu d'une double redevance, car il devait d'abord une partie du cens, et devait, en outre, la rente, qu'on appelait surcens, et qui grevait l'immeuble d'un nouveau poids : la charge cessait d'être proportionnelle, pour devenir progressive en raison inverse de l'étendue du fonds.

En dépit de ces fâcheuses conséquences, le morcellement fut hâté au ^{xviii}^e siècle par l'appauvrissement graduel de la noblesse. Malgré ses privilèges, en effet, la noblesse se ruine et s'anéantit tous les jours, laissant le Tiers-État s'emparer des fortunes; dépourvu de ressources, le gentilhomme est forcé de céder morceau par morceau sa terre aux paysans, ne se réservant que les rentes seigneuriales, qui lui conservent l'apparence plutôt que la réalité de son ancien état. Plusieurs provinces, comme celle du Limousin dont parle Turgot, n'avaient ainsi qu'une petite noblesse pauvre, qui ne possédait presque plus de terres, et ne vivait guère que de droits seigneuriaux et de rentes foncières. « Dans cette généralité, dit un intendant dès le commencement du siècle, le

propriétés diminueront chaque jour » (*Ibid.*, tome IX, p. 29). — Cpr. aussi le passage suivant du *Mémoire sur le rachat des droits féodaux*, lu par Sieyès à l'Assemblée dans la séance du 27 août 1789 : « C'est surtout dans les pays rudes et âpres que s'est établi l'usage des accensements. Les propriétaires, possesseurs, dans le ^{xiii}^e siècle, d'un terrain immense, mais infertile, manquaient de moyens pour le rendre utile. Un seul moyen était praticable; celui de le peupler de propriétaires... L'accensement a rendu le peuple propriétaire, et c'est à ce seul véhicule qu'est due la fertilité de ces pays difficiles » (*Ibid.*, tome VIII, p. 500).

nombre des familles nobles s'élève encore à plusieurs milliers, mais il n'y en a pas quinze qui aient vingt mille livres de rente. » Et voici ce qu'on lit dans une sorte d'instruction qu'un intendant de Franche-Comté adressait à son successeur en 1750 : « La noblesse de ce pays est assez bonne, mais fort pauvre, et elle est autant fière qu'elle est pauvre. Elle est très-humiliée en proportion de ce qu'elle était autrefois... Elle forme une confrérie où l'on n'admet que les personnes qui peuvent faire preuve de quatre quartiers ; cette confrérie n'est point patentée, mais seulement tolérée, et elle ne s'assemble tous les ans qu'une fois, et en présence de l'intendant : après avoir diné et entendu la messe ensemble, ces nobles s'en retournent chacun chez eux, les uns sur leurs rossinantes, les autres à pied. Vous verrez le comique de cette assemblée ⁽¹⁾ ».

Cette ruine de la noblesse, outre son influence sur le morcellement, eut d'autres conséquences, qui sont intéressantes à connaître, parce qu'elles contribuèrent, dans une large mesure, à compromettre l'existence des droits féodaux.

Les seigneurs, tout d'abord, appauvris et gênés, apportèrent en général une grande âpreté dans la perception de leurs droits. Poussés par l'élévation des besoins, ils cherchaient naturellement à rétablir les titres, à recenser les redevables et les objets de redevance ; de là des prescriptions interrompues, des désuétudes arrêtées, la mise en vigueur de droits ou de services oubliés, plus d'une rente, plus d'un cens portés au dessus du chiffre habituel ⁽²⁾ : « la tyrannie féodale se réveille en fureur après un siècle de repos et de silence ⁽³⁾ ». Partout, les paysans se plaignent de la rénovation des terriers. « C'est à qui enchérira sur la manière dont l'opération s'accomplit, sur la mauvaise foi des feudistes qui la font, et sur leurs manœuvres. Celui-ci augmente tout d'un tiers, celui-là de moitié ; tel prend à forfait l'accroissement, tel autre doit renoncer, trouvant tout déjà trop haut. Il y a en cela des sortes de légendes, où il s'en faut que l'exagération soit sans rôle ; mais on se plaît à les répéter, ce qui montre clairement deux choses : combien la seigneurie s'est aliéné ses redevables, et comment elle persiste dans ses vices de nature, au lieu de les transformer et de les éteindre ⁽⁴⁾ ».

D'autres fois, le seigneur appauvri devait faire plus que d'ac-

(1) Tocqueville, *op. laud.*, p. 145.

(2) Doniol, *La Révolution française et la féodalité*, p. 44.

(3) Boncerf, *Les inconvénients des droits féodaux*, p. 52.

(4) Doniol, *op. laud.*, p. 43.

censer tout ou partie de ses domaines, plus que d'imposer sans merci ses censitaires : il était obligé d'aliéner la seigneurie elle-même ; et le nouveau seigneur, qui avait acquis le plus souvent pour spéculer, redoublait d'âpreté dans la perception des profits, se souciant fort peu du droit des redevables qu'il ne connaissait pas, dont aucune tradition de famille ne l'engageait à consulter les intérêts, et à ménager le maigre revenu. Le paysan de son côté payait plus à regret, quand le fief avait ainsi changé de mains, quand il avait cessé d'appartenir à ses détenteurs naturels, aux descendants de ces vieilles familles, connues dans le pays depuis des siècles, et que l'on respectait encore en souvenir des services rendus aux périodes des troubles. Heureux quand il avait affaire à son seigneur lui-même, quand celui-ci, désertant son château pour aller vivre à la cour, ne l'abandonnait pas à la rapacité d'un procureur fiscal ou d'un fermier de redevances.

Dans tous les cas, d'ailleurs, qu'il eût affaire à l'ancien seigneur ou à un nouveau, au seigneur lui-même ou à son intendant, le censitaire luttait avec acharnement contre les prétentions dont il était l'objet, sans jamais reculer ni devant les longueurs ni devant les frais d'un procès. J'ai dit déjà que, depuis fort longtemps, la question de la preuve des droits féodaux était très-débatue, et que la lutte des paysans contre la féodalité civile avait pris de bonne heure le caractère d'une lutte judiciaire. Plus les droits féodaux parurent incommodes, plus on eut le désir et l'espoir de s'en délivrer, plus aussi l'on dut naturellement avoir de tendance à contester toujours le titre et la légitimité de chaque droit particulier ; si bien que le régime seigneurial eut ce nouvel inconvénient, qui s'ajoutait aux autres et les résumait tous, d'être un sujet inépuisable de difficultés et de chicanes. C'était, comme dira Boncerf, un « état contentieux » par excellence, c'est-à-dire une source intarissable de petits procès, qui, en alimentant la milice toujours croissante des procureurs et praticiens, aigrissaient les uns contre les autres les supérieurs et les inférieurs, au préjudice des uns comme des autres. Si on considère, en effet, quel était l'état d'un domaine féodal avant la Révolution, on voit que le revenu de ce domaine était en général composé presque exclusivement de la façon suivante : il comprenait en premier lieu une masse de petites redevances annuelles, dont la valeur moyenne était de trois à six sols, six deniers et deux poules, ou bien de trois à six boisseaux de froment, de seigle ou d'avoine ; en second lieu, un droit éventuel de lods et ventes à percevoir sur toutes les muta-

tions, soit d'arrière-fiefs, soit de censives, qui s'opéraient dans la mouvance; en troisième lieu, un droit de banalité, qui faisait l'objet d'un procès s'il était repoussé par les habitants, et enfin d'autres droits très-divers, acceptés par telle coutume, rejetés par telle autre, et qui partout prêtaient à la contestation⁽¹⁾. Quand une difficulté s'élevait, le seigneur ne pouvait contraindre les censitaires à payer en obtenant simplement une sentence de son juge, cette sentence n'étant jamais exécutoire sans appel; il fallait une décision de juges royaux du bailliage ou de la sénéchaussée, auprès desquels la présomption coutumière *nulle terre sans seigneur* perdait de plus en plus sa force sous l'influence du droit écrit, et qui par conséquent exigeaient, sinon les titres de toutes les censives, au moins des reconnaissances antérieures de toute redevance contestée par le censitaire. Voici en quels termes M. de Loménie, dans un intéressant article sur *Les droits féodaux et la Révolution* ⁽²⁾, retrace les misères de ces débats : « Tantôt le censitaire soutient que la redevance est prescrite, tantôt que la quotité en a été indûment accrue, tantôt que le fonds sur lequel on la réclame en a été affranchi par tel seigneur, à telle époque, ou bien qu'il n'est pas celui sur lequel elle doit porter; ou encore qu'il n'est pas dans la mouvance du fief dont le seigneur la revendique, et qu'elle est déjà payée au seigneur d'un autre fief. Dans ce dernier cas, naît un nouveau procès souvent interminable, qu'on nomme dans le style juridique d'alors *combat de fief*, et où l'on voit deux seigneurs dépenser, à la grande joie des procureurs, de grosses sommes, et entasser des montagnes de procédures, pour savoir auquel des deux appartient une rente annuelle et censuelle de deux sols, six deniers et deux poules; il y a des dossiers qui portent une poule et *demie*, une poule *trois quarts*, et même un *seizième* de poule. Pour parer à toutes ces difficultés sans cesse renaissantes, le possesseur d'un fief dominant était obligé de ne pas laisser perdre un seul des plus vieux papiers accumulés dans son manoir. Il employait le ministère coûteux d'un

(1) Voy. sur ces droits divers la note de Tocqueville sur les *Droits féodaux existant encore à l'époque de la Révolution*, *op. laud.*, p. 458 à 472. — Cpr. les renseignements très-précis mais plus particuliers donnés par M. Taine, sur les *droits féodaux et l'état d'un domaine féodal en 1783*, dans ses *Origines de la France contemporaine, L'ancien régime*, p. 531 à 538. Ces renseignements sont extraits d'un acte de partage et d'estimation, dont M. Taine a pu prendre connaissance, et qui porte la date du 6 septembre 1783.

(2) *Le correspondant* du 10 février 1877, p. 543 et 544.

archiviste, pour remettre les pièces en ordre et en dresser l'inventaire. Il lui fallait ensuite recourir au ministère, encore plus coûteux, d'un praticien spécial, dit *commissaire à terrier*, qui devait être agréé par le juge royal du ressort. Ce praticien était chargé de confectionner un grand registre, appelé *terrier*, où se trouvait d'abord le plan cadastral de toute la seigneurie, et ensuite autant de cartes particulières qu'il y avait d'héritages différents, avec indication de chaque portion de territoire sujette au cens ou autres droits, et de la somme due par chacune de ces portions, avec résumé des titres à l'appui. Cette opération une fois faite, il fallait la recommencer de temps en temps; c'est ce qu'on appelait procéder à la *rénovation du terrier*. Les seigneurs, disent les feudistes, ne peuvent apporter trop d'attention à ce que leurs terriers soient toujours dans une perpétuelle vigueur : ils doivent consulter les différentes prescriptions qui régissent leurs seigneuries, et, dans le cours de chaque prescription, ils doivent renouveler leurs terriers. Ils le doivent aussi, à cause des changements survenus dans la possession des fonds tributaires; tel ténement, autrefois donné à cens à un seul particulier, est possédé cinquante ans après par vingt ou trente tenanciers; comment répartir le cens primitif? A chaque rénovation de terrier, tous les vassaux et censitaires étaient appelés à renouveler leur foi et hommage, et à reconnaître les diverses obligations inscrites à leur charge dans ce document, et alors recommençait la série des procès divers dont nous venons de tracer l'esquisse⁽¹⁾ ».

Cet état contentieux s'aggravait de jour en jour davantage; les seigneurs et les censitaires, étant presque continuellement en procès, entretenaient des relations difficiles, et tout rapport nouveau devenait l'occasion d'une contestation nouvelle. Nulle entente amiable ne restait plus possible, et l'esprit de chicane régnait en maître; chacun tenait à honneur de lutter sans merci, revendiquait ses droits avec une sorte de raideur, et ne voulait admettre aucune transaction. Les droits féodaux, déjà si lourds par eux-mêmes, le devenaient ainsi d'autant plus; le fonctionnement du système était aussi onéreux que la charge pécuniaire, et on pourrait très-justement appliquer à la féodalité civile le mot de M. Taine sur la taille royale : « C'est une machine à tondre qui fait autant de mal par son jeu que par son objet⁽²⁾ ».

(1) Cpr. les *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France*, par le marquis d'Argenson, Amsterdam, 1784, in-8°, p. 120 et 121, p. 263.

(2) *Les origines de la France contemporaine, L'ancien régime*, p. 463.

La charge pécuniaire était déjà fort lourde, surtout si l'on observe qu'elle se cumulait avec la dîme, et avec les impôts perçus au nom du roi. M. Taine évalue les droits féodaux au septième à peu près du revenu net, et la dîme aussi au septième, soit au total vingt-huit pour cent de ce revenu (1); les impôts royaux à leur tour absorbent, nous dit-il (2), au moins vingt-cinq pour cent du produit net (3); de sorte que le censitaire ne conserve pas en définitive plus de quarante-six ou quarante-sept pour cent de ce produit, sur lequel il doit encore mettre pour la milice à la bourse commune, acheter son sel de devoir, faire sa corvée, et le reste. Charge pesante, et qui le paraît d'autant plus que le roturier seul la supporte. « Lorsque, dans les correspondances administratives, on examine de près le grand filet fiscal, on découvre à chaque instant quelques mailles par lesquelles, avec un peu d'industrie ou d'effort, passent tous les poissons, moyens ou gros; le fretin seul reste au fond de la nasse (4) »; et ceux-là qui sont exempts d'impôts, qui profitent des dépenses publiques sans y contribuer, sont les mêmes auxquels il faut encore payer la dîme et les redevances seigneuriales. « Je suis misérable, fait dire M. Taine à un paysan, parce qu'on me prend trop. On me prend trop parce qu'on ne prend pas assez aux privilégiés. Non seulement les privilégiés me font payer à leur place, mais encore ils prélèvent sur moi leurs droits ecclésiastiques et féodaux. Quand, sur mon revenu de cent francs, j'ai donné cinquante-trois francs et au delà au collecteur, il faut que j'en donne plus de quatorze au seigneur et plus de quatorze pour la dîme, et sur les dix-huit ou dix-neuf francs qui me restent, je dois en outre satisfaire le rat-de-cave et le gabelou. A moi seul, pauvre homme, je paie deux gouvernements, l'un ancien, local, qui aujourd'hui est absent, inutile, incommode, humiliant, et n'agit plus que par ses gênes, ses passe-droits et ses taxes; l'autre, récent, central, partout présent, qui, se chargeant seul de tous les services, a des besoins immenses, et retombe sur mes épaules de tout son énorme poids (5) ». Telles sont, en paroles précises, les idées vagues qui fermentent partout

(1) *Les origines de la France contemporaine, L'ancien régime*, p. 483, note 1.

(2) *Ibid.*, p. 457 et 458.

(3) C'est également le chiffre auquel Turgot évaluait les impositions royales de la généralité de Limoges, dont il avait été l'intendant. Voy. Léon Say, *Turgot*, Paris, 1887, in-12, p. 63.

(4) Taine, *Les origines de la France contemporaine, L'ancien régime*, p. 481.

(5) *Ibid.*, p. 484 et 485.

dans les têtes populaires, et qu'on retrouve à chaque page dans les cahiers des États généraux.

Si on ajoute enfin que les droits féodaux, outre ce qu'ils coûtaient, constituaient une entrave des plus fâcheuses à la libre circulation des biens; que la justice était pour le seigneur une source nouvelle de profits, qu'elle n'offrait aux manants aucune garantie d'impartialité, et qu'on recourait toujours à un second degré de juridiction, le premier n'ayant plus aucune utilité que de faire des frais aux plaideurs : on aura une idée approximative des charges accablantes qu'on désignait alors sous ce nom générique, les droits utiles de seigneurie.

Mais ce n'était pas tout, car il restait encore les droits honorifiques, droit de préséance à l'Église, droit de colombier, de garenne, de chasse, de pêche, etc., qui n'avaient pas sans doute pour objet des prestations pécuniaires, mais que pour deux motifs on détestait partout. D'une part, en effet, les colombers et les garennes causent dans les campagnes des dégâts incessants; les pigeons, les lapins, les biches et les cerfs détruisent les semailles et les moissons quand le seigneur ne chasse pas; quand il chasse, c'est à cheval et à travers les récoltes, ravageant tout sans scrupules; on veille avec un soin jaloux à la conservation du gibier, on empêche le paysan d'entrer dans son propre champ ou de faucher son herbe au moment des couvées de perdrix, on lui interdit de toucher un fusil, et des gardes toujours armés vont trop souvent jusqu'à tuer les délinquants, sous prétexte de veiller à la défense des droits de leurs maîtres. « Chaque fois, disait Montlosier en 1789, qu'il m'arrivait de rencontrer des troupeaux de cerfs ou de daims sur ma route, mes guides de s'écrier aussitôt : voilà la noblesse ! par allusion aux ravages que ces animaux faisaient dans leurs terres (1) ». D'autre part, les droits honorifiques révoltaient d'autant plus le vilain qu'il vouait à son seigneur des sentiments hostiles; l'idée d'égalité, qui commençait à se faire jour, rendait ces droits plus odieux; on supportait avec répugnance les prérogatives d'un commerçant enrichi devenu seigneur de fief, celles d'un hobereau besogneux et rapace qui vivait chichement sur ses terres, celles d'un gentilhomme qui vivait à la cour, ne s'occupait de ses vassaux que pour les imposer, et ne les visitait que pour tout dévaster en une journée de chasse dans leurs jardins et dans leurs champs.

(1) De Montlosier, *Mémoires*, I, p. 173.

Toutes ces raisons si variées, dont on ne peut donner qu'un aperçu général, eurent d'abord sur les esprits une influence insensible; puis on finit par en prendre conscience, et par apercevoir les deux défauts essentiels du régime foncier d'alors : survivance des droits féodaux honorifiques et utiles, existence de charges réelles civiles, perpétuelles et irrachetables.

La réaction contre la féodalité civile s'associait d'ailleurs à un autre mouvement d'idées, qui prit sous Louis XIV une très-grande force, et qui tendait à l'unification du droit dans le royaume tout entier. Depuis longtemps, le Tiers-État demandait une révision générale des ordonnances et des coutumes, l'abrogation formelle des dispositions tombées en désuétude, et la coordination régulière des autres dans un code unique de lois. En effet, la variété des coutumes locales, et la multiplicité d'ordonnances royales faites sans ordre ni suite, venaient encore aggraver cet état contentieux auquel la féodalité civile avait donné naissance. C'était d'abord une cause perpétuelle d'incertitude du droit, qui rendait malaisé de reconnaître et de réfréner les usurpations seigneuriales; c'était, en second lieu, la cause de conflits incessants qui s'élevaient entre les lois diverses, et qui sont comme la première origine du droit international privé. Depuis longtemps aussi, les légistes, infatigables artisans de la puissance royale, demandaient la codification, qu'ils préparaient par leurs œuvres, comprenant bien que le pouvoir des rois trouverait une force nouvelle dans cette unité de la loi. « *Nihil aptius*, écrivait Dumoulin, *nihil efficacius ad plures provincias sub eodem imperio retinendas et fovendas* ⁽¹⁾ »; et Loisel écrivait à son tour : « Tout ainsi que les provinces, duchés, comtés et seigneuries de ce royaume, régies et gouvernées sous diverses coutumes, se sont, avec le temps, rangées sous l'obéissance d'un seul roy, et quasi de sa seule et unique monnaie : ainsi enfin se pourraient-elles réduire à la conformité, raison et équité d'une seule loi, coutume, poids et mesure, sous l'autorité de Sa Majesté ⁽²⁾ ».

L'existence de la féodalité civile était un obstacle insurmontable à l'accomplissement d'un pareil dessein, car les institutions désignées sous ce nom n'étaient pas susceptibles d'unification. Que ces institutions, en effet, eussent leur origine véritable dans des faits d'usurpation violente ou dans des conventions librement con-

(1) Dans Viollet, *Précis de l'histoire du droit français*, p. 176.

(2) *Institutes coutumières*, édit. Laboulaye et Dupin, tome I, p. xxxvi.

senties, on ne pouvait, en droit, leur assigner d'autre fondement qu'un fondement contractuel; le régime foncier, en particulier, dans la formation duquel la violence avait eu si grande part, ne pouvait avoir d'autre base juridique que des conventions anciennes présumées, des baux à fief ou à cens. Dans ces conditions, on pouvait abolir la vieille organisation foncière, avec ou sans indemnité, au nom des principes supérieurs du droit naturel; on pouvait également la conserver, en assurant une application rigoureusement restrictive des usages locaux quant aux droits des seigneurs; mais comment pouvait-on modifier par voie d'autorité ces règles coutumières, puisqu'on ne les rattachait pas à des principes rationnels, mais à des clauses de concessions anciennes en fief ou en censive? On conçoit qu'on ait pu déclarer ces clauses nulles et de nul effet comme contraires à une conception nouvelle de l'ordre public, mais on ne conçoit pas qu'on pût les modifier pour les ramener à un type unique, puisqu'elles tiraient toute leur force de la volonté même des parties contractantes. La féodalité civile pouvait disparaître, mais ne pouvait devenir uniforme.

La féodalité civile, d'autre part, était, sans contredit, la plus grande des institutions d'alors; elle était la base commune de toutes les autres, et consistait elle-même essentiellement dans une organisation spéciale de la propriété foncière : la condition des personnes était liée et subordonnée à la condition des terres, la loi des successions ne faisait qu'appliquer le droit commun des concessions en fief ou en censive, et le régime des biens, dans la famille comme au dehors, reposait tout entier sur ce dédain juridique des meubles auquel avait donné naissance l'exaltation constante de la terre dans les idées féodales. C'est assez dire qu'aucun progrès sérieux ne pouvait être fait sans qu'on réglât d'abord la question féodale; on pouvait, sans cela, réaliser des améliorations de détail, mettre plus d'ordre et de clarté dans telle ou telle partie de la législation, mais la diversité restait au fond du droit tant que la féodalité civile y restait : l'opposition traditionnelle subsistait entre les pays de coutumes et les pays de droit écrit, les mêmes divergences se faisaient jour entre les usages locaux sur les points les plus graves. Le préliminaire indispensable de tout essai de codification devait être une liquidation complète de la féodalité civile, c'est-à-dire une transformation juridique de la propriété foncière.

Lamoignon ni d'Aguesseau n'osèrent la tenter. Lamoignon, dans ses Arrêtés, se bornait à régler la question de la preuve des

droits féodaux, mais ne paraissait pas vouloir modifier en rien les caractères essentiels de la propriété foncière. Il proposait pourtant une réforme, dont l'accomplissement, en faisant disparaître le plus criant abus du régime féodal, aurait apaisé bien des plaintes, et servi de modèle pour l'amortissement général de tous les droits féodaux; je veux parler de la suppression du servage, prescrite et réglementée dans les six premiers articles de l'ouvrage. « Art. 1 : Nous voulons, à l'exemple du roi saint Louis nous aïeul, et de plusieurs autres rois nos prédécesseurs, en accordant à tout notre royaume ce qu'ils ont ordonné pour quelques endroits seulement, que tous nos sujets soient libres et de franche condition, sans taxe de servitude, que nous abolissons dans toutes les terres et pays de notre obéissance, sans qu'à cause de la précédente manumission et affranchissement, les seigneurs puissent prétendre aucuns droits en vertu des coutumes auxquelles nous avons dérogé. — Art. 2 : Ne seront tenus nos sujets à aucuns devoirs procédant de qualité servile, soit par droit de suite de formariage, mortemain, ou autre quelconque. — Art. 3 : Pourront nos dits sujets se marier librement... etc. — Art. 4 : Et pour aucunement récompenser les seigneurs du préjudice qu'ils recevront à cause du présent affranchissement, toutes et quantes fois que les héritages qui se trouveront, au jour de la publication des présentes, possédés par des personnes de la condition servile, changeront de mains par succession collatérale, disposition entrevifs ou testamentaire, échange, vente, et par quelque manière que ce soit, autre que par succession directe, descendante et ascendante, il sera payé au seigneur, par le nouveau tenancier, un droit de lods, à raison du douzième denier de la valeur et estimation du fonds des héritages, dont les personnes affranchies seront tenues de bailler déclaration au seigneur. — Art. 5 : Demeureront aussi en leur entier les droits de corvées, d'hommes et de bestiaux, les droits de guet et de garde, banalité de moulins, fours et pressoirs, tailles seigneuriales, et autres redevances dues à aucuns seigneurs particuliers, par titres légitimes, aveux et dénombremens anciens. — Art. 6 : Et n'est réputé titre valable, s'il n'est avant le 1^{er} janvier 1560 ».

Ces dispositions sont intéressantes à plus d'un titre. Elles marquent d'abord une intelligence très-nette du droit qu'avait la royauté de liquider la féodalité civile, en assurant aux seigneurs une juste indemnité. Ce droit, en effet, avait été contesté par Fourcroy dans la discussion : « Le roi, disait il, ne peut accorder

la liberté qu'aux serfs qui lui appartiennent personnellement; autrement il aurait la faculté d'enlever à ses sujets leurs propriétés, faculté que nos souverains ne se sont jamais attribuée ». Mais Auzanet lui avait aussitôt répondu : « Ceux qui se sont appliqués à la lecture des chartes et autres titres qui ont été conservés dans les anciennes abbayes, remarquent que le roi saint Louis et aucuns des rois ses prédécesseurs et successeurs, ont par leur autorité souveraine aboli la plupart des servitudes personnelles, comme étant contraires à la loi du christianisme, et à la liberté et franchise de laquelle l'état et les sujets du roi ont tiré leur domination. Et parce que dans les duchés de Bourgogne et du Nivernais, dans les comtés de la Marche et Auvergne, il est demeuré des restes de ces esclavages, il semblerait à propos de les abroger, et de donner à tous les sujets du roi une liberté entière et commune. » Et c'est sous l'influence des observations d'Auzanet qu'on avait adopté les six articles sur l'abolition du servage⁽¹⁾. Le même raisonnement s'appliquait, d'une façon manifeste, aux fiefs et aux censives, car des principes supérieurs, d'ordre économique et social, commandaient d'en prescrire le rachat, tout comme la loi chrétienne commandait d'abolir ce qui restait en France du servage.

L'identité de motifs n'apparut pas sans doute aux yeux de Lamoignon, soit qu'il n'ait pas très-clairement aperçu l'impérieuse nécessité d'affranchir la propriété, soit que l'abolition du servage lui parût être la seule réforme dont on eût chance d'obtenir du roi l'accomplissement. Non pas même qu'on eût sur ce point grand espoir; on savait que le roi consentirait avec peine à toucher aux droits de sa noblesse, qu'il était lui-même seigneur de fiefs, intéressé comme tel au maintien du servage. Auzanet l'indiquait nettement, quand il disait dans la discussion « qu'il était difficile, ou, pour mieux dire, impossible, de séparer les droits des seigneurs des droits du roi, en considérant celui-ci comme seigneur particulier⁽²⁾ ». Loin, d'ailleurs, de songer à une liquidation féodale, Lamoignon déclarait maintenir dans leur intégrité les redevances dues aux seigneurs; il faut remarquer même qu'il en créait de nouvelles, puisque l'indemnité due par les anciens serfs devait consister en un droit de lods et ventes, payable dans les conditions fixées par l'article 3 des Arrêtés. Mais, s'il maintenait en

(1) Francis Monnier, *Guillaume de Lamoignon et Colbert*, Paris, in-8°, 1862, p. 123, 126 et 127.

(2) Francis Monnier, *op. laud.*, p. 136.

principe les droits féodaux, il maintenait ceux-là seuls dont l'existence était établie par des titres légitimes, et déterminait d'une façon précise quelles espèces de titres seraient regardés comme valables; la question de la preuve des droits féodaux, brûlante depuis si longtemps, gardait ainsi la place importante qu'elle avait toujours eue, qu'elle devait encore avoir dans les réformes du droit intermédiaire.

Les Arrêtés de Lamoignon restèrent lettre morte; et d'Aguesseau, reprenant au début du siècle suivant les projets d'unification du droit, vint se heurter à son tour à la féodalité civile, obstacle permanent à tout progrès en ce sens. Mais d'Aguesseau paraît avoir compris bien mieux que Lamoignon que c'était une ambition irréalisable et une chimère de prétendre unifier les matières féodales. Si pénétré qu'il fût de la grande pensée de l'uniformité des lois, le savant chancelier a soigneusement distingué les matières où cette uniformité était immédiatement applicable, et celles qui la repoussaient par elles-mêmes ⁽¹⁾. « Il serait, disait-il, non seulement très-difficile, mais entièrement injuste, de vouloir réduire toutes les coutumes à une seule, dans ce qui regarde les droits seigneuriaux... Il y aurait de l'injustice à changer sans nécessité l'état de la fortune des hommes, en abrogeant d'anciens usages et même des lois publiques, sur la foi desquels ils ont vécu, ils ont contracté et disposé de leurs biens depuis plusieurs siècles. On exciterait par là un murmure universel dans toute la noblesse, murmure qu'on peut craindre, même quand il n'est pas bien fondé, mais qu'il ne saurait être permis de négliger, pour y donner lieu par une véritable injustice. Si l'on formait le dessein de réduire toutes les coutumes à une seule, il ne faudrait pas y comprendre les droits de justice, de fiefs et de censives ⁽²⁾ ». Ainsi, pour d'Aguesseau, la codification n'est possible que pour les parties restreintes du droit où la féodalité civile n'a point d'influence, et n'a point imprimé sa marque; pour codifier les autres matières, il aurait fallu commencer par une liquidation générale des droits féodaux, et c'est une entreprise dont il n'aperçoit pas l'utilité pressante, qu'il déclare lui-même non seulement très-difficile, mais entièrement injuste. La réforme qu'il entreprend, c'est d'unifier la jurisprudence bien plutôt que la législation, pour éviter que les « mêmes questions, quoiqu'elles soient purement de droit,

(1) Voy. Laferrière, *Essai sur l'histoire du droit français*, tome I, p. 371 et suiv.

(2) Dans Laferrière, *op. laud.*, I, p. 375.

soient jugées d'une manière différente et souvent opposée dans les différents tribunaux..., dans la vue de fixer la jurisprudence sur les questions qui se jugent diversement dans les différents tribunaux du royaume, quoique sur le fondement des mêmes lois..... Si cela n'arrivait que parce que les provinces qui sont du ressort de ces tribunaux sont régies par des lois différentes, et quelquefois contraires les unes aux autres, il n'y aurait rien à réformer dans la jurisprudence des compagnies, qui ne peuvent s'empêcher de suivre les lois qu'elles trouvent établies dans chaque pays, jusqu'à ce qu'il ait plu au législateur de les ramener toutes à l'uniformité; mais ce qu'il y a de plus singulier, et à quoi il est en même temps plus facile de remédier qu'à la diversité ou à la contrariété des coutumes, c'est que, quoiqu'il ne s'agisse que de l'exécution des mêmes lois, les juges les expliquent d'une manière si différente, qu'il en résulte sur certains points des maximes et des jurisprudences directement opposées dans les divers tribunaux de ce royaume ⁽¹⁾ ».

On arrivait ainsi jusqu'au milieu du XVIII^e siècle sans qu'aucune réforme de la féodalité civile eût été entreprise, ni même proposée d'une façon nette et pratique. Par une déclaration du 28 janvier 1651, Louis XIV avait bien accordé la faculté aux possesseurs de biens en la censive et mouvance du roi de les affranchir du paiement des lods et ventes, quints, requints, reliefs, treizièmes, rachats et autres droits casuels, en payant une indemnité à la Couronne; mais cette déclaration demeura sans effet : un très-petit nombre de possesseurs achetèrent ainsi leur affranchissement, et ceux qui le firent en profitèrent assez peu, car ils furent soumis à des taxes et à des augmentations qui rendirent leur affranchissement illusoire. En réalité, cette déclaration de 1651 n'avait aucunement pour but l'amortissement des droits féodaux dans les domaines de la couronne. C'était une pure opération fiscale, dictée par le délabrement des finances, comme le montrent clairement d'autres dispositions, jointes à celles dont on vient de parler; par le même acte, en effet, Louis XIV réunissait à la couronne tout le domaine qui en avait été distrait, « en ordonnait la vente et revente ensemble des offices et droits domaniaux ci-devant aliénés à faculté de rachat, accordait la faculté d'affranchissement des droits seigneuriaux dont il vient d'être question, et, faute par les possesseurs de faire l'acquisition de ces droits, permettait à toute

(1) Dans Laferrière, *op. laud.*, I, p. 375, 377 et 378.

personne de les acquérir, soit en particulier, soit en gros (1) ». Tout marque, dans cette déclaration, un expédient financier, une aliénation du domaine en un temps où la théorie de l'inaliénabilité avait encore toute sa force, aliénation ordonnée par une loi qui révoquait les précédentes, mais qui dès lors devait elle-même être instable, toujours sujette à révocation, et ne pouvait inspirer confiance à personne. Fort peu de gens en profitèrent, et durent regretter de n'avoir point partagé la défiance du plus grand nombre.

Il fallut venir à Turgot pour qu'un plan pratique de réforme fût enfin développé. Dans les années qui précédèrent l'arrivée au pouvoir du grand ministre, les protestations contre la féodalité civile devinrent plus violentes qu'elles ne l'avaient jamais été; les projets de codification de d'Aguesseau avaient déçu et surexcité par là même les espérances populaires, que le progrès des études économiques et sociales vint rendre encore plus pressantes; les questions législatives tombaient de plus en plus dans le domaine de la discussion publique, qui s'envenimait chaque jour davantage.

L'économie politique, tout d'abord, qui prit à cette époque un si brillant essor et une si grande influence, rendit en quelque sorte plus palpables les inconvénients des droits féodaux et des charges foncières. La démonstration si lumineuse, que les physiocrates avaient faite, de la part revenant au producteur agricole dans le produit général de l'exploitation, fit désirer à tous de voir s'établir une situation meilleure, où les rapports de cultivateur à propriétaire auraient leur jeu normal et leur cours naturel; la superposition de dépendances, d'entraves, de prélèvements sous lesquels on étouffait en devint plus visible et parut plus oppressive (2). « Assurez à un homme, dira très-justement Arthur Young, la possession d'une roche nue, il en fera un jardin; donnez-lui un jardin par bail de neuf ans, il en fera un désert (3). » Et voici ce que pensait, trente ans avant la Révolution, une société d'agriculture, composée pourtant toute entière de privilégiés : « Les rentes inamortissables, soit foncières, soit féodales, affectées sur les fonds de terre, quand elles sont un peu considérables, deviennent si onéreuses au débiteur qu'elles causent sa ruine, et successivement celle du fonds même. Il est forcé

(1) Voy. Boncerf, *Les inconvénients des droits féodaux*, p. 63 et 64.

(2) Doniol, *La Révolution française et la féodalité*, p. 9.

(3) *Voyage en France pendant les années 1787, 88, 89*, traduction française de Lesage, tome I, p. 67.

de le négliger, ne pouvant trouver la ressource de faire des emprunts sur un fonds trop chargé, ni d'acquéreurs s'il veut vendre. Si ces rentes étaient amortissables, ce rentier ruiné ne manquerait pas d'occasions d'emprunter pour amortir, ni d'acquéreurs en état de rembourser le fonds et la rente. On est toujours aise d'entretenir et d'améliorer un bien libre dont on se croit paisible possesseur. Ce serait procurer un grand encouragement à l'agriculture que de trouver des moyens praticables pour rendre amortissables ces sortes de rentes. Beaucoup de seigneurs de fiefs, persuadés de cette vérité, ne se feraient pas prier pour se prêter à ces sortes d'arrangements. Il serait donc bien intéressant de trouver et d'indiquer des moyens praticables pour parvenir à faire cet affranchissement des rentes foncières ⁽¹⁾ ».

C'est vers la même époque, de 1770 à 1775, que Voltaire prit en mains la défense des habitants du pays de Gex et du mont Jura, retenus encore dans les liens du servage par les moines de l'abbaye de Saint-Claude; dans une série de dix pamphlets ⁽²⁾, aussi remarquables par la précision rigoureuse des termes juridiques que par la verve incomparable de l'argumentation, il fait le triste tableau de la condition misérable où gémissent ces malheureux serfs, démontre par des titres certains que cette condition a pour unique origine des abus de pouvoir et des usurpations flagrantes, et réclame avec insistance une réforme immédiate. « Cette usurpation, conclue-t-il, est d'environ deux siècles, mais c'est un délit de deux siècles; la fraude est-elle sacrée pour être antique? Vous opposez une prescription; mais nous vous opposons une prescription plus respectable, celle du droit des gens, celle de la nature. Ce n'est pas à nous à vous prouver que nous sommes nés avec les droits de tous les hommes : c'est à vous de prouver que nous les avons perdus, c'est à vous de déployer sous les yeux du roi les titres par lesquels nous appartenons à des moines plus qu'à

(1) Cité par Tocqueville, *op. laud.*, p. 418 et 419.

(2) 1° Au Roi en son conseil, pour les sujets du Roi qui réclament la liberté en France, contre des moines bénédictins, devenus moines de Saint-Claude, en Franche-Comté; — 2° La voix du curé sur le procès des serfs du mont Jura; — 3° Coutume de Franche-Comté, sur l'esclavage imposé à des citoyens par une vieille coutume; — 4° Supplique des serfs de Saint-Claude, à monsieur le Chancelier; — 5° Requête au Roi pour les serfs de Saint-Claude; — 6° Extrait d'un mémoire pour l'entière abolition de la servitude en France; — 7° Remontrances du pays de Gex au Roi; — 8° Mémoire des États du pays de Gex; — 9° et 10° Au Roi en son conseil.

lui; c'est à vous de faire voir quand vous nous achetâtes en Guinée pour nous faire vos esclaves (1) ».

On ne saurait passer sous silence cette campagne de Voltaire contre le servage, même dans une étude dont l'objet exclusif est la propriété. Le servage, d'abord, qui lie le serf à sa tenure, intéresse la condition des terres comme celle des personnes, et l'abolition du servage devait affranchir la terre du serf comme sa personne; en outre, la polémique ardente de Voltaire ne pouvait qu'ébranler encore la conception féodale, et les idées émises sur la libération des serfs devaient, pour la plupart, se trouver applicables à celles des fiefs et censives. Ce qu'il faut noter avant tout dans ces études de Voltaire, c'est qu'il admet sans hésiter le principe du rachat des droits de mainmorte, et ne paraît même pas songer qu'il puisse être question de les abolir sans indemnité; modération digne de remarque, quand on songe à l'indignation si vive que lui causait le servage, quand on songe surtout qu'il en plaçait l'origine dans des usurpations pures et simples. Ces droits de mainmorte, pourtant, appartenaient au monastère de Saint-Claude, et n'avaient par conséquent jamais été l'objet d'aucune transmission, de sorte qu'on n'avait point à compter avec la bonne foi des acquéreurs successifs, avec la confiance légitime qu'ils avaient pu avoir dans le maintien des lois existantes; et la réforme enfin que demandait Voltaire reposait sur le principe le plus imprescriptible et le plus sacré, celui de la liberté humaine. Combien alors à plus forte raison n'aurait-il pas admis ce même principe du rachat quant à l'abolition des redevances féodales, alors qu'il fallait tenir compte dans une plus large mesure des droits légitimement acquis par les tiers conformément à des lois anciennes, dont sans doute on demandait la réforme, qui constituaient une gêne économique, mais ne violaient en somme aucun principe supérieur de morale ou de droit naturel? Voltaire, enfin, s'expliquait nettement sur le système de rachat qu'on pouvait adopter; il proposait celui qu'avait jadis présenté Lamoignon, mais se montrait plus sévère quant à la preuve à fournir pour la perception du droit. « Ne seront réputées légitimes, disait-il dans son projet d'abolition, les possessions qui se trouveraient contraires aux titres primitifs, et dans lesquels le droit de mainmorte ne se trouvera pas taxativement énoncé. Ne seront pareillement réputés titres valables que ceux portant concession des terrains sous la condition expresse de mainmorte, ou, à ce

(1) 1^{er} pamphlet : Au Roi en son conseil, *in fine*.

défaut, des reconnaissances géminées, passées par les deux tiers au moins des habitants des communautés où il y a généralité de main-morte, et revêtues d'ailleurs de toutes les formalités prescrites par les lois, coutumes ou ordonnances, pour la validité de semblables actes (1) ».

A côté de ce premier système, il en signalait un second, appliqué par le roi de Sardaigne Charles-Emmanuel III, dans une double réforme qu'il faut noter ici comme l'antécédent le plus direct et le plus immédiat des modifications qu'allait demander Boncerf, et qu'allait accomplir l'Assemblée constituante. Par un premier édit du 20 janvier 1762, Charles-Emmanuel avait aboli le servage dans le duché de Savoie, mais en accordant aux seigneurs une indemnité en capital, au lieu de leur donner, comme Lamoignon proposait de le faire, un droit à des redevances périodiques; l'affranchissement était déclaré gratuit dans le domaine ducal, et ce domaine renonçait au profit qu'il percevait jadis sur les affranchissements de serfs; tous les taillables pouvaient s'affranchir à prix librement stipulé, ou bien à prix arbitré par l'intendant de la province, à défaut d'entente avec le seigneur; enfin les communautés d'habitants étaient invitées à traiter pour leurs membres avec les seigneurs, et ceux-ci sommés de déposer dans le délai d'un an la liste de tous les taillables qu'ils prétendaient avoir (2). Ce mode de rachat, par le versement d'un capital une fois payé, présentait cet immense avantage, au point de vue du développement historique, qu'il n'était pas seulement applicable au servage, comme le mode de Lamoignon, mais pouvait également servir à la liquidation des droits seigneuriaux. Par un second édit du 19 décembre 1771, le duc prescrivit en effet le rachat général, suivant les mêmes principes, de toutes les rentes et redevances féodales; deux édits réglementaires du 10 décembre 1773 et du 2 janvier 1778 complétèrent sur ce point une législation pleine de prévoyance. Chaque seigneur créancier devait produire un état sommaire et légalisé des rentes qui lui étaient dues, et chaque débiteur, vassal ou censitaire, devait payer le capital à raison du denier vingt-cinq; pour fournir aux débiteurs un moyen de se libérer, il était établi, sur la totalité des fonds sujets au rachat, un impôt spécial, dont le produit devait être versé dans une caisse à part; cette caisse, suivant les fonds qui s'y trouvaient, était obligée de

(1) 6^e pamphlet : Extrait d'un mémoire..., etc., *in fine*.

(2) Doniol, *op. laud.*, p. 195.

payer successivement aux communes l'argent nécessaire à leur acquittement envers les seigneurs ; enfin, une commission nommée par le Sénat de Savoie était chargée de concilier et de régler définitivement les droits des seigneurs et des censitaires ⁽¹⁾. L'opération, si sagement réglementée, ne tarda pas à commencer, et produisit bientôt d'excellents résultats ; un historien savoisien, M. Victor de Saint-Genix, affirme en effet que les rentes féodales dues en Savoie, évaluées à douze millions en 1771, étaient éteintes jusqu'à concurrence des cinq sixièmes lorsque la République française envahit la Savoie en 1792 ⁽²⁾ ; rapidité merveilleuse, quand on songe à toutes la difficulté de transactions aussi délicates, quand on songe surtout aux combinaisons financières considérables qu'il fallait accomplir pour mener l'œuvre à bien.

L'heureux agencement de ce plan de réforme avait frappé Voltaire et beaucoup d'autres comme lui ; ceux que la féodalité civile opprimait et lésait supportèrent avec moins de patience les inconvénients d'un régime dont la liquidation apparaissait ainsi comme pratiquement possible et immédiatement réalisable. Turgot, qui prenait le pouvoir en 1774, comprit que le moment d'agir était venu, et on put croire un moment qu'il allait conjurer par son initiative hardie et prudente les dangers dont déjà l'avenir était gros. Nommé contrôleur général des finances le 24 août 1774, Turgot devait être renvoyé le 12 mai 1776, au bout de vingt mois et dix-huit jours : « Sur ses vingt mois, écrit son plus récent historien, il n'a joui d'une bonne santé que pendant treize, et il a souffert de la goutte pendant les sept autres ; mais la maladie n'a pas eu de prise sur son travail, et l'on peut affirmer que, pendant tout le temps qu'il a exercé ses fonctions de contrôleur général, il n'a jamais cessé de poursuivre un seul instant l'exécution franche et honnête de ce que nous pouvons appeler son programme, pour employer une expression moderne, c'est-à-dire le rétablissement des finances, la lutte contre les abus, la destruction des privilèges, la délivrance du travail, du commerce et de l'industrie étouffés par les règlements et les monopoles, cherchant à réaliser ainsi sans violence, quinze ans avant la Révolution de 1789, toutes les ré-

(1) De Loménie, *Les droits féodaux et la Révolution*, loc. cit., p. 545, note 1. — Cpr. les *Mémoires historiques sur la maison de Savoie*, par le marquis Costa de Beauregard, tome III, p. 264 et 265. Le texte des édits se trouve dans la collection de Dubois, *Raccolta delle leggi, etc., dall' anno 1681 sino 1798* ; Turin, 28 vol. in-folio.

(2) De Loménie, *cod. loc.*

formes conquises plus tard, au prix de tant d'efforts et de souffrances, dans l'ordre civil et économique⁽¹⁾ ».

La question féodale devait nécessairement attirer l'attention de Turgot, car elle se rattachait par des liens étroits aux intérêts économiques et financiers dont il avait la gestion. D'une part, en effet, le maintien des droits seigneuriaux mettait obstacle à la perception régulière et facile de la taille royale, puisqu'il ruinait les campagnes et détruisait tout crédit; d'autre part, l'amortissement graduel, dont la nécessité apparaissait chaque jour d'avantage, devait avoir en matière fiscale de graves conséquences, puisqu'il devait diminuer ou modifier au moins dans une large mesure le revenu des domaines de la Couronne, puisque surtout il ne pouvait s'accomplir sans qu'on eût recours à d'énormes emprunts fonciers, peut-être même à une large intervention du Trésor. La question féodale était un des aspects de la question financière en général, et ne pouvait par conséquent échapper à Turgot.

Depuis son entrée en fonctions jusqu'au mois de juillet 1775, le nouveau contrôleur général fut absorbé tout entier par les discussions violentes sur la liberté du commerce des blés, par la guerre des farines, et par l'ardente opposition qu'il fit au rappel du Parlement⁽²⁾. Deux points seulement de cette longue histoire doivent être notés ici : les premiers symptômes d'antagonisme entre le ministre et la magistrature, la confiance absolue que Turgot inspirait à Louis XVI.

Préoccupé des réformes qu'il voulait accomplir, et dont il arrêta vers ce temps-là le plan, Turgot craignait que l'esprit conservateur du Parlement ne fût un obstacle à l'accomplissement de son dessein; il pensait d'ailleurs très-sincèrement que le roi avait le pouvoir de changer les institutions anciennes quand le bien public lui en faisait un devoir, et il n'admettait pas que l'intervention du Parlement fût nécessaire pour donner aux décisions royales un caractère législatif obligatoire⁽³⁾. « Le 12 novembre 1774, le roi, dans un lit de justice, rétablit dans leurs fonctions les membres du Parlement de Paris, qui en avaient été privés le 21 janvier 1771; mais il prit ou crut prendre, dans une suite d'édits enregistrés au même lit de justice, des précautions contre les empiètements administratifs et politiques des corps judiciaires. Le Parle-

(1) Léon Say, *Turgot*, p. 93.

(2) Voy. sur ces événements le chapitre V du livre de M. Léon Say, p. 89 à 128.

(3) *Ibid.*, p. 126.

ment se réunit quelques jours plus tard pour protester contre la diminution de son autorité, et bientôt les choses reprirent leur cours ancien, malgré les édits qui avaient accompagné le rétablissement des juges; le Parlement se considéra comme chargé, autant et plus que par le passé, de défendre ce qu'il appelait l'ancienne constitution du royaume, contre les réformes qu'on voulait y introduire (1) ».

Turgot se crut pourtant assez fort pour entreprendre la lutte, tant il se croyait en possession de l'entière confiance du roi. Comme il entra en charge, et remerciait le roi devant toute la cour de sa nomination : « Je vous donne ma parole d'honneur, lui avait dit Louis XVI en lui prenant les mains, d'entrer dans toutes vos vues, et de vous soutenir toujours dans les partis courageux que vous aurez à prendre ». Caractère faible et indécis, le roi se laissait gagner par l'active et robuste honnêteté de son ministre; il lui savait gré de le forcer en quelque sorte à vouloir. « Vous avez bien raison, lui écrivait-il au lendemain de la séance royale du 5 mai 1775, que tout ceci coûtera beaucoup d'argent et nécessitera de grands retranchements; mais, un peu plus ou un peu moins, il en fallait toujours venir là, et, comme d'un mal on gagne quelquefois un bien, on aura vu de ceci que je ne suis pas si faible qu'on croyait, et que je saurai exécuter ce que j'aurai résolu, ce qui nous facilitera les opérations qu'il faut faire; le vrai est que je suis plus embarrassé avec un homme qu'avec cinquante (2) ».

Fort de cette confiance, vainqueur du Parlement qui avait dû capituler devant les ordres du roi, soutenu enfin par Malesherbes qu'il avait fait entrer au ministère, Turgot reprit ses projets de réforme, sans se laisser intimider par les cabales puissantes qui s'agitaient autour de lui. Le 5 janvier 1776, il présentait au conseil « les six édits qui font sa gloire, qu'il fit accepter au roi après une discussion des plus approfondies, qu'il força le Parlement d'enregistrer dans un lit de justice malgré une opposition d'une violence extrême, et qui entraînèrent finalement sa chute (3) ». Aucun de ces édits n'avait trait à la réforme foncière, que Turgot se résér-

(1) Léon Say, *op. laud.*, p. 127.

(2) Voy. *ibid.*, p. 91 et p. 121.

(3) *Ibid.*, p. 133 et 134. Ces six édits avaient respectivement pour objet : 1° la suppression des corvées; — 2° la suppression de la police des grains à Paris; — 3° la suppression de la police sur les quais, les halles et ports de Paris; — 4° la suppression des jurandes et maîtrises; — 5° la suppression de la caisse de Poissy; — 6° la modification des droits sur les suifs.

vait sans doute d'entreprendre plus tard, ne voulant pas blesser à la fois les privilégiés dans tous leurs intérêts les plus chers. Pour préparer cependant cette réforme qu'il ajournait, il fit publier par son commis Boncerf ⁽¹⁾ une courte brochure, qui parut à Londres sans nom d'auteur, à peu près à l'époque où les édits étaient présentés au Parlement pour être enregistrés, et qui avait pour titre *Les inconvénients des droits féodaux*, avec cette épigraphe empruntée à Virgile : *Hinc... mali labes*.

Le livre de Boncerf se trouva de la sorte intimement mêlé à la lutte qui se menait autour des édits. Le 17 février, le procureur général et les commissaires du Parlement se déclarèrent défavorables à l'édit sur la suppression des corvées, et arrêtaient qu'il serait fait des remontrances au roi; le lit de justice devenait inévitable, mais certains membres du conseil, bien que partisans des édits, semblaient pourtant hésiter, et le roi lui-même, sans être cependant ébranlé, ne se décidait point à agir. La bataille de brochures, de chansons et de petits vers qui durait depuis le 5 janvier redoubla de vivacité. Les partisans de Turgot s'émurent des épigrammes un peu vives dont on accablait leur chef, et le Conseil leur donna satisfaction en sévissant contre les auteurs des satires et des pamphlets; il supprima leurs ouvrages par arrêt du 22 février. Le Parlement vit un défi dans cet acte de sévérité; et, le lendemain même, se vengea du ministre en poursuivant le livre de son commis. Boncerf avoua l'ouvrage, et fut décrété d'ajournement personnel. L'avocat général dénonça cet écrit « comme tendant à amener les habitants des campagnes contre les seigneurs »; le Parlement vit dans la discussion de la féodalité civile, comme une espèce d'attentat, et ordonna « que ladite brochure serait lacérée et brûlée au pied du grand escalier du Palais par l'exécuteur de la haute justice, comme injurieuse aux lois et coutumes de France, aux droits sacrés et inaliénables de la couronne et au droit de propriété des particuliers; comme tendant à ébranler toute la constitution de la monarchie, en soulevant tous les vassaux contre leurs seigneurs et contre le roi même, en leur présentant tous les droits féodaux et domaniaux comme autant d'usurpations, de vexations et de violences également odieuses et ridicules, et en leur suggérant les prétendus moyens de les abolir, qui sont aussi contraires au respect dû au roi et à ses ministres qu'à la tranquillité du royaume ».

(1) Né en 1745, Boncerf s'était fait recevoir avocat au Parlement de Besançon en 1770, et exerçait encore cette profession quand Turgot, devenu contrôleur général des finances, l'attacha à ses bureaux comme premier commis.

Turgot et Malesherbes durent s'interposer pour soustraire Boncerf aux rigueurs du Parlement; ils le mandèrent sans retard auprès d'eux à Versailles, et firent donner l'ordre au Parlement par le roi de cesser toutes poursuites ⁽¹⁾. L'incident fit grand bruit, et fut pour les parlementaires un très-sensible échec. « Vous saviez peut-être, écrivait cinq jours après Voltaire, que le Parlement ayant fait brûler par son bourreau, au pied de son grand escalier, un excellent livre en faveur du peuple, composé par M. de Boncerf, premier commis de M. Turgot, et ayant décrété l'auteur d'ajournement personnel, Sa Majesté leur a ordonné de mettre le décret à néant, et leur a défendu de dénoncer les livres. Elle leur a dit que ces dénonciations n'appartenaient qu'à son procureur général, qui même ne pouvait le faire qu'après avoir pris ses ordres. Voilà des jugements de Titus et de Marc-Aurèle, mais Messieurs ne sont pas des sénateurs de Rome. Pour M. de Turgot, il a tout l'air d'un ancien Romain ⁽²⁾ ».

(1) Voy. sur tous ces incidents, Léon Say, *op. laud.*, p. 145 et 146; — de Loménie, *loc. cit.*, p. 546; — et une étude sur *Le procès de Boncerf en 1776*, publiée par M. Delacroix, conseiller à la cour de Besançon, dans les *Mémoires de la société d'émulation du Doubs*, 6^e série, tome II, 1887, p. 328 à 348.

(2) Lettre à Audibert du 28 février 1776. — Cpr. la lettre qu'il écrivait le 5 mars à l'avocat Christin : « Mon cher ami, voici bien d'autres nouvelles. Vous connaissez ce petit livre qui en vaut bien un plus gros, cet examen sage et savant, ce code plein d'humanité, intitulé : *Les inconvénients des droits féodaux*. Nous le regardions, vous et moi, comme un préliminaire de la justice que le roi pouvait rendre à ses sujets les plus utiles... La cour de Parlement, garnie de pairs, vient de faire brûler par son bourreau, au pied de son grand escalier, cet excellent ouvrage. Les princes du sang ont donné leur voix pour le proscrire. Je suis pétrifié d'étonnement et de douleur ». — Trois jours après, le 8 mars, Voltaire écrivait à Boncerf la lettre suivante : « J'avais lu, monsieur, l'excellent ouvrage dont vous me faites l'honneur de me parler, et toute ma peine était d'ignorer le nom de l'estimable patriote que je devais remercier. Il me paraissait que les vues de l'auteur ne pouvaient que contribuer au bonheur du peuple et à la gloire du roi : j'en étais d'autant plus persuadé qu'elles sont entièrement conformes aux projets et à la conduite du meilleur ministre que la France ait jamais eu à la tête des finances... Vous m'apprenez, monsieur, que je me suis trompé; que l'idée de faire du bien aux hommes est absurde et criminelle, et que vous avez été justement puni de penser comme M. Turgot et comme le roi. Je n'ai plus qu'à me repentir de vous avoir cru; et il faut qu'au lieu de mourir en paix, mes cheveux blancs descendent au tombeau avec amertume, comme dit l'autre. Cependant j'ai bien peur de mourir dans l'impénitence finale, c'est-à-dire plein d'estime et de reconnaissance pour vous; je pourrai même mourir victime de votre hérésie. En ce cas, je me recommande à vos prières, et je vous supplie de me regarder comme un de vos fidèles ». — Vers le même temps, sous le pseudonyme du R. P. Polycarpe, Voltaire adressait à Séguier une longue lettre, remplie du plus brillant per-

Le Parlement céda devant la volonté très-ferme du roi, et il enregistra les édits dans un lit de justice tenu à Versailles le 12 mars 1776; mais cette journée fut la ruine en même temps que le triomphe de Turgot. Le roi s'était lassé sans doute de tant d'efforts considérables exigés de lui par son ministre; à dater de ce jour l'influence de tous les adversaires de Turgot se fit sentir avec une force croissante, qui devint bientôt irrésistible : il sortit du pouvoir le 12 mai.

L'ouvrage de Boncerf, dont on connaît maintenant l'origine, était d'ailleurs aussi modéré dans la forme qu'au fond; c'était

siffage, où il le félicite ironiquement de son réquisitoire dans le procès de Boncerf : « Nous vous devons, monsieur, une reconnaissance éternelle, pour avoir déferé à la vengeance des lois un écrit aussi pernicieux que celui contre lequel vous vous êtes élevé. Il était bien juste assurément de faire brûler par le bourreau, au pied du grand escalier, cette brochure capable d'échauffer le peuple et de le porter à la révolte, cet écrit qui renverse les principes fondamentaux de la monarchie, puisqu'il détourne les vassaux de plaider avec leurs seigneurs, qu'il conseille aux uns et aux autres de se concilier, et de convenir, de gré à gré, du prix de l'affranchissement des droits féodaux, qui sont une source intarissable de procès. Tout le monde sait que ces procès sont les plus difficiles, les plus compliqués, les plus obscurs de tous; mais ce sont ceux aussi qui procurent aux juges les plus fortes épices. La bonne moitié des procès roule sur les droits féodaux. Supprimez ces droits, vous supprimez net la moitié des procès; vous paraîtriez soulager les juges, mais vous les dépouilleriez d'une partie de leur considération, et de leurs meilleurs revenus. Vous ruinerez les procureurs, les greffiers, les commissaires à terrier, tous gens fort nécessaires à l'État. Ils servent les tribunaux, les tribunaux doivent donc les protéger ». Cette lettre à Séguier est rapportée dans les *Mélanges littéraires* de Voltaire. — Malgré toutes ces railleries, le Parlement et la cour ne perdaient aucune occasion de censurer l'ouvrage de Boncerf. L'année même du procès, un marquis de Vibray avait fait saisir et emprisonner un de ses vassaux qui refusait de payer le cens; une quarantaine de paysans réclamèrent la liberté du détenu, prirent les armes et pillèrent le château; le Parlement, saisi de l'affaire, attribua cette émeute à l'ouvrage de Boncerf qui avait été lu dans le village (*Correspondance Métra*, tome II, p. 429). Six semaines environ après le procès de Boncerf, « un parent du duc de Mortemart, chassant sur ses terres, fut attaqué par des paysans qui voulurent l'empêcher, le traitèrent avec brutalité, et tirèrent même sur lui et sur ses gens, prétendant être libres, maîtres de leurs terres. Le duc accourut à Versailles, et porta ses plaintes au ministre, attribuant cet événement au système de M. Turgot et aux ouvrages qu'il a fait éclore. Leur lecture et les opinions qu'elle répand dans le peuple peuvent, en effet, échauffer quelques esprits turbulents. L'affaire a été portée devant le Parlement, et l'arrêt qui est intervenu porte indirectement sur le ministre et ses principes, ainsi que sur la brochure des *Inconvénients des droits féodaux* (*Corresp. Métra*, tome II, p. 23 et 24) ».

moins en effet une œuvre privée de polémique qu'un avant-projet de réforme mis en avant par Turgot sous le nom d'un ami. L'inspiration quasi-officielle du livre en doubla l'intérêt pour les contemporains, et la condamnation retentissante prononcée par le Parlement fit de ces quelques pages un gros événement. Voici quelles étaient les idées essentielles présentées par l'auteur.

Boncerf a très-bien aperçu que le cisaillement de la propriété était, au point de vue juridique, l'inconvénient capital des droits féodaux. « Tâchons, dit-il, de compter combien sur un seul fonds il y a de maîtres. On pourrait douter s'il faut mettre en ligne celui qui le cultive, car nous allons voir qu'il a des copropriétaires si redoutables, qu'il faut qu'il disparaisse en quelque sorte devant eux; cependant comprenons-le pour un, sans tirer à conséquence, et sauf à le retrancher si quelqu'un l'exige, ci. 1

Le seigneur de la directe; on ne peut contester celui-là, tant pour le cens et le surcens que champart, passons pour un, ci. . 1

J'aurais peut-être dû commencer par le décimateur; mais il n'aura rien à nous reprocher, le mettant comme il convient en ordre utile, ci. 1

Si la dîme d'agneau ou autre dîme de sang, ou menue dîme a lieu, comme cela est commun, le curé qui la perçoit sera ci pour. 1

Un seigneur voisin, ou de fief, a souvent droit de chasse par titre ou par réciprocité; ce droit, qui ravage les héritages dans des terres de valeur, mérite bien d'être placé ici avec les autres. 1

Une rente suzeraine est chose fréquente; on doit à son seigneur proche, et au médiat, qui prend place ici pour. . . . 1

Le droit de parcours est un droit si général, qu'on ne peut s'empêcher d'en faire mention, soit qu'il appartienne à la communauté ou à d'autres, ci. 1

Dans la crainte d'être taxé d'exagération, nous arrêtons ici le calcul; mais on ne nous disputera pas que celui qui cultive n'est souvent que le fermier, dès lors il est indispensable de placer ici le bailleur pour 1

Total des prétendants et exerçants droits et propriétés sur un héritage » (1). 8

Cette division du domaine présente des dangers qu'il est facile d'entrevoir; Boncerf rappelle le vieux brocard de Loisel « de bien

(1) *Op. laud.*, en note aux pages 10 et 11.

commun on ne fait pas monceau », et la remarque très-justement exprimée par une ancienne constitution romaine : « *Naturale vitium est negligi quod communiter possidetur, utque se nihil habere qui non totum habeat arbitretur, denique suam quoque partem corrumpi patiatur, dum invidet alienam* »⁽¹⁾ ».

L'inconvénient étant tel, le moyen qu'il propose pour en sortir, c'est de procéder à un partage entre ces copropriétaires si nombreux : « Les lois, dit-il, n'ont pas voulu qu'aucun copropriétaire pût être forcé de demeurer malgré lui en communauté; ces mêmes lois ne peuvent-elles pas nous aider à provoquer nos seigneurs à prendre par voie de partage ou de licitation une partie de nos héritages, pour leur tenir lieu de leur directe et de tous leurs droits? ne pourrions-nous pas les obliger d'en recevoir le remboursement, moyennant une somme qui en représenterait le capital, à raison du denier cinquante ou soixante, de sorte que ce qui nous resterait, et que nous aurions affranchi, fût possédé d'une manière entièrement libre et exempte de toutes charges féodales⁽²⁾? » Le rachat des redevances paraît d'ailleurs à Boncerf le seul mode possible d'affranchissement des terres; l'abolition sans indemnité des droits féodaux lui paraît être injuste et partant impossible : « Vous réclamez, dit-il, la liberté primitive des fonds; mais cette directe qui vous grève, étant passée dans le commerce par l'adoption qu'en ont faite les lois, elle est devenue la propriété des seigneurs; vous sentez et reconnaissez la nécessité de l'indemniser s'ils veulent bien renoncer⁽³⁾ ».

Cet affranchissement par rachat ne présenterait d'ailleurs, fait remarquer Boncerf, que des avantages pour tous les intéressés, seigneurs, vassaux et censitaires. La chose est évidente quant au vassal et quant au censitaire; elle ne l'est pas moins en ce qui concerne le seigneur. Tout seigneur, en effet, possède des droits honorifiques et des droits utiles. Or Boncerf maintient expressément tous les droits honorifiques attachés à la justice ou au patronage⁽⁴⁾; et, quant aux droits utiles, leur conversion en un capital fixe, une fois payé, devait être pour les seigneurs un moyen de tripler et au delà leurs revenus, car ils causaient mille embarras et difficultés pour de médiocres produits, et étaient l'origine d'un

(1) Loisel, *Institutes coutumières*, liv. III (édit. Dupin et Laboulaye, tome I, p. 372); — Constitution 2, § 1, au Code de Justinien, *Quando et quibus*, X, 34.

(2) *Op. laud.*, p. 12 et 13.

(3) *Op. laud.*, p. 25.

(4) *Op. laud.*, p. 49.

état contentieux ⁽¹⁾ dont Boncerf présente une très-vive image : « Quelque assurés que nous soyons que la plupart des lecteurs ne verront aucune exagération dans tout ce que dit l'auteur sur la complication et l'embarras du droit féodal, on croit devoir leur rappeler qu'il y a plus de trois cents espèces de redevances féodales qui se subdivisent à l'infini. Par exemple, les rentes sont foncières, arrière-foncières, héréditaires, inféodées, requérables, seigneuriales, sèches, volages; un seigneur est censier, direct, dominant, féodal, foncier, sur-foncier, haut-justicier, nouveau, féager, suzerain, utile. Un fief est un fief d'honneur, de profit, de danger, de dignité, simple, lige, corporel, incorporel, de pléjure, rendable, de paise, ouvert, couvert, dominant, servant, abonné, abrégé, ample, amété, chevel, de corps, éclipsé, empiré, fenne, franc, de haubert, mort, vif, noble, rural, roturier, en nuesse, en pairier, en parage, en pariage, de reprise, etc. Le cens est simple, abonné, féager, chef-cens, double-cens, rago, sur-cens, suzerain, etc. On prendrait pour une plaisanterie une plus longue énumération, et les dénominations passeraient pour pure invention, quelque exactes et vraies qu'elles fussent; on finit donc ici un article qui pourrait faire un volume... Le seigneur, pour recueillir et exercer ses droits, est obligé à des frais considérables; il lui faut des archives, des terriers, immensément coûteux à former et à renouveler, des rôles, des receveurs, des collecteurs, des sergents, et des comptes très-étendus; tantôt le droit, la quotité ou la manière de payer sont contestés; tantôt la mouvance est prétendue par d'autres seigneurs; les énormes procès qu'engendrent les contestations, passant de père en fils, dévorent les seigneurs, les vassaux et les terres où ils se sont élevés ⁽²⁾ ».

Utile et avantageuse pour tous, l'opération pouvait, d'après Boncerf, s'effectuer de deux manières : le roi, d'abord, aurait pu en donner l'exemple dans ses domaines, et cet exemple aurait été suivi par les seigneurs; il aurait pu aussi ordonner l'affranchissement d'une façon générale, en réglant l'indemnité due aux seigneurs. Ce qui manque le plus dans l'œuvre de Boncerf, c'est une exposition plus précise du plan même de ce rachat; on sent, en le lisant, qu'il proposait une réforme encore très-contestée, et que, sans s'attarder à des détails réglementaires auxquels on songerait plus tard, il cherchait avant tout à convaincre les intéressés que

(1) *Op. laud.*, p. 52.

(2) *Op. laud.*, p. 51, note 1, p. 27.

la réforme était désirable et possible. Le roi et les seigneurs s'opposant à tout changement sur ce point, il accumule à leur adresse les plus spécieux raisonnements.

Il examine, en premier lieu, l'intérêt du domaine. Le domaine consiste principalement en cens, rentes et casuels féodaux, dont le roi, dit-il, ne saurait tirer meilleur parti qu'en admettant les vassaux à les racheter : « Le roi permettrait à tous les vassaux de racheter : toutes rentes, devoirs et servitudes féodales. Celles qui sont dues en argent ou en denrées, ou en services qui ont une valeur, telles que les corvées, seraient rachetées moyennant le capital au denier trente ou quarante; l'obligation de la foi et hommage serait rachetée moyennant un prix proportionné à la dignité du fief. Je me persuade que le roi accorderait une composition plus douce que les autres seigneurs, tant pour accélérer l'opération que pour empêcher ses vassaux de porter leur mouvance à d'autres seigneurs... Les propriétaires demeureraient néanmoins libres de racheter ou non leurs servitudes, mais leurs héritiers ou acquéreurs seraient obligés de les racheter avant d'entrer en possession. Après la révolution des ventes et des successions, le domaine n'aurait plus que des vassaux entièrement libres; cette liberté des personnes et des fonds constituerait son caractère... Le roi recueillerait des avantages considérables de cette opération; tous les vassaux usurpés et passés sous d'autres seigneuries viendraient d'eux-mêmes apporter les titres de leur dépendance, offrir le prix de leur liberté, et se ranger sous le domaine, qui recouvrerait sans frais tous les vassaux, et le prix de ses mouvances usurpées. Sa Majesté retirerait ainsi des sommes considérables, qui pourraient être employées à l'acquittement des dettes les plus onéreuses de l'État⁽¹⁾ ».

L'intérêt des seigneurs, ajoute Boncerf, est tout aussi certain, en laissant même hors de compte l'apaisement de cet état contentieux qui leur coûte si cher; ils ont été les dupes de l'habitude, sans quoi l'on ne pourrait comprendre qu'ils eussent négligé de convertir leurs directes : « Un seigneur retirerait de la vente de ces droits plus qu'il ne vendrait toute sa terre, en y comprenant les domaines et les édifices; il remplacerait ces droits par l'acquisition de fonds à sa convenance; il serait le maître de choisir, parce qu'il ne consommerait le traité d'affranchissement des fonds d'un ou plusieurs vassaux, ou de la généralité, qu'à la condition qu'on lui donnerait tels ou tels héritages pour prix de l'affranchissement. Cet affran-

(1) *Op. laud.*, p. 42, 43, 44.

chissement se ferait sur le pied du droit brut, c'est-à-dire tel que le vassal le paie, tandis que le seigneur ne peut le compter dans ses recettes qu'après les déductions et frais que ces droits essuient dans les fermes et cueillettes; ainsi ces rentes et devoirs, étant rachetés au denier soixante, tripleraient et au delà les revenus du seigneur, qui placerait le capital du rachat au denier vingt. Je suppose quelques parties de cens montant à douze livres; le seigneur n'en tire, dans sa régie ou dans son bail, que neuf livres au plus : si le seigneur reçoit le rachat de ces rentes au denier soixante, il en aura sept cent vingt livres, qui, au denier vingt, lui produiraient trente-six livres, qui font quatre fois le net de la rente féodale. La somme de sept cent vingt livres, placée en fonds, produirait le triple du cens ⁽¹⁾ ».

La seule objection sérieuse qui fut faite au projet se tirait de l'inaliénabilité du domaine royal. Outre ses droits immédiats de seigneurie dans la mouvance de la couronne, le roi, en effet, était considéré comme seigneur fleffeux de tout le royaume, de sorte que l'abandon moyennant rachat de toutes les directes féodales constituait une aliénation partielle du domaine, opération contraire à tous les principes du droit public en vigueur. Cette objection pourtant n'avait pas de valeur, et Boncerf l'écartait aisément. Le domaine, faisait-il observer, a été déclaré inaliénable et imprescriptible parce que les revenus de ce domaine servaient à payer les dépenses royales et publiques qu'ils suffisaient à couvrir; mais le domaine est aujourd'hui tombé, pour des causes diverses, dans un tel état d'épuisement qu'il ne forme plus la centième partie des besoins et des revenus du gouvernement : il a donc perdu la faveur religieuse qu'il méritait : « Le domaine est devenu un nom sans réalité, puisqu'il est également épuisé et insuffisant; il ne doit donc tenir dans l'ordre législatif et politique qu'une place égale à son utilité qui est sa mesure, la seule exacte des choses : les lois ne sont pas plus importantes que leur objet; le domaine est entièrement changé; il a perdu son utilité, il n'est donc plus inaliénable; il était la sauvegarde des peuples, en les garantissant des impôts dont il ne peut plus les défendre; ses droits de directes et de mouvances sont le fléau des vassaux; les principes d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité les désespèrent; les vassaux doivent donc être admis à racheter ces servitudes : la convention sociale, qui avait mis une dot en fonds à la couronne tombe d'elle-même à cet égard, parce qu'elle

(1) *Op. laud.*, p. 47 et 48.

n'est plus soutenue par le suffrage et par les vœux des peuples; le roi est l'organe et la voix de la société; il peut déclarer le changement du vœu de la société, qui tirera un plus grand parti de la dot de la couronne, en en faisant une nouvelle disposition (1). »

L'auteur enfin rappelle les mesures si efficaces prises par le roi de Sardaigne, et dont les conséquences avantageuses commençaient à se faire sentir; il rappelle les édits royaux dont on connaît les dispositions, autorisant les débiteurs à rembourser les redevances assises sur les maisons des villes, et s'étonne que l'on n'ait point encore songé à délivrer aussi les biens de la campagne; il parle enfin du reste de servage qui désolait encore certains points de la France, et dont il réclame après Voltaire la suppression moyennant rachat.

J'ai dû donner cette longue analyse du livre de Boncerf, parce qu'il offre, sous une forme concise et souvent fort heureuse, un très-intéressant résumé des idées principales qui avaient cours avant la Révolution sur la question féodale. Indépendamment de ce premier ouvrage, on attribue quelquefois à Boncerf une seconde brochure, publiée comme l'autre sans nom d'auteur, même sans lieu ni date, et qu'il importe de connaître parce qu'on peut penser que l'influence de Turgot n'y fut pas étrangère. Le titre est le suivant : *Mémoire sur les rentes foncières dues aux gens de mainmorte, et les avantages que l'État peut en retirer, en autorisant les débiteurs à les racheter, conformément aux édits et déclarations de 1441, 1539, 1553 et 1554* (2). L'auteur propose d'autoriser les redevables de ces rentes à en faire le remboursement entre les mains du roi, sur le pied du denier vingt-cinq ou trente; le domaine aurait continué la même rente aux crédi-rentiers, ainsi qu'il avait été ordonné pour les rentes sur les maisons des villes par l'édit de mai 1553. Cette proposition, spéciale par son objet puisqu'elle n'a trait qu'aux rentes dues aux gens de mainmorte, mérite

(1) *Op. laud.*, p. 32.

(2) M. Viollet est, à ma connaissance, le seul auteur qui fasse mention de ce mémoire; il l'attribue d'ailleurs à Boncerf sans marquer une hésitation (*Précis de l'histoire du droit français*, p. 624). La bibliothèque de la Faculté de droit de Paris possède un exemplaire de ce mémoire, relié à la suite de l'étude sur les *Inconvénients des droits féodaux*, avec l'indication manuscrite du nom de Boncerf. La Bibliothèque nationale en possède un autre, mais cartonné séparément, et sans aucune indication du même genre; le *Mémoire* figure au catalogue comme ouvrage anonyme, sans aucune indication d'auteur. On ne trouve non plus aucune indication dans le *Dictionnaire des ouvrages anonymes* de Barbier.

pour deux motifs de fixer l'attention. Elle marque, en premier lieu, chez son auteur et chez les contemporains, un sentiment très-net des inconvénients que présentaient les rentes purement foncières au même degré que les rentes féodales; la réforme de la propriété apparaissait donc dès cette époque comme devant porter sur deux points, sur l'abolition des derniers vestiges de féodalité, et sur le rachat des rentes. Dans cette étude, en second lieu, le droit qu'avait le roi d'opérer cette double réforme était affirmé de la manière la plus catégorique, et solidement démontré tant par les principes généraux du droit que par les antécédents historiques de la matière. Ici d'ailleurs, comme dans l'étude précédente, l'auteur insiste avec complaisance sur les avantages qu'offrirait le rachat pour les intéressés et pour le roi.

Tel était le système, éminemment raisonnable et pratique, que Turgot proposait par l'organe de Boncerf, et qui, comme le système identique suivi naguère en Savoie, aurait permis d'effacer la féodalité civile en quelques années sans trouble ni violence. Pour accomplir ses desseins, Turgot ne pouvait pas compter sur les privilégiés, qui étaient bien loin à cette époque de penser à une nuit du 4 août, qui se croyaient très forts, et n'avaient aucune envie de désarmer; il ne pouvait triompher qu'en persuadant au roi de se mettre à la tête du mouvement, et de s'y tenir avec fermeté. Mais si Louis XVI a eu parfois le sentiment de ce qu'il pouvait oser dans cet ordre d'idées, il n'a jamais eu la force de passer du sentiment à l'action. La chute de Turgot fut le signal d'une réaction violente de la part des privilégiés. Réaction dans l'armée, dans la magistrature, dans l'industrie, réaction même dans l'application des droits féodaux des seigneurs : on marchait au précipice avec une rapidité vertigineuse. La monarchie française dégénérait en une oligarchie de privilégiés, maîtres de la couronne, et assez puissants pour empêcher le roi de jouer, même s'il en avait eu le désir, son rôle de protecteur du peuple contre les empiètements des grands (1).

Le roi pourtant céda sur la question du servage, où les motifs de morale et d'humanité parlaient plus fort que l'intérêt des seigneurs. L'édit du 8 août 1779 contenait sur ce point deux décisions principales : les droits de mainmorte étaient remplacés dans les domaines royaux par un *sol de cens* par arpent; mais, quant aux serfs des seigneurs, le roi se bornait à supprimer le droit de *suite* et de

(1) Léon Say, *op. laud.*, p. 185, 188, 186.

poursuite, et à encourager l'affranchissement sans le prononcer. On voit combien l'initiative royale était timide et réservée sur ces questions féodales, puisqu'elle n'osait ordonner directement aux seigneurs l'affranchissement de leurs serfs, fût-ce au prix d'un rachat. Il semblait à Louis XVI que les droits des seigneurs, même sur les personnes, fussent des droits de propriété véritable, assis sur un fondement solide, et qu'on ne pouvait modifier par voie d'autorité : « Justement touché de ces considérations, disait-il au préambule de l'édit, nous aurions voulu abolir sans distinction ces vestiges d'une féodalité rigoureuse; mais nos finances ne nous permettent pas de racheter ce droit des mains des seigneurs, et, retenu par les égards que nous aurons dans tous les temps pour les lois de la propriété, que nous considérons comme le plus sûr fondement de l'ordre et de la justice, nous avons vu avec satisfaction..., etc. (1) ». Cette promesse formelle de respecter toujours les lois de la propriété n'était-elle pas comme un engagement envers les privilégiés de ne jamais permettre la réforme foncière, et ne semblait-il pas impossible que Louis XVI entreprît jamais cette réforme délicate, où tant d'intérêts légitimes étaient mêlés, lui qui n'osait toucher que d'une main tremblante au servage, ce dernier reste et le moins excusable du gouvernement seigneurial? Necker lui-même écrivait encore dans son rapport au roi du 27 décembre 1788 : « Il n'entrera jamais dans l'esprit du Tiers-État de chercher à diminuer les prérogatives seigneuriales ou honorifiques qui distinguent les deux premiers ordres dans leurs propriétés ou dans leurs personnes (2) ». Aveuglement étrange d'un parti qui se repliait en quelque sorte sur lui-même dans un dédain superbe de la réalité, qui se faisait un point d'honneur de résister toujours, de défendre à tout prix ses prérogatives anciennes, et qu'on pourrait maudire à bon droit, s'il n'avait expié ses fautes si cruellement dans la suite.

L'agitation cependant gagnait partout les esprits, surtout dans les campagnes; nous savons, par les *Voyages* d'Arthur Young, que la violence contre les seigneurs et le pillage des châteaux remplaçaient peu à peu les revendications si calmes des années précédentes. Il est des temps, on l'a dit, où les difficultés ne peuvent plus être dénouées, mais ne peuvent plus être que tranchées;

(1) Voy. le préambule de l'édit dans Laferrière, *Essai sur l'histoire du droit français*, I, p. 404 et 405.

(2) Rapport au roi sur le doublement du Tiers-État, cité par Laferrière, *op. laud.*, II, p. 84.

c'est précisément ce qu'on appelle des Révolutions⁽¹⁾. « Tout ce que je vois, écrivait Voltaire dès 1764, jette les semences d'une révolution qui éclatera inmanquablement, et dont je n'aurai pas le plaisir d'être témoin. Les Français arrivent tard à tout, mais enfin ils arrivent. La lumière s'est tellement répandue de proche en proche qu'on éclatera à la première occasion, et alors ce sera un beau tapage. Les jeunes gens sont bien heureux, ils verront de belles choses⁽²⁾ ». Arthur Young disait de son côté : « Les conversations dont je fus témoin m'ont fait voir l'incroyable changement qui s'est opéré dans l'esprit des Français, et je ne crois pas possible pour le gouvernement actuel de durer un demi-siècle de plus, si les talents les plus éminents et les plus courageux ne tiennent le gouvernail; la révolution d'Amérique en entraînera une autre en France, si le gouvernement n'y prend garde⁽³⁾ ». Partout il déplorait le pitoyable état des domaines seigneuriaux, les ravages causés par l'exercice du droit de chasse, l'absence de la noblesse qui ne quittait plus la cour, et que l'exil forçait seul à résider sur ses terres. « J'ai traversé Nanteuil, écrit-il, où le prince de Condé a un château, Villers-Cotterets, au milieu d'immenses forêts appartenant au duc d'Orléans; les récoltes de ce pays sont, en conséquence, celles des princes du sang, c'est-à-dire des lièvres, des faisans, des cerfs et des sangliers... Ah! si pour un jour j'étais le législateur de la France, comme je ferais sauter les grands seigneurs⁽⁴⁾ ». C'est le 29 septembre 1787 qu'il écrivait cette menace; et quand, cinq ans plus tard, en 1792, il fit de ses *Voyages* une édition nouvelle, il ajouta la note suivante au passage qu'on vient de lire : « Je puis assurer le lecteur que tels étaient alors mes sentiments; les derniers événements qui sont arrivés me rendaient désireux de retrancher ce passage et d'autres semblables, mais il est plus loyal envers tous de les laisser tels quels ». Déclaration singulièrement expressive de la part d'un observateur si judicieux et si modéré; ce serait la seule excuse, s'il en pouvait être, des injustices et des violences dont on trouvera la critique dans les chapitres suivants.

(1) Paul Janet, *Les origines du socialisme contemporain*, p. 26.

(2) Lettre au marquis de Chauvelin, du 2 avril 1764.

(3) 22 septembre 1788, tome I, p. 165 de la traduction française.

(4) *Ibid.*, I, p. 87 et 128.

CHAPITRE II.

LES CAHIERS DES ÉTATS-GÉNÉRAUX ET LA NUIT DU 4 AOUT.

I.

La victoire éclatante du Parlement et de la Cour ligués contre Turgot ne fit que reculer de treize ou quatorze ans la réalisation de la réforme foncière, sans que d'ailleurs aucune tentative nouvelle ait été faite depuis lors. Le parti populaire avait très-bien compris qu'il ne pourrait rien obtenir tant qu'il n'aurait aucune part à l'exercice du pouvoir, et il avait porté la lutte sur le terrain politique. Depuis cent soixante ans qu'on n'avait réuni les États-généraux, le Parlement et la Cour restaient auprès des rois comme les défenseurs autorisés et puissants des anciens privilèges, sans que le Tiers-État eût aucune influence sur la marche des affaires, aucun moyen de faire entendre ses vœux d'une façon régulière par l'organe de représentants attitrés, et de défendre ses intérêts dans les conseils du gouvernement. La première réforme qu'il fallut obtenir était donc une réforme constitutionnelle, préliminaire indispensable de toutes les autres; ce fut sur ce point que porta tout l'effort des partis, depuis la chute de Turgot jusqu'à la convocation des États. On ne discutait plus la question féodale, mais on en préparait la solution; les controverses passionnées sur les attributions du roi, de la noblesse, du Parlement et des États-généraux, sur le doublement du Tiers et sur le mode d'élection des députés, n'étaient que des moyens pour atteindre ce but, et se

rattachent ainsi par des liens très-étroits à la réforme même de la propriété. L'amortissement des charges seigneuriales restait le plus vif désir de tous les paysans; les idées simples et précises énoncées par Boncerf pénétraient peu à peu les couches profondes de l'opinion; et quand enfin les élections commencèrent, on vit bientôt que le Tiers-État n'avait rien abandonné de ses revendications anciennes, bien qu'il n'eût fait, pendant un temps, aucune tentative directe pour les faire aboutir.

Les cahiers des paroisses furent une révélation. Rédigés par les curés sous la dictée même des paysans, ces cahiers contenaient tous des protestations ardentes contre la féodalité civile; la question féodale apparaît comme ayant été la première, souvent même la seule préoccupation des électeurs campagnards. Ils ne s'inquiètent guère de la forme à donner au pouvoir, des attributs qu'il convient de lui reprendre, des contrôles dont il faut l'entourer; une chose unique fait l'objet de leurs doléances : le régime féodal, les droits qu'il prélève, les services qu'il exige, les gênes et les abus qu'il engendre⁽¹⁾. « Qu'importaient, pour la plupart, a dit très-justement un auteur, les théories politiques? Les habitants des villages insistaient d'abord pour que leurs chiens de basse-cour fussent délivrés du piquet qu'on suspendait, par ordre du seigneur, au col de ces pauvres bêtes, afin de les empêcher de saisir un lièvre si par hasard il s'offrait à leur portée⁽²⁾. » Ne voyant rien au delà de leur plus proche intérêt, ils demandent la fin des maux dont ils souffrent, sans d'ailleurs en rechercher longuement ni l'origine ni le remède; et c'est en assurant la fin même de ces maux que la Révolution a pris, en quelque sorte, pied dans les campagnes, et y est devenue populaire. « En achevant d'abattre la féodalité, a fort bien dit Tocqueville, la Révolution s'est fait apercevoir : elle a touché, pour ainsi dire, à tous les points sensibles de l'intérêt particulier⁽³⁾ ».

Les cahiers des bailliages⁽⁴⁾ reprirent à leur tour les vœux émis

(1) Doniol, *op. laud.*, p. 32.

(2) A. Bardoux, *La bourgeoisie française pendant la Révolution*, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1886, p. 405.

(3) Tocqueville, *op. laud.*, p. 385.

(4) Un très-grand nombre de cahiers des États-généraux de 1789 ont été publiés par MM. Mavidal et Laurent dans les sept premiers volumes de leurs *Archives parlementaires*; le tome VII renferme une table précieuse, où les vœux présentés par les divers cahiers sur les principaux points de la législation publique et privée sont groupés par ordre de matières. Cette publication contient presque tous les cahiers des sénéchaussées et bailliages; on y a joint

par les paroisses; l'aversion pour le régime féodal s'y fait encore sentir d'une façon très-vive, mais on y remarque en général plus de modération dans l'expression des vœux, une connaissance moins vague de l'origine des droits, comme aussi des moyens qu'on pouvait employer pour en amener l'extinction, une préoccupation moins exclusive des charges féodales, et un souci plus grand des réformes constitutionnelles à opérer dans le royaume. Ces différences importantes entre les deux espèces de cahiers tiennent à des raisons qu'on aperçoit aisément. Dans les paroisses, en effet, c'était le peuple même des campagnes qui avait fait les cahiers, sous l'influence d'une animosité fort ancienne contre les seigneurs, avec une ignorance et une indifférence presque complètes des questions politiques. Dans les bailliages, au contraire, c'était la bourgeoisie qui faisait les cahiers, et, si bien des bourgeois se plaignaient eux aussi des charges seigneuriales, il est certain, d'autre part, qu'il y avait dans le Tiers-État de nombreuses personnes immédiatement intéressées à ce que la seigneurie ne fût pas touchée, ou ne le fût au moins que dans la mesure la plus faible. Dans cet ordre d'idées, il faut citer d'abord les bourgeois qui ont acquis des fiefs, et qui sont des seigneurs comme les autres, ayant même intérêt et mêmes sentiments; il faut rappeler en outre que la masse des hommes d'affaires était entretenue par la féodalité, qui alimentait leurs offices et était la raison d'être d'un grand nombre. Juges et procureurs exerçant la justice seigneuriale, praticiens, receveurs ou commis, percepteurs de droits et dresseurs de terriers, tout cela constituait un personnel énorme qui devait regarder sa propre position comme détruite si le régime féodal venait à disparaître. Dans un pays aussi peu commerçant et manufacturier que la France d'alors, tous ces agents des seigneurs formaient la partie la plus relevée de la population, immédiatement au-dessous des hautes classes; naturellement ils parlaient et agissaient partout pour la masse, la représentaient dans son action politique, et se trouvaient tout désignés

un certain nombre de cahiers des paroisses, ceux qui, sans doute, présentent le plus grand intérêt au point de vue des conceptions législatives, et qui, par conséquent, se rapprochent le plus par leurs caractères des cahiers des bailliages. Il n'existe pas, en somme, une édition complète des cahiers, qui permette d'en présenter une analyse exacte et complète. Les originaux sont déposés aux Archives nationales, avec les procès-verbaux des assemblées qui les rédigèrent; ils sont classés suivant la division moderne du territoire par départements, et forment quarante-cinq très-forts volumes manuscrits (cartons des comités, section législative, série D, n, 1 à XLV).

pour faire partie de l'assemblée du bailliage⁽¹⁾. C'étaient d'ailleurs des esprits plus ouverts, qui se piquaient d'histoire et de philosophie, qui avaient lu Voltaire et l'*Encyclopédie*, qui citaient Montesquieu et le *Contrat social*, et faisaient passer avant tout autre vœu celui d'une réforme dans la constitution.

Eux aussi, cependant, réclamèrent partout la réforme foncière; et l'unanimité de leurs vœux sur ce point est la preuve la plus éclatante qu'on puisse donner de la nécessité d'une réforme. Les bourgeois acquéreurs de droits seigneuriaux, ne voyant dans ces droits qu'un placement d'argent, comprenaient qu'ils auraient avantage à se prêter au rachat, comme l'avait montré Boncerf; et tous les officiers des seigneurs, frappés des inconvénients du régime ancien de la propriété, consentaient à une transformation, pourvu qu'on adoptât le principe du rachat, dont eux-mêmes voulaient s'assurer le bénéfice à l'encontre des seigneurs pour la liquidation de leurs offices. La noblesse résistait seule, parce que l'intérêt pécuniaire n'était pas tout pour elle dans la question. Consentir au rachat n'eût pas été sa ruine matérielle, mais elle tenait à la seigneurie comme au dernier vestige de sa suprématie détruite, comme au dernier moyen qui lui restât d'exercer une influence dans les campagnes et d'avoir une action politique; elle acceptait l'égalité dans les impôts publics, quelle qu'en dût être la charge⁽²⁾, mais elle ne voulait pas consentir au rachat de ses droits de directe, bien que l'opération dût être avantageuse au point de vue pécuniaire. En perdant peu à peu l'exercice de la souveraineté locale elle n'avait pas su devenir une aristocratie, et il était facile de prévoir que la disparition des droits seigneuriaux achèverait de la perdre.

Toutes les raisons qui précèdent eurent leur influence sur la rédaction des cahiers de bailliages; elles expliquent à la fois le silence de la noblesse, et pourquoi les cahiers du Tiers-État des bailliages diffèrent, dans une large mesure, de ceux qu'avaient dressés les assemblées primaires.

La noblesse, d'abord, s'abstint presque partout. D'après la table

(1) Doniol, *op. laud.*, p. 27 et 28.

(2) « De quelque manière que soient assis définitivement lesdits impôts, disait la noblesse de Guienne, l'ordre de la noblesse charge ses députés de déclarer qu'il renonce formellement à toute distinction à cet égard, qu'il entend les supporter avec la plus entière égalité, soit dans la répartition qui en sera faite, soit en la forme de les acquitter ». (*Archives parlem.*, 1^{re} série, tome II, p. 397.)

analytique dressée par MM. Mavidal et Laurent dans leurs *Archives parlementaires*, la noblesse du bailliage de Bailleul en Flandre ⁽¹⁾, et celle du bailliage de Nomény en Lorraine ⁽²⁾, auraient seules demandé le rachat des droits féodaux; la noblesse de Nomény ne réclamait pas même le rachat de toutes les redevances sans distinction, elle admettait l'abolition sans indemnité d'un bon nombre de droits : « Sont aussi suppliés nosdits seigneurs de demander que les droits de banalité de four, pressoir, moulins, établis par la coutume de Lorraine, puissent être rachetés par les baniers au prix qui sera fixé par les États provinciaux; que les droits de mainmorte, mobilière et immobilière, tous autres cens, redevances, prestations personnelles qui en tiennent lieu, accordés par la même coutume aux seigneurs haut-justiciers, droits qui sont la preuve de la servitude des vassaux, soient supprimés; que les autres cens, redevances, prestations, de quelque nature qu'ils puissent être, soit dans les domaines de sa majesté ou dans ceux de ses vassaux, puissent être rachetés au denier trente ».

Comme ceux de la noblesse, les cahiers du clergé restent muets le plus souvent sur les droits féodaux. D'après les *Archives parlementaires*, huit seulement s'en seraient occupés : ceux des bailliages d'Aix en Provence ⁽³⁾, de Clermont en Beauvoisis ⁽⁴⁾, de Crépy-en-Valois ⁽⁵⁾, de Bouzonville ⁽⁶⁾, de Château-Salins ⁽⁷⁾, de Saumur ⁽⁸⁾, ceux enfin de la province du Perche ⁽⁹⁾, de la sénéchaussée de Limoges et de Saint-Yrieix ⁽¹⁰⁾. Le cahier de Château-Salins, en particulier, distingue parmi les droits ceux qu'il faut abolir et ceux qu'il faut seulement déclarer rachetables; il demande l'abolition sans indemnité des corvées seigneuriales, et en général de tous les droits qui n'ont de cause que dans le gouvernement féodal; le rachat, au contraire, « de ceux qui sont fondés, pourvu qu'il soit justifié par titre autre que les plaids annaux ».

Mais c'est dans les cahiers du Tiers-État qu'on trouve l'expression d'un vœu universel tendant à la liquidation des droits sei-

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., II, p. 173.

(2) *Ibid.*, IV, p. 90, art. 45.

(3) *Ibid.*, I, p. 693.

(4) *Ibid.*, II, p. 746.

(5) *Ibid.*, III, p. 74, art. 21.

(6) *Ibid.*, V, p. 697.

(7) *Ibid.*, V, p. 708.

(8) *Ibid.*, V, p. 718.

(9) *Ibid.*, V, p. 322.

(10) *Ibid.*, III, p. 563.

gneuriaux. Il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur la table déjà citée des *Archives parlementaires* (1), pour apercevoir dès l'abord combien c'était un vœu général dans toutes les parties du royaume; presque tous les cahiers cités dans cet ouvrage contiennent sur ce point de longues doléances, qui renferment parfois des vues intéressantes, et qui contribuèrent à préparer la réforme dont elles montraient d'ailleurs l'impérieuse nécessité.

Si on compare les vœux contenus dans ces cahiers au projet de réforme présenté naguère par Boncerf, on est d'abord frappé d'une différence capitale. Boncerf, sans rien dissimuler des usurpations et des violences qui furent l'origine la plus fréquente des droits seigneuriaux, déclarait cependant qu'on ne pouvait en abolir aucun sans indemniser le seigneur; j'ai cité déjà la fin du passage très-net où il s'explique sur ce point : « Le droit féodal est né dans les camps, il s'est développé dans l'anarchie, il s'est affermi par la tyrannie, et il a fait taire les lois et l'autorité légitime qu'il avait usurpées : vous réclamez la liberté primitive des fonds, mais cette directe qui vous grève, étant passée dans le commerce par l'adoption qu'en ont faite les lois, elle est devenue la propriété des seigneurs; vous sentez et reconnaissez la nécessité de l'indemniser, s'ils veulent bien renoncer (2) ». C'était déjà l'opinion soutenue par Voltaire, quand il condamnait le servage en termes si sévères, et demandait pourtant que les serfs fussent tenus d'indemniser leurs maîtres en cas d'affranchissement. Trois cahiers seulement, ceux du bailliage de Caen (3), du bailliage de Nemours (4) et de la sénéchaussée de Castelnau-dary (5), reproduisent cette manière de voir, et exigent une indemnité pour la suppression de tous les droits féodaux indistinctement. Le Tiers-État de Castelnau-dary s'exprime à ce sujet en termes catégoriques, qui méritent d'être rapportés : « Le vœu du Tiers-État est que tous les droits *attentatoires à la liberté de l'homme, à l'agriculture et à l'industrie...* soient supprimés en indemnisant les seigneurs ». On ne saurait marquer plus clairement la volonté bien arrêtée d'indemniser le seigneur par cela seul qu'il est propriétaire de son droit, si peu favorable que soit d'ailleurs l'origine de ce droit.

Cette solution fut au contraire repoussée par la très-grande

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VII, p. 266 à 276.

(2) *Op. laud.*, p. 24 et 25.

(3) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome II, p. 493.

(4) *Ibid.*, IV, p. 195 et suiv.

(5) *Ibid.*, p. 560.

majorité des bailliages. Non pas d'ailleurs qu'on ait admis d'avance la solution contraire, c'est-à-dire l'abolition pure et simple de tous les droits sans nulle indemnité; ce moyen radical de trancher la question n'avait encore été proposé par aucun auteur avant la rédaction des cahiers, bien qu'il eût dû, sans aucun doute, être aperçu par beaucoup. Le soin que prend Boncerf d'en montrer l'injustice prouve suffisamment que l'idée avait cours et qu'on la connaissait; jamais pourtant on ne l'avait ouvertement proposée, et les cahiers des bailliages suivirent sur ce point la modération des auteurs : on n'en signale aucun qui réclame l'extinction sans compensation de toutes les redevances. La solution qu'adoptent tous les bailliages, à l'exception des trois seuls qui viennent d'être cités, est une solution mixte, qu'il faut noter avec soin, non seulement à cause de l'importance considérable qu'elle eut plus tard, mais aussi et surtout à raison de sa nouveauté; c'est en effet une solution absolument nouvelle, qu'on rencontre pour la première fois dans les cahiers des bailliages, et qui est la suivante. On distribue les droits féodaux en deux classes distinctes : d'un côté ceux qui procèdent d'usurpations violentes, et qu'on abolit sans indemniser les seigneurs, de l'autre ceux qu'on regarde comme fondés en droit ou en raison, et qu'on se borne à déclarer rachetables. Toute la question féodale se ramène dorénavant à cette distinction capitale. Il n'est plus question de savoir si les droits seigneuriaux doivent être ou non respectés, s'il est avantageux ou non d'en opérer la liquidation, s'il est ou non permis de modifier en ce sens l'organisation foncière existante; le véritable nœud de la question féodale, c'est le départ à faire entre les droits seigneuriaux : il faut poser un principe, un critérium de distinction, qui permette de décider si telle redevance particulière doit disparaître purement et simplement, ou perdre seulement son caractère perpétuel en devenant rachetable. On ne saurait d'ailleurs, et fort évidemment, trouver dans les cahiers des aperçus bien nets sur cette distinction fondamentale et communément reproduite des droits abolis et des droits rachetables; les rédacteurs se bornent en général à poser le principe de la distinction, à indiquer d'une façon sommaire dans quelle catégorie doivent être rangés les principaux droits usités dans le pays, sans présenter un critérium général, une théorie complète et vraiment scientifique de la matière. Un corps électoral ne peut que marquer ses tendances, et signaler seulement des réformes, qu'il laisse à ses élus le soin de faire passer dans les lois. Le Tiers-État des bail-

liages, plus instruit cependant que celui des paroisses, avait lui-même des connaissances trop incomplètes sur l'origine réelle et sur l'influence économique véritable des droits seigneuriaux pour dominer en quelque sorte la matière, et pour s'élever au dessus des réclamations locales et des besoins immédiats, jusqu'à une formule complète et rigoureuse qui pût être comme la mesure commune de tous les droits seigneuriaux.

Il est pourtant un principe de distinction que beaucoup de bailliages ont adopté, qui devait avoir une influence décisive dans l'élaboration des lois postérieures, et qui mérite à ce titre une mention particulière. Les bailliages d'Auxerre ⁽¹⁾ et d'Étampes ⁽²⁾, les sénéchaussées d'Aix ⁽³⁾, de Bordeaux ⁽⁴⁾, de Lyon ⁽⁵⁾ et du Puy ⁽⁶⁾ demandent l'abolition sans indemnité des droits « insolites et non procédant du bail emphytéotique, qui tiennent du principe vicieux de la féodalité, qui sont contraires au droit personnel, qui sont un reste de la servitude personnelle ou de la mainmorte » ; et ils comprennent sous ces dénominations variées un certain nombre de droits, succinctement énumérés, qui sont ainsi réputés illégitimes par une sorte de présomption légale, et à raison même de leur nature : l'hommage à genoux, le retrait, les banalités et corvées, les droits de justice enfin sous leurs formes variées, confiscation, félonie, amendes, droits de bâtardise et de déshérence. La présomption, d'ailleurs, aurait pu être écartée par la présentation d'un titre établissant la légitimité du droit. Certains cahiers ne reconnaissent un droit comme légitime que s'il est établi par des titres primordiaux, authentiques et constitutifs, sans que les arrêts ni les reconnaissances puissent former titre valable ⁽⁷⁾ ; d'autres cahiers, moins exigeants, se contentent d'un titre quelconque, même recognitif, dont c'est affaire au juge d'apprécier la valeur ⁽⁸⁾.

Outre le principe même de la distinction entre les droits abolis et les droits rachetables, les cahiers présentaient des vues intéres-

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome II, p. 123.

(2) *Ibid.*, III, p. 285.

(3) *Ibid.*, I, p. 697.

(4) *Ibid.*, II, p. 403.

(5) *Ibid.*, III, p. 611.

(6) *Ibid.*, V, p. 469.

(7) Tiers-État du bailliage de Bar-le-Duc, *ibid.*, II, p. 200.

(8) Tiers-État de Nemours, *ibid.*, IV, p. 196 ; — de Paris intra muros, *ibid.*, V, p. 309 ; — de Douai, *ibid.*, III, p. 183.

santes sur le fonctionnement du rachat. Il fallait, tout d'abord, que les intéressés connussent d'une façon précise les redevances dont ils étaient débiteurs ou créanciers, afin que le rachat pût s'effectuer régulièrement et avec ordre; pour atteindre ce but, la sénéchaussée de Nantes demande que les seigneurs de fiefs soient tenus « de faire rédiger un état des rentes et redevances pécuniaires dues chaque année, et par chaque héritage en particulier, lesquels plans et états seront déposés par duplicata au greffe du siège royal du ressort et aux archives de la paroisse... Les seigneurs de fiefs qui n'auront pas fait réformer leur rôle entier en dix ans, contrairement avec leurs vassaux, seront non-recevables à poursuivre le paiement de leurs rentes, et les frais qu'ils feront à ce sujet seront à leur compte ⁽¹⁾ ». Le Tiers-État de Nantes réclame, en outre, que les divers vassaux ou censitaires dépendant d'une même mouvance puissent opérer séparément leur rachat, remise leur étant faite de toute solidarité ⁽²⁾; le même vœu se trouve reproduit par plusieurs autres cahiers, par ceux notamment des sénéchaussées de Bordeaux ⁽³⁾, de Forcalquier ⁽⁴⁾, de Nantes ⁽⁵⁾ et de Ploërmel ⁽⁶⁾. Le taux du rachat, dont la plupart des cahiers ne se sont pas occupés ⁽⁷⁾, est fixé par d'autres de façons très-diverses, depuis le denier vingt ⁽⁸⁾ jusqu'au denier quarante ⁽⁹⁾. Quant aux conditions financières dans lesquelles le rachat pouvait être opéré, peu de cahiers aussi pouvaient songer à les examiner; on trouve cependant dans quelques-uns des aperçus utiles, qui marquent, tout au moins, un sentiment très-net des difficultés considérables auxquelles devait donner lieu cette partie du projet. Le Tiers-État de Lyon, notamment, pour permettre au censitaire de trouver plus aisément les fonds nécessaires à sa libération, proposait d'établir un privilège général et primant tous les autres au profit du prêteur qui aurait fourni les deniers de rachat ⁽¹⁰⁾; le Tiers-État de

(1) Tiers-État de Nantes, art. 123 et 125, *ibid.*, IV, p. 98.

(2) Art. 119, *ibid.*, p. 98.

(3) *Ibid.*, II, p. 403.

(4) *Ibid.*, III, p. 333.

(5) *Ibid.*, IV, p. 98.

(6) *Ibid.*, V, p. 379.

(7) Voy. notamment les cahiers du Tiers-État d'Aix, *ibid.*, I, p. 697; — d'Auxerre, *ibid.*, II, p. 123; — de Bordeaux, *ibid.*, II, p. 403; — de Lyon, *ibid.*, III, p. 611.

(8) Tiers-État d'Étampes, *ibid.*, III, p. 285.

(9) Tiers-État d'Orléans, *ibid.*, VI, p. 670.

(10) *Archives parlem.*, tome III, p. 611.

Forcalquier demandait qu'il fût accordé des secours par les provinces aux communautés indigentes, et que les actes de rachat fussent exemptés des droits d'amortissement, de lods et autres droits ⁽¹⁾; enfin, le district de Saint-Gervais à Paris proposait de mettre l'opération tout entière à la charge de l'État : « Les droits seigneuriaux pour péage, pesage, mesurage, aunage et autres seront supprimés, de manière que le commerce soit libre de toute espèce de droit et de monopole dans l'intérieur du royaume, et que les propriétaires en soient indemnisés en justifiant de leurs propriétés aux États provinciaux, qui en rendront compte aux États-généraux, pour être pourvu à leur remboursement ⁽²⁾ ».

Notons enfin que, dans tous les cahiers, le remboursement des droits seigneuriaux est présenté comme facultatif pour les débiteurs; c'est un moyen qu'on leur donne d'améliorer leur condition, sans qu'on paraisse avoir songé nulle part à rendre le rachat obligatoire, de manière à assurer une liquidation rapide et complète de la féodalité civile dans son ensemble. Le Tiers-État de Lyon semble pourtant préoccupé d'assurer le plus vite possible cette liquidation, quand il défend d'aliéner à l'avenir aucun fonds à charge de cens ou de services ⁽³⁾. Mais les autres cahiers ne contiennent aucune disposition analogue. C'est en vain qu'on voudrait y trouver des vœux bien définis tendant à la transformation de la propriété; tout au contraire, il semble que, dans la grande majorité des bailliages, on se soit mal rendu compte du véritable caractère de la réforme tant désirée : on demandait au roi d'alléger le fardeau des charges féodales, tant par l'abolition que par le rachat, mais sans paraître apercevoir la transformation radicale qu'on pouvait ainsi faire subir au droit de propriété, sans comprendre qu'il suffisait d'imposer le rachat aux débiteurs de redevances pour effacer les derniers vestiges du régime seigneurial, et substituer à la propriété féodale, fondée sur la concession, la propriété libre, fondée sur le droit qu'a tout homme de s'approprier les fruits de son travail. C'est là une remarque importante, que suggère à chaque page la lecture des cahiers, et que quelques exemples vont rendre plus claire. Le Tiers-État de la sénéchaussée du Puy, dans les articles 29 et 30 de son cahier ⁽⁴⁾, demande la suppression de tous les droits tenant leur origine de la servitude per-

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome III, p. 309.

(2) *Ibid.*, p. 333.

(3) *Ibid.*, V, p. 611.

(4) *Ibid.*, V, p. 469.

sonnelle, et la liberté du rachat de tous les autres droits; puis, dans les cinq articles qui suivent, il propose d'établir quelques règles nouvelles sur la perception des droits féodaux en général, et spécialement sur la rénovation des terriers; comme si l'abolition de certains droits, et la faculté de rachat donnée pour certains autres, eussent été seulement des adoucissements de détail, ne devant point modifier les caractères constitutifs de la propriété féodale. La même observation vient encore à l'esprit quand on lit le cahier du Tiers-État du bailliage d'Auxerre⁽¹⁾; les articles 4 et 6 demandent l'abolition sans indemnité de certains droits, la faculté de rembourser les autres, et les articles 7 et suivants posent de nouvelles règles sur le jeu de fief, sur l'exercice des droits de chasse et de colombier. En résumé, ce que demandaient les cahiers, c'était l'allègement des charges qui écrasaient les campagnes, l'abolition des droits seigneuriaux le plus évidemment abusifs, la faculté de racheter les autres; mais nulle part on ne semble avoir regardé plus haut ni plus loin dans l'avenir, ni s'être élevé jusqu'à la conception générale et abstraite d'une transformation juridique de la propriété foncière; aucun des cahiers ne contient une déclaration de principe semblable à celle que l'Assemblée constituante devait inscrire dans le Code rural de 1791 : « Le territoire de la France, dans toute son étendue, est libre comme les personnes qui l'habitent⁽²⁾ ».

Les cahiers des bailliages fournissent ainsi sur la question féodale certaines idées importantes, qui reparaitront dans la suite, et dont il était intéressant de signaler ici l'apparition dans les premiers documents de l'époque intermédiaire; idées éparses, sans doute, qu'on ne trouve pas encore coordonnées d'une façon complète, mais qui sont disséminées dans l'ensemble, et que les Constituants eurent seulement à rapprocher, à mettre en ordre et à préciser, pour en tirer les lois dont on verra plus loin l'analyse. Certains cahiers, plus parfaits que les autres, offraient même déjà comme une première ébauche plus achevée de ce travail législatif; ils méritent d'être cités à côté des rapports et des exposés de motifs déposés dans la suite sur le bureau des assemblées. Le bailliage de Nemours, en particulier, présente un plan très-sagement conçu de réformes pratiques, dans un cahier très-complet, fort étudié dans le détail, et rédigé d'un style simple, trop rare à cette époque;

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., II, p. 123.

(2) Décret du 28 septembre 1791, tit. I, section I, art. 1.

les idées de Boncerf y sont en général reproduites, et complétées sur beaucoup de points (1).

Il serait sans profit de pousser plus avant cette courte analyse des idées principales contenues dans les cahiers relativement aux droits seigneuriaux; les indications qui précèdent suffisent à montrer dans quelle mesure le Tiers-État des bailliages s'était préoccupé de la question féodale, quelles idées essentielles régnaient à ce sujet dans l'opinion publique, et quel secours enfin le législateur a pu trouver ensuite dans les avant-projets que renfermaient certains cahiers. Vouloir, dès le début, examiner en détail et discuter d'une façon complète toutes ces propositions des bailliages serait s'imposer une tâche inutile; l'histoire des travaux accomplis par l'Assemblée constituante sur l'organisation foncière fournira l'occasion d'étudier sous ses aspects divers le problème posé, et c'est alors qu'on pourra mieux comprendre la valeur des idées antérieurement émises par les bailliages, comme aussi l'influence que purent avoir ces idées sur l'histoire de la propriété foncière pendant la Révolution.

II.

Quand les États-généraux se réunirent à Versailles le 5 mai 1789, la question féodale apparut dès l'abord au premier rang parmi celles dont l'examen s'imposait. Le parti populaire, que la disgrâce de Turgot avait réduit pendant un temps au silence, reprend après treize ans la lutte contre la féodalité civile, et manifeste partout la résolution bien arrêtée d'en finir avec les abus et les gênes qui depuis si longtemps pesaient sur les campagnes. Les cahiers du Tiers-État, remis à l'Assemblée par les élus des bailliages, marquaient assez la force du mouvement d'idées qui existait en ce sens. La noblesse comprit aussitôt le danger; et elle s'en effraya d'autant plus que le doublement du tiers, décidé par Necker le 1^{er} janvier 1789, donnait au Tiers-État un nombre de voix supérieur à celui des deux premiers ordres réunis. Sur 1145 députés composant l'Assemblée, 291 représentaient le clergé, 270 la noblesse, soit au total 561, contre 584 représentant le tiers; il était évident que la question féodale serait posée l'une des premières, et que la liquidation des droits seigneuriaux serait sans peine adoptée. Un seul moyen restait à la noblesse pour conjurer ce péril,

(1) *Archives parlem.* 1^{er} sér., tome IV, p. 195 et suiv.

c'était de faire décider que les propositions soumises aux États seraient votées non point par tête, mais par ordre; sûre de l'appui du clergé, qui comptait dans ses rangs un grand nombre de privilégiés, la noblesse aurait pu de la sorte faire écarter, à la majorité de deux voix contre une, tout projet de réforme portant atteinte à ses prérogatives traditionnelles. On sait que telle fut justement la politique des deux premiers ordres, qu'ils refusèrent d'opérer en commun la vérification des pouvoirs, et se séparèrent du Tiers-État. Les négociations poursuivies pendant cinq semaines ne purent amener un rapprochement; et le Tiers-État, grossi de beaucoup de députés ecclésiastiques et nobles qui étaient venus individuellement s'y joindre, finit par décider que la mauvaise volonté des privilégiés ne pouvait le condamner plus longtemps à l'inaction, et qu'il prendrait en mains la direction des affaires sous le nom d'Assemblée nationale. Il ne saurait être question d'entrer ici dans le détail de ces incidents bien connus; ce qu'il importe seulement de noter avec soin, c'est à quel point la question féodale était en quelque sorte mêlée à ces discussions acharnées sur le vote par tête ou par ordre. La question féodale était la seule, en effet, qui divisât les ordres d'une manière complète et irréductible; sur tous les autres objets, les divergences d'opinions restaient individuelles, et les partis se seraient formés peu à peu sous la seule action des affinités ou des oppositions d'idées; mais, quand il s'agissait des droits seigneuriaux, l'intérêt de caste intervenait et dominait le débat. Tous les députés nobles, presque sans exception, demandaient le maintien de ces droits, dont tous les députés du tiers réclamaient la liquidation; et si les deux premiers ordres tenaient si fort à ce qu'on votât par ordre, si le Tiers-État, au contraire, attachait tant de prix au vote par tête, c'était, presque exclusivement, en vue des décisions à prendre sur la question féodale, la plus discutée, la plus importante et la première qui dût être soumise, dans la pensée de tous, aux délibérations des États.

C'est une remarque importante, que quelques citations, empruntées aux procès-verbaux des séances, achèveront de mettre en lumière. Le 14 mai 1789, Malouet présentait aux communes un projet de déclaration, destiné à être remis aux commissaires conciliateurs de la noblesse et du clergé, pour décider les deux premiers ordres à se réunir au troisième : « Nous déclarons formellement, lit-on dans ce projet, être dans l'intention de respecter et n'avoir aucun droit d'attaquer les propriétés et prérogatives légi-

times du clergé et de la noblesse.⁽¹⁾ » Mirabeau s'exprimait plus nettement encore à la séance du 18 mai, dans la discussion d'une déclaration analogue proposée par Rabaud Saint-Etienne : « On vous flatte enfin, disait-il aux communes, que les ordres privilégiés vont sacrifier leurs exemptions pécuniaires. Et quel intérêt, dit-on alors, d'opiner plutôt par tête que par ordre? Quel intérêt! Je comprendrais ce langage s'il était adressé à ceux qui s'appellent les deux premiers ordres; car, comme ils n'ont pas un seul privilège au delà des exemptions pécuniaires, comme hors de ce cercle tous nos intérêts sont évidemment communs, je ne leur vois pas une seule raison de s'opposer à la délibération par tête, s'ils sont de bonne foi; et voilà, pour le dire en passant, pourquoi je ne crois encore que faiblement à la sincérité de leurs sacrifices⁽²⁾ ». Dix jours après, dans la séance du 28 mai, le comte d'Antraigues, parlant devant la Chambre de la noblesse, déclarait que les deux premiers ordres étaient prêts à faire le sacrifice de leurs immunités en matière d'impôts : « Mais, ajoutait-il, l'égalité de l'impôt qui frappe les propriétés doit assurer la stabilité de ces propriétés elles-mêmes, et maintenir, par conséquent, le seul ordre de choses qui en assure la permanence. Vainement a-t-on répondu que l'ordre du tiers nous offrirait, par un décret positif, la conservation de toutes les propriétés. Ce décret, tout au moins singulier, ne vous a pas été offert. L'ordre du tiers a sûrement conçu que délibérer un pareil décret n'était pas en sa puissance; qu'il ne lui appartenait pas d'assurer les propriétés, parce qu'il n'a jamais eu le droit de les envahir, et que c'est la loi seule qui garantit les propriétés, et non les promesses d'un ordre contractant avec un autre ordre⁽³⁾ ».

La même préoccupation de la part des privilégiés se manifeste encore dans la séance royale du 23 juin 1789. Louis XVI, dans la *Déclaration du roi concernant la présente tenue des États-généraux*, commence par proclamer le principe de la délibération par ordre, mais il admet que les trois ordres puissent convenir, avec l'approbation du souverain, de délibérer en commun (art. 1^{er}); puis il s'exprime en ces termes : « Art. 7 : Sa Majesté, ayant exhorté, pour le salut de l'État, les trois ordres à se réunir pendant cette tenue d'États seulement, pour délibérer en commun

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 37.

(2) *Ibid.*, p. 43.

(3) *Ibid.*, p. 53.

sur les affaires d'une utilité générale, veut faire connaître ses intentions sur la manière dont il pourra y être procédé. — Art. 8 : Seront nommément exceptées des affaires qui pourront être traitées en commun celles qui regardent les droits antiques et constitutionnels des trois ordres, la forme de constitution à donner aux prochains États-généraux, les propriétés féodales et seigneuriales, les droits utiles et les prérogatives honorifiques des deux premiers ordres ⁽¹⁾ ». Dans la même séance, en sa présence et par son ordre, une *Déclaration des intentions du roi* ⁽²⁾ était lue devant l'assemblée, où il approuvait la suppression du privilège fiscal de la noblesse (art. 9, 10 et 13), puis insistait encore sur l'inviolabilité des droits seigneuriaux : « Toutes les propriétés sans exception, disait l'article 12, seront constamment respectées, et Sa Majesté comprend expressément sous le nom de propriétés les dîmes, cens, rentes, droits et devoirs féodaux et seigneuriaux, et généralement tous les droits et prérogatives utiles ou honorifiques, attachés aux terres et fiefs, ou appartenant aux personnes ». Il permettait seulement d'étendre à toute la France l'abolition du servage, dont il avait lui-même donné l'exemple dans ses domaines, et invitait les États à chercher les moyens de pourvoir à l'indemnité qui pourrait être due aux seigneurs dépouillés de leur droit de mainmorte (art. 13). Enfin, avant de se retirer, il prenait une dernière fois la parole, parlant en maître aux États, les sommant d'obéir à ses ordres sous peine d'être dissous : « Vous venez, Messieurs, d'entendre le résultat de mes dispositions et de mes vues; elles sont conformes au vif désir que j'ai d'opérer le bien public; et si, par une fatalité loin de ma pensée, vous m'abandonniez dans une si belle entreprise, seul, je ferai le bien de mes peuples; seul, je me considérerai comme leur véritable représentant; et, connaissant vos cahiers, connaissant l'accord parfait qui existe entre le vœu le plus général de la nation et mes intentions bienfaisantes, j'aurai toute la confiance que doit inspirer une si rare harmonie, et je marcherai vers le but auquel je veux atteindre avec tout le courage et la fermeté qu'il doit m'inspirer ⁽³⁾ ». Il faut lire dans son ensemble le compte-rendu détaillé de cette séance du 23 juin, pour bien apercevoir le rôle dominant qu'avait la question féodale dans la discussion du vote

(1) *Archives parlam.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 143.

(2) *Ibid.*, p. 144 et 145.

(3) *Ibid.*, p. 145 et 146.

par tête ou par ordre; on y voit clairement que la noblesse et le clergé avaient presque exclusivement en vue cette question quand ils réclamaient avec tant d'énergie la délibération par ordre. Aussi bien, l'opinion publique ne s'y méprenait pas, comme l'indiquent nettement les paroles suivantes, prononcées par le duc de Noailles dans la séance du 4 août : « D'après tous les différends qui ont existé entre les représentants de la nation, les campagnes n'ont connu que des gens avoués par elles, qui sollicitaient leur bonheur et les personnes puissantes qui s'y opposaient ⁽¹⁾ ». On ne saurait donner un meilleur résumé des observations qui précèdent.

Tous ces longs démêlés entre le Tiers-État et les deux premiers ordres touchaient d'ailleurs à leur fin. Après la séance du 23 juin, les députés des communes refusèrent de quitter la salle des États pour se retirer dans la chambre affectée aux délibérations de leur ordre, malgré la sommation formelle qu'ils en avaient reçue de la bouche même du roi; la fameuse réponse de Mirabeau au marquis de Brézé fut le point de départ d'une résistance opiniâtre, devant laquelle Louis XVI dut bientôt reculer. Par deux lettres en date du 27 juin, adressées au cardinal de la Rochefoucauld, président du Clergé ⁽²⁾, et au duc de Luxembourg, président de la Noblesse ⁽³⁾, il prescrivit aux privilégiés de se réunir au Tiers-État, et l'Assemblée nationale fut enfin constituée au complet le 30 juin.

Rien alors, semble-t-il, ne pouvait plus empêcher la question féodale d'être enfin mise à l'étude; et pourtant plus d'un mois devait encore s'écouler avant que l'Assemblée prit aucune mesure pour préparer une réforme. L'agitation cependant gagnait partout les campagnes, et devenait plus menaçante de jour en jour. Le parti populaire avait trop fortement marqué dans les cahiers sa volonté d'en finir avec la féodalité civile pour attendre si longtemps avec calme que la question fût tranchée; ayant conscience de sa force, il escomptait en quelque sorte le succès, et regardait les droits seigneuriaux comme à moitié détruits par avance, tant une liquidation de ces droits paraissait proche et certaine. La résistance aveugle des députés ecclésiastiques et nobles aux États-généraux rendit les paysans plus impatients encore; ils comprenaient que l'attitude des deux premiers ordres tenait à des motifs purement intéressés, que la noblesse luttait pour la conservation de ses pré-

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 343.

(2) *Ibid.*, p. 161.

(3) *Ibid.*, p. 162.

rogatives, et refusait de s'incliner devant la volonté nationale; ils commençaient enfin à ne plus guère compter sur un succès pacifique, et concevaient l'idée d'assurer eux-mêmes par la force la réalisation de leurs vœux, puisque l'Assemblée de Versailles paraissait impuissante à rien faire en ce sens. « L'imagination populaire, dit M. Taine, est allée droit au but comme un enfant; les réformes étant annoncées, elle les croit venues, et, pour plus de sûreté, elle les exécute à l'instant : puisqu'on doit nous soulager, soulageons-nous (1) ».

Des jacqueries sanglantes avaient éclaté sur plusieurs points du royaume dès les premières semaines du mois de janvier 1789, au moment où commençait l'élection des députés aux États. Le soulèvement, réprimé mollement par un pouvoir aux abois, ne fit, à partir d'alors, que s'étendre de proche en proche à toutes les provinces; dans les quatre mois qui précèdent la prise de la Bastille, on peut compter en France plus de trois cents émeutes (2). Partout on dévastait les châteaux, on brûlait les terriers, on forçait les seigneurs à consentir l'abandon de leurs droits, en les menaçant dans leur personne ou dans celle de leurs enfants et de leurs femmes. La question féodale, il est vrai, était loin d'être le seul motif de ces troubles, et les excès populaires avaient un caractère beaucoup plus général : par un entraînement inévitable, les insurgés attaquaient la propriété elle-même avec les abus de la propriété; la disette poussait au vol et au meurtre; partout enfin se donnaient libre carrière les instincts malfaisants qui profitent de tout désordre, et les convoitises permanentes que tout ébranlement politique délivre de leur frein (3). C'était un véritable pillage fait au grand jour, une guerre ouverte de ceux qui n'avaient rien contre ceux qui avaient, et partout les mutins auraient pu répéter ce que disaient à leur évêque les émeutiers de Sisteron : « Nous sommes pauvres, vous êtes riche, et nous voulons tout votre bien (4) ». Avec une effrayante rapidité, le mal gagna toute la France; tant de misères endurées en silence depuis des siècles, tant de réclamations équitables injustement écartées avaient accumulé des haines qui débordaient enfin sans obstacle : la chute de la Bastille fut comme le signal d'un soulèvement général. « Sous le régime ancien, dit fort ingénieusement M. Taine, l'incendie

(1) *Les origines de la France contemporaine, La Révolution*, tome I, p. 23.

(2) *Ibid.*, p. 13.

(3) *Ibid.*, p. 18.

(4) *Ibid.* p. 25.

couvait portes closes; subitement la grande porte s'ouvre, l'air pénètre, et aussitôt la flamme jaillit... La révolte maintenant est universelle, comme autrefois la résignation ⁽¹⁾ ».

On crut d'abord, à Versailles, qu'il s'agissait seulement d'actes de brigandage; pendant quelque temps, on alla répétant que des bandes armées occupaient la campagne, et répandaient partout la terreur. La noblesse n'avouait pas volontiers ces révoltes en masse contre les droits seigneuriaux, et, d'autre part, tous les défenseurs éclairés de la réforme foncière comprenaient à quel point ces jacqueries pouvaient compromettre devant l'opinion la cause dont ils avaient à cœur le succès. Il fallut cependant se rendre à l'évidence, et reconnaître que les paysans étaient partout les principaux auteurs, sinon les seuls, des désordres qu'on signalait. « Je demandai à M. de Morveau, écrivait Arthur Young le 1^{er} août 1789, si les châteaux avaient été pillés par les paysans seuls ou par des bandes de brigands qu'on disait si nombreuses. Il m'assura qu'il avait cherché très-sérieusement à s'en assurer, et que toutes les violences à sa connaissance, dans cette province, venaient des seuls paysans; on avait beaucoup parlé de brigands sans rien prouver. A Besançon, on m'avait dit qu'ils étaient huit cents; mais comment huit cents bandits qui auraient traversé une province auraient-ils rendu leur existence problématique? C'est aussi bouffon que l'armée de M. Bayes, qui marchait incognito ⁽²⁾ ».

Arthur Young appréciait d'ailleurs avec une singulière indulgence ce soulèvement des campagnes. « Impossible, écrit-il, de justifier les excès du peuple : il s'est laissé entraîner à des cruautés; il serait inutile de chercher à nier des faits trop prouvés pour admettre le moindre doute. Mais est-ce bien au peuple que l'on doit tout imputer, ou bien aux oppresseurs qui l'on tenu si longtemps dans le servage? — Celui qui veut être servi par des esclaves, et des esclaves misérables, doit savoir qu'il place sa propriété et sa vie dans une position tout autre que celui qui préfère le service d'hommes libres et heureux; celui dont les festins

(1) *Ibid.*, p. 13 et 8.

(2) *Voyage en France*, trad. franç. de Lesage, tome I, p. 275. — Cpr. les paroles du duc d'Aiguillon dans la séance du 4 août : « Ce ne sont point seulement des brigands qui, à main armée, veulent s'enrichir dans le sein des calamités; dans plusieurs provinces, le peuple entier forme une espèce de ligue pour détruire les châteaux, pour ravager les terres, et surtout pour s'emparer des chartriers, où les titres des propriétés féodales sont en dépôt ». (*Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 344.)

se donnent au bruit des gémissements ne doit pas se plaindre, si, au moment de l'insurrection, ses filles lui sont ravies et ses fils massacrés. Quand il arrive de tels désastres, c'est plutôt à la tyrannie du maître qu'à la cruauté des serviteurs qu'il les faut attribuer. Cela est pour la France de la dernière exactitude. Tous les journaux mentionnent le meurtre d'un seigneur, l'incendie d'un château; le nom du personnage attire l'attention; mais où irons-nous chercher la liste des exactions de ce seigneur sur ceux qui voyaient leurs enfants tomber autour d'eux faute de pain? Où trouverons-nous la minute des citations adressées à ces pauvres gens pour comparaître devant le financier qui les déchirait, et le seigneur qui les accablait de sa justice dérisoire? Où trouver les jugements de l'intendant et de ses subdélégués, qui déchargeaient l'homme bien en cour pour charger d'autant plus un voisin misérable? Qui s'est donné la peine de suivre, pour les mettre au jour, toutes les ramifications du triple despotisme royal, seigneurial, ecclésiastique, atteignant jusqu'en ses dernières extrémités ce corps épuisé de misère? — En pareil cas, les victimes sont trop ignobles pour être remarquées, la masse trop confuse pour exciter la pitié. Est-ce ainsi cependant que devrait sentir et penser un philosophe? Devrait-il prendre l'effet pour la cause, et, réservant sa pitié pour le petit nombre, ne montrer aucune compassion envers le vulgaire, parce qu'il ne souffre pas par individus, mais par millions? Je le répète, les excès populaires ne sont pas justifiables. Certainement, il eût été plus convenable à des hommes, à des chrétiens, d'user avec modération du pouvoir qu'ils venaient de saisir; mais c'est ce que ne fera nulle part la populace. Les masses portent tout à l'extrême, et, comme chaque gouvernement sait la violence qui s'ensuit, il devrait doublement prendre soin d'empêcher que le peuple ne se mêle aux troubles publics. Il souffre beaucoup et longtemps avant de se lever; rien, en effet, n'allume plus la flamme que l'oppression de certaines classes, qui donne aux hommes capables l'occasion de diriger une masse puissante; le mécontentement se propage bientôt, et, si le gouvernement n'y prend garde, c'est à lui que revient la responsabilité des incendies, des dévastations et des massacres qui arrivent ⁽¹⁾ ».

On ne saurait discuter ici la valeur de ce jugement d'Arthur Young; mais il était intéressant de le noter, comme venant d'un étranger, spectateur impartial et éclairé de nos luttes, et qui res-

(1) *Voyage en France*, t. II, p. 432, 433 et 434.

tait le défenseur convaincu des paysans en dépit de tous leurs excès, quoique, dans ses voyages, il eût lié connaissance avec bien des seigneurs, dont il avait sans doute entendu les griefs, et dont plusieurs étaient restés ses amis, quoique lui-même enfin fût grand propriétaire, imbu des traditions libérales de son pays, et respectueux, comme l'est tout anglais, des situations acquises et des droits de chacun : toutes raisons qui donnent un grand poids à son autorité. Il est certain que les privilégiés, par le mépris qu'ils avaient fait des revendications si modérées des campagnes, s'étaient partout attiré des haines légitimes, et qu'ils avaient en quelque sorte poussé comme à plaisir les paysans à l'émeute. Encore faut-il se garder d'une excessive indulgence, et ne pas présenter comme une excuse proprement dite ce qui peut seulement expliquer l'origine et l'enchaînement historique des événements accomplis. Peut-être Arthur Young se résigne-t-il un peu vite à cette loi fatale qui fait de la violence l'arme ordinaire des foules : un crime n'est pas excusable pour avoir été de tous les temps. C'était l'honneur du parti populaire d'avoir toujours observé jusqu'en 89 une grande modération dans la lutte contre la féodalité civile, malgré la résistance impardonnable des privilégiés aux doléances les plus justes présentées en ce sens; mais il faut reconnaître sans détour que les paysans ont compromis leur cause devant l'histoire en recourant à la violence au moment même où le succès ne pouvait plus leur échapper, en se laissant entraîner aux plus sanglants excès, en paraissant enfin combattre beaucoup moins pour la destruction des droits seigneuriaux que pour celle de l'ordre social lui-même. Les privilégiés vont attirer désormais toutes les sympathies par les violences et les spoliations dont ils seront les victimes, si peu généreuse et prévoyante qu'ait pu être leur conduite antérieure, et quoiqu'ils aient été par leurs fautes les véritables auteurs de leur propre ruine.

Quoi qu'il en soit, une remarque importante doit être faite sur cette révolte des campagnes : c'est qu'elle se croit autorisée, autorisée par ceux-là même qui ont charge de la réprimer ⁽¹⁾. Partout les émeutiers se réclament des ordres du roi, et prétendent n'agir qu'en vertu de ses ordres. « Les principes donnés au peuple, écrit un commandant de troupes, sont que le roi veut que tout soit égal, qu'il ne veut plus de seigneurs et d'évêques, plus de rangs, point

(1) Taine, *Les origines de la France contemporaine, La Révolution*, tome I, p. 21.

de dîmes et droits seigneuriaux; ainsi ces gens égarés croient user de leur droit et suivre la volonté du roi ⁽¹⁾ ». Les révoltés affichent des placards signés Louis, portant que pendant tel laps de temps, il leur est permis de se faire justice à eux-mêmes; dans une paroisse, un tisserand bien vêtu, décoré d'une ceinture bleue, passe pour un prince, second fils du roi ⁽²⁾; à Remiremont et à Luxeuil, les insurgés montrent un édit portant que « tout ce brigandage, pillage, destruction » est licite ⁽³⁾. « Hier, écrit un gentilhomme d'Auvergne, on nous a signifié qu'on ne voulait plus payer les percières, et qu'on ne faisait que suivre l'exemple des autres provinces, qui ne payent plus même la dîme, par ordre du roi ⁽⁴⁾ ». Rien de plus curieux, enfin, dans cet ordre d'idées, que le récit suivant fait par un témoin oculaire : « Deux cent cinquante hommes armés ont brûlé tous les titres et mis deux fois au feu l'homme d'affaires; ils voulaient qu'il leur livrât un titre qui n'a jamais existé. L'étrange, c'est que ce soient les vassaux de la terre, à qui l'on avait fait tant de bien, et que ces malheureux croient fermement agir au nom du roi! Ils montraient beaucoup de douleur, vis-à-vis d'aussi bons seigneurs, que des ordres aussi impératifs les y forçassent, mais qu'ils avaient eu des avis que Sa Majesté le voulait ainsi ⁽⁵⁾ ».

Cette allégation de la volonté royale est déjà fort curieuse en elle-même; mais il était surtout intéressant de la noter parce qu'elle est un reste d'idées anciennes déjà connues, auxquelles elle se rattache directement, et dont elle forme, pour ainsi dire, le prolongement éloigné.

On sait, d'abord, que, d'une façon générale, la royauté avait été pendant des siècles l'alliée du Tiers-État contre les empiètements et les abus de la puissance seigneuriale; cette alliance traditionnelle, rompue seulement par Louis XIV, devait laisser pendant longtemps des traces dans l'esprit populaire : les habitants des campagnes avaient pris et gardé l'habitude de considérer les rois comme leurs soutiens naturels contre les exactions des seigneurs. Voici, pour ne citer qu'un exemple, ce qu'écrivait Fléchier dans son histoire des Grands Jours de 1665 : « Les paysans étaient fort hardis,

(1) Taine, *Les origines de la France contemporaine, La Révolution*, tome I, p. 24.

(2) *Ibid.*, p. 98.

(3) *Ibid.*, p. 100.

(4) *Ibid.*, p. 105.

(5) Cité par Doniol, *La Révolution française et la féodalité*, p. 51.

et l'on remarquait qu'ils déposaient volontiers contre les nobles. Une dame de la campagne se plaignait qu'ils avaient acheté des gants et croyaient qu'ils n'étaient plus obligés de travailler, et que le roi ne considérerait plus qu'eux dans son royaume. Lorsque des personnes de qualité venaient à Clermont, ces bonnes gens l'assuraient de leur protection, croyant que c'était une dépendance nécessaire, et qu'ils étaient devenus seigneurs par privilège de leurs seigneurs eux-mêmes. Ils étaient persuadés que le roi n'envoyait cette compagnie que pour les faire rentrer dans leur bien, de quelque manière qu'ils l'eussent vendu, remontant jusqu'à la troisième génération ⁽¹⁾ ».

Outre cette influence générale d'une alliance traditionnelle, il faut rappeler ici ce qu'on a dit déjà du droit de résistance. Lorsque la Royauté était encore trop faible pour assurer elle-même l'exécution des mesures qu'elle prenait contre la féodalité, c'était le peuple même des campagnes qu'elle chargeait de veiller à cette exécution; elle lui donnait expressément le droit et le mandat de résister par la force aux entreprises des seigneurs ⁽²⁾. Ce fut pendant bien longtemps la sanction ordinaire de tous les actes royaux qui avaient trait aux capitaineries, à l'exercice des droits de chasse, de garenne et de colombier, de tous ceux, en un mot, qui avaient plus directement pour but la protection des manants contre les vexations quotidiennes des possesseurs de fiefs. On comprend aisément l'influence que purent avoir ces anciens usages sur l'éducation politique des paysans; les soulèvements agraires de 1789 ne sont pour ainsi dire qu'un retour au droit de résistance, et l'idée que le roi prescrivait aux manants l'incendie des châteaux se rattache directement à cette lointaine origine. « Les communes du plat pays, disait déjà la noblesse aux États-généraux de Blois en 1588, ont depuis quelque temps pris les armes pour résister à l'insolence très-dure et insupportable des gens de guerre; toutefois, hors que le sujet de soi soit très-juste, il serait périlleux d'attendre que la force du peuple prit plus grand accroissement, étant le seul moyen d'entrer en démocratie et gouvernement populaire, et partant ruine de l'État ⁽³⁾ ».

L'Assemblée nationale avait connaissance de ces révoltes agraires par les adresses qui lui étaient envoyées de tous les points

(1) Cité par Doniol, *op. laud.*, p. 50.

(2) Voy. Georges Picot, *Histoire des États-généraux*, tome I, p. 133.

(3) *Ibid.*, tome III, p. 211.

du royaume⁽¹⁾; mais elle ne pouvait que manifester son indignation des violences commises, et appeler sur les coupables toutes les rigueurs de la justice : des difficultés politiques de toute espèce paralysaient son action. Les désordres continuels dont Paris et Versailles étaient sans cesse le théâtre ne lui laissaient ni le temps ni la liberté d'esprit nécessaires pour aborder l'examen d'aucune réforme importante; la vérification des pouvoirs et le vote d'un règlement intérieur devaient évidemment passer avant tout, et cette double tâche ne put être achevée que le 29 juillet. Les pétitions reçues étaient classées aux archives, en attendant que l'organisation du travail parlementaire permit d'en prendre une connaissance sérieuse, et d'étudier enfin les moyens d'y répondre. Le comité des rapports, élu par les bureaux le 30 juillet, se mit à dépouiller avec activité cette correspondance, pendant que l'Assemblée discutait la déclaration des droits de l'homme, et commençait l'examen d'un projet de constitution présenté par Thouret. Trois jours après, dans la séance du 3 août, le comité, par l'organe du député Salomon, donnait quelques détails sur ses premiers travaux, et dépeignait la situation des campagnes sous les plus sombres couleurs : « Par des lettres de toutes les provinces, il paraît que les propriétés, de quelque nature qu'elles soient, sont la proie du plus coupable brigandage; de tous les côtés les châteaux sont brûlés, les couvents sont détruits, les fermes abandonnées au pillage. Les impôts, les redevances seigneuriales, tout est détruit; les lois sont sans force, les magistrats sans autorité, la justice n'est plus qu'un fantôme qu'on cherche inutilement dans les tribunaux⁽²⁾ ». C'était marquer, semble-t-il, l'impérieuse nécessité de réaliser enfin cette liquidation des droits seigneuriaux que réclamaient tous les cahiers, et qu'on savait être la cause de l'agitation croissante des campagnes; mais l'Assemblée, occupée tout entière à l'élaboration d'une constitution, paraissait résolue à n'entreprendre encore aucune réforme semblable. L'anarchie gouvernementale était, d'ailleurs, trop complète pour qu'une entreprise aussi vaste eût chance d'aboutir, il fallait avant tout régler l'exercice du pouvoir législatif, raffermir l'autorité du roi et rétablir l'ordre; on comprenait qu'alors seulement il deviendrait possible de rédiger avec maturité des lois, dont on pourrait assurer l'exécution régulière dans toutes les parties du royaume. Dans cet

(1) Voy. notamment les séances des 25, 28 et 29 juillet, dans les *Archives parlam.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 276, 290 et 297.

(2) *Ibid.*, p. 336.

ordre d'idées, le comité des rapports proposait de voter une déclaration pour rappeler solennellement au pays les principes d'ordre et de justice, pour calmer les esprits, et tâcher de contenir s'il se pouvait l'agitation croissante des campagnes; voici d'ailleurs quel en était le texte :

« L'assemblée nationale, informée que le paiement des rentes, dîmes, impôts, cens, redevances seigneuriales, est obstinément refusé; que les habitants des paroisses se réunissent et témoignent dans des actes l'engagement de ces refus, et que ceux qui ne veulent pas s'y soumettre sont exposés aux menaces des plus effrayantes, et éprouvent de mauvais traitements; que des gens armés se rendent coupables de violence, qu'ils entrent dans les châteaux, se saisissent des papiers et de tous les titres, et les brûlent dans les cours; — déclare qu'occupée sans relâche de tout ce qui concerne la constitution et la régénération de l'État, elle ne peut, quelque pressants que soient les objets particuliers qui lui sont soumis, détourner ses regards de celui auquel elle est fixée, et suspendre ses travaux dont toute l'importance exige la continuité; — déclare qu'aucune raison ne peut légitimer les suspensions de paiement d'impôts et toute autre redevance, jusqu'à ce qu'elle ait prononcé sur ces différents droits; déclare qu'aucun prétexte ne peut dispenser de les payer; qu'elle voit avec douleur les troubles que ces refus occasionnent, et qu'ils sont essentiellement contraires aux principes du droit public que l'Assemblée ne cessera de maintenir ⁽¹⁾ ».

Le projet fut admis après un court débat, et renvoyé, suivant la procédure ordinaire, au comité de rédaction, dont il sortit bientôt sous la forme suivante : « L'Assemblée nationale, considérant que, tandis qu'elle est uniquement occupée d'affermir le bonheur du peuple sur les bases d'une constitution libre, les troubles et les violences qui affligent différentes provinces répandent l'alarme dans les esprits, et portent l'atteinte la plus funeste aux droits sacrés de la propriété et de la sûreté des personnes; que ces désordres ne peuvent que ralentir les travaux de l'Assemblée, et servir les projets criminels des ennemis du bien public; — déclare que les lois anciennes subsistent et doivent être exécutées jusqu'à ce que l'autorité de la nation les ait abrogées ou modifiées; que les impôts, tels qu'ils étaient, doivent continuer d'être perçus aux termes de l'arrêté du 17 juin dernier, jusqu'à ce qu'elle ait établi

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 336.

des contributions et des formes moins onéreuses au peuple; que toutes les redevances et prestations accoutumées doivent être payées comme par le passé, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par l'Assemblée; qu'enfin les lois établies pour la sûreté des personnes et pour celle des propriétés doivent être universellement respectées. — La présente déclaration sera envoyée dans toutes les provinces, et les curés seront invités à la faire connaître à leurs paroissiens, et à leur en recommander l'observation (1). « Target donna lecture de cette rédaction nouvelle le 4 août, tout au début de la séance du soir. Le vote semblait acquis d'avance, puisque l'Assemblée s'était prononcée la veille sur le plan même de l'arrêté; et chacun avait hâte de reprendre la discussion sur la déclaration des droits de l'homme, quand le vicomte de Noailles demanda la parole.

« Le but du projet d'arrêté que l'Assemblée vient d'entendre, dit-il, est d'arrêter l'effervescence des provinces, d'assurer la liberté publique, et de confirmer les propriétaires dans leurs véritables droits. Mais comment peut-on espérer d'y parvenir, sans connaître quelle est la cause de l'insurrection qui se manifeste dans le royaume? Et comment y remédier, sans appliquer le remède au mal qui l'agite? Les communautés ont fait des demandes : ce n'est pas une constitution qu'elles ont désirée; elles n'ont formé ce vœu que dans les bailliages. Qu'ont-elles donc demandé? que les droits d'aides fussent supprimés, qu'il n'y eût plus de subdélégués, que les droits seigneuriaux fussent allégés ou échangés. Ces communautés voient, depuis plus de trois mois, leurs représentants s'occuper de ce que nous appelons et de ce qui est en effet la chose publique; mais la chose publique leur paraît être surtout la chose qu'elles désirent, et qu'elles souhaitent ardemment d'obtenir ». Après un discours très-bref, l'orateur terminait en demandant à l'Assemblée d'adopter sur-le-champ quatre dispositions importantes, qu'il formulait ainsi : 1° l'impôt sera payé par tous les individus du royaume dans la proportion de leurs revenus; 2° toutes les charges publiques seront à l'avenir supportées également par tous; 3° tous les droits féodaux seront rachetables par les communautés sur le prix d'une juste estimation, c'est-à-dire d'après le revenu d'une année commune prise sur dix années de revenu; 4° les corvées seigneuriales, les mainmortes et autres servitudes personnelles seront abolies sans indemnité (2).

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 343.

(2) *Ibid.*, p. 343 et 344.

Le duc d'Aiguillon prit la parole à son tour, et commença par répéter, presque dans les mêmes termes, les observations qui venaient d'être faites. Toutefois, sans combattre directement la motion présentée par le vicomte de Noailles, il proposait à l'Assemblée une solution notablement différente : toute la réforme, d'après lui, devait consister uniquement à autoriser le rachat des droits seigneuriaux, et aucun de ces droits ne pouvait être aboli sans indemnité. « Je ne doute pas, disait-il, que les seigneurs de fiefs ne soient disposés à faire à la justice le sacrifice de leurs droits ; ils ont déjà renoncé à leurs privilèges, à leurs exemptions pécuniaires ; et, dans ce moment, on ne peut demander la renonciation pure et simple à leurs droits féodaux. Ces droits sont leur propriété ; ils sont la seule fortune de plusieurs particuliers, et l'équité défend d'exiger l'abandon d'aucune propriété sans accorder une juste indemnité au propriétaire qui cède l'agrément de sa convenance à l'avantage public ». Comme conclusion de son discours, il soumettait à l'Assemblée un projet d'arrêté, où il réclamait la suppression de tous les privilèges, et réglait la question féodale dans les termes suivants : « L'Assemblée nationale, considérant en outre que les droits féodaux et seigneuriaux sont aussi une espèce de tribut onéreux, qui nuit à l'agriculture et désole les campagnes ; ne pouvant se dissimuler néanmoins que ces droits sont une véritable propriété, et que toute propriété est inviolable ; arrête que ces droits seront à l'avenir remboursables, à la volonté des redevables, au denier trente, ou à tel autre denier qui, dans chaque province, sera jugé plus équitable par l'Assemblée nationale, d'après les tarifs qui lui seront présentés ; ordonne enfin que tous ces droits seront exactement perçus et maintenantus comme par le passé, jusqu'à leur parfait remboursement (1) ».

Ces deux motions, « présentées, dit le compte-rendu des séances, avec le ton du plus vif intérêt sur le sort des habitants des campagnes, dont elles devaient adoucir les maux, calmer l'effervescence et combler tous les vœux, furent accueillies par l'Assemblée avec un transport inexprimable (2) ». L'enthousiasme commençait à gagner les esprits les plus calmes ; les deux motions du vicomte de Noailles et du duc d'Aiguillon allaient être votées sur-le-champ, sans qu'on eût même aperçu la différence capitale qui les séparait, quand Dupont de Nemours, comprenant le danger de ces résolutions

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 344.

(2) *Ibid.*, p. 344.

irr réfléchies, intervint au débat. Dans un langage plein de sagesse, il essaya d'arrêter l'entraînement général, insistant sur la nécessité de maintenir avec énergie l'application des lois existantes, si imparfaites qu'elle pussent être, jusqu'au vote de la constitution : « Il n'est possible aux représentants de la nation de réformer la législation, disait-il très-justement, qu'après qu'ils auront déterminé, par la constitution même, de quelle manière les lois nouvelles doivent être proposées, adoptées et exécutées; il est très-nécessaire que le calme, la paix et la justice, rétablis dans tous l'empire, dispensent l'Assemblée nationale de toute autre sollicitude que de celle qui est inséparable du soin dont elle est occupée, de choisir et d'arrêter les éléments de cette constitution sage et durable ». En conséquence, il demandait qu'on décidât l'ajournement de la question féodale, et qu'on prît seulement des mesures d'ordre, comme Target l'avait proposé tout au début de la séance; il présentait en ce sens une motion très-courte, rappelant que tous les citoyens sont obligés d'obéir aux lois, que les tribunaux doivent agir sans cesse pour l'exécution des lois, que les milices bourgeoises et les corps militaires doivent prêter main forte à la justice pour le rétablissement de l'ordre et de la paix et pour la protection des personnes et des biens, toutes les fois qu'ils en sont requis par les autorités compétentes⁽¹⁾.

L'Assemblée ne tint malheureusement aucun compte d'avis si prévoyants. Dès que Dupont de Nemours eut fini de parler, un député du Tiers-État de la Basse-Bretagne, Leguen de Kerangal, se présentant à la tribune en habit de cultivateur⁽²⁾, fit un sombre tableau du régime féodal, et reprit avec une grande insistance l'idée d'une réforme immédiate : « Vous eussiez, dit-il, prévenu l'incendie des châteaux, si vous aviez été plus prompts à déclarer que les armes terribles qu'ils contenaient, et qui tourmentent le peuple depuis des siècles, allaient être anéanties par le rachat forcé que vous alliez ordonner... Vous ne ramènerez le calme dans la France agitée que quand vous aurez promis au peuple que vous allez convertir tous les droits féodaux quelconques en prestations en argent rachetables à volonté; que les lois que vous allez promulguer anéantiront jusqu'aux moindres traces des droits de servitude dont il se plaint justement. Dites-lui que vous reconnaissez l'injustice de ces droits acquis dans des temps d'ignorance

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., t. VIII, p. 345.

(2) Thiers, *Hist. de la Révol. franç.*, édit. in-8° de Furne, tome I, p. 123.

et de ténèbres. Pour le bien de la paix, hâtez-vous de donner des promesses à la France; un cri général se fait entendre; vous n'avez pas un moment à perdre; un jour de délai occasionne de nouveaux embrasements; la chute des empires est annoncée avec moins de fracas. Ne voulez-vous donner des lois qu'à la France dévastée (1)? »

Des applaudissements unanimes accueillent le discours de Kérangal; un enthousiasme sans précédent s'empare de l'Assemblée. Les nobles, les évêques, les représentants des corporations ou des villes privilégiées couvrent les marches du bureau, pour venir déclarer qu'ils renoncent à toutes les prérogatives particulières; les députés liés par des mandats impératifs se portent fort de la ratification de leurs commettants; les motions se succèdent si nombreuses et si rapprochées que les secrétaires de l'Assemblée ont à peine le temps de prendre exactement les discours et même les noms des orateurs. Sur la proposition du duc de Liancourt, l'Assemblée ordonne qu'une médaille sera frappée « pour éterniser la mémoire de l'union sincère de tous les ordres »; l'archevêque de Paris fait décider qu'un *Te Deum* solennel sera chanté dans la chapelle du roi, en présence de Sa Majesté et de tous les membres de l'Assemblée nationale, pour remercier Dieu de l'abolition des privilèges; Louis XVI enfin est proclamé « Restaurateur de la liberté française », sur la proposition de Lally-Tollendal, et aux acclamations de l'assistance tout entière (2).

La séance s'était déjà prolongée fort avant dans la nuit, sans qu'aucune des déclarations portées à la tribune eût été soumise régulièrement au vote de l'Assemblée. Il restait à donner une sanction légale à ces « déclarations patriotiques (3) », en acceptant d'une façon formelle l'abandon spontanément offert de tous les privilèges. Le président donna lecture des motions qui avaient été faites; et l'Assemblée les adopta sur l'heure à l'unanimité en réservant la rédaction. Les six premiers articles ainsi votés contenaient les décisions suivantes : « 1° Abolition de la qualité de serf et de la mainmorte, sous quelque dénomination qu'elle existe; 2° faculté de rembourser les droits seigneuriaux; 3° abolition des juridictions seigneuriales; 4° suppression du droit exclusif de chasse, des colombiers, des garennes; 5° taxe en argent, représentative de la

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 345.

(2) *Ibid.*, p. 346 à 350; — Chénon, *op. laud.*, p. 94 et 95.

(3) Expression du procès-verbal de la séance; *Ibid.*, p. 350.

dîme; 6° rachat possible de toutes les dîmes, de quelque espèce que ce soit ⁽¹⁾ ».

Les articles votés dans la nuit du 4 août avaient été si vite arrêtés qu'ils n'avaient pas même reçu la forme d'un acte législatif; c'étaient de simples votes provisoires, qu'il fallait maintenant rédiger. Le comité de rédaction se mit à l'œuvre sans retard, et fut en mesure de déposer son projet dès la séance du 5 août; l'Assemblée en prit aussitôt connaissance ⁽²⁾, et commença le lendemain 6 août la discussion des articles. Après cinq jours de débats très-confus, l'ensemble du décret fut adopté le 11.

Aucune idée intéressante ne fut mise en avant dans l'élaboration du décret; ce qu'il faut seulement relever avec soin dans ces discussions dénuées d'intérêt, c'est l'embarras marqué qu'éprouva l'Assemblée quand elle dut examiner posément les décisions du 4 août, et les faire passer dans des dispositions légales d'un caractère pratique. Sous l'empire d'un généreux élan, on avait en quelque sorte précipité les résolutions les plus graves, sans en peser les conséquences, et sans prévoir toutes les difficultés d'exécution auxquelles on ne pouvait manquer de se heurter dans la suite. Quand l'Assemblée, plus calme, eut compris son erreur, les déclarations solennelles qu'elle avait faites ne lui permettaient pas de reculer; mais il est facile de voir, au compte-rendu des séances, qu'elle eut au moins un moment d'inquiétude et d'hésitation. « Par le prompt effet d'un enthousiasme extraordinaire, disait Sieyès, nous nous sommes tout à coup placés dans une situation qu'on n'aurait pas osé espérer de longtemps... Nous nous sommes étonnés de la rapidité de notre marche, effrayés presque de l'extrémité à laquelle des sentiments irréfléchis auraient pu nous conduire ⁽³⁾. » Les privilégiés, d'autre part, si enthousiastes la veille et si portés au sacrifice de leurs droits, n'étaient pas, le 5 août, sans regretter un peu l'ivresse généreuse de la nuit précédente; ils avaient d'autant plus de regrets qu'ils voyaient l'Assemblée moins satisfaite de son œuvre, et ces regrets eux-mêmes accentaient encore l'indécision générale.

Le plus curieux indice de cet état d'esprit, c'est la résolution prise par l'Assemblée dès la séance du 5 août, aux termes de laquelle toute discussion sur le fond devait être écartée dans

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 350.

(2) Voy. le texte de ce projet du comité; *ibid.*, p. 352.

(3) *Ibid.*, p. 388.

l'examen du projet d'arrêté, la délibération devant porter uniquement sur la forme ⁽¹⁾. Il semble qu'on ait voulu comme se garer à l'avance contre toute velléité de retour en arrière; et l'insistance avec laquelle cette résolution dut être rappelée au cours des débats ⁽²⁾ prouve assez qu'on a tenté souvent de remettre en question les principes posés dans la nuit du 4 août. « Ce n'est pas, disait un membre du clergé à la séance du 6 août, sur des proclamations faites dans l'enthousiasme, sur des offres de particuliers qui n'offrent rien en leur nom, qu'on peut se décider ⁽³⁾ ». Le 10 août, un député de la noblesse, qui n'avait pas assisté à la séance du 4 août, s'élevait avec force contre les décisions prises en son absence; acceptant volontiers l'égalité d'impôts, il affirmait que les représentants de la noblesse avaient agi contre la volonté certaine de leurs mandants quand ils avaient accepté la suppression des droits féodaux : « Les premiers mouvements de l'homme, disait-il, sont sans doute pour la nature; mais les seconds doivent être pour la raison. Il est dans la nature de tout gentilhomme français de ne plaindre aucun sacrifice pour l'intérêt de sa patrie; mais il est de la raison et du devoir de ceux-mêmes d'entre eux qui auraient oublié hier le vœu de leurs commettants, pour ne s'occuper que du leur, d'exprimer aujourd'hui ce vœu, de se conformer aux intentions bien connues de leur ordre, et de défendre de tout leur pouvoir sa propriété honorifique ⁽⁴⁾ ».

En dépit des appréhensions et des regrets, le décret fut voté le 11 août. Mais le roi, qui avait été l'un des instigateurs de ces oppositions tardives, allait lui-même en devenir l'organe à son tour. L'intervention royale était indispensable pour donner au décret la force exécutoire; et Louis XVI résista fort longtemps avant de consentir à rien faire en ce sens. Il faut noter d'abord qu'aucune règle précise n'était encore établie quant à la promulgation des lois à l'époque où fût pris l'arrêté du 11 août; on admettait communément la nécessité d'une sanction, mais sans avoir rien décidé quant aux délais et quant aux formes dans lesquels devrait être donnée cette sanction. L'Assemblée nationale avait marqué d'ailleurs son intention formelle d'ajourner à une époque ultérieure l'application du décret; l'article 19, en effet, était ainsi conçu :

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 353.

(2) Voy. notamment les séances des 6, 7 et 8 août, *ibid.*, p. 353, 358, 364 et 365.

(3) *Ibid.*, p. 354.

(4) *Ibid.*, p. 379.

« L'Assemblée nationale s'occupera, immédiatement après la constitution, de la rédaction des lois nécessaires pour le développement des principes qu'elle a fixés par le présent arrêté, qui sera incessamment envoyé par MM. les députés dans toutes les provinces, avec le décret du 10 de ce mois, pour l'un et l'autre y être imprimés, publiés même au prône des paroisses, et affichés partout où besoin sera⁽¹⁾ ». On avait, en un mot, cherché seulement à calmer l'agitation des campagnes en proclamant bien haut l'abolition du régime féodal; on prescrivait aux députés de faire connaître partout cette abolition; mais on remettait à plus tard l'exécution même de la réforme, et la sanction royale, se trouvant être inutile, ne fut pas réclamée tout d'abord.

Louis XVI, cependant, était effrayé des décisions prises par l'Assemblée dans la nuit du 4 août. La cour lui conseillait la résistance, et il semblait y pencher de plus en plus, marquant chaque jour davantage sa volonté bien ferme de ne point ratifier des mesures qu'il considérait comme aussi dangereuses que contraires à la justice. « Je suis content, écrivait-il à l'archevêque d'Arles, de cette démarche noble et généreuse des deux premiers ordres de l'État; ils ont fait de grands sacrifices pour la réconciliation générale, pour leur patrie, pour leur roi... Le sacrifice est beau; mais je ne consentirai jamais à dépouiller mon clergé, ma noblesse... Je ne donnerai point ma sanction à ces décrets qui les dépouilleraient... Monsieur l'archevêque, vous vous soumettez aux décrets de la providence; je crois m'y soumettre en ne me livrant point à cet enthousiasme qui s'est emparé de tous les ordres, mais qui ne fait que glisser sur mon âme. Si la force m'obligeait à céder, alors je céderais; mais il n'y aurait plus en France ni monarchie ni monarque⁽²⁾ ». L'inquiétude devint très-vive quand on connut à l'assemblée les dispositions où se trouvait le roi; on craignit que le parti de la cour ne fût assez puissant sur l'esprit de Louis XVI pour faire ajourner indéfiniment la sanction, et pour réduire de la sorte à néant les décisions du 4 août. Autant la sanction royale avait paru jusque-là chose inutile et indifférente, autant on attacha désormais d'importance à l'obtenir dans le plus bref délai.

Le duc de Mortemart se fit l'organe de ces préoccupations dans la séance du 12 septembre au soir; et l'Assemblée décida que le

(1) Voy. le texte du décret dans Dalloz, *Répertoire de législation*, t. XXXVIII, p. 332 et 333.

(2) Lettre du mois d'août, rapportée par Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, tome II, p. 248.

décret du 11 août serait présenté à la sanction royale ⁽¹⁾. Mais on était, à cette époque même, en train de discuter les principes constitutionnels relatifs à la sanction, et rien n'était encore établi quant à la manière dont cette sanction devait être demandée; il fallait adopter une procédure provisoire, et c'est ce que fit l'Assemblée dans la séance du 14 septembre au soir, par un décret portant « que M. le Président se retirera par devers le roi, pour présenter à Sa Majesté les arrêtés des 4, 6, 7, 8 et 11 août dernier..., pour lesdits décrets être sanctionnés ⁽²⁾ ». La veille même, dans une séance tumultueuse où aucun vote ne fut acquis, Barnave avait proposé de surseoir à l'ordre du jour jusqu'à ce que le décret eût été sanctionné ⁽³⁾; la motion fut rejetée dans la première séance du 15 septembre ⁽⁴⁾, mais elle marque bien l'inquiétude qui agitaient alors les esprits : « Trop longtemps, disait un orateur, les peuples sont restés dans l'attente de la promulgation de ces décrets; il est temps enfin de les rassurer, et de faire évanouir l'incertitude qui les tourmente à cet égard ⁽⁵⁾ ».

Les vœux de l'Assemblée furent présentés au roi le 15 septembre au soir par le comte de Clermont-Tonnerre, qui occupait alors le fauteuil; la réponse se fit attendre pendant trois jours ⁽⁶⁾; et fut enfin remise à l'Assemblée le 18 septembre dans la séance du matin. « Vous m'avez demandé, messieurs, écrivait Louis XVI, de revêtir de ma sanction les articles arrêtés par votre Assemblée le mois dernier, et qui ont été rédigés dans les séances suivantes. Plusieurs de ces articles ne sont que le texte des lois dont l'Assemblée nationale a dessein de s'occuper; et la convenance ou la perfection de ces dernières dépendra nécessairement de la manière dont les

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 619.

(2) *Ibid.*, p. 640.

(3) *Ibid.*, p. 640.

(4) *Ibid.*, p. 641 et 642.

(5) *Ibid.*, p. 640.

(6) Le compte-rendu des séances montre clairement combien l'Assemblée était inquiète de tous ces retards; presque aucune séance ne se passait sans qu'il fût demandé ou donné des nouvelles sur les négociations suivies avec le roi. Le 15 septembre, l'Assemblée tenait sa séance du soir pendant que le comte de Clermont-Tonnerre était reçu par Louis XVI; à peine sorti du cabinet du roi, le président vint annoncer à l'Assemblée le résultat de sa démarche, et la promesse faite par Louis XVI de répondre *très-incessamment* (*Archives parlem.*, *loc. cit.*, p. 645). Le 17 septembre, en ouvrant la séance, il entretenait à nouveau l'Assemblée de la même question, faisant connaître que le roi annonçait sa réponse pour le lendemain (*Archives parlem.*, tome IX, p. 25).

dispositions subséquentes, que vous annoncez, pourront être remplies. Ainsi en approuvant l'esprit général de vos déterminations, il est cependant un petit nombre d'articles auxquels je ne pourrai donner, en ce moment, qu'une adhésion conditionnelle; mais, comme je désire de répondre, autant qu'il est possible, à la demande de l'Assemblée nationale, et que je veux mettre la plus grande franchise dans mes relations avec elle, je vais lui faire connaître le résultat de mes premières réflexions et de celles de mon conseil : je modifierai mes opinions, j'y renoncerai même sans peine, si les observations de l'Assemblée nationale m'y engagent, puisque je ne m'éloignerai jamais qu'à regret de sa manière de voir et de penser (1) ». Ce préambule habile, où un refus catégorique disparaissait en quelque sorte sous l'assurance d'une entente prochaine, était suivi d'observations fort étendues, qui portaient sur chacun des articles votés par l'Assemblée (2).

Après la lecture de cette lettre, certains députés proposèrent de nommer un comité pour prendre connaissance des observations contenues dans le message royal, et présenter un rapport sur la réponse qu'il convenait d'y faire. D'autres, en plus grand nombre, étaient d'avis de ne pas examiner plus longtemps « l'espèce de discours du roi (3) », et de faire savoir à Louis XVI que l'Assemblée attendait séance tenante la promulgation du décret; ils alléguaient que les dispositions du 4 août étaient constitutionnelles, qu'en conséquence elles avaient force de loi par elles-mêmes sans qu'aucune sanction fût nécessaire, et que tout l'office du roi devait se borner à les promulguer dès que l'Assemblée l'en priait (4).

Le vicomte de Mirabeau, député de la noblesse du Haut-Limousin, défendit avec force la première opinion; il montra l'inconvenance de ne pas même examiner les observations présentées par le roi, et insista sur la nécessité de soumettre à une délibération plus approfondie des réformes si graves décrétées à la hâte (5). Ce fut le second Mirabeau, le député du Tiers-État d'Aix, qui répondit à son cousin : « L'exécution soudaine, dit-il, des arrêtés du 4 août, pris avec une précipitation qu'a nécessitée la sorte d'émulation qui entraîna l'Assemblée, aurait produit sans doute de grands in-

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome IX, p. 28.

(2) *Ibid.*, p. 28 et suiv.

(3) C'est l'expression qu'emploie Le Chapelier; *Ibid.*, p. 31.

(4) *Ibid.*, p. 31.

(5) *Ibid.*, p. 32.

convénients. Vous l'avez senti, messieurs, et vous y avez obvié de vous-mêmes, puisque vous avez opposé une réserve à chacun de ces arrêtés. Le roi, en opposant les difficultés qui pourraient s'élever dans leur exécution, ne fait donc que répéter vos propres observations, d'où il résulte que la suspension de sa sanction ne saurait être motivée : d'abord, parce que vous avez demandé au roi non pas son consentement à vos arrêtés, mais leur promulgation ; ensuite parce que l'hésitation à promulguer atteste des obstacles qui n'existent pas encore. » Et il terminait par la péroraison suivante, pleine d'adresse et de vérité : « Puisque les imaginations, permettez-moi de m'exprimer ainsi, sont en jouissance des arrêtés ; puisque, s'ils étaient contestés aujourd'hui, les méfiances publiques, les mécontentements presque universels en seraient très-aggravés ; puisque le clergé, qui perdrait le droit de remplacement des dîmes, n'en aurait pas moins perdu les dîmes de fait ; puisque la noblesse, qui pourrait refuser de transiger sur les droits féodaux, ne se les verrait pas moins ravir par l'insurrection de l'opinion, nous sommes tous intéressés à ce que la sanction pure et simple de ces arrêtés, réprimés par l'effet de nos propres réserves, rétablisse l'harmonie et la concorde. Alors nous arriverons paisiblement à la promulgation des lois dans la confection desquelles nous prendrons en très-respectueuse considération les observations du roi, et nous mesurerons avec beaucoup de maturité les localités et les autres difficultés de détail, plus nécessaires à considérer dans l'application des maximes constitutionnelles que dans leur énonciation⁽¹⁾ ».

Dans cette même séance du 18, le duc de Laroche foucauld soutint à son tour la même manière de voir, mais en donnant à ses idées une forme moins rude et plus complètement respectueuse des prérogatives royales⁽²⁾. Son discours acheva d'entraîner l'opinion. L'Assemblée se sépara pourtant sans avoir rien décidé, et consacra sa séance du soir à l'examen d'autres projets ; elle reprit la discussion dans la séance du 19 au matin, et adopta presque à l'unanimité la décision suivante, rédigée par Duport : « L'Assemblée décrète que M. le Président se retirera sur-le-champ par devant le roi, pour le supplier d'ordonner incessamment la promulgation des arrêtés des 4 août et jours suivants, assurant à Sa Majesté que l'Assemblée nationale, lorsqu'elle s'occupera des lois de détail, prendra dans la plus grande et respectueuse considéra-

(1) *Archives parlam.*, 1^{re} sér., tome IX, p. 33.

(2) *Ibid.*, p. 34 et 35.

tion les réflexions et observations que le roi a bien voulu lui communiquer⁽¹⁾ ». Le comte de Clermont-Tonnerre sortit aussitôt de la salle pour exécuter la mission dont le chargeait l'Assemblée; il revint à la fin même de la séance, annonçant que le roi l'avait assuré de ses dispositions favorables, et lui avait promis de lui remettre sa réponse le lendemain soir⁽²⁾.

Cette réponse, en effet, fut remise à l'heure dite, et lue à l'Assemblée dans la matinée du 21 septembre. Voici comment elle était conçue : « Vous m'avez demandé, le 15 de ce mois, de revêtir de ma sanction vos arrêtés des 4 août et jours suivants; je vous ai communiqué les observations dont ces arrêtés m'ont paru susceptibles; vous m'annoncez que vous les prendrez dans la plus grande considération, lorsque vous vous occuperez de la confection des lois de détail qui seront la suite de vos arrêtés. Vous me demandez en même temps de promulguer ces mêmes arrêtés : *la promulgation appartient à des lois rédigées, et revêtues de toutes les formes qui doivent en procurer immédiatement l'exécution*; mais comme je vous ai témoigné que j'approuvais l'esprit général de vos arrêtés et le plus grand nombre des articles en entier, comme je me plais également à rendre justice aux sentiments généreux et patriotiques qui les ont dictés, *je vais en ordonner la publication dans tout mon royaume*. La nation y verra, comme dans ma dernière lettre, l'intérêt dont nous sommes animés pour son bonheur et pour l'avantage de l'État; et je ne doute point, d'après les dispositions que vous manifestez, que je ne puisse, avec une parfaite justice, *revêtir de ma sanction toutes les lois que vous décréterez sur les divers objets contenus dans vos arrêtés* ⁽³⁾ ».

Cette lettre distinguait clairement deux choses qu'il était facile, dans une grande assemblée, de confondre à première vue, mais que le Conseil de Louis XVI avait parfaitement discernées, comme la suite l'a prouvé : elle distinguait la promulgation et la publication. L'Assemblée nationale avait demandé la promulgation des arrêtés du 4 août; le roi répond qu'il ne peut pas les promulguer, et il en donne sur-le-champ la raison : c'est que *la promulgation appartient à des lois rédigées, et revêtues des formes qui doivent en procurer immédiatement l'exécution*; mais il ajoute qu'il va *en ordonner la publication dans tout son royaume*, c'est-à-dire qu'il va les faire connaître, mais sans employer aucune

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome IX, p. 42 et 43.

(2) *Ibid.*, p. 47.

(3) *Ibid.*, p. 53.

des formes requises pour les faire exécuter immédiatement (1).

La réponse du roi ne pouvait laisser aucun doute à quiconque prenait la peine de la lire avec soin; Louis XVI distinguait la publication de la promulgation, et déclarait sans ambages qu'il consentait à publier, mais qu'il refusait de promulguer. L'Assemblée nationale, qui demandait qu'on promulguât, accueillit cependant le message royal « avec acclamation et reconnaissance (2) »; et le même jour (21 septembre), Louis XVI mit au bas de l'expédition des décrets du 4 août, un ordre ainsi conçu : « Le roi ordonne que les susdits arrêtés seront imprimés, pour la *publication* en être faite dans toute l'étendue de son royaume. » Merlin, qui fut un spectateur attentif de tous ces incidents, croit pouvoir affirmer que la lettre du roi contenait un véritable piège, adroitement tendu par la Cour et par le ministère à l'Assemblée nationale; on aurait en quelque sorte équivoqué sur le sens des mots *publication* et *promulgation*, cherchant à faire croire qu'on promettait de promulguer, alors qu'on s'engageait seulement à publier (3). Il est incontestable que l'Assemblée n'a pas compris la distinction posée dans la lettre du roi; elle crut que le décret avait été promulgué, et l'irritation qu'elle manifesta quand elle apprit son erreur prouve assez qu'elle s'était trompée. Mais, d'autre part, il semble difficile d'admettre qu'on l'ait trompée sciemment; la lettre de Louis XVI était trop bien rédigée pour prêter à aucune équivoque, et il paraît peu probable que le roi ait cru pouvoir tromper l'Assemblée sur la portée véritable de son message, puisque cette Assemblée elle-même, dans l'article 19 de l'arrêté du 11 août, avait nettement distingué la publication de la promulgation. Le garde des sceaux devait d'ailleurs s'en défendre plus tard, et fournir des explications qui peuvent paraître plausibles.

Quoi qu'il en soit, tout un mois se passa sans que l'Assemblée nationale fût informée que cette publication n'avait pas été faite au sens qu'elle avait attaché tout d'abord à ce mot. La vérité ne fut connue que dans la séance du 20 octobre, par une communication du député Target. On apprit que sans doute le décret du 11 août avait été imprimé par ordre du roi, mais qu'il n'en avait été adressé officiellement aucun exemplaire aux tribunaux, ni même aux municipalités, et cela dans les provinces même les moins

(1) Merlin, *Questions de droit*, v^o *Féodalité*, § 1, tome VII, p. 239 et 240.

(2) Expressions du compte-rendu des séances; *Archives parlem.*, loc. cit., p. 53.

(3) *Loc. cit.*, p. 240.

éloignées de Paris; le seul document qui eût été affiché était la lettre du roi à l'Assemblée en date du 18 septembre, dans laquelle Louis XVI examinait et discutait les arrêtés en refusant de les accepter ⁽¹⁾. En présence de ces révélations, le décret suivant fut aussitôt voté : « L'Assemblée nationale a décrété que l'arrêté des 4 août et jours suivants, dont le roi a ordonné la publication, ainsi que tous les arrêtés et décrets qui ont été acceptés par Sa Majesté, soient, sans aucune addition, changement ni observation, envoyés aux tribunaux, municipalités et autres corps administratifs, pour y être transcrits sur leurs registres, sans modification ni délai, et être lus, publiés et affichés; — que le garde des sceaux soit mandé pour rendre compte des motifs du retard apporté à la publication et promulgation des différents décrets, ainsi que les additions, modifications et changements qui y ont été faits, et des raisons qui ont déterminé à faire publier les observations envoyées, au nom du roi, sur les décrets des 4 août et jours suivants ⁽²⁾. »

Le garde des sceaux se présenta le lendemain devant l'Assemblée, pour lui fournir les explications qu'elle désirait avoir. Il fit remarquer d'abord que les formes à suivre pour la promulgation des lois n'avaient été fixées que par un décret du 5 octobre 1789; « Antérieurement à cette époque, disait-il, c'est-à-dire avant qu'une loi précise eût déterminé notre conduite, les ministres du roi n'ont pu que suivre les mouvements de leur zèle pour correspondre à vos intentions. Et vous-mêmes, messieurs, qui n'aviez pas encore exprimé, ni même délibéré les principes que vous avez depuis établis pour la confection et la sanction des lois, vous avez diversifié la forme de vos demandes. Tantôt vous avez demandé la sanction pure et simple; d'autres fois vous avez voté la promulgation; quelquefois la simple publication, et enfin l'acceptation. Il est des décrets dont vous avez spécialement demandé l'adresse aux tribunaux, d'autres où cette condition n'est pas stipulée. Les ministres du roi, privés du précieux avantage de communiquer avec vous, n'ont pu que proposer au roi, pour satisfaire à vos décrets, les mesures que leur indiquaient les formes antiques non encore abrogées. C'est par cette raison que vos célèbres arrêtés des 4 août et jours suivants ont été imprimés à l'imprimerie royale, avec l'ordre, signé du roi, qui en ordonne l'impression et la publication, conformément à la réponse que Sa Majesté vous avait faite

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} série, tome IX, p. 468.

(2) *Ibid.*, p. 469.

sur la demande de la promulgation de ces arrêtés. Vous aviez vous-mêmes envoyé ces arrêtés dans toutes les provinces avant de les présenter à la sanction du roi; vous avez depuis ordonné l'impression des observations que le roi vous a communiquées; et il ne m'est pas connu que vous ayez jamais demandé au roi d'adresser vos arrêtés, soit aux tribunaux, soit aux municipalités⁽¹⁾ ».

Que le malentendu fût volontaire ou non, chacun était d'accord que l'arrêté du 11 août n'avait pas encore reçu le sceau d'une promulgation légale; et les explications du ministre étaient une nouvelle raison pour l'Assemblée nationale de persévérer dans le décret qu'elle avait rendu la veille, et par lequel elle prescrivait l'envoi des arrêtés du 4 août à tous les tribunaux. Le roi comprit qu'une plus longue résistance devenait impossible; et, par lettres patentes du 3 novembre 1789, il ordonna l'envoi que prescrivait l'Assemblée : c'est de ce jour seulement que le régime féodal a légalement cessé d'exister⁽²⁾.

III.

Les six premiers articles du décret des 4, 6, 7, 8 et 11 août-3 novembre 1789 concernent seuls la propriété foncière; il sont conçus dans les termes suivants :

Art. 1 : L'Assemblée nationale détruit entièrement le régime féodal. Elle décrète que, dans les droits et devoirs tant féodaux que censuels, ceux qui tiennent à la mainmorte réelle ou personnelle et à la servitude personnelle, et ceux qui les représentent, sont abolis sans indemnité; tous les autres sont déclarés rachetables, et le prix et le mode du rachat seront fixés par l'Assemblée nationale. Ceux desdits droits qui ne sont point supprimés par ce

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome IX, p. 473.

(2) La Cour de cassation, dans un arrêt du 26 fructidor an XI, a fait une application intéressante de cette idée que le régime féodal a continué d'exister jusqu'au 3 novembre; elle a décidé qu'une rente, créée par bail à cens dans l'intervalle du 4 août au 3 novembre, avait reçu, par le titre de sa création, la qualité de rente seigneuriale, et que par conséquent elle devait être comprise dans l'abolition prononcée par la loi du 17 juillet 1793 (Dalloz, *Répert.*, v^o *Propriété féodale*, n^o 33, tome XXXVIII, p. 330). Merlin donna ses conclusions dans l'affaire comme procureur général, et son réquisitoire, inséré aux *Questions de droit* (v^o *Féodalité*, § 1, tome VII, p. 237 à 241), fournit de précieuses indications sur les faits dont on vient de lire le récit.

décret continueront néanmoins à être perçus jusqu'au remboursement.

Art. 2 : Le droit exclusif des fuies et colombiers est aboli. Les pigeons seront enfermés aux époques fixées par les communautés; durant ce temps, ils seront regardés comme gibier, et chacun aura le droit de les tuer sur son terrain.

Art. 3 : Le droit exclusif de la chasse et des garennes ouvertes est pareillement aboli, et tout propriétaire a le droit de détruire et faire détruire, seulement sur ses possessions, toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui pourront être faites, relativement à la sûreté publique...

Art. 4 : Toutes les justices seigneuriales sont supprimées sans aucune indemnité; et néanmoins les officiers de ces justices continueront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'Assemblée nationale à l'établissement d'un nouvel ordre judiciaire.

Art. 5 : Les dîmes de toute nature, et les redevances qui en tiennent lieu, sous quelque dénomination qu'elles soient connues et perçues... sont abolies, sauf à aviser au moyen de subvenir d'une autre manière à la dépense du culte, au soulagement des pauvres... Et cependant, jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu, et que les anciens possesseurs soient entrés en jouissance de leur remplacement, l'Assemblée nationale ordonne que lesdites dîmes continueront d'être perçues suivant les lois et en la manière accoutumée. Quant aux autres dîmes ⁽¹⁾, de quelque nature qu'elles soient, elles seront rachetables de la manière qui sera réglée par l'Assemblée; et, jusqu'au règlement à faire à ce sujet, l'Assemblée nationale ordonne que la perception en sera aussi continuée.

Art. 6 : Toutes les rentes foncières perpétuelles, soit en nature, soit en argent, de quelque espèce qu'elles soient, quelle que soit leur origine, à quelques personnes qu'elles soient dues..., seront rachetables; les champarts de toute espèce et sous toutes dénominations le seront pareillement au taux qui sera fixé par l'Assemblée. Défenses seront faites de plus créer à l'avenir aucune redevance non remboursable ⁽²⁾.

On voit, d'après ces six articles, que la Constituante classait en trois catégories les démembrements de la propriété qu'elle voulait faire disparaître : 1^o les droits seigneuriaux, impliquant la supériorité d'une personne sur une autre ou l'exercice des droits

(1) Les mots « autres dîmes » désignent les dîmes inféodées.

(2) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 397; — Dalloz, *Répertoire*, tome XXXVIII, p. 332 et 333.

appartenant à la puissance publique; 2° les redevances féodales, dues comme prix ou comme condition de la concession primitive d'un fonds; 3° les redevances purement foncières dues à tout autre que le seigneur féodal, comme prix ou comme condition de la cession d'un fonds. Les droits seigneuriaux de la première catégorie sont supprimés sans indemnité, comme ne se justifiant en rien et ne reposant sur aucun contrat; les redevances purement foncières sont déclarées rachetables parce que le sentiment public est hostile aux locations perpétuelles, mais elles sont maintenues jusqu'au rachat, car elles existent en vertu d'un titre d'acquisition légitime. Quant aux redevances féodales elles avaient un double caractère : elles étaient à la fois seigneuriales et foncières. L'Assemblée constituante, détruisant entièrement le régime féodal, enlevait à ces redevances leur caractère seigneurial; elle en faisait par conséquent de simples redevances foncières, et les déclarait rachetables au même titre que les redevances originaires foncières.

La plus importante des dispositions adoptées par l'Assemblée constituante est la distinction des droits féodaux en deux classes : d'un côté les droits abolis, de l'autre les droits rachetables; et la première critique qu'il faille présenter des arrêtés du 4 août porte précisément sur ce point. Dans la nuit même du 4 août, deux tendances nettement opposées s'étaient déjà fait jour; le duc d'Aiguillon réclamait qu'aucun droit féodal ne fût perdu pour le seigneur sans donner ouverture à une indemnité; le vicomte de Noailles, au contraire, reproduisant le vœu de la majorité des cahiers, demandait que certains droits seulement fussent soumis au rachat, le reste étant aboli purement et simplement. L'Assemblée constituante se prononça sans hésiter pour cette dernière opinion; et les auteurs les plus considérables l'en ont souvent blâmée depuis lors. « Certes, a dit M. Taine, c'est une grande gêne dans un État moderne que des droits féodaux institués pour un état barbare; appropriés à une époque où la propriété et la souveraineté étaient confondues, où le gouvernement était local, où la vie était militante, ils font disparate en un temps où la propriété et la souveraineté sont séparées, où le gouvernement est central, où le régime est pacifique; et les sujétions nécessaires qui, au x^e siècle, ont rétabli la sécurité et l'agriculture, sont, au xviii^e siècle, des sujétions gratuites qui appauvrissent le sol et enchaînent le paysan. Mais, de ce que ces antiques créances sont aujourd'hui abusives et nuisibles, il ne s'ensuit pas qu'elles n'aient jamais pu être utiles et légitimes, ni qu'il soit permis de les abolir sans indemnité. Au con-

traire, pendant plusieurs siècles, et, en somme, tant que le seigneur a résidé, le contrat primitif est resté avantageux aux deux parties, et il l'était si bien qu'il a conduit au contrat moderne; c'est grâce à la pression de ce bandage étroit que la société brisée a pu se ressouder, recouvrer sa solidité, sa force et son jeu. En tous cas, que l'institution, comme toutes les institutions humaines, ait débuté par la violence et dégénéré par les abus, peu importe : depuis huit cents ans l'État reconnaît les créances féodales; de son consentement et avec le concours de ses tribunaux, elles ont été transmises, léguées, vendues, hypothéquées, échangées comme les autres biens. Deux ou trois cents au plus sont restées dans les familles des premiers propriétaires... Et tous ces fiefs qui, depuis deux siècles, ont été achetés par des hommes nouveaux, représentent maintenant l'épargne et le travail de leurs acquéreurs. D'ailleurs, quels que soient les détenteurs actuels, hommes nouveaux ou hommes anciens, l'État est engagé envers eux, non seulement à titre général, et parce que, dès l'origine, il est par institution le gardien de toutes les propriétés, mais encore à titre spécial, et parce qu'il a lui-même autorisé cette propriété particulière. Les acheteurs d'hier ne l'ont payée que sous sa garantie; il a signé au contrat, et s'est obligé à les faire jouir. S'il les en empêche, qu'il les dédommage; à défaut de la chose promise, il en doit la valeur. Telle est la règle en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique; en 1834, pour abolir légitimement l'esclavage, les Anglais ont donné cinq cents millions à leurs planteurs ⁽¹⁾ ».

La manière de voir de M. Taine est séduisante sans doute, et paraît bien conforme aux données les plus rigoureuses de l'équité. C'est celle que soutenait Voltaire quand il réclamait l'abolition du servage, celle que Boncerf avait reprise à son tour, et dont le duc d'Aiguillon avait été le défenseur dans la nuit du 4 août; nulle part peut-être elle ne peut trouver un fondement plus solide que dans l'article 17 de la déclaration des droits de l'homme, voté par l'Assemblée constituante elle-même dans sa séance du 26 août : « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité ⁽²⁾ ». Il faut pourtant reconnaître qu'on ne pouvait sans un excès de rigueur maintenir jusqu'au rachat tous

(1) *Les origines de la France contemporaine, La Révolution*, tome I, p. 193 et 196.

(2) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 489.

les droits féodaux indistinctement; et si l'Assemblée constituante a fait trop large la part de l'abolition pure et simple, on ne saurait non plus contester que M. Taine ne tombe dans une autre exagération, tout aussi peu défendable, quand il soutient que le servage même ne pouvait disparaître sans qu'une indemnité fût payée au seigneur.

La critique la plus judicieuse qu'on ait présentée de la distinction faite le 4 août entre les droits abolis et les droits rachetables se trouve dans la lettre que Louis XVI adressait le 18 septembre à l'Assemblée nationale, en réponse à la demande qui lui avait été faite de sanctionner le décret. Voici comment le roi s'exprimait sur l'article 1^{er}, relatif aux droits féodaux : « J'ai donné, disait-il, le premier exemple des principes généraux adoptés par l'Assemblée nationale, lorsqu'en 1779 j'ai détruit, sans exiger aucune compensation, les droits de mainmorte dans l'étendue de mes domaines; je crois donc que tous les assujettissements qui dégradent la dignité de l'homme peuvent être abolis sans indemnité : les lumières du siècle présent et les mœurs de la nation française doivent absoudre de l'illégalité qu'on pourrait apercevoir encore dans cette disposition, mais il est des redevances personnelles, qui, sans participer à ce caractère, sans porter aucun sceau d'humiliation, sont d'une utilité importante pour tous les propriétaires de terres : ne serait-ce pas aller bien loin que de l'abolir aussi sans aucune indemnité? et vous opposeriez-vous à placer le dédommagement qui serait jugé légitime au rang des charges de l'État?... Enfin il est des devoirs personnels qui ont été convertis dès longtemps, et souvent depuis des siècles, en une redevance pécuniaire. Il me semble qu'on peut encore moins, avec justice, abolir sans indemnité de pareilles redevances; elles sont fixées par des contrats ou d'anciens usages; elles forment depuis longtemps des propriétés transmissibles, vendues et achetées de bonne foi; et comme la première origine de ces redevances se trouve souvent confondue avec d'autres titres de possession, on introduirait une inquisition embarrassante si on voulait les distinguer des autres rentes seigneuriales. Il serait donc juste et raisonnable de ranger ces sortes de redevances dans le nombre de celles que l'Assemblée a déclarées rachetables au gré de ceux qui y sont assujettis⁽¹⁾ ».

On ne pouvait donner sous une forme meilleure un aperçu plus

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome IX, p. 28.

net et plus juste à la fois de la distinction qu'il fallait établir entre les droits féodaux : abolir sans indemnité le servage proprement dit et tous les assujettissements qui dégradent la dignité de l'homme ; déclarer rachetables, au contraire, tous les autres droits féodaux, qu'ils fussent ou non des restes ou des conséquences de la servitude personnelle. Toutes les situations acquises sont respectables par cela seul qu'elles ont eu jadis une existence légale ; l'utilité générale peut imposer une expropriation de certains droits, mais une indemnité devra toujours être payée au seigneur, sauf dans le cas unique où le droit aboli serait attentatoire à la liberté même de la personne. Sans doute il peut arriver que, dans ce cas aussi, l'exercice du droit soit légitime ; on sait, par exemple, ou l'on peut établir par titres certains que ce droit découle d'une convention librement consentie ; on invoque une possession très-ancienne, des décisions judiciaires constatant l'existence du droit ; peu importe : rien ne peut valoir contre le principe supérieur et sacré de la liberté humaine.

Il est vrai que Voltaire et Boncerf étaient plus modérés, et que l'un comme l'autre admettaient la nécessité d'indemniser les seigneurs pour supprimer le servage. Mais il faut remarquer que Voltaire et Boncerf écrivaient dans une période de calme, dans un temps où sans doute le servage indignait tous les esprits généreux, mais où les lois étaient partout et constamment respectées, où tous les droits méconnus étaient rétablis par une justice régulière, où l'ordre enfin régnait partout, l'ordre légal comme l'ordre matériel ; le seul moyen dès lors qu'ils pussent mettre en avant pour obtenir la liquidation de ce qui restait du servage, c'était l'expropriation des seigneurs pour cause d'utilité publique, moyennant une juste et préalable indemnité. Dans une situation normale et en dehors de toute crise, on ne pouvait avoir la prétention de supprimer sans rachat les droits reconnus par la loi et régulièrement exercés ; on pouvait seulement en demander la liquidation, en se fondant sur des principes supérieurs de morale et d'humanité⁽¹⁾. Il ne

(1) On en pourrait dire autant de l'abolition du servage par le roi de Sardaigne en 1762 (*suprà*, chap. I), comme aussi de l'émancipation des noirs dans les colonies anglaises en 1834. Dans ce dernier cas, d'ailleurs, le gouvernement anglais avait d'autres raisons particulières pour indemniser les planteurs, raisons qui n'auraient pas existé en France, même au temps de Voltaire ou de Boncerf. En effet, le servage et les droits féodaux portant atteinte à la liberté de l'homme étaient exceptionnels en France à la fin du XVIII^e siècle, et de mince importance ; ils figuraient pour une faible part dans le patrimoine des seigneurs, et représentaient une portion minime de la

tenait qu'aux seigneurs d'accepter l'offre ainsi faite ; et le principe du rachat, admis pour le servage, l'eût été à plus forte raison pour tous les droits féodaux. Mais la situation était devenue tout autre à l'époque du 4 août. Le servage et les droits féodaux portant atteinte à la liberté humaine apparaissaient comme entièrement inconciliables avec les principes nouveaux proclamés maintes fois, tant aux États-généraux qu'à l'Assemblée constituante ; et ces droits, en même temps, étaient partout détruits en fait par l'émeute. Comment alors aurait-on pu déclarer qu'on maintenait ces droits jusqu'au rachat, puisqu'ils avaient cessé d'exister ? Pour les maintenir, il aurait en quelque sorte fallu d'abord les rétablir ; et si la Constituante pouvait fort bien rétablir jusqu'au paiement d'une indemnité les redevances féodales, elle ne pouvait au contraire replacer dans les liens du servage des gens qu'elle avait déclarés égaux devant la loi à leurs anciens seigneurs. Ce qui rendait ces droits respectables aux yeux de Voltaire et de Boncerf, c'est qu'ils avaient conservé l'apparence d'institutions régulières ; tout en les déclarant contraires à la justice et à l'humanité, on leur reconnaissait la qualité de droits parce qu'ils en avaient comme revêtu l'aspect : leur existence matérielle était leur seul fondement juridique. Dès qu'ils furent détruits en fait, dès qu'ils eurent perdu cette possession d'état de droits véritables, il ne leur restait plus aucun titre au respect ; en cessant d'être considérés comme des droits ; ils avaient cessé d'être des droits : le droit, en cette matière, n'avait pas d'autre soutien que le fait, et tombait avec lui sans pouvoir être relevé.

Louis XVI et son Conseil avaient bien aperçu cette différence de situation, comme on peut aisément s'en convaincre quand on

richesse générale. Leur suppression ne devait amener aucun trouble sérieux ni dans les fortunes privées, ni dans l'économie générale des forces productrices. L'émancipation des noirs, au contraire, était une véritable révolution, qui devait entraîner une perturbation profonde non seulement dans la fortune des planteurs, mais dans la situation économique générale des colonies anglaises ; l'abolition de l'esclavage dans les contrées où il n'existait pas de travailleurs libres était une mesure des plus dangereuses, par la difficulté de remplacer le travail esclave, surtout dans les plantations de coton et de sucre. Voy. Cauwès, *Précis du cours d'économie politique*, tome I, p. 57 et suiv., notamment, p. 63 (2^e édition). L'intervention financière de la métropole était indispensable, non seulement pour sauvegarder les intérêts privés des planteurs, mais aussi pour sauver l'avenir économique des colonies. M. Taine a donc doublement tort de comparer cette mesure à la liquidation des droits féodaux par la Constituante : ni les conditions politiques, ni les conditions économiques n'étaient les mêmes.

compare la lettre à l'Assemblée du 18 septembre avec la *Déclaration des intentions du roi* lue dans la séance royale du 23 juin précédent : « Le roi désire, dit l'article 31 de cette déclaration, que l'abolition du droit de mainmorte, dont Sa Majesté a donné l'exemple dans ses domaines, soit étendue à toute la France, et qu'il lui soit proposé les moyens de pourvoir à l'indemnité qui pourrait être due aux seigneurs en possession de ce droit ⁽¹⁾ ». Opinion soutenable à une époque où la crise n'avait pas encore éclaté, et qui plus tard se modifia, dans la mesure que l'on sait, sous la pression des événements.

Le plus grave reproche qu'adresse M. Taine à la distinction faite le 4 août entre les droits abolis et les droits rachetables, c'est qu'on s'était placé pour la faire à un point de vue purement philosophique, sans tenir aucun compte de la réalité : « Conformément aux doctrines du contrat social, dit-il, on pose en principe que tout homme naît libre, et que sa liberté a toujours été inaliénable. Si jadis il s'est soumis à l'esclavage et au servage, c'est le couteau sur la gorge; un tel contrat est nul par essence. Tant pis pour ceux qui jouissent aujourd'hui; ils sont les détenteurs d'un bien volé, et doivent le restituer au propriétaire légitime. N'objectez pas qu'ils ont acquis à deniers comptants et de bonne foi : ils devaient se dire auparavant que l'homme et sa liberté ne sont pas des choses de commerce, et c'est justement que leur injuste propriété périra entre leurs mains ⁽²⁾. » Rien de semblable, au contraire, dans la manière de voir présentée par Louis XVI. Il n'est plus question de remonter à l'origine des différents droits pour déclarer abolis tous ceux qui tiennent de près ou de loin à la servitude personnelle, ou qui représentent cette servitude; toute la distinction se ramène à une pure question de fait : à celle de savoir si tel droit seigneurial porte ou ne porte pas atteinte à la liberté de celui qui le doit. Si c'est un *assujettissement qui dégrade la dignité de l'homme*, l'abolition pure et simple sera possible, quelque fondé que puisse être d'ailleurs le droit dont il s'agit; « les lumières du siècle présentent et les mœurs de la nation française doivent absoudre de l'illégalité qu'on pourrait apercevoir encore dans cette disposition ». Mais si la forme actuelle du droit ne porte aucune atteinte à cette dignité, le droit sera maintenu jusqu'au rachat, même s'il est un reste ou une conséquence de la servitude personnelle. On

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 144 et 145.

(2) *Loc. cit.*, p. 197 et 198.

pourra seulement décider⁽¹⁾ que les droits représentatifs de la servitude personnelle formeront une classe à part, intermédiaire entre les droits abolis et les droits rachetables; le débiteur du droit en sera libéré sans rien avoir à payer, mais le titulaire recevra une indemnité, et c'est l'État lui-même qui sera chargé d'y pourvoir.

L'abolition du servage n'intéresse sans doute la réforme foncière que d'une manière accessoire; car le servage était une condition des personnes, et ne fait pas l'objet de la présente étude. Il fallait cependant examiner ici la légitimité de cette abolition, pour pouvoir apprécier la distinction faite le 4 août entre les droits abolis et les droits rachetables. Tout le monde est d'accord que les droits féodaux pouvant se rattacher à une concession de terres devaient être maintenus jusqu'au rachat; le seul point qu'on discute est celui de savoir ce qu'il fallait décider pour les droits féodaux emportant assujettissement de l'homme à l'homme. M. Taine est d'avis qu'il en fallait seulement permettre le rachat; l'Assemblée constituante voulait les abolir, et supprimer aussi tous les droits dérivés de ceux-là; Louis XVI, enfin, proposait la solution moyenne dont on connaît l'esprit. La controverse, en somme, portait sur deux questions : d'abord, fallait-il abolir ou soumettre au rachat ce qui restait du servage? Puis, étant admis que le servage devait être aboli, quels droits devaient être considérés comme s'y rattachant, et dans quelle mesure fallait-il remonter à l'origine des droits pour décider s'ils étaient entachés de servage? Cette seconde question rentrait en quelque sorte dans la première; car, moins il paraissait que le servage dût être respecté, plus il fallait l'atteindre impitoyablement dans ses manifestations les plus éloignées. On en vint de la sorte, voulant liquider la féodalité civile, à se demander en premier lieu comment il convenait de traiter le servage; et c'est aussi le problème fondamental qu'il a fallu résoudre tout d'abord dans ce rapide examen de la distinction faite le 4 août entre les droits abolis et les droits rachetables.

Louis XVI et l'Assemblée constituante étaient donc d'accord pour reconnaître que les droits seigneuriaux emportant assujettissement de la personne à la personne devaient être abolis sans rachat. Le décret du 4 août faisait de cette idée trois applications importantes relativement aux colombers, au droit de chasse et aux droits de justice : les articles 2, 3 et 4 du décret prononçaient l'abolition sans indemnité de ces droits divers, et le roi déclarait dans sa lettre qu'il

(1) Voy. ci-dessus la lettre de Louis XVI.

ne faisait aucune objection sur ce point. Les droits dont il s'agit impliquaient bien, en effet, une supériorité de l'homme sur l'homme, puisque c'étaient des droits de puissance publique attachés à la terre, et tombés avec elle dans le domaine privé.

On ne saurait d'ailleurs entrer ici dans de plus grands détails, et faire d'autres applications particulières des principes posés. L'Assemblée nationale, dans l'article 19 déjà cité⁽¹⁾, déclarait elle-même qu'elle posait seulement des principes, destinés à être développés dans des lois postérieures; et Louis XVI, à son tour, dans les observations qu'il présentait sur les articles soumis à sa sanction, ne sortait pas des généralités. Le roi et l'Assemblée indiquaient seulement des catégories à faire parmi les droits féodaux, mais sans préciser comment ils composaient chaque catégorie; et, comme les termes employés pour désigner ces catégories ne sont pas des termes techniques ayant une signification traditionnelle, il est fort malaisé de suppléer à leur silence. Rien n'est moins clair *a priori* que des expressions comme celles-ci : « les assujettissements qui dégradent la dignité de l'homme..., les droits et devoirs tant féodaux que censuels qui tiennent à la mainmorte réelle ou personnelle, et ceux qui les représentent ». Il faut se contenter de signaler ici les idées théoriques proposées, en les examinant non dans leurs conséquences, mais au point de vue spéculatif.

Ce manque de précision dans le détail conduit à une seconde critique contre les dispositions votées dans la nuit du 4 août : ces dispositions ont été décrétées avec trop de hâte, sans réflexion ni prévoyance. Si généreux et entraînants qu'aient été les discours prononcés au 4 août par le vicomte de Noailles, par le duc d'Aiguillon et par Leguen de Kerangal, il faut reconnaître que Dupont de Nemours fit seul entendre dans cette séance la voix de la raison, quand il engageait l'Assemblée à prendre seulement des mesures pour rétablir l'ordre, en ajournant à une époque ultérieure l'étude détaillée de la réforme foncière. C'était l'intention que l'Assemblée elle-même avait manifestée dans la séance précédente, et il est profondément regrettable qu'elle ait changé d'opinion. Dans un élan d'enthousiasme, elle crut pouvoir calmer l'agitation des campagnes en donnant aux paysans des gages de sa

(1) Art. 19 : L'Assemblée nationale s'occupera, immédiatement après la constitution, de la rédaction des lois nécessaires pour le développement des principes qu'elle a fixés par le présent arrêté, etc.

sollicitude; elle s'imagina que l'abandon patriotique des privilèges allait devenir le signal d'une réconciliation générale, et qu'on attendrait avec patience la rédaction des lois explicatives annoncées par l'article 19; mais la question féodale était devenue trop brûlante, et les soulèvements s'étaient trop étendus, pour qu'on pût espérer produire aucun effet par de semblables moyens. Le régime féodal était déjà vaincu par l'émeute quand furent adoptés les arrêtés du 4 août; la tâche du législateur devait donc moins consister à poser des principes dont on n'avait pas attendu la proclamation, qu'à sauvegarder les intérêts divers engagés dans la lutte : il fallait maintenir, autant qu'on le pouvait, l'état de choses existant, et ne point annoncer officiellement la réforme sans avoir eu le loisir d'arrêter par avance les dispositions réglementaires et toutes les mesures de détail indispensables pour assurer une application régulière de cette réforme. L'idée d'une déclaration provisoire, sous réserve d'un règlement ultérieur, était d'autant plus mauvaise, que ce règlement même, par la force des choses, ne devait pas donner satisfaction sur tous les points; au parti populaire, mais restreindre au contraire les conquêtes faites par la violence, et défendre les droits légitimes des seigneurs; en annonçant la liquidation féodale sans être en état de la réaliser, on s'exposait inévitablement à paraître d'abord souscrire sans réserves aux prétentions des campagnes, et à paraître ensuite revenir en arrière, quand on apporterait d'équitables limitations aux principes posés.

La manière de procéder qu'adopta l'Assemblée présentait donc, en elle-même, des dangers assez graves. Pour atténuer ces dangers, il eût fallu, tout au moins, rédiger le texte du décret d'une façon prudente, ne pas surexciter les convoitises populaires par des déclarations trop sonores, et marquer avec soin, dans des termes facilement intelligibles malgré leur généralité, la portée véritable de la réforme projetée. La Constituante, par malheur, fit justement tout le contraire, et rendit de la sorte sa manière de procéder plus dangereuse encore. L'article 1^{er} du décret débutait par une abolition radicale de la féodalité civile; et, si la suite du texte apportait au début des restrictions importantes, ces restrictions étaient conçues en termes si peu clairs qu'on en déterminait difficilement la valeur. Où finit la mainmorte réelle? où commence le cens non mêlé de mainmorte et ne représentant pas une mainmorte éteinte? que faut-il même entendre, d'une façon précise, par les expressions de mainmorte réelle et de mainmorte personnelle? A toutes ces questions le décret du 4 août ne

fournissait aucune réponse, et, tout naturellement, les paysans interprétaient ces expressions obscures dans le sens de leurs convoitises : « Par une imprudence énorme, dit M. Taine, l'Assemblée a déclaré, en tête de sa loi, qu'elle abolissait entièrement le régime féodal ; et, quelles que soient ses réserves ultérieures, la phrase décisive est prononcée. Les quarante mille municipalités souveraines, qui se font lire le texte, ne prêtent d'attention qu'au premier article, et le procureur de village, imbu des droits de l'homme, prouve aisément à ces assemblées de débiteurs qu'elles ne doivent rien à leurs créanciers... De fait, à partir du 4 août 1789, la créance féodale cesse d'être perçue. Les droits maintenus ne sont pas plus acquittés que les droits supprimés. Des communautés entières viennent signifier au propriétaire qu'on ne lui paiera plus aucune redevance. D'autres, le sabre à la main, l'obligent à leur donner décharge. D'autres, pour plus de sûreté, envahissent son charrier, et jettent ses titres au feu. Nulle part la force publique ne protège son droit légal. Les huissiers n'osent instrumenter, les tribunaux n'osent juger, les corps administratifs n'osent décréter en sa faveur. Il est dépouillé par la connivence, par l'insouciance, par l'impuissance de toutes les autorités qui devraient le défendre... La plupart des gentilshommes de province sont ruinés sans ressource, et n'ont plus même le pain quotidien ; car tout leur revenu consistait en droits seigneuriaux et en redevances perçues sur les fonds qu'ils avaient loués à bail perpétuel ; or, de par la loi, la moitié de ce revenu cesse d'être payée, et l'autre moitié cesse d'être payée en dépit de la loi⁽¹⁾ ».

Le décret du 4 août produisit, de la sorte, des conséquences absolument opposées à celles qu'on en avait espérées. Non seulement, en effet, l'agitation des campagnes fut loin de se calmer, mais elle redoubla de violence ; l'idée se répandit partout que le régime féodal était détruit dans son ensemble sans aucune compensation, et désormais l'émeute allait rester permanente jusqu'au jour où cette abolition complète sans indemnité serait passée dans la loi. L'effet produit fut d'ailleurs immédiat ; les *Voyages* d'Arthur Young en fournissent la preuve dès la fin même du mois d'août : « J'avais oublié, écrit-il à la date du 30, de remarquer que, depuis quelques jours, j'ai été ennuyé par la foule des paysans qui chassent ; on dirait qu'il n'y a pas un fusil rouillé en

(1) *Les origines de la France contemporaine, La Révolution*, tome I, p. 199 et 201.

Provence qui ne soit à l'œuvre, détruisant toute espèce d'oiseaux. Les bourres ont sifflé cinq à six fois à mes oreilles, ou sont tombées dans ma voiture. L'Assemblée nationale a déclaré chacun libre de chasser le gibier sur ses terres, et, en publiant cette déclaration (absurde telle qu'elle est, bien que sage en principe, parce qu'aucun règlement n'assure ce droit à qui il appartient), a rempli, me dit-on partout, la France entière d'une nuée de chasseurs insupportables. Les mêmes effets ont suivi les déclarations relatives aux dîmes, taxes, droits féodaux, etc. On parle bien dans ces déclarations de compensations et d'indemnités, mais une populace ingouvernable saisit les bienfaits de l'abolition, en se riant des obligations qu'elle impose ⁽¹⁾ ». Et voici ce qu'il écrivait encore le lendemain, 1^{er} septembre : « Le baron a beaucoup souffert de la Révolution; une grande étendue de terres, appartenant autrefois absolument à ses ancêtres, avait été donnée à cens ou pour de semblables redevances féodales... La perte des droits honorifiques est bien plus considérable qu'elle ne paraît, c'est la ruine totale des anciennes influences. Il était naturel d'en espérer quelque compensation aisée à établir, mais la déclaration de l'Assemblée nationale n'en alloue aucune, et l'on ne sait que trop dans ce château que les redevances matérielles que l'Assemblée avait déclarées rachetables se réduisent à rien, sans l'ombre d'une indemnité. Le peuple est en armes et très-agité en ce moment; la situation de la noblesse dans ce pays est terrible ⁽²⁾ ».

Ce qu'il faut bien établir, c'est que cet entraînement populaire eut sa cause unique dans la malencontreuse rédaction des arrêtés du 4 août, et non, comme on l'a dit, dans la distinction même des droits féodaux en deux classes : droits abolis d'un côté, droits rachetables de l'autre. C'est l'erreur où paraît être tombé M. Taine dans un passage intéressant où il prétend établir que toute division des droits seigneuriaux en deux catégories devait conduire inévitablement à la suppression complète de tous les droits sans rachat : « Par cette division, dit-il, la Constituante croit avoir respecté la propriété légitime en renversant la propriété illégitime, et, dans la créance féodale, séparé l'ivraie du grain. Mais, par le principe, la rédaction et les lacunes de sa loi, elle les condamne à une destruction commune, et l'incendie auquel elle jette l'ivraie va forcé-

(1) *Voyage en France*, traduction française de Lesage, tome I, p. 313.

(2) *Ibid.*, p. 315.

ment dévorer le grain. En effet, l'un et l'autre sont dans la même gerbe. Si c'est par l'épée que le seigneur s'est jadis assujéti les hommes, c'est aussi par l'épée qu'il s'est jadis approprié la terre. Si l'assujettissement des personnes est nul comme entaché originellement de violence, l'usurpation du sol est nulle comme entachée originellement de violence. Si la prescription et la garantie de l'État n'ont pu légitimer le premier brigandage, elles n'ont pu légitimer le second, et, puisque les droits dérivés de la souveraineté injuste ont été abolis sans indemnité, les droits dérivés de la propriété injuste doivent être supprimés sans dédommagement⁽¹⁾ ». Les critiques de M. Taine sont d'une exactitude rigoureuse en ce qui concerne les dispositions votées par l'Assemblée nationale. D'une part, en effet, la Constituante prétend apprécier la légitimité des droits seigneuriaux d'après leur origine; elle abolit sans rachat tous ceux qui sont dérivés de la souveraineté injuste, et on n'aperçoit pas, en bonne logique, pourquoi la même solution ne serait pas admise en ce qui concerne les droits dérivés de la propriété injuste. D'autre part, la manière imprudente dont furent rédigés les arrêtés du 4 août devait exciter les convoitises populaires, et faire réclamer pour tous les droits en général la suppression pure et simple, limitée sans raison à certains droits seulement. Mais les observations faites par M. Taine paraissent concerner toute distinction quelconque des droits féodaux en deux classes, et ne pas s'adresser seulement à la distinction particulière qu'avait adoptée la Constituante; à lire le passage qui vient d'être cité, il semble qu'on dût nécessairement aboutir à une abolition d'ensemble sans rachat, par cela seul qu'on admettait la suppression pure et simple de certains droits. Comprise ainsi, la critique de M. Taine est manifestement inexacte, comme on peut aisément s'en convaincre en se rappelant le système proposé par la lettre royale du 18 septembre. Dans ce système, ce n'est plus l'origine, mais le caractère actuel des droits qu'on envisage. Les droits dont Louis XVI admettait l'abolition pure et simple n'étaient pas abolis comme entachés à l'origine de servitude personnelle, mais comme étant contraires, en 1789, à des principes supérieurs de morale et d'humanité; l'origine du droit était indifférente, aussi bien pour les droits dérivés de la souveraineté injuste que pour ceux dérivés de la propriété injuste; et, si ces derniers droits paraissaient incommodes au point de vue économique, c'était une raison suffi-

(1) *Op. laud.*, p. 199.

sante pour les déclarer rachetables, ce n'en était pas une pour les supprimer sans rachat, car ils ne portaient aucune atteinte actuelle et révoltante à la dignité ni à la liberté des personnes. La distinction de l'aboli et du rachetable, telle qu'elle était comprise par Louis XVI, n'avait donc rien d'arbitraire. Il existait de sérieux motifs pour abolir certains droits, et ces motifs spéciaux ne pouvaient être invoqués pour tous les droits indistinctement; on pouvait admettre la suppression pure et simple de certains droits sans compromettre par là même tout projet de rachat, et sans se condamner en quelque sorte d'avance à une abolition gratuite générale; on le pouvait au moins en raison. Mais, quoi qu'on eût décidé, qu'on eût restreint avec Louis XVI le nombre des droits abolis sans rachat, ou qu'on eût écarté d'une façon complète la suppression pure et simple, on ne pouvait éviter que la violence, en fait, ne fût plus forte que la loi. La vérité, c'est qu'il était trop tard en 1789 pour accomplir équitablement la réforme du régime foncier. La distinction faite par la Constituante entre les droits abolis et les droits rachetables était mauvaise sans doute et dangereuse, mais elle ne dut pas avoir grande influence sur un mouvement d'idées qui existait avant elle; ce qui accéléra ce mouvement d'idées, ce fut bien moins le système adopté que la rédaction des arrêtés du 4 août : la véritable faute de l'Assemblée constituante, c'est d'avoir décrété la réforme sans en régler l'application, c'est surtout d'avoir imprudemment proclamé, en tête de sa loi, l'entière abolition de la féodalité civile (1).

On a vu par avance que l'Assemblée constituante avait vite aperçu le danger de son œuvre, et que certains députés avaient même essayé de provoquer dans la suite un retour en arrière; des efforts répétés furent tentés en ce sens lors de la discussion des articles, et, plus tard, lors des difficultés auxquelles donna naissance la promulgation du décret. « Ces arrêtés, disait un membre

(1) Les contemporains n'ont pas, d'ailleurs, été seuls trompés par cette déclaration inexacte de l'article 1^{er}, et beaucoup d'historiens ont pensé faussement que l'abolition du régime féodal n'avait pas été seulement décidée en principe dans la nuit du 4 août, mais complètement achevée. Cette erreur a été commise notamment par Edgar Quinet, dans son livre sur *La Révolution*, tome I, p. 98 et suiv. « C'est un fait incroyable, dit-il, que la facilité avec laquelle se consumma, dans une nuit, ce qu'on peut appeler la révolution matérielle et sociale; les choses s'écroulèrent d'elles-mêmes (p. 98)... si les Français n'eussent voulu que la rénovation matérielle et l'égalité civile, la révolution se trouvait terminée le 5 août (p. 99)... Dès lors, le Code civil eût pu être rédigé sous Louis XVI tout aussi bien que sous Napoléon (p. 104) ».

de la noblesse, sont le fruit d'un élan de patriotisme vraiment inattendu et peut-être incalculable. Ils peuvent renfermer de sages dispositions, mais on doit aussi convenir avec moi que ce décret, au prononcé duquel on n'a consacré que très-peu d'heures, tandis qu'on a été obligé de mettre plusieurs jours à le rédiger, est susceptible de beaucoup d'observations; et le fait l'a mieux prouvé que je ne pourrais le faire; car ces sacrifices, ces abolitions, ces suppressions, desquels nous devons attendre un bonheur solide et durable, n'ont produit jusqu'ici que des désordres, occasionnés principalement par les fausses interprétations qu'on leur a données, parce qu'ils rompaient d'une manière trop subite tous les liens qui retenaient le peuple. Oui, Messieurs, nous avons tranché des nœuds que nous aurions pu dénouer lentement et avec précaution, mais qu'on a mieux aimé couper que démêler... Nous avons beaucoup démoli sans bâtir, aussi sommes-nous fort à découvert. On vous a dit l'autre jour qu'avant d'élever un édifice il fallait décombrer le terrain qu'on avait choisi; oui, sans doute; mais les anciens fondements sont presque toujours conservés par les architectes habiles, qui savent qu'on bâtissait solidement autrefois, et il n'y a que ceux qui travaillent pour le jour, et non pour la postérité, qui dédaignent les anciens matériaux, et veulent que tout soit ordonné, fabriqué, présenté et fourni par eux-mêmes ⁽¹⁾ ». Observations éminemment raisonnables, qu'il aurait fallu présenter et faire triompher dans la nuit du 4 août. C'est alors qu'il fallait mesurer et prévoir, « assortir, comme on l'a dit, les institutions préexistantes à la révolution, et sauver la soudaineté du passage ⁽²⁾ ». Peut-être aurait-on pu préserver de la sorte les intérêts de tous, et conjurer bien des dangers. « On s'éclairera de plus en plus, disait Mirabeau dans la séance du 20 août, sur les circonstances qui ont hâté vos arrêtés du 4 de ce mois; et, avec le temps, vous n'aurez pas même besoin d'apologie. Il n'en est pas moins vrai que si ces arrêtés eussent paru lentement, si les discussions qui les ont suivis les eussent précédés, il n'en serait résulté aucune inquiétude sur les propriétés ⁽³⁾ ». Malgré tout, cependant, Mirabeau s'opposait avec beaucoup de raison à ce qu'on revînt en arrière. C'était une imprudence sans doute d'avoir été trop vite, mais

(1) Discours [du vicomte de Mirabeau, dans les *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome IX, p. 32.

(2) Discours du comte de Mirabeau dans la séance du 18 septembre; *ibid.*, p. 33.

(3) *Ibid.*, tome VIII, p. 460.

c'en aurait été une seconde tout aussi grave de s'arrêter à mi-chemin ; tout le mal avait été consommé dans la nuit du 4 août, et, si peu prévoyantes que fussent les décisions adoptées, c'était dorénavant une entreprise dangereuse et chimérique que de prétendre y rien changer. On n'y pouvait rien gagner, et on risquait de tout y perdre ; car l'opinion publique avait en quelque sorte pris acte des promesses du 4 août, et toute mesure nouvelle restrictive de ces promesses serait, sans aucun doute, demeurée lettre morte ; le seul effet d'une semblable mesure aurait été d'exaspérer l'opinion, de provoquer encore de nouvelles violences, et de compromettre par conséquent, avec l'arrêté même du 11 août, ce que cet arrêté contenait d'avantageux pour l'intérêt des seigneurs. Mieux valait essayer de diriger l'opinion, de lui faire comprendre la portée véritable de la réforme adoptée, et rechercher enfin les moyens les meilleurs de tirer bon parti des décisions mauvaises qu'on avait prises. C'est vers ce but que l'Assemblée constituante allait précisément diriger ses efforts ; sans se laisser ébranler par les hésitations ou les regrets de certains députés, elle allait développer dans une série de lois, les principes posés dans la nuit du 4 août.

CHAPITRE III.

LE DÉVELOPPEMENT DES PRINCIPES DU 4 AOÛT DANS LES LOIS DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.



L'Assemblée nationale avait posé, dans le décret du 11 août, le principe général de la réforme foncière, et ajourné le règlement du détail après le vote de la constitution. Elle reprit, dès la séance du 12 août, le cours interrompu de ses travaux constitutionnels. Mais on avait compris que la rédaction des lois complémentaires du décret était urgente, et qu'il faudrait l'entreprendre dès qu'on aurait fini d'établir sur des bases solides l'organisation gouvernementale; on savait, d'autre part, que cette rédaction demandait à être préparée par beaucoup de recherches, et par la réunion de connaissances dispersées parmi les membres de l'Assemblée; aussi, dès la même séance du 12 août, on nomma un comité, chargé de commencer les études préparatoires en attendant que l'Assemblée pût s'occuper elle-même de rédiger les lois qu'elle avait annoncées ⁽¹⁾. La mission délicate dont était investi le comité féodal fut heureusement facilitée par la présence de deux jurisconsultes versés depuis longtemps dans l'étude de toutes les questions féodales, Merlin, député du Tiers-État de Douai, et Tronchet, député du Tiers-État de Paris. Le comité se mit à l'œuvre sans retard; et Merlin, dans un premier rapport qu'il lut à ses collègues le 4 septembre ⁽²⁾, put indiquer déjà d'une façon complète l'ensemble des questions dont l'examen s'imposait.

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 399.

(2) *Ibid.*, p. 574 à 579.

Huit jours avant, dans la séance du 27 août, l'abbé Sieyès avait soumis à la Constituante un long *Mémoire sur le rachat des droits féodaux* ⁽¹⁾; et ce travail, intéressant par le nom même de l'auteur, doit être ici noté comme le premier document parlementaire qui ait trait au développement de l'arrêté du 11 août. Sieyès, d'ailleurs, ne semble pas avoir voulu présenter un rapport complet, qui embrassât dans leur ensemble tous les problèmes relatifs à la liquidation féodale; il offre seulement un premier aperçu de certaines difficultés qu'on allait avoir à trancher, sans chercher à résoudre ni même à signaler toutes les difficultés du sujet. Les idées qu'il soutient sont les mêmes en général que devait adopter le comité féodal, et que la Constituante devait faire passer dans les articles de ses lois; idées justes, pour la plupart, et parfois exprimées sous une forme heureuse dont on donnera des exemples dans la suite de ce travail.

Tout à l'inverse du mémoire de Sieyès, le rapport de Merlin, s'il ne contenait encore aucune solution, présentait en quelques pages une remarquable synthèse de toutes les difficultés que comportait la mise en œuvre des principes posés dans le décret du 4 août. C'était en quelque sorte un programme des travaux que le comité féodal avait mission d'accomplir, et comme le cadre des lois qu'il allait rédiger. Le rapporteur examinait d'abord et ramenait à quatre points principaux les dispositions dont le comité féodal était chargé de préparer l'exécution : 1° destruction entière du régime féodal; 2° suppression des justices seigneuriales; 3° abolition de la mainmorte même réelle, de la servitude personnelle, et des droits qui les représentent; 4° rachat des autres droits. Dans les quatre paragraphes de son rapport, il énumérait d'une façon sommaire les questions essentielles qui se posaient à propos de chacune de ces dispositions.

Le comité féodal se partagea dès lors en deux sous-commissions. La première, sous la direction même de Merlin, reçut une double tâche : déterminer d'abord quels étaient les effets immédiats produits par la destruction entière du régime féodal, et poser ensuite un critérium de distinction pratique entre les droits abolis et les droits rachetables. La seconde sous-commission, dirigée par Tronchet, devait s'occuper des questions relatives au rachat des droits féodaux non supprimés sans indemnité. L'abolition des justices seigneuriales et le rachat des rentes purement foncières étaient pour le moment

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 499 à 503.

réservés, et devaient faire l'objet de délibérations postérieures.

Le 12 septembre, Tronchet donna lecture au comité féodal d'un long rapport préparatoire ⁽¹⁾, où il traitait déjà les plus importantes questions relatives au rachat. Ce n'était encore qu'une dissertation préliminaire, destinée seulement à faire connaître au comité les premiers résultats acquis par la sous-commission du rachat; aucun projet de décret n'avait encore été rédigé, et ne pouvait par conséquent être soumis aux délibérations de la Constituante. Le rapport de Tronchet fut distribué purement et simplement aux membres de l'Assemblée, sans autre résultat immédiat; il fallait l'indiquer à sa date pour donner une chronologie complète des documents parlementaires qui ont trait à la liquidation féodale, et l'analyse de ce rapport trouvera sa place naturelle au paragraphe de cette étude qui sera consacré à l'organisation du rachat.

De son côté, Merlin s'était livré à de longues et laborieuses recherches pour arriver à un classement rationnel des innombrables droits féodaux, et pour distinguer les droits abolis sans rachat de ceux qu'on maintenait en accordant seulement au redevable la faculté d'acquérir sa libération. Le 8 février 1790, il donnait lecture à l'Assemblée nationale d'un volumineux rapport, suivi d'un projet d'arrêté qui fut adopté sans modifications importantes et qui devint la loi fondamentale des 15-28 mars 1790. Aucune idée nouvelle n'ayant été mise en avant dans la discussion de ce projet, il faut donner immédiatement l'analyse des dispositions adoptées, en se reportant, pour chacune, à l'exposé des motifs contenu dans le rapport de Merlin ⁽²⁾.

SECTION I.

La distinction des droits féodaux abolis ou rachetables d'après la loi des 15-28 mars 1790.

Le décret du 11 août déclarait abolis sans indemnité tous les droits féodaux « qui tiennent à la mainmorte réelle ou person-

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome IX, p. 619 à 636.

(2) Le rapport de Merlin se trouve aux *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome XI, p. 498 à 518. Les différents articles du projet furent discutés et votés dans les séances des 24, 25, 26 et 27 février, 1, 2, 3, 4, 5, 9, 10, 11 et 15 mars 1790. Voy. *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome XI, p. 685, 688, 715, 725, 763; tome XII, p. 1, 13, 16, 32, 94, 109, 116, 170. Le texte du décret est rapporté au même recueil, tome XII, p. 172, et dans Dalloz, *Répertoire*, tome XXXVIII, p. 333.

nelle et à la servitude personnelle, et ceux qui les représentent ». Trois difficultés principales se présentaient dans l'interprétation de ce texte. La première consistait à savoir quelle avait été l'intention de l'Assemblée en abolissant la mainmorte réelle. Avait-elle affranchi par là de tous droits et la personne et le fonds du mainmortable? Ou bien, en accordant à la personne une liberté entière, et en effaçant du fonds même toutes les traces de la mainmorte, avait-elle entendu maintenir sur ce fonds les droits qui, par eux-mêmes, n'avaient rien de servile? Un seigneur, par exemple, avait deux fonds dans sa mouvance; il avait concédé le premier en censive et le second en mainmorte. Le possesseur du premier fonds devait au seigneur un cens annuel et un droit de lods à chaque mutation par vente; le possesseur du second fonds, au contraire, était assujéti non seulement au cens annuel et au droit de lods, qui lui étaient communs avec le possesseur du premier fonds, mais à toutes les charges de la servitude. En conséquence des dispositions votées par la Constituante, le possesseur de la mainmorte se trouvait affranchi sans conteste de tous les droits qui distinguaient sa condition de celle du censitaire; mais fallait-il aller plus loin, et décider, en outre, qu'il serait affranchi des droits mêmes de cens et de lods, qu'a toujours supportés comme lui le censitaire? En un mot, sa condition devenait-elle meilleure que s'il avait d'abord pris le fonds en censive au lieu de le prendre en mainmorte? « Votre comité, disait Merlin, a pensé qu'en abolissant la mainmorte et en affranchissant des droits qui en étaient la suite tous les fonds mainmortables, vous n'aviez point touché aux droits qui ne tiennent pas à la mainmorte elle-même, et dont les fonds mainmortables partagent le fardeau avec les fonds libres. Il importe peu que l'une et l'autre espèce de droits aient été stipulés en même temps et par un même acte de concession. Vous avez considéré la stipulation des droits de mainmorte comme une condition illicite, et vous avez heureusement eu le courage de la proscrire; mais lorsque, dans un acte quelconque, une condition illicite est jointe à une condition honnête, la nullité de la première porte-t-elle atteinte à la seconde? Vous savez tous que non, et nul doute, dès lors, que, dans l'espèce proposée, le possesseur du second fonds ne doive demeurer sujet aux mêmes droits de cens et de lods que le possesseur du premier fonds (1) ».

Cette première difficulté résolue, il s'en élevait une seconde sur

(1) *Loc. cit.*, p. 502.

le point de savoir quels droits devaient être considérés comme *représentatifs* de la mainmorte. Merlin considérait comme souverainement juste et devant être appliquée dans toute sa rigueur l'abolition des droits représentatifs de la mainmorte personnelle; « les principes éternels, disait-il, assurent à l'homme une liberté toujours inaliénable, et que jamais ne peuvent atteindre ni l'esprit commercial, ni les transactions qu'il produit ⁽¹⁾ ». Mais l'abolition des droits représentatifs de la mainmorte réelle lui paraissait beaucoup moins équitable, si du moins on entendait à la lettre le décret du 11 août; et voici quelles étaient en substance ses observations sur ce point.

Supposons qu'un seigneur concède un fonds en mainmorte, et que, plus tard, touché du sort de ses concessionnaires, il consente à la conversion de son droit de directe : il remplace les droits qui pesaient en partie sur les personnes par des droits affectés sur les fonds seuls; il fait de ses mainmortables des censitaires, en les délivrant de la mainmorte moyennant un cens, un droit de lods, ou l'un et l'autre à la fois. Ces nouveaux droits, acquis en remplacement de la mainmorte, étaient représentatifs d'une mainmorte réelle éteinte, et paraissaient en conséquence devoir être abolis sans indemnité, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêt du 11 août. Pour échapper à cette conséquence qui lui semblait inique, Merlin avait recours à un raisonnement subtil, qu'il affectait au moins de trouver décisif, et qui revenait en somme à nier l'existence d'aucun droit représentatif de la mainmorte, soit personnelle, soit réelle. « Il est universellement reconnu, dit-il, et c'est une vérité incontestable, qu'un seigneur propriétaire de fonds a été originellement le maître de les concéder en censive plutôt qu'en mainmorte; il n'est pas moins constant qu'après avoir fait une concession primitive en mainmorte, il a pu, de concert avec son mainmortable, résilier le contrat fait entre lui et ce dernier, reprendre son fonds, et, par ce moyen, le décharger de la mainmorte; il est certain encore qu'après cette résiliation, et redevenu propriétaire de son fonds, il a pu faire avec son ci-devant mainmortable un nouveau contrat, et lui rendre le fonds pour le tenir dorénavant en censive. Or voilà précisément ce qui s'est fait entre le seigneur et le mainmortable, lorsque le premier a délivré le second de la mainmorte, moyennant un cens ou un droit de lods et ventes. A la vérité, le seigneur n'a pas dit textuellement : je reprends l'héri-

(1) *Loc. cit.*, p. 503.

tage que je vous avais concédé; et le mainmortable n'a pas dit en propres termes : je vous rends l'héritage que je tiens de vous en mainmorte. A la vérité, le seigneur n'est pas rentré réellement et corporellement en possession de cet héritage, et le mainmortable n'en a pas été dessaisi de fait. A la vérité, le seigneur n'a pas fait expressément une nouvelle concession au ci-devant mainmortable, et celui-ci n'a pas été, par une stipulation explicite et directe, réinvesti de ce fonds. Mais tout cela s'est fait, ou plutôt est censé s'être fait, par une sorte d'opération tacite, qu'on appelle en droit *factio brevis manus*; fiction qui, pour abrégé et éviter un circuit inutile de résiliation, de rétrocession et de tradition nouvelle, suppose que l'héritage, sans sortir des mains du mainmortable, est entré dans celles du seigneur, et que celui-ci l'a ensuite concédé de nouveau en censive. C'était précisément ainsi, et par le seul effet d'une fiction semblable, que se faisait, sous le régime féodal, la conversion d'une censive en fief, quoique, à proprement parler, elle ne pût être opérée que par un résiliation du contrat de cens, une rétrocession faite au seigneur du fonds censuel, et une nouvelle concession de ce fonds de la part du seigneur à titre de fief. La fiction *brevis manus* suppléait à tous ces actes, et, comme le remarque Dumoulin, la censive devenait fief par la seule intention simultanée du seigneur et du censitaire d'établir cette innovation (1). Vous voyez donc qu'il n'y a, dans les traités qui ont substitué la tenure en censive à la tenure en mainmorte, rien qui ne s'accorde parfaitement avec les principes de la justice, rien qui ne dérive directement du droit de propriété, rien par conséquent qu'il ne soit de votre devoir, comme dans votre intention, de maintenir; et, d'après cela, je demande sous quel prétexte on pourrait dépouiller le seigneur des droits de cens et de lods et ventes, qui remplacent actuellement dans ses mains la mainmorte et les droits qu'elle produisait? Qu'on ne dise pas, au reste, que votre décret est général, qu'il ne distingue pas entre les différents droits représentatifs de la mainmorte, et qu'il les supprime tous. Un seul mot détruit cette objection : c'est que, dans l'hypothèse que nous proposons, les droits fonciers que nous osons vous inviter à maintenir ne sont pas, rigoureusement parlant, représentatifs de la mainmorte. Et en effet, dans cette hypothèse, la mainmorte a été abolie par le résiliation qui a été fait entre le seigneur et le mainmortable de leur contrat primitif; dès lors, le seigneur et le

(1) Sur l'article 15 de l'ancienne coutume de Paris.

ci-devant mainmortable ont fait ensemble une nouvelle convention, mais on ne peut pas appeler cette nouvelle convention représentative de l'ancien état des choses. Si, après m'avoir loué une maison, vous en rompiez le bail, d'accord avec moi, pour me la vendre, très-certainement le contrat de vente ne représenterait pas le contrat de bail; seulement il serait vrai de dire qu'il n'existe plus de contrat de bail entre nous, et que vous m'avez vendu votre maison. Il en serait autrement, sans doute, si le seigneur, en déchargeant son mainmortable des droits de servitude dont il l'avait précédemment grevé, ne substituait pas à ces droits les redevances ou prestations foncières, telles que le cens et les lods et ventes, mais d'autres droits ou devoirs personnels par leur nature. Dans ce cas, la mainmorte ne serait pas véritablement abolie, l'acte qui l'a établie aurait encore son effet, puisque le mainmortable resterait plus ou moins asservi dans sa personne. Et d'ailleurs, en la supposant détruite, que resterait-il à sa place? La fiction *brevis manus* aurait beau ici venir au secours du seigneur; elle ne pourrait jamais faire supposer, de la part de celui-ci, qu'une nouvelle stipulation de servitudes personnelles; et ce sont précisément les servitudes personnelles que vous avez voulu abolir sans indemnité (1) ».

Ce long développement présenté par Merlin méritait, à un triple point de vue, d'être ici rapporté. Il offre, tout d'abord, un exemple frappant de la grande liberté d'interprétation dont usait le rapporteur, de l'embarras qu'il éprouvait à régler l'application d'un décret voté sans réflexion ni prévoyance, et des efforts qu'il faisait pour faire passer en quelque sorte sous le couvert des principes posés dans la loi des dispositions entièrement nouvelles. On ne peut contester, en effet, que l'analyse proposée soit une négation plutôt qu'un développement des dispositions générales antérieurement adoptées. Si le décret du 11 août déclare d'une façon formelle abolir sans indemnité non seulement les droits de mainmorte et de servitude, mais encore les droits représentatifs de mainmorte et de servitude éteintes, c'est, bien évidemment, qu'il suppose ces droits représentatifs non entachés eux-mêmes de mainmorte ou de servitude; s'il en était autrement, ces droits seraient suffisamment atteints par l'abolition prononcée contre les droits de mainmorte et de servitude. Or, le raisonnement proposé par Merlin aboutit à nier qu'un droit non entaché de mainmorte ou

(1) *Loc. cit.*, p. 503 et 504.

de servitude puisse être regardé comme représentant une mainmorte ou une servitude éteinte; toujours on pourra dire que le second rapport de droit ne s'est pas substitué directement au premier, que les parties, au contraire, ont commencé par éteindre complètement le premier rapport qui existait entre elles avant d'en créer un second : si bien que la notion même de la représentation d'un droit par un autre est pour ainsi dire démontrée fausse en principe. Singulière façon d'interpréter un texte qui repose tout entier sur cette idée que certains droits doivent être abolis à l'instar des droits de mainmorte et de servitude, comme représentant des mainmortes ou des servitudes éteintes.

Une seconde remarque, c'est que Merlin lui-même limite arbitrairement le champ d'application des principes qu'il pose. On comprend mal pourquoi les droits représentatifs de la mainmorte personnelle demeurent abolis sans indemnité, alors qu'il déclare, au contraire, maintenir jusqu'au rachat les droits représentatifs de la mainmorte réelle; et s'il est faux de dire qu'un droit de cens remplaçant une mainmorte réelle représente vraiment cette mainmorte éteinte, il est également faux de dire que ce même droit de cens, remplaçant une mainmorte personnelle, la représente vraiment.

Enfin, la troisième remarque est la suivante. Si Merlin, restant fidèle à son principe, avait déclaré maintenir jusqu'au rachat tous les droits représentatifs de mainmorte ou de servitude, personnelle ou réelle, pourvu que ces droits eux-mêmes ne fussent pas attachés de servitude ou de mainmorte, sa manière de voir aurait été la même précisément que soutenait Louis XVI dans sa lettre du 18 septembre à l'Assemblée nationale; comme Louis XVI, il aurait envisagé seulement le caractère des droits, sans en rechercher l'origine, et maintenu jusqu'au rachat tous ceux qui ne portaient aucune atteinte actuelle à la liberté des personnes (1).

(1) Sieyès, dans son rapport déjà cité du 27 août, exprimait une idée analogue sous une forme plus oratoire et moins juridique; il admettait sans peine l'abolition sans indemnité de tout droit emportant assujettissement de la personne à la personne, mais il rejetait cette solution dans le cas où un pareil droit aurait été converti par une sorte de novation en une prestation ne portant aucune atteinte à la liberté ni à la dignité humaines : « On a, disait-il, été trop rigoureux pour les droits de ce genre, qui ont été convertis, depuis plusieurs siècles, en redevances en grains ou prestations pécuniaires. Tout homme, en quel siècle que ce fût, qui achetait des serfs, des mainmortes, ne pouvait ignorer qu'il achetait des esclaves; et, le vice de l'acquisition s'annonçant à l'instant, il n'a pu acquérir une pareille propriété, et la juste punition de l'a-

Quoi qu'il en soit, l'Assemblée constituante adopta les conclusions proposées par Merlin, tant à propos de la mainmorte réelle qu'à propos des droits représentatifs de cette mainmorte. La loi des 15-28 mars 1790 tranche les deux difficultés indiquées dans les sept premiers articles du titre II, qui sont ainsi conçus :

Art. 1 : La mainmorte personnelle, réelle ou mixte; la servitude d'origine; la servitude personnelle des héritages tenus en mainmorte réelle, celle de corps et de poursuite; les droits de taille personnelle, de corvées personnelles, d'échute, de videmain; le droit prohibitif des aliénations et dispositions à titre de vente, donations entre-vifs ou testamentaires, et tous les autres effets de la mainmorte réelle, personnelle ou mixte, qui s'étendraient sur les personnes ou les biens, sont abolis sans indemnité.

Art. 2 : Néanmoins, tous les fonds ci-devant tenus en mainmorte réelle ou mixte continueront d'être assujettis aux autres charges, redevances, tailles ou corvées réelles dont ils étaient précédemment grevés.

Art. 3 : Lesdits héritages demeureront pareillement assujettis aux droits dont ils pouvaient être tenus en cas de mutation par vente, pourvu néanmoins que lesdits droits ne fussent pas des compositions à la volonté du propriétaire du fief dont ils étaient mouvants et n'excédassent point ceux qui ont accoutumé être dus par les héritages non mainmortables tenus en censive dans la même seigneurie ou suivant la coutume.

Art. 4 : Tous les actes d'affranchissement par lesquels la mainmorte réelle ou mixte aura été convertie, sur les fonds ci-devant affectés de cette servitude, en redevances foncières et en droits de

voir acquise devait être de la perdre un jour. Mais ces droits odieux, convertis en prestations, ont été vendus comme objets utiles, sans que le titre vicieux de leur origine apparût à l'acheteur. Le silence des lois semblait favoriser son erreur; le laps du temps l'a entretenue. Les propriétés des familles n'ont pas eu d'autres bases dans plusieurs provinces, les créanciers n'ont pas eu d'autre gage. La bonne foi a été entière de la part de tous. Et, aujourd'hui qu'un zèle actif et infatigable de la part de l'Assemblée a, dans une seule nuit, renversé les abus et les institutions de dix siècles par son arrêté du 4 août, mille familles peut-être sont réduites à la mendicité, sans pouvoir concevoir encore quelle horrible fatalité creusa sous leurs pas le gouffre de misère où une seule nuit les a tout à coup plongées ». (*Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 500.) C'était encore demander qu'on maintint jusqu'au rachat les droits représentatifs de servitude ou de mainmorte; et Sieyès ne limite pas, comme Merlin, son observation aux droits représentatifs de la mainmorte réelle.

lods aux mutations, seront exécutés selon leur forme et teneur; à moins que lesdites charges et droits de mutation ne se trouvassent excéder les charges et droits usités dans la même seigneurie, ou établis par la coutume ou l'usage général de la province, relativement aux fonds non mainmortables tenus en censive.

Art. 5 : Dans le cas où les droits et charges mentionnés dans les deux articles précédents se trouveraient excéder le taux qui est indiqué, ils y seront réduits; et sont entièrement supprimés les droits et charges qui ne sont représentatifs que de servitudes purement personnelles.

Art. 6 : Seront néanmoins les actes d'affranchissement faits avant l'époque fixée par l'article 33 ci-après (1), moyennant une somme de deniers, ou pour l'abandon d'un corps d'héritage certain, soit par les communautés, soit par les particuliers, exécutés suivant leur forme et teneur.

Art. 7 : Toutes les dispositions ci-dessus concernant la mainmorte auront également lieu en Bourbonnais et en Nivernais pour les tenures en bordelage, et en Bretagne pour les tenures en mote et en quevaise; à l'égard des tenures en domaine congéable, il y sera statué par une loi particulière.

Les deux difficultés relatives à la mainmorte étant ainsi résolues, une troisième difficulté s'élevait sur l'article 1^{er} de l'arrêté du 11 août. Il s'agissait de déterminer quels droits devaient être regardés comme tenant à la servitude personnelle, ou comme représentatifs de cette servitude; car, si les expressions de mainmorte personnelle, réelle ou mixte, correspondaient à des notions bien nettes, il en était tout autrement de la servitude personnelle. Au sens propre des mots, l'expression de *servitude personnelle* désigne l'esclavage et le servage; mais l'esclavage, en 1789, avait depuis longtemps disparu, et le servage même était devenu assez rare : l'édit de 1779 avait aboli le droit de poursuite pour les serfs qui subsistaient encore, de sorte que le droit de formariage était le dernier reste et la seule marque du servage. Les mots de *servitude personnelle* désignaient-ils seulement ce droit de formariage ou fallait-il les regarder au contraire comme désignant, dans un sens très-large, toute sujétion quelconque du manant au souverain local? ni l'une ni l'autre de ces deux solutions ne paraissait acceptable. D'une part, en effet, le législateur du 11 août n'avait

(1) Art. 33 : « Toutes les dispositions ci-dessus..., qui ne seront exécutées que du jour de la publication du présent décret, auront leur effet à compter du jour de la publication des lettres patentes du 3 novembre 1789 ».

pas dû vouloir employer l'expression dans son sens le plus large, puisque lui-même avait pris soin d'abolir d'une façon spéciale les droits de justice, droits qui rentraient évidemment dans la servitude personnelle comprise *latissimo sensu*; et, d'autre part, il paraissait difficile d'admettre que le législateur eût employé l'expression très-générale, et partant peu précise, de *servitude personnelle*, pour désigner seulement le droit de formariage, d'autant plus que la servitude personnelle se serait alors confondue avec la main-morte personnelle, dont le texte lui-même prend soin de la distinguer. Même embarras enfin quand on voulait déterminer quels étaient les droits représentatifs de la servitude personnelle. Le servage, en effet, avait été, à une certaine époque, la condition générale de tous les paysans, et ils n'étaient sortis du servage qu'en acceptant d'être soumis à des charges pour prix de leur affranchissement; par cela même, tous les droits seigneuriaux pouvaient être considérés comme représentatifs de servitude, non seulement les tailles et les corvées, mais la censive elle-même, qui dérivait d'une double origine : d'une amélioration dans la condition des serfs, et d'une dépression dans la condition des roturiers libres. Pouvait-on cependant donner quittance gratuite à tous les censitaires?

Le critérium posé par l'arrêté du 11 août était donc absolument vague et insuffisant. Aussi Merlin, sous prétexte d'interpréter le décret, et sans changer d'ailleurs le cadre qu'il établissait, abandonna ce critérium pour en chercher un autre. « La troisième difficulté, dit-il, que nous a offerte la seconde partie de l'article 1^{er} des décrets du 4 août, a été de savoir ce qu'on y doit entendre par droits qui tiennent à la servitude personnelle, ou qui la représentent. Après un examen très-réfléchi, il nous a paru qu'on devait comprendre dans la liste de ces droits tous ceux qui ne dérivent ni de contrats d'inféodation, ni de contrats d'accensement, qui ne sont dus que par les personnes, indépendamment de toute possession de fonds, et n'ont pour base qu'une usurpation enhardie par la féodalité, soutenue par la puissance seigneuriale, légitimée par la loi du plus fort. Que sont-ils, en effet, ces droits dont une concession de fonds n'a pas été le principe? Des droits féodaux? Non, car qui dit droit féodal, dit un droit établi par le contrat de fief. Des droits censuels? Non encore, car qui dit droit censuel, dit un droit établi par le contrat du cens. Que sont-ils donc enfin? Des exactions seigneuriales, et rien de plus. Mais par là même ils tiennent à la servitude; car il n'y a qu'un esclave qui

puisse les souffrir, et celui-là est nécessairement plus ou moins esclave qui les souffre plus ou moins (1). »

En d'autres termes, Merlin distinguait deux espèces de droits féodaux : tout droit qui pouvait être considéré comme le prix de la concession d'un fonds à titre de fief ou de censive, et qui devait être regardé comme pesant plutôt sur le fonds que sur la personne, était maintenu jusqu'au rachat; tout droit, au contraire, ne se rattachant pas à l'idée de concession, et qui devait être considéré comme pesant plutôt sur la personne que sur le fonds, était supprimé sans indemnité. « La Constituante, dit très-bien Laferrière, a distingué dans la féodalité deux époques historiques : l'époque où elle était absolue, où le servage était l'état général de tout ce qui n'était ni noble ni ecclésiastique; et l'époque qui a succédé à l'émancipation des serfs, à l'affranchissement des communes. Elle a considéré que, pendant la première période, la féodalité avait agi par un principe exclusif, la loi du plus fort, et que les droits nés ou dérivés de cette période étaient, par leur nature, constitutifs ou représentatifs de la servitude personnelle : elle les a abolis, soit dans leur nature originaire, soit dans leur représentation, sans aucune réserve et sans indemnité. Mais elle a vu la féodalité de la seconde période contracter avec des hommes libres ou affranchis, faire des concessions de fonds, à titre de fief ou de censive, se créer des vassaux et des censitaires; et elle a distingué, dans ces contrats d'inféodation et de cens, les devoirs purement personnels et les devoirs réels; les uns ont été abolis comme touchant à la liberté de la personne, les autres ont été conservés comme des droits purement fonciers qui formaient le prix de la propriété concédée (2). » Merlin, d'ailleurs, ne faisait en cela qu'appliquer une ancienne distinction, longtemps adoptée par les auteurs coutumiers, entre la féodalité contractante et la féodalité dominante, entre les droits seigneuriaux ordinaires, rattachés à l'idée d'une concession primitive, et les droits seigneuriaux extraordinaires, rattachés à l'idée d'abus de pouvoir et d'attentat contre la liberté des personnes. C'était précisément un premier avantage du nouveau critérium posé par Merlin, de se rattacher ainsi à une distinction traditionnelle, qui pouvait servir à la liquidation des droits féodaux, après avoir servi à les appliquer; la plupart des constituants et tous les praticiens étaient familiarisés

(1) *Loc. cit.*, p. 504.

(2) *Essai sur l'histoire du droit français*, tome II, p. 92 et 93.

d'avance avec cette distinction entre les droits usurpés et les droits convertis, ce qui rendait la réforme plus facile à comprendre et plus aisément applicable.

La première différence qu'il faille signaler entre la distinction proposée par Merlin et celle que faisait l'arrêté du 11 août est une différence de forme : le décret du 11 août donnait l'indication des droits abolis sans indemnité, et déclarait que tous les autres droits étaient maintenus jusqu'au rachat; le législateur de 1790 suit au contraire une méthode inverse, donnant l'indication des droits maintenus jusqu'au rachat, et déclarant que tous les autres étaient purement et simplement abolis.

Si de la forme on passe au fond, on remarque que le nouveau critérium tournait plutôt qu'il n'appliquait la formule donnée dans le décret du 11 août. Les droits de féodalité dominante et ceux de servitude personnelle n'étaient pas, en effet, les mêmes de tous points; la législation nouvelle faisait donc plus large et plus étroite à la fois la part de l'abolition pure et simple : l'ancienne formule et la nouvelle n'étaient pas identiques, et ne s'appliquaient pas, en quelque sorte, exactement l'une sur l'autre. Le décret du 15 mars faisait d'abord une importante restriction, signalée par avance, quant à l'abolition de la mainmorte réelle. En sens inverse, certains droits sont abolis sans aucun doute par le décret du 15 mars, qui n'étaient pas visés d'une façon formelle par celui du 11 août; ce sont les droits dérivant du gouvernement seigneurial (droits de guet seigneurial, de gîte et de garde, droits sur les marchés, sur les poids et mesures, droits d'octroi, de bac, de circulation, tailles, corvées, banalités, etc.), qui se rattachent sans contredit à la féodalité dominante, et qu'on pouvait fort bien hésiter à comprendre dans la catégorie des droits de servitude personnelle (1).

(1) Un des commentateurs de la loi du 15 mars 1790 a cru pouvoir signaler deux autres différences entre cette loi et le décret du 11 août : « D'une part, dit-il, certains droits, considérés comme représentatifs de la mainmorte, avaient pu faire l'objet d'un contrat d'inféodation, être librement consentis par des vassaux, en échange d'une concession de terres : supprimés par le décret du 11 avril, ils subsistaient d'après la distinction de Merlin. D'autre part, et en sens inverse, certains droits, qui, d'après les principes généraux, ne se rattachaient ni à la mainmorte ni à la servitude personnelle, avaient pu être usurpés par le seigneur, et n'avoir jamais été le prix d'une concession de terres : maintenus, sauf rachat, par le décret du 11 août, ils étaient supprimés par la formule de Merlin. » (Adrien Gibou, *La transformation juridique de la propriété foncière en France dans le droit intermédiaire*, thèse de doctorat soutenue à Paris en 1883, p. 137). Mais cette observation ne paraît pas exacte.

Mais si la règle nouvelle était plus nette que l'ancienne, et supprimait certaines difficultés inhérentes à la distinction posée par le décret du 11 août, elle en faisait aussi naître d'autres; ce n'était pas chose facile, en effet, que de déterminer avec exactitude quels droits se rattachaient à une concession, quels droits au contraire n'avaient pour origine qu'une usurpation.

Sans doute, aucune difficulté ne se serait présentée, s'il avait existé partout des titres primitifs de concession, ou la reproduction exacte de ces titres; la preuve de la concession aurait été facile et péremptoire. Mais ces titres primitifs n'existaient plus dans la grande majorité des cas; le plus souvent, les droits seigneuriaux étaient perçus au vu de titres recognitifs, qui en constataient l'existence et le montant, sans en indiquer l'origine; bien souvent même ils n'étaient plus perçus qu'en vertu d'une tradition immémoriale, que la coutume et la jurisprudence regardaient comme équivalant à un titre. Sans parler des causes nombreuses de disparition auxquelles les titres de propriété avaient été exposés dans le cours des siècles passés, combien d'entre eux venaient d'être anéantis dans les troubles qui avaient éclaté sur tous les points de la France dès avant le 14 juillet 1789. Dans ces conditions, on ne pouvait songer à exiger que la preuve des droits seigneuriaux fût faite par la production du titre primitif; une pareille exigence aurait abouti, dans presque tous les cas, à une expropriation pure et simple des seigneurs, c'eût été supprimer en fait une propriété que l'on déclarait maintenir en droit. L'Assemblée le comprit et ne le voulut pas (1).

En effet, qu'on abolît sans indemnité les droits de *servitude personnelle* ou les droits de *féodalité dominante*, il restait toujours à déterminer comment on reconnaîtrait que tel droit donné rentrait ou non dans l'une ou l'autre de ces catégories; or, le décret du 11 août n'avait pas fait cette détermination, laissant au comité féodal le soin d'y pourvoir. Gardant le critérium du 11 août, on aurait pu décider que tel droit, présumé représentatif de servitude, serait pourtant maintenu jusqu'au rachat quand le seigneur établirait que ce droit résulte d'une inféodation ou d'un accensement; on aurait pu décider, en sens inverse, que tel autre droit, présumé non représentatif de servitude, serait pourtant aboli sans indemnité quand le vassal ou censitaire établirait que ce droit résulte d'une usurpation seigneuriale. Le décret du 11 août réservait toutes ces questions de preuve, et la double différence signalée par M. Gibou ne repose sur aucun fondement. Autre chose est de déterminer d'une manière abstraite quelle catégorie de droits sera supprimée sans rachat, autre chose de déterminer comment on prouvera que tel droit donné rentre ou non dans la catégorie définie.

(1) A. Gibou, *op. laud.*, p. 138.

On fut amené de la sorte à établir des présomptions légales, fondées sur le caractère et la nature des droits féodaux, en vertu desquelles tel droit devait être regardé comme ayant été usurpé, tel autre comme émanant d'une concession. Mais, là encore, les difficultés étaient graves, car il pouvait arriver que les mêmes droits eussent leur origine, suivant les cas, dans des usurpations violentes, ou dans des conventions librement consenties; des présomptions trop absolues dans une matière si diverse pouvaient parfois conduire aux injustices les plus criantes, et il fallait examiner dans quelle mesure la preuve contraire serait admise contre les présomptions établies, dans quels cas on l'autoriserait, et comment cette preuve devrait être fournie. Tâche immense, sans doute, et souvent délicate, mais où le rapporteur du comité féodal put s'aider de la tradition, puisque l'idée de concession avait en quelque sorte servi de fil directeur aux vieux jurisconsultes coutumiers pour construire la théorie des droits seigneuriaux.

Dans cet ordre d'idées, la loi des 15-28 mars 1790, conforme d'ailleurs au rapport de Merlin, partageait les droits féodaux en trois classes. Les droits de la première étaient présumés avoir leur origine dans des usurpations violentes, et jamais les seigneurs ne devaient être admis à faire la preuve contraire en face de cette présomption *juris et de jure*; les droits de la seconde classe étaient présumés avoir la même origine, mais la présomption était *juris tantum*, et comportait la preuve contraire de la part des seigneurs; les droits de la troisième classe enfin étaient présumés avoir leur origine dans une concession, mais cette présomption était toujours *juris tantum*, et les vassaux ou censitaires étaient admis à prouver contre leurs seigneurs l'illégitimité du droit. Le titre II de la loi, dont on connaît déjà les sept premiers articles, présente une énumération des deux premières classes de droits; la troisième classe fait l'objet du titre troisième et dernier.

Le titre II fournit une énumération fort étendue des droits présumés illégitimes sans preuve possible du contraire. Le rapport de Merlin présentait sur plusieurs de ces droits des observations étendues⁽¹⁾, qui ne soulevèrent pour la plupart aucune discussion théorique dans l'Assemblée : le texte du décret désigne nominativement une soixantaine de droits seigneuriaux *stricto sensu*, dont il serait sans intérêt de rapporter la liste. Il faut seulement remarquer que les droits de justice ne figurent pas dans

(1) Notamment sur le droit de triage; voy. *loc. cit.*, p. 512 à 516.

cette énumération. Non pas sans doute qu'ils ne demeurassent abolis sans indemnité, car l'article 4 de l'arrêté du 11 août le déclarait formellement; mais l'Assemblée constituante, sur la proposition du comité féodal, avait décidé de ne point s'occuper tout d'abord de ces droits, qui devaient faire l'objet de délibérations ultérieures⁽¹⁾. Ce fut la loi des 13-20 avril 1791 qui combla cette lacune dans son titre premier⁽²⁾, ajoutant une quarantaine de droits nouveaux à l'énumération déjà faite par le titre II de la loi du 15 mars 1790.

Ce titre II, d'ailleurs, énumérait ensemble les droits présumés illégitimes sans preuve possible du contraire, et ceux dont le seigneur était admis à prouver la légitimité; ces deux sortes de droits ne faisaient pas l'objet de deux paragraphes distincts, mais étaient confondus dans une même série d'articles. Les droits dont le seigneur évitait ainsi la perte pure et simple dès qu'il pouvait en établir l'origine contractuelle étaient au nombre de soixante environ, divisés en sept groupes⁽³⁾, dont les plus importants comprenaient les banalités, les péages et les corvées.

C'est à propos des banalités que Merlin développe dans son rapport les raisons pour lesquelles les droits dont il s'agit ne pouvaient être présumés illégitimes sans preuve possible du contraire. « La question des banalités, dit-il, paraît à quelques esprits, peu attentifs sans doute, se résoudre en un seul mot :

(1) Voy. l'art. 39-2° de la loi du 15 mars 1790. L'alinéa premier de cet article réservait aussi de prononcer plus tard sur certains droits féodaux maritimes, à l'égard desquels il n'avait pas été statué dans la loi.

(2) *Archives parlam.*, 1^{re} sér., tome XXV, p. 4 et suiv.; Dalloz, *Répertoire*, tome XXXVIII, p. 340. La loi des 13-20 avril 1791 contenait d'ailleurs, outre l'énumération des principaux droits de justice, un certain nombre d'autres dispositions. Voici quel en était exactement l'intitulé : *Décret concernant l'abolition de plusieurs droits seigneuriaux, notamment de ceux qui étaient ci-devant annexés à la justice seigneuriale, et le mode de rachat de ceux qui ont été déclarés rachetables*. C'était une loi très diversement composée, dans laquelle on avait réuni les solutions de difficultés variées soumises au comité féodal depuis le vote des deux lois fondamentales du 15 mars et du 3 mai 1790. Les différents articles de cette loi ont été adoptés dans les séances des 30 janvier, 3, 9, 14, 15, 23, 26 février et 13 avril 1791; voy. *Archives parlam.*, tome XXII, p. 582 et 721, tome XXIII, p. 76, 172, 191, 435 et 524, tome XXV, p. 3. Plus d'un an auparavant, le 5 mars 1790, un mémoire sur les droits de justice avait été soumis à l'Assemblée nationale par le député Vieillard; voy. *ibid.*, tome XII, p. 37 à 44.

(3) Voy. les articles 9, 10 § 1, 11, 13 et 15, 17, 23 et 24, 27.

la banalité, semble-t-il, affecte la personne; c'est donc un droit personnel; et, puisque ce droit est une servitude, il est clair qu'on doit le regarder comme aboli sans distinction et sans indemnité. Ce raisonnement, nous osons le dire, est essentiellement vicieux. D'abord, il y a des banalités qui, ayant été réservées *in traditione fundi*, forment le prix des fonds concédés par les seigneurs auxquels elles sont dues, et certainement ces banalités ne sont pas des droits personnels. En effet, pour distinguer les droits personnels d'avec les droits réels, ce n'est ni à la substance de la chose qu'on paie ou de la charge qu'on supporte, ni à la personne qui fait le paiement ou sur laquelle pèse la charge, qu'il faut s'attacher, mais uniquement à la cause pour laquelle est établie la charge ou la prestation. Il n'importe que vous payiez de l'argent, du grain, des volailles, ou que vous fassiez même des ouvrages manuels; dès que vous faites soit ces ouvrages, soit ces paiements pour une concession d'immeubles, ce sont des charges réelles, parce qu'elles sortent, pour ainsi dire, du sein des immeubles concédés, et qu'elles sont encore censées en faire partie. C'est ainsi que les corvées, de l'aveu de tous les jurisconsultes, sont réelles lorsqu'elles ont pour cause une concession de biens-fonds. Mais si ces droits, dont vous êtes grevé, ne sont pas le prix d'un immeuble, s'ils ne vous ont pas été imposés comme une condition de la concession qui vous a été faite de l'immeuble même; en un mot, s'ils ne doivent être rattachés qu'à l'oppression seigneuriale ou à une convention libre et synallagmatique, très-sûrement alors ce sont des droits personnels, parce qu'ils sont dûs indépendamment de toute possession de fonds, et que par conséquent c'est la personne elle-même qui les doit. D'après cela, il est clair que toutes les banalités ne sont pas des servitudes personnelles, puisqu'il en est qui ont pour cause des concessions de fonds, et qui par conséquent doivent être placées dans la clause des droits réels. Il est également certain qu'on ne peut pas regarder toutes les banalités comme abolies sans indemnité, puisque celles qui appartiennent à la classe des droits réels n'ont rien de commun avec la servitude personnelle.

« Mais que devez-vous décider par rapport aux banalités vraiment personnelles? C'est là le point de la difficulté. Ces banalités, nous l'avons déjà dit, peuvent avoir deux causes très-différentes : elles peuvent avoir été établies par la force, et n'être que les effets de la puissance seigneuriale; mais elles peuvent aussi avoir été stipulées librement par des contrats faits pour l'avantage des com-

munautés d'habitants. Dans le premier cas, nul doute que les banalités ne soient des servitudes personnelles, et qu'elles ne soient, par une conséquence nécessaire, abolies sans indemnité. Il en doit être de même, dans le second cas, à l'égard des banalités fondées sur les contrats par lesquels les seigneurs n'ont fait, pour l'acquérir, que mettre en liberté les habitants précédemment serfs, ou renoncer à des droits dépendant de la servitude personnelle. La raison en est qu'alors la banalité représente véritablement l'ancienne condition servile des habitants, et trouve sa proscription directe et formelle dans l'article 1^{er} des décrets du 4 août.

« Mais quel est le sort des banalités purement conventionnelles, et dont l'établissement n'est pas le prix de la liberté donnée à d'anciens serfs? Sont-elles comprises dans l'abolition que vous avez faite de la servitude personnelle, ainsi que des droits qui y tiennent ou la représentent? Non. Elles ne peuvent pas l'être, et elles ne le sont pas. Elles ne peuvent pas l'être, parce que les contrats faits légitimement entre les particuliers sont sacrés pour les législateurs comme pour les juges...; elles ne le sont pas, parce que le décret d'abolition ne frappe que sur la servitude et les droits qui la représentent. En effet, une banalité conventionnelle n'est pas une servitude... « Donnez-moi ceci, obligez-vous envers moi à cela, et je me sou mets à ne pas moudre mon blé ailleurs qu'à votre moulin »; il n'y a évidemment là qu'un de ces contrats qu'on appelle en droit *do* ou *facio ut facias*, et assurément ces contrats n'ont rien d'opposé à la liberté naturelle...

« Maintenant il reste à savoir à quel trait on pourra reconnaître les banalités réelles et conventionnelles d'avec les autres... Le point d'où il nous paraît que l'on doit partir, c'est que le droit de banalité, considéré en lui-même, et abstractivement à toute convention particulière, est contraire à la liberté que tout homme tient de la nature, et forme par conséquent une servitude personnelle..., abolie sans indemnité. Sans doute il y a des exceptions à cette règle, puisqu'il est des cas où la banalité ne peut être envisagée comme une servitude; mais ce ne sont que des exceptions, et, dès lors, c'est à celui qui les allègue ou qui veut s'en prévaloir à les vérifier; car l'homme qui a en sa faveur la règle générale n'a rien à prouver; elle milite pour lui tant que l'exception par laquelle on prétend en atténuer la force ou en écarter l'application n'est pas établie par des preuves non suspectes. Ainsi, toute banalité qui ne sera pas prouvée avoir pour cause soit une concession de fonds ou de droit réel, soit une convention réciproque et souscrite libre-

ment, devra cesser à l'avenir, comme comprise dans l'abolition de la servitude personnelle (4) ».

Cet exposé de motifs pouvait être reproduit, *mutatis mutandis*, pour les autres droits féodaux qui étaient présumés illégitimes, mais dont il était permis au seigneur de prouver la légitimité. Ce long passage de Merlin donne un exemple intéressant des distinctions multiples qui devaient être faites en cette matière, et c'est aussi comme exemple qu'il faut citer maintenant les deux articles adoptés conformément aux principes qu'avait posés le rapporteur :

« Art. 23 : Tous les droits de banalité de fours, moulins, pressoirs, boucheries, taureaux, vërats, forges et autres,... soit qu'ils soient fondés sur la coutume ou sur un titre, acquis par prescription, ou confirmés par des jugements, sont abolis et supprimés sans indemnité, sauf les seules exceptions ci-après.

« Art. 24 : Sont exceptées de la suppression ci-dessus et rachetables : 1° Les banalités qui seront prouvées avoir été établies par une convention souscrite entre une communauté d'habitants et un particulier non seigneur ; 2° les banalités qui seront prouvées avoir été établies par une convention souscrite entre une communauté d'habitants et son seigneur, et par laquelle le seigneur aura fait à la communauté quelque avantage de plus que de l'obliger à tenir perpétuellement en état les moulins, fours et autres objets banaux ; 3° celles qui seront prouvées avoir eu pour cause une concession faite par le seigneur à la communauté des habitants, de droits d'usage dans ses bois ou prés, ou de communs en propriété. »

Quant à la preuve qui devait être faite par les intéressés, l'Assemblée nationale n'exigeait pas que le titre primitif fût produit : « Lorsque, dit l'article 29, les possesseurs des droits conservés par les articles 9, 10, 11, 15, 17, 24 et 27 ci-dessus ne seront pas en état de représenter le titre primitif, ils pourront y suppléer par deux reconnaissances conformes, énonciatives d'une plus ancienne, non contredites par des reconnaissances antérieures, données par la communauté des habitants lorsqu'il s'agira de droits généraux, et par les individus intéressés lorsqu'elles concerneront les droits particuliers, pourvu qu'elles soient soutenues d'une possession actuelle, qui remonte, sans interruption, à quarante ans, et qu'elles rappellent, soit les conventions, soit les concessions mentionnées dans lesdits articles. »

(4) *Loc. cit.*, p. 509 et 510.

Restait enfin la troisième catégorie des droits seigneuriaux, ceux que le rapporteur du comité féodal et la loi du 15 mars 1790 présumaient dérivés d'une concession de terre à titre de fief ou de censive, et qu'ils déclaraient maintenir jusqu'au rachat. Le titre III s'occupe des droits de cette espèce. L'article 1^{er} pose le principe : « Seront simplement rachetables, et continueront d'être payés jusqu'au rachat effectué, tous les droits et devoirs féodaux et censuels utiles, qui sont le prix et la condition d'une concession primitive du fonds ». Pour préciser davantage, et éviter toute espèce de confusion, l'article 2 ajoute : « Et sont présumés tels, sauf la preuve contraire : 1° Toutes les redevances seigneuriales annuelles en argent, grains, volailles, cire, denrées ou fruits de la terre, servis sous la dénomination de cens, censives, surcens, capcasal, rentes féodales, seigneuriales et emphytéotiques, champart, tasque, terrage, arage, agrier, complant, soété, dîmes inféodées, ou sous toute autre dénomination quelconque, qui ne se payent et ne sont dûs que par le propriétaire ou possesseur d'un fonds, tant qu'il est propriétaire ou possesseur, et à raison de la durée de la possession; 2° tous les droits casuels, qui, sous les noms de quint, requint, treizième, lods et treizains, lods et ventes, ventes et issues, mi-lods, rachats, venterolles, reliefs, relevaisons, plaids et autres dénominations quelconques, sont dûs à cause des mutations survenues dans la propriété ou la possession d'un fonds, par le vendeur, l'acheteur, les donataires, les héritiers, et tous autres ayants cause du précédent propriétaire ou possesseur; 3° les droits d'acapte, d'arrière-acapte, et autres semblables, dûs tant à la mutation des ci-devant seigneurs qu'à celle des propriétaires ou possesseurs. »

Le seigneur qui prétendait avoir un droit rachetable devait en prouver l'existence et la quotité, et rien n'était innové quant aux moyens de preuve dont il pouvait user. « Les contestations, dit l'article 3, sur l'existence ou la quotité des droits énoncés dans l'article précédent, seront décidées d'après les preuves autorisées par les statuts, coutumes et règles observées jusqu'à présent; sans néanmoins que, hors des coutumes qui en disposent autrement, l'enclave puisse servir de prétexte pour assujettir un héritage à des prestations qui ne sont point énoncées dans les titres directement applicables à cet héritage, quoiqu'elles le soient dans les titres relatifs aux héritages dont il est environné et circonscrit. » L'article 4 ajoutait : « Lorsqu'il y aura, pour raison d'un même héritage, plusieurs titres ou reconnaissances, le moins onéreux au

tenancier sera préféré, sans avoir égard au plus ou moins d'ancienneté de leurs dates; sauf l'action en blâme ou réformation de la part du ci-devant seigneur, contre celle desdites reconnaissances qui n'en seront pas encore garanties par la prescription, lorsqu'il n'y aura été partie, ni en personne, ni par un fondé de procuration ». Enfin, le législateur avait cru devoir venir en aide aux propriétaires dont les archives et les titres avaient été brûlés ou pillés pendant les troubles survenus depuis le commencement de l'année 1789; ces propriétaires, portait l'article 6, « pourront, en faisant preuve du fait, tant par titres que par témoins, dans les trois années de la publication du présent décret, être admis à établir, soit par actes, soit par la preuve testimoniale d'une possession de trente ans antérieure à l'incendie ou pillage, la nature ou la quotité de ceux des droits supprimés sans indemnité qui leur appartenaient ». La preuve testimoniale ne pouvait toutefois être acquise que par dix témoins s'il s'agissait d'un droit général, et par six témoins dans les autres cas (art. 7). Quant aux propriétaires de fiefs qui avaient, depuis le mois de janvier 1789, renoncé par contrainte ou violence à la totalité ou à une partie de leurs droits non supprimés par la loi du 15 mars, l'article 8 les autorisait à demander la nullité de leur renonciation, sans qu'il fût besoin de lettres de rescision, et cela pendant un délai de trois années; passé ce terme, ils ne pourraient plus demander cette nullité, même en prenant des lettres de rescision.

Les droits et devoirs féodaux ou censuels utiles étaient donc présumés légitimes, et maintenus jusqu'au rachat; mais cette présomption n'était jamais absolue, et le vassal ou censitaire pouvait toujours prouver contre son seigneur l'illégitimité du droit réclamé. Cette preuve contraire toujours possible constituait en apparence un précieux avantage pour les redevables de seigneurie; leur condition semblait plus favorable que celle des seigneurs, auxquels certains droits étaient enlevés en vertu d'une présomption *juris et de jure*, sans qu'aucune preuve contraire pût être admise. En réalité, cependant, la preuve permise au redevable était impossible à faire dans la grande majorité des cas; car les usurpations les abus de pouvoir sont de purs et faits, dont aucun acte n'est passé, et dont la preuve testimoniale est singulièrement difficile après un grand nombre d'années. Dans la pratique, les vassaux ou censitaires ne pouvaient rien prouver contre la présomption posée par la loi du 15 mars; tous les droits déclarés rachetables continuaient d'être perçus jusqu'au rachat, et étaient justement, il faut le re-

marquer, les plus répandus et les plus lourds parmi les droits seigneuriaux.

Ainsi, même après la loi des 15-28 mars 1790, deux catégories de droits seigneuriaux étaient encore maintenus : d'une part, les droits présumés légitimes, et visés par l'article 1^{er} du titre II de la loi; d'autre part, ceux des droits présumés abusifs dont les propriétaires étaient autorisés à établir et avaient établi la légitimité. Maintenus jusqu'au rachat, ces droits n'étaient pas cependant maintenus dans leur état antérieur; l'article 1^{er} de l'arrêté du 11 août, en détruisant entièrement le régime féodal, leur avait fait subir une transformation radicale : le régime féodal étant aboli, les droits seigneuriaux maintenus jusqu'au rachat l'étaient seulement à cette condition qu'ils fussent purgés de tout caractère féodal, et ils cessaient d'être des charges seigneuriales, pour passer à l'état de simples charges foncières civiles.

L'abolition générale de la féodalité civile apparaît de la sorte comme entraînant une double série de conséquences : en premier lieu, tous les droits ne se rattachant pas à une inféodation ou à un accensement sont abolis sans indemnité; en second lieu, les droits non abolis perdent leur caractère féodal, et les immeubles tenus jusqu'à présent en fiefs ou en censives deviennent de véritables alleux, soumis seulement à des charges foncières civiles, fixes ou casuelles. Le titre I de la loi du 15 mars envisage précisément cette seconde série de conséquences, et les treize articles qui composent ce titre ne font que reproduire les observations très-nettes présentées par Merlin tout au début de son rapport.

« En détruisant le régime féodal, disait-il, vous n'avez pas, sans contredit, entendu dépouiller de leurs possessions les propriétaires légitimes des fiefs; mais vous avez changé la nature des biens : affranchis désormais des lois de la féodalité, ils sont demeurés soumis à celles de la propriété foncière; en un mot, ils ont cessé d'être des fiefs, et sont devenus des alleux ⁽¹⁾ ». L'article 1^{er} du décret consacrait ce principe fondamental dans les termes suivants : « Toutes distinctions honorifiques, supériorité et puissance résultant du régime féodal, sont abolies. Quant à ceux des droits utiles qui subsisteront jusqu'au rachat, ils sont assimilés aux simples rentes et charges foncières ».

Il n'existe plus de fiefs : donc il ne peut plus y avoir lieu au port de foi et hommage, car l'objet de la foi-hommage était de reconnaître la supériorité du seigneur dominant, de lui jurer fidé-

(1) Rapport de Merlin, *loc. cit.*, p. 499.

lité; et, comme c'était précisément en cela que consistait l'essence du fief (1), il est clair qu'une pareille institution ne pouvait pas survivre à la destruction du fief (art. 2).

Il n'existe plus de fiefs ni de censives : donc il faut regarder comme abolie toute charge imposée au vassal, qui était seulement honorifique pour le suzerain sans être utile, et qui servait seulement, soit concurremment avec la foi-hommage, soit en la remplaçant, à manifester la puissance du seigneur et l'infériorité du vassal ou censitaire (2). On peut citer comme exemples la charge de danser, de faire un certain nombre de sauts devant le seigneur à certains jours de l'année; l'article 3, dans cet ordre d'idées, supprime notamment l'obligation, pour les fiefs qui ne sont pas de profit et ne doivent que la bouche et les mains, de fournir aucun aveu ni reconnaissance.

Il n'existe plus de fiefs ni censives : donc il n'existe plus dorénavant de biens nobles et de biens roturiers, plus de droit civil privilégié pour les nobles ou pour les détenteurs de biens nobles; et les articles 11, 12 et 13 tirent les conséquences de ce principe général : « Tous privilèges, dit l'article 11, toute féodalité et nobilité de biens étant détruits, les droits d'aînesse et de masculinité à l'égard des fiefs, domaines et alleux nobles, et les partages inégaux à raison de la qualité des personnes sont abolis... — Art. 12 : La garde royale, la garde seigneuriale et le déport de minorité sont abolis. — Art. 13 : Sont pareillement abolis tous les effets que les coutumes, statuts et usages avaient fait résulter de la qualité féodale ou censuelle des biens, soit par rapport au douaire, soit pour la forme d'estimer les fonds, et généralement pour tout autre objet quel qu'il soit... ».

Il n'existe plus de fiefs ni de censives : donc la supériorité féodale ou censuelle est évanouie; d'où Merlin conclut à la disparition du retrait féodal et du retrait censuel, qu'il considère fausement (3) comme les attributs de cette supériorité (art. 10).

Il n'existe plus de fiefs ni de censives : donc les droits utiles dont sont chargés les biens ci-devant féodaux ne doivent plus être considérés que comme des droits purement fonciers et des créances purement réelles (4). De ce dernier principe découlent trois conséquences de la plus grande importance.

(1) *Ibid.*, p. 499.

(2) *Ibid.*, p. 499.

(3) Voy. la section IV ci-dessous.

(4) Rapport de Merlin, *ibid.*, p. 499.

Il en résulte, d'abord, que la formalité de l'aveu et du dénombrement doit être regardée comme abolie, même à l'égard des fiefs de profit, mais en tant que formalité féodale seulement; car, en dénaturant les fiefs, la loi n'a pas dispensé les propriétaires de reconnaître les charges dont ils étaient tenus envers les seigneurs, et l'on devait, à cet égard, les assimiler aux débiteurs de rentes foncières, qui peuvent être contraints par les crédi-rentiers de passer titre nouvel à différents intervalles. La même observation s'applique aux déclarations à terriers, qui sont certainement abolies en tant que formalités censuelles, sans que pourtant les censitaires soient dispensés de reconnaître leurs seigneurs; seulement, les seigneurs étant devenus de simples crédi-rentiers, les censitaires ne sont plus tenus que de fournir les mêmes reconnaissances ou déclarations dont sont tenus les débiteurs ordinaires de redevances purement civiles. C'est la disposition des articles 4 et 5, qui statuent dans les termes suivants : « Art. 4 : Quant aux fiefs qui sont grevés de devoirs utiles ou de profits rachetables, et aux censives, il en sera fourni par les redevables de simples reconnaissances, passées à leurs frais ⁽¹⁾ devant tels notaires qu'ils voudront choisir, avec déclaration expresse des confins et de la contenance; et ce, aux mêmes époques, en la même forme et de la même manière que sont reconnus dans les différentes provinces du royaume les droits fonciers par les personnes qui en sont chargées. — Art. 5 : En conséquence, les formes ci-devant usitées des reconnaissances par aveux et dénombrements, déclarations à terriers, gages pleiges, plaids et assises, sont abolies; et il est défendu à tout propriétaire de fiefs de continuer aucuns terriers, gages pleiges ou plaids et assises, commencés avant la publication du présent décret ».

Il en résulte, en second lieu, la suppression de toutes les voies de droit exceptionnelles au moyen desquelles les seigneurs pouvaient faire valoir leurs prérogatives. Les droits féodaux et censuels étant convertis en simples rentes foncières, il ne pouvait plus y avoir ouverture, pour la poursuite de ces droits, à d'autres actions qu'à celles dont on pouvait se servir pour le paiement des rentes foncières elles-mêmes : « Toutes saisies féodales et censuelles et droits de commise sont abolis, dit l'article 7; mais les propriétaires des droits féodaux et censuels non supprimés sans indemnité pourront exercer les actions, contraintes, exécutions,

(1) Voy. sur le sens de ces mots le rapport de Merlin, *loc. cit.*, p. 500.

privilèges et préférences, qui, par le droit commun, les différentes coutumes et statuts des lieux, appartiennent aux premiers bailleurs de fonds ».

Il en résulte, en troisième lieu, que les règles admises quant à la prescription des droits fonciers ordinaires seront dorénavant applicables aux anciens droits féodaux et censuels : « Tous les droits féodaux et censuels, dit l'article 8,... seront... soumis, pour le principal, à la prescription que les différentes lois et coutumes du royaume ont établie relativement aux immeubles réels, sans rien innover, quant à présent, à la prescription des arrérages ». Dans l'ancien état de choses, en matière de cens, la prescription pouvait porter sur la quotité du cens ou sur les cens échus, mais non sur la créance censuelle elle-même, qui était imprescriptible comme récognitive de seigneurie; désormais la prescription pourra s'y appliquer.

Le comité féodal s'était enfin posé la question de savoir si la transformation des droits seigneuriaux en redevances purement foncières ne devait pas entraîner une quatrième conséquence quant à l'effet des lettres de ratification. L'article 34 de l'édit sur les hypothèques du mois de juin 1771 disposait que les lettres de ratification n'auraient pas pour effet de purger les droits seigneuriaux, et la jurisprudence admettait au contraire d'une façon générale que ces lettres purgeaient les droits fonciers ordinaires⁽¹⁾; il semblait qu'il fallût en décider autant pour les droits ci-devant féodaux, et considérer désormais comme abrogée la disposition contenue dans l'article 34 de l'édit. Merlin pourtant fut d'un avis contraire; il fit observer qu'aucun texte de loi n'attribuait expressément aux lettres de ratification la vertu de purger les rentes foncières, que cette vertu leur avait même été contestée par certains arrêts, bien que d'autres la reconnussent, et que la doctrine, comme la jurisprudence, était très-partagée sur ce point; il ajoutait que les redevables seraient écrasés de frais d'opposition si on soumettait les anciens droits féodaux à la purge, et concluait au maintien, tout au moins provisoire, de la règle posée en 1771⁽²⁾. C'est la solution que consacre l'article 9 de la loi du 15 mars, dans les termes suivants : « Les lettres de ratification, établies par l'édit du mois de juin 1771, continueront de n'avoir aucun effet sur lesdits droits que d'en purger les arrérages, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par

(1) Sur les lettres de ratification et l'édit de 1771, voy. Dalloz, *Répertoire*, v^o *Privilèges et hypothèques*, n^o 45, tome XXXVII, p. 12.

(2) Rapport de Merlin, *loc. cit.*, p. 500 et 501.

une nouvelle loi à un régime uniforme et commun à toutes les rentes et charges foncières pour la conservation des privilèges et hypothèques ».

Telles sont, dans leurs traits essentiels, les réformes accomplies par le législateur du 15 mars 1790 : distinction des droits féodaux en deux classes, abolition sans indemnité des droits illégitimes, maintien des autres jusqu'au rachat, et transformation des droits maintenus en charges foncières purement civiles. Outre ces dispositions fondamentales, la loi des 15-28 mars contenait encore certaines règles d'une importance secondaire, dont il faut indiquer rapidement l'objet en terminant cette analyse.

La première de ces règles est présentée par l'article 33 du titre II, ainsi conçu : « Toutes les dispositions ci-dessus, à l'exception de celle de l'article 9 du titre I, et des articles 13, 17 et 19 du présent titre, qui ne seront exécutées que du jour de la publication du présent décret, auront leur effet à compter du jour de la publication des lettres patentes du roi, du 3 novembre 1789 ». Cet article n'attribue pas, en réalité, un effet rétroactif à la loi du 15 mars; il fait seulement l'application de cette idée, que la loi du 15 mars est un développement pur et simple des dispositions votées par l'Assemblée nationale du 4 au 11 août, et promulguées par Louis XVI le 3 novembre. C'est un principe reconnu que toute loi interprétative d'une loi précédente doit avoir son effet du jour de la promulgation de la loi qu'elle explique.

La seconde règle est contenue dans les articles 34 et 35 du titre II : « Tous procès, dit l'article 34, intentés et non décidés par jugements en derniers ressorts avant les époques respectives fixées par l'article précédent, relativement à des droits abolis sans indemnité par le présent décret, ne pourront être jugés que pour les frais des procédures faites et les arrérages échus antérieurement à ces époques ». L'article 35 apportait seulement un adoucissement de détail à la rigueur du principe, relativement à certains procès intentés ou à intenter pour raison des biens communaux.

La troisième règle, enfin, a pour objet de trancher certaines difficultés qui devaient s'élever relativement aux contrats passés sur des droits seigneuriaux avant le 3 novembre 1789. L'abolition sans indemnité de certains droits ne pouvait, en effet, manquer de donner lieu à des recours en garantie de la part des personnes qui avaient acheté ces droits, qui les avaient pris à bail ou à rente. Les articles 36, 37 et 38 du titre II prévoient ces hypothèses, et statuent dans les termes suivants : « Art. 36 : Il ne pourra être

prétendu, par les personnes qui ont ci-devant acquis de particuliers, par vente ou autre titre équipollent à la vente, des droits abolis par le présent décret, aucune indemnité ni restitution de prix; et à l'égard de ceux desdits droits qui ont été acquis du domaine de l'État, il ne pourra être exigé par les acquéreurs d'autre indemnité que la restitution, soit des finances par eux avancées, soit des autres objets ou biens par eux cédés à l'État. — Art. 37 : Il sera libre aux fermiers qui ont ci-devant pris à bail aucuns des mêmes droits, sans mélange d'autres biens ou de droits conservés jusqu'au rachat, de remettre leurs baux; et, dans ce cas, ils ne pourront prétendre d'autre indemnité que la restitution des pots-de-vin et la décharge des loyers ou fermages, au prorata de la non-jouissance causée par la suppression desdits droits. Quant à ceux qui ont pris à bail aucuns droits abolis conjointement avec d'autres biens ou avec des droits rachetables, ils pourront seulement demander une réduction de leurs pots-de-vin et fermages proportionnée à la quotité des objets frappés de suppression. — Art. 38 : Les preneurs à rente d'aucuns droits abolis ne pourront pareillement demander qu'une réduction proportionnelle des redevances dont ils sont chargés, lorsque les baux contiendront, outre les droits abolis, des bâtimens immeubles ou autres droits dont la propriété est conservée, ou qui sont simplement rachetables; et, dans le cas où les baux à rente ne comprendraient que des droits abolis, les preneurs seront seulement déchargés des rentes, sans pouvoir prétendre aucune indemnité ni restitution de deniers d'entrée (1) ».

L'indication sommaire de ces trois règles complète l'exposition des matières traitées dans la loi des 15-28 mars 1790. Le dernier article promettait la publication prochaine de la loi relative à l'organisation du rachat des droits conservés; l'étude de ces dispositions nouvelles fera l'objet de la section suivante.

(1) Les trois articles cités ne prévoient pas les cas où un droit aboli aurait antérieurement fait l'objet d'une inféodation; ce n'est alors ni une vente, ni un simple bail, ni un bail à rente proprement dit. Néanmoins, un arrêt de la chambre des Requêtes du 30 juillet 1807 (Dalloz, *Répertoire*, v^o *Propriété féodale*, n^o 478, tome XXXVIII, p. 436) a appliqué l'article 36, et décidé que, si à l'époque des lois abolitives, l'acte d'inféodation avait reçu son exécution, il n'y avait pas lieu à restitution des sommes payées pour prix de cet acte; en supposant même que l'acte d'inféodation n'eût pas reçu son entière exécution, l'arrêt décidait qu'il n'y aurait pas lieu à restitution, si les sommes payées n'étaient que des deniers d'entrée.

SECTION II.

**L'organisation du rachat des droits féodaux
d'après la loi des 3-9 mai 1790.**

L'Assemblée constituante, ayant décidé qu'un certain nombre de droits seigneuriaux seraient maintenus comme droits fonciers et soumis au rachat, devait nécessairement s'occuper des conditions auxquelles pourrait s'effectuer ce rachat. Tronchet, rapporteur de la sous-commission chargée de cette étude, avait fait au comité féodal, le 12 septembre 1789, un premier rapport préparatoire, qui a été déjà signalé ⁽¹⁾; mais les travaux de la sous-commission n'étaient pas encore achevés à cette date, et l'Assemblée, d'ailleurs, ne pouvait rien décider utilement sur l'organisation du rachat, sans avoir auparavant déterminé quels étaient les droits dont elle admettait le maintien. Le rapport définitif du comité féodal fut présenté par Tronchet à la Constituante dans la séance du 28 mars 1790, le même jour précisément où le roi sanctionnait et promulguait la loi votée le 15 mars ⁽²⁾. Le rapport était suivi d'un projet de décret en cinquante-quatre articles, qui donna lieu à une discussion très courte ⁽³⁾, et qui devint la loi des 3-9 mai 1790 ⁽⁴⁾; cette loi est intitulée : *Décret général sur les principes, le mode et le taux du rachat des droits seigneuriaux déclarés rachetables par la loi du 15 mars*. Elle comprend quatre titres, qui portent le nom, peu habituel dans la langue législative, de *Divisions*, et ressemble d'ailleurs bien moins à une loi qu'à un traité ⁽⁵⁾.

La première question qui se posait était celle de savoir par qui le rachat devait être fait. Devait-il être fait en masse pour tous les droits féodaux et censuels de chaque mouvance, ou bien fallait-il

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 619 à 636.

(2) *Ibid.*, tome XII, p. 387 à 401.

(3) Cette discussion eut lieu dans les séances des 23, 24, 26, 27 avril et 3 mai 1790; voy. *ibid.*, tome XV, p. 273, 276, 291, 297, 362.

(4) *Ibid.*, tome XV, p. 364 et suiv.; Dalloz, *Répertoire*, tome XXXVIII, p. 335. La loi des 3-9 mai 1790 a été complétée sur certains points de détail par le titre second de la loi déjà citée des 13-20 avril 1791 (*Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome XXV, p. 7 et suiv.; Dalloz, *loc. cit.*, p. 341). Ce titre II a été voté après la lecture d'un rapport de Tronchet à la séance du 23 février 1791 (*Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome XXIII, p. 485).

(5) Doniol, *op. laud.*, p. 80.

accorder à chaque redevable individuellement la faculté de racheter quand bon lui semblerait? La première méthode était sans contredit la plus propre à accélérer l'opération du rachat; elle était en même temps plus avantageuse pour les propriétaires de fiefs, auxquels des rachats partiels et souvent très-modiques devaient nécessairement être fort onéreux. Malgré ces considérations, le comité féodal se prononça pour la seconde méthode, qui seule était conforme au texte comme à l'esprit de l'arrêté du 11 août.

La Constituante, d'abord, en déclarant certains droits rachetables, n'avait pas fait autre chose que d'assimiler les droits féodaux maintenus à toutes les charges foncières qu'elle avait également déclarées rachetables; entre ces droits divers n'ayant plus désormais qu'un seul et même caractère, il n'y avait aucune différence à faire quant au rachat. Les mouvances n'existaient plus; il ne restait que des redevances purement civiles, dont chaque débiteur devait continuer le paiement jusqu'au remboursement; c'était donc chaque débiteur qu'il fallait considérer, aussi bien pour le rachat que pour la prestation des charges.

D'autre part, l'Assemblée n'avait pas ordonné le rachat des droits féodaux, quelle avait seulement déclarés rachetables; elle avait accordé à chaque redevable une simple faculté, sans lui imposer aucune obligation. Or, prescrire ou seulement permettre que les communautés fissent le rachat en masse de tous les droits grevant leur territoire, c'aurait été détruire la liberté que le décret du 11 août laissait à chaque redevable, puisque chacun, qu'il le voulût ou non, aurait dû contribuer pour sa part au paiement du rachat.

Tronchet, d'ailleurs, était d'avis que la Constituante avait agi sagement en n'imposant pas aux redevables l'obligation de se racheter. Tous, en effet, n'avaient pas également les moyens de le faire, tous pouvaient ne pas croire que l'opération leur fût avantageuse, ou ne le croire au moins qu'à des époques différentes; or c'était une faveur qu'on accordait aux redevables, et chacun, dès lors, devait garder entière liberté d'en profiter à son heure ou de n'en pas user⁽¹⁾. Aussi bien, cette opération d'un rachat en masse aurait été aussi difficile dans l'exécution qu'elle était contraire aux principes posés dans le décret du 11 août, tant on aurait trouvé

(1) C'était déjà l'idée que soutenait Sieyès dans son *Mémoire* du 27 août 1789 (*Archives parlem.*, 1^{re} série, tome VIII, p. 503).

de peine à déterminer la part que devait supporter chaque redevable dans le prix total payé pour le rachat commun. Les fiefs et les censives étaient, en effet, soumis à des droits différents; les charges censuelles elles-mêmes étaient souvent variables dans une seule et même seigneurie; sans compter que toutes les seigneuries n'avaient point une directe territoriale, mais souvent une directe volante, répandue sur des territoires distincts, et régis quelquefois par des coutumes différentes.

Ainsi, le comité féodal, se regardant comme lié par le décret du 11 août dont il avait seulement à assurer l'application, ne voulait pas voir autre chose dans le rachat qu'une pure faculté individuelle. C'est la raison principale qui lui fit rejeter un système tout autre, dont il avait été saisi par deux brochures écrites à cette époque. La première, dont l'auteur est inconnu, est intitulée : *Réflexions sur le rachat des droits féodaux décrété à l'Assemblée nationale*; la seconde est l'œuvre de Boncerf, et porte le titre suivant : *Moyens pour éteindre et méthode pour liquider les droits féodaux* ⁽¹⁾. Merlin signalait déjà ces deux ouvrages dans son rapport préparatoire du 4 septembre 1789, et Tronchet en présente un examen détaillé dans la première partie de son premier rapport.

Les idées présentées dans les *Réflexions sur le rachat* peuvent être résumées de la façon suivante. Le rachat que le décret du 11 août permet aux débiteurs de faire ne serait onéreux que pour les censitaires les plus éloignés du *tronc féodal* ⁽²⁾; ceux-ci se rachèteraient en effet sans avoir aucune indemnité à recevoir,

(1) Boncerf, qui avait dû s'établir en province à la suite de sa condamnation en 1776, revint à Paris en 1789. Devenu officier municipal de la ville, il fut chargé comme tel d'installer le tribunal révolutionnaire dans le local même où le Parlement avait ordonné de brûler la brochure sur les *Inconvénients des droits féodaux*. Considéré bientôt comme suspect, il fut traduit à son tour devant ce même tribunal, et ne dut la vie qu'à la majorité d'une seule voix. Il mourut au début de l'année 1794. Voy. pour tous ces détails le travail déjà cité de M. Delacroix sur *Le procès de Boncerf en 1776*. Tronchet, dans son rapport, n'indique pas Boncerf comme étant l'auteur du second ouvrage sur le rachat; et cet ouvrage même a été imprimé en huit pages in-8°, sans nom d'auteur, et sans lieu ni date. On ne saurait, d'ailleurs, mettre en doute que Boncerf n'en soit vraiment l'auteur, puisque lui-même rappelle à la première page les incidents de 1776, disant qu'il a été le premier à proposer d'abolir les droits féodaux, et qu'il est le *protomartyr de cette doctrine*. L'exemplaire de la bibliothèque nationale est daté à la main de 1790, et cette date est reproduite, avec le nom de Boncerf, au dos du cartonnage.

(2) Premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 620.

au lieu que les possesseurs de fiefs recevraient d'une main ce qu'ils paieraient de l'autre. Le rachat autorisé par le décret va rencontrer, dans son exécution, une foule de difficultés : comment trouver un mode et un prix communs de rachat pour tout le royaume, quand les droits féodaux sont variables à l'infini dans leur nature et dans leur quotité ? Sera-t-il permis de diviser le rachat des droits fixes et des droits casuels ? Comment fera-t-on le remboursement des redevances solidaires, etc., etc. ? Il est peu probable que les propriétaires s'empressent de faire ce rachat ; les uns n'en auront pas les moyens, les autres ne se soucieront pas de diminuer leurs revenus pour libérer leurs fonds de droits casuels qui ne doivent peser que sur leurs successeurs ; et, si le rachat ne s'exécute que lentement, le souvenir et les effets du régime féodal se perpétueront. Toutes ces difficultés s'évanouissent en accordant gratuitement la franchise à tous les vassaux et censitaires immédiats de la Couronne, à la charge par ces vassaux d'affranchir eux-mêmes gratuitement leurs vassaux et censitaires, et ainsi de suite de degrés en degrés, jusqu'au dernier échelon de la hiérarchie féodale.

De même que l'auteur des *Réflexions*, Boncerf prenait comme point de départ de son système la décharge gratuite accordée aux vassaux immédiats de la Couronne ; mais il ne donnait pas la même franchise gratuite aux censitaires immédiats de la Couronne, qu'il obligeait au contraire à se racheter. D'autre part, il obligeait bien aussi les vassaux immédiats de la Couronne à affranchir successivement leurs propres vassaux et censitaires, et ainsi de suite jusqu'au dernier degré de l'échelle féodale ; mais la décharge accordée aux arrière-vassaux et censitaires n'était pas purement gratuite : on diminuait seulement la somme due par chaque vassal ou censitaire pour son rachat du montant de la décharge qu'avait reçue le propriétaire du fief supérieur, de sorte que la remise accordée aux vassaux immédiats de la Couronne tournait à la décharge des vassaux et censitaires inférieurs jusqu'au bas de l'échelle.

La première observation que ces deux systèmes suggéraient à Tronchet, c'est qu'ils étaient contraires l'un et l'autre aux principes posés dans le décret du 11 août. L'Assemblée nationale, en effet, avait seulement autorisé le rachat des droits, en ordonnant qu'ils continueraient à être perçus jusqu'au remboursement ; c'était dire que les débiteurs ne pouvaient se libérer que par un rachat à leur charge, c'était dire aussi que ce rachat restait facultatif, et c'était dire enfin que les propriétaires des droits maintenus n'en pourraient être expropriés qu'après avoir été complètement indemnisés. Les

deux systèmes proposés étaient l'un comme l'autre contraires à ces principes, puisqu'ils consistaient à faire payer par l'État tout ou partie de l'indemnité, puisqu'ils rendaient obligatoire l'opération du rachat, puisque l'un d'eux enfin pouvait aboutir à supprimer les redevances sans que le propriétaire eût reçu une indemnité complète. « Vous n'êtes, Messieurs, disait le rapporteur au comité féodal, que les exécuteurs du décret de l'Assemblée; vous n'en êtes point les juges, encore moins les réformateurs. Il ne nous appartient pas de substituer un autre mode à celui que le décret nous a indiqué, et nous a prescrit d'exécuter; nous ne pourrions donc nous écarter de la route qu'il nous a tracée qu'autant que l'Assemblée nous en aurait prescrit une autre en réformant son propre décret (1) ».

Tronchet, d'ailleurs, ne pensait pas que cette réformation fût utile, et qu'il fallût la conseiller à la Constituante. Il se livra, pour établir son opinion, à une discussion approfondie des deux systèmes proposés, dont aucun ne lui paraissait devoir être pris en considération.

Il faisait remarquer, tout d'abord, que les difficultés auxquelles le rachat individuel et facultatif devait donner lieu étaient grandes sans doute, mais n'étaient point insolubles; et qu'on pouvait arriver à la liquidation des droits maintenus sans pourtant recourir à de nouveaux principes. Il contestait en outre que l'opération du rachat, telle qu'elle avait été conçue par le décret du 11 août, dût être onéreuse seulement pour les redevables les plus éloignés du tronc féodal. Penser ainsi, disait-il, « c'est supposer que le rachat fait par le censitaire acquittera successivement de la même charge tous les fiefs supérieurs jusqu'au roi, et c'est raisonner sur une supposition absolument fausse. Il est sans doute certain que le fief immédiat ne devra au fief médiat supérieur qu'une portion de ce qu'il aura reçu pour le rachat de son censitaire; mais il est également certain que ce qu'il aura reçu de ses censitaires sera très-souvent beaucoup au-dessous de ce qu'il devra au fief supérieur pour son propre rachat. Supposons, en effet, que l'Assemblée nationale adopte, pour mode et pour taux du remboursement des droits féodaux, celui que le Parlement de Paris avait adopté pour l'indemnité que devraient payer les gens de mainmorte acquérant des fonds soumis au régime féodal; supposons ensuite un fief de valeur de 100,000 livres, qui a sous lui les censives de valeur de

(1) Premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 620.

20,000 livres. La directe sur ces censives étant évaluée à 4,000 livres à raison du cinquième, il en résulte que ce fief a une propriété en domaine de 96,000 livres, et en directe de 4,000 livres; le propriétaire de ce fief recevra de ses censitaires 4,000 livres pour leur rachat; mais il paiera pour son propre rachat 33,000 livres à raison du tiers. Ce qu'il recevra sera donc bien loin de l'acquitter de ce qu'il devra lui-même; il ne sera donc pas vrai de dire que le rachat ne sera onéreux qu'au censitaire. La vérité est que l'opération ne sera onéreuse ni au censitaire ni au propriétaire du fief, parce que l'un et l'autre ne feront qu'acquérir un accroissement de propriété qu'ils n'avaient pas ⁽¹⁾ ».

Après avoir ainsi défendu le système du rachat individuel et facultatif contre les objections présentées, Tronchet examinait à son tour le système nouveau proposé dans les *Réflexions sur le rachat*, et démontrait sans peine que ce système présentait trois inconvénients considérables.

Ce système, d'abord, aurait été une déprédation gratuite des revenus ou des fonds de la nation. Boncerf, en effet, reconnaît, dans sa brochure, que le produit annuel des droits féodaux sur les fonds immédiatement mouvants des domaines de la couronne s'élevait à environ trois millions de livres; si ces droits avaient été rachetés, le rachat aurait produit au Trésor un capital de soixante millions de livres au moins. Pourquoi, disait Tronchet, dilapider ainsi les revenus de la nation? Pourquoi faire aux vassaux et aux censitaires immédiats de la couronne un présent gratuit d'une somme aussi importante? « Sans doute, ajoutait-il, le même auteur que nous venons de citer paraît avoir voulu diminuer l'étendue de ce sacrifice en alléguant que, de ce produit de trois millions, il n'entre réellement dans les coffres du roi que 600,000 livres, le reste étant consommé en frais de perception. Il est difficile de croire que trois millions de recette coûtent 2,400,000 livres de frais de régie; il y a certainement ici beaucoup d'exagération. Quoi qu'il en soit, il n'en est pas moins vrai que voilà trois millions de revenus certains, et qui peuvent devenir très-utiles de deux manières : d'un côté, les abus de la régie peuvent être réformés par une meilleure administration; d'un autre côté, le rachat peut mettre un capital très-important à la place d'une régie dispendieuse ⁽²⁾.

Le second inconvénient du système de l'affranchissement uni-

(1) Premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 621.

(2) *Ibid.*, p. 621.

versel, c'est qu'il aurait abouti à faire un don gratuit à une classe de citoyens au préjudice d'une autre classe. La décharge gratuite accordée aux vassaux et censitaires immédiats de la couronne n'aurait, en effet, profité qu'aux possesseurs de fonds qui étaient compris dans la hiérarchie féodale. Or il y avait beaucoup de propriétaires qui possédaient des fonds non compris dans cette hiérarchie : d'abord ceux qui possédaient dans les pays de franc-alleu, puis ceux qui possédaient des fiefs de bouche et de mains, c'est-à-dire ne faisant pas de profits. Non seulement ces deux classes de propriétaires, auxquels il faut ajouter la classe des non-propriétaires, n'auraient pas profité du don fait par la nation à certains propriétaires; mais ce don leur aurait été en outre préjudiciable, car le revenu produit par les droits seigneuriaux du domaine était pour le Trésor une importante ressource, et il aurait fallu remplacer cette ressource par des impositions nouvelles, auxquelles auraient contribué ceux-là mêmes qui n'auraient pas profité de la décharge des droits remis : inégalité et injustice qui formaient le second inconvénient du système⁽¹⁾.

Le troisième inconvénient, c'est que l'affranchissement universel aurait été la ruine complète d'un grand nombre de propriétaires de fiefs. Il y avait des fiefs qui ne devaient aucun profit, tandis qu'ils avaient des droits casuels et des redevances annuelles à percevoir sur des censiers ou des emphytéotes; les propriétaires de ces fiefs n'auraient en rien profité de la remise première faite par la nation, et n'auraient eu par conséquent aucune indemnité de la décharge qu'on les aurait forcés d'accorder à leurs censitaires ou emphytéotes. Il en faut dire autant des fiefs possédés en franc-alleu, et de ceux possédés par les gens de mainmorte qui avaient payé l'indemnité. Dans les pays même où les fiefs étaient assujettis aux droits casuels, les propriétaires de ces fiefs n'auraient pas trouvé dans la décharge qui leur était accordée un juste équivalent de celle qu'on les aurait forcés d'accorder à leurs censitaires; jamais ces propriétaires n'auraient été dans le cas de payer une somme égale à celle dont on les aurait forcés à faire la remise, pour racheter la portion de leurs fiefs qui consistait en simples directes féodales ou censuelles. Soit, par exemple, un fonds de 20,000 livres dont la directe censuelle aurait été évaluée à 4,000 livres; d'après les évaluations les plus fortes, le propriétaire du fonds n'aurait eu à payer,

(1) Premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 621 et 622.

pour le rachat de cette portion de son fief, que le tiers, montant à 4,333 livres; il lui serait donc resté une propriété de 2,667 livres, que le système de l'affranchissement universel lui aurait fait perdre, pour donner gratuitement au censitaire une propriété de 4,000 livres qu'il n'avait pas. « Dira-t-on, continue Tronchet dans son rapport, que le fief de ce même propriétaire, outre la directe censuelle, consiste encore dans des domaines corporels dont il faudrait payer le rachat au fief suzerain, et que la dispense que reçoit le propriétaire du rachat qu'il devait payer pour cette partie compense la perte qu'il pourrait faire sur l'autre? Il suffirait de répondre que cette compensation ne pourrait exister qu'autant que tous les fiefs du royaume seraient tellement composés, que le rachat direct qu'ils devraient se trouverait toujours égal, ou du moins à peu près égal, au rachat qui leur serait dû par leurs vassaux ou censitaires; autrement, ce serait admettre pour base d'une loi générale un principe dont l'application ne serait pas également juste à l'égard de toutes les personnes que l'on soumettrait à son exécution. Mais il y a plus; non seulement une pareille loi ne serait pas également juste pour tous, elle deviendrait même meurtrière pour un très-grand nombre de propriétaires de fiefs. Personne n'ignore qu'il existe en France beaucoup de fiefs qui ne consistent qu'en mouvances, et qui n'ont que peu ou point de domaines en fonds; il en existe dont les mouvances produisent, année commune, 30, 40, et jusqu'à 100,000 livres de revenu, et qui n'ont point 1,500 livres, 2,000 livres, 3,000 livres de revenu en domaines corporels... Le résultat du système proposé serait donc d'enlever à ces propriétaires de fiefs des propriétés immenses, de réduire à néant leurs propriétés, et d'en enrichir gratuitement leurs censitaires ⁽¹⁾ ».

Le système d'affranchissement universel présenté par Boncerf échappait sans doute à certaines critiques présentées par Tronchet au précédent système; mais il n'était pas sans donner prise à son tour aux observations les plus graves. Il est d'abord évident que ce système aurait obligé aux mêmes liquidations que nécessitait le rachat individuel et facultatif, puisqu'il aurait seulement procuré aux vassaux et censitaires ne mouvant pas immédiatement de la couronne le moyen de se racheter à meilleur marché; il n'aurait même rien changé à l'opération du rachat, telle qu'elle était conçue dans le décret du 11 août, quant au rachat des fiefs et des censives

(1) Premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 622.

dépendant d'une terre allodiale, ou d'un fief simplement d'honneur, sans profits. De plus, la répartition proportionnelle entre les vassaux et censitaires inférieurs de la remise accordée aux propriétaires des fiefs supérieurs aurait elle-même donné lieu à de nombreuses difficultés, qui seraient venues s'ajouter aux difficultés si considérables déjà du rachat individuel. Valait-il bien la peine, pour un pareil résultat, d'enlever au Trésor soit un revenu de deux ou trois millions, soit un prix de rachat de quarante à soixante millions, en affranchissant gratuitement les vassaux immédiats de la couronne? Valait-il bien la peine de s'exposer à tous les inconvénients d'un rachat forcé, qu'on aurait obligé tous les vassaux et censitaires à opérer à date fixe, sans se soucier de savoir s'ils en avaient les moyens, ni s'ils croyaient y trouver avantage? « Craint-on, disait Tronchet, qu'un grand nombre de propriétaires ne veuillent ou ne puissent pas se racheter, et que le retardement du rachat ne perpétue le souvenir et l'effet du régime féodal? Vaine terreur. Il est détruit, ce régime féodal; il l'est définitivement dès à présent par la première partie du décret... Ce qui ne peut subsister jusqu'au rachat ne consiste que dans des droits purement utiles, dans des droits qui sont la condition légitime de la concession primitive d'une telle propriété, dans des droits utiles qui auraient pu être établis et qui peuvent subsister sans avoir pour base le régime féodal. Les droits utiles ne subsisteraient plus que comme de simples charges foncières, sans aucune des prérogatives qui les distinguaient précédemment, en un mot comme des rentes foncières, dont l'article 6 permet, mais n'ordonne pas le rachat; les rentes foncières ne seront pas rachetées plus rapidement que les rentes et charges féodales ⁽¹⁾ ».

Ces longs développements, empruntés au premier rapport de Tronchet, méritaient à un triple point de vue d'être ici résumés : le système de l'affranchissement universel, en premier lieu, devait faire l'objet d'une mention spéciale, par cela seul que Boncerf s'en était fait le promoteur ⁽²⁾; en second lieu, l'argumentation présentée par Tronchet fait nettement apercevoir combien de difficultés renfermaient toutes ces questions de rachat; en dernier lieu, cette argumentation rend plus net et plus clair, par une

(1) Premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 623.

(2) Voy. dans le second rapport de Tronchet, l'indication sommaire de plusieurs autres systèmes d'affranchissement universel, également repoussés par le comité féodal, *loc. cit.*, p. 388.

espèce de contraste, le principe soutenu par Tronchet, du rachat individuel et facultatif (1).

Ce principe fut admis, d'ailleurs, par l'Assemblée constituante, et on le trouve formulé dans l'article 1^{er} de la loi du 3 mai 1790 : « Tout propriétaire, dit cet article, pourra racheter les droits féodaux et censuels dont son fonds est grevé, encore que les autres propriétaires de la même seigneurie ou du même canton ne voulussent pas profiter du bénéfice du rachat; sauf ce qui sera dit ci-après à l'égard des fonds chargés de cens ou de redevances solidaires ». L'article 2 ne fait qu'une application très-simple du même principe : « Tout propriétaire, dit-il, pourra racheter lesdits droits à raison d'un fief ou d'un fonds particulier, encore qu'il se trouve posséder plusieurs fiefs ou plusieurs fonds censuels mouvant de la même seigneurie; pourvu néanmoins que ces fonds ne soient pas tenus sous des cens et redevances solidaires, auquel cas le rachat ne pourra pas être divisé ». Chaque inféodation ou accensement est, en effet, un contrat particulier, qui n'a rien de commun avec les autres; le propriétaire qui réunit plusieurs propriétés inféodées ou accensées par des actes différents représente autant de propriétaires primitifs, et il doit jouir du même droit qu'aurait chacun de ces propriétaires. Il en serait autrement si plusieurs propriétés avaient été inféodées ou accensées au même propriétaire par un seul acte; c'est précisément l'hypothèse que vise l'article 2, quand il parle, en termes d'ailleurs impropres, de fonds tenus sous des cens et redevances solidaires.

L'article 1^{er}, en autorisant chaque propriétaire à se racheter, réserve expressément le cas des fonds chargés de cens ou redevances solidaires. Trois hypothèses, en effet, pouvaient se présenter dans les accensements; et ce qu'on dit de l'accensement doit être répété, *mutatis mutandis*, de l'inféodation. Il pouvait arriver, d'abord, qu'un tènement fût pris à cens par plusieurs particuliers, sans aucune clause spéciale, et c'est l'hypothèse que règlent les deux premiers articles de la loi; il pouvait arriver,

(1) Le système du rachat individuel et facultatif était sans contredit supérieur au système du rachat universel reposant sur un affranchissement gratuit des vassaux et censitaires immédiats de la couronne; mais le rachat pouvait être obligatoire et universel sans qu'on eût recours à un pareil procédé, et ce rachat en masse aurait eu des avantages considérables, qui seront indiqués dans la section IV ci-dessous. On n'a voulu, dans la présente section, que donner un aperçu général des idées soutenues par Tronchet devant la Constituante, sans aborder encore l'examen critique des décisions adoptées.

en second lieu, qu'un tènement fût pris à cens par plusieurs particuliers, avec cette clause spéciale que la redevance serait solidaire et indivisible; il pouvait arriver, enfin, qu'un tènement fût pris à cens par une communauté, qui le partageait entre ses membres en soumettant chacun d'eux à une quote-part de la redevance totale, mais qui restait, en tant que communauté, débitrice envers le seigneur de la totalité. La question qui se posait alors, et que réserve l'article 1^{er} de la loi, est de savoir dans quelle mesure chacun des membres de la communauté, ou chacun des propriétaires tenus solidairement au cens, pouvait être admis au bénéfice d'un rachat individuel.

Le principe fondamental, qui domine toute la matière, c'est que le rachat est une pure faculté individuelle, un moyen pour le redevable d'acquitter en une fois toute la série des redevances périodiques auxquelles il est assujéti par son contrat. De ce principe, on devait conclure que le rachat, mode particulier du paiement, devait être fait comme le paiement lui-même, que les redevances par conséquent devaient être remboursées suivant la nature du contrat qui liait le redevable. « Toutes les conditions du contrat qui fonde une propriété, disait fort bien Tronchet, forment une portion de cette même propriété; si vous retranchez de ma propriété l'une des conditions qui l'accompagnent, qui l'affermissent, qui la rendent plus avantageuse, vous l'altérez, vous la dénaturez. La solidité d'une redevance est certainement un accessoire très-avantageux de cette propriété; c'est la condition sous laquelle le fonds a été concédé, et c'est une condition respectable, car tout vendeur a le droit d'apposer à son contrat telle condition que bon lui semble ⁽¹⁾ ».

Quand donc plusieurs propriétaires sont tenus solidairement au cens, chacun d'eux ne peut se racheter que s'il rachète à la fois la redevance totale de ses co-redevables; quand une communauté est débitrice, en tant que corps, d'une redevance censuelle, aucun rachat partiel de cette redevance ne peut être imposé au seigneur par un membre de la communauté; enfin si ce membre particulier veut rembourser sa part contributoire dans la redevance totale, c'est la totalité de la redevance qu'il lui faut rembourser ⁽²⁾. Ces solutions, qui découlent naturellement des

(1) Premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 631.

(2) Voy. sur ces points les développements très-nets présentés dans le *Mémoire* de Sieyès, *loc. cit.*, p. 502.

principes posés, sont indiquées dans les termes suivants par l'article 4 de la loi : « Lorsqu'un fonds, dit cet article, tenu en fief ou censive, et grevé de redevances annuelles solidaires, sera possédé par plusieurs co-propriétaires, l'un d'eux ne pourra pas racheter divisément lesdites redevances au prorata de la portion dont il est tenu, si ce n'est du consentement de celui auquel la redevance est due, lequel pourra refuser le remboursement total en renonçant à la solidarité vis-à-vis de tous les co-obligés. Mais, quand le redevable aura fait le remboursement total, il demeurera subrogé aux droits du créancier, pour les exercer contre les co-débiteurs, à la charge de ne les exercer que comme pour une simple rente foncière, et sans aucune solidarité; et chacun des autres co-débiteurs pourra racheter à volonté sa portion divisément. » La dernière partie de l'article est d'ailleurs mal rédigée, et semble opposer, bien à tort, la rente foncière à la rente solidaire; plusieurs débiteurs d'une rente foncière pouvaient fort bien, en effet, être tenus solidairement au paiement des arrérages. Quoi qu'il en soit, deux dérogations importantes au droit commun sont consacrées dans cet article : d'une part, le seigneur, créancier de redevances censuelles solidaires, ne pouvait pas renoncer à la solidarité au profit d'un seul des co-débiteurs solidaires; d'autre part, le co-débiteur solidaire qui avait remboursé la redevance totale n'était pas subrogé à tous les droits du créancier, puisqu'il ne pouvait exercer ces droits contre les co-débiteurs que dans les limites de leur obligation personnelle, sans aucune solidarité, chacun des co-débiteurs pouvant racheter divisément sa portion. Cette double dérogation portait atteinte, sans aucune raison apparente, à l'exercice normal et régulier des droits acquis aux parties, et on comprend assez mal qu'elle ait pu être admise par un législateur dont l'unique souci paraît avoir été que le rachat fût opéré conformément aux droits que les intéressés tenaient de leurs contrats (1).

(1) On ne saurait trop dire si ces dérogations au droit commun de la subrogation ont été admises par l'Assemblée en connaissance de cause. La première dérogation n'existait pas dans le projet de décret présenté par Tronchet à la suite de son rapport du 28 mars 1790; le seigneur pouvait renoncer à la solidarité au profit seulement d'un de ses censitaires. L'article 4 de la loi décide le contraire, sans que les travaux préparatoires indiquent aucune raison de ce changement. Quant à la seconde dérogation, elle existait déjà dans le projet du 28 mars, et Tronchet la propose, dans son premier rapport, sans paraître songer qu'elle ne fût pas conforme au droit commun (*loc. cit.*,

L'article 3 de la loi du 3 mai tirait une autre conséquence du principe posé, d'après lequel les redevances devaient être remboursées conformément au contrat qui assujettissait le redevable. « Aucun propriétaire de fiefs ou fonds censuels, dit cet article, ne pourra racheter divisément les charges et redevances annuelles dont le fief ou le fonds est grevé, sans racheter en même temps les droits casuels et éventuels ». L'ancien propriétaire n'a aliéné une partie de son ancien domaine en fief ou en censive que sous la double condition d'une redevance annuelle et de prestations casuelles dans certaines hypothèses déterminées; ces deux conditions sont la loi indivisible sous laquelle le vassal ou censitaire est devenu propriétaire : il ne peut donc affranchir son héritage qu'en s'affranchissant par le rachat de toutes les conditions indivisibles sous lesquelles il en est devenu propriétaire (1). « Cela paraît indubitable, disait très-bien Sieyès en parlant des censives; car, si le droit de lods et ventes n'est dû qu'à raison de ce que les fonds sont soumis au cens, ce cens, quelque léger qu'il soit, est une garantie perpétuelle de ce droit de lods et ventes...; il s'ensuit qu'en affranchissant un fonds de sa censive, il faut aussi le rédimmer du droit de lods et ventes (2) ».

Si on rapproche l'une de l'autre les deux règles posées par les articles 3 et 4 de la loi du 3 mai 1790, on arrive à cette conséquence que le co-débiteur d'une redevance solidaire, pour rembourser la totalité de cette redevance, devrait rembourser à la fois les droits fixes et les droits casuels, non seulement pour son propre fonds, mais pour tous les fonds inféodés ou accensés à ses co-débiteurs. L'article 3 consacre cependant la solution contraire dans les termes suivants : « Pourra néanmoins le co-propriétaire d'un fonds grevé de redevances solidaires, en rachetant, ainsi qu'il vient d'être dit, la redevance entière, ne racheter les droits casuels que sur sa portion, sauf au propriétaire du fief à continuer de percevoir les mêmes droits casuels sur les autres portions du fonds et

p. 631). Dans le même ordre d'idées, une anomalie doit être relevée quant à l'opposition erronée faite par l'article 4 entre les rentes foncières et les rentes solidaires. Cette opposition était faite déjà dans le projet du 28 mars; et cependant Tronchet, dans son second rapport, avait insisté sur ce point que les redevances foncières étaient souvent solidaires, pour établir que la clause de solidarité n'avait pas son origine dans le régime féodal, et devait être respectée quant à l'organisation du rachat (*loc. cit.*, p. 389).

(1) Premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 632. Cpr. second rapport, *loc. cit.*, p. 389.

(2) *Mémoire, loc. cit.*, p. 501.

sur chacune d'elles divisément, lorsqu'il y aura lieu, jusqu'à ce que le rachat en ait été fait ». Voici comment le rapporteur du comité féodal expliquait en raison cette dérogation apparente aux principes posés précédemment : « Quoique la directe, disait-il, soit indivisible sur le tènement, la prestation des droits casuels n'est point par sa nature indivisible. Chacun ne supporte cette charge qu'autant qu'il aliène ou qu'il acquiert par une mutation qui le soumet à des droits; dès lors, on peut soutenir avec quelque raison que le rachat des droits casuels peut être susceptible de la même division dont la prestation du droit est elle-même susceptible (1) ».

Les principes généraux qui viennent d'être exposés, et qui sont contenus dans les cinq premiers articles de la loi du 3 mai 1790, n'étaient pas obligatoirement applicables à toute espèce de rachat, mais seulement au rachat légal, c'est-à-dire à celui dont les intéressés ne réglaient pas eux-mêmes les conditions dans un contrat amiable. Le décret du 11 août 1789, en faisant du rachat une opération individuelle et facultative, décidait implicitement qu'il était loisible aux parties de prendre sur ce point tous arrangements volontaires; ces conventions faites de gré à gré étaient évidemment le moyen le plus sûr pour effectuer le rachat d'une façon pleinement équitable, en tenant compte de tous les intérêts en présence. Seulement, comme le décret du 11 août permettait aux redevables d'imposer le rachat aux seigneurs, il fallait éviter que cette faculté ne pût être entravée par un défaut d'entente, et, par suite, établir un système de droit commun qui fût applicable quand les parties ne pourraient pas s'accorder. Les arrangements amiables n'en demeuraient pas moins le mode normal de réglementation du rachat, comme l'exprime dans les termes suivants la première partie de l'article 6 : « Pourront les propriétaires de fiefs ou de fonds censuels traiter avec les propriétaires de fiefs dont ils sont mouvants, de gré à gré, à telle somme et sous telles conditions qu'ils jugeront à propos, du rachat tant des redevances annuelles que des droits casuels ».

La fin du même article était ainsi conçue : « Les traités ainsi faits de gré à gré entre majeurs ne pourront être attaqués sous prétexte de lésion quelconque, encore que le prix du rachat se trouve inférieur ou supérieur à celui qui aurait pu résulter du

(1) Premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 632. Cpr. le second rapport, *loc. cit.*, p. 389.

mode et du prix qui sera ci-après fixé ». La raison d'être de cette disposition est aisée à comprendre. D'une part, en effet, le rachat était un contrat aléatoire quant aux droits casuels, et, dès lors, il ne pouvait y avoir ouverture à aucune restitution pour cause de lésion, la valeur de la chose achetée ou vendue étant incalculable; d'autre part, tous les intéressés devaient avoir connaissance des estimations faites par la loi elle-même pour les différents droits, et ceux qui préféraient recourir à un forfait volontaire ne pouvaient imputer qu'à eux seuls la prétendue lésion subie.

C'était, du moins, la règle générale. Mais il y avait des personnes dont les propriétés étaient sous la protection immédiate de la loi, et dont on ne pouvait abandonner les intérêts à la volonté arbitraire des administrateurs de leur fortune; il y avait en outre des fiefs et des censives dont les propriétaires n'avaient qu'une propriété résoluble; dans ces différentes hypothèses, le législateur devait prendre des précautions spéciales contre les abus qui auraient pu résulter de la liberté complète des conventions en matière de rachat. Ces précautions spéciales font l'objet des articles 7 à 11, dont il serait sans intérêt de reproduire ici les dispositions purement réglementaires. Le rachat ne pouvait être fait qu'en la forme et au taux prescrits par la loi quand il s'agissait de directes appartenant à des mineurs ou interdits, de directes grevées de substitution, ou de directes dotales, dans les pays où la dot était inaliénable même avec le consentement de la femme, enfin quand le fief qui vendait sa directe était assujéti au droit de réversion; encore dans tous ces cas, le rachat n'était-il valable qu'à charge de remploi du prix. L'exigence était moindre pour les directes appartenant soit à des communautés laïques ou ecclésiastiques, soit à l'État; les conventions amiables de rachat restaient possibles, mais elles devaient être passées ou homologuées par certaines autorités administratives désignées, et l'Assemblée nationale se réservait de statuer ultérieurement sur l'emploi qui devait être fait du prix de rachat.

Tels étaient les principes généraux sur l'organisation du rachat. Mais la difficulté véritable consistait à déterminer le taux de ce rachat, et voici comment cette difficulté se présentait en théorie. La propriété directe réservée par le seigneur se manifestait par un revenu annuel en droits seigneuriaux; elle pouvait donc être assimilée à un capital en argent productif d'intérêts. Et le problème du rachat consistait justement à évaluer d'abord le produit annuel des droits payés par le propriétaire qui voulait racheter, puis à

déterminer quel capital en argent devait être remis au seigneur, pour qu'il continuât d'avoir, avec ce capital, le même revenu que lui aurait donné sa directe. Cette évaluation d'un produit annuel que l'on convertissait en capital ne pouvait être faite de même pour les droits fixes et pour les droits casuels, bien que ces deux espèces de droits dussent être rachetés à la fois; la nature des droits fixes et des droits casuels conduisait, en effet, à appliquer à chacune de ces catégories des modes d'évaluation différents. La loi du 3 mai 1790, consacre sa troisième division au rachat des redevances annuelles; elle traite dans la suivante des droits casuels.

Les redevances périodiques, féodales ou censuelles, étaient tantôt en argent et tantôt en nature; aucune difficulté vraiment grave ne s'élevait pour elles quant à l'évaluation du produit annuel. Les redevances en argent portaient avec elles une évaluation certaine. Quant aux redevances en nature, il fallait distinguer celles qui consistaient en une quantité déterminée de fruits, et celles qui consistaient, au contraire, dans une quote-part des fruits de la récolte; les articles 14, 15 et 16 s'occupent des premières, l'article 17 est consacré aux secondes. « A l'égard des redevances en grains, dit l'article 14, il sera formé une année commune de leur valeur, d'après le prix des grains de même nature, relevé sur les registres du marché du lieu ou du marché le plus prochain, s'il n'y en a pas dans le lieu. Pour former l'année commune, on prendra les quatorze années antérieures à l'époque du rachat, on retranchera les deux plus fortes et les deux plus faibles, et l'année commune sera formée sur les dix années restantes. — Il en sera de même, continue l'article 15, pour les redevances en volailles, agneaux, cochons, beurre, fromage, cire et autres denrées, dans les lieux où leur prix est porté sur les registres des marchés. A l'égard des lieux où il n'est point d'usage de tenir registre du prix de vente de ces sortes de denrées, les directoires des districts en formeront incessamment un tableau estimatif, sur le prix commun auquel ont coutume d'être évaluées ces sortes de denrées pour le paiement des redevances foncières. Ce tableau estimatif servira, pendant l'espace de dix années, de taux pour l'estimation du produit annuel des redevances dues en cette nature dans le ressort de chaque district; le tout, sans déroger aux évaluations portées par les titres, coutumes ou règlements. — Chaque directoire de district, dit enfin l'article 16, formera pareillement un tableau estimatif du prix ordinaire des journées d'hommes, de chevaux, bêtes de travail et de somme et des voitures; ce tableau estimatif sera formé sur le

taux auquel lesdites journées ont accoutumé d'être estimées pour les corvées, et servira, pendant l'espace de dix années, de taux pour l'estimation du produit annuel des corvées réelles; le tout, sans déroger aux évaluations portées par les titres, les coutumes ou les règlements ». Voici maintenant comment était conçu l'article 17 : « Quant aux redevances qui consistent en une certaine portion de fruits récoltés sur le fonds (telles que champarts, ter-rages, agriers, tasques, dîmes seigneuriales et autres de même nature), il sera procédé, par des experts que les parties nommeront ou qui seront nommés d'office par le juge, à une évaluation de ce que le fonds peut produire en nature dans une année commune. La quotité annuelle du droit à percevoir sera ensuite fixée dans la proportion du produit de l'année commune du fonds, et ce produit annuel du droit sera évalué en la forme prescrite par l'article 14 ci-dessus pour l'évaluation des redevances en grains ». Citons enfin l'article 18, qui contient une règle spéciale quant à l'évaluation du produit annuel des banalités maintenues jusqu'au rachat : « Quand les communautés d'habitants voudront s'en libérer, dit l'article, il sera fait par des experts une estimation de la diminution que le four, moulin ou pressoir ou autre usine pourra éprouver dans son produit annuel, par l'effet de la suppression du droit de banalité et de la liberté rendue aux habitants, sans déroger aux lois antérieures, qui, dans quelques provinces, ont autorisé les communautés d'habitants à racheter pour des conditions particulières les banalités auxquelles elles étaient ou sont assujetties ».

Le mode d'évaluation du produit annuel des redevances fixes étant ainsi établi, il fallait déterminer à quel capital en argent correspondait ce produit. La première idée qui venait à l'esprit était de prendre comme base de cette détermination le taux même de l'intérêt de l'argent; or, mille livres, placés au denier vingt, rapportaient cinq cents livres : le propriétaire de redevances s'élevant à cinq cents livres paraissait dès lors devoir être assez indemnisé par un capital de mille livres, puisqu'il pouvait, avec ce capital, ne rien perdre de son revenu. Deux raisons, cependant, rendaient inadmissible ce mode d'évaluation. La première, c'est qu'il fallait soumettre les vassaux ou censitaires à payer au propriétaire de la directe le même prix qu'il en aurait retiré en la vendant avant l'abolition du régime féodal; or, les propriétés féodales possédaient, avant 1789, une valeur d'opinion dont il fallait tenir compte, et le prix des directes était d'autant plus élevé que les sei-

gneurs disposaient de moyens exceptionnels (saisies féodales et censuelles, commises), pour contraindre au paiement le débiteur de droits. La seconde raison, c'est que les droits seigneuriaux, même depuis leur transformation en simples redevances foncières, avaient encore une valeur supérieure à celle des rentes constituées; d'une part, le caractère réel de la redevance assurait au créancier des garanties sérieuses pour le recouvrement; d'autre part, un très-grand nombre de redevances seigneuriales consistaient en une quote-part des fruits, et pouvaient en conséquence augmenter de valeur comme les fonds eux-mêmes par suite de l'élévation du prix des denrées; si bien qu'une redevance de cinq cents livres avait plus de valeur qu'une créance d'intérêts de la même somme. L'indemnité accordée à l'exproprié ne pouvait être regardée comme suffisante qu'autant qu'elle le mettait en état de substituer à la propriété qu'il perdait une propriété présentant les mêmes avantages, c'est-à-dire une propriété foncière produisant un revenu égal au montant des redevances rachetées; or, le simple capital au denier vingt du produit annuel de la redevance ne pouvait pas former le juste prix du rachat, car le propriétaire n'aurait pu tirer de ce capital un revenu égal à son revenu ancien qu'en le plaçant en constitution, et un pareil placement n'aurait pas eu la valeur d'un revenu et d'une propriété susceptibles de la même augmentation progressive que les fonds. « C'est par ces raisons, disait Tronchet dans son premier rapport, que les propriétaires de rentes foncières, lorsqu'elles étaient non rachetables, n'en acceptaient jamais le rachat qu'à un taux supérieur au denier ordinaire de l'argent, et que les débiteurs n'hésitaient point à se soumettre à cette condition. C'est par cette raison que les lois, qui, par des considérations particulières, avaient autorisé le rachat de certaines rentes foncières, en avaient fixé le taux à un denier supérieur au taux ordinaire de l'argent. C'est ainsi que l'article 122 de la coutume de Paris, rédigée en 1580, avait fixé au denier vingt le remboursement des rentes foncières, parce qu'alors le taux de l'argent n'était qu'au denier douze, et qu'un Arrêt du 18 juin 1683 avait porté le taux du rachat des rentes foncières au denier vingt-six, parce qu'alors le taux de l'argent était monté au denier vingt ⁽¹⁾ ». Ainsi, le denier du rachat ne devait pas être déterminé par le denier de l'intérêt; il devait être supérieur et réglé d'après la valeur courante des fonds.

(1) Premier rapport, *loc. cit.*, p. 630.

Il est bien évident, d'autre part, que cette valeur courante des fonds ne pouvait pas être la même dans tout le royaume, ni demeurer constante dans la même province à des époques différentes; d'où l'on devait conclure que le taux du rachat ne pouvait être fixé ni d'une manière générale pour toute la France, ni d'une manière définitive pour l'avenir. Le meilleur parti semblait être d'autoriser les conseils administratifs des départements à fixer le denier du rachat, soit pour le département tout entier, soit d'une façon particulière pour chacun des districts; ce denier, une fois fixé, aurait servi de type pour tous les rachats ultérieurs, et aurait pu être modifié suivant les variations éprouvées par la valeur des fonds. Or la valeur des fonds augmente quand celle de l'argent diminue, c'est-à-dire quand l'intérêt s'abaisse, elle diminue au contraire quand la valeur du numéraire augmente, c'est-à-dire quand l'intérêt s'élève; de sorte que le denier du rachat aurait augmenté dans la même proportion que l'intérêt de l'argent aurait diminué, ou qu'il aurait diminué, si l'intérêt de l'argent s'était élevé au-dessus du denier vingt ⁽¹⁾.

Tronchet, qui, dans ses deux rapports, mettait fort bien en lumière ces considérations diverses, reconnaissait pourtant l'impossibilité d'abandonner aux assemblées départementales la fixation du denier de rachat ⁽²⁾; renonçant à donner satisfaction sur ce point à toutes les exigences d'une équité rigoureuse, il conseillait à l'Assemblée d'établir un denier de rachat unique et définitif, en ayant soin seulement de choisir un denier supérieur à celui que donnait l'intérêt de l'argent. Des deux principes qu'il avait posés, il abandonnait l'un et n'observait que le second. Encore faisait-il une importante restriction dans l'application de ce second principe, n'adoptant un denier supérieur aux taux de l'intérêt que pour certaines redevances, et s'en tenant au denier vingt pour les autres. Voici d'ailleurs comment il justifiait lui-même la distinction devant la Constituante : « Votre comité a pensé, disait-il, à l'égard des redevances annuelles en grains, denrées et portions des fruits de la récolte, c'est-à-dire de ces sortes de redevances qui sont susceptibles du même accroissement que les fonds, que le rachat en devait être fixé au denier vingt-cinq, comme un prix moyen entre les divers deniers auxquels les fonds se vendent dans le royaume. Ce taux n'aura

(1) Premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 630 et 634.

(2) Voy. *infra*, ce qui sera dit à ce sujet à propos des droit casuels.

lieu que pour les redevances de la nature de celles que je viens d'indiquer. A l'égard des redevances en argent, le rachat ne s'en fera qu'au denier vingt, puisque ce genre de revenu n'est point susceptible d'augmentation. Quant aux corvées réelles, le comité a cru y devoir appliquer le même capital, attendu que leur valeur est moins susceptible d'augmentation. Il a aussi réduit au même denier vingt le taux du rachat des banalités, en considération des frais que leur exploitation exige ⁽¹⁾. Ces solutions sont celles qu'il consacrait lui-même dans l'article 20 de son projet, et qui passèrent de là dans l'article 21 de la loi du 3 mai, dont le texte est conçu dans les termes suivants : « Le rachat de la somme à laquelle aura été liquidé le produit annuel des droits de redevances fixes et annuelles se fera, savoir : pour les redevances en argent et corvées, et pour le produit des banalités, au denier vingt; et quant aux redevances en grains, volailles, denrées et fruits de la récolte, au denier vingt-cinq ». La distinction faite dans cet article était juste sans doute, mais seulement en un sens. Il était juste d'appliquer aux redevances susceptibles d'augmentation un denier supérieur à celui qu'on appliquait aux redevances invariables; il était, au contraire, absolument injuste de n'appliquer à ces redevances invariables que le denier de l'intérêt, car on a vu par avance qu'elles devaient être évaluées à un denier supérieur pour d'autres raisons encore que les chances d'augmentation : la valeur particulière qui était attribuée aux propriétés féodales, les garanties de paiement qui résultaient pour le seigneur du caractère réel de son droit, étaient des motifs assez forts, qu'on s'étonne de voir oubliés par Tronchet, puisque lui-même, dans ses rapports, les avait indiqués. Quant à l'idée que les banalités avaient moins de valeur à cause des frais que nécessitait leur exploitation, c'est encore Tronchet lui-même qui la réfute, quand il observe très-justement que les dépenses incombant au propriétaire du droit n'ont aucune influence sur la charge imposée au redevable, et n'en diminuent pas la valeur absolue ⁽²⁾.

Telles sont les dispositions essentielles contenues dans la troisième division de la loi du 3 mai 1790 sur le fonctionnement du rachat quant aux redevances périodiques. Il ne reste à citer, pour compléter cette analyse, que quatre articles, consacrés à des prescriptions de détail, et dont il suffira de rapporter le texte : « Dans tous

(1) Second rapport, *loc. cit.*, p. 391 et 392.

(2) Second rapport, *loc. cit.*, p. 391.

les cas, dit l'article 19, où l'évaluation du produit annuel d'une redevance pourra donner lieu à une estimation d'experts, si le rachat a lieu entre des parties qui aient la liberté de traiter de gré à gré, le redevable pourra faire au propriétaire des droits, par acte extrajudiciaire, une offre réelle d'une somme déterminée. En cas de refus d'accepter l'offre, les frais de l'expertise qui deviendra nécessaire seront supportés par celui qui aura fait l'offre, ou par le refusant, selon que l'offre sera jugée suffisante ou insuffisante. — Si l'offre mentionnée en l'article ci-dessus, ajoute l'article 20, est faite à un tuteur, à un grevé de substitution, ou à d'autres administrateurs quelconques, qui n'ont point la liberté de traiter de gré à gré, ces administrateurs pourront employer en frais d'administration ceux de l'expertise, lorsqu'ils auront été jugés devoir rester à leur charge ». Dans un ordre d'idées différent, les articles 22 et 23 sont conçus comme il suit : « Art. 22 : Tout redevable qui voudra racheter les droits seigneuriaux dont son fonds est grevé, sera tenu de rembourser, avec le capital du rachat, tous les arrérages des rentes fixes et annuelles qui se trouveront dus, tant pour les années antérieures que pour l'année courante, au prorata du temps qui sera écoulé depuis la dernière échéance jusqu'au jour du rachat. — Art. 23 : A l'avenir, les corvées réelles, les agriers, les champarts et autres redevances énoncées en l'article 17, ne s'arrérageront point, même dans les pays où le principe contraire avait lieu, si ce n'est qu'il y ait eu demande suivie de condamnation. En conséquence, il ne sera tenu compte, lors du rachat des corvées, agriers, champarts, et autres redevances énoncées en l'article 17, que de l'année courante, laquelle sera évaluée en argent au prorata du temps qui sera écoulé depuis la dernière échéance jusqu'au jour du rachat ».

La quatrième division de la loi du 3 mai s'occupe des droits casuels. Le problème se pose pour eux comme pour les redevances périodiques : il faut déterminer en premier lieu le produit annuel des droits, puis évaluer en capital ce produit annuel.

La détermination du produit annuel des droits casuels apparaît dès l'abord comme devant présenter les plus sérieuses difficultés. Comment évaluer, en effet, à un revenu périodique et régulier des droits qui, par nature, sont éventuels, dont l'échéance et le montant sont également incertains ? Sans doute, on aurait pu réduire aisément les droits casuels d'une mouvance à une année commune de revenu, si on avait considéré ces droits en bloc dans la main du seigneur ; mais ce mode d'évaluation ne pouvait être adopté,

étant donné que le rachat devait être individuel, et c'est sur chaque fonds séparément que la charge annuelle des droits casuels devait être évaluée. On ne pouvait pas même prendre pour base de cette évaluation, la valeur que les droits casuels avaient pu atteindre pendant un certain nombre d'années sur chaque fonds déterminé, mais bien la valeur probable qu'ils devaient atteindre d'après le cours le plus ordinaire des choses. Le rachat des droits casuels constituait donc nécessairement un contrat purement aléatoire entre deux parties, dont l'une rachetait son fonds d'une charge éventuelle, tandis que l'autre recevait le prix d'un bénéfice futur et incertain ; la loi, pour établir un forfait légal en l'absence d'une convention amiable des parties, ne pouvait que s'inspirer des considérations qui auraient déterminé deux personnes justes et raisonnables ⁽¹⁾.

La combinaison la plus naturelle qui se présentait à l'esprit consistait à supposer aux droits casuels une échute dans une certaine révolution d'années, à diviser ensuite le montant de l'échute par le nombre d'années de la révolution, et à prendre le quotient comme évaluation du produit annuel recherché. Cette combinaison, très-simple en apparence, n'allait pas cependant sans les difficultés les plus graves. Les droits casuels, d'abord, étaient variables à l'infini, non seulement quant à leur quotité, mais quant aux circonstances qui y donnaient ouverture : ici, les fonds étaient soumis à deux espèces différentes de droits, selon le genre des mutations ; là, ils n'étaient soumis aux droits que pour un genre de mutation seulement ; ailleurs enfin, il n'y avait pour les diverses espèces de mutations qu'une même espèce de droit. Encore cette variété n'existait-elle pas seulement dans les diverses coutumes, mais souvent aussi dans les divers fiefs d'une même coutume, d'après les titres particuliers de ces fiefs. Indépendamment de cette variété, il était malaisé de déterminer l'époque des échutes pour les différents droits. S'il se fût agi seulement de mutations par décès, on aurait pu prendre comme terme des échutes la durée moyenne des générations, qui est partout à peu près la même ; mais il y avait d'autres espèces de mutations, comme les échanges, les baux à rente, les donations, les legs, pour lesquelles il était difficile de fixer une époque régulière d'échute, car la fréquence de ces mutations dépendait d'une foule de causes diverses, qui agissaient d'une manière différente suivant les pays :

(1) Second rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 392.

l'abondance du numéraire, la proximité des grandes villes, l'agrément et les avantages de la contrée, la facilité des débouchés pour le placement des denrées, l'état de division de la propriété, l'importance enfin plus ou moins grande des droits seigneuriaux eux-mêmes, étaient autant de circonstances diverses qui rendaient le commerce des fonds ou plus ou moins actif, et qui par conséquent avaient une influence sur le nombre des mutations (1).

La détermination du produit annuel n'était d'ailleurs qu'un des côtés du problème; la fixation d'un capital pour le rachat n'était pas moins délicate à propos des droits casuels qu'à propos des redevances périodiques. Pour les droits casuels comme pour les droits fixes, le denier du rachat devait être supérieur à celui que donnait l'intérêt de l'argent; d'abord, parce que les directes féodales avaient une valeur particulière dont il fallait tenir compte, et parce que le caractère réel de la redevance assurait au créancier des garanties spéciales pour le recouvrement (2); ensuite, parce que les droits casuels étaient susceptibles de s'accroître avec la valeur même du fonds, le montant de ces droits s'élevant d'autant plus que la valeur du fonds s'élevait davantage.

En présence de pareilles complications, le comité féodal pouvait fort heureusement s'inspirer de certaines pratiques anciennes, usitées dans des hypothèses analogues à celle de la liquidation des droits seigneuriaux. Quand un fief, tout d'abord, faisait l'objet d'un échange ou d'une acquisition, il était évidemment nécessaire d'évaluer le produit de ce fief quant aux droits casuels; la même évaluation devait être faite pour le règlement de l'indemnité qui était due au seigneur dans le cas où une terre sortait de la mouvance d'un fief particulier par suite de l'érection de cette terre en duché-pairie; enfin, la même évaluation devait encore être faite dans le cas plus fréquent où une personne de mainmorte acquérait un fief ou une censive, et cette dernière hypothèse mérite d'arrêter quelque temps l'attention.

La personne de mainmorte qui acquérait un fief ou une censive restait, bien entendu, soumise à la prestation des redevances annuelles; mais, comme les biens de mainmorte étaient inaliénables, et ne faisaient par conséquent l'objet d'aucune mutation, le seigneur du fief ou de la censive perdait toute occasion de percevoir à l'avenir les droits casuels par cela seul qu'une personne de main-

(1) Second rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 392.

(2) Cpr. les développements donnés ci-dessus à propos des droits fixes.

morte avait acquis ce fief ou cette censive. Les seigneurs qu'atteignait un pareil préjudice avaient pris l'habitude de réclamer à l'acquéreur une indemnité, que l'usage, la jurisprudence et même des lois positives dans certains pays avaient fixée et réglée. Trois procédés différents étaient usités pour la liquidation de cette indemnité : tantôt la personne de mainmorte fournissait un capital en argent comme représentation des droits dus pour les mutations par vente, et un homme vivant et mourant dont le décès donnait ouverture aux autres droits de mutation ; tantôt elle payait un milods ou un lods plein à certaines époques ; d'autres fois, enfin, elle payait un capital en argent représentatif de tous les droits quelconques de mutation.

Le législateur de 1790 pouvait trouver dans ces anciens usages des indications utiles pour atteindre le résultat qu'il s'était proposé ; en effet, dans le règlement de l'indemnité due par les gens de mainmorte comme dans le remboursement des droits casuels par les vassaux ou censitaires, l'opération apparaissait la même, et consistait, dans les deux cas, à évaluer le produit annuel des droits casuels, pour affecter ensuite à ce produit un capital de rachat. Le comité féodal fut même, tout d'abord, si vivement frappé par cette analogie, qu'il eut un moment la pensée d'appliquer purement et simplement à la liquidation des droits casuels les coutumes admises dans chaque province pour le règlement de l'indemnité due par les gens de mainmorte. Sans doute le dernier seulement des procédés indiqués aboutissait à une liquidation générale de ces droits ; mais il était facile d'adapter les deux autres à ce nouvel usage, en recourant à quelques modifications combinées dans ce but. Dans le premier système, on pouvait évaluer le produit annuel des droits de mutation par décès en calculant la durée moyenne de l'existence humaine, et en divisant le montant des droits dûs à chaque mutation par le nombre d'années de cette durée ; dans le second système, une simple division permettait de connaître le produit annuel de tous les droits, puisqu'on en connaissait les époques d'échute. On n'aurait eu alors, dans l'un et l'autre système, qu'à appliquer à ce produit annuel un capital de rachat, déterminé suivant les usages locaux. C'est ainsi notamment qu'on procédait pour évaluer les droits casuels en cas de vente ou d'échange du fief ; on se référait aux coutumes locales sur l'indemnité due par les gens de mainmorte, en modifiant seulement ces coutumes, s'il en était besoin, pour les faire

aboutir à une évaluation totale en capital de tous les droits casuels (1).

Cette application pure et simple à la liquidation des droits casuels de coutumes locales déjà formées aurait présenté de nombreux avantages. On aurait, tout d'abord, facilité beaucoup les évaluations en recourant à des modes dont les praticiens avaient depuis longtemps l'habitude, et que les tribunaux avaient maintes fois consacrés; ce recours à des procédés connus aurait nécessairement diminué les incertitudes des intéressés, et, par suite, le nombre des procès. D'autre part, pour déterminer le produit annuel des droits casuels, il fallait commencer par supposer à ces droits une échute dans une certaine révolution d'années; et le nombre d'années composant cette révolution ne pouvait être fixé avec exactitude que dans chaque province. La fréquence des mutations, on l'a vu par avance, dépendait, en effet, d'une foule de circonstances locales qui ne permettaient pas d'établir une règle unique pour le royaume tout entier; on avait plus de chance de faire une détermination équitable en se conformant à des usages particuliers à chaque province, et établis depuis longtemps. Enfin, le denier du rachat devait être réglé, comme on le sait, d'après la valeur courante des fonds, et cette valeur était aussi peu constante d'une province à l'autre que la fréquence des mutations, pour des raisons analogues; on eût évité des règlements arbitraires en adoptant dans chaque province le capital en usage pour les personnes de mainmorte.

Malgré ces avantages, le comité féodal ne persévéra pas dans l'intention première qu'il avait eue d'appliquer à la liquidation des droits casuels les procédés admis pour le règlement de l'indemnité due par les gens de mainmorte. On pouvait craindre, d'abord, que le denier du rachat ne fût pas assez fort, car il s'agissait, en 1790, d'une extinction définitive des droits casuels, au lieu que l'acquisition d'un fief ou d'une censive par une personne de mainmorte entraînait simplement l'extinction temporaire. Quand, en effet, la personne de mainmorte aliénait le fief ou la censive d'une façon régulière, en observant les formalités prescrites, le seigneur rentrait dans la plénitude de ses droits malgré l'indemnité reçue (2). Sans parler même de cette différence, il était facile de voir que les divers taux de capitalisation des droits casuels avaient été fixés

(1) Premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 627.

(2) Premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 625.

avec peu de rigueur; d'où Tronchet concluait qu'on ne pouvait les adopter sans examen préalable, et sans avoir pris l'avis des assemblées administratives départementales (1). La Constituante aurait seulement indiqué, dans une instruction, d'après quelles bases théoriques et suivant quels principes généraux le denier de rachat devait être évalué, chargeant les assemblées locales de procéder aux évaluations pour chaque département, ou même pour chacun des districts du département; les avis adoptés par les assemblées locales auraient été transmis à la Constituante, avec les réclamations auxquelles ils auraient pu donner lieu de la part des intéressés; et la Constituante aurait statué sur les différends, et promulgué les règlements (2).

L'opération ainsi comprise aurait bien moins consisté à employer pour la liquidation des droits casuels les pratiques admises relativement à l'indemnité des gens de mainmorte, qu'à ne point faire un règlement général pour tout le royaume, mais à charger au contraire les conseils départementaux de faire, suivant un mode général, des règlements particuliers pour les pays de leur ressort. La même solution avait été déjà proposée quant à la fixation d'un capital de rachat pour les redevances périodiques; la raison décisive qui la fit écarter, c'est qu'elle n'aurait pas permis d'aboutir assez vite à un résultat. D'une part, en effet, le grand nombre des affaires importantes dont les assemblées départementales allaient être saisies ne leur aurait pas permis d'apporter à chacune d'elles une célérité que toutes exigeaient également; d'autre part, les avis des assemblées départementales auraient nécessairement donné lieu à des réclamations multiples, dont l'examen et le jugement auraient demandé de longs délais. Or, il fallait avant tout arriver rapidement à une réglementation définitive, pour caractériser nettement la situation des vassaux et des censitaires qu'on avait assujettis au paiement de certains droits jusqu'au rachat. Cette nécessité d'une réglementation était d'autant plus pressante qu'on voulait procéder le plus vite possible à la vente des biens nationaux ou ecclésiastiques, et qu'il

(1) Premier rapport, *loc. cit.*, p. 625 et suiv.; epr. second rapport, *loc. cit.*, p. 392; epr. surtout l'appendice placé par Tronchet à la suite de son premier rapport, et qui contient un *Tableau des différents usages qui avaient lieu dans les diverses cours souveraines du royaume sur le mode et le prix de l'indemnité due par les gens de mainmorte aux seigneurs féodaux ou censiers* (*loc. cit.*, p. 633 et suiv.).

(2) Second rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 392 et 393.

y avait des droits de directe parmi ces biens ; on aurait nui considérablement à la rapidité et à l'élévation des adjudications, en laissant indéfiniment dans l'incertitude sur le mode et le taux du rachat ceux qui se proposaient d'acquérir les biens mis en vente. D'ailleurs, en chargeant les assemblées départementales de déterminer le denier du rachat, on s'exposait fatalement à jeter un germe dangereux de discorde dans la formation et le fonctionnement de ces assemblées ⁽¹⁾.

Le seul parti que l'Assemblée pût prendre était donc de procéder elle-même à l'évaluation d'un capital de rachat pour les droits casuels ; et les développements qui précèdent permettent de comprendre les trois conditions auxquelles devait satisfaire le mode d'évaluation adopté. Il fallait, tout d'abord, que ce mode d'évaluation pût s'adapter à la variété infinie des droits casuels, afin que le taux du rachat fût toujours dans une exacte proportion avec l'importance des droits, soit quant à leur quotité, soit quant aux causes qui y donnaient ouverture ; il fallait, en second lieu, que le denier du rachat fût proportionnel au plus ou moins de fréquence des mutations, puisque la valeur de la directe était d'autant plus grande que les échutes étaient plus rapprochées ; il fallait enfin que ce denier fût proportionnel à la valeur des fonds.

Pour satisfaire à ces trois conditions, le comité féodal proposa ⁽²⁾, et l'Assemblée nationale décida de distinguer les droits casuels en deux classes : d'un côté les droits dûs pour les mutations par vente, de l'autre, les droits dûs pour les mutations d'un autre genre. Dans chacune de ces deux classes de droits, le taux du rachat était fixé à une certaine portion aliquote du droit. La première condition se trouvait ainsi remplie et le taux du rachat était proportionnel à l'importance du droit, puisque ce taux était plus ou moins fort suivant que le droit même, dont il était une quote-part, était plus ou moins élevé dans telle province ou dans telle seigneurie. Quant au rapport que le denier du rachat devait avoir avec la fréquence plus ou moins grande des mutations, voici comment il y fut pourvu.

Le législateur considéra la quotité du droit qui se payait en cas de vente comme une des causes qui devaient le plus généralement influencer sur le plus ou moins de fréquence des mutations par vente. Le poids des droits, en effet, tombait bien plus sur le vendeur que

(1) *Loc. cit.*, p. 393.

(2) Voy. l'exposé des motifs présenté par Tronchet dans son second rapport, *loc. cit.*, p. 393, 394 et 395.

sur l'acquéreur, car celui-ci proportionne toujours son prix à tout ce qu'il doit payer; or le vendeur, qui vendait moins cher à raison de l'importance du droit de mutation, devait évidemment ne se décider à l'aliénation qu'à la dernière extrémité, puisque son fonds lui donnait autant de revenus qu'un fonds vendu le double dans une autre seigneurie où le droit était moindre. Sans doute il existait d'autres causes encore qui devaient influencer sur la fréquence des mutations; mais, dans l'impossibilité où le législateur se trouvait de combiner toutes ces causes pour chaque département et pour chaque district, il se contenta de prendre en considération la seule qui eût un caractère général.

Ces principes admis, le législateur s'occupe, en premier lieu, des droits dûs pour les mutations par vente; et il forme tout d'abord sept classes différentes des quotités le plus généralement admises pour les droits de mutation de cette espèce : droit à la moitié, au tiers, au quint et requint ou au quart, au simple quint, au sixième, au huitième, au douzième. Au delà du douzième, les différences ne pouvaient plus avoir aucune importance au point de vue de la fréquence des mutations, tant la dégradation portait sur une portion minime du droit. La fréquence des mutations étant d'autant plus grande que la quotité du droit était moins élevée, le législateur devait nécessairement étendre proportionnellement à cette quotité la révolution des années dans lesquelles il croyait devoir supposer une échute du droit. D'après les renseignements dont il disposait, il décida que les droits à moitié devaient avoir une échute dans chaque période de quatre-vingts années, les droits au tiers dans chaque période de soixante-quinze, au quart dans chaque période de soixante-dix, au quint dans chaque période de soixante-cinq, au sixième dans chaque période de soixante, au huitième dans chaque période de cinquante-cinq, au douzième enfin et au delà dans chaque période de cinquante. La périodicité des échutes étant ainsi fixée, le produit annuel du droit était facilement obtenu en divisant le montant de ce droit par le nombre d'années composant les périodes dans chacune desquelles on supposait une échute.

Restait, cette division faite, à déterminer le denier du rachat, c'est-à-dire à déterminer le montant de la somme que le vassal ou censitaire devait payer au seigneur pour être désormais libéré; le montant de cette somme devait correspondre à un certain multiple du produit annuel, et être réglé, comme on l'a vu déjà, d'après le prix courant des fonds. La tâche du législateur

était singulièrement délicate sur ce point, car la valeur des fonds variait à l'infini dans l'étendue du royaume, souvent même dans un canton, et dans des lieux très-rapprochés. Dans l'impossibilité absolue où se trouvait le législateur de connaître et de prendre en considération toutes les combinaisons locales, dans la nécessité même de donner à la loi la plus grande simplicité possible, il choisit le denier vingt-cinq, comme celui qui s'éloignait le moins des extrêmes. Un fonds, en d'autres termes, était réputé valoir vingt-cinq fois son produit annuel; et ce qui était vrai d'un fonds l'était d'un droit casuel, portion intégrante du fonds : le capital de rachat devait dès lors être égal pour chaque droit à vingt-cinq fois son produit annuel, c'est-à-dire à vingt-cinq quatre-vingtièmes, vingt-cinq soixante-quinzièmes, vingt-cinq soixante-cinquièmes, etc., d'après le règlement adopté sur la périodicité des échutes. Enfin, comme le nombre vingt-cinq est un multiple de cinq, comme tous les nombres choisis pour déterminer les périodes d'échute sont aussi des multiples de cinq, on put simplifier les fractions ci-dessus en divisant les deux termes par cinq, ce qui donne cinq-seizièmes, cinq-quinzièmes, cinq-treizièmes, etc.

Les résultats de ces longs calculs sont consignés dans l'article 25 de la loi du 3 mai, dont les termes sont les suivants : « Dans les pays et les lieux où les fonds sont soumis à un droit particulier pour les mutations par vente, ou autres équipollents à vente, il sera payé, pour le rachat de ce droit particulier, savoir : 1° pour les fonds sur lesquels le droit de vente est de la moitié du prix ou au-dessus, cinq-seizièmes dudit droit; 2° pour les fonds sur lesquels le droit est du tiers, cinq-quinzièmes, ou le tiers du droit; 3° pour les fonds sur lesquels le droit est du quint et requint, ou du quart, cinq-quatorzièmes dudit droit; 4° pour les fonds sur lesquels le droit est du quint, cinq-treizièmes dudit droit; 5° pour les fonds sur lesquels le droit est du sixième, cinq-douzièmes dudit droit; 6° sur les fonds pour lesquels le droit est du huitième, cinq-onzièmes; 7° pour les fonds sur lesquels le droit n'est que du douzième, ou à une quotité inférieure, quelle qu'elle soit, la moitié du droit. — Dans les pays et les lieux, ajoute l'article 26, où le droit dû pour les mutations par vente ne se trouverait être dans aucune des proportions indiquées ci-dessus, et dont la quotité se trouverait être à un terme moyen entre deux des sept classes ci-dessus, le rachat dudit droit se fera sur le pied de celle de ces deux classes dont le taux est le moins fort ».

La quotité du droit, qui servait à déterminer la fréquence des

mutations par vente, perdait au contraire toute importance relativement aux mutations autres que la vente. Pour ces mutations, en effet, le taux du droit était partout le même sauf de très-rares exceptions, et consistait communément dans le revenu d'une année; mais la fréquence des mutations était très-variable d'une province à l'autre, suivant que la loi ou le titre multipliait plus ou moins le nombre des cas donnant ouverture aux droits de mutation. Cette considération conduisit le législateur à distinguer en cinq classes principales les pays et les fiefs où les droits étaient dûs pour les mutations autres que la vente; dans chacune de ces classes, il étendait plus ou moins la révolution des années pendant lesquelles il croyait devoir supposer une échute du droit, suivant que les causes donnant ouverture à ce droit étaient plus ou moins multipliées. La fréquence des mutations étant ainsi connue, on déterminait le denier du rachat de la même manière que pour les mutations par vente, suivant un calcul dont on trouve le résultat dans les articles 27 et suivants de la loi du 3 mai :

« Art. 27. Dans les pays et les lieux où les fonds sont soumis, outre les droits dûs pour les mutations par vente, à un droit particulier et différent pour les mutations d'un autre genre, le rachat de cette seconde espèce de droit se fera d'après les distinctions et les règles ci-après. — Art. 28. 1° Dans les pays et les lieux où ce droit est dû à toutes les mutations, à la seule exception des successions et donations en directe, et des mutations de la part du seigneur, il sera payé, pour le rachat dudit droit sur les fonds qui y sont sujets, les cinq-douzièmes dudit droit. — Art. 29. 2° Dans les pays et les lieux où ce même droit n'est dû que pour les seules mutations en succession collatérale, il sera payé pour le rachat les cinq dix-huitièmes dudit droit. — Art. 30. 3° Dans les pays et les lieux où le même droit est dû à toutes mains, c'est-à-dire à toutes les mutations de la part du propriétaire du fonds redevable, et même pour les successions et donations en directe, il sera payé pour le rachat les cinq-sixièmes dudit droit. — Art. 31. 4° Dans les pays et les lieux où le même droit, quoique dû pour les successions et donations directes ou collatérales, n'a lieu que quand l'héritier ou donataire succède ou aurait succédé par moyen, ou quand il est mineur, il ne sera payé pour le rachat que les cinq-huitièmes dudit droit. — Art. 32. 5° Dans les pays et les lieux où le droit ci-dessus désigné se paie à toutes les mutations autres que par vente, tant de la part du vassal ou emphytéote que de la part du ci-devant seigneur, il sera payé pour le rachat un droit entier.

— Art. 33. Dans les pays et les lieux où le droit dû pour les mutations qui ne s'opèrent pas par vente ne pourrait pas se placer dans une des cinq classes comprises aux articles précédents, soit parce qu'il ne serait point dû dans tous les cas exprimés par l'un de ces articles, soit parce qu'il serait dû dans un cas non prévu par l'article, le rachat s'en fera au taux fixé par celui desdits articles qui réunira le plus grand nombre des cas pour lesquels le droit est dû dans ces pays ou ces lieux particuliers. — Art. 35. Dans les pays et les lieux où les fonds ne sont soumis qu'à un seul et même droit, tant pour les mutations par vente que pour les autres mutations, il sera payé pour le rachat les cinq-sixièmes du droit ». Les articles 34 et 36 complètent la réglementation précédente, en tranchant des difficultés de détail qui pouvaient s'élever au sujet de quelques droits particuliers à certaines provinces.

Telles sont les dispositions essentielles contenues dans la quatrième division de la loi du 3 mai sur le fonctionnement du rachat quant aux droits casuels. Il ne reste à citer, pour compléter cette analyse, que trois articles, consacrés à des prescriptions de détail semblables à celles que contiennent les articles 23 et 24 quant aux redevances périodiques : « Lorsqu'il s'agira, dit l'article 37, de liquider le rachat des droits casuels dus pour les mutations par vente, l'évaluation du droit se fera sur le prix de l'acquisition, si le rachat est offert par un nouvel acquéreur; sinon, sur le prix de la dernière des ventes qui aura été faite du fonds dans le cours des dix années antérieures. — Si le rachat, continue l'article 38, n'est point offert par un nouvel acquéreur, ou s'il n'existe point de vente du fonds faite dans les dix années précédentes, dans le cas où les parties ne s'accorderaient point de gré à gré, le redevable qui voudra se racheter pourra faire une offre extrajudiciaire d'une somme. En cas de refus de la part du propriétaire des droits d'accepter l'offre, les frais de l'estimation par experts seront supportés par celui qui aura fait l'offre, ou par celui qui l'aura refusée, selon que l'offre sera déclarée suffisante ou insuffisante; sauf aux administrateurs qui n'ont point la faculté de composer de gré à gré, à employer en frais d'administration ceux de l'expertise, ainsi qu'il est dit en l'article 20 ci-dessus ». L'article 39 consacre des solutions analogues quant aux droits dus pour les mutations autres que la vente : « Lorsqu'il s'agira, dit cet article, de liquider le rachat des droits casuels qui se payent à raison du revenu, l'évaluation s'en fera sur le taux du dernier paiement qui en aura été fait dans les dix années antérieures; s'il n'en existe pas, le rede-

vable pourra faire une offre d'une somme; et, en cas de refus, les frais de l'estimation par experts seront supportés comme il est dit en l'article précédent ».

Indépendamment de cette évaluation du denier de rachat des droits casuels, la quatrième division de la loi du 3 mai contenait encore plusieurs dispositions importantes, qu'il faut indiquer en terminant ce paragraphe, pour donner une idée complète de l'organisation du rachat.

En premier lieu, les articles 43 et 56 facilitent l'opération du rachat, en écartant l'application de règles qui auraient mis obstacle à cette opération. Le rachat des droits féodaux était un acte équipollent à la vente, et donnait par conséquent ouverture au retrait lignager; de droit commun, les lignagers de celui qui avait reçu le rachat auraient pu exercer le retrait des droits rachetés et les faire revivre ainsi le lendemain même du jour où ils auraient été remboursés : l'article 43 pourvoit à ce danger en proscrivant dans cette hypothèse l'emploi du retrait. D'autre part, un droit de centième denier aurait dû être perçu, de droit commun, sur chacun des rachats : l'article 56, en faisant remise de cet impôt, rend l'opération moins coûteuse et partant plus facile.

En second lieu, l'article 57 prévoit et règle par avance certaines difficultés qui auraient pu se produire à l'occasion des contrats passés avant le 3 novembre 1789 ⁽¹⁾ relativement aux droits maintenus. Les dispositions de cet article correspondent à celles que contiennent, quant aux droits abolis, les articles 36, 37 et 38 du titre II de la loi du 15 mars : « Il sera libre, dit le texte, aux fermiers qui ont ci-devant pris à bail les droits casuels d'un ou plusieurs fiefs, sans mélange d'autres biens, ou dont les baux ne comprendraient, avec lesdits droits casuels, que les droits supprimés sans indemnité par le décret du 15 mars, de remettre leurs baux, sans pouvoir prétendre, à l'égard des droits casuels, d'autre indemnité que la restitution des pots-de-vin et fermages payés d'avance au prorata de la jouissance. — A l'égard des fermiers qui ont pris à bail les droits casuels avec d'autres biens, ils percevront tous les droits casuels qui écherront pendant le cours de leur bail sur les fonds qui n'auront point été rachetés, ou sur lesquels ils seraient dus nonobstant le rachat ⁽²⁾; et s'il survient

(1) Date de la promulgation de l'arrêté du 11 août.

(2) Les mots « ou qui resteraient dus nonobstant le rachat » peuvent désigner : ou bien une échute déjà due lors de la convention de rachat, et dont le seigneur aurait expressément réservé le paiement; ou bien une échute pré-

sur les fonds rachetés des mutations qui eussent donné lieu à un droit casuel, le propriétaire du fief auquel le droit aurait appartenu en tiendra compte au fermier, à la déduction néanmoins d'un quart sur le montant du dit droit. — A l'égard des redevances fixes et annuelles qui seraient rachetées pendant le cours du bail, le propriétaire desdits droits en tiendra compte annuellement au fermier par diminution sur le fermage ».

En troisième lieu, l'article 58 supprime le droit d'échange fiscal. Dans les rares coutumes qui soumettaient les échanges aux mêmes droits que les ventes, il est évident que cette espèce de droit casuel devait entrer dans le système général de rachat des droits féodaux ou censuels; mais la presque universalité des coutumes n'assujettissait les mutations par échange qu'à un droit de relief. Cependant, deux édits de 1645 et de 1674 avaient ordonné que les droits seigneuriaux, établis par les coutumes pour les mutations par vente, seraient aussi payés dorénavant au roi pour les mutations par échange, et cela non seulement dans la mouvance de la Couronne, mais dans la mouvance même des seigneuries particulières⁽¹⁾. Ce droit sur l'échange avait été vendu par le roi dans les seigneuries qui n'étaient pas de sa mouvance; et l'édit de 1674 avait accordé aux seigneurs particuliers la préférence pour l'acquisition de ce droit dans l'étendue de leurs seigneuries. Qu'il appartint au roi, à un seigneur dans sa mouvance, ou à un étranger, le droit d'échange ne constituait pas un droit féodal ou censuel proprement dit, dérivant d'une inféodation ou d'un accensement, et qui dût être maintenu jusqu'au rachat; c'était un véritable impôt, tombé dans le domaine privé à la suite de vente, que le législateur devait nécessairement abolir, au lieu qu'il maintenait les droits admis en cas d'échange par certaines coutumes. La nécessité de distinguer entre le droit d'échange fiscal et le droit féodal ou censuel d'échange explique l'introduction de l'article 58 parmi les dispositions qui concernent le rachat des droits casuels : « Les droits d'échange, dit cet article, établis au profit du roi par les édits de 1645 et 1674, et autres règlements

vue, et à propos de laquelle une réserve spéciale aurait été faite. Le principe étant la liberté des conventions, de pareilles réserves pouvaient être faites et prévues dans la loi. En vertu de ce même principe, la convention de rachat avait pu être faite à terme, et les droits échus avant l'arrivée du terme *restaient dus nonobstant le rachat*.

(1) Édit de mai 1645, dans Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, tome XVII, p. 50; — Édit de février 1674, *ibid.*, tome XIX, p. 127.

subséquents, soit qu'ils soient perçus au profit du roi, soit qu'ils soient perçus par des concessionnaires, engagistes ou apanagistes, sont et demeurent supprimés, à compter de la publication des lettres patentes du 3 novembre 1789, sans néanmoins aucune restitution des droits qui auraient été perçus depuis ladite époque. Quant à ceux desdits droits qui étaient perçus au profit du roi, toutes poursuites intentées ou à intenter pour raison des mutations arrivées avant ladite époque sont et demeureront éteintes. Les acquéreurs desdits droits présenteront, dans le délai de six mois, à compter du jour de la publication du présent décret, leur titre au comité de liquidation établi par le décret du 23 janvier de la présente année, et il sera pourvu à leur remboursement ainsi qu'il appartiendra ».

En quatrième lieu, l'article 42 a pour but de déjouer une fraude qu'il était facile de prévoir, et qui aurait été la suivante. Aux termes de l'article 41, « les sommes dues pour le rachat, soit des redevances annuelles soit des droits casuels, devaient être payées aux propriétaires desdits droits, outre et indépendamment de ce qui aurait pu leur être dû pour raison de mutation, ou d'arrérages échus antérieurement au rachat ». Quand donc le nouvel acquéreur d'un fonds grevé de droits voulait les rembourser, il devait payer au seigneur, en même temps que le prix du rachat, un droit de lods et ventes, à raison même de son acquisition. Pour éviter le paiement de ce droit, la personne qui voulait acquérir un immeuble aurait fait avec son vendeur une convention secrète, en vertu de laquelle le remboursement aurait dû être fait avant que le contrat de vente fût rendu public. Sans être même encore en pourparlers avec aucun acheteur, le propriétaire du fonds aurait pu prévenir, par un rachat, la vente qu'il prévoyait devoir faire dans un avenir rapproché; quand ensuite la vente aurait été conclue, le droit de mutation aurait été refusé au seigneur, sous prétexte que la directe aurait été déjà remboursée. Cette combinaison, licite en apparence, constituait cependant une véritable fraude, que la loi devait empêcher dans la mesure du possible. Le rachat des droits casuels, en effet, était un contrat essentiellement aléatoire, dans lequel deux parties s'entendaient pour éteindre par un remboursement un droit futur, dont l'échute était incertaine, et pouvait être fort éloignée; cette incertitude était même le motif qui avait déterminé le législateur à supposer de longs intervalles entre les échutes, et à choisir un denier modique pour le rachat. Tout l'équilibre de ce contrat aléatoire se trouvait détruit, du

moment que l'incertitude n'existait plus pour les deux parties contractantes; si celui qui remboursait s'était engagé à vendre, ou s'il avait seulement la résolution de vendre dans un terme prochain, il se rachetait d'une charge inévitable pour lui, tandis que le propriétaire de la directe croyait ne recevoir le prix que d'une mutation très-incertaine. « Sans doute, disait Tronchet dans son second rapport, il serait injuste de porter une inquisition trop rigoureuse dans l'administration intérieure des pères de famille; mais une grande proximité du rachat et de la vente ne peut-elle pas être regardée comme une espèce de preuve du projet antérieur, ou d'une nécessité préexistante? ne peut-on pas dire que le seul fait de ce rapprochement des époques détruit le principe aléatoire que la loi a supposé dans le contrat, et l'oblige d'accorder une indemnité quelconque au propriétaire des droits rachetés? » Tel était, en effet, le but de l'article 42, dont le texte est conçu dans les termes suivants : « Si le même propriétaire qui aura racheté les droits seigneuriaux, casuels ou autres, dont son fonds était chargé, vend ce même fonds ou l'aliène dans les deux années postérieures au rachat, par un acte volontaire quelconque sujet au droit de mutation, le droit sera dû nonobstant le rachat; seront néanmoins exceptés de la présente disposition ceux qui se rachèteront dans le cours des deux années, à compter du jour de la publication du présent décret ».

En dernier lieu, les articles 44 et suivants, jusqu'à l'article 55, s'occupent de l'effet que le rachat pouvait avoir vis-à-vis des tiers, propriétaires de fiefs supérieurs, ou créanciers hypothécaires de celui dont on rachetait la directe⁽¹⁾. C'était un principe fondamental en matière de rachat que celui qui possédait un fief n'était jamais obligé de racheter la directe grevant ce fief, au lieu qu'il pouvait être contraint de recevoir le rachat de sa propre directe; d'autre part, comme ce possesseur demeurait maître de dissiper à son gré le prix des rachats qu'il recevait, il en résultait qu'il pouvait diminuer considérablement la valeur de son fief, ou même l'anéantir tout à fait, dans le cas où ce fief n'aurait pas eu de domaines corporels, et aurait consisté exclusivement en mouvances. Or ce fief constituait la seule garantie du seigneur supérieur, soit pour le recouvrement de ses droits, soit pour le rachat de sa directe; et il formait le gage des créanciers hypothécaires

(1) Voy. le premier rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 632; et le second rapport, *loc. cit.*, p. 397.

du possesseur. La faculté de rachat pouvait donc être préjudiciable à ces deux catégories de personnes, et il était nécessaire que le législateur prit des mesures pour la conservation de leurs droits.

Pour sauvegarder l'intérêt du seigneur supérieur, la loi du 3 mai 1790 fait fléchir la règle générale d'après laquelle le rachat ne devait être que de pure faculté; et elle décide que le propriétaire inférieur est obligé de se racheter lui-même dans la proportion des droits que lui ont remboursés ses vassaux ou censitaires. Le propriétaire inférieur, en d'autres termes, devait employer une partie du capital de rachat qu'il avait reçu à se racheter lui-même envers son seigneur. La même règle devait être appliquée successivement à tous les fiefs, dans tous les degrés de la hiérarchie féodale, jusqu'aux domaines de la Couronne; de sorte que le remboursement opéré au degré inférieur de l'échelle entraînait des rachats successifs et toujours décroissants jusqu'au degré supérieur (art. 44 et 45). Pour atteindre ce résultat, le législateur oblige tous ceux qui auraient reçu des remboursements à en faire la déclaration, dans le courant du mois de janvier qui suivra le rachat, à ceux auxquels ils étaient tenus d'en remettre une portion, et cela, sous peine d'être condamnés à restituer le double de la somme reçue pour le remboursement (art. 46); puis, comme certains propriétaires de fiefs supérieurs n'auraient peut-être pas cru devoir s'en rapporter à la bonne foi de leurs vassaux, la loi leur permet de veiller eux-mêmes à la conservation de leurs droits, non par des oppositions multipliées entre les mains de tous les redevables, mais par une seule opposition générale, formée au greffe des hypothèques, ou bien au greffe du siège royal du ressort, dans les lieux où l'édit de 1771 sur les hypothèques n'avait pas d'exécution. Cette opposition n'avait besoin d'être renouvelée que tous les trente ans; et les frais demeuraient à la charge du seigneur supérieur toutes les fois que la notification de l'article 46 lui était adressée dans le délai prescrit (art. 47, 49 et 50). Les articles 48 et 51 organisent une procédure analogue pour la conservation des droits des créanciers hypothécaires (1). Les articles 52 et 53 indiquent ensuite dans quelles conditions le

(1) La loi parle toujours de *créanciers*, sans réserver expressément la procédure qu'elle organise aux créanciers *hypothécaires*; mais il est bien évident que les créanciers chirographaires n'avaient aucun droit à prétendre sur les immeubles de leur débiteur, dont ils devaient suivre la foi. Le second rapport de Tronchet marque d'ailleurs clairement que les dispositions de la loi concernent les seuls créanciers *hypothécaires* (*loc. cit.*, p. 397, colonne 1, au bas).

paiement du rachat pouvait être fait par le redevable en présence d'oppositions formées. Enfin la loi prenait la précaution d'assujettir toutes les quittances de rachat au contrôle, afin qu'elles pussent être connues de tous ceux qui y auraient intérêt; le droit perçu pour le contrôle était d'ailleurs réduit pour ce cas à un taux modique (art. 54 et 55).

SECTION III.

L'organisation du rachat des droits fonciers d'après la loi des 18-29 décembre 1790.

A côté des droits féodaux non abolis sans indemnité, le décret du 11 août 1789 avait déclaré rachetables « toutes les rentes foncières perpétuelles, soit en nature, soit en argent, de quelque espèce qu'elles fussent, quelle que fût leur origine, à quelques personnes qu'elles fussent dues, gens de mainmorte, domaines apanagistes, ordre de Malte, et champarts de toute espèce et sous toute dénomination ». Le même décret défendait, en outre, de plus créer à l'avenir aucune redevance non remboursable (art. 6). Ces dispositions de l'arrêt du 11 août avaient été soumises au comité féodal, comme celles relatives aux droits féodaux proprement dits. Merlin, dans son rapport préparatoire du 4 septembre 1789, indiquait l'organisation du rachat des rentes foncières dans le plan de travail soumis au comité; mais il fut décidé qu'on s'occuperait tout d'abord de la distinction des droits abolis et des droits rachetables, puis du rachat des droits féodaux. Ce fut seulement après la loi du 3 mai qu'on s'occupa de faire, dans une loi nouvelle, un règlement sur les droits fonciers. Le 30 novembre 1790, Tronchet soumit à l'Assemblée nationale un projet de décret, précédé d'un rapport qui contient l'exposé des motifs ⁽¹⁾; ce projet fut discuté dans les premières semaines du mois suivant ⁽²⁾, et devint la loi des 18-29 décembre 1790, *relative au rachat des rentes foncières* ⁽³⁾.

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome XXI, p. 156 à 169.

(2) Cette discussion eut lieu dans les séances des 30 novembre, 2, 4 et 18 décembre (*Archives parlem.*, *ibid.*, p. 160, 187, 217, 532).

(3) Voy. le texte de cette loi dans les *Archives parlem.*, *ibid.*, 533; et dans Dalloz, *Répertoire*, tome XXXIX, p. 123.

Sur les sept titres qui composent cette loi, deux seulement méritent de fixer l'attention : le titre I^{er}, qui détermine quelles sont les rentes assujetties au rachat, et le titre V, qui contient des déclarations importantes sur « l'effet de la faculté de rachat vis-à-vis du propriétaire de la rente et du débiteur ». Les titres II et III indiquent les conditions du rachat des rentes foncières et ne font guère que reproduire les dispositions déjà connues de la loi du 3 mai sur le rachat des droits féodaux ⁽¹⁾; le titre IV, auquel il suffira de renvoyer, résout les difficultés que pouvait soulever le rachat des droits seigneuriaux grevant le fonds baillé à rente, lorsque ce fonds était un fief ou une censive ⁽²⁾; le titre VI contient certaines dispositions de détail, sans intérêt doctrinal, relativement à l'effet de la faculté de rachat vis-à-vis des créanciers du bailleur; le titre VII, enfin, comprend un seul article, purement fiscal, relatif au droit d'enregistrement sur les quittances de rachat.

Laissant de côté ces détails d'une importance secondaire, il faut insister seulement sur trois règles fondamentales, posées dans la loi du 18 décembre, et qu'on peut formuler de la façon suivante : 1^o la faculté de rachat appartient à tous ceux qui détiennent un fonds en vertu d'un bail perpétuel; 2^o aucune redevance perpétuelle non remboursable ne pourra être créée dans l'avenir; 3^o les rentes foncières sont purement et simplement déclarées rachetables, sans qu'aucun changement soit apporté dans la nature de ces rentes.

Pour comprendre la portée de la première règle indiquée ci-dessus, il faut se rappeler tout d'abord que les redevances foncières, dans l'ancien droit, se divisaient en deux classes : les unes étaient dues en vertu de baux perpétuels, c'est-à-dire faits pour plus de quatre-vingt-dix-neuf ans, les autres en vertu de baux à longues années, c'est-à-dire faits pour quatre-vingt-dix-neuf ans et au-dessous. Tous les baux à long terme, qu'ils fussent perpétuels ou à longues années, se divisaient de plus en trois classes à un autre point de vue : les uns ne transféraient pas au preneur la propriété, mais seulement un droit réel de jouissance; les autres transféraient au preneur le domaine utile, sous la réserve

(1) Les articles 1, 2, 3 du titre II, et 1, 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15 du titre III sont copiés littéralement sur les articles 2, 4, 6, 12, 20, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 22, 23 de la loi du 3 mai.

(2) La loi des 15 septembre-9 octobre 1791 résout les mêmes difficultés pour le cas où le bail à rente est temporaire. Dalloz, *Répertoire*, tome XXXVIII, p. 345.

d'un domaine direct au profit du bailleur; d'autres enfin transféraient au preneur la propriété toute entière, sous la réserve d'un simple droit réel pour le bailleur ⁽¹⁾.

Le décret du 11 août 1789, dans son article 6 déjà cité, déclarait rachetables les rentes foncières perpétuelles de toute espèce, sans parler des redevances dues en vertu de baux à longues années; Tronchet, rapporteur du comité féodal, proposa le maintien de cette distinction, qui fut en effet consacrée par la loi. La première raison qu'il donnait de sa proposition, c'est que les baux à rente avaient des avantages pour l'agriculture, pour les propriétaires de fonds et pour les cultivateurs : « Il existe encore en France, disait-il, un grand nombre de terres incultes. Les propriétaires qui n'ont pas le moyen de les mettre en valeur hésiteront à les aliéner à prix d'argent, ou moyennant une rente convertible en argent, dont l'emploi va désormais devenir plus difficile. Il est des pays de montagnes qui ne peuvent se cultiver qu'à bras, et qui exigent, pour cette raison, des propriétés très-divisées; le seul moyen de les mettre en valeur ou de les entretenir dans un meilleur état de culture est d'intéresser le cultivateur lui-même à l'amélioration; il n'y a qu'une propriété, garantie au moins pour un certain temps, qui puisse exciter l'émulation du cultivateur; la faculté de ne pas aliéner irrévocablement est un des moyens les plus sûrs pour engager le propriétaire à remettre son fonds entre les mains d'un cultivateur plus intéressé à l'amélioration, et plus en état de le faire ⁽²⁾ ». Sans doute, les redevances foncières présentaient de graves inconvénients au point de vue de la circulation des biens immobiliers, même quand elles étaient dues en vertu de baux non perpétuels; mais les inconvénients étaient moins graves quand la location ne devait pas excéder quatre-vingt-dix-neuf ans, puisque le fonds devait être débarrassé de toute entrave au bout de ce temps relativement court, et ces inconvénients étaient largement compensés par les avantages que l'on connaît : « Ce sont ces avantages, disait Tronchet dans son rapport, qui nous ont amené un grand nombre de mémoires contenant des réclamations très-pressantes contre le décret du 4 août. Nous sommes bien éloignés de vous proposer de le révoquer; mais nous pensons que les réflexions que nous venons de vous présenter doivent vous conduire à main-

(1) Voy. Garsonnet, *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longues années*, p. 387 à 427.

(2) Rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 157.

tenir l'exception que présente votre décret, c'est-à-dire à excepter du rachat... les baux à longues années ⁽¹⁾. » Les plus importants parmi ces baux étaient ⁽²⁾ les locations proprement dites à longues années, qui continuèrent de transférer au preneur un droit réel de jouissance, l'emphytéose temporaire et le bail à vie, qui continuèrent de lui transférer le domaine utile du fonds, le contrat de superficie, qui continua de lui donner le même droit quant aux édifices et superficies : le tout sans qu'aucun rachat pût être imposé au bailleur.

Restaient les redevances perpétuelles, dues par des preneurs qui possédaient tantôt un simple droit réel de jouissance, tantôt le domaine utile du fonds, tantôt la propriété complète avec réserve d'un droit réel de rente au profit du bailleur. Ces deux dernières situations étaient presque confondues dans le dernier état de l'ancien droit, puisque le titulaire du domaine utile était considéré désormais comme le véritable propriétaire; la redevance constituait alors une charge grevant la propriété du preneur; et, accorder à ce preneur la faculté de rachat, c'était lui permettre de libérer son fonds, de compléter son droit de propriété en se portant acquéreur de la directe ou de la rente détachée de ce droit par un démembrement antérieur. La faculté de rachat, au contraire, ne pouvait pas servir au redevable qui n'avait sur le fonds qu'un droit réel de jouissance; ou, du moins, elle ne pouvait lui servir qu'à transformer en un capital une fois versé les redevances périodiques qu'il était tenu de payer comme prix du droit réel de jouissance par lui acquis; en aucun cas le rachat de ces redevances ne devait pouvoir changer son droit réel de jouissance en un droit complet de propriété.

Ces principes élémentaires sur les redevances perpétuelles ont été complètement méconnus par l'Assemblée constituante dans les deux premiers articles de la loi du 18 décembre 1790. « Toutes les rentes foncières perpétuelles, dit l'article 1^{er}, soit en nature, soit en argent, de quelque espèce qu'elles soient, quelle que soit leur origine, à quelque personne qu'elles soient dues, gens de mainmorte, domaine, apanagistes, ordre de Malte, même les rentes de dons et legs pour cause pie ou de fondation, seront rachetables; les champarts de toute espèce et sous toute dénomi-

(1) Rapport de Tronchet, *loc. cit.*, p. 157.

(2) Voy. Chénou, *op. laud.*, p. 54 à 57.

nation le seront également... ». L'article 2 ajoute : « Les rentes ou redevances foncières établies par les contrats connus en certains pays sous le nom de locatairie perpétuelle sont comprises dans les dispositions... de l'article précédent... ». L'Assemblée constituante, en un mot, déclarait rachetables quatre espèces de locations perpétuelles : 1° les baux à rente proprement dits, 2° les champarts, 3° les locatairies perpétuelles, 4° les emphytéoses perpétuelles. Sans doute les emphytéoses ne sont pas formellement indiquées dans les deux articles qui composent le titre premier de la loi, mais on trouve, dans la suite du texte, une disposition formelle où l'emphytéose est assimilée au bail à rente ⁽¹⁾; et si Tronchet n'a pas nommé les redevances emphytéotiques parmi celles qu'on soumettait au rachat, c'est qu'il comprenait ces redevances sous le terme générique de rentes foncières.

Or, des quatre espèces de locations perpétuelles visées par la loi, trois seulement avaient pour effet de transférer au preneur soit la propriété, soit le domaine utile; c'étaient le bail à rente, le champart et l'emphytéose ⁽²⁾, auxquels on conçoit aisément l'application du rachat. Au contraire la locatairie perpétuelle, qui transférait bien la propriété au preneur en Provence ⁽³⁾, ne lui transférait en Languedoc qu'un simple droit de jouissance ⁽⁴⁾. Déclarer rachetables, sans distinction de provinces, les redevances dues en vertu des locatairies perpétuelles, c'était déclarer que le locataire perpétuel du Languedoc, titulaire d'un droit réel de jouissance, deviendrait, moyennant rachat, plein propriétaire du fonds; ce n'était plus par conséquent affranchir la propriété, réunir sur une seule tête le domaine direct et le domaine utile jusqu'à séparés, c'était réellement transférer la propriété du bailleur au preneur, c'était commettre une véritable spoliation. Il y eut là, de la part de la Constituante, une erreur certaine, dont la responsabilité remonte à Merlin et à Tronchet. Les deux jurisconsultes croyaient, en effet, que tout bail perpétuel était nécessairement translatif de propriété : le premier affirme que la qualité de propriétaire et celle de fermier perpétuel se confondent absolument ⁽⁵⁾; le second va jusqu'à dire qu'« un usufruit perpé-

(1) Titre III, article 5.

(2) Garsonnet, *op. laud.*, p. 420, 425, 443.

(3) *Ibid.*, p. 423.

(4) *Ibid.*, p. 393.

(5) Voy. *Répertoire*, au mot *Vigne* (conclusions données à la Cour de cassation le 10 octobre 1808).

tuel serait *une idée sauvage*, et peu compatible avec les idées communes (1) ». Ils commettaient en cela une erreur de fait, et se mettaient en opposition avec la doctrine de Boutaric et de Fonmaur, ainsi qu'avec la jurisprudence constante du Parlement de Toulouse (2); Tronchet signale cette doctrine et cette jurisprudence, qu'il se contente d'écarter en faisant observer que la jurisprudence du Parlement d'Aix était contraire à celle de Toulouse (3). En voulant justifier son opinion, il commettait même une véritable erreur de droit : il invoquait, en effet, comme argument décisif à l'appui de sa thèse, la faculté donnée au preneur d'hypothéquer le fonds baillé à locatairie perpétuelle, « circonstance, dit-il, qui seule décide la question, et prouve que ce contrat emporte une véritable aliénation de la propriété (4); » or, il est constant que l'usufruitier peut hypothéquer son droit aussi bien que le propriétaire.

En vertu de cette idée que tout bail perpétuel était translatif de propriété, il fallait traiter comme la locatairie perpétuelle toutes les autres tenures d'une durée supérieure à quatre-vingt-dix-neuf ans non visées par la loi. Le bail à complant, par exemple, qui transférait la propriété au preneur d'après la coutume de La Rochelle (5), et qui lui transférait un simple droit de jouissance dans la coutume du pays nantais (6), devait être déclaré rachetable; la même solution devait être donnée pour le bail héréditaire d'Alsace, pour l'albergement du Bugey, qui transféraient au preneur un simple droit réel (7). C'est ainsi encore qu'un décret de la Convention du 2 prairial an II (8) déclara soumis au rachat les baux à culture perpétuelle du Lyonnais, en s'appuyant sur les dispositions de la loi du 18 décembre 1790, bien que le preneur fût seulement investi d'un droit réel de jouissance (9). C'est ainsi enfin que la Cour de cassation, trompée sans doute par la ressemblance des expressions, déclara propriétaires les métayers

(1) Rapport, *loc. cit.*, p. 158.

(2) Voy. Garsonnet, *op. laud.*, p. 393, note 5.

(3) Rapport, *loc. cit.*, p. 157 et 158.

(4) *Ibid.*, p. 158.

(5) Garsonnet, *op. laud.*, p. 423.

(6) *Ibid.*, p. 394.

(7) *Ibid.*, p. 392 et 393.

(8) Voy. Dalloz, *Répertoire*, tome XXXIX, p. 125.

(9) Garsonnet, *op. laud.*, p. 393.

perpétuels de la Marche et du Limousin ⁽¹⁾, qui n'étaient cependant que colons partiaires ⁽²⁾. La théorie de Merlin et de Tronchet conduisait, on le voit, à modifier profondément dans l'application les principes posés dans le décret du 11 août 1789; car, après avoir admis le rachat dans les seuls baux translatifs de domaine utile ou de propriété, on en venait à l'admettre dans tous les baux perpétuels, en déclarant que tous ces baux étaient translatifs de propriété.

La seconde règle posée par la loi du 18 décembre 1790, dans son titre I, n'est que le complément et comme le corollaire de la précédente. Après avoir déclaré rachetables toutes les redevances foncières perpétuelles, l'article 1^{er} ajoute : « Il est défendu de ne plus créer à l'avenir aucune redevance foncière non remboursable, sans préjudice des baux à rente ou emphytéose, et non perpétuels, qui seront exécutés pour toute leur durée, et pourront être faits à l'avenir pour quatre-vingt-dix-neuf ans et au-dessous, ainsi que les baux à vie, même sur plusieurs têtes, à la charge qu'elles n'excéderont pas le nombre trois ». Ainsi, tous les baux à longues années sont maintenus dans le passé comme dans l'avenir : ils sont maintenus dans le passé, puisque les redevances dues en vertu de ces baux ne sont pas rachetables, ils sont maintenus dans l'avenir, puisqu'il reste permis de conclure des baux conférant au preneur, pour une durée maxima de quatre-vingt-dix-neuf ans, soit la propriété, soit le domaine utile, soit un simple droit réel de jouissance. Les baux perpétuels, au contraire, sont abolis dans le passé comme dans l'avenir : pour le passé, tous les preneurs à bail perpétuel sont déclarés propriétaires incommutables, comme les vassaux ou censitaires, et admis au rachat de leur redevance; pour l'avenir, si quelque propriétaire prétend donner son fonds à bail perpétuel, la propriété sera transférée au preneur, et la redevance considérée comme essentiellement rachetable. Le tout, sans distinguer si le contrat qu'ont voulu faire les parties avait jadis pour effet de transférer au preneur la propriété proprement dite, le domaine utile, ou un simple droit réel de jouissance; tous les baux perpétuels sont en effet assimilés au bail à rente perpétuelle, qui transférerait au preneur la propriété.

La troisième règle enfin est celle que contiennent les six articles du cinquième titre de la loi; et qu'on peut résumer ainsi : la loi,

(1) Arrêt du 2 mars 1835 (Sirey, 1835, I, 394).

(2) Garsonnet, *op. laud.*, p. 393.

en déclarant rachetables toutes les rentes perpétuelles, n'entend changer en rien la nature de ces rentes, qui perdent seulement leur caractère de droits perpétuels et irrachetables, sans cesser de demeurer soumises pour le reste aux anciennes règles. C'est ainsi que le bailleur à rente garde les trois actions hypothécaire, personnelle et mixte, pour se faire payer les arrérages par les preneurs et les tiers détenteurs du fonds (art. 1); c'est ainsi que la rente conserve sa nature immobilière, et continue d'être traitée comme le sont les immeubles en matière de successions, de dispositions entre-vifs ou testamentaires, et d'aliénations à titre onéreux (art. 3); c'est ainsi enfin que toutes les clauses particulières des baux à rente continueront de recevoir leur entière application, dans la mesure où elles sont compatibles avec la faculté de rachat accordée au preneur, comme l'indique l'article 4 à propos d'une de ces clauses.

Telles sont les trois dispositions essentielles de la loi du 18 décembre 1790, en ce qui concerne le rachat des droits fonciers (1). Ces dispositions étaient applicables à toutes les locations perpétuelles ou à longues années, à l'exception d'une seule : le bail à domaine congéable de la Basse-Bretagne, appelé aussi bail à convenant, qui fit l'objet d'une loi spéciale, annoncée déjà par l'article 7 de la loi du 15 mars 1790.

C'est dans la séance du 24 septembre 1789 qu'avait été faite à l'Assemblée nationale la première motion tendant à une réforme des tenures à domaine congéable. Lelay-Grantugen, député de Morlaix, portant à la tribune les plaintes de ses commettants, avait énergiquement réclamé la suppression de ces baux, dont il dépeignait les déplorables conséquences dans le langage emphatique de l'époque (2). Moins de trois mois après, le 9 décembre 1789, un député de Lannion, Beaudouin de Maisonblanche, qui avait écrit un traité sur les *Institutions convenancières*, soumettait au comité féodal un long rapport suivi d'un projet de décret sur

(1) La loi du 18 décembre avait admis, pour le rachat des droits fonciers, certaines dispositions différentes de celles qui avaient été admises pour le rachat des droits féodaux. La loi du 23 décembre 1790-5 janvier 1791, votée sans débats sur la proposition de Tronchet, avait pour but de ramener les formes du rachat à l'uniformité, dans la mesure où le permettait la nature des droits à racheter. — Voy. le texte de cette loi dans Dalloz, *Répertoire*, tome XXXVIII, p. 339, et dans les *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome XXI, p. 630.

(2) *Archives parlem.*, 1^{re} série, tome IX, p. 169 et 170.

les usements de la Basse-Bretagne ⁽¹⁾. Ces études préparatoires n'eurent pourtant aucune suite pendant près d'une année; et la réforme des tenures à domaine congéable n'avait pas encore été portée devant la Constituante le 2 décembre 1790. A cette date, une députation d'habitants du Morbihan fut admise à la barre de l'Assemblée, et renouvela les doléances des domaniers bretons; la Constituante renvoya la pétition aux comités réunis de constitution, de féodalité, d'agriculture et de commerce, « pour lui être rendu compte incessamment ⁽²⁾ ». Le rapport des comités réunis fut déposé le 10 mai par le député Arnould ⁽³⁾; ce rapport était suivi d'un projet de décret, qui fut longuement discuté par la Constituante, et qui devint la loi des 7 juin-5 août 1791 ⁽⁴⁾.

Il est certain que le preneur à convenant n'acquiescerait pas la propriété du fonds, ni même le domaine utile, mais un simple droit réel de jouissance, avec la seule propriété des édifices et superficies existant au moment du contrat; comme, d'autre part, le bail à domaine congéable ne pouvait être un bail perpétuel, étant donnée l'existence de la faculté de congément, aucune confusion semblable à celle qui avait été commise pour la locatairie perpétuelle ne pouvait être faite : le législateur de 1791 ne pouvait songer à lui accorder la faculté de rachat. Tout ce qu'on pouvait faire, c'était, en maintenant pour le présent et pour l'avenir les baux à domaine congéable, de modifier les règles du contrat dans la mesure indispensable. L'article 1^{er} de la loi consacre cette idée dans les termes suivants : « Les concessions ci-devant faites... par les propriétaires fonciers aux domaniers, sous les titres de baux à convenant ou domaine congéable..., continueront d'être exécutées entre les par-

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome X, p. 464 à 473.

(2) *Ibid.*, tome XXI, p. 187.

(3) *Ibid.*, tome XXV, p. 721 à 727.

(4) La discussion eut lieu dans les séances des 26, 28 et 30 mai, 1^{er}, 6 et 7 juin 1791; voy. *ibid.*, t. XXVI, p. 489, 592, 628, 697; tome XXVII, p. 17 et 55. Le texte de la loi se trouve dans Dalloz, *Répertoire*, tome XXX, p. 528. Indépendamment du rapport d'Arnould, deux documents importants avaient été distribués à l'Assemblée, relativement au domaine congéable. C'était d'abord les *Observations sur les domaines congéables*, rédigées par la Société royale d'agriculture, à la demande du comité d'agriculture et de commerce (*Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome XXIV, p. 167 à 179); le début du texte indique que Boncerf avait pris part à la rédaction de ce travail. C'était, en second lieu, une *Consultation des jurisconsultes de Rennes sur les domaines congéables*, délibérée le 10 mai (*Ibid.*, tome XXV, p. 727 et 728). On peut citer enfin un *Mémoire* et un projet de décret déposés dans la séance du 26 mai par Lelay-Grantugen (*Ibid.*, n. 728 à 733).

tis qui ont contracté sous cette forme, leurs représentants ou ayants-cause, mais seulement sous les modifications et conditions ci-après exprimées... ».

Ces modifications étaient de deux espèces; les plus importantes tendaient à purifier de tout alliage féodal les conventions conclues ou à conclure. Le domanier ne pouvait, sous prétexte des usements dans l'étendue desquels les fonds étaient situés, ni même sous prétexte d'aucune stipulation insérée au bail, exiger du domanier aucune redevance convenancièrre de même nature que les droits féodaux supprimés sans indemnité : il ne pouvait, par exemple, lui imposer l'obéissance à sa justice, les banalités, tailles ou corvées, les droits de déshérence, etc. C'est la décision contenue dans l'article 2, d'où il faut conclure, par argument *à contrario*, que les domaniers restaient soumis aux redevances de même nature que les droits féodaux maintenus jusqu'au rachat; mais ces redevances étaient essentiellement rachetables, conformément au nouveau droit commun : le domanier restait assujetti, par exemple, aux droits de mutations par décès, mais il pouvait imposer au foncier le remboursement de la directe.

Les modifications de la seconde espèce tendaient à effacer certaines inégalités auxquelles le domanier était soumis, et qui paraissaient contraires à l'équité. La plus choquante était la faculté de congément accordée au foncier, sur laquelle la loi nouvelle contient deux innovations : le droit de congément est conservé au bailleur, mais il ne peut plus être exercé qu'à la Saint-Michel (29 septembre), et les estimations doivent être demandées six mois avant l'expiration de la jouissance (art. 22 et 21); le domanier acquiert le droit de congément réciproque, c'est-à-dire qu'il peut contraindre le foncier à lui donner congé, en remboursant la valeur des superficies suivant estimation. A défaut de remboursement effectif de la somme fixée par l'expertise, le domanier peut faire vendre aux enchères les superficies, et, en cas d'insuffisance, le fonds lui-même; le foncier peut d'ailleurs toujours se libérer, dans tous les cas, en abandonnant au colon la propriété du fonds et la rente convenancièrre (art. 23).

D'autre part, les domaniers peuvent dorénavant aliéner les édifices et superficies de leurs tenures pendant la durée du bail sans le consentement des propriétaires, et les profits qu'ils doivent pour cette mutation sont rachetables (art. 3); ils peuvent se retirer à l'expiration de leurs baux, en exigeant le remboursement de leurs superficies, pourvu néanmoins que les baux aient encore deux

années complètes à courir, depuis la Saint-Michel 1791 (art. 11). Enfin, les usements de Rohan, Cornouailles, Broërec, Tréguier, Goëlle et autres sont dépouillés de toute force législative, et considérés désormais comme de simples usages locaux que les tribunaux peuvent consulter en l'absence de conventions expresses (art. 1 et 7); les baux à domaine congéable doivent être rédigés par écrit (art. 14), et règlent seuls les droits respectifs des parties, dans les limites autorisées par les lois du royaume établies ou à établir dans l'intérêt de l'agriculture (art. 13 et 16).

SECTION IV.

Examen critique et résultats généraux des lois précédentes.

Quand on a étudié avec quelque détail les lois rendues par l'Assemblée constituante en exécution des principes posés le 4 août, on est frappé de la multitude des difficultés que présentait la réforme foncière. Quand on songe, d'autre part, aux circonstances troublées au milieu desquelles ces lois furent élaborées, on a le sentiment qu'un problème aussi complexe ne pouvait pas être résolu sans mille imperfections de détail; on est tenté de croire qu'une liquidation équitable ne pouvait pas être réalisée, qu'il fallait en quelque sorte trancher dans le vif, et opérer à tout prix la réforme, fût-ce aux dépens de quelques intérêts légitimes, puisqu'il était impossible de les respecter tous d'une façon complète. « Une société, dit M. Janet, ne peut pas rester indéfiniment sous le joug d'institutions qui ont perdu leur raison d'être. Les lois de l'histoire ont leur prix, mais elles ne peuvent prévaloir à tout jamais contre les changements nécessaires et les progrès naturels des sociétés humaines ⁽¹⁾ ».

Plus respectueuse des droits acquis, l'Assemblée constituante n'admit jamais que la violence pût avoir part à la réforme qu'elle avait entreprise; elle chercha toujours à concilier les transformations nécessaires avec les intérêts traditionnels. Merlin et Tronchet marquent à mainte reprise cette préoccupation dans les rapports qui restent le commentaire officiel des lois dont on vient de présenter l'analyse; et jamais, dans les séances de l'Assemblée, aucune proposition ne fut faite qui eût ostensiblement pour but de

(1) *Les origines du socialisme contemporain*, p. 18.

spolier injustement les possesseurs de fiefs. La Constituante avait la haine du régime féodal, mais elle eut la sagesse d'oublier cette haine dans l'élaboration des lois abolitives; il faut lui rendre hautement cette justice que jamais elle ne s'est écartée sciemment de la plus scrupuleuse équité.

A ce premier éloge il en faut ajouter un second, et signaler la rigueur avec laquelle ont été déduites les dispositions diverses qui nous occupent. En présence de complications aussi grandes, ce n'est pas un mince mérite d'avoir su dégager quelques principes directeurs, pour en tirer ensuite méthodiquement les conséquences. La seule manière scientifique de procéder à la liquidation foncière, c'était de faire servir à cette liquidation les principes de l'ancienne organisation qu'on voulait faire disparaître, de manière à assurer l'extinction des droits féodaux suivant les règles qui étaient suivies naguère pour la perception de ces droits; la loi du 3 mai 1790, relative à l'organisation du rachat, est conçue tout entière en ce sens, et doit être citée comme un modèle de construction juridique. Toutes les dispositions de cette loi sont les corollaires, énumérés dans un ordre logique, du principe fondamental suivant lequel le rachat devait être individuel et facultatif; l'exposé des motifs établit le principe dont les articles de la loi contiennent les applications.

A ce point de vue particulier de la déduction juridique, deux erreurs doivent être cependant relevées dans la loi du 15 mars 1790.

La première, signalée par avance, concerne le retrait féodal et le retrait censuel, supprimés par l'article 10 du titre I, comme incompatibles avec la destruction prononcée du régime féodal ⁽¹⁾. « Quelle est, disait Merlin dans la séance du 24 février 1790, l'origine du retrait féodal? Elle est dans le service militaire auquel était anciennement tenu tout propriétaire de fief. Un seigneur suzerain avait intérêt à avoir, dans la petite armée que composaient ses vassaux, un soldat vigoureux plutôt qu'un infirme ou un enfant. De là la possession, devenue presque générale, dans laquelle les seigneurs se sont mis de retirer les fiefs des mains des acquéreurs qui ne leur convenaient pas pour porter les armes sous leurs bannières, soit pour les incorporer au gros de leurs domaines, soit pour les aliéner de nouveau, et se procurer par là des vassaux qui fussent plus à leur convenance. D'après cela, il est incontestable

(1) Voy. *suprà*, sect. I.

que le retrait féodal doit son origine à ce qu'on appelle proprement le régime féodal ; qu'il n'est conséquemment qu'une émanation de cette hiérarchie de puissance publique, de cette puissance seigneuriale qui s'était établie sur les ruines du gouvernement monarchique, et qui, par conséquent, ne peut survivre à la destruction de ce régime. Il est vrai que, par un abus trop favorisé par la puissance seigneuriale, on est venu, dans la majeure partie du royaume, à regarder le retrait féodal comme un droit utile qu'on a rendu cessible, et dont on a permis l'exercice à un usufruitier et même à un simple fermier ; mais il n'en est pas moins constant que ce droit ne tient qu'à la puissance féodale, et cela est si vrai, qu'il y a des coutumes qui n'accordent ce droit de retrait féodal qu'à des seigneurs qui se trouvent à un certain degré de puissance. Telle est la coutume d'Orléans, qui n'admet que le seigneur châtelain à l'exercice de ce droit ⁽¹⁾ ». Cette argumentation parut sans doute décisive à l'Assemblée constituante, car plusieurs amendements, proposés sur l'article 10, furent aussitôt rejetés sans débat. Il ne faut pas hésiter, cependant, à signaler l'opinion de Merlin comme tout à fait inexacte, et comme reposant, en quelque sorte, sur une confusion de langage. Le fief, à l'origine, était une concession précaire et toujours révocable ; il devint ensuite viager, pour devenir enfin vraiment patrimonial. Les profits de mutation ont leur origine dans le caractère inaliénable et intransmissible qu'avait jadis le fief, et ne sont pas autre chose que le prix payé au seigneur, pour obtenir de lui la licence d'aliéner le fief entre-vifs ou de le transmettre par succession ; le retrait féodal était lui-même une survivance de l'ancien état de choses, et le seigneur, qui n'avait plus, comme jadis, le droit de reprendre à son gré le fief, pouvait encore exercer cependant son ancienne prérogative dans le cas particulier d'aliénation par vente ou acte analogue, moyennant certaines conditions fixées par la coutume. Le fief, en d'autres termes, était devenu patrimonial, mais sans cesser d'être une concession précaire ; et le profit de mutation, tout comme le retrait féodal, étaient la marque et la conséquence de cette précarité : le droit de percevoir les profits et celui d'exercer le retrait étaient des éléments constitutifs du domaine direct appartenant au seigneur. Pourquoi déclarer aboli le retrait féodal, alors qu'on maintenait jusqu'au rachat des droits de mutation ? La seule raison qu'on en puisse donner est une raison de mots, dont on découvre facilement la

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome XI, p. 688.

trace dans les paroles de Merlin rapportées ci-dessus. On disait couramment, dans l'ancien droit, que le seigneur exerçait le retrait *par puissance de fief*; c'est l'expression qu'emploie la seconde coutume de Paris dans son article 20 (1), et qui paraît avoir induit en erreur le législateur de 1790. Cette expression voulait simplement dire que le seigneur avait un droit de retrait en vertu de son domaine éminent, en vertu de ce que les anciens auteurs appelaient quelquefois la *vis attractiva directi domini*; mais les mots *puissance de fief* éveillèrent dans l'esprit de Merlin je ne sais quelle idée de féodalité dominante, et l'on peut s'expliquer par cette confusion qu'il ait demandé l'abolition pure et simple du retrait féodal, en présentant ce retrait comme une usurpation seigneuriale.

La seconde des deux erreurs à signaler est, pour ainsi dire, en sens inverse de la première : si, sous un rapport, le législateur a étendu plus que de raison l'idée de féodalité dominante, sous un autre, au contraire, il n'a pas supprimé tout ce qui procédait de la féodalité dominante. La loi du 15 mars 1790, après avoir déterminé, dans les deux premiers articles de son titre troisième, quels droits devaient être maintenus jusqu'au rachat, s'exprime ainsi dans l'article 3 : « Les contestations sur l'existence ou la quotité de ces droits... seront décidées d'après les preuves autorisées par les statuts, coutumes et règles observés jusqu'à présent, sans néanmoins que, hors des coutumes qui en disposent autrement, l'enclave puisse servir de prétexte pour assujettir un héritage à des prestations qui ne sont point directement énoncées dans les titres directement applicables à cet héritage, quoiqu'elles le soient dans les titres relatifs aux héritages dont il est environné ou circonscrit ». Cette disposition est inconciliable avec la distinction faite par le législateur de 1790 lui-même entre la féodalité dominante et la féodalité contractante. Sans doute, le seigneur qui prétendait percevoir certaines redevances jusqu'au rachat devait pouvoir établir l'existence de son droit par tous les moyens de preuve antérieurement usités; mais il devait avoir cette faculté dans la mesure seulement où les moyens de preuve n'étaient pas supprimés comme se rattachant à la féodalité dominante, ce qui était le cas

(1) Article 20 : « Le seigneur féodal peut prendre, retenir et avoir par puissance de fief, le fief tenu et mouvant de lui qui est vendu par son vassal, en payant le prix que l'acquéreur en a baillé et payé, et les loyaux coûts, dans quarante jours après qu'on lui a notifié ladite vente, et exhibé les contrats si aucuns y en a par écrit, et d'iceux baillé copie ».

pour la maxime *nulle terre sans seigneur*, et pour la règle de l'enclave, application pure et simple de cette maxime. La maxime *nulle terre sans seigneur* constituait une usurpation de la puissance seigneuriale; elle ne pouvait manifestement être rattachée à aucune origine contractuelle : c'était une règle de féodalité dominante, un mode de preuve exceptionnel, tenant au caractère seigneurial de la mouvance prétendue, et qui devait logiquement disparaître, puisque les redevances féodales n'étaient maintenues jusqu'au rachat qu'en qualité de redevances purement foncières, dépouillées de tout alliage féodal. De même que le législateur avait supprimé toutes les voies de droit exceptionnelles jadis ouvertes aux seigneurs pour le recouvrement de leurs redevances (1), de même il aurait dû supprimer tous les modes de preuve exceptionnels, incompatibles avec le nouveau caractère purement foncier des droits qu'il maintenait. Merlin, dans son rapport préparatoire du 4 septembre 1789 (2), avait indiqué d'une façon très-nette cet enchaînement d'idées, marquant bien les conséquences que la destruction du régime féodal devait entraîner quant à la maxime *nulle terre sans seigneur* : « De ce que le régime féodal est détruit, lit-on dans ce rapport, s'ensuit-il qu'on ne doive plus avoir égard à la règle *nulle terre sans seigneur*, à ce brocard qui contrarie également et la loi naturelle, et les fastes de notre histoire, et l'ancien état des choses; à cet axiome vrai dans son origine, parce qu'il ne s'appliquait qu'à la justice, mais étendu ensuite par l'ignorance ou la mauvaise foi à la directe, et perpétuellement combattu dans ce sens par tout ce que la France a produit d'hommes éclairés et de véritables jurisconsultes? En conséquence, faudra-t-il, lorsqu'on s'occupera des droits féodaux ou censuels qui sont déclarés rachetables, ne soumettre au rachat que les propriétaires des fonds qui seront prouvés, par titre ou par possession suffisante, être chargés de ces droits? » Le rapporteur pose seulement la question sans la résoudre encore; mais la façon dont il la pose fait assez comprendre dans quel sens il croyait devoir la trancher. Comment alors, et par suite de quel revirement, la solution contraire a-t-elle pu s'introduire dans l'article cité, qui autorise le seigneur à prouver l'existence de son droit par la présomption d'enclave? Les travaux préparatoires expliquent cette anomalie; on y voit, en effet, que le législateur a con-

(1) Saisies féodales et censuelles, droits de commise (art. 7 du titre I).

(2) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 575.

sidéré faussement la présomption d'enclave comme étant sans rapport avec la maxime *nulle terre sans seigneur*, et comme se rattachant à la féodalité contractante. Tronchet l'affirmait expressément à la séance du 41 mars 1790 dans les termes suivants : « Le droit d'enclave, disait-il, ne dérive pas de la maxime *nulle terre sans seigneur*, puisque, pour pouvoir l'exercer, il faut nécessairement rapporter un titre qui donne au seigneur un droit universel sur un terrain circonscrit et limité dans le titre rapporté ⁽¹⁾ ». C'est à la suite de ce raisonnement sans valeur que fut voté l'article 3, dont on connaît le texte; et on a peine à comprendre que Tronchet ait pu se méprendre d'une façon si complète sur la véritable nature du droit d'enclave, tant ce droit est clairement défini dans l'article même dont l'orateur demandait l'adoption. Aux termes de cet article, le droit d'enclave est une présomption en vertu de laquelle on soumet un héritage à des prestations qui ne sont point énoncées dans des titres directement applicables à cet héritage, mais qui sont énoncées dans des titres relatifs aux héritages qui circonscrivent le premier. Sans doute le droit du seigneur sur les héritages environnants est fondé sur un titre; mais comment Tronchet prétend-il en conclure que le droit de ce même seigneur sur le fonds enclavé soit également fondé sur un titre, puisque la règle de l'enclave consiste justement à présumer sans titre que la directe sur un héritage appartient au seigneur des fonds qui entourent cet héritage? Une pareille présomption ne pouvait pas avoir d'autre fondement que la maxime *nulle terre sans seigneur*; elle se rattachait en conséquence à la féodalité dominante, et devait être abolie, conformément aux principes posés par le législateur de 1790.

Toutefois une remarque doit être faite sur la critique qui précède. Ce qu'on reproche à l'Assemblée constituante, ce n'est pas, à proprement parler, d'avoir admis l'application de la présomption d'enclave; c'est d'avoir commis, en l'admettant, une véritable faute de logique. Étant donné le principe que toute institution de féodalité dominante devait être abolie, la présomption d'enclave ne pouvait faire exception; mais nous avons longuement critiqué ce principe lui-même dans le chapitre II de la présente étude, et développé cette idée qu'on aurait dû restreindre l'abolition pure et simple aux seules institutions qui portaient une atteinte actuelle à la liberté humaine, et emportaient assujettissement de

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome XII, p. 417.

la personne à la personne. La présomption d'enclave n'était pas évidemment dans ce cas, et nous admettons volontiers, au point de vue législatif, qu'il fallait la maintenir; il fallait conserver aux seigneurs la plénitude de leurs droits antérieurs, en leur imposant seulement l'obligation d'en recevoir le rachat, et rien n'autorisait à changer brusquement les règles de la preuve. La maxime *nulle terre sans seigneur*, dans les pays où elle avait cours, était le mode de preuve ordinaire des droits féodaux; supprimer cette maxime, c'était priver les seigneurs d'un bénéfice sur lequel ils étaient en droit de compter, et sur la foi duquel ils avaient négligé peut-être de se ménager d'autres modes de preuve. L'Assemblée constituante faisait donc œuvre d'équité en conservant au moins l'une des applications de la maxime; mais elle se mettait ainsi en contradiction avec elle-même, et c'est pour ce motif que nous avons critiqué les solutions admises quant à l'enclave, bien que ces solutions paraissent excellentes quand on les considère en elles-mêmes.

Une remarque analogue doit être faite quant à la distinction présentée par la loi du 15 mars 1790 entre les droits abolis et les droits rachetables. En vertu des principes posés par la Constituante, il fallait remonter à l'origine des droits pour déterminer s'ils devaient être maintenus jusqu'au rachat, ou supprimés sans indemnité; et nous avons vu précédemment que le législateur, reconnaissant l'impossibilité d'établir directement l'origine des différents droits, avait recours à des présomptions, et admettait ou rejetait, suivant les distinctions déjà faites, la preuve contraire contre ces présomptions. Cette manière de procéder devait conduire à des résultats peu conformes aux principes posés : bien des droits allaient être abolis, dont l'origine véritable était contractuelle, bien des droits allaient être maintenus, qui avaient en réalité pour unique fondement des actes de violence et d'usurpation. En effet, les présomptions admises par le législateur reposaient sur la vieille distinction des droits de féodalité dominante et contractante, distinction que Montesquieu avait déjà contestée contre la tradition des juristes, et dont il est facile d'apercevoir le peu d'exactitude. Le fief et la censive, par exemple, sont regardés par le législateur comme ayant eu pour origine des concessions anciennes faites par les seigneurs à des hommes de guerre ou à des roturiers, à charge de service militaire ou à charge de redevances. Or, s'il n'est pas contestable qu'il ait dû y avoir beaucoup d'inféodations et d'accensements, il est certain aussi que la directe féo-

dale a dû parfois être imposée par la force, comme aussi, bien plus souvent encore, la directe censuelle; si beaucoup de censives étaient un produit direct de baux à cens, beaucoup aussi n'étaient autres que des tenures serviles transformées, ou des alleux assujettis à la puissance seigneuriale, à laquelle ils n'avaient pas eu la force de se soustraire. En considérant les censives comme tirant leur origine de baux à cens, les légistes anciens n'avaient pas eu, d'ailleurs, la prétention de déterminer l'origine historique véritable de ces censives; ils avaient voulu seulement en déterminer les caractères juridiques, et le contrat d'accensement leur était apparu comme étant, non pas la base toujours véritable, mais la seule base juridique possible de la censive; de même que certains philosophes, sans affirmer avec Rousseau l'existence d'un contrat social originaire, regardent cependant le contrat comme étant, au point de vue spéculatif, le seul fondement possible de la société (1). Il y avait loin de cette thèse à celle qu'adopta l'Assemblée constituante, en érigeant à l'état de présomption légale l'origine contractuelle des redevances féodales ou censuelles. Cette indication rapide d'observations élémentaires suffit à faire apercevoir comment les présomptions admises par la loi du 15 mars 1790 pouvaient conduire à des résultats opposés aux principes qui dominaient la distinction des droits abolis et des droits rachetables. Posant en principe qu'il fallait rechercher l'origine des droits pour décider s'ils devaient être abolis ou maintenus, le législateur établissait cette origine au moyen de présomptions inexactes; il était conduit de la sorte à maintenir jusqu'au rachat des droits qu'il aurait dû supprimer d'après ses principes, à supprimer, au contraire, des droits qu'il aurait dû maintenir. Sans doute, on réservait aux vassaux et censitaires la faculté de prouver contre leurs seigneurs l'illégitimité des droits maintenus; mais ils ne pouvaient guère user pratiquement de cette faculté, faute d'avoir entre les mains les moyens de preuve nécessaires. La loi, d'autre part, refusait au seigneur la faculté inverse de prouver la légitimité des droits présumés illégitimes et abolis sans rachat; la présomption, pourtant, n'était pas plus certaine pour ces droits que pour les droits non abolis, et l'origine avait pu être, en réalité, contractuelle, bien que la présomption fût contraire (2).

(1) Voy. Fouillée, *La science sociale contemporaine*, p. 7, 8 et 9.

(2) Sur l'origine historique des droits seigneuriaux, voy. notamment Flach, *Les origines de l'ancienne France, Le régime seigneurial*, tome I, p. 379 et suiv. Dans deux chapitres de son ouvrage, l'auteur indique quelle a été l'in-

Non pas d'ailleurs que nous fassions reproche à la Constituante d'avoir maintenu jusqu'au rachat les redevances féodales proprement dites; ces redevances, en effet, ne portaient aucune atteinte actuelle à la liberté ni à la dignité humaines, et devaient être en conséquence respectées à ce titre. Au point de vue législatif, l'Assemblée constituante a eu raison de les maintenir; mais elle a fait, en décidant ce maintien, une application souvent inexacte de ses propres principes.

D'une façon plus générale, sans s'occuper davantage du développement plus ou moins logique donné par l'Assemblée constituante aux principes qu'elle avait admis, on peut dire que la distinction faite entre les droits abolis et les droits rachetables ne heurtait l'équité sur aucun point essentiel. Les redevances féodales proprement dites étaient fort justement maintenues jusqu'au rachat, même quand elles avaient une origine vicieuse, par cela seul que ces redevances, sous leur forme actuelle, ne portaient aucune atteinte à des principes supérieurs de morale ou d'humanité; et, si la Constituante avait eu tort de présumer l'illégitimité de certains droits sans réserver aux seigneurs la preuve possible du contraire, il faut reconnaître, du moins, que cette preuve contraire était encore permise pour les banalités, les péages et les corvées, c'est-à-dire pour les plus répandus et les plus productifs parmi ces droits. Si bien qu'en résumé le législateur de 1790, prenant comme point de départ des principes souvent contestables, est arrivé cependant à un résultat relativement acceptable. La distinction admise entre les droits abolis et les droits rachetables est peu satisfaisante en théorie; mais elle ne prête, dans l'application qui en a été faite, à aucune objection vraiment grave.

On ne saurait en dire autant de l'organisation du rachat. Si la Constituante a su déduire avec une logique très-rigoureuse les conséquences du principe suivant lequel le rachat devait être individuel et facultatif, l'organisation du rachat n'en est pas moins la partie la plus faible de la législation relative à la réforme foncière. Deux critiques fondamentales doivent être faites sur ce point. La première, c'est que la Constituante, considérant le rachat comme une pure faculté individuelle, a commis une faute

fluente respective de la convention et de l'usage, puis de la surprise et de la violence, dans la formation des droits seigneuriaux. Les exemples nombreux qu'il emprunte aux textes jettent la plus vive lumière sur les observations qu'il présente, et qu'il résume dans son dernier chapitre sous le titre suivant : *La force et le droit* (p. 471 et suiv.).

lourde en ne s'occupant pas du côté financier de l'opération. Les vassaux et censitaires, comme les possesseurs de fonds grevés de rente, avaient besoin de capitaux pour effectuer le rachat; et, si certains vassaux pouvaient avoir à leur disposition des capitaux disponibles, les censitaires au contraire et les débi-rentiers n'avaient presque jamais d'avances suffisantes. La faculté de rachat qu'on leur accordait ne pouvait être qu'illusoire, si le législateur n'organisait en même temps le crédit foncier, comme un complément indispensable de la réforme accomplie. On comprend d'autant moins que la Constituante ait négligé cette partie de sa tâche, quand on songe qu'elle avait sous les yeux l'exemple des mesures financières prises par le roi de Sardaigne pour fournir aux débiteurs de redevances le moyen de se libérer; on a vu plus haut qu'il avait établi, sur la totalité des fonds sujets au rachat, un impôt spécial, dont le produit devait être versé dans une caisse à part; cette caisse, suivant les fonds qui s'y trouvaient, était obligée de prêter successivement aux communes l'argent nécessaire à leur acquittement envers les seigneurs⁽¹⁾. Faute d'une organisation analogue, le fonctionnement du rachat ne devait pas être possible.

La seconde critique, plus radicale encore que la première, c'est qu'il n'était pas même suffisant de faciliter, par des mesures financières, l'opération du rachat. Une pareille précaution pouvait suffire en Savoie, pays peu étendu, où la situation politique était parfaitement calme, où les relations entre les seigneurs et leurs vassaux ou censitaires avaient toujours été faciles, où la réforme foncière, enfin, était une réforme purement économique, sans aucune portée sociale. Dans un pays comme la France, en présence d'une anarchie gouvernementale complète, en présence surtout des rancunes et des haines accumulées depuis des siècles entre les créanciers et les redevables de droits seigneuriaux, le rachat individuel était une chimère; le seul moyen qu'on eût d'aboutir à une liquidation équitable, c'était de recourir au rachat obligatoire, en mettant l'opération à la charge de l'État. Le rachat individuel, en effet, ne pouvait être organisé que suivant les données admises par la Constituante : il devait être fait solidairement par ceux qui étaient tenus d'une redevance solidaire, il devait être effectué par chaque redevable en une fois, sans qu'aucun paiement partiel pût être imposé au seigneur, sans qu'on pût racheter sépa-

(1) Voy. *suprà*, ch. I, et l'étude déjà citée de M. de Loménie, sur *Les droits féodaux et la Révolution*, *loc. cit.*, p. 545.

rément les droits fixes et les droits casuels. Qu'on se rappelle, en outre, les évaluations délicates auxquelles il fallait procéder, la preuve qui devait être faite de l'existence des redevances, les oppositions qui devaient être formées par le seigneur supérieur et par les créanciers hypothécaires de tout seigneur qui recevait un rachat; qu'on se figure enfin des opérations si complexes intervenant entre un seigneur et un vassal ou censitaire irrités le plus souvent l'un contre l'autre, entre un seigneur d'autant plus exigeant qu'on venait de le dépouiller sans compensation d'une partie de ses droits, et un vassal ou censitaire mécontent des réformes obtenues, réformes si minces à côté de celles qu'on lui avait fait espérer : on comprendra sans peine que le rachat individuel et facultatif ne pouvait pas aboutir, et que la faculté de rachat accordée aux redevables, loin d'améliorer leur situation, contribuait plutôt à l'aggraver encore, en développant cet état contentieux qui constituait l'inconvénient le plus grave peut-être de l'ancien régime foncier.

Malgré ces inconvénients, qu'il eût été facile de prévoir, le comité féodal ne voulut pas admettre l'idée d'un rachat fait en masse. Il semble, tout d'abord, qu'on n'ait pas cru possible d'obliger les redevables à se racheter quand ils ne croyaient pas avoir intérêt à cette opération; mais la raison dominante qui détermina sur ce point l'Assemblée, c'est que le principe du rachat individuel et facultatif était implicitement consacré par le décret du 11 août 1789. La Constituante se considérait comme liée par les déclarations solennelles faites dans ce décret; elle tenait peut-être d'autant plus à n'y rien modifier qu'elle apercevait mieux les inconvénients de son œuvre, tout en comprenant que l'opinion publique avait pris acte des promesses faites, et qu'aucun retour en arrière n'était possible. Le décret du 11 août était cependant un décret ordinaire, susceptible d'être modifié par une loi postérieure; et s'il était prudent de n'apporter à ce décret aucune modification qui pût paraître fâcheuse au parti populaire, il ne pouvait au contraire y avoir aucun inconvénient à modifier certains points dans l'intérêt même de ce parti. L'organisation du rachat en masse ne pouvait exciter aucun mécontentement; il était indispensable d'y recourir, sous peine de voir la réforme foncière demeurer lettre morte.

Étant admis, en effet, que le rachat des droits maintenus n'était pas pratiquement réalisable, l'ensemble des réformes accomplies par l'Assemblée constituante se bornait à peu de chose. Les seigneurs de fiefs ou de censives conservaient leur droit aux rede-

vances, et pouvaient conserver leurs banalités, leurs péages et leurs corvées en établissant la légitimité de ces droits; c'était, en somme, la partie la plus lourde des redevances seigneuriales qui continuaient d'être dues, et, si certains droits avaient été abolis sans indemnité, cette mesure suffisait pour mécontenter les seigneurs, sans satisfaire les redevables. Un autre effet, sans doute, de la loi du 15 mars 1790, était de transformer la nature des droits féodaux maintenus, qui devenaient dorénavant des redevances purement foncières; l'Assemblée constituante, éprise comme elle était d'idées abstraites, crut peut-être que cette espèce de novation suffirait à rendre supportables les droits ci-devant féodaux. Mais il importait peu aux paysans que les redevances féodales eussent changé de nom, du moment qu'il fallait toujours les payer ou les racheter; et l'analyse subtile faite par le législateur les trouva tout à fait insensibles. Le jurisconsulte Garnier, qui publiait en 1791, un *Recueil avec commentaire des décrets de la Constituante sur l'abolition et le rachat des droits féodaux*, en faisait déjà la remarque : « Le ci-devant censitaire, écrivait-il, n'a pas encore bien compris que les droits féodaux qui n'atteignent que les choses et non les personnes doivent être exactement payés... On lui dit que le cens n'existe plus comme cens, mais comme redevance foncière. Est-ce l'habitant des campagnes qui saisira du premier coup d'œil la différence de ces deux qualifications? Dix sols de cens et dix sols de rente foncière lui paraissent la même chose; il a donc pu regarder d'abord comme illusoire l'abolition du régime féodal, qui, malgré la suppression du cens, ne le dispensait pas de payer la même somme sous une autre dénomination ⁽¹⁾ ». L'habitant des campagnes comprenait que les droits féodaux honorifiques, dont on le débarrassait gratis, étaient ceux dont il se souciait le moins, tandis que ceux qu'on maintenait jusqu'au rachat, intéressant sa bourse, lui paraissaient naturellement beaucoup plus intolérables ⁽²⁾.

On s'aperçut alors de la dangereuse imprudence qu'avait commise l'Assemblée constituante, quand elle avait écrit en tête de l'arrêté du 11 août sa déclaration fameuse : « L'Assemblée nationale détruit entièrement le régime féodal ». Les habitants des campagnes, trompés par cette promesse ambitieuse, furent cruellement déçus quand ils constatèrent le résultat insignifiant des mesures qu'on avait annoncées avec tant de fracas; ils accusèrent l'Assem-

(1) Cité dans l'étude de M. de Loménie, *loc. cit.*, p. 549.

(2) *Ibid.*, p. 549.

blée d'avoir failli à sa tâche, s'obstinèrent à répéter et à croire que les droits féodaux devaient être supprimés sans rachat, refusèrent de les payer plus longtemps, et recommencèrent avec une nouvelle ardeur la lutte contre les seigneurs et l'incendie des châteaux. M. de Loménie, dans son étude sur *Les droits féodaux et la Révolution*, cite à ce propos quelques extraits curieux de deux lettres écrites par le régisseur de la terre de Mirabeau, en date du 27 juin et du 15 septembre 1791, et qui donnent une idée très-nette de l'attitude générale des paysans en présence des lois de la Constituante : « Le fermier principal de Mirabeau, écrit le régisseur, vient de me payer trois mille francs, au lieu de six mille qu'il me doit, parce que les habitants de la commune refusent tous d'acquitter les cens. Depuis deux ans, je n'ai reçu qu'un seul droit de lods. Faire des poursuites, ce serait provoquer des voies de fait. L'administration et ses tribunaux sont encore sans force; les municipalités de villages propagent plutôt le désordre qu'elles ne l'arrêtent. Il ne serait donc ni prudent ni utile de poursuivre en justice des habitants qui refusent le paiement des redevances rachetables et qui ne veulent pas les racheter, qui se permettent de dévaster les bois, d'usurper les eaux, d'empêcher la culture des défrichements. Tous les grands propriétaires laissent tout aller. Quelques débiteurs ne se contentent pas de ne pas payer et de ce qu'on ne leur demande rien; j'en ai rencontré qui ont voulu me contraindre à leur faire quittance de ce qu'ils n'avaient pas payé. Ce n'est pas sans peine ni sans danger que je suis parvenu à me délivrer de cette extraordinaire pétition appuyée de menaces ⁽¹⁾ ». Arthur Young signale des désordres analogues dans les environs mêmes de Paris : « On m'a informé dernièrement de manière que je n'en puisse douter, écrit-il au mois d'août 1791, que les paysans ont formé, jusqu'à cinquante milles de Paris, de très-puissantes associations et très-étendues, pour refuser les loyers, disant en propres termes : nous sommes assez forts pour nous soustraire à ce paiement, tandis que vous ne l'êtes pas assez pour nous y contraindre ⁽²⁾ ». M. Taine enfin trouve la trace du même état des esprits dans toutes les autres parties du royaume; il fait un très-vivant tableau des mécontentements et des violences qui éclataient de toute part : « A force de souhaiter une loi qui supprime toutes les redevances, dit-il, on se figure qu'elle est faite; et l'on répète que le roi et l'Assemblée nationale ont ordonné des députations pour planter le mai

(1) *Loc. cit.*, p. 550.

(2) *Voyage en France*, traduction française de Lesage, tome II, p. 436.

et *éclairer* les châteaux. De plus..., les bandits, les gens sans aveu sont en tête avec les furieux, et conduisent l'opération à leur manière. Dès qu'une bande s'est formée, elle arrête sur les chemins, dans les champs, dans les chaumières isolées, les campagnards tranquilles qu'elle aura soin de mettre en avant si l'on en vient aux coups. A la contrainte, elle ajoute la terreur. Des potences sont dressées pour quiconque paiera les droits casuels ou les redevances annuelles, et les paroisses du Quercy menacent leurs voisins du Périgord de les mettre à feu et à sang sous huitaine, s'ils ne font pas en Périgord ce qu'elles font en Quercy. Le tocsin sonne, le tambour bat, et, de commune en commune, la cérémonie s'accomplit. On prend de force au curé les clefs de l'Église, on en brûle les bancs et parfois les boiseries, marquées aux armes des seigneurs. On va chez le seigneur, on arrache ses girouettes, et on l'oblige à fournir son plus bel arbre avec plumes et rubans pour l'orner, sans oublier les trois mesures avec lesquelles il prélève ses redevances en grains ou en farine. On plante ce mai sur la place du village, on attache au sommet les girouettes, les rubans, les plumes, les trois mesures, et cette inscription : Par ordre du roi et de l'Assemblée nationale, quittance finale des rentes. Cela fait, il est visible que le seigneur, n'ayant plus ni girouettes, ni banc à l'église, ni mesures à prélèvement, n'est plus seigneur, et ne pourra plus rien prélever. Partant, acclamation, kermesse, et orgie sur la place ⁽¹⁾ ».

C'est sous l'influence de jacqueries semblables que l'Assemblée constituante avait déjà été conduite au grand mouvement du 4 août; le désordre, depuis lors, n'avait fait que s'étendre de plus en plus à travers le royaume, en dépit des tentatives de réformes, et même à raison de ces tentatives, puisque leur insuccès avait contribué, dans une large mesure, à augmenter encore l'agitation des campagnes. La préoccupation de ces émeutes, plus fréquentes de jour en jour et plus graves, s'est traduite dans les lois mêmes de l'Assemblée constituante par un certain nombre d'articles, que c'est ici le lieu de rappeler. Le décret du 15 mars 1790, d'abord, dans son titre second, après avoir statué sur les banalités, s'exprime ainsi dans l'article 26 : « Il est fait défense aux ci-devant baniers d'attenter à la propriété des moulins, pressoirs, fours, et autres objets de la banalité, desquels ils sont affranchis par l'article 23; ladite propriété est mise sous la sau-

(1) *Les origines de la France contemporaine, la Révolution*, tome I, p. 373. Cpr. *ibid.*, p. 369 à 387, p. 402 à 408.

vegarde de la loi, et il est enjoint aux municipalités de tenir la main à ce qu'elle soit respectée ». L'article 5 du titre troisième ajoutait : « Aucune municipalité, aucune administration de district ou de département, ne pourront, à peine de nullité, de prise à partie ou de dommages-intérêts, prohiber la perception d'aucun des droits seigneuriaux dont le paiement sera réclamé, sous prétexte qu'ils se trouveraient implicitement ou explicitement supprimés sans indemnité, sauf aux parties intéressées à se pourvoir par les voies de droit ordinaires devant les juges qui doivent en connaître ». Enfin le dernier article de la loi était ainsi conçu : « Il sera incessamment pris une détermination relativement au mode et au prix de rachat des droits conservés, sans préjudice du paiement qui sera fait des rentes, redevances et droits échus et à écheoir jusqu'au jour du rachat ».

Malgré ces précautions répétées, malgré ce dernier rappel des principes, par lequel l'Assemblée nationale avait voulu terminer la loi, comme pour frapper davantage et marquer sa volonté d'une façon plus instante, les refus de paiement continuèrent à se produire. A peine deux mois après la promulgation de la loi des 15-28 mars, le 30 mai et le 12 juin 1790, quatre municipalités du département de l'Yonne, méconnaissant formellement les dispositions relatives aux droits rachetables, firent sommation aux propriétaires « de leur exhiber sous quinzaine et déposer au greffe les titres en vertu desquels ils prétendent percevoir les droits de cens, champart et autres droits seigneuriaux, qu'ils sont en possession de lever dans l'étendue des diverses paroisses, faute de quoi le paiement des droits sera refusé ». Le Conseil d'État intervint, et, par arrêt du 11 juillet 1790, annula les délibérations prises par les quatre municipalités : « Le titre III du décret des 15-28 mars, dit l'arrêt, est consacré à fournir l'énumération des droits seigneuriaux qui ne peuvent s'éteindre que par le rachat, et doivent être servis jusqu'au remboursement effectif; les termes de l'article premier dudit titre ne laissent aucun doute..., et, loin d'avoir rien à prouver pour conserver leur possession de cens, terrage, champart, etc., jusqu'au rachat, c'est au contraire à celui qui refuse le service du droit d'établir qu'il n'est pas la représentation de la concession primitive ». L'arrêt se termine par une défense à toutes les municipalités du royaume de plus prendre à l'avenir de semblables délibérations (1).

(1) Voy. le texte de l'arrêt du Conseil dans Dalloz, *Répertoire*, tome XXXVIII, p. 337.

L'Assemblée nationale intervient à son tour vers la même époque, pour rappeler encore une fois la véritable portée des principes qu'elle a posés, et pour exhorter les habitants des campagnes à l'exacte observation de ces principes. Dans un premier décret des 18-23 juin 1790, elle ordonne que les redevables de champarts, terrages, agriers, complants, dîmes inféodées, et de toutes autres redevances en nature qui n'ont pas été supprimées sans indemnité, seront tenus de les payer, la présente année et les suivantes, jusqu'au rachat, en la manière accoutumée; que nul ne pourra, sous prétexte de litige, refuser le paiement des droits énoncés dans l'article 2 du titre III du décret du 15 mars, sauf à ceux qui se trouveront en contestations à les faire juger; elle fait défense à toutes personnes d'apporter aucun trouble à la perception des champarts par des écrits, par des discours, des menaces, voies de fait ou autrement (1).

Dans un second décret des 13-18 juillet 1790, elle tient un langage plus sévère. Voyant que ses exhortations restent vaines et que les résistances s'accroissent chaque jour, elle devient menaçante, et décrète « qu'il sera informé par les tribunaux ordinaires contre les infracteurs du décret du 11 juin...; qu'il sera même informé contre les officiers municipaux qui auraient négligé à cet égard les fonctions qui leur sont confiées...; que son président se retirera par devers le roi, pour le supplier de mettre les troupes réglées à portée de seconder les gardes nationales, sur les réquisitions des municipalités ou des directoires de département et de district, pour le rétablissement de l'ordre dans les lieux où il aurait été troublé (2) ».

Le 3 août, un nouveau décret est rendu « contre ceux qui s'opposent au paiement des dîmes et des droits de champarts, ou autres droits qui n'ont pas été supprimés sans indemnité, et pour la destruction des marques extérieures d'insurrection et de sédition (3) ». Le 12 août, l'Assemblée nationale revient encore sur le même sujet dans une *Instruction concernant les fonctions des assemblées administratives*, et consacre tout un chapitre fort étendu à l'énumération des devoirs qui incombent aux assemblées administratives, aux directoires de département et à ceux de district, relativement aux droits féodaux non abolis sans in-

(1) Voy. le texte de ce décret dans le *Moniteur* des 17, 18 et 19 juin 1790.

(2) Dalloz, *loc. cit.*, p. 338.

(3) *Ibid.*, p. 338.

demnité (1). Enfin, trois mois avant de se dissoudre, elle tente un dernier effort pour rappeler les principes dans la fameuse *Instruction* des 15-19 juin 1791 « sur les droits de champart, terrage, agrier, arrage, tierce, soété, complant, cens, rentes seigneuriales, lods et ventes, reliefs, et autres droits seigneuriaux déclarés rachetables par le décret des 15-28 mars 1790 (2) ».

Le préambule s'ouvre par une affirmation nouvelle des principes supérieurs de justice et d'équité dont la Constituante s'était inspirée dans la rédaction des lois abolitives : « L'Assemblée nationale, lit-on dans ce préambule, a rempli, par l'abolition du régime féodal prononcée dans la séance du 4 août, une des plus importantes missions dont l'avait chargée la volonté souveraine de la nation française; mais ni la nation ni ses représentants n'ont eu la pensée d'enfreindre par là les droits sacrés et inviolables de la propriété. Ainsi, en même temps qu'elle a reconnu, avec le plus grand éclat, qu'un homme n'avait jamais pu devenir propriétaire d'un autre homme, et qu'en conséquence, les droits que l'un s'était arrogés sur la personne de l'autre n'avaient jamais pu devenir une propriété pour le premier, l'Assemblée nationale a maintenu de la manière la plus précise tous les droits et devoirs utiles auxquels les concessions de fonds avaient donné l'être, et elle a seulement permis de le racheter ». L'Assemblée déplore que les lois édictées dans cet esprit aient été méconnues dans leur principe et altérées dans leur application; elle n'hésite pas à attribuer une grande part de responsabilité dans ces écarts aux corps administratifs, dont elle avait déjà censuré la conduite dans ses décrets antérieurs. « Chargés, dit-elle, par la Constitution, d'assurer le recouvrement des droits de terrage, de champart, de cens ou autres, plusieurs de ces corps ont apporté dans cette partie de leurs fonctions une insouciance et une faiblesse qui ont amené et multiplié le refus de paiement de la part des redevables de l'État, et ont, par l'influence d'un aussi funeste exemple, propagé chez les redevables l'esprit d'insubordination, de cupidité, d'injustice. Il est temps, enfin, que les désordres cessent, si

(1) Dalloz, *Répertoire*, tome XXXIV, 1^{re} part. p. 594 et 595.

(2) Cette instruction a été rédigée par Merlin au nom du comité féodal; elle a été déposée sur le bureau de l'Assemblée dans la séance du 11 juin (*Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome XXVII, p. 140 et suiv.), et votée presque sans débat dans la séance du 15 juin (*ibid.*, p. 238 et suiv.). Le texte est rapporté dans les *Archives parlem.*, loc. cit., p. 258 à 242 et dans Dalloz, *Répertoire*, tome XXXVIII, p. 343 et 344.

l'on ne veut pas voir périr dans son berceau une Constitution dont ils troublent et arrêtent la marche; il est temps que les citoyens dont l'industrie féconde les champs et nourrit l'empire rentrent dans le devoir, et rendent à la propriété l'hommage qu'ils lui doivent. L'Assemblée nationale aime à croire qu'ils n'ont besoin pour cela que d'être éclairés sur le véritable sens des lois dont ils ont jusqu'à présent abusé, et c'est ce qui la détermine à le leur expliquer dans cette instruction ».

L'instruction explique ensuite longuement la portée de la loi des 15-28 mars 1790, commente avec de grands détails l'article 2 du titre III qui énumère les droits non abolis sans indemnité, et trace « la marche que doit suivre l'homme juste et impartial qui veut s'assurer si sa demande est légitime ou non. Qu'on renonce de bonne foi à cet esprit de cavillation qui a défiguré les dispositions du décret de 1790 dans l'esprit du peuple; que les corps administratifs donnent l'exemple en les faisant exécuter par tous les moyens qui sont en leur pouvoir; l'Assemblée nationale a le droit de s'y attendre, et alors tout rentrera dans l'ordre. S'il reste des difficultés sur l'existence ou sur la quotité de quelques droits, les juges les décideront; l'article 3 du titre dont on vient de parler leur en fournit les moyens, et l'article 3 du décret du 18 juin suivant les avertit que, conformément au respect éternel dû à la possession, ils doivent, nonobstant le litige, ordonner le paiement provisoire des droits qui, quoique contestés, sont accoutumés d'être payés, sauf aux redevables à faire juger le pétitoire, et à se faire restituer, s'ils triomphent en définitive, ce qu'ils seront jugés avoir payé indûment ».

« Ces développements continue l'Assemblée, suffiront sans doute pour faire cesser toute espèce de difficulté... Ainsi, plus de prétexte aux injustes refus de paiement; et il faut que celui qui fera un semblable refus s'attende à passer dans tous les esprits pour rebelle à la loi, pour usurpateur de la propriété d'autrui, pour mauvais citoyen, et pour l'ennemi de tous; il faut par conséquent qu'il s'attende à voir se réunir contre lui toutes les classes de propriétaires, justement fondées à craindre que le contre-coup de l'atteinte portée à la propriété des domaines incorporels ne vienne un jour ou l'autre frapper celle des domaines fonciers. Et, si, par le plus invraisemblable des effets de sa coupable audace, il parvenait à mettre dans son parti des gens assez téméraires pour troubler par des voies de fait, par des menaces ou autrement, la perception des droits supprimés, dans ce cas, les corps chargés

des pouvoirs de la nation n'oublieront pas les devoirs qui leur sont imposés par les décrets... Les directoires de département et de district n'oublieront pas que c'est sur leurs réquisitions, aussi bien que sur celles des municipalités, qu'il est enjoint... aux commandants des troupes réglées de seconder les gardes nationales pour le rétablissement de l'ordre dans des lieux où il aurait été troublé ».

« Sans doute, conclut l'*Instruction*, ces mesures seront rarement nécessaires; et l'Assemblée nationale a le droit d'espérer que les citoyens des campagnes, sachant apprécier ce qu'elle a fait pour leur bonheur, s'empresseront partout d'acquitter les droits dont il n'a pas été en son pouvoir de les affranchir. Ils n'oublieront pas que c'est pour la prospérité de l'agriculture qu'ont été abolies la dime, les corvées, les banalités, la gabelle, et cette foule incalculable d'autres droits aussi avilissants par leur origine que pénibles par leur poids journalier. Ils ne feront pas repentir l'Assemblée nationale de bienfaits aussi signalés, en violant les droits que la justice la plus impérieuse l'a forcée de maintenir jusqu'au rachat; et ils sentiront que, puisqu'ils sont égaux en droit à leurs anciens seigneurs, ceux-ci doivent, par cela seul, jouir paisiblement, comme chacun d'eux, de leurs propriétés ».

Ce dernier appel de l'Assemblée constituante en faveur de la justice et de l'équité ne devait pas être entendu. Le parti populaire, d'autant plus exigeant qu'il avait obtenu davantage, réclamait l'abolition pure et simple de tous les droits féodaux, avec une énergie et une violence contre lesquelles rien ne pouvait prévaloir; le temps était passé des distinctions juridiques et des réformes prudentes : le règne de la violence aveugle allait commencer.

CHAPITRE IV.

LES TRANSFORMATIONS OPÉRÉES APRÈS LA CLOTURE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

Les dispositions adoptées par l'Assemblée législative et par la Convention, quant à la transformation de la propriété foncière, ont beaucoup plus d'importance, au point de vue pratique, que celles adoptées sur le même sujet par l'Assemblée constituante. L'affranchissement de la propriété, à peine commencé par la Constituante, fut en effet réalisé d'une façon complète et définitive par la Législative et la Convention. Mais si les lois votées pendant cette période nouvelle présentent une importance plus grande au point de vue des résultats atteints, elles offrent, en revanche, beaucoup moins d'intérêt au point de vue de l'histoire des idées juridiques.

Depuis la réunion des États-généraux à Versailles, le 5 mai 1789, jusqu'à la clôture de la Constituante, le 30 septembre 1791, la préoccupation constante du législateur avait été d'assurer l'extinction graduelle des droits féodaux et des charges foncières en faisant servir à cette liquidation les principes qui avaient servi jusqu'alors à régler la perception des redevances. De là toute une suite d'analyses doctrinales et de distinctions théoriques, tant sur les droits eux-mêmes et sur leurs origines, que sur les anciennes règles applicables à ces droits. Si les lois votées en 1790 méritent particulièrement d'arrêter l'attention, c'est qu'elles forment comme le prolongement de l'ancienne législation foncière, dont la connaissance ne serait pas complète, si l'on n'avait montré comment

elle contenait pour ainsi dire en germe les principes essentiels des lois abolitives.

L'œuvre commencée par la Constituante n'ayant pas abouti pour les raisons qu'on sait, l'Assemblée législative et la Convention durent songer à la perfectionner. Mais elles le firent dans un tout autre esprit, cherchant bien moins à corriger ce que les lois précédentes avaient d'insuffisant, qu'à déposséder le plus vite possible et par tous les moyens les ci-devant seigneurs. Ce qui fait l'intérêt de cette législation nouvelle, ce n'est plus son rapport avec l'ancien droit, ni la rigueur des déductions juridiques : c'est, en premier lieu, le mouvement d'idées qui y donna naissance, et, en second lieu, le résultat auquel elle aboutit.

Il serait superflu de consacrer de longs développements aux dispositions adoptées pendant cette période. D'une part, en effet, on ne peut ici que rappeler, sans insister davantage, le mouvement d'idées qui rendit l'Assemblée législative et la Convention plus violentes que n'avait été la Constituante, et moins respectueuses des prérogatives légitimes des ci-devant seigneurs; ce serait évidemment sortir du cadre restreint de cette étude particulière que d'insister sur ce point. D'autre part, les résultats atteints sont consignés dans un petit nombre de textes, d'autant plus courts et d'autant moins compliqués qu'ils édictent des solutions plus radicales. Les seuls objets sur lesquels il pourrait être utile de présenter des indications plus étendues, ce sont les travaux préparatoires, et les incidents relatifs à la discussion des lois; mais, sur ce point encore, deux raisons différentes commandent d'être bref. La première, c'est que les travaux préparatoires n'offrent dans cette période aucun document d'une véritable importance, aucun exposé de motifs comparable à ceux qu'avaient écrits jadis Merlin et Tronchet; la législation nouvelle, si différente de la précédente par son esprit, avait le même objet, et les considérations invoquées portaient nécessairement sur les mêmes idées dont on a vu l'analyse et qu'on a discutées par avance. La seconde raison, c'est que l'histoire des incidents relatifs à la discussion des lois dont il reste à parler a été faite. M. Doniol, dans son étude sur *La Révolution française et la féodalité* ⁽¹⁾, M. Chénon, dans sa dissertation sur *Les démembrements de la propriété foncière avant et après la Révolution* ⁽²⁾, fournissent sur ce sujet les détails les plus complets; et il

(1) Voy. p. 89 à 171.

(2) Voy. p. 116 à 142.

serait sans profit de rapporter les développements qu'ils présentent. Nous en tracerons seulement une rapide analyse, moins pour refaire un travail déjà fait que pour donner à la présente étude une conclusion indispensable. Après avoir rappelé l'origine de la réforme foncière que devait accomplir le droit intermédiaire, après avoir indiqué comment la question féodale avait été posée en 1789 et résolue par l'Assemblée constituante, après avoir montré pourquoi cette solution était impraticable, il ne reste plus qu'à faire connaître comment fut achevée la transformation de la propriété foncière par la Législative et par la Convention.

A peine réunie, l'Assemblée législative, dans la séance du 24 octobre 1791, reconstitua le comité féodal. Mais ce comité n'avait avec l'ancien de commun que le nom, puisque l'Assemblée était composée toute entière d'hommes nouveaux, les membres de la Constituante ayant été déclarés inéligibles. Cette résolution funeste, qui détermina comme une orientation nouvelle de la politique générale, eut, en particulier, ce déplorable effet, au point de vue spécial qui nous occupe, qu'elle excluait de l'Assemblée Merlin et Tronchet. Ces deux jurisconsultes avaient été les véritables auteurs des lois votées par la Constituante; en admettant même que leur crédit eût été moindre dans l'Assemblée nouvelle, s'ils en avaient été membres, ils y auraient été, tout au moins, les défenseurs influents de l'équité méconnue.

Les premiers travaux du comité féodal avançaient lentement, lorsqu'un événement imprévu vint tout à coup les activer; je veux parler d'une déclaration de l'empereur d'Allemagne, relative aux vassaux de l'empire possessionnés en Alsace.

Voici comment M. Sorel expose les origines de cet incident. « Depuis la cession de l'Alsace à la France, et pendant tout le règne de Louis XIV, le royaume et l'empire n'avaient cessé de lutter dans la province cédée, le royaume pour y établir directement sa souveraineté, l'empire pour y recouvrer indirectement la sienne. Le traité de Munster n'était formel qu'en ce qui concernait les pays d'Alsace appartenant en propre à la maison d'Autriche. Les clauses relatives aux territoires alsaciens qui relevaient immédiatement de l'empire demeuraient ambiguës, obscures et litigieuses. Parmi les seigneurs de ces territoires, les uns possédaient tous leurs biens en Alsace et se trouvaient ainsi sous les prises directes du roi de France; les autres n'y possédaient que des dépendances, et tenaient dans l'empire leur principal établissement. Louis XIV n'eut point de cesse qu'il ne les eût soumis à sa souveraineté. Ce

fut l'œuvre principale des chambres de réunion. Il fallut des guerres sanglantes pour en faire prévaloir les arrêts; le traité de Ryswick en constata le solennel enregistrement de la part de l'empire. Louis XIV exigea le serment des princes allemands possessionnés en Alsace, et considéra comme dépendant directement de sa couronne les autres seigneurs et seigneuries de cette province. Mais, en enlevant à ces seigneurs et à ces seigneuries la qualité de membres immédiats de l'empire pour faire d'eux des vassaux du roi de France, il les confirma dans les droits et privilèges seigneuriaux dont ils jouissaient sous la suprématie de l'Allemagne. En 1789, les anciens membres de la noblesse immédiate et les ci-devant villes libres de l'Alsace envoyèrent des députés aux États-généraux; les territoires possédés par les princes allemands en nommèrent également, mais les princes n'en déléguèrent pas. Il s'ensuivit que, dans ces territoires, les vassaux firent acte de citoyens français comme tous les autres habitants de l'Alsace, et furent représentés à l'Assemblée, tandis que leurs seigneurs firent acte d'étrangers et n'eurent point de représentants (1). C'est dans ces conditions qu'intervinrent les décrets du 4 août... Les villes et seigneuries d'Alsace représentées à l'Assemblée n'étaient pas plus fondées à protester contre ces décrets que ne l'aurait été le reste des Français. Les princes allemands refusèrent de s'y soumettre, par le double motif qu'ils ne les avaient point consentis, et que les décrets en eux-mêmes étaient contraires aux traités. Tel fut le point de départ du conflit entre ces princes et l'Etat français, conflit médiocre quant aux intérêts qu'il mettait en jeu, considérable au contraire par les principes qu'il mettait en opposition, insoluble enfin par les moyens de droit, car il portait sur l'essence même du droit établi, que la France prétendait changer et que les Allemands prétendaient maintenir (2) ».

Dès la séance du 8 août 1789, alors qu'on discutait à la Constituante les articles votés dans la nuit du 4 août, un député de Strasbourg, M. de Turkeim, signalait par avance les réclamations que les princes allemands ne pouvaient manquer d'élever contre

(1) Les princes allemands possessionnés en 1789 étaient, parmi les laïques : le duc de Wurtemberg, le duc des Deux-Ponts, le landgrave de Hesse-Darmstadt, le margrave de Bade, les princes de Nassau, Leiningen, Loevenstein; — parmi les ecclésiastiques : les évêques électeurs de Mayence, Trèves et Cologne, les évêques de Strasbourg, Spire et Bâle, l'ordre de Saint-Jean et l'ordre des Teutoniques (Note de M. Sorel).

(2) *L'Europe et la Révolution française*, 2^e part., p. 77, 78 et 79.

la suppression sans rachat de leurs droits. Il indiquait le détail de ces droits, rappelait que la possession en était garantie par les traités, et demandait qu'ils ne fussent pas abolis sans indemnité ⁽¹⁾. La Constituante cependant ne mit dans le décret du 11 août aucune réserve sur ce point; et les princes allemands, dès qu'ils eurent connaissance des intentions de l'Assemblée, firent entendre des protestations. Louis XVI y faisait allusion dans sa lettre du 18 septembre 1789, et signalait les embarras diplomatiques que le décret du 11 août allait occasionner de ce chef : « Je ne dois pas négliger, disait-il, de faire observer à l'Assemblée nationale que l'ensemble des dispositions applicables à la question présente est d'autant plus digne de réflexions, que, dans le nombre des droits seigneuriaux dont l'Assemblée voudrait déterminer l'abolition sans aucune indemnité, il en est qui appartiennent à des princes étrangers qui ont de grandes possessions en Alsace; ils en jouissent sous la foi et la garantie des traités les plus solennels, et, en apprenant le projet de l'Assemblée nationale, ils ont déjà fait des réclamations dignes de la plus sérieuse attention ⁽²⁾ ». Sans aborder encore directement la question dans la discussion de la loi des 15-28 mars 1790, la Constituante tint compte cependant de l'observation présentée par le roi, et déclara, dans l'article 39 du titre II, qu'elle réservait de prononcer au besoin « sur les indemnités dont la nation pourrait être chargée envers les propriétaires de certains fiefs d'Alsace, d'après les traités qui ont réuni cette province à la France ».

Après le vote de la loi, le comité féodal s'occupa des questions dont la solution avait été réservée, et notamment de celle des princes possessionnés. Mais les moyens d'information manquaient, et Merlin fit adopter, dans la séance du 28 avril 1790, un projet de décret ainsi conçu : « L'Assemblée nationale, en conséquence de l'article 39 du titre II de son décret du 15 mars dernier, à décrété et décrète que le roi sera supplié de prendre des mesures pour qu'il soit remis à l'Assemblée un état détaillé et appuyé de pièces justificatives : 1° des indemnités que certains fiefs d'Alsace pourraient prétendre leur être dues par suite de l'abolition du régime féodal; 2° des différents droits pour lesquels ils réclameraient des indemnités; 3° les conditions de réversibilité ou autres, sous lesquelles ils possèdent leurs fiefs ⁽³⁾ ».

(1) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome VIII, p. 365.

(2) *Ibid.*, tome IX, p. 28 et 29.

(3) *Archives parlem.*, 1^{re} sér., tome XV, p. 316; Dalloz, *Répertoire*, tome XXXVIII, p. 335.

Six mois plus tard, la question avait été étudiée; et Merlin présentait à la Constituante, dans la séance du 28 octobre 1790, un long rapport *sur les droits seigneuriaux des princes d'Allemagne en Alsace*⁽¹⁾. Ce rapport était suivi d'un projet de décret, qui fut légèrement amendé sur la proposition de Mirabeau, et voté dans les termes suivants : « L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités féodal et diplomatique, considérant qu'il ne peut y avoir, dans l'étendue de l'empire français, d'autre souveraineté que celle de la nation, déclare que tous les décrets acceptés ou sanctionnés par le roi, notamment ceux des 4, 6, 7, 8 et 11 août 1789, 15 mars 1790, et autres concernant les droits seigneuriaux et féodaux, doivent être exécutés dans les départements du Haut et du Bas-Rhin, comme dans toutes les autres parties du royaume. Et néanmoins, prenant en considération la bienveillance et l'amitié qui depuis si longtemps unissent la nation française aux princes d'Allemagne possesseurs de biens dans lesdits départements, décrète que le roi sera prié de faire négocier avec lesdits princes une détermination amiable des indemnités qui leur seront accordées pour raison des droits féodaux et seigneuriaux abolis par lesdits décrets, et même l'acquisition desdits biens, en comprenant dans leur évaluation les droits seigneuriaux et féodaux qui existaient à l'époque de la réunion de la ci-devant province d'Alsace au royaume de France; pour être sur le résultat des négociations délibéré par l'Assemblée nationale, dans la forme du décret constitutionnel du 22 mai dernier ⁽²⁾ ».

De longues négociations s'engagèrent, en effet, dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer ⁽³⁾, et qui aboutirent à une déclaration, datée de Vienne le 3 décembre 1791, où l'empereur d'Allemagne demandait « la cessation de toutes les innovations introduites depuis le courant d'août 1789, et le rétablissement des intéressés dans la jouissance de tous les revenus qui leur avaient été enlevés ⁽⁴⁾ ». Cette déclaration hautaine fit passer la question à l'état aigu. Après plusieurs discours importants, prononcés dans les séances des 1^{er} mars, 12 et 29 février 1792, le comité féodal fut invité « à revoir tous les décrets rendus sur le rachat des droits ci-devant seigneuriaux utiles par l'Assemblée

(1) *Ibid.*, tome XX, p. 75 à 84.

(2) *Ibid.*, p. 84.

(3) Voy. sur les négociations, *L'Europe et la Révolution française*, par Albert Sorel, 2^e part., p. 77 et suiv., p. 95 et suiv.

(4) Voy. Doniol, *op. laud.*, p. 93, texte et note 1.

constituante, et à présenter incessamment ses vues à cet égard ». Le rapport du comité fut déposé par Latour-Duchâtel dans la séance du 11 avril. Cet important document, digne d'être placé à la suite des grands rapports de Merlin et de Tronchet, reprend une fois de plus les origines du problème de la transformation foncière, et en examine les données complexes; il était suivi d'un projet de décret, qui resta en discussion pendant plus de deux mois ⁽¹⁾, et devint la loi des 18 juin-6 juillet 1792. « L'Assemblée nationale, disait l'article 1, dérogeant aux articles 1 et 2 du titre III du décret du 15 mars 1790, et à toutes les lois à ce relatives, décrète que tous les droits casuels, soit censuels, soit féodaux, et tous ceux qui en sont représentatifs... sont et demeurent supprimés sans indemnité, à moins que lesdits droits ne soient justifiés par le titre primitif d'inféodation, d'accensement ou de bail à cens, être le prix et la condition d'une concession des fonds pour lesquels ils étaient perçus, auquel cas lesdits droits continueront d'être perçus et d'être rachetables ⁽²⁾ ».

Quant aux droits fixes, rien n'était modifié; mais on fit en sorte d'en rendre le rachat plus facile pour les redevables. Ce fut l'objet de la loi du 20 août 1792, dont les dispositions peuvent être résumées de la façon suivante : 1° le rachat peut être fait séparément pour les droits fixes et les droits casuels, et même pour chaque droit casuel (titre I, art. 1); il n'a plus lieu que sur le pied de la valeur du sol inculte, à moins d'indications contraires contenues dans le titre primordial (art. 2); il peut être effectué par paiements partiels (art. 6); — 2° Les-redevables de champart, terrage, complant, et autres redevances en nature, peuvent exiger la conversion en une rente ou redevance annuelle d'une quotité fixe de grains, payable aux termes ordinaires jusqu'au rachat (art. 13 et suiv.); — 3° Toute solidarité pour le paiement des cens, rentes, prestations et redevances de toute nature est abolie sans indemnité, même pour les arrérages échus; chaque débiteur peut donc servir ou racheter à son gré sa portion de rente, sans avoir à payer ni racheter en même temps celle de ses co-débiteurs (titre II, art. 1 et 2); 4° Enfin les arrérages à échoir des cens, des redevances, et même des rentes foncières ci-devant perpétuelles, sont prescriptibles à l'avenir par cinq ans au lieu de trente (titre III, art. 1) ⁽³⁾.

(1) Chénou, *op. laud.*, p. 118 à 122; Doniol, *op. laud.*, p. 94 et suiv.

(2) Dalloz, *Répertoire*, t. XXXVIII, p. 346.

(3) *Ibid.*, p. 346.

Cette loi du 20 août ne devait guère avoir d'application que pour les droits purement fonciers. Cinq jours plus tard, en effet, l'Assemblée rendit un décret d'urgence, qui décidait, pour les droits fixes, ce qu'avait décidé la loi du 18 juin pour les droits casuels : aux termes de la loi des 25-28 août 1792 ⁽¹⁾, toute propriété foncière est réputée franche et libre de tous droits, tant féodaux que censuels, à moins que ces droits ne soient justifiés avoir pour cause une concession primitive de fonds, laquelle cause ne pourra être établie qu'autant qu'elle se trouvera clairement énoncée dans l'acte primordial d'inféodation, d'accensement ou de bail à cens, qui devra être rapporté (art. 5). L'article 17 exceptait formellement de cette disposition les rentes, champarts, et autres redevances qui ne tenaient pas à la féodalité, à cette condition pourtant que ces rentes fussent dues par des particuliers à des particuliers non seigneurs, ni possesseurs de fiefs; sinon, elles étaient abolies comme les droits féodaux.

Un dernier décret, constituant une dernière injustice, fut rendu d'urgence le 27 août relativement au domaine congéable. L'Assemblée constituante avait, on le sait, maintenu ce contrat, en le purifiant seulement de tout alliage féodal; mais les domaniers firent auprès de la Législative des démarches secrètes, et la loi des 27 août-7 septembre 1792 fut rendue avant que les propriétaires fonciers aient eu le temps de se défendre ⁽²⁾. Le préambule de la loi donne pour motifs que « le domaine congéable participe de la nature des fiefs, et qu'il est instant de faire jouir les domaniers des avantages de l'abolition du régime féodal ». Viennent ensuite les articles, dont les trois premiers, qui contiennent les nouveaux principes, sont rédigés avec une grande précision. « Article 1^{er} : La tenure convenancière ou à domaine congéable est abolie; les coutumes locales qui régissent cette tenure, sous le nom d'usement, sont abrogées; en conséquence, les ci-devant domaniers sont et demeurent propriétaires incommutables du fonds comme des édifices et superficies de leurs tenures. — Article 2 : Il ne sera fait à l'avenir aucune concession à pareil titre; celles qui seraient faites ne vaudraient que comme simples arrentements. L'entière propriété des terres ainsi concédée appartiendra aux concessionnaires, avec la faculté perpétuelle de racheter les rentes. — Article 3 : Dans les concessions

(1) *Ibid.*, *loc. cit.*, p. 348.

(2) *Ibid.*, tome XXX, p. 529.

précédemment faites, les droits de congément, baillées, commission et nouveautés, et le droit de lods et ventes qui ne serait point expressément stipulé dans le contrat primitif de concession, sont abolis sans indemnité ». Enfin l'article 11 autorise les ci-devant domaniers à racheter leurs rentes ci-devant convenancières.

La Législative n'avait pas laissé grand'chose à faire à la Convention. Cependant, dès que cette Assemblée fut réunie, les décrets sur les droits féodaux reparurent plus nombreux que jamais. La plupart, il est vrai, ne font qu'interpréter les décrets antérieurs ou répondre à des questions posées par des pétitionnaires; mais il en est d'autres, fort importants, qui marquent un pas de plus dans la voie des spoliations : tel est notamment le décret fondamental du 17 juillet 1793 ⁽¹⁾, « qui supprime sans indemnité toutes les redevances ci-devant seigneuriales et droits féodaux, même ceux conservés par le décret du 25 août 1792 ». Désormais, plus de distinction entre la féodalité contractante et la féodalité dominante, entre les droits maintenus et les droits abolis; la Convention n'admet pas qu'on ait pu consentir des redevances seigneuriales comme condition d'une concession de fonds : elle le nie même en présence du titre primitif ⁽²⁾. En conséquence, elle décrète : « Art. 1^{er} : Toutes redevances ci-devant seigneuriales, droits féodaux, censuels, fixes et casuels, même ceux conservés par le décret du 25 août dernier, sont supprimés sans indemnité. — Art. 2 : Sont exceptées des dispositions de l'article précédent les rentes ou prestations purement foncières et non féodales ».

La Convention va plus loin. Craignant une réaction qui pourrait rendre aux titres de concession la valeur qu'elle ne leur reconnaît plus, elle ajoute : « Art. 6 : Les ci-devant seigneurs, les feudistes, commissaires à terrier, notaires et autres dépositaires de titres constitutifs ou récognitifs de droits supprimés par le présent décret et par les décrets antérieurs rendus par les assemblées précédentes, seront tenus de les déposer, dans les trois mois de la publication du présent décret, au greffe des municipalités des lieux. Ceux qui seront déposés avant le 10 août prochain seront brûlés ledit jour en présence du conseil général de la commune et des citoyens : le surplus sera brûlé à l'expiration des trois mois. — Art. 7 : Ceux qui seront convaincus d'avoir caché, soustrait ou recélé des minutes ou expéditions des actes qui doivent être brûlés,

(1) Dalloz, *Répertoire*, tome XXXVIII, p. 349.

(2) Chénou, *op. laud.*, p. 125; Doniol, *op. laud.*, p. 149.

aux termes de l'article précédent, seront condamnés à cinq années de fers ».

Le 7 septembre, la Convention prit un autre décret, qu'elle compléta le lendemain en y attachant une sanction, et qui est ainsi conçu : « La Convention nationale décrète qu'aucun Français ne pourra percevoir des droits féodaux et des redevances de servitudes, en quelque lieu de la terre que ce puisse être, sous peine de dégradation civique (1) ».

Mesure absurde en elle-même, le brûlement des titres présentait, en outre, des difficultés pratiques qui ne tardèrent pas à se révéler. Beaucoup de titres, en effet, étaient mixtes, c'est-à-dire constataient à la fois des charges foncières et des redevances féodales; si on brûlait ces titres, on violait l'article 2 du décret du 25 août, qui maintenait les rentes foncières; si on les conservait, on violait l'article 6, qui prescrivait le brûlement. Pour résoudre cette difficulté, le comité de législation de la Convention lui présenta, dès le 2 octobre 1793, un projet de déclaration tendant à séparer, dans les contrats d'inféodation ou d'accensement, ce qui était purement foncier de ce qui était féodal; pour laisser le temps de faire cette séparation, on aurait prorogé à six mois le brûlement des titres mixtes. Bien que cette proposition fût faite avant tout dans l'intérêt de l'État, qui se voyait menacé par le brûlement de ses titres de perdre non seulement les droits féodaux dont il avait été propriétaire, mais encore ses droits fonciers, la Convention ne voulut apporter aucune atténuation à ses dispositions antérieures (2).

Une nouvelle tentative du comité de législation, faite peu de temps après, eut un meilleur succès. Un décret du 8 pluviôse an II (27 janvier 1794) (3) ordonna aux municipalités de conserver jusqu'à nouvel ordre les titres qui leur avaient été remis; le même décret défendait aux notaires, sous peine de cinq années de fers, d'insérer à l'avenir aucune expression ni qualification nobiliaire dans les actes qu'ils recevraient; s'ils délivraient des expéditions des anciens titres, ils devaient les purger de toute qualification semblable. Mais un titre qu'on sait expurgé, alors même que la correction ne porte que sur des points très-secondaires, devient suspect et perd toute valeur probante. Le commissaire des revenus nationaux s'en aperçut bientôt; et, sur sa demande, un nou-

(1) Dalloz, *loc. cit.*, p. 349.

(2) Doniol, *op. laud.*, p. 152.

(3) Dalloz, *loc. cit.*, p. 350.

veau décret fut rendu le 11 messidor an II (29 juin 1794), qui permettait aux notaires de délivrer des expéditions des anciens titres sans les purger, lorsque les communes, les autorités constituées et les agents nationaux leur en feraient la demande écrite (1). Le principe du brûlement était maintenu, mais l'exécution était renvoyée à une époque non encore déterminée, et qui ne devait jamais l'être (2).

Le décret du 17 juillet 1793, dans son article 2, avait formellement maintenu les rentes foncières non féodales. Mais ce maintien des redevances purement civiles faisait naître une question, celle de savoir à quel critérium il fallait s'attacher pour distinguer les redevances seigneuriales des redevances civiles. La justice la plus élémentaire commandait de considérer la nature intrinsèque des droits pour déterminer s'ils étaient civils ou seigneuriaux; mais la Convention préféra un autre critérium. Par un premier décret du 2 octobre 1793, elle avait refusé, comme on sait, d'accorder aucun délai pour le brûlement des titres mixtes. Le 7 ventôse an II (25 février 1794), sur une question posée par l'administrateur des domaines nationaux, elle donna à ce décret une signification que ses termes ne comportaient pas : elle décida qu'il avait interprété la loi du 17 juillet « en ce sens qu'elle supprimait sans indemnité les rentes foncières qui avaient été créées, même pour conversion de fonds, avec mélange de cens ou autre signe de seigneurie ou féodalité (3) ». Le 29 floréal an II (18 mai 1794), la Convention accentua encore sa décision. Le tribunal de Pontreux (Côtes-du-Nord) avait demandé si le décret du 17 juillet s'appliquait aux redevances convenancières; la Convention répond « que, par l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1793, toute redevance ou rente entachée originairement de la plus légère marque de féodalité est supprimée sans indemnité, quelle que soit sa dénomination, quand même elle aurait été déclarée rachetable par les lois antérieures, et qu'ainsi il ne peut y avoir de conservées que les rentes convenancières qui ont été créées originairement sans aucun mélange ni signe de féodalité (4) ». De cette interprétation donnée à la loi du 17 juillet, il résultait que la rente foncière elle-même n'échappait pas à l'abolition pure et simple; pour qu'elle fût supprimée, il suffisait que le contrat qui la constatait contînt quel-

(1) Dalloz, *loc. cit.*, p. 350.

(2) Chénon, *op. laud.*, p. 127.

(3) Dalloz, *loc. cit.*, p. 350.

(4) Dalloz, *loc. cit.*, p. 350.

ques expressions rappelant le ci-devant régime féodal. Il ne faut pas oublier, d'autre part, qu'en vertu de la loi du 25 août 1792 (art. 17), celui-là seul pouvait réclamer une rente foncière qui n'avait été ni seigneur ni possesseur de fief (1).

Cette distinction entre les rentes purement foncières et les rentes féodales fut longtemps trouvée trop commode pour qu'on osât y toucher. Sous le Directoire, la jurisprudence essaya bien d'atténuer autant que possible la portée des décrets de la Convention, en s'attachant au fond plus qu'à la forme des contrats; mais les termes précis de la loi, comme aussi les rancunes populaires, très-susceptibles sur ce point, lui laissaient peu de latitude. Il en fut de même sous le Consulat. Bonaparte essaya plusieurs fois, sans réussir, de faire sanctionner par le Conseil d'État les distinctions que commandait l'équité; le Conseil répondit en 1803 par un avis résolu (2), manifestant l'intention arrêtée de laisser appliquer dans toute leur étendue les décrets de 1793. L'avis avait été rédigé par Treilhard; il visait tous les décrets qui précèdent, et concluait « qu'il était impossible de méconnaître des intentions aussi évidentes... que toutes les prestations, de quelque nature qu'elles pussent être, établies par des titres constitutifs de redevances seigneuriales... étaient supprimées, et qu'on ne pouvait admettre les demandes en paiement de ces prestations sans changer la législation ». En 1805, Napoléon fit une nouvelle tentative, et rencontra la même résistance (3). Il dut se résigner; et, en 1807, il se référa lui-même dans un décret aux décisions rendues par le Conseil d'État (4).

A partir de ce moment, il fut avéré que la législation resterait inflexible comme au premier jour; et la Cour de cassation en fit une application rigoureuse jusqu'en 1830. Après la révolution de Juillet, un revirement soudain s'opéra dans la jurisprudence. L'avènement du régime nouveau paraissait écarter tout danger de réaction contre les principes de 1789; et Merlin, devenu procureur général près la Cour de cassation, prit l'initiative d'un changement dans l'interprétation des lois de la Convention. Commencé par un arrêt de la chambre civile du 31 décembre 1833 (5), ce changement fut accentué plus tard par deux nouveaux arrêts du 16 avril 1838

(1) Chénon, *op. laud.*, p. 128 à 129.

(2) Avis du 30 pluviôse an XI (19 février 1803); Dalloz, *loc. cit.*, p. 350.

(3) Avis du 13 messidor an XIII (2 juillet 1805); Dalloz, *loc. cit.*, p. 350.

(4) Décret du 23 avril 1807; Dalloz, *loc. cit.*, p. 350.

(5) Sirey, 1834, I, p. 171.

et du 5 mars 1839 (1). La cour déclarait les avis du Conseil d'Etat applicables seulement aux espèces pour lesquelles ils avaient été rendus, et, se plaçant en face de la loi elle-même, l'interprétait d'une façon plus large et légèrement prétorienne. L'arrêt de 1833 décidait qu'un droit qualifié *directe seigneurie* n'est pas atteint par la loi de 1793, quand on prouve en fait que ce droit constitue une simple directe privée. Allant plus loin, les deux arrêts postérieurs distinguaient entre les pays de franc-alieu et ceux où était reçue la maxime *nulle terre sans seigneur*; ils décidaient que le caractère foncier des redevances devait être présumé dans les pays de franc-alieu, même quand ces redevances avaient reçu dans les actes des qualifications féodales; c'était aux débiteurs à prouver qu'elles étaient féodales au fond comme en la forme. Malheureusement ces décisions restèrent isolées, les contestations de ce genre devenant plus rares chaque jour (2).

—Le 9 brumaire an VI (30 octobre 1797), une loi nouvelle (3), relative au domaine congéable, avait effacé les dispositions iniques contenues dans la loi des 27 août-7 septembre 1792, et dans un certain nombre de lois qui en étaient la suite; sans édicter de dispositions nouvelles, elle avait remis purement et simplement en vigueur le décret des 7 juin-5 août 1794, dont les dispositions sont connues.

Il faut enfin signaler toute une série de lois et d'actes législatifs, qui effacèrent peu à peu les derniers vestiges de la directe privée. La loi du 18 décembre 1790 avait assimilé à des rentes foncières rachetables toutes les redevances dues en vertu de locations perpétuelles; elle avait au contraire maintenu dans leur ancienne forme tous les baux à long terme d'une durée inférieure à quatre-vingt-dix-neuf ans; ces baux conservaient les caractères qu'ils avaient dans l'ancienne législation, transférant au preneur soit la propriété du fonds, soit le domaine utile, soit un simple droit réel de jouissance (4). Les lois hypothécaires du 9 messidor an III et du 11 brumaire an VII supprimèrent le domaine utile auquel donnaient encore naissance certaines locations à long terme (5); la même loi

(1) Sirey, 1838, I, p. 447; 1839, I, p. 410.

(2) Chénon, *op. laud.*, p. 129 et 130; Doniol, *op. laud.*, p. 169, texte et note 1.

(3) Dalloz, *Répertoire*, tome XXX, p. 530; voy. Chénon, *op. laud.*, p. 134 à 137.

(4) Voy. *suprà*, chap. III, sect. III.

(5) Chénon, *op. laud.*, p. 130 à 134.

du 11 brumaire an VII, bientôt confirmée par la loi du 22 frimaire de la même année, enlevèrent à la rente foncière son caractère immobilier, mais sans toucher encore à son caractère de droit réel, qui devait lui être enlevé seulement par l'article 530 du Code civil ⁽¹⁾; enfin, un avis du Conseil d'État du 4 thermidor an VIII, sur les baux à complant, rétablit la distinction méconnue par Merlin entre les locations perpétuelles qui transfèrent au preneur un simple droit réel de jouissance, et celles qui lui transfèrent la vraie propriété du fonds ⁽²⁾.

Les rédacteurs du Code civil coordonneront et reviseront ces dispositions diverses; elles ne sont que les annexes transitoires de l'œuvre accomplie par le droit intermédiaire.

(1) *Ibid.*, p. 140 à 142.

(2) *Ibid.*, p. 137 à 140.



POSITIONS.

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE.

DROIT ROMAIN.

I. Le *dominium ex jure quiritium* ne pouvait exister sans la réunion des trois conditions suivantes : 1^o capacité quiritaire du sujet, 2^o capacité quiritaire de la chose, 3^o mode d'acquisition conforme au droit civil.

II. Le sol des *civitates liberæ* n'était pas susceptible de *dominium ex jure quiritium*.

III. L'*assignatio coloniarum* ne modifiait en rien la condition du sol, qui restait provincial.

IV. L'*origo* et l'*incolatus* étaient des droits de cité d'un ordre secondaire, indépendants des qualités de *civis romanus*, de *latinus*, ou de *peregrinus*.

DROIT FRANÇAIS.

I. Le débiteur d'une rente foncière établie sous l'empire du Code civil ne peut se décharger du service de cette rente par le déguerpissement. Il en serait autrement si la rente avait été établie antérieurement au Code civil, même depuis la loi du 11 brumaire an VII.

II. Le régime féodal existait encore légalement en France dans l'intervalle qui sépare le 11 août du 3 novembre 1789.

III. Le droit pour un seigneur d'exercer dans certains cas le retrait féodal était un droit de féodalité *contractante*, et non pas *dominante*.

IV. L'abolition sans indemnité de certains droits féodaux n'était pas une iniquité; mais il fallait soumettre au rachat tous les droits n'emportant pas assujettissement actuel de l'homme à l'homme, si viciieuse d'ailleurs que pût en être l'origine.

POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE.

DROIT ROMAIN.

I. Dans l'ancien droit romain, les fiançailles donnaient lieu à une action.

II. Il n'y avait pas, dans la constitution romaine, à la fin du ^v^e siècle, de base fixe qui pût assurer la succession régulière des empereurs d'Occident.

III. A l'époque classique, le créancier d'un *filiusfamilias* pouvait le mettre *in carcere privato* quand il ne payait pas sa dette.

IV. La prescription acquisitive organisée par Justinien était interrompue, à la différence de l'usucapion du droit classique, par la *litiscontestatio*.

DROIT CIVIL.

I. Le mari ne s'oblige pas personnellement quand il autorise sa femme à contracter des dettes conformément à l'art. 1419 C. civ.

II. L'époux qui profite seul de la rente viagère constituée avec un capital provenant des deniers communs, et stipulée réversible sur la tête de l'époux survivant, ne doit pas récompense.

III. L'ascendant donateur peut exclure de la communauté existant entre le donataire et le conjoint de celui-ci des biens mobiliers atteints par la réserve.

IV. L'art. 908 C. civ., en vertu duquel les enfants naturels ne peuvent rien recevoir, par donation entre-vifs ou par testament, au

delà de ce qui leur est accordé au titre des successions, doit être appliqué aux descendants légitimes de l'enfant naturel prédécédé.

MATIÈRES DIVERSES.

I. Le Président de la République peut, avec l'accord du Sénat, dissoudre la Chambre des députés, alors même que l'Assemblée nationale est réunie; ce qui entraîne la dissolution de cette Assemblée.

II. Les dispositions de l'art. 4 de la loi du 8 nivôse an VI, et de l'art. 7 de la loi du 22 floréal an VII, ont pour effet de rendre les rentes sur l'État français absolument insaisissables, notamment en cas de faillite du titulaire de ces rentes.

III. Il n'est pas contraire aux principes du droit international, en matière d'extradition, qu'un État livre ses nationaux.

IV. Les faits délictueux commis à bord d'un navire français, dans la mer territoriale d'un État étranger, ne sont pas de la compétence des tribunaux de cet État, s'ils ne portent aucune atteinte aux droits qui sont reconnus à l'État riverain dans cette zone.

Vu par le Président de la thèse,

P. CAUWÈS.

Vu par le Doyen :

COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE.

DROIT ROMAIN.

	Pages.
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — La conquête romaine. — Ses effets quant aux personnes et quant aux biens. — Le <i>jus italicum</i>	5
CHAPITRE II. — Le <i>jus italicum</i> et la condition des personnes.....	18
CHAPITRE III. — Le <i>jus italicum</i> et la condition des terres.....	37
<i>Section I.</i> Caractère du <i>jus italicum</i>	38
§ 1. Effets du <i>jus italicum</i> en matière civile.....	39
§ 2. Effets du <i>jus italicum</i> en matière fiscale.....	59
§ 3. Autres effets prétendus du <i>jus italicum</i>	74
<i>Section II.</i> Villes qui ont reçu le <i>jus italicum</i>	80
<i>Section III.</i> Origine du <i>jus italicum</i>	90
CHAPITRE IV. — Le <i>jus italicum</i> et la condition des cités.....	95
CHAPITRE V. — Disparition du <i>jus italicum</i>	104

DROIT FRANÇAIS.

INTRODUCTION	117
CHAPITRE I. — Les origines de la transformation.....	125
CHAPITRE II. — Les cahiers des Etats-généraux et la nuit du 4 août...	185
CHAPITRE III. — Le développement des principes du 4 août dans les lois de l'Assemblée constituante.....	239

	Pages.
<i>Section I.</i> La distinction des droits féodaux abolis ou rachetables d'après la loi des 15-28 mars 1790.....	241
<i>Section II.</i> L'organisation du rachat des droits féodaux d'après la loi des 3-9 mai 1790.....	266
<i>Section III.</i> L'organisation du rachat des droits fonciers d'après la loi des 18-29 décembre 1790.....	302
<i>Section IV.</i> Examen critique et résultats généraux des lois précédentes.....	312
CHAPITRE IV. — Les transformations opérées après la clôture de l'Assemblée constituante.....	331

LIBRAIRIE L. LAROSE ET FORCEL

22, RUE SOUFFLOT, PARIS

OUVRAGES DE DROIT

SCIENCES, ARTS, LITTÉRATURE, ETC.

NEUFS ET D'OCCASION
